

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'EXPANSION
DES
BANQUES ALLEMANDES
A L'ÉTRANGER

SES RAPPORTS AVEC LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 25 janvier 1909, à 3 heures

PAR

GEORGES DIOURITCH

Président : M. SOUCHON.

Suffragants : { MM. DESCHAMPS, } professeurs.
 { TRUCHY, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909



THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'EXPANSION

DES

BANQUES ALLEMANDES

A L'ÉTRANGER

SES RAPPORTS AVEC LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 25 janvier 1909, à 3 heures



PAR

GEORGES DIOURITCH

Président : M. SOUCHON.

*Suffragants : { MM. DESCHAMPS, } professeurs.
 TRUCHY, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 43

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Nous nous sommes proposé dans ce travail, l'étude du mouvement d'expansion à l'étranger des banques allemandes.

On a dit, à juste titre, que de tous les problèmes que soulève l'organisation économique d'un pays, il n'en était guère de plus importants que ceux relatifs au régime des banques. Ceci nous paraît particulièrement vrai de l'Allemagne où l'organisation, le développement et l'activité des banques ont été si intimement liés à l'organisation, au développement et à l'activité de la vie économique nationale tout entière : là, plus que partout ailleurs, les banques ont été les pionniers, les précurseurs du développement économique du pays,¹ — développement intense, relativement très récent et dont on peut facilement suivre les étapes et discerner les principaux facteurs.

Notre sujet particulier nous permettra de dégager les caractéristiques essentielles de l'organisation des banques allemandes : il nous permettra également de préciser le rôle de ces banques dans le développement économique actuel de l'Allemagne.

Deux idées directrices, en effet, et sur lesquelles nous ne craignons point d'insister, nous ont guidé au cours de ce travail. Le mouvement d'expansion des banques allemandes, si remarquable et si actif en ces dernières années, n'est point un phénomène accidentel, anormal, isolé. Il apparaît, au contraire, comme un *moment* de l'évolution des banques allemandes elles-mêmes, comme une suite naturelle et pour ainsi dire nécessaire de leur propre évolution. En second lieu, il ne doit

point être isolé du développement économique de l'Allemagne : l'expansion des banques n'est qu'un des *aspects* de l'expansion économique générale de l'Allemagne, expansion si puissante après 1870.

Ainsi, pour placer notre sujet dans son véritable cadre et lui donner ses proportions exactes, avons-nous dû tout d'abord retracer à grands traits l'organisation des banques allemandes et les principales étapes de leur évolution : nous avons cherché à déterminer *comment* et à la suite de *quelles causes* internes et externes, ces banques furent conduites à l'expansion. Nous avons décrit les modalités de cette expansion et relaté les différents moyens techniques utilisés par les banques pour s'introduire sur les marchés étrangers.

En second lieu, nous nous sommes efforcé de mettre en lumière les aspects économiques de cette expansion des banques, — causes économiques de l'expansion, résultats économiques qu'elle a produits : la tendance économique générale à l'expansion a poussé les banques dans cette voie ; celles-ci à leur tour ont souvent provoqué, toujours facilité l'expansion industrielle et commerciale. Cette double action et réaction réciproque, également intense, devait être constatée.

On voit ainsi que nous n'avons pas cru devoir envisager notre sujet du point de vue étroit, du point de vue strictement *bancaire*. Ce n'est point à un pur et simple aspect *technique* que nous nous sommes limité. Comprenant au contraire l'expansion de banque *au sens le plus large*, nous lui avons rattaché tout phénomène de l'activité économique allemande à l'étranger, dont les banques ont été le *promoteur*, le *canal* ou le *soutien*. En d'autres termes, nous ne nous en sommes pas tenu à l'étude de l'expansion du commerce *régulier* de ces banques ; nous avons apporté le même souci dans la recherche de l'expansion du *commerce irrégulier* de banque. On trouvera

ainsi à côté de l'exposé du rôle des banques allemandes dans les paiements internationaux et de leur intervention dans les relations commerciales allemandes à l'étranger, l'analyse plus générale de leurs participations aux emprunts étrangers, aux entreprises industrielles et commerciales. C'est uniquement en procédant ainsi, croyons-nous, qu'on pouvait présenter ce sujet sous son véritable aspect : ainsi seulement il apparaît dans tout son intérêt et sa complexité réelle.

Quelle méthode suivrons-nous ? Sans vouloir exposer théoriquement celle dont nous nous réclamons, nous croyons pouvoir l'indiquer nettement et la faire comprendre en exposant brièvement de quelle façon cette étude a été conçue et exécutée.

Elle comporte, en effet, deux parties bien distinctes : dans une première partie, *partie synthétique*, nous avons essayé de dégager les faits généraux touchant le développement historique des banques allemandes, les causes qui ont déterminé l'expansion de ces banques, ses aspects financiers et économiques et enfin les modalités du mouvement. — Dans une deuxième partie, *partie analytique*, nous avons étudié, l'une après l'autre, toutes les banques allemandes qui ont pratiqué l'expansion à l'étranger ; tous les faits qui constituent cette expansion y sont analysés individuellement. Ces deux parties se suivent ; mais tel n'a pas été l'ordre suivi dans l'exécution de ce travail.

Nous avons en effet procédé tout d'abord aux recherches de la partie analytique, série de faits, étudiés du point de vue le plus *objectif* et le plus *réaliste* ; nous nous excusons ici de ce qu'elle peut présenter d'aride et de peu intéressant : elle est avant tout documentaire.

La partie synthétique met en œuvre une certaine classifica-

tion et une certaine généralisation de ces faits : mais nous n'y avons voulu introduire que ce que nous étions en droit de tirer de la partie documentaire qui nous a servi de base et qui doit venir comme preuve.

Aussi bien, la valeur scientifique d'une telle recherche exige-t-elle que l'on soit aussi sûr que possible de l'exactitude des faits présentés. Les moyens utilisés pour parvenir à la connaissance des faits, sont d'une importance capitale dans une étude qui se réclame avant tout de la méthode réaliste : ces moyens constituent une partie essentielle de la méthode.

Nous avons presque exclusivement utilisé pour notre étude dans son ensemble, et plus particulièrement encore pour notre étude analytique, des *sources directes*. Parmi ces sources, il faut citer, en tout premier lieu, les bilans et rapports des banques, ainsi que toutes les publications faites par les soins de ces établissements, prospectus, circulaires pour succursales, livres d'or (*Denkschriften*) que certaines sociétés allemandes ont pris l'habitude louable de publier à certains anniversaires. Nous sommes heureux d'exprimer ici toute notre gratitude aux banques qui ont bien voulu nous ouvrir leurs archives, et qui nous ont permis, avec la plus parfaite obligeance, de nous servir de leurs documents (1). A côté de ces sources directes, il nous faut citer tous les documents officiels publiés en Allemagne sur l'expansion, ainsi que certains documents d'origine privée que nous utilisons au cours de notre travail, mais à qui une juste notoriété a donné pour ainsi dire un caractère officiel.

(1) Nous tenons à adresser nos remerciements particuliers à la direction de la Discontogesellschaft à Berlin, qui a bien voulu mettre ses archives à notre disposition pendant de longs mois, et au Crédit Lyonnais, dont le service des études financières nous a permis de terminer certaines parties de ce travail en France.

Une observation s'impose en ce qui concerne les documents fournis par les banques elles-mêmes, bilans, rapports, etc. On a dit de ces documents qu'ils étaient semblables à la lunette de Tabarin et qu'on y pouvait voir tout ce qu'on désirait. C'est là une exagération manifeste. Ces bilans et rapports renferment tout d'abord des faits d'une exactitude peu discutable, à savoir tous ceux qui vont contre les intérêts des banques et qui pourtant y sont mentionnés. On peut, en second lieu, tenir pour vrais ceux qui se trouvent relatés par plusieurs établissements qui ont en général des intérêts contraires. Quant aux autres faits, il faut opérer comme dans tout travail scientifique : les contrôler les uns par les autres, au besoin par d'autres sources, semi-officielles notamment, et qui existent en cette matière.

Un mode de contrôle que nous avons suivi dans une large mesure, a été l'*enquête personnelle*. Cette enquête ne nous fut pas seulement profitable comme mode de contrôle des sources mentionnées ; elle nous a servi également d'instrument d'investigation et de source spéciale. C'est elle notamment qui nous a permis de prendre plus intimement contact et de nous familiariser avec le mouvement économique dont nous nous sommes proposé l'étude. Nous exprimons ici toute notre reconnaissance à tous ceux — et le nombre en est grand — que nous avons eu l'occasion d'approcher et de consulter au cours de cette enquête.

De cette étude ainsi comprise et entreprise, nous n'avions point à tirer de conclusions autres que celles qui se dégagent du rapprochement aussi complet et impartial que possible des faits. On ne saurait prévoir avec certitude ni l'avenir, ni les modalités de semblables mouvements. L'expansion des banques allemandes est trop récente et elle a dans cette courte période d'une trentaine d'années, subi de trop notables chan-

gements et présenté des aspects trop variables, pour que nous puissions la juger avec sécurité et essayer de tracer ses voies prochaines. Faire l'historique du mouvement, analyser de façon critique ce moment de l'évolution des banques, montrer ses rapports avec le développement économique de l'Allemagne, indiquer les positions conquises, et pour ainsi dire, présenter le dessin de ce réseau étendu qui, de Berlin comme centre, s'étend aujourd'hui sur tout le monde, — tel fut notre seul but.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE SYNTHÉTIQUE
DU MOUVEMENT D'EXPANSION A L'ÉTRANGER
DES BANQUES ALLEMANDES

CHAPITRE PREMIER

ÉVOLUTION DES BANQUES ALLEMANDES AU XIX^e SIÈCLE

1. — La période antérieure à 1850.
2. — Les banques allemandes de 1850 à 1870.
3. — Les banques allemandes de 1870 à nos jours : la *concentration* ;
l'*expansion* : *tableau général*.

Avant d'aborder l'étude particulière de l'*expansion des banques allemandes à l'étranger*, il est nécessaire, croyons-nous, de tracer un tableau rapide de l'*évolution interne* de ces banques. C'est le seul moyen de présenter ce fait de l'expansion sous son véritable jour et dans toute sa vérité. L'expansion n'est point un phénomène] économique isolé, indépendant, mais un phénomène qui se trouve en intime corrélation, tant avec le développement économique du pays qu'avec le développement interne des banques, une conséquence naturelle de leur évolution. Sans prétendre donner de cette évolution un exposé détaillé, intéressant sans doute, mais qui débordait de notre cadre (1), nous voudrions retracer les traits

(1) Malgré de nombreux travaux sur les banques allemandes, l'historique détaillé de ces banques reste encore à faire. Pour l'époque antérieure à 1870, nous avons sans doute l'ouvrage bien connu de Poschinger, mais outre que ce travail n'est pas complet pour la toute première époque des banques allemandes (il ne s'occupe pas en effet des banques privées), l'objet de son étude est plutôt l'historique des concessions d'État données au banques allemandes ; il s'arrête en 1870, c'est-à-dire au moment où cesse la nécessité de cette autorisation gouvernementale.

Il devient de plus en plus difficile de faire l'historique des banques

essentiels qui aideront à comprendre ce moment de l'évolution des banques, dont nous nous sommes particulièrement proposé l'étude.

allemandes ; le besoin s'en fait pourtant vivement sentir. Il devient, en effet, de plus en plus difficile de se procurer tous les documents concernant les banques qui ont liquidé depuis un temps assez long ; les archives des grandes banques allemandes, même les plus riches, comme celles de la Discontogesellschaft, ne les contiennent pas tous.

En l'absence d'un ouvrage d'ensemble, on pourra consulter utilement différents travaux sur les banques allemandes, parmi lesquels on doit noter surtout les travaux statistiques de W. Christians dans le *Deutsche Oekonomist* ; parmi les autres, notons comme particulièrement utiles :

1858. Hocker, *Sammlung der Statuten sämtlicher Aktienbanken Deutschlands*, Cologne.

1878. v. Poschinger, *Bankwesen und Bankpolitik in Preussen*, Berlin.

1880. Félix Hecht, *Bankwesen und Bankpolitik in den süddeutschen Staaten, 1819-1875* (Iéna, Gust. Fischer).

1890. Walther Lotz, *Die Technik des deutschen Emissions-Geschäfts* (Leipzig, Duncker et Humblot).

1890. Heinr. Sattler, *Die Effektenbanken* (Leipzig, Wintersch Verlagshandl.).

1891. Karl v. Lumm, *Die Entwicklung des Bankwesens in Elsass-Lothringen seit der Annexion* (Staatsw.-Studien, édité par v. Elster, t. III, livraison 7).

1896. Paul Model, *Die Grossen Berliner Effektenbanken* (édité et complété par Dr Ernest Loeb), Iéna, Gust. Fischer.

1899. Nasse u. Lexis, article *banque*, dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, 2^e édit., t. II, p. 182 et suiv.

1900. Ernest Heinemann, *Die Berliner Grossbanken an der Wende des Jahrhunderts* (Conrad's Jahrb., III Folge, t. XX, p. 86 à 87).

1902. Ad. Weber, *Depositenbanken und Spekulationsbanken* (Leipzig, Duncker et Humblot).

1902. Félix Hecht, *Die Mannheimer Banken, 1870-1900* (Schmolter's Staats- und sozialw. Forschungen, t. XX, n° 6).

1903. Otto Warschauer, *Physiologie der deutschen Banken* (Berlin, Wilhelm Baensch).

1903. Ernest Loeb, *Die Berliner Grossbanken in den Jahren, 1895-1902, und die Krisis der Jahre 1900 und 1901* (Schriften des Vereins f. Sozial-

On peut distinguer trois périodes principales dans l'évolution de l'organisation du crédit en Allemagne :

1^o La première est *antérieure* à 1848 ; c'est la période des *banques privées* et des *banquiers particuliers*.

2^o La seconde, qui va de 1848 à 1870, est celle de la *création des banques par actions*, qui vont ensuite, dans une très large mesure, remplacer les banques privées et devenir les dispensatrices et les régulatrices du crédit.

3^o Enfin la troisième, de 1870 à nos jours, est dominée par deux faits principaux : la *concentration* et l'*expansion*.

politik, t. CX : *Störungen im deutschen Wirtschaftsleben*, t. VI, p. 81 319).

1903. Ad. Weber, *Die Rhein-Westfäl. Provinzialbanken und die Krisis* (*Schriften des Vereins f. Sozialpolitik*, t. CX : *Störungen im deutschen Wirtschaftsleben*, t. VI, p. 321 à 372).

1903. Rich. Ehrenberg, *Deutsches Bankwesen, Rückblicke und Ausblicke* (*Deutsche Rundschau*, année XXIX, n^o 5, février 1903, p. 295-301).

1904. Emil Herz, *Die Banken der Pfalz und ihre Beziehungen zur Pfälzer Industrie* (*Hirth's Annalen des Deutschen Reichs*, 1904, n^o 1, p. 43 à 55 et n^o 2, p. 113 à 145).

1904. Siegfried Schreiber, *Schilderung des sächsischen Lokalbankwesens*, Leipzig.

1905. Otto Jeidels, *Das Verhältnis der deutschen Grossbanken zur Industrie, mit besonderer Berücksichtigung der Eisenindustrie* (dans les *Staats-u. sozialwissensch. Forschungen de Schmoller et Sering*, t. XXIV, n^o 2, Leipzig, Duncker et Humblot), et particulièrement la 2^e partie de cet ouvrage, *Die Entwicklung der Grossbanken*.

1905. Edgard Depitre, *Le mouvement de concentration dans les banques allemandes*, Paris. A. Rousseau.

1905. Riesser, *Zur Entwicklungsgeschichte der deutschen Grossbanken, mit besonderer Rücksicht auf die Konzentrationsbestrebungen* (Iéna, Gustav Fischer ; 2^e édit. en 1906).

1905. Julius Steinberg, *Die Konzentration im Bankgewerbe* (Berlin, Franz Siemenroth).

1905. Paul Wallich, *Die Konzentration im deutschen Bankwesen* (dans les *Münch. Volkswirtschaftl. Studien de Lujo Brentano et Walther Lotz*).

Il reste toutefois bien entendu que ces époques que nous énumérons ne sont pas aussi nettement tranchées l'une de l'autre, et, qu'en réalité, le passage d'une époque à l'autre est presque insensible. Ainsi, par exemple, si dès avant 1848, nous rencontrons en Allemagne surtout des banques privées, quelques sociétés par actions de crédit y existaient déjà. En second lieu, si la deuxième époque de cette évolution est surtout caractérisée par la création des banques par actions qui seront les instituts de crédit destinés à remplacer, avec le temps, les banquiers privés, ces derniers n'en subsistent pas moins et leur rôle est encore important. Le même raisonnement peut être fait pour la troisième période ; des cas isolés de concentration se trouvent même avant 1870, et l'expansion, comme nous le verrons bientôt, existe aussi dès avant cette époque. Mais ces infiltrations d'une période à l'autre peuvent être négligées, quand on se propose simplement de mettre en lumière les traits typiques qui divisent les étapes d'une évolution économique.

I. — Jusqu'en 1850, tout le commerce de banque en Allemagne se trouve presque exclusivement entre les mains des banquiers privés (1). Le commerce de banque est cependant déjà notablement développé ; à côté du commerce *régulier de banque* (*regulares Bankgeschäft*) un autre commerce a pris une grande importance, celui des opérations financières (*Finanzgeschäft*) provoqué par les besoins plus grands des États et des communes, par le développement naissant des industries et des voies de communication. Mais l'organisation des banques ne présente pas de modifications sensibles. On note seulement la création de nouvelles maisons privées qui se bornent à faire concurrence aux anciennes, mais sans renouveler les méthodes. Le changement dans le personnel des banquiers particuliers n'offre donc rien de caractéristique, il ne

(1) Sattler, *Effektenbanken*, p. 68.

porte pas sur toutes les maisons de banque dont les plus importantes comptaient jusqu'à cent ans d'existence et au-delà ; elles passent le plus souvent de père en fils ou, le cas échéant, trouvent toujours un membre de la famille pour les continuer. Ce sont ces banquiers particuliers qui ont créé la réputation financière de la ville de Francfort. Dans cette ville, on comptait toute une série de banques privées d'une réputation mondiale et d'un crédit considérable. Pour n'en citer que les principales, mentionnons : les frères *Bethmann, A. de Rothschild et fils*, les frères *Metzler, Grunelius, Jakob S. H. Stern*. La place de Berlin était alors beaucoup moins importante ; elle disposait cependant elle aussi d'une série de banques privées parmi lesquelles les maisons des frères *Schickler, Mendelssohn et Cie, S. Bleichroder et F. W. Krause* sont à mentionner. Parmi les autres villes de l'Allemagne, Hambourg fut de tout temps une ville extrêmement intéressante au point de vue économique. Les banques privées trouvaient dans cette ville commerçante un terrain des plus favorables ; citons les anciennes maisons *S. Heine, Jenisch et Godeffroy, Berenberg Grossler et Cie*. — A Cologne, les maisons *Deichmann et Cie, J. H. Stein et Sal. Oppenheim* ; à Leipzig les firmes *Frege et Becker et Cie* et cette liste pourrait être continuée longtemps encore. Toutes ces maisons privées, nous les retrouvons en 1870 et un assez grand nombre d'entre elles prolongeront leur existence au-delà de cette date. Mais après 1850, leur suprématie disparaît, d'autres organismes du crédit vont apparaître qui seront plus propres à satisfaire les besoins nouveaux qui se font sentir en Allemagne vers le milieu du xix^e siècle.

II. — C'est l'essor économique de l'Allemagne qui fait apparaître ces nouveaux besoins. Jusqu'aux environs de 1850, l'Allemagne ne disposait ni d'une population bien dense, ni de richesses très importantes. On estime la population allemande, à cette époque, à environ 35 millions d'habitants. Quant à la richesse de cette population, elle est estimée en

1848, en Prusse, à environ 720 marks par tête. Pour se rendre compte de cette absence relative des capitaux, on comparera utilement ce chiffre avec les résultats d'une statistique anglaise établie à cette même date (environ 1845) ; d'après celle-ci, la richesse de l'Angleterre est estimée à 2.860 marks par habitant (1). Bien que l'estimation de la richesse en Prusse soit, en général, considérée comme étant un peu au-dessous du chiffre réel, la différence n'en apparaît pas moins très sensible.

On comprend que, dans ces conditions, la production économique ne soit pas très active. Pour l'*industrie*, la forme la plus répandue était l'industrie de famille ou industrie domestique. Dans l'industrie textile, la plus importante alors, le nombre des ouvriers travaillant à domicile es beaucoup plus important que celui des ouvriers travaillant en fabrique (2). Tandis que l'Angleterre avait déjà réalisé la transformation de son industrie en industrie de fabrique (*Grossindustrie*) et qu'elle fournissait déjà plus de la moitié de la consommation mondiale (3), la grande industrie était en Allemagne encore presque inconnue. L'Allemagne est alors presque uniquement *un pays agricole*, ce dont on peut se rendre facilement compte en comparant la proportion des travailleurs industriels avec l'ensemble de la population : le nombre de ces travailleurs, en Prusse, représentait 2,98 0/0 du total de la population (4).

L'ensemble de la population active de la Prusse, à cette époque, était divisée de la façon suivante (5) :

(1) Schmoller, *Grundriss der allgemeinen Volkswirtschaftslehre*, t. II, p. 182 et 183.

(2) D'après Sombart, *Der moderne Kapitalismus*, I, p. 424 et 425 ; dans l'industrie domestique se trouvaient employés 754.735 ouvriers ; il n'y avait que 325.277 ouvriers dans les fabriques.

(3) Riesser, *Zur Entwicklungsgeschichte der deutschen Grossbanken*, 2^e, p. 24.

(4) von Reden, *Erwerbs-und Verkehrsstatistik* (1853), p. 281.

(5) W. Sombart, *Der moderne Kapitalismus*, I, p. 474 et 475 (d'après

Agriculteurs.	60.84-61.34 0/0
Artisans	23.37 0/0
Commerçants	0.97 0/0

On voit aussi, d'après ce tableau, le peu d'extension du commerce ; il est presque exclusivement local ou pratiqué sur les marchés spéciaux et les *mess* (1). Les exportations et importations dans les pays du *Zollverein* sont pour la période de 1824-1846 estimées en moyenne à 1.140 millions marks seulement (210.303.000 thalers pour les importations et 170.019.000 thalers pour les exportations) (2).

Cet état de choses devait très rapidement se modifier. Toutes les branches de l'activité se développent : en premier lieu, l'*industrie*, et ceci dès la création des chemins de fer. La construction des premières lignes remonte à 1835, mais jusqu'en 1850 les lignes construites ne représentent qu'une somme de 1.038 millions de marks ; en 1870 cette somme atteint, d'après l'estimation d'Engel, 4 072.167.621 marks (3). Une telle activité devait naturellement provoquer une grande demande de fer ; la production du fer à l'état brut, en 1850, était de 208 millions de kilogrammes, production insuffisante pour satisfaire aux demandes, et une très notable quantité de fer, 52 à 55 0/0 de la consommation totale, était importée d'Angleterre (4). En 1875, la production allemande est estimée à 2.029 millions de kilogrammes.

von Reden, *Vergleichende Kulturstatistik*, 1848), p. 412.

(1) Hugo Kanter, *Die Entwicklung des Handels mit gebrauchsfertigen Waren von der Mitte des 18 Jahrhunderts bis 1866* Francfort (Tübingen et Leipzig), 1902, p. 125.

(2) Rau, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, 8^e éd., 2^e partie, p. 138.

(3) Engel, *Das Zeitalter des Dampfes*, 2^e édit., 1881, cité par Riesser *op. cit.*, p. 28.

(4) Dès le XVIII^e siècle le coke était employé en Angleterre pour chauffer les hauts-fourneaux tandis qu'en Allemagne on employait encore vers 1850 le chauffage coûteux au bois. D'après Peter Mischler

Parallèlement se développe l'industrie charbonnière : on abandonne le procédé coûteux du chauffage des hauts-fourneaux par les matières végétales. La production du charbon, qui était en 1850 assez importante (elle était alors estimée à 5,8 millions de tonnes par an contre 1,2 millions en 1824 et de 3,1 millions en 1843 (1), se développe dans des proportions encore plus grandes. Aussi bien, le développement de ces industries fondamentales, la construction du réseau des chemins de fer vont-ils provoquer la création d'autres industries accessoires et complémentaires.

Au regard de ce développement industriel, les capitaux particuliers apparaissent bientôt insuffisants. Aussi, la période 1850-1870 est-elle féconde en créations de sociétés par actions. Tandis qu'on avait créé en Prusse, de 1826 à 1850, 102 sociétés par actions avec un capital de 638 millions de marks (ce qui donne une moyenne annuelle de 28 millions de marks), on crée dans la période 1851 à 1870, 295 sociétés par actions avec un capital total de 2.405 millions de marks) (2) ainsi répartis :

Sociétés pour l'exploitation des mines et métallurgie.	275,41 millions marks
Compagnies d'assurances.	158,46 —
Etablissements de crédit	94,65 —
Compagnies de chemins de fer.	1.722,44 —
soit une somme de 2.250,96 millions de marks représentant 92,7 0/0 de l'ensemble des capitaux des sociétés par actions créées à cette époque en Prusse.	

(*Das deutsche Eisenhüttengewerb*, 1851, t. I, p. 150) un haut-fourneau anglais livrait, vers le milieu du XIX^e siècle, environ 70.000 quintaux par an tandis qu'un haut-fourneau allemand n'en fournissait que 7.000 quintaux.

(1) W. Sombart, *Die deutsche Volkswirtschaft* (Berlin, 1903), p. 183.

(2) Riesser, *Zur Entwicklungsgeschichte der deutschen Grossbanken*, p. 30 et W. Sombart, *D. mod. Kapital*, t. II, p. 16 (D'après Engel, *Die Erwerbstätigen juristischen Personen insbesondere die Aktiengesellschaften im preussischen Staate* (Berlin, 1876), p. 10 et 11.

Quelle est la situation et l'attitude des banques privées en face de cet essor économique ?

Sans doute ces banques n'étaient point absolument incapables d'aider à ce développement industriel. En ce qui concerne l'importance des capitaux dont elles disposaient et, bien qu'il soit impossible d'avoir à ce sujet des renseignements précis, on peut dire que certains banquiers possédaient des capitaux aussi importants que ceux qui furent mis en œuvre par les premières sociétés par actions. Quelques banques privées (nous pensons particulièrement aux maisons Stern, Oppenheim et Rothschild) avaient, à ce point de vue, une situation tout à fait hors de pair, et l'on voit de ces banques qui aidèrent, dans une mesure sensible, à ce développement économique nouveau. Mais devant cette évolution du commerce et de l'industrie, la grande majorité des maisons privées se tint à l'écart. Travaillant la plupart du temps avec un capital leur appartenant en propre, elles se dirent qu'il était plus profitable et plus sûr de continuer à le faire valoir elles-mêmes, plutôt que de le prêter à des tiers qui l'utiliseraient à leur tour (1). Elles ne voulaient faire que des avances peu importantes, ne point s'engager dans des entreprises plus considérables dont les risques apparaissaient nombreux. Aussi limitent-elles presque exclusivement leur activité aux opérations de bourse et aux opérations d'arbitrage. Et ceci nous donne l'explication de l'importance prépondérante de la Bourse de Francfort, grand centre de banquiers privés.

Mais ce que les banques privées ne faisaient point, les *sociétés de crédit* devaient le réaliser. En effet, la forme de ces sociétés par actions se prêtait plus facilement à un commerce de banque plus actif et plus compliqué (2), qui allait exiger

(1) Paul Model, *Die grossen Berliner Effektenbanken*, p. 2.

(2) Le commerce de banque, en Allemagne, était avant 1850 très uniforme et surtout peu actif. Avant cette date, par exemple, les comptes-courants et les virements (*Giroverkehr*) étaient presque inconnus. C'est seulement à partir de 1850 que l'escompte des lettres

des capitaux disponibles importants. Les sociétés par actions offraient des avantages bien connus : une grande facilité pour augmenter leurs capitaux suivant les besoins ; une meilleure division et une répartition plus étendue des risques. Ces sociétés ont aussi, pour ainsi dire, une durée illimitée ou, quand un délai leur est imposé par les statuts, la dissolution, prévue pour un temps assez éloigné, peut être indéfiniment prorogée (1). Toutes ces raisons et d'autres encore devaient rendre plus fréquent l'emploi de cette forme d'exploitation des différentes entreprises ; le commerce de banque n'est point resté en dehors du mouvement.

Pendant la période 1848-1870, de nombreuses banques par actions sont fondées, qui se développeront par la suite et finiront par détenir presque tout le commerce de banque. La plupart des grandes banques allemandes sont des créations de cette époque.

L'*A. Schaaffhausensches Bankverein* est créé en 1848 à Cologne au capital de 5.187.000 thalers ; la *Discontogesellschaft* à Berlin en 1851 (capital primitif 10 millions thalers) ;

de change et la circulation de ces lettres deviennent plus actifs (V. Werner Sombart, *Die deutsche Volkswirtschaft*, p. 209 et 210) et Bagehot, *Lombard Street*, ou le *Marché financier en Angleterre* (Paris, 1874). « Bagehot, dit M. Edgard Depitre, assistait aux premières transformations des banques privées en sociétés par actions et ses observations nous sont d'une précieuse utilité » (*loc. cit.*, p. 7).

(1) On dit (Paul Wallich, *Die Konzentration im deutschen Bankwesen*, p. 12. — V. Sayous, *La concentration du trafic de banque en Allemagne*, dans le *Journal des Economistes*, janvier, 1899, et Steele, *Bank Amalgamations* dans l'*Economic Journal*, année 1896, Vol. VI, p. 535) qu'en général on ne doit pas attacher une grande importance à cette différence de durée qui peut exister entre une banque privée et une banque sous forme de société par actions. Si, en effet, des banques privées peuvent cesser d'exister par suite de considérations d'ordre personnel, elles peuvent tout aussi bien être créées par suite de considérations du même ordre. Il s'agit seulement ici de savoir s'il est toujours facile et aisé de remplacer une banque qui disparaît par une autre banque, ce que nous ne croyons pas.

la *Bank für Handel und Industrie*, à Darmstadt, en 1853, capital primitif 25 millions de florins ; la *Mitteldeutsche Kreditbank* à Meiningen, en 1856 (capital 8 millions thalers) ; la *Berliner Handelsgesellschaft*, la même année (capital 15 millions thalers).

La création de ces banques allait marquer le début d'une étape nouvelle : ces sociétés par actions vont en effet, non seulement se différencier des anciennes banques privées par leur forme, mais s'opposer très nettement à elles et quant au but poursuivi et quant à leurs tendances générales. Sans doute en effet, elles se proposent un but aussi général que possible (*Betrieb von Bankgeschäften aller Art*), mais d'une part, elles vont s'abstenir de certaines opérations particulièrement chères aux banques privées et d'autre part, elles voient très clairement et dès le début, à quels besoins elles vont avoir à répondre et que leur place est à la tête du mouvement industriel et commercial qui déjà se dessine vigoureusement. « La banque, dit le premier rapport de la *Bank für Handel und Industrie* (1853), ne veut point limiter son activité aux opérations d'arbitrage ni engager son capital dans des spéculations peu productives. Elle est appelée tout au contraire, tant au moyen de ses ressources personnelles que par la mise en valeur des fonds qui lui sont confiés, à créer de grandes et solides entreprises, à favoriser de toutes ses forces le développement de l'industrie allemande, à aider l'esprit d'entreprise... Elle doit favoriser l'exportation des produits allemands et faciliter les relations de l'industrie nationale avec le marché financier. Elle a le droit et le devoir de fournir les capitaux disponibles à ceux qui, dans les différentes branches de l'industrie, peuvent en avoir besoin, et par là, vivifier et fortifier l'activité industrielle.... », programme nouveau, on le voit, différent de celui des anciennes banques privées conforme à l'état économique nouveau.

Il y a plus encore, semble-t-il, et l'on peut voir également dans ces créations de banques, la manifestation d'un certain

esprit d'hostilité ou tout au moins d'opposition contre les grandes maisons privées. Un fait particulier en effet devait, à côté des considérations générales que nous avons indiquées, exercer une action certaine et stimuler en quelque sorte ces nouvelles créations : la fondation en France (1852) du *Crédit mobilier* des frères Pereire.

Les banques allemandes, la maison Abraham Oppenheim de Cologne entre autres, furent intéressées d'assez près à cet établissement, qui devait, à son tour, exercer une influence très nette sur l'orientation des sociétés de banque ultérieurement créées en Allemagne; cette influence est particulièrement visible en ce qui concerne la *Bank für Handel und Industrie* (1). Or, on sait que le *Crédit mobilier* était, en France, considéré comme une force financière nouvelle qui devait compenser la trop grande prépondérance des banquiers privés et plus spécialement contrebalancer la prédominance de la maison Rothschild (2).

Nous n'avons mentionné que les principales banques par actions créées à cette époque, qui subsistent encore de nos jours comme établissements indépendants, mais il reste bien entendu qu'elles ne furent pas les seules. Il faut y ajouter le nom de bien d'autres banques, depuis absorbées ou ayant disparu comme l'Hamburger Vereinsbank, l'Allgemeine Deutsche Kreditanstalt à Leipzig (1856), la Niedersächsische Bank (1856), la Norddeutsche Bank, le Schlesische Bankverein etc...

D'après un tableau du *Deutsche Oekonomist* (3), 65 banques par actions, déduction faite des banques d'émission et des banques hypothécaires, furent créées jusqu'en 1870; or, nous savons que ces créations furent extrêmement rares avant

(1) Cette influence se reconnaît surtout en ce qui concerne le programme, le but et les statuts, encore que, sur bien des points, le Schaalfhausenscher Bankverein ait pu servir de modèle.

(2) V. *Die modernen Kreditbanken* dans la *Deutsche Vierteljahrsschrift*, année 1856, p. 281, et Riesser, *op. cit.*, p. 37.

(3) XXIV, 1906 p. 36.

1848 ; presque toutes sont donc des créations de cette seconde période.

Avant d'aborder la troisième période, une question se pose plus particulièrement pour nous : celle de savoir quels ont été les rapports des banques privées et de ces premières sociétés par actions, avec l'étranger, ou, en d'autres termes, celle de savoir s'il y a une *expansion de banque* dès ces deux premières époques.

Les relations commerciales et financières de l'Allemagne avec les pays étrangers, remontent plus loin qu'on ne le croit en général. C'est surtout à partir du xv^e siècle (1) que le commerce international allemand devient actif ; le commerce avec le Levant atteint alors à son apogée ; il se fait spécialement par Venise (2). Les rapports commerciaux avec le nouveau continent furent lents à s'établir. Leur début date bien de l'émigration allemande au Vénézuéla au xvi^e siècle (3), mais, d'une façon véritable et durable, ils ne remontent guère au delà du milieu du xvn^e siècle ; ils vont se développer grâce à l'activité des commerçants de Hambourg (4). C'est aussi l'époque où les relations commerciales deviennent plus actives avec l'Angleterre, grâce à l'établissement à Hambourg, vers le commencement du xvii^e siècle, des *merchant adventurers* (5).

(1) Le commerce maritime allemand, avant cette date, n'est guère important ; il se limite, du xii^e au xv^e siècle, aux relations que les pays allemands (spécialement la ville de Hambourg) entretiennent avec les pays du Nord, et, en particulier, avec l'Islande (V. E. Baasche, *Die Islandfahrt der Deutschen, namentlich der Hamburger, vom 15 bis 17 Jahrhundert*, Hambourg, 1889, p. 2).

(2) Heyd, *Geschichte des Levantehandels*, Stuttgart, 1879, t. II.

(3) A la même époque, les commerçants allemands s'établissaient aussi en Espagne. Konrad Haebler, *Die überseeischen Unternehmungen der Welser und ihrer Gesellschafter*, Leipzig, 1903, p. 47 et 48.

(4) Beer, *Allgemeine Geschichte des Welthandels*, Vienne, 1860-1884, t. II, p. 415.

(5) Sartorius, *Geschichte des Hanseischen Bundes*, 1808, t. II, p. 384 ;

Au début du xviii^e siècle, le commerce avec l'Amérique du Sud se développe, notamment avec le Brésil ; la ville de Hambourg inaugure un service de navigation avec ce dernier pays, *viâ Portugal* (1). Au commencement du même siècle, des relations s'établissent entre l'Amérique du Nord et l'Allemagne et toujours en particulier avec la ville de Hambourg (2) ; vers le milieu du siècle, les exportations de l'Amérique du Nord en Allemagne sont actives ; elles se font, en général, sur Hambourg, en passant par l'Angleterre (3). « La raison principale, disait-on, en 1797 (4), de la prospérité grandissante de Hambourg, est dans son trafic avec l'Amérique du Nord. »

Ces relations de l'Allemagne avec les pays étrangers se développent, tout d'abord grâce aux maisons de commerce établies dans les villes maritimes, notamment dans les grands ports de la Hansa. Au fur et à mesure que ces relations avec les places étrangères deviennent plus suivies, ces maisons de commerce vont établir, dans les pays étrangers, des factoreries ou des commandites, établissements qui présentaient un intérêt considérable surtout quand il s'agissait de pays lointains, où une représentation continuelle était d'autant plus utile.

A partir de la fin du xviii^e siècle, et au commencement du xix^e, une autre politique vient s'ajouter à cette action individuelle des maisons de commerce allemandes : la création de sociétés commerciales (*Handelsgesellschaften*).

R. Ehrenberg, *Hamburg und England im Zeitalter der Königin Elisabeth*, Iéna, 1896, p. 90.

(1) J. G. Büch, *Sämtliche Schriften über die Handlung*, Hambourg, 1825, t. IV, p. 139.

(2) Weeden, *Economic and social history of New-England*, Boston et New-York, 1891, t. II, p. 613.

(3) Adolf Coppius, *Hamburgs Bedeutung auf dem Gebiete der deutschen Kolonialpolitik*, Berlin, 1905, p. 25.

(4) J. G. Büch, *op. cit.*, t. IV, p. 163.

Déjà dès la deuxième moitié du xvii^e siècle, nous retrouvons, contemporains des premiers projets de sociétés analogues en France et en Angleterre, le projet de la création de la *Ostindische Kompagnie* (1) et celui de la *Asiatische Handelsgesellschaft* (2). Mais les forces des commerçants allemands étaient encore insuffisantes. Et c'est vers la fin du xviii^e siècle seulement que nous trouvons ces projets mis à exécution : les villes de la Hansa vont déployer, dans ce sens, l'activité la plus grande, conscientes qu'elles sont qu'il ne suffit pas d'entrer en relations directes avec les pays d'outre-mer, mais qu'il faut encore créer des organes qui entretiendront, d'une façon constante, ces relations. Cette question fut surtout agitée au début du xix^e siècle ; à Hambourg, on reconnaissait, généralement, que tout le commerce allemand tirerait un très grand avantage des points d'appui que constitueraient, à l'étranger, ces sociétés commerciales. Une des premières sociétés créées fut la *Rheinisch-Westindische Kompagnie*, dont le siège était à Elberfeld et dont le but principal était l'exportation des produits de l'industrie textile allemande, surtout silésienne, aux Indes occidentales, dans l'Amérique centrale et dans l'Amérique du Sud. Il faut aussi mentionner la *Wuppertalgesellschaft*, qui exporte dans l'Afrique du Sud et l'Amérique du Nord.

Ces maisons de commerce établies à l'étranger et ces compagnies commerciales se trouvent remplir, en dehors de leur objet particulier, un rôle plus général : elles représentent les intérêts allemands, tant financiers que commerciaux, à l'étranger. Le plus souvent, en effet, les représentants de ces maisons particulières et de ces sociétés, tout en faisant fonction d'agents commerciaux, jouent le rôle de *banquiers nationaux* en pays étrangers, ce sont eux qui font les princi-

(1) Seraphim, *Baltische Monatsschrift*, t. XXXVII, p. 51.

(2) Schück, *Brandenburg-Preussens Kolonialpolitik unter dem Grossen Kurfürsten und seinen Nachfolgern*, Leipzig, 1889, t. II, p. 115, et Zimmermann, *Kolonialgeschichtliche Studien*, Leipzig, 1895, p. 329.

pales opérations de banque ; la spécialisation des fonctions n'est pas encore intervenue, l'*expansion de banque proprement dite* n'existe pas, ou du moins, ne se présente pas encore, à cette époque, telle que nous aurons à l'envisager par la suite. Ceci est particulièrement vrai pour la plus grande partie de la durée de la première période des banques allemandes, celle des banques privées ; c'est aussi vrai, dans une mesure que nous aurons à préciser, pour la fin de cette période et pour la deuxième période, celle de la création des sociétés par actions.

Les relations des banques privées (antérieurement à 1848) avec l'étranger, furent assez importantes et assez régulières ; nous savons que le crédit de ces banques était très grand et qu'elles faisaient surtout des opérations d'arbitrage. Mais, par contre, nous savons aussi que le commerce des banques de cette époque ne présentait pas une grande variété : les banques privées n'avaient guère à intervenir dans les relations commerciales, l'escompte de la lettre de change étant presque inconnu et fort peu pratiqué en Allemagne, avant 1850.

Cependant, — et surtout vers la fin de cette période — les banques privées s'établissent à l'étranger ; ainsi la maison Schröder s'installe à Londres et la maison Speyer Ellison, de Francfort, à New-York. D'autres relations naissent aussi de ce que les grandes et anciennes familles de banquiers, presque toutes originaires de Francfort, se trouvent établies sur plusieurs marchés financiers de l'Europe : tel est le cas des Rothschild qui, en dehors de Francfort, où commence la carrière de cette famille universellement connue, se retrouvent à Vienne, à Londres, à Paris. Tel est aussi le cas des *Stern*, des *Erlanger*, et des *Hirsch*.

Après 1850, ces banques privées observent la même politique. Quant aux banques nouvelles créées sous forme de sociétés par actions, elles ne vont point encore déborder de l'Allemagne, se bornant à nouer des relations avec les banques étrangères.

Il faut pourtant signaler quelques exceptions : la *Bank für Handel und Industrie* cherche à s'assurer, dès 1856, une représentation directe dans certaines banques étrangères, au moyen de *commandites*. Elle commandite à Paris, la maison E. Von Baur et C^o et à Vienne, la maison Dutschka et C^o, à partir de 1867.

D'une façon générale et abstraction faite de ces exceptions, l'activité des banques, à cette époque, envisagée dans ses tentatives d'expansion au dehors, se borne à faire participer les capitaux allemands aux emprunts nationaux étrangers. Les participations les plus anciennes sont celles qu'elles prirent aux emprunts russes à partir de 1859 : nous retrouverons plus en détail cette politique dans notre seconde partie, à propos de la *Discontogesellschaft*, en particulier.

En résumé, pendant la première époque, la spécialisation n'est pas faite entre les représentants des intérêts commerciaux et les représentants des intérêts financiers allemands à l'étranger, et il ne saurait être question d'une véritable expansion de banque, au sens propre du mot. Il faut attendre l'achèvement de l'évolution interne des banques allemandes, un développement et une différenciation plus actifs du commerce de banque à l'intérieur du pays même.

Nous ne voulons point nier qu'il n'y ait eu jusque-là une expansion *commerciale* allemande : nous prétendons seulement que cette expansion ne fut pas spécialement une expansion de banque. Sans doute les intérêts allemands antérieurement développés à l'étranger, ces relations individuelles tant commerciales que bancaires, vont puissamment faciliter et provoquer la véritable expansion de banque. L'oublier serait s'exposer à tomber sous les judicieuses critiques adressées par un des maîtres éminents de l'Université de Berlin, le professeur von Halle, à tous ceux qui présentent l'expansion allemande actuelle comme quelque chose de phénoménal, et, en quelque sorte, d'anormal, par rapport au développement

économique antérieur de l'Allemagne (1). C'est pourquoi M. von Halle, qui nous a fait l'honneur de s'intéresser à notre travail, nous conseillait de donner une large part dans notre étude à l'expansion de banque, dès avant 1870. Nous nous excusons, ici, auprès de lui, de n'avoir pas cru devoir suivre son conseil. Les raisons de notre détermination sont déjà connues. Une telle recherche est en effet parfaitement justifiée en tant qu'elle doit servir de préliminaire à l'exposé de l'expansion *économique générale* de l'Allemagne, et l'idée chère à M. von Halle (c'est-à-dire qu'il faut rattacher l'expansion de banque proprement dite, celle qui est surtout sensible à partir de 1870, à une expansion économique antérieure à cette date) subsiste tout entière et nous l'admettons sans aucune réserve, mais, nous ne croyons pas qu'on puisse, de cette expansion antérieure, dégager une partie *indépendante* qui présenterait toutes les conditions d'une véritable expansion de banque.

III. — Nous arrivons à la troisième époque de l'évolution des banques allemandes, celle qui va de 1870 à nos jours. Nous avons caractérisé cette époque comme dominée, dans son évolution, par deux faits principaux : la *concentration* et l'*expansion*.

A. *La concentration*. — Au milieu même de l'essor économique industriel et commercial général de l'Allemagne après 1870, le développement du commerce de banque apparaît comme vraiment prodigieux. Tout d'abord, il faut noter une remarquable extension des principales opérations de banque : dépôts,

(1) Il faut se rapporter à la critique adressée par Ernest von Halle (*Die Deutsche Volkswirtschaft an der Jahrhundertwende* dans le *Volks- und Seewirtschaft*, Berlin, 1902, t. I, p. 172 et suivantes) à quelques historiens — particulièrement tendancieux d'ailleurs — du développement économique allemand, en particulier à Maurice Schwob (*Le danger allemand*, Paris, 1893) et Williams (*Made in Germany*, London, 1895, et articles parus in *Saturday Review*).

comptes-courants, virements en banque et surtout escompte des traites. L'augmentation du commerce d'escompte des lettres de change est, à ce point de vue, très suggestive ; il s'accroît dans les mêmes proportions que la circulation des lettres de change dont nous pouvons assez exactement apprécier les progrès à partir de 1872, à la suite de l'établissement de l'impôt sur les lettres de change. Pour une première période, de 1876 à 1880, cette circulation est évaluée à 58.850 millions marks, au total, soit une moyenne annuelle de 11.770 millions marks et 266,8 marks par habitant de l'Empire. Dans une seconde période, de 1896 à 1900, la circulation totale des lettres de change était de 97.530 millions marks, ce qui fait une moyenne annuelle de 19.506 millions ou 358, 6 marks par habitant (1) . Si l'on rapproche ces chiffres, ils font voir une augmentation absolue de la circulation, entre les deux périodes, de plus de moitié, et une augmentation relative (par habitant) d'environ un tiers.

Parallèlement, s'accroissent le nombre et l'importance des établissements de crédit. Des besoins tout à fait impérieux exigent une multiplication des banques ; l'obstacle qui entraînait encore la création des sociétés par actions, particulièrement en Prusse, est bientôt levé. La loi du 11 juin 1870 stipule en effet que la personnalité juridique se trouvera acquise au profit de toutes les sociétés en commandite par actions et des sociétés par actions, par la simple formalité de l'inscription sur les registres commerciaux. De cette façon, le droit commun était étendu aux banques ; à l'autorisation préalable ainsi qu'à la surveillance gouvernementale, se substituaient d'autres dispositions légales dont les plus importantes étaient une publicité plus rigoureuse et une responsabilité aggravée des administrateurs et des directeurs.

(1) Werner Sombart, *Die Volkswirtschaft im neunzehnten Jahrhundert*, p. 240.

Aussi, l'année 1870 est-elle le point de départ d'une période très active de création des établissements de crédit, sous forme de sociétés par actions. Sans énumérer toutes ces créations, il faut préciser quelle était alors la situation de ces banques déjà existantes qui deviendront les grands instituts berlinois :

Marks

La Bank für Handel und Industrie, au capital de	25.045.000 fl. = 42.936.000
La Discontogesellschaft. . .	10 000.000 thal. = 30.000.000
La Berliner Handelsgesellschaft	5.625.000 » = 16.875.000
L'A. Schaaffhausen'sche Bankverein	5.200.000 » = 15.600.000
La Mitteldeutsche Kreditbank.	5.000.000 » = 15.000.000

Il faut ajouter à ce tableau des banques que nous trouvons en Allemagne vers 1870, les grandes banques allemandes qui furent créées peu de temps après. De cette façon, nous aurons un tableau complet de ce qu'on est habitué à appeler, en Allemagne, les *grandes banques* (*Grossbanken*).

En 1870, fut créée la Deutsche Bank au capital de 5.000.000 thalers, 15.000.000 marks.

En 1870, fut créée la Commerz und Disconto Bank à Hambourg, au capital nominal de 30.000.000 marks, dont 15.000.000 marks versés.

En 1872, fut créée la Dresdner Bank à Dresde, au capital nominal de 8.000.000 thalers = 24.000 000 marks dont 40 0/0, soit 3.200.000 thalers = 9.600.000 marks, versés.

Enfin, à une époque plus récente, en 1881, on créa la Nationalbank für Deutschland, au capital nominal de 45 millions marks dont 20.000.000 marks versés.

Si nous exceptons la Nationalbank für Deutschland, nous trouvons dès les premiers jours de notre troisième période (en 1872 exactement) les principales grandes banques allemandes constituées. Les moyens dont elles disposaient sont évidemment encore restreints. Mais, vu l'époque où nous

nous plaçons, elles peuvent déjà compter comme des établissements de crédit importants. Elles faisaient déjà la majeure partie du commerce de banque allemand. Si pourtant nous nous reportons au tableau donné par M. W. Christians dans le *Deutsche Oekonomist* (XXIV, 1906, p. 35), nous voyons qu'en trois années seulement, de 1871 à 1873, 132 établissements furent fondés, y compris, il est vrai, les banques d'émission et les banques hypothécaires. Ces banques n'étaient point toutes viables, car le commerce de banque avait eu beau s'accroître, son développement ne justifiait pas la création d'un si grand nombre d'établissements. Mais ces créations, d'une part, comme nous l'allons voir, préparaient une concentration future (1), et d'autre part, les banques déjà existantes, surtout celles que nous avons vues se créer dans la période antérieure, augmentaient leur chiffre d'affaires, procédaient à des augmentations de capital, étendaient leur action par la création de filiales et de commandites (ceci est particulièrement vrai de la Bank für Handel und Industrie et de la Mitteldeutsche Kreditbank), ou encore par la création des *banques provinciales*—Provinzial-Banken (2). — Ces banques provinciales qui sont comptées parmi les sociétés par actions indépendantes étaient, en somme, des banques dépendantes des grands établissements et servaient à développer et à étendre l'activité de ceux-ci ; elles étaient parfois des créations véritablement nouvelles, mais le plus souvent, la transformation d'anciennes banques privées ; les banques provinciales, à leur tour, possédaient des succursales et des commandites créées elles aussi, par l'absorption d'anciennes banques privées.

(1) Schäffle, *Die Anwendbarkeit der verschiedenen Unternehmungsformen. Gesammelte Aufsätze*, Tübingen, 1885, I. p. 204, et van der Borgh, *Statistische Studien über die Bewährung der Aktiengesellschaften*, Iéna, 1883, p. 9.

(2) Paul Wallich, *Die Konzentration im deutschen Bankwesen*, Berlin, 1905, p. 16 et suivantes ; et, aussi, Saling's *Börsenpapiere*, et *Die Berliner Emissionshäuser, 1871-1872*, Berlin, 1873.

Ces nombreuses sociétés par actions, créées pendant les premières années de cette époque, allaient *alimenter* la concentration, c'est-à-dire allaient être absorbées par d'autres banques similaires douées de plus de vitalité et placées dans de meilleures conditions pour soutenir la lutte. Des 202 banques existantes, à la fin de 1872, il n'en reste, vers la fin de l'année 1879, que 127 (1). Cette diminution date de 1873. Vers le milieu de cette année, en effet, une crise violente éclata en Allemagne, provoquée par la spéculation effrénée des années précédentes. Les banques, « qui furent créées d'enthousiasme (2) », furent, comme tant d'autres sociétés par actions, fortement éprouvées par cette crise économique. Les instituts les moins solides se groupèrent autour des établissements plus forts ; ils furent liquidés ou absorbés par eux, liquidations ou fusions qui furent particulièrement avantageuses pour les banques qui purent les effectuer, car elles profitèrent de la situation pour acquérir, à un prix relativement fort bas, l'actif des établissements moins favorisés.

Le nombre de ces liquidations augmente encore vers 1880 ; elles deviennent de véritables *fusions* de banques. Pour les pratiquer, les banques réunissent parfois leurs capitaux. Mais, il convient de bien faire remarquer que cette première étape de la concentration est due beaucoup moins au développement propre de la puissance et de l'activité des banques *absorbantes* qu'à la faiblesse des banques qui furent obligées de liquider (3). Voici le tableau des liquidations ainsi opérées durant cette période :

(1) Il faut ajouter que, pendant ce temps, on créa encore 17 nouvelles banques avec un capital de 21.180.100 marks, ce qui faisait donc, pour l'année 1879, un total de 144 banques d'un capital de 123.346.369 marks.

(2) O. Warschauer, *Physiologie der deutschen Banken*, p. 46.

(3) Paul Wallich, *op. cit.*, p. 35.

	NOM DE LA SOCIÉTÉ	SIÈGE	DURÉE	Capital en millions de marks	0/0 du taux de li- quidation
Liquidations faites par la Deutsche Unionbank	Berliner Wechs- lerbank.....	Berlin.	1871-1874	15	57 2/5
	Padersteinscher Bankverein....	Berlin.	1873	7,5	100 14/15
	Generalbank für Maklergeschäfte	Berlin.	1872-1 73	3	113 3/4
	Kommissions u. Maklerbank ...	Berlin.	1872-1873	3	107 1/12
Liquidations faites par la Dresd- nerBank.	Thüringische Bank.....	Sonders- hausen	1855-1878	15	97 7/12
	Sächsische Kre- ditbank	Dresden.	1871-1877	6	109 1/12
	Dresdner Han- delsbank	Dresden.	1872-1873	3	104 1/13
	Sächsischer Bank- verein.....	Dresden.	1872-1874	1,75	91 4/5
Liquidations faites par la Deutsche Bank.	Deutsche Union- bank	Berlin.	1871-1876	36	91 3/4
	Berliner Bankve- rein	Berlin.	1871-1875	18	100 1/6
	Berliner Wechs- lerbank.....	Berlin.	1871-1874	15	57 2/5
	Frankfurter Bankverein....	Francfort.	1871-1886	9,66	104 1/2
	Allg. Depositen- bank	Berlin.	1871-1873	9	95 1/30
	Elberfelder Dis- conto-und We- chselbank	Elberfeld.	1872-1874	6	80
	Niederlausitzer Bank	Kottbus.	1871-1888	2,25	105 1/3

Ces liquidations marquent le point de départ du développement des grandes banques allemandes. Elles vont leur permettre d'asseoir leur commerce sur des bases plus larges, leur cercle d'action se trouve déjà agrandi (1). « Nous esti-

(1) Cette première étape de la concentration n'est généralement pas indiquée. Voir cependant Wallich, p. 47 et Warschauer, *Physiologie der deutschen Banken*, Berlin, 1902, p. 46. Ajoutons que W. Christians (*Der Deutsche Oekonomist*, XXIV, 1906, p. 35) en parlant des banques de cette époque, dit : « Elles eurent, quand même, une heureuse in-

mons à sa juste valeur, dit le rapport général d'un grand établissement (1), le profit qui résulte pour les institutions survivantes de l'augmentation de leur clientèle et de la diminution du nombre de ces établissements qui jouent le rôle d'intermédiaires dans la circulation du capital. »

La tendance à la concentration, si rapide, au lendemain de la crise de 1873, devait forcément se ralentir quelque peu, ne fût-ce que par la raréfaction des banques à absorber ; mais, elle ne devait plus s'interrompre, elle devait finalement aboutir à la constitution d'établissements puissants, détenant entre leurs mains toute l'organisation du crédit allemand.

Ces établissements qui dès 1880 se mettent nettement au premier rang, tant par l'importance de leur capital que par celle de leur chiffre d'affaires, commencent par se centraliser à *Berlin* qui devient le grand centre financier de l'Allemagne ; la centralisation financière y suit la centralisation de la vie politique et gouvernementale, et, plus tard, de la vie économique. La capitale de la Prusse devenue la capitale de l'Empire allemand, se développe rapidement (2). Jusqu'en 1870, le plus important centre financier était Francfort qui, vers 1860, centralisait tout le commerce de banque de l'Allemagne du Sud et du Centre ; son influence s'étendait même sur tout le nord de l'Allemagne. Cette prépondérance de Francfort est encore affirmée, vers 1871, par un fait tout à fait significatif : la création, dans cette ville même, de la *Deutsche Vereinsbank* qui devait grouper toute une série de banques et de banquiers allemands (3). Mais, à partir de 1870, le centre financier de l'Alle-

fluence et furent riches en idées ; mais, elles méconnaissaient le principe que de bonnes idées, elles-mêmes, pour être réalisées, nécessitent un terrain favorable. Le terrain n'existait encore pas dans la plupart des branches de la vie économique de l'Allemagne. »

(1) Bilan de la *Deutsche Bank*, 1875.

(2) La population de Berlin était de 547.570 habitants, en 1861, et de 1.412.504 en 1880 ; elle avait donc plus que doublé en 20 ans.

(3) Bilan de la *Württembergische Vereinsbank*, 1871, p. 5.

magne se déplace lentement. La suprématie de Berlin, au point de vue financier, qui s'accroît de 1880 à 1890, est, en 1890, un fait acquis : Berlin est devenu le centre financier de toute l'Allemagne. Aussi, ces banques qu'on dénomme les Grandes Banques et qui, comme nous l'avons vu, eurent d'abord pour point d'attache les principales villes de la Confédération, durent naturellement chercher à prendre pied dans la capitale : elles deviennent les *banques berlinoises* (1). Cette centralisation, à Berlin, des principales banques allemandes, termine la première étape de la concentration dans les banques allemandes. Elle est caractérisée par cet effort des banques provinciales pour s'établir à Berlin. La seconde étape de la concentration (2) dans les banques allemandes est caractérisée par les efforts que vont faire les banques berlinoises, pour étendre leur activité et leur influence sur toute l'Allemagne et se substituer aux banques provinciales et locales.

« Animés du sentiment de leur puissance, désireux d'éten-

(1) Le capital des banques allemandes de crédit était, en 1885, de 723,95 millions de marks ; sur cette somme, 326,74 millions appartenaient aux banques berlinoises ; en 1890, le capital des banques berlinoises représentait une somme de 507,45 millions de marks ; celui des banques provinciales 546,88 millions de marks.

(2) En faisant cette division en deux étapes dans la concentration des banques allemandes, nous avons voulu, uniquement, présenter les deux modes successifs et formels du développement historique de la concentration des banques. Riesser (*op. cit.*, p. 234), en se plaçant plutôt au point de vue des causes de la concentration, propose une autre distinction : il considère une première étape de concentration de 1870 à 1897 ; c'est, pour lui l'époque où la concentration de banque se fait surtout par le commerce de banque mixte (*gemischter Geschäftsbetrieb*) c'est-à-dire par le lien entre le commerce de banque régulier avec le commerce d'émission et de création d'entreprises (*Gründungs- und Emissionsgeschäft*) : c'est aussi l'époque de l'augmentation du capital des banques et l'époque de la décentralisation du commerce de banque. La seconde étape est celle de 1897 à 1905, où la concentration se fait moins par une décentralisation du commerce de banque que par des communautés d'intérêts de banques (*Interessengemeinschaften*) qui ont surtout pour but une augmentation de relations industrielles des banques.

dre le champ de leur activité et le cercle de leurs opérations, poussés aussi par une concurrence plus vive, les grands instituts berlinois voulurent recommencer le chemin parcouru, mais, cette fois, en sens inverse et, de Berlin, rayonner sur toute la province, en drainer l'épargne, pomper les capitaux flottants... » (1).

La lutte s'engage entre ces grandes banques et les banques provinciales, lutte qui devait se terminer par le triomphe non contestable des établissements berlinois.

Sans étudier ici en détail la politique suivie par les grandes banques allemandes pour augmenter leurs affaires au détriment des petites banques, surtout des banques provinciales, il nous semble indispensable d'énumérer brièvement les faits.

Il fallait, avant tout, aux banques berlinoises un capital important qui leur permit de pratiquer le commerce de banque sur une grande échelle. Aussi, au fur et à mesure des besoins et des progrès de la concentration, les grandes banques allemandes augmentent successivement leur capital (2).

(1) Depitre, *op. cit.*, p. 32.

(2) Voici, d'après le *Deutsche Oekonomist* (année 1907, XXIV, p. 425), le tableau des capitaux (capitaux propres et capitaux confiés aux banques) possédés par les banques berlinoises et les banques provinciales pour la période 1895-1906 :

	Banques berlinoises	Augmentation	Banques provinciales	Augmentation
	Millions de marks	sur l'année précédente	Millions de marks	sur l'année précédente
1895.	2.320	713	1.613	70
1896.	2.375	55	1.840	227
1897.	2.639	264	2.079	239
1898.	3.304	665	2.369	290
1899.	3.632	328	2.834	465
1900.	3.821	189	3.137	303
1901.	3.689	132	2.954	193
1902.	4.044	355	3.042	88
1903.	4.332	288	3.238	196
1904.	4.959	627	3.501	263
1905.	5.742	783	4.048	583
1906.	6.464	722	4.930	846

Si on y ajoute aussi l'année du début de cette seconde période de

Si l'on additionne le capital de fondation des grandes banques berlinoises (nous considérons, ici, les 8 *établissements berlinois* qui sont, en général, désignés par ce nom), nous obtenons un chiffre de 182,3 millions de marks ; or, par des augmentations successives, le capital-actions total de ces établissements était en 1905 de 1074 millions de marks.

Disposant des capitaux nécessaires, les grandes banques allemandes vont s'étendre sur tout le territoire national, se substituant aux anciennes banques locales, tantôt directement, tantôt indirectement. Parmi les moyens directs utilisés, signalons : 1^o la création de filiales ; 2^o la création de commandites ; 3^o la création d'agences et de caisses de dépôts (1). Parmi les moyens indirects (2) : 1^o la création de banques

la concentration des banques allemandes (1890), nous aurons une répartition suivante p 100 du capital total employé par ces banques :

	1890	1904	1905	1906
Banques berlinoises . .	51 0/0	59 0/0	58 0/0	57 0/0
Banques provinciales .	49 0/0	41 0/0	42 0/0	43 0/0

On voit donc, tout d'abord, que les capitaux des banques berlinoises augmentent en plus grande proportion que ceux des banques provinciales et, en second lieu, que les capitaux des banques provinciales baissent en proportion des capitaux des banques berlinoises. Il faut faire une réserve à partir de l'année 1905 ; l'augmentation des capitaux pour cette année, dans les banques provinciales, était de 16,6 0/0, par conséquent plus importante que celle des capitaux des banques berlinoises qui était de 15,7 0/0 du capital total. L'écart est encore plus sensible en 1906 : tandis que le capital des banques berlinoises augmente de 15,7 0/0, celui des banques provinciales augmente de 20,7 0/0.

(1) Les huit grandes banques berlinoises possèdent en Allemagne :

ANNÉES	Succursales y compris le siège central	Caisses de dépôts et bureaux de change	Commandites	Total
1895	18	26	13	57
1896	20	27	14	61
1900	25	53	12	90
1902	33	87	11	131
1905	46	149	12	207

(2) Parmi les moyens directs de la concentration, Riesser (*op. cit.*,

subordonnées Tochtergesellschaften) et de trusts (Trustgesellschaften) ; 2° l'acquisition d'actions d'autres banques ; 3° l'échange d'actions ; 4° la conclusion, par contrat, d'alliances entre établissements d'importance à peu près égale.

Les banques aboutissent ainsi à créer des communautés d'intérêts (*Interessengemeinschaften*). L'origine de ces *Interessengemeinschaften* remonte à 1881, mais nous n'en trouvons que deux antérieures à 1896 ; en 1881, celle de la Württembergische Bankanstalt avec la Württembergische Vereinsbank, communauté contractuelle (1), et, en 1895, celle de la Discontogesellschaft avec la Norddeutsche Bank, conséquence de l'acquisition de la totalité des actions (2) de cette dernière banque. A partir de cette date, c'est-à-dire à partir de l'année 1895, les communautés d'intérêts se développent très vite ; en 1900, elles sont au nombre de 9 ; fin 1905, nous trouvons en Allemagne 50 communautés d'intérêts de banque y compris les *Unter-Interessengemeinschaften*, au nombre de 16, c'est-à-dire les communautés d'intérêts de ces banques qui font déjà partie de communautés plus vastes. Ces communautés d'intérêts sont ainsi réparties :

La Bank für Handel und Industrie possède 4 *Interessengemeinschaften* et 1 *Unter-Interessengemeinschaft*.

La Deutsche Bank possède 11 *Interessengemeinschaften* et 8 *Unter-Interessengemeinschaften*.

La Discontogesellschaft possède 7 *Interessengemeinschaften* et 4 *Unter-Interessengemeinschaften*.

La Dresdner Bank possède 9 *Interessengemeinschaften* et 2 *Unter-Interessengemeinschaften*.

p. 233) place, en premier lieu, les augmentations du capital des banques. Nous avons cru devoir considérer ces augmentations comme une cause de caractère plus général qui rendit possible la concentration.

(1) Charles I. Bullock, *Concentration of banking interest dans le Atlantic Monthly*, août 1903.

(2) *Denkschrift der Discontogesellschaft*.

L'A. Schaaffh. Bankverein possède 3 Interessengemeinschaften et 1 Unter-Interessengemeinschaften.

La concentration des banques allemandes aboutit ainsi, en dernier lieu, à la formation de quatre *groupes* principaux (la Dresdner Bank et l'A. Schaaffhausenscher Bankverein ne constituant qu'un seul groupe) en désignant sous ce mot, avec M. Depitre, la série des communautés d'intérêts, des groupements régionaux réunis, concentrés sous la direction unique d'un grand établissement berlinois aux capitaux considérables et financièrement intéressé, directement ou indirectement, à chacun des éléments (1).

Ce sont ces groupes qui détiennent, aujourd'hui, la plus grande partie du commerce de banque, qui disposent de la majeure partie du capital allemand destiné aux opérations de banque. Si nous nous reportons, en effet, aux statistiques données par le *Deutsche Oekonomist* (2), les banques allemandes disposent d'un capital total de 11.394 millions (capital propre de la banque et capital confié à l'administration de la banque par des tiers). Or, sur cette somme, 8.231,47 millions sont ainsi répartis entre ces groupes :

	Millions Marks
Le groupe de la Deutsche Bank (17 banques)	3.335,53
Le groupe de la Dresdner Bank et A. Schaaffhausenscher Bankverein (13 banques)	2.144,63
Le groupe de la Discontogesellschaft (8 banques)	1.842,66
Le groupe de la Bank für Handel und Industrie (6 banques)	908,65

Si nous ajoutons à ces quatre groupes principaux, quatre groupes moins importants, ceux de la *Commerz-und Disconto-Bank*, de la *Mitteldeutsche Creditbank*, de la *Nationalbank für Deutschland*, et de la *Berliner Handelsgesellschaft*, nous arrivons à un capital total de 9.565,64 millions de marks, soit

(1) *Loc. cit.*, p. 39.

(2) Année 1906, XXIV, p. 452.

environ 80 0/0 du capital total. Tels sont les résultats du mouvement de concentration dans les banques allemandes ; ils apparaissent si rapides et si importants, qu'on a pu se demander si les grandes banques allemandes ne finiront point par détenir le monopole complet du commerce de banque. Nous ne saurions répondre à cette question ; nous ne pouvons, ici, que constater les faits actuels ; or, actuellement, cette monopolisation du commerce de banque, en Allemagne, est assez loin d'être complètement achevée. En effet, d'après le *Deutsche Œkonomist* du 27 janvier 1906, il restait, en dehors des groupes de banques, environ 170 banques représentant un capital de 1.450 millions de marks. On ne saurait de façon certaine, affirmer quel avenir sera réservé à ces banques indépendantes ; mais cependant, dès maintenant une distinction importante peut être utilement faite en ce qui concerne au moins le sens, l'orientation de la concentration.

Le mouvement de concentration dans les banques allemandes a été commandé par l'évolution économique générale, par la concentration des principales branches de la production qui s'est effectuée d'une façon extrêmement rapide en Allemagne, depuis quelques années, principalement dans les industries textiles, les industries chimiques, les mines, la construction de machines, la minoterie, le travail des métaux et l'industrie du bâtiment (1). Et cette tendance dans la banque a primitivement abouti autant à une concentration des *affaires financières*, qu'à celle du *commerce régulier* de banque.

Mais à considérer l'intensité future, le degré possible de concentration, il semble bien que ces deux branches de l'activité des banques doivent être distinguées. Il est possible que la concentration aboutisse à une sorte de quasi-monopole, ou tout au moins à la constitution de cartels gigantesques dominant le marché, en tant qu'il s'agit de ces établissements qui ont pour but principal les grandes opérations financières, qui

(1) Bourguin, *op. cit.*, p. 135.

participent à la création des sociétés industrielles ou commerciales et sont directement intéressés aux résultats de leur exploitation.

En ce qui concerne, au contraire, ces établissements qui se livrent presque uniquement au commerce régulier, il semble bien au contraire qu'une marge plus grande soit laissée à l'existence des petites banques et des établissements autonomes locaux. Et cette distinction est inspirée par l'examen des faits. Nous savons, en effet, que la forme actuelle, la plus intéressante de la concentration dans les banques allemandes, est la création des *Interessengemeinschaften* qui aboutirent à la formation des grands groupes de banques. La politique suivie par les grandes banques allemandes a bien comme résultat une concentration du *commerce régulier* de banque : mais les dernières *Interessengemeinschaften* présentent un caractère plus spécial : celui d'une *concentration de capitaux* pour consolider la position des banques vis-à-vis de l'industrie, des banques en tant que *sociétés financières*, participant aux créations,ancements de sociétés industrielles et commerciales et intéressées *directement* aux résultats de l'exploitation. On en trouverait une preuve évidente, si les déclarations des banques même ne nous renseignaient point déjà explicitement sur leurs intentions, dans ce tableau de la localisation territoriale des *Interessengemeinschaften*. Sur un nombre total de 50 *Interessengemeinschaften*, 22 communautés d'intérêts, et les plus importantes, se rencontrent dans les deux provinces les plus industrielles de l'Allemagne : en Haute Silésie et dans la région Rhénane-Westfaliennne (1).

(1) Voir la note page 40.

D'autre part, si la concentration des grandes banques allemandes se poursuit encore, en ce sens que leurs forces deviennent toujours plus importantes et leurs capitaux de plus

(1) I. — *Les Interessengemeinschaften en Silésie.*

1. De la Bank für Handel und Industrie avec :

	Succursales	Capital-actions
Breslauer Disconto-Bank à Breslau.	6	25.000.000
2. De la Deutsche Bank avec :		
Schlesischer Bankverein à Breslau	11	30.000.000
3. De la Dresdner Bank avec :		
Oberschlesische Bank à Beuthen		3.000.000

II. — *Les Interessengemeinschaften dans la région Rhénane-Westphalienne.*

1. La Deutsche Bank avec :

	Succursales	Agences	Capital-actions
a) Bergisch-Märkische Bank à Elberfeld.	15	»	60.000.000
b) Duisburg-Ruhrorter Bank à Duisburg	2	»	12.000.000
c) Essener-Kreditanstalt à Essen	7	4	50.000.000
d) Westphälische Bankverein à Münster.	1	»	7.000.000
e) Siegener Bank für Handel und Gewerbe à Siegen.			4.000.000
f) Essener Bankverein à Essen	3	»	10.000.000
Total	28	4	143.000.000

2. La Discontogesellschaft (*) avec :

	Succursales	Capital-actions
Barmer Bankverein à Barmen.	13	60.000.000

3. La Dresdner Bank et le A. Schaaffhausenscher Bankverein avec :

	Succursales	Capital-actions
a) A. Schaaffhausensche Bankverein (**) à Cologne (dans la région rhénane).	8	125.000.000
b) Märkische Bank à Bochum.	5	8.000.000
c) Rheinische Bank à Essen.	2	21.000.000
d) Mittelrheinische Bank à Koblenz	2	12.000.000
Avec sa communauté d'intérêt : Mülheimer Bank à Mülheim	2	7.500.000
e) Westfälisch-Lippische Vereinsbank à Bielefeld.	4	7.000.000
Total.	23	180.500.000

(*) La Rheinisch-Wesphälische Discontogesellschaft (capital de 65.700.000 M. ; et 14 succursales) qui est particulièrement active dans la région Rhénane-Westphalienne et à laquelle la Discontogesellschaft est intéressée par une possession d'actions (suivant la *Frankfurter*

en plus grands, nous pouvons constater, en même temps, un développement plus actif des banques provinciales. Si nous nous reportons à la table donnée à la page 34, note 2 ; nous constatons, dès 1903, un développement assez notable des banques provinciales et un accroissement des capitaux qu'elles détiennent. Ce fait devient particulièrement intéressant à partir de 1905 ; l'augmentation de capitaux est, à cette date, proportionnellement plus grande pour ces banques provinciales que pour les banques berlinoises. Or, bien qu'une grande partie de ces banques provinciales fassent partie des groupes des grandes banques berlinoises, il y a là cependant une dispersion du capital employé dans les banques, d'autant plus significative que, parmi les banques provinciales, beaucoup aussi sont indépendantes de ces banques berlinoises. Si donc, la concentration de banque ne doit pas se prolonger indéfiniment, si certaines banques peuvent s'y soustraire, les *faits actuels* permettent de penser que ce seront précisément ces *banques locales de moyenne importance* qui coexisteront avec les grands établissements de crédit.

B. *L'Expansion.* — Quoi qu'il en soit, il semble bien que les banques allemandes soient aujourd'hui parvenues à ce degré suffisant de concentration, de centralisation de capitaux et de

Zeitung du 6 août 1905 cette possession actions est de 2.000.000 M.) ne doit pas être comptée. d'après Riesser (*op. cit.*, p. 256), comme une communauté d'intérêt de la Discontogesellschaft. En effet, la possession d'actions ne suffit pas pour faire naître une véritable communauté ; pour qu'une telle communauté d'intérêts existe, il faut qu'une convention soit intervenue entre les banques de faire les opérations de banque en commun ou encore que la banque soit directement représentée dans le conseil d'administration de l'établissement sur lequel elle désire exercer une influence ; la possession d'actions n'est en général qu'un moyen de la conduire à ce but. Or, justement ce lien n'existe pas entre la Discontogesellschaft et la Rheinisch-Westphälische Discontogesellschaft.

(**) La Westdeutsche Bank et la Niederrheinische Kreditanstalt ne figurent pas dans le présent tableau, ayant été absorbées par le Schaaffhausensche Bankverein en 1904.

services qu'a nécessité le développement de l'économie nationale allemande. Et c'est une autre tendance qui n'est plus celle de la concentration qui s'exerce, aujourd'hui, en première ligne, sur les banques allemandes, *celle de l'expansion*.

La concentration nous est apparue, en effet, si non complètement achevée ou arrêtée dans son mouvement, du moins parvenue à un degré tel que ses progrès sont infiniment moins rapides et sensibles ; c'est l'expansion qui tend à devenir le fait dominant de l'évolution des banques allemandes ; cette évolution, caractérisée surtout pendant la première partie de cette période qui va de 1870 à 1906, par ces tendances à la concentration, trouve, aujourd'hui, sa caractéristique la plus frappante et la plus nette, dans la tendance à l'*expansion*. Ces deux tendances sont d'ailleurs intimement liées : tandis que les banques allemandes réalisaient précisément leur concentration par cette sorte d'expansion interne (c'est-à-dire par leur diffusion sur tous les points du territoire allemand) que nous avons analysée, la concentration dans ces banques, réalisée à l'intérieur de l'Allemagne, vient donner à l'expansion externe des banques (c'est-à-dire à leur diffusion au dehors du territoire national) le point d'appui et les moyens d'action nécessaires.

C'est cette dernière tendance qui nous intéresse plus particulièrement : il nous faut en retracer, au point de vue historique, l'évolution générale et en présenter une vue d'ensemble.

a) Dès leur création, nous l'avons vu, les grandes banques allemandes participent à des opérations financières qui concernent l'étranger ; la plupart de ces opérations consistent en souscriptions d'emprunts publics étrangers et dans le placement de ces emprunts en Allemagne (1). Ainsi l'expansion

(1) Nous savons, il est vrai, que, dès 1856, une banque allemande, la Bank für Handel und Industrie, créa des commandites à l'étranger ; son exemple ne fut pas suivi ; on peut donc, dans un exposé général, négliger ce fait.

de banque, sous forme de participation à des opérations financières, est antérieure à l'expansion d'un *commerce régulier* de banque.

Pourtant, la nécessité d'une représentation directe à l'étranger se faisait de plus en plus sentir. Dès 1856, on avait envisagé les moyens pratiques de la réaliser (1) : une assemblée d'hommes influents se constitua pour trouver une solution. On s'arrêta à la *représentation par commandites*, mais on se rendait déjà compte, vers cette époque, du risque des commandites à l'étranger : on pouvait se méprendre sur la valeur commerciale des établissements commandités. En second lieu, une action isolée des banques aggravant les risques de chacune d'elles, n'était pas sans inconvénient. De plus, il fallait combiner l'expansion de banque avec l'expansion allemande en général, essayer de la diriger du côté où l'Allemagne avait le plus d'intérêts à défendre ou encore là où elle pouvait espérer les plus grands avantages ou le meilleur succès pour son industrie et son commerce. Sans doute, les banques devaient d'elles-mêmes, de préférence, rechercher les commandites dans ces pays où les intérêts allemands étaient plus considérables, car, par là même, elles avaient plus de chances de réaliser des affaires importantes ; mais, encore leur fallait-il s'informer des courants du commerce extérieur de l'Allemagne, de l'organisation de ces pays lointains, de leurs conditions économiques. Souvent aussi cet intérêt particulier ainsi concordant avec l'intérêt général, risquait d'être méconnu par la banque, parce qu'il ne se présentait pas d'une manière immédiate et que l'établissement à l'étranger allait exiger des sacrifices avant de faire apparaître des résultats certains. Toutes ces raisons firent croire à la nécessité d'organiser une action collective de banques, d'assurer une certaine direction générale de leur expansion à l'étranger. On proposa donc la création d'une banque allemande située non

(1) Voir II^e partie : la *Discontogesellschaft*.

pas à l'étranger, mais dans le pays même. Cet établissement devait avoir un capital important pour être tout à fait libre : son but allait consister à *sonder* pour ainsi dire l'étranger, à étudier, en particulier, les conditions économiques des différents pays pour voir si une représentation directe de banque ou l'établissement de rapports directs avec les banques nationales, serait avantageux pour le commerce de banque allemand.

En somme, cet établissement central devait servir exclusivement à concentrer les capitaux qui seraient employés à cette action extérieure et à tracer le plan de cette action. On attendait beaucoup, en Allemagne, de cette action collective dont on espérait, avec raison, plus de résultats que d'une action où les forces, les influences et les capitaux seraient divisées.

Mais ce plan était trop vaste et trop ambitieux pour réussir : l'établissement de crédit projeté ne devait jamais être constitué ; nous verrons, dans notre partie analytique, que pour sa création on demandait, en premier lieu, le concours de la Discontogesellschaft ; celle-ci refusa et le projet tomba dans l'oubli.

Les banques allemandes eurent-elles à regretter que ce plan ne fût pas exécuté ? Nous ne le croyons pas. Le plan conçu n'était pas, à cette époque du moins, réalisable en son entier : il ne répondait pas à la réalité des choses. Tout d'abord, les capitaux disponibles (et l'on prévoyait un capital de 100.000 000 thalers) ne se trouvaient pas alors, en assez grande abondance pour pouvoir être affectés à un établissement d'un but aussi spécial et destiné, en somme, à opérer des placements à l'étranger, poussant ainsi à retirer de la circulation, en Allemagne, des capitaux qui étaient là nécessaires.

Ce n'était pas le seul obstacle : ce projet était trop ambitieux : autant il paraissait, à juste titre, avantageux de grouper les intérêts des banques allemandes à l'étranger, autant ce groupement était difficile à réaliser. Ces intérêts

étaient, nous le savons, à cette époque, encore peu importants, et les banques hésitaient beaucoup à entreprendre un commerce qui comportait des risques inévitablement plus grands. Donc, bien que les banques sentissent le besoin d'étendre leur activité à l'étranger, bien que cette activité fût reconnue comme devant être avantageuse et rémunératrice, les banques n'étaient pas absolument décidées à agir. Bien des années après ce projet, elles hésiteront encore à entrer franchement dans la voie de l'expansion.

Supposons même qu'on eût pu écarter ces obstacles et que la banque ait pu être constituée telle qu'elle était conçue dans le projet que nous avons sommairement exposé, nous ne croyons pas qu'elle ait pu réaliser le but poursuivi. Les conditions indispensables au succès n'existaient pas en effet à cette époque, du moins, elles n'étaient pas suffisantes. Les simples correspondants des banques privées et, en particulier, les agences des grandes maisons de commerce à l'étranger et des sociétés commerciales suffisaient alors pour entretenir les rapports de l'économie nationale allemande avec l'étranger. Les intérêts allemands extérieurs étaient encore peu importants : tous les efforts devaient tendre d'abord à développer et à organiser l'activité économique à l'intérieur du pays. A ce second point de vue, le projet ne répondait pas davantage à la réalité des besoins et des choses.

Depuis, jamais projet aussi complexe et aussi ambitieux n'a été repris. On s'est rendu compte des difficultés que présentait chaque cas spécial : de l'impossibilité de les résoudre d'un coup par la création d'un établissement centralisant ainsi les intérêts de toutes les grandes banques allemandes. On se rendra mieux compte de ces difficultés en examinant, dans notre partie analytique, les épreuves par lesquelles passèrent les banques avant d'arriver à un résultat appréciable.

Si la tendance à l'expansion des grandes banques allemandes ne se manifeste pas avant 1870, c'est donc en résumé parce que cette expansion était difficilement réalisable et que,

d'autre part, elle ne semblait point devoir présenter d'avantages bien réels. Mais à partir de 1870, la situation se modifie complètement. Non cependant que les faits qui rendaient une expansion de banques, particulièrement difficile, aient disparu du jour au lendemain, ou, ce qui est plus exact, que les causes qui devaient la faciliter et même la commander se présentassent toutes et avec intensité dès cette époque. Les faits se développèrent lentement qui provoquèrent cette expansion bancaire. Mais, dès le commencement de la 3^e période de l'évolution des banques allemandes, des différences essentielles apparaissent d'avec les époques précédentes. En effet, l'année 1870 marque une étape décisive dans l'histoire de l'Allemagne, tant au point de vue politique qu'au point de vue économique. Les avantages que le pays devait tirer de l'unité politique et de l'unité économique sont trop connus pour que nous ayons besoin de les rappeler. Disons seulement que l'année 1870 est le point de départ d'une activité économique prodigieuse ; les Allemands suivant le mot connu, s'organisent pour remporter des victoires commerciales, après avoir remporté des victoires militaires. L'essor économique devait donner une impulsion sensible au développement de grandes banques. Elles devaient bientôt sentir l'insuffisance de leurs relations avec l'étranger, et nous allons assister tout d'abord à une extension du commerce régulier de banque.

Un fait plus précis sert de point de départ à cette tendance nouvelle à l'expansion : la fondation de la *Deutsche Bank*, qui, dès sa création, envisagea l'expansion comme une forme nécessaire de son activité ; son programme allait montrer la voie à suivre aux autres banques allemandes. Mais, la façon dont il fut accueilli (1) à son origine, en Allemagne, fit apparaître une opposition qui ne voulait point voir l'utilité de cette action extérieure. Le mérite de la banque en est d'au-

(1) V. II^e partie : *Deutsche Bank*.

tant plus grand, ainsi que celui de son fondateur Georg von Siemens (1).

D'autres banques suivirent l'exemple de la Deutsche Bank, et en particulier la *Discontogesellschaft* ; les tendances à l'expansion de la *Discontogesellschaft* se manifestent sensiblement vers la même époque, elle précéda même en un sens la Deutsche Bank, par sa participation (en 1872) à la création de la *Deutsch-Belgische La Plata Bank* ; elle devait bientôt se retirer de cette participation ; c'est la Deutsche Bank qui lui succéda. Ces premières tentatives se heurtèrent à de nombreuses difficultés. Nous aurons l'occasion d'examiner ces difficultés plus en détail ; il nous faut en indiquer, dès à présent, pour donner à cet exposé historique tout son intérêt, la principale. Les banques allemandes n'avaient point l'expérience nécessaire. La question la plus grave dans cette expansion était celle des risques, risques d'autant plus grands, qu'on travaillait dans des pays lointains où les changements économiques et politiques étaient fréquents. Et les banques allemandes avaient avantage, tant au point de vue national qu'au point de vue de leur intérêt propre, à travailler dans ces pays. D'abord, c'étaient des pays pauvres en capitaux, où leur intervention pouvait être rémunératrice ; en second lieu, ces pays précisément à cause de la distance qui les séparait de l'Allemagne, rendaient une intervention des banques plus nécessaire dans les relations du commerce international.

Mais l'expansion des banques allemandes était aussi particulièrement gênée en ce sens qu'elle intervenait assez tardivement ; l'expansion des banques des autres grandes puissances et particulièrement de l'Angleterre, était déjà réalisée. En Angleterre aussi, l'évolution de banque avait suivi l'évolution économique générale du pays, mais, comme cette évolution avait une avance énorme sur le développement économique

(1) Riesser : *Georg von Siemens* dans le *Bank Archiv.*, 1901, p. 19, et *Zur Entwicklungsgeschichte*, p. 109.

de l'Allemagne, elle avait déterminé plus tôt une expansion de banque. Dans ces conditions, les banques anglaises spéciales, les *foreign-banks*, avaient une situation toute particulière, contre laquelle il était difficile de lutter. Dès les premières tentatives sérieuses de l'expansion des banques allemandes, toutes ces difficultés se firent sentir. Les banques qui se trouvaient à la tête de ce mouvement, en firent la triste expérience, particulièrement la Deutsche Bank. Deux succursales de cette banque, créées en Extrême-Orient durent au bout de trois ans, et après avoir subi des pertes sensibles, fermer leurs portes. L'expansion allemande n'était pas plus heureuse dans l'Amérique du Sud. La Deutsch-Belgische La Plata Bank, fondée par la Discontogesellschaft, la Nord-Deutsche Bank et des firmes belges et à laquelle participe la Deutsche Bank, ne prospérait pas davantage. Dès la première année de son existence, son activité fut limitée et, par suite, les frais de cette banque excédèrent de beaucoup ses profits. Comme il n'y avait pas espérance d'amélioration immédiate, la liquidation fut décidée et effectuée en 1885.

Ceci n'était pas sans provoquer des découragements et des doutes. Effectivement, la tendance à l'expansion fut, pendant quelques années, ralentie et presque complètement suspendue. Les critiques que cette politique nouvelle soulevait de la part de tous ceux qui voulaient continuer la vieille routine et se refusaient de reconnaître que des conditions économiques nouvelles exigeaient une nouvelle organisation des banques, se firent entendre comme lors de la création de la Deutsche Bank. La Deutsche Bank elle-même, qui pourtant n'avait pas été impressionnée par les bruits pessimistes qui avaient accompagné sa création, semblait hésiter à persister dans la voie tracée. Mais, la tendance impérieuse qui poussait les banques allemandes vers l'expansion, devait, forcément, avoir le dessus. Les hésitations furent vaincues, les banques prirent un nouvel essor, malgré le découragement momentané et les pertes subies. Une revanche complète de-

vait les récompenser dans ces mêmes pays où elles avaient précédemment subi des échecs. Dès 1886, des relations directes furent renouées avec l'Amérique du Sud. Ce fut la Deutsche Bank qui, cette fois, inaugura cette politique, en créant un établissement en Argentine. Le sort le plus enviable était réservé à cet établissement : il devint la plus importante banque allemande d'outre-mer. Cette création ne resta pas isolée ; vers 1895, on crée trois banques d'outre-mer qui représentent aujourd'hui un capital nominal de 40.000.000 marks.

En Extrême-Orient, les banques allemandes prenaient aussi une éclatante revanche ; elles sont depuis 1889 représentées dans ces pays (en Chine depuis 1889 ; aux Indes, au Japon depuis 1905) par la Deutsch-Asiatische Bank (1) qui, depuis son établissement à Chang-Haï, sert pour le mieux les intérêts allemands. Par ces quelques indications qui seront, d'ailleurs, longuement développées, nous voyons que la banque allemande apporte un soin particulier aux affaires d'outre-mer. En ceci, remarquons-le dès à présent, elle sert tout à fait les intérêts nationaux : cette action est en effet, capitale pour l'expansion économique allemande dans ces pays lointains et à économie peu complexe. Il est à remarquer, sans vouloir insister encore sur cette idée, que le choix des pays où les banques dirigeaient leur activité portait toujours sur des pays où l'Allemagne avait des raisons particulières de nouer des relations directes : nous songeons à l'activité des banques allemandes dans l'Amérique du Sud.

Les banques allemandes devaient d'abord préparer indirectement cette expansion de banque par la création d'établissements sur des places allemandes ayant des relations directes et fréquentes avec l'étranger, comme par exemple Brême et Hambourg. En second lieu, et ceci est capital pour l'expansion des banques allemandes, il s'agissait pour elles d'avoir une représentation directe à Londres. Cette repré-

(1) Voir II^e partie : la *Deutsch-Asiatische Bank*.

sensation à Londres, en effet, n'était pas seulement nécessaire pour développer les relations et les intérêts allemands avec l'Angleterre, point non négligeable, mais plutôt, et ce fut bien là l'idée principale, pour permettre aux banques de profiter de la situation toute particulière de Londres, ville qui concentre tout le commerce international, centre de toutes les opérations bancaires qui interviennent à propos des transactions commerciales. Les premières représentations directes des grandes banques allemandes à Londres remontent à 1871. C'est à cette date que ces banques et particulièrement la Deutsche Bank participèrent à la *German Bank of London*. A partir de cette époque, la plupart des banques allemandes ont tâché d'établir une relation directe avec Londres, de sorte que la situation des banques allemandes est tout à fait solide dans cette ville. C'est là une particularité qui montre, d'une façon réelle, les progrès que les banques allemandes ont réussi à faire dans l'expansion (1). La représentation des grandes banques allemandes à Londres est assurée particulièrement par les succursales de la Deutsche Bank (1873), de la Dresdner-Bank (1895) et de la Discontogesellschaft (1900).

Les banques allemandes qui pratiquaient d'une manière de plus en plus active l'expansion de banque dans les deux directions géographiques que nous avons indiquées, ne négligeaient pas les pays européens. L'expansion, de ce côté, se présentait un peu différemment. En Europe, en effet, les banques allemandes se trouvaient en présence de pays qui possédaient une organisation de banque plus ou moins achevée ; pour activer leur commerce elles pouvaient entrer en relations avec ces établissements existants. Ces relations étaient plus ou moins directes ; mais dans bien des pays européens cepen-

(1) Il est vrai que ce succès provient aussi, en partie, de la différence qui existe entre l'organisation des banques anglaises et allemandes, ce qui n'affaiblit en rien la preuve de la victorieuse expansion des banques allemandes.

dant, cette expansion fut effective. Il y avait aussi en Europe, en effet, des pays pauvres en capitaux, où l'organisation de banque laissait beaucoup à désirer. C'est dans ces pays que nous verrons de préférence s'installer des banques, tantôt créées uniquement avec des capitaux allemands, tantôt des banques créées avec leur concours principal et leur participation. Parmi ces créations, il faut particulièrement mentionner celle, en 1894, de la Banca Commerciale Italiana, par un syndicat international ; la prépondérance des banques allemandes dans ce syndicat était notable ; toutes participèrent à la création de cet établissement. En 1897, fut fondée la *Banque Générale Roumaine*, à laquelle seules les banques allemandes participèrent. Ces faits donnent une idée suffisante de l'expansion en matière de *commerce régulier* de banque. Mais, nous savons que l'expansion fut bien plus générale et s'étendit à toutes les opérations financières.

b) Si nous envisageons les opérations financières des banques allemandes, ou leur intervention dans le crédit public des pays étrangers, nous constatons également une expansion grandissante ; nous avons indiqué de ces participations dès 1850. Mais, leur véritable activité, dans ce sens, date seulement de la fin de cette période et du commencement de la troisième. En 1850, la plupart des emprunts étaient négociés par des banques étrangères, anglaises ou françaises, et les banques allemandes y participaient indirectement, c'est-à-dire qu'elles étaient chargées de l'introduction d'une partie de l'emprunt sur les marchés allemands. Vers la fin de la seconde période, les banques allemandes participent directement aux emprunts étrangers, et des consortiums se forment : notamment le groupe *Rothschild* (en 1864) pour les emprunts autrichiens et hongrois spécialement, et le consortium des emprunts russes. Cette participation directe aux emprunts étrangers des banques allemandes est antérieure à 1870, mais ne devient particulièrement active qu'à partir de cette date. Les participations directes aux emprunts étrangers augmen-

tent, alors, dans des proportions notables. Les banques allemandes acquièrent une importance grandissante sur le marché international. Elles interviennent même dans les pays où, jusqu'à présent, les banques anglaises détenaient une sorte de monopole, par exemple, dans les pays d'Extrême-Orient (Chine, Japon).

Nous donnerons, dans notre étude analytique, le tableau complet des emprunts étrangers auxquels participèrent les banques allemandes. Disons seulement ici, qu'elles recherchent de préférence les pays ayant un besoin pressant de recourir au crédit étranger ; de cette façon, elles peuvent dicter des conditions, se faire accorder des avantages précieux pour l'économie nationale allemande. Ces pays sont surtout les pays d'outre-mer, particulièrement l'Amérique du Sud et, parmi les pays européens, les pays Balkaniques, y compris la Turquie, et, aussi, dans la première moitié de notre troisième période, les pays de l'Europe du Nord : la Norvège, la Suède, le Danemark et la Finlande. Les banques allemandes participent aussi aux emprunts publics de nations qui, sans être obligées de recourir constamment aux capitaux étrangers, se sont trouvés à certaines époques dans des embarras financiers, comme l'Autriche-Hongrie, l'Italie ; la plupart des emprunts publics de ces pays, ainsi que les conversions de leurs emprunts, furent faits par les banques allemandes. L'intérêt économique se doublait ici d'un intérêt politique. Ajoutons encore, avant de clore cette liste, que la Russie recourut aussi, en maintes occasions, à l'aide des banques allemandes.

Nous ne pouvons juger de l'importance croissante de ces interventions par des chiffres déterminés. Dans la plus grande partie des cas, s'il y a un syndicat international, on ne sait pas exactement quelle part revient aux banques allemandes. Dans notre partie analytique, nous donnons des chiffres indiqués, dans des cas spéciaux, par les bilans des banques elles-mêmes. Les cas non mentionnés sont le secret des directions de banque.

c) L'expansion des banques allemandes à l'étranger est encore très caractéristique dans un troisième ordre d'idées, qui se rattache, en somme, à l'expansion financière par opposition à l'expansion du commerce régulier de banque : les participations dans les entreprises industrielles et commerciales étrangères.

Si l'activité des banques allemandes, à ce point de vue, est, plus récente, elle n'en est pas moins intense.

En premier lieu, les grandes banques allemandes participent à une première catégorie d'entreprises industrielles qui, sans avoir leur siège principal à l'étranger, ont pour caractère essentiel d'intéresser les pays étrangers. Parmi ces entreprises, il faut noter, avant tout, les grandes compagnies de navigation maritime et les participations dans la création des sociétés de câbles maritimes (de 1898 à 1904, on forma 5 de ces sociétés avec un capital total de 44.000.000 marks).

En second lieu, les participations aux entreprises industrielles qui se trouvent établies à l'étranger. Les participations les plus intéressantes, dans cet ordre d'idées, sont des créations de voies de communication (chemins de fer du Gothard et de la Roumanie), le chemin de fer du Vénézuéla (1888), la société du chemin de fer d'Anatolie (1889), le chemin de fer de Schantung (1899), et le chemin de fer de Bagdad pour ne citer que les compagnies de chemins de fer les plus importantes. Les banques allemandes participent aussi à l'exploitation des mines et à l'industrie pétrolière. Cette dernière est surtout importante ; la plus grande partie des champs pétrolifères, en Roumanie, se trouvent dans des mains allemandes et sont exploités par des sociétés créées avec le capital allemand et constituées par l'intermédiaire des grandes banques allemandes.

En dernier lieu, l'activité des banques allemandes à l'étranger a consisté dans la création de sociétés coloniales, ayant pour but l'exploitation des plantations dans les colonies, et dans la création de sociétés commerciales de toutes sortes.

Mentionnons, dans cet ordre d'idées : la Deutsche Handels- und Plantagengesellschaft der Südsee-Inseln (1880) ; la Neu-Ginea-Kompagnie (1885) ; la Deutsche See-Handelsgesellschaft (1880) ; la Damara-et Namaqua-Handelsgesellschaft (1905), transformée en 1905 en Deutsche Afrika-Bank ; la Svakopmunder Niederlassung (1905).

En résumé et pour donner une idée nette de l'intensité de l'expansion des banques pendant les dernières années, voici la liste des banques allemandes actuellement établies à l'étranger, ou qui, tout en ayant leur siège central en Allemagne, sont considérées comme des banques établies à l'étranger, à cause de leur commerce spécial qui intéresse surtout l'étranger et de leurs succursales qui se trouvent effectivement à l'étranger (1).

	Année de la constitution	Capital nominal
Deutsche Ueberseeische Bank (ancienne Deutsche Übersee-Bank). . .	1886	20.000.000 marks
Brasilianische Bank für Deutschland.	1887	10.000.000 »
Deutsch-Asiatische Bank	1889	7.500.000 Shanghai Taëls
Banque Commerciale Italienne	1894	105.000.000 francs
Banque Générale Roumaine	1897	10.000.000 lei

(1) A propos du tableau suivant, il convient de faire les réserves suivantes : 1° il n'est pas complet, en ce sens qu'il ne comprend pas certaines banques étrangères, qui furent fondées par les banques allemandes et auxquelles ces banques participèrent, passagèrement, par des possessions d'actions. Ces banques se trouveront traitées dans notre partie analytique, à propos de chaque banque participante. 2° Toutes les banques contenues dans ce tableau ne sont pas constituées uniquement par les banques et par les capitaux allemands ; ceci est surtout vrai pour la Banque Commerciale Italienne, la Banque d'Orient (d'Athènes), la Banque Mamorosch Blank et Co, et la Mexicanische Bank für Handel und Industrie. Ces réserves faites, il représente bien les banques allemandes à l'étranger ; le tableau donné par le *Deutsche Oekonomist* (année 1906, XXIV, p.458) n'est pas exact : il néglige les banques qui sont des créations purement allemandes.

Bank für Chile und Deutschland.	1895	10.000.000 marks
Deutsche Palästina-Bank	1899	800.000 »
Deutsche Westafrikanische Bank.	1904	1.000.000 »
Deutsche Ostafrikanische Bank.	1905	2.000.000 »
Deutsche Afrika-Bank.	1905	1.000.000 »
Banque d'Orient (d'Athènes).	1905	15.000.000 francs
Marmorosche Blank et C ^o (Société anonyme).	1905	10.000.000 lei
Banque de Crédit (à Sofia)	1905	3.000.000 francs
Mex. Bank für Handel u. Industrie.	1906	40.000.000 marks
Deutsche Orientbank.	1906	16.000.000 »
Deutsche Zentral-Amerika Bank actuellement : Aktiengesellschaft für überseeische Bauunternehm- ungen.	1906	10.000.000 »
Deutsche Südamerikanische Bank.	1906	20.000.000 »
Amerika-Bank-	1906	25.000.000 »

Du premier coup d'œil, on se rendra compte que si l'expansion des banques allemandes est active à partir de 1870, elle devient surprenante, en intensité, à partir de 1904. Dans ces dernières années, des banques allemandes se sont créées d'abord dans des pays où, jusqu'à ce jour-là, elles n'avaient pas été directement représentées : en Afrique, notamment. Les intérêts allemands n'y sont pas très développés à l'heure actuelle, mais on sait que l'Allemagne y possède deux colonies, auxquelles elle attache une importance et un soin grandissants ; ces colonies acquièrent aussi un développement économique constant depuis 1904. Les banques coloniales n'existaient pas ; un délai de deux ans a suffi pour combler cette lacune : aujourd'hui, trois banques y fonctionnent (Deutsche Westafrikanische Bank, Deutsche Ostafrikanische Bank et Deutsche Afrika-Bank).

En Orient, d'autre part, et spécialement en Turquie d'Europe, la banque allemande n'avait pas non plus d'établissement, avant 1904. Mais, la banque allemande a créé un établissement à Athènes, en 1906 ; on a créé également la Deutsche

Orientbank qui étend son action sur la Turquie d'Europe et sur la Turquie d'Asie ainsi que sur l'Egypte.

Mais l'expansion des banques allemandes pendant cette courte période de trois ans (1904-1907) ne s'est pas faite que dans des pays nouveaux. Les banques allemandes se sont développées dans les pays où elles avaient déjà pénétré avant cette période. Ainsi, elles créent en Roumanie, en 1905, une banque nouvelle (ce fut la transformation de la maison Marmorosch et Blank en société par actions), et leur activité s'étend dans les Balkans, par la création de la Banque de crédit à Sofia (1905). Elles adoptent aussi une autre manière de consolider leur expansion à l'étranger, en développant toujours les banques déjà existantes et en établissant de nouvelles succursales qui les aident directement à étendre leur activité. Il faut noter, avant tout, à ce point de vue, le développement des succursales de la Deutsche Ueberseeische Bank et de la Deutsche Asiatische Bank, dont l'activité fut aussi très grande pendant cette période. Citons encore, dans le même ordre d'idées, l'expansion projetée de la Deutsche Orientbank, ne fût-ce que pour son intérêt d'actualité (1).

Telle a été, dans ses grandes lignes, l'expansion des banques allemandes pendant ces dernières années. C'est pourquoi nous croyons légitime de les appeler, la période de l'*expansion*, après la période de la concentration. Le ralentissement actuel dans la concentration est un fait qui frappe tous les esprits avisés et dont témoigne le développement nouveau des banques provinciales (1906), ainsi qu'il est possible d'en juger par les bilans parus jusqu'à ce jour. Par contre, le nouvel essor prodigieux, l'expansion des banques allemandes, est signalé de tous côtés, comme le phénomène prépondérant de l'heure actuelle et c'est, on le voit, à juste titre.

(1) V. II^e partie : *Deutsche Orientbank*.

Le *Deutsche Oekonomist* écrit, à la date du 13 octobre 1906 : « Après que les grandes banques eurent procédé avec une activité très grande à leur organisation intérieure, par la création de groupements, elles se tournèrent avec une plus grande activité vers une expansion de banque. Dans un laps de temps relativement très court, nos grandes banques créèrent une série de banques, avec un capital respectable, pour étendre la sphère d'action de ces grandes banques à l'étranger (1). »

Une nouvelle affirmation nous est autrement précieuse ; elle nous vient des banques elles-mêmes. En 1905, la Dresdner Bank déclarait dans son bilan : « Après avoir terminé, dans ses grandes lignes, notre organisation de banque en Allemagne, nous considérons que dans les années qui vont suivre, notre but principal doit être de développer et d'organiser, utilement, nos relations de banque avec l'étranger, spécialement avec les pays d'outre-mer et tous ceux avec lesquels l'Allemagne entretient un commerce de banque régulier ». En fait, c'est aujourd'hui l'expansion de banque sous toutes ses formes, qui est pratiquée, et la politique suivie par la Dresdner Bank a été celle de toutes les banques allemandes.

L'expansion des banques allemandes apparaît ainsi comme un fait aussi symptomatique dans l'évolution des banques allemandes que la concentration elle-même.

(1) Le *Frankfurter Aktionär*, année 1906, 53, p. 75, écrit : « Nous ne sommes peut-être pas arrivés, aujourd'hui, à la fin du procédé des absorptions de banques, mais il apparaît, tout de même, que nos grandes banques penseront, dans l'avenir, de plus en plus à leur organisation de banque, en dehors de l'Allemagne ». M. Aupetit reproduit cette pensée : « De nouvelles tendances se manifestent qui visent, non plus à grossir encore les grands organismes progressivement constitués, mais à étendre leur domaine d'action, à utiliser soit à l'intérieur, soit surtout au dehors, les puissants moyens que se sont assurés les six ou sept groupes de banques qui monopolisent à peu près les ressources du crédit en Allemagne » (*La vie financière*, dans la *Revue Economique internationale*, septembre, 1906, p. 648).

Il nous faut maintenant présenter l'expansion des banques allemandes d'une façon plus complète et critique, examiner, dans une large étude synthétique, les *causes* de cette expansion, les *résultats* qu'on en attend et les *moyens* qui servirent à la réaliser.

CHAPITRE II

LES CAUSES

Le développement des banques se trouve dans tous les pays intimement lié au développement économique général. En Allemagne plus particulièrement, et pour des raisons propres à l'organisation même des banques allemandes que nous aurons à examiner, l'évolution des banques se trouve dans les rapports les plus étroits avec le développement de l'économie nationale tout entière : *l'expansion des banques* à l'étranger n'est qu'un des aspects de *l'expansion économique générale* — elle-même aspect particulier et conséquence du *développement économique tout entier* de l'Allemagne : et encore que ceci apparaisse évident et que la prépondérance du marché intérieur sur le marché extérieur n'ait point besoin d'être démontrée, il n'en est pas moins nécessaire, croyons-nous, de retracer, dans ses grands traits, et ce développement économique interne de l'Allemagne et cette expansion économique au sens large, *cause générale et principale* de cette expansion des banques. Nous aurons ensuite à analyser certaines *causes plus particulières* qui vinrent faciliter cette expansion des banques et lui donner son caractère propre.

I. — La cause générale.

*Esquisse du développement industriel et commercial
de l'Allemagne, de 1870 à nos jours.*

Deux faits caractérisent la période de 1870 à nos jours :

d'une part l'augmentation constante de la population, d'autre part l'augmentation de la richesse nationale.

A. — La richesse nationale totale de l'Allemagne était estimée, vers 1900, à environ 210 à 220 milliards de marks (1), ce qui fait environ 3.500 à 4.000 marks par tête d'habitant ; en 1848, en Prusse, elle était de 720 marks par habitant ; vers l'année 1886 cette richesse nationale n'était estimée qu'à environ 175 millions de marks (2). L'augmentation annuelle de cette richesse nationale par l'épargne est estimée à 2 1/2 à 3 milliards de marks (3) dont une somme de un milliard à 1200 millions est placée en différentes valeurs.

Le *revenu* total annuel de l'Allemagne était estimé vers 1900, entre 21 (chiffre le moins favorable), et 26 (chiffre le plus favorable) millions de marks, soit, en prenant la moyenne entre ces deux estimations, à une somme de 500 marks par habitant (4). On peut remarquer en même temps que le nombre des habitants qui disposent d'un revenu dépassant 3.000 marks est de plus en plus grand ; les personnes qui payaient un impôt en *Prusse* comme jouissant d'un revenu supérieur à cette somme étaient (5) :

en 1873 de	123.284 personnes
en 1894 de	319.317 —
en 1902 de	449.741 —

En *Saxe*, la proportionnalité des revenus annuels s'établissait ainsi (6) :

(1) Estimation faite par v. Halle, *Volks-u. Seewirtschaft*, t. I : *Die deutsche Volkswirtschaft an der Jahrhundertwende*, p. 56 ; d'après Schmoller, *Grundriss*, t. II, p. 181 à 426, elle est d'environ 200 milliards.

(2) D'après l'estimation de Becker, voir Riesser, *op. cit.*, p. 69.

(3) D'après Schmoller, *Grundriss*, t. II, p. 181.

(4) D'après v. Halle, *op. cit.*, p. 57.

(5) Schmoller, *Grundriss*, t. II, p. 460 et 461.

(6) Chiffres donnés par Riesser, *op. cit.*, p. 71.

		1879	1894
de 300 à 800 m. de revenu . . .		76,3 0/0	65,3 0/0
de 800 à 3.300 — . . .		20,9 0/0	31,1 0/0
de 3.300 à 9.600 — . . .		2,3 0/0	2,8 0/0
de plus de 9.600 — . . .		0,5 0/0	0,8 0/0

Il semble donc que les revenus des fortunes moyennes et des petites fortunes soient en Allemagne en progression sensible et constante (1). Le fait est bien visible encore si l'on examine les sommes déposées dans les caisses d'épargne : le nombre des livrets a doublé en Prusse entre 1882 et 1897 et les fonds déposés ont plus que triplé. Le nombre total des livrets en 1904 (d'après le *Statistisches Jahrbuch* de 1907) était de plus de 17 millions ; les placements se montaient à environ 12 milliards (11.896 millions de marks exactement).

B.— Quant à la population, elle était estimée vers 1870 à environ 40 millions d'habitants ; elle est en 1905 de 60,5 millions (2).

La population *active* se répartit ainsi :

18 1/2 millions dans l'agriculture	35,74 0/0
20 1/4 — les mines et l'industrie . . .	39,12 0/0
6 — commerce et transports. . .	11,52 0/0

Comme on le voit, la majeure partie de la population allemande est aujourd'hui occupée dans l'industrie, tandis que les agriculteurs se trouvent en minorité (3).

(1) *Die Entwicklung der deutschen Seeinteressen*, p. XIII.

(2) L'augmentation annuelle de la population est en moyenne de 0,96 0/0 pour la période 1816-1855, de 1,04 0/0 pour la période 1855-1905.

(3) Il n'en a pas toujours été ainsi. En 1882, l'Allemagne comptait 45 1/4 millions d'habitants. De ce nombre 19 1/4 millions (42,5 0/0) s'occupaient d'agriculture, 16 millions (35,5 0/0) se trouvaient dans l'industrie et 4 1/2 millions (10 0/0) dans le commerce et les métiers. Ainsi, tandis que la population totale de l'Allemagne augmentait de

L'*agriculture allemande* a subi en effet un rude coup du fait que l'Allemagne, d'État producteur et exportateur de blé est devenue État importateur. En 1850, les exportations de produits agricoles allemands dépassaient de 12 à 13 millions de thalers les importations, et la production indigène représentait 95 0/0 de la consommation (1).

La situation est aujourd'hui tout autre : une grande partie des produits de consommation (Nahrungsbedarf) provient aujourd'hui des marchés étrangers ; déjà, vers 1897, les importations dépassaient de un milliard les exportations. La raison principale de ce déficit alimentaire doit être avant tout cherchée dans l'augmentation colossale de la population allemande. Car, en fait, l'agriculture, bien que n'employant pas une aussi grande proportion de la population, a réalisé de très grands progrès ; sa productivité s'est notablement accrue (2). Si le rapport ne s'est pas sensiblement modifié entre la grande et la petite exploitation (3), les inventions techniques réalisées, les nouveaux procédés de culture ont augmenté la pro-

1882 à 1895 de 14,48 0/0 celle de l'agriculture a diminué de 3,77 0/0 ; par contre, la population employée dans l'industrie a augmenté de 26,12 0/0 et celle du commerce de 31,61 0/0.— v. Halle, *Die deutsche Volkswirtschaft an der Jahrhundertwende*, p. 24 et 25.

(1) D'après von Halle, *op. cit.*, p. 33.

(2) L'assèchement des terrains marécageux, les drainages, les labours profonds, le défonçage, et surtout les engrais chimiques ont amené une productivité plus grande, de sorte que le rendement, loin de diminuer à la suite d'une restriction de la population employée dans l'agriculture, a gagné en intensité et les surfaces cultivées se sont agrandies. C'est ainsi que 3/4 de million d'hectares avaient été ajoutés à la superficie cultivée en 1895. Quant au rendement, le maximum des meilleures terres à blé qui était en 1860-1865 de 1.500 à 2.000 kilogrammes, a passé aujourd'hui à 3.000 à 4.000 kilogrammes, et on peut même, sur certaines terres obtenir 5.000 à 6.000 kilogrammes.

(3) Voir le tableau donné par Bourguin (*op. cit.*, p. 426), d'après *Landwirtschaft im deutschen Reich nach der landwirthschaftlichen Betriebszählung vom 14 juin 1895*, de la comparaison de la grande et petite exploitation agricole entre 1882 et 1895.

ductivité du sol ou rendu propres à l'agriculture des terres qui ne l'étaient pas.

Cependant la production agricole allemande ne suffit pas à nourrir la population : le déficit alimentaire devient de plus en plus important. Les exportations et importations des subsistances (y compris le bétail) se chiffraient, en millions de marks de la façon suivante (1):

Années	Importations	Exportations	Excédent des importations
1896.	1.482	451	1.031
1897.	1.614,7	516,6	1.099,1
1898.	1.819,1	504,1	1.315
1899.	1.728,7	478,8	1.249,6
1900.	1.762,8	517,6	1.245,2
1901.	1.898,2	452,1	1.446,1
1902.	1.968,6	426,6	542
1903.	1.952,3	510,1	1.442,2
1904.	1.956,4	523,8	1.432,6
1905.	2.343,8	507,4	1.836,4
1906.	2.315,4	570,2	1.745,2
1907.	2.429,5	542,3	1.987,2

Et pourtant nous avons constaté l'augmentation de la richesse nationale allemande : l'Allemagne en effet est devenue, depuis 1870, une grande nation industrielle. Il nous faut examiner ses progrès à ce point de vue.

A. — *Le développement industriel* de l'Allemagne a son point de départ au début de la deuxième moitié du xix^e siècle, surtout en ce qui concerne l'industrie minière. On a pu dire avec raison que les richesses en charbon et en fer de l'Allemagne expliquent cet essor industriel (2). Le nombre des sociétés par actions créées est significatif : De 1870 à 1874, 857 sociétés par actions sont créées au capital de 3.306, 81 millions de marks. Le capital des sociétés par actions considérées d'après l'objet de leur exploitation s'est, dans le même temps, multiplié de la façon suivante (d'après Sombart) (3) :

(1) D'après le *Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich*.

(2) W. Sombart, *Deutsche Volkswirtschaft*, p. 111.

(3) W. Sombart, *D. mod. Kap.*, t. II, p. 16.

dans les industries de construction, le capital-actions s'est multiplié 27 fois, de 17,42 millions à 486,64 millions de marks ;
 dans les brasseries, 24 fois ;
 dans les industries de pierre et terre, 19 fois ;
 dans les banques, 9 fois, de 94,65 millions à 838,27 millions de marks ;
 dans les industries de transformation métallique et construction de machines, 7 fois ;
 dans l'agriculture, 5 fois ;
 dans les industries chimiques, 4 fois ;
 dans l'industrie sucrière, 2 fois.

Si l'augmentation des capitaux dans l'industrie minière n'est pas donnée dans ce tableau, c'est, comme le remarque Riesser (1) que des capitaux très importants étaient déjà engagés dans cette industrie avant 1870. De 1850 à 1870, on créa, en effet, dans les industries extractives, des sociétés par actions dont le capital est évalué à 275,41 millions de marks : les 394,95 millions de marks qu'absorbe en 1874 cette industrie, n'en font pas moins la plus importante de l'Allemagne.

Si nous continuons de juger du développement des industries allemandes d'après le capital investi, nous trouvons en 1896, un capital total de 6.845,76 millions de marks possédés par 3.712 sociétés ainsi réparties (2) :

	Nombre des sociétés par actions	Capital total de ces sociétés Millions de M.
Industries minières.	235	1.022.33
Industries de constructions de machines	235	324.72
Industries textiles	259	414.91
Brasseries.	378	367.2
Industries de bâtiments.	164	172.76
Industries chimiques.	108	332.89
Industries électriques.	39	195.61

(1) Riesser, *op. cit.*, p. 77, et Engel, dans la *Zeitschrift des statist. Bureaus*, Berlin, 1875, p. 356.

(2) Pour plus de détails, voir Ed. Wagon, *Die finanzielle Entwick-*

On aboutit en 1906, en additionnant toutes les créations de sociétés par actions, de 1870 à nos jours, à un total de 5.884 représentant un capital-actions de 816.120 millions de marks. On peut estimer qu'environ les 9/10 de ce capital sont engagés dans les exploitations industrielles. Les sociétés par actions créées pendant les quatre dernières années se répartissent ainsi :

	1903		1904		1905		1906	
Industries minières	4	36.300	2	3.038	8	63.225	19	95.320
Industries des pierres et terre	7	3.610	15	15.725	17	20.775	13	12.935
Industries métalliques et construction des machines	11	182.650	10	7.800	15	26.400	34	55.243
Industries chimiques et dérivées	8	7.155	13	43.910	24	29.920	23	43.060
Industries électriques	3	6.120	1	60	2	350	8	15.170
Industries textiles	3	8.000	3	7.050	11	15.770	6	8.030
Industries de papier, cuir et bois	3	1.820	3	958	10	11.904	9	7.000
Industries des sucres	—	—	—	—	1	400	2	2.200
Brasseries	8	10.550	11	6.570	10	7.486	14	6.070
Industries polygraphiques . .	3	420	3	933	1	1.000	2	1.380
Industries de bâtiments . . .	8	15.250	11	16.570	26	49.129	25	44.622

Les dividendes moyens de ces entreprises industrielles, de 1870 à 1900, et les bénéfices nets réalisés nous sont donnés par le tableau suivant (1) :

	Dividende moyen 0/0 du capital	Revenu net 0/0 du capital
Industrie des charbonnages . . .	7,65 (de 1880 à 1900) :	7,42
Industrie du fer	5,82 (de 1880 à 1900) :	5,34
Industrie des pierres et zinc (matériaux de construction, ferrerie, porcelaine, etc.)	7,62	5,39
Industrie métallique	8,86	7,75
Industrie de construction de machines	7,05	4,18
Industries chimiques	9,81	9,33
Industries électriques (à partir de 1883 à 1900)	8,38	8,38
Industries textiles	5,64	5,13
Brasseries	7,34	6,44

lung deutscher Aktiengesellschaften von 1870-1900 (Iéna, 1900 Gust. Fischer).

(1) Ed. Wagon, *op. cit.*, p. 166 et 167.

D. — 5

Le capital-actions engagé dans la plupart des industries allemandes en retirait donc un profit considérable, ce qui explique le développement si actif de ces entreprises industrielles et le progrès si accéléré de l'industrie allemande. Quelques chiffres particuliers à certaines industries préciseront cette idée.

a) Une des branches les plus actives de l'industrie allemande est aujourd'hui l'*industrie extractive*. La production de la houille, qui n'était en 1870 que de 37 millions de tonnes, est, en 1879, de 53 millions. En 1898, la valeur totale de cette production représente 710 millions de marks, elle avait augmenté depuis 1891 de 30,5 0/0 (1); de 1898 à nos jours, la production houillère allemande s'est encore accrue de 1/4; elle est, d'après les dernières statistiques (pour l'année 1905), de 121.298,6 milliers de tonnes d'une valeur de 1.049 millions de marks. Nous y pouvons ajouter 52 millions de tonnes de lignites qui représentent une valeur de 122 millions de marks (2). L'importation était de 4 millions et demi de tonnes en 1897; elle est aujourd'hui (1906) de 7,6 millions de tonnes; par contre, l'exportation allemande de la houille est de 19,5 millions de tonnes, elle se fait surtout en Belgique (3 millions), Pays-Bas (4,5 millions) et Autriche-Hongrie (6,8 millions).

b) Quant à la production des mines de fer allemandes, elle a presque triplé en 20 ans; en 1886, cette production était de 8,4 millions de tonnes: elle est aujourd'hui de 23,4 millions de tonnes représentant une valeur de 81,7 millions de marks. Mais tandis que les exportations de houille allemande dépassent les importations, l'Allemagne doit importer plus de minerai qu'elle n'en exporte; sa production ne suffit pas à satisfaire les fonderies allemandes.

(1) *Die Bergwerke, Salinen und Hütten im deutschen Reich während des Jahres 1898*, dans les *Vierteljahrshefte zur Statistik des deutschen Reichs*, 4^e fascicule, 1899, p. 77.

(2) *Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich*, 1907, p. 52.

c) L'industrie minière comprend aujourd'hui (1906) (1) 4.115 entreprises occupant 903.163 travailleurs. Le nombre des exploitations métallurgiques était en 1905 de 15.466 occupant au total 411.940 travailleurs.

L'industrie de la fonte est une des plus importantes. En 1870, la production allemande représentait 23 0/0, en 1880, 35 0/0, en 1890 59 0/0 et en 1900 93 0/0 de la production anglaise. Mais comme la production américaine de la fonte est devenue la plus importante à partir de 1890, la production allemande ne représente que 63 0/0 de cette production américaine (2). A partir de 1902, la production allemande dépasse la production anglaise. Aujourd'hui l'Allemagne satisfait à ses besoins avec sa propre production.

La consommation grandissante de fer brut par les industries allemandes révèle l'importance grandissante des industries métallurgiques. Il y a 20 ou 30 ans, l'Allemagne demandait à l'étranger la plus grande partie de ses machines et tous les produits nécessaires à la construction et à l'établissement des chemins de fer : aujourd'hui, la production de ces produits non seulement réussit à satisfaire la consommation intérieure, mais alimente une exportation très active. Cette exportation, vers 1892, est de 86 millions de kilogrammes ; en 1895, elle passe à 136 millions de kilogrammes (3).

(1) *Statistisches Jahrbuch*, 1907, p. 42.

(2) L. Glier, *Zur neuesten Entwicklung der amerikanischen Eisenindustrie*, dans les *Schmoller's Jahrb. für Gesetzgeb.*, 27^e année, liv. 3, p. 229 et 230.

(3) Blondel, *op. cit.*, p. 49, et *Monit. officiel du commerce*, 8 octobre 1906, p. 987.

Voici en milliers de tonnes les exportations et importations de certains produits en fer :

	EXPORTATIONS				IMPORTATIONS			
	1903	1904	1905	1906	1903	1904	1905	1906
Fils de fer	51,3	59,6	60,0	67,2	0,04	0,03	0,02	0,009
Matériel de chemin de fer.	73,1	77,0	147,7	165,0	0,08	0,02	0,07	0,06
Rails de chemins de fer	378,6	211,0	284,8	369,3	0,14	0,31	0,48	0,37

On voit que les importations sont presque en quantité négligeable, tandis que les exportations ont une tendance constante à s'accroître.

Mais ce n'est pas seulement au point de vue de la quantité de la production, c'est aussi au point de vue de la *qualité* que l'Allemagne a fait de très grands progrès. Nombreuses sont les machines allemandes qui ont aujourd'hui une réputation mondiale. Nous pouvons donner en valeur le chiffre des exportations et des importations pour divers produits en 1906 :

	Exportations en milliers de marks	Importations en milliers de marks
Essieux de chemins de fer	14.354	0.139
Coutellerie, armes.	18.017	0.483
Quincaillerie	23.284	0.461
Tuyaux et conduits de fer	25.757	1.973
Locomotives et locomobiles.	33.795	0.733
Machines à vapeur, pompes	12.965	0.997
Machines pour les usines métallurgi- ques	43.252	7.468
etc.,		

d) *L'industrie électrotechnique* est de même très florissante en Allemagne : elle est d'introduction récente ; c'est en 1883 que fut créée la première société par actions, la *Deutsche Edisongesellschaft für angewandte Elektrizität* ; en 1896, il existe 39 sociétés par actions d'électricité, représentant un

capital de 195,61 millions de marks ; en 1900, on négocie dans les bourses allemandes les titres de 34 sociétés par actions d'électricité représentant un capital de 436 millions de marks.

Le développement des industries électriques fut surtout très actif à dater de 1890 et jusqu'à la crise de surproduction de 1900 (1). Pendant cette période, toutes les formes d'exploitation, toutes les combinaisons financières ont été appliquées à cette industrie. Les grandes sociétés par actions des entreprises électriques ont été en même temps des entreprises de construction de machines, des entreprises de livraison du courant électrique, des entreprises financières (2). Une concentration graduelle s'est opérée parmi ces entreprises différentes, qui avait abouti en 1900 à la formation des sept grands groupes suivants, comprenant 27 sociétés par actions :

I. — *Le groupe Siemens et Halske.*

1. — *Siemens et Halske, à Berlin ;*
2. — *Schweizerische Gesellschaft für elektrische Industrie, à Bâle ;*
3. — *Siemens elektrische Betriebe, à Berlin ;*
4. — *Elektrische Licht- und Kraftanlagen, à Berlin.*

II. — *Le groupe Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft.*

1. — *Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft, à Berlin ;*
2. — *Bank für elektrische Unternehmungen, à Zurich ;*
3. — *Allgemeine Lokal- und Strassenbahngesellschaft, à Berlin.*

III. — *Le groupe Schuckert.*

1. — *Elektrizitäts-Aktiengesellschaft, vorm. Schuckert et C^o, à Nürnberg ;*

(1) Riesser, *op. cit.*, p. 81.

(2) Rud. Eberstadt, *Der deutsche Kapitalmarkt*, Leipzig, 1901, p. 64. Voir encore : Friedr. Fasolt, *Die sieben grössten deutschen Elektrizitätsgesellschaften, ihre Entwicklung und Unternehmertätigkeit*. Dresde, 1904 ; Jos. Loewe, *Die elektrotechnische Industrie dans les Störungen im deutschen Wirtschaftsleben*, t. III (*Schriften des Vereins für Sozialpolitik*, t. CVII), 1903.

2. — *Kontinentale Gesellschaft für elektrische Unternehmungen*, à *Nürnberg* ;

3. — *Rheinische Schuckert Gesellschaft für elektrische Industrie*, à *Mannheim* ;

4. — *Electra*, à *Dresde*.

IV. — *Le groupe de la Union Elektrizitätsgesellschaft.*

1. — *Union-Elektrizitätsgesellschaft*, à *Berlin* ;

2. — *Gesellschaft für elektrische Unternehmungen*, à *Berlin*.

V. — *Le groupe Helios.*

1. — *Helios Elektrizitäts-Aktiengesellschaft*, à *Cologne* ;

2. — *Aktiengesellschaft für Elektrizitätsanlagen*, à *Cologne* ;

3. — *Aktiengesellschaft Bayerische Elektrizitätswerke*, à *Munich* ;

4. — *Bayerische Elektrizitätsgesellschaft Helios-Aktiengesellschaft*, à *Munich* ;

5. — *Elektrizitätsgesellschaft Felix Singer et Co, et Bank für elektrische Industrie*, à *Berlin*.

VI. — *Le groupe Lahmeyer.*

1. — *Elektrizitäts-Aktiengesellschaft, vorm. W. Lahmeyer et C^{ie}*, à *Francfort* ;

2. — *Deutsche Gesellschaft für elektrische Unternehmungen*, à *Francfort*.

VII. — *Le groupe Kummer.*

1. — *Aktiengesellschaft Elektrizitätswerke (vorm. O. L. Kummer et C^{ie})*, à *Dresde* ;

2. — *Aktiengesellschaft für elektrische Anlagen und Bahnen*, à *Dresde* ;

3. — *Baltische Electricitätsgesellschaft*, à *Kiel* ;

4. — *Elektrizitäts-Aktiengesellschaft, vorm. Herm. Pöge*, à *Chemnitz* ;

5. — *Nordische Elektrizitäts- und Stahlwerke*, à *Dantzig* ;

6. — *Süddeutsche Elektrizitäts-Aktiengesellschaft*, à *Ludwigshafen* ;

7. — *Elektrizitäts-Betriebs-Aktiengesellschaft*, à *Dresde*.

La constitution de ces groupes n'a point arrêté l'évolution de l'industrie électrique. Le groupe *Kummer* se dissout en 1900. Par contre, en 1902-1903, une communauté d'intérêts (*Interessengemeinschaft*) se forme entre la *Allgemeine Elektrizitäts-*

gesellschaft et la *Union Elektrizitätsgesellschaft* ; elle aboutit en 1904, à une véritable fusion. En 1903, d'une entente entre le *Siemens et Halske* et la *Schuckert-Aktiengesellschaft* naît une société à responsabilité limitée, les *Siemens-Schuckertwerke* au capital de 90 millions de marks, ce qui assure aux groupes Siemens-Schuckert et Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft la prépondérance sur les deux autres groupes : Lahmeyer et Helios (1).

Par suite du développement et de l'agrandissement des entreprises principales, par suite de la concentration intervenue dans les exploitations électriques, la productivité s'est considérablement accrue : elle suffit très largement à satisfaire les besoins intérieurs et alimente une exportation importante. Aujourd'hui, l'expansion à l'étranger de ces groupes connus dans le monde entier est très active. Nous aurons l'occasion de revenir sur l'expansion à l'étranger des industries électriques allemandes : disons dès maintenant, que cette expansion ne se pratique pas uniquement par l'exportation à l'étranger des produits fabriqués par ces industries.

e) Signalons encore une industrie d'un développement tout à fait particulier : l'*industrie chimique*.

On trouve déjà, vers 1854 à 1859, 9 sociétés par actions qui ont pour but l'exploitation des industries chimiques (2). Ces sociétés disposent d'un capital de 7,3 millions de marks. Mais ici encore le véritable essor de cette industrie date seulement de 1870 ; il fut, à partir de cette date, vraiment prodigieux. Ainsi, pendant la première période de l'activité économique allemande, pendant la période des *Gründungsjahre* (de 1870 à 1874), 42 sociétés par actions se forment avec un capital de 42 millions de marks. En 1896, nous comptons 108 sociétés par actions dans ces industries avec un capital social de 332,89 millions de marks. En 1905, nous trouvons au total

(1) Riesser, *op. cit.*, p. 85.

(2) Hübners *Jahrb. f. Volksw. u. Statistik*, t. LIX, p. 146.

2.510 établissements dans l'industrie chimique, qui occupent 112.346 travailleurs.

La production totale de ces industries était en 1897 de 947.902.570 marks ; elle dépasse aujourd'hui largement un milliard de marks.

Même dans un exposé aussi sommaire, il convient de citer en particulier, parmi les industries chimiques allemandes, les fabriques de couleur d'*aniline*. Ce sont les fabriques allemandes qui fournissent la plus grande partie de ces couleurs à la consommation mondiale. Cette industrie, d'autre part, est intéressante en ce sens que, pour lutter contre la concurrence en Allemagne, elle s'est constituée en groupements analogues à ceux que nous avons observés dans les industries électriques (1).

Ces exemples suffisent à donner une idée de l'activité progressive de la productivité industrielle générale.

B. — Quels besoins doit satisfaire cette production sans cesse grandissante ? Nous savons que le commerce intérieur d'une nation est de beaucoup plus actif que le commerce extérieur de cette nation. Les besoins propres des nationaux suffisent à absorber une grande partie de la production industrielle nationale. Ceci n'est vrai, bien entendu, que quand on envisage l'ensemble de la production, car il peut se trouver des spécialités pour lesquelles l'exportation est plus considérable que la consommation intérieure du pays. Mais comme nous envisageons la production industrielle dans son ensemble, nous pouvons faire abstraction de ces exceptions.

On a souvent constaté et signalé l'augmentation considérable de la force de consommation du peuple allemand. On dit aussi que la production grandissante des produits industriels est provoquée par les besoins de l'Allemagne et qu'ils l'ab-

(1) Voir L. Müffelman, *Les intérêts dans l'industrie chimique allemande* dans la *Revue économique internationale*, vol. III, année 1904, p. 882-890 et Riesser, *op. cit.*, p. 86.

sorbent presque en totalité. C'est pousser à l'extrême et fausser la constatation que nous faisons plus haut. Les statistiques officielles allemandes prouvent, en effet, que les exportations des produits fabriqués (sans être, dans toutes les branches de la production, aussi importantes que dans ces industries privilégiées dont nous avons parlé), dépassent cependant les importations. En effet, les statistiques du commerce spécial allemand pour les dernières dix années, nous donnent le tableau suivant des exportations et importations des produits manufacturés (millions de marks) :

Années	Exportations	0/0 de la valeur totale	Importations	0/0 de la valeur totale	Excédent des expo- tations
1896. . . .	2.301	—	939	—	1.362
1897. . . .	2.304.5	60.9	965.9	19.8	1.338.6
1898. . . .	2.396.2	59.7	1.015.1	18.7	1.381.1
1899. . . .	2.712.1	62.1	1.147.6	19.8	1.564.5
1900. . . .	2.982.4	62.7	1.199.7	19.8	1.782.7
1901. . . .	2.892.5	64.1	1.064.2	18.6	1.828.3
1902. . . .	3.089.0	64.2	1.102.8	19.0	1.986.2
1903. . . .	3.281.2	64.0	1.207.9	19.1	2.073.3
1904. . . .	3.442.0	64.8	1.219.9	17.8	2.222.1
1905. . . .	3.823.6	65.4	1.328.0	17.9	2.495.6
1906. . . .	4.398.9	67.9	1.674.0	19.8	2.724.9
1907. . . .	4.808.9	70.2	1.882.3	21.5	2.926.6

Les résultats sont donc différents suivant qu'il s'agit de l'agriculture ou de l'industrie. Nous avons vu que la production agricole allemande actuelle est de beaucoup inférieure aux besoins de la population : la consommation étant supérieure à la production agricole, le déficit alimentaire est réel et important ; nous l'avons indiqué par des chiffres précis. Il y a même plus : nous avons montré que ce déficit alimentaire ne peut *dans les conditions économiques actuelles* de l'Allemagne qu'aller en augmentant ; la population allemande s'accroît en effet dans une proportion plus grande que la production agricole ne peut le faire même sous l'influence des progrès réels et constants réalisés en agriculture (1).

(1) Cette affirmation que nous croyons certaine, n'est vraie sans

C'est par l'*exportation* de ses produits industriels que l'Allemagne est mise à même de se procurer et d'acheter ces produits de consommation qui lui font défaut, c'est-à-dire, outre les produits alimentaires qui ne peuvent être produits en quantité nécessaire et les produits exotiques, les produits bruts destinés à satisfaire les besoins de l'industrie.

Si on examine les statistiques annuelles, on constate un excédent important d'importations des produits bruts sur les exportations. Nous donnons ci-dessous un tableau décennal des exportations et importations de matières premières d'après les statistiques officielles (les chiffres sont donnés au commerce spécial allemand) :

réserve que sous le régime économique actuel de l'Allemagne, sous le régime des tarifs douaniers et des traités de commerce. Nous ne voulons en aucune façon affirmer que la population allemande *ne pourrait pas* être nourrie par le sol de l'Allemagne sans être obligée de recourir à la production étrangère : il n'y a pas là impossibilité matérielle. On estime en général qu'on pourrait décupler la production agricole actuelle allemande avec une culture très intensive ; mais sous le régime actuel, on ne saurait produire sans encourir de pertes, plus de produits agricoles qu'on ne le fait. La satisfaction à la demande actuelle ne pourrait être donnée que par des droits *prohibitifs* sur les produits agricoles étrangers ; il est peu probable qu'on entre jamais dans la voie d'une prohibition complète. Si l'on cherchait à produire, en effet, des vivres suffisants dans le pays même toutes les autres branches de la vie économique seraient atteintes dans leur vif.

Produits bruts pour l'Industrie.

ANNÉES	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		Excédent des importations
	Valeur en millions de marks	0/0 de la valeur totale	Valeur en millions de marks	0/0 de la valeur totale	
1896	1886	—	773	—	1113
1897	2100,1	43,2	814,8	21,5	1285,3
1898	2246,5	41,3	856,3	21,4	1390,2
1899	2607,1	45,1	1016,1	23,3	1591,0
1900	2803,1	46,4	1111,4	23,4	1691,7
1901	2458,8	43,1	1086,8	24,1	1372,0
1902	2559,6	44,1	1162,2	24,1	1397,4
1903	2842,5	45,0	1223,4	23,8	1619,1
1904	3178,0	46,4	1257,0	23,6	1921,0
1905	3457,1	46,5	1400,6	24,0	2056,5
1906	4032,5	47,8	1389,9	21,4	2642,6
1907	4434,9	50,7	1499,7	21,9	2935,2

On voit que les exportations ainsi que les importations des produits bruts ont augmenté notablement, mais l'excédent des importations sur les exportations va toujours en grandissant ; au contraire, les exportations, si elles ont bien augmenté en chiffres absolus, sont restées sensiblement les mêmes comparées au commerce international total de l'Allemagne.

L'Allemagne doit donc recourir à l'étranger à la fois pour alimenter son industrie et pour y placer ses produits. Les produits fabriqués doivent payer les matières brutes.

Si la production industrielle peut s'alimenter, il n'y a pas d'obstacle à son accroissement constant ; et cet accroissement de production est particulièrement favorisé par l'organisation économique actuelle. Le phénomène actuel de la concentration, aussi bien dans les industries¹⁾ que dans les capitaux, intensifie la production industrielle (1).

Or, cette concentration dont nous avons donné quelques exemples, est, en Allemagne, un fait général. On trouvera dans

(1) Bourguin, *op. cit.*, p. 134.

le précieux livre de M. Bourguin. le tableau général de cette concentration d'après le dernier recensement allemand de 1895 (1).

Cette concentration des industries allemandes a pris en Allemagne une forme particulière, celle de cartels (2), nous ne pouvons les passer sous silence. Les cartels ont eu en

(1) Bourguin, *op. cit.* Annexe I-1°.

(2) Pour la définition des cartels, leur rôle ainsi que pour les questions juridiques et économiques qu'ils peuvent soulever, on consultera utilement les travaux suivants :

1894. *Schriften des Vereins für Sozialpolitik*, t. LX, über wirtschaftl. Kartelle im Deutschland und im Auslande (Leipzig) und t. XLI (Stieda, p. 1 et suiv. ; Menzel, p. 23-47 ; Bücher, p. 138-157).

1897. Rob. Liefmann, *Die Unternehmerverbände* (Volksw. Abh. der Bad. Hochschulen, t. I), (Fribourg, J. C. B. Mohr).

1898. L. Pohle, *Die Kartelle der gewerbl. Unternehmer*, Leipzig.

1901. *Report of the industrial commission on industrial combinations in Europe* (Vol. XVIII. of the Commission's reports), (Washington, Government Printing office).

1901. Prof. Heinr. Waentig, *Industriekartelle und Trusts und das Problem ihrer rechtlichen Regelung* (Schmoller's Jahrb. für Gesetzg. u. Volksw., 25^e année, fascicule 4, p. 1).

1902. Ad. Menzel, *Die Kartelle und die Rechtsordnung*, 2^e édition (Leipzig, Duncker et Humblot).

1902. Rob. Liefmann, *Krisen und Kartelle* (Schmoller's Jahrb. f. Gesetzg. u. Volksw., 26^e année, fascicule 2, p. 207-219).

1902. *Final report of the industrial commission containing summaries and recommendations of the commission's report* (Washington, government Printing office, 1902).

1904. Rob. Liefmann, *Die Verhandlungen über die Roheisen-syndikate und den Halbzeugverband in der deutschen Kartellenquête* (Conrad's, Jahrb. 3 Folge, t. XXVII, p. 525 et suiv.).

1904. Robert v. Landmann (München), *Die amtlichen Erhebungen über das deutsche Kartellwesen* (Hirth's Annalen d. deutschen Reiches, 37^e année, 1904, n° 1, p. 1-42, n° 2, p. 81-112, n° 4, p. 248-300).

1905. Rob. Liefmann, *Kartelle und Trusts* (Bibliothek der Rechtsund Staatskunde, Stuttgart, Ernst Heinr. Moritz).

effet une influence considérable et sur la vie économique de l'Allemagne et sur le développement des banques.

La formation des cartels — ces « Kinder der Not » (1) — date surtout de 1873-1875 et a pris de nos jours un développement énorme en Allemagne. Jusqu'en 1905 il n'y avait pas de statistique officielle sur les cartels existant dans les industries allemandes. A la suite de la crise de 1900, de nombreuses plaintes et critiques furent formulées contre les cartels et leur politique ; une enquête fut entreprise en 1902 par le ministère de l'intérieur, qui fut terminée en 1905 et présentée au Reichstag sous forme d'une *Denkschrift über das Kartellwesen*. Cette étude mentionne 385 cartels industriels dont : 19 dans les mines de charbon ; 62 dans les industries du fer ; 11 dans les industries métallurgiques ; 46 dans les industries chimiques ; 31 dans les industries textiles ; 6 dans les industries du cuir et du caoutchouc, 5 dans les industries du bois ; 6 dans les industries de papier ; 10 dans les verreries ; 132 dans les briqueteries ; 31 dans les industries extractives ; 17 dans les industries comestibles ; 2 dans les industries électriques ; 7 dans les industries diverses. 12.000 entreprises industrielles participent à ces cartels (2).

Il ressort de cette enquête (comme des autres études mentionnées ci-dessous) deux faits qui doivent particulièrement nous retenir.

L'accusation adressée aux cartels de vendre meilleur marché à l'étranger que dans le pays (*dumping*), n'est pas fondée. Cette politique fut démontrée comme nécessaire en temps de crise économique. Quand une surproduction embarrasse le marché intérieur, la vente à l'étranger devient indispensable : les prix des marchandises en pareils cas sont dictés par

(1) Brentano *Verhandlungen des Vereins für Sozialpol.*, t. LXI, p. 176.

(2) *Denkschrift über das Kartellwesen*, p. 25.

les prix des marchés étrangers et par la concurrence étrangère.

Par contre les cartels n'ont pas pu agir suivant un plan d'ensemble : ils ne se trouvent pas en effet dans des liens assez étroits les uns avec les autres. Il n'existait surtout pas de liens suffisants pour permettre d'établir une juste proportion des prix des produits bruts et des prix des marchandises ouvrées ou demi-ouvrées (1). Ceci est bien le résultat de ce que les cartels ne commandent jamais tout le procès de production, c'est à-dire production de produits bruts, produits demi-ouvrés et produits ouvrés ; les cartels n'existent en général que dans les industries ne s'occupant que d'une étape de ce procès de production.

Il faut rattacher également à cette absence de politique d'ensemble des cartels, l'absence d'une politique constante en ce qui concerne le commerce extérieur. Ce commerce est en général écarté de la sphère d'action des cartels : l'exportation à l'étranger n'est guère que la conséquence d'une situation économique embarrassée du marché intérieur.

Après avoir précisé le rôle possible des exportations des produits industriels, établi sous quelles conditions la production industrielle peut être augmentée, et montré que l'excédent des exportations allemandes sur les importations est de plus en plus considérable, il faut déterminer dans quelle mesure se trouve, par cet excédent, comblé le déficit alimentaire et le déficit des produits bruts. Les exportations de produits manufacturés plus actives que les importations des mêmes produits, contribuent à combler l'insuffisance de la production nationale des produits bruts. Mais de ce fait, il ne résulte pas que les excédents, en importations, des matières alimentaires soient complètement couverts par les exportations des industries allemandes, ni qu'ils le seront un jour. En effet, exa-

(1) Voir dans ce sens Riesser, *op. cit.*, p. 100.

minons tout d'abord, ce que nous enseignent les statistiques allemandes sur les exportations et importations globales annuelles de l'Allemagne. Si nous passons en revue ces exportations et importations du commerce spécial allemand, nous aurons, pour ces 10 dernières années, y compris le commerce des métaux précieux, les chiffres suivants (en millions de marks) :

Années	Importations	Exportations	Excédent des importations
1897.	4.864,6	3.786,2	1.078,4
1898.	5.439,7	4.010,6	1.429,1
1899.	5.783,6	4.368,4	1.415,2
1900.	6.043,0	4.752,6	1.290,4
1901.	5.710,3	4.512,6	1.197,7
1902.	5.805,8	4.812,8	993,0
1903.	6.321,1	5.130,3	1.190,8
1904.	6.854,5	5.315,6	1.538,9
1905.	7.436,3	5.841,8	1.594,5
1906.	8.438,6	6.478,6	1.960,0
1907.	9.003,3	7.100,6	1.902,7

Ce tableau nous indique nettement deux faits très précis : 1° les exportations allemandes sont inférieures aux importations ; 2° cette différence entre les importations et les exportations va s'accroissant en ces dernières années.

On voit donc tout d'abord que l'exportation des produits manufacturés allemands n'est pas suffisante pour couvrir le déficit des produits alimentaires et celui des produits bruts (1). Les exportations des produits manufacturés ont été en crois-

(1) Ceci reste vrai même en augmentant un peu l'estimation des exportations. On sait, en effet, que les exportations sont dans les statistiques nationales toujours évaluées plus bas que les importations, du fait que le prix du transport des exportations qui se fait par le pays exportateur n'entre pas dans les estimations de ces exportations, tandis que le prix du transport des importations y entre bien. On a remarqué qu'une addition des exportations mondiales serait inférieure à une addition des importations mondiales, ce qui apparaît pourtant comme une anomalie.

sance constante, mais en même temps le déficit des produits alimentaires et des produits bruts augmentait dans des proportions encore plus importantes. Il est vrai que si on examine l'accroissement, relativement à elles-mêmes, des importations et des exportations, on verra que tandis que les exportations se sont accrues pendant ces dix dernières années, de 74 0/0, les importations ne se sont accrues que de 60 0/0 ; il n'empêche que l'excédent des importations est plus grand qu'il y a dix ans.

A quoi cela tient-il ? Pourquoi l'Allemagne ne peut-elle pas, puisque son industrie et la productivité de cette industrie augmentent sans cesse, couvrir son déficit d'importation ?

C'est que l'exportation des produits manufacturés allemands n'a pas grandi dans les mêmes proportions que la production (1), les besoins intérieurs de la population ont toujours été en grandissant. On peut se rendre compte de ce que nous avançons en comparant les résultats des recensements professionnels de 1882 et 1895 avec les statistiques des exportations et importations pendant le même délai.

S'il est permis de juger du développement de certaines industries par l'augmentation des personnes qui y sont employées, on voit que des industries qui emploient plus de personnes et qui produisent, par conséquent, plus, ne donnent pas à l'exportation en proportion de leur développement. Parfois même, il y a une diminution dans les exportations ; le tableau suivant de 1882 à 1895 nous le fait voir :

(1) v. Halle, *Die deutsche Volkswirtschaft an der Jahrhundertwende*, p. 193, *Der Deutsche Oeconomist*, année 1898, p. 691 à 693 ; *Exportbedürfniss und Gründungsfieber* ; *Grenzbote* du 15 décembre 1898, p. 553 : *Unsere Zukunft liegt auf dem Wasser* ; W. Sombart, *Entwickeln wir uns zum Exportindustriestaat ? Soziale Praxis* du 16 mars 1899.

LES CAUSES

81

	Augmentation 0/0 des personnes employées à la fabrication.	Augmentation 0/0 de la quantité de l'exportation	Augmentation 0/0 de la va- leur de l'ex- portation.
<i>Industries chimiques.</i>	60,5	38,2	31,1
<i>Fabriques de porcelaines</i> . . .	60,6	117,9	130,0
<i>Verreries.</i>	56,6	89,6	74,9
<i>Industries du cuivre.</i>	63,6	107,0	90,1
<i>Industries du papier.</i>	41,8	116,7	83,9
<i>Confection de vêtements</i> . . .	16,1	96,3	2,2
<i>Imprimeries</i>	92,2	43,1	95,8
<i>Tanneries</i>	21,0	26,4	61,6
<i>Industries textiles.</i>	+ 9,1	+ 20,6	— 6,4
<i>Industries de cartonnages.</i> . .	+ 62,9	+ 5,9	— 12,6
<i>Industries du cuir.</i>	+ 23,3	— 21,9	— 34,5
<i>Industries du bois.</i>	+ 94,4	— 54,0	— 60,4
<i>Menuiseries</i>	+ 34,2	— 10,9	— 10,7
<i>Brasseries</i>	+ 43,2	— 40,1	— 25,9
<i>Industries d'alcool.</i>	+ 4,3	— 75,2	— 85,3

Si donc les exportations des produits industriels ont jusqu'à présent progressé dans leur ensemble d'une manière constante, cette progression est moins grande que la progression dans la production. Une plus grande partie de cette production a été de plus en plus destinée à la satisfaction des besoins de la population nationale ; la fabrication de ces produits a, nous le savons, exigé des importations croissantes des produits bruts. C'est pourquoi la production industrielle est restée insuffisante à couvrir le déficit alimentaire et le déficit des produits bruts.

Mais un autre facteur intervient qui équilibre la balance du commerce. Ce nouveau facteur c'est *le placement des capitaux à l'étranger*. C'est par le revenu que les capitaux nationaux placés à l'étranger rapportent, qu'on peut acheter les produits indispensables à l'accroissement général du bien-être et que ne peuvent procurer à elles seules les exportations industrielles.

Le placement des capitaux à l'étranger se présente donc comme un complément des exportations des produits indus-

trials. Les importations peuvent dès lors s'accroître et servir à la satisfaction des besoins grandissants sans être uniquement commandées et limitées par ces exportations. L'Angleterre nous en fournit un exemple très net : les exportations y sont beaucoup moins accrues que les importations et la différence est aujourd'hui de plus de 6 milliards de francs. Mais l'Angleterre est par excellence le pays qui a pratiqué l'expansion des capitaux à l'étranger, et aujourd'hui, le capital anglais est le plus important de tous les capitaux placés à l'étranger (1). Bien que le placement des capitaux à l'étranger ne soit pas susceptible d'une évaluation bien exacte, on estime aujourd'hui que le capital total anglais qui travaille à l'étranger, est de 2.500 millions de livres sterling et que le revenu annuel de ce capital est d'environ 110 millions de livres (1).

(1) Il faut faire une remarque très importante quand il s'agit de l'Angleterre : ses créances sur l'étranger qui proviennent en premier lieu de son exportation industrielle et en second lieu des intérêts et dividendes des capitaux placés à l'étranger, proviennent aussi en troisième lieu de l'importance de sa marine marchande qui est, du chef des transports qu'elle fait pour le compte des pays étrangers, créancière de ces pays. Ainsi, si nous nous reportons aux estimations faites par J.-B. Fraser (*The Emigration of Capital, Contemporary Review*, 1904, t. 4, p. 550), nous arrivons aux chiffres suivants qui représentent la moyenne des créances anglaises sur l'étranger pour le délai de 1898-1902.

	Estimations en livres sterling
Exportations de marchandises y compris construction de navires pour l'étranger	272.000.000
Intérêts et dividendes des capitaux placés à l'étranger.	96.000.000
Créances sur l'étranger de la navigation maritime an- glaise.	90.000.000
Total.	458.000.000

(1) Estimation d'Edgard Speyer, *Some aspects of national finance*, conférence faite devant l'*Institute of Bankers*, le 7 juin 1900, p. 6 et 9.

Pour arriver à cette estimation approximative, on prend d'abord les statistiques officielles du revenu anglais (*Reports of the Commissioners of Inland Revenue*) ; d'après cette source officielle, le revenu

On peut déduire de ces faits une idée générale qui semble confirmée par l'état réel des choses : les pays disposant de capitaux suffisants sont conduits à placer une part de ces capitaux en pays étranger, ce qui leur permet d'augmenter les importations sans être obligés de développer dans la même mesure les exportations. Nous dégageons cette idée et la donnons comme l'expression de faits réels sans vouloir cependant l'ériger en « loi économique » comme le professeur v. Halle croit devoir le faire (1).

L'Allemagne, sans présenter le même développement des capitaux que l'Angleterre, a donc été conduite dans la voie des placements à l'étranger. Le développement économique allemand présente une grande analogie avec celui de l'Angleterre ; le déficit alimentaire et le déficit en produits bruts destinés aux industries ont dans les deux pays une tendance à s'accroître de plus en plus, sans toutefois qu'il atteigne en Allemagne la même proportion qu'en Angleterre. Il est, en

des capitaux placés en valeurs étrangères était, pour l'année 1902, de 62.559.479, mais ce revenu n'est évidemment pas tout le revenu des capitaux anglais à l'étranger. En effet, il ne comporte que les coupons de : « Indian stocks and guaranteed railways colonial and foreign government stocks, other colonial and foreign securities, coupons of foreign bonds, railways out of the United Kingdom ». Cette estimation ne comporte donc pas les revenus de l'étranger qui ne sont pas perçus sous forme de coupons ; à son estimation échappent aussi les revenus perçus directement à l'étranger par les banques, les agences et les maisons de commerce. Le total de ces revenus échappant à l'estimation officielle est évalué par Lefèvre (*The Balance of Trade. An explanation of the growing difference between the values of imports and exports*, London, 1903) à 70 millions. Si on additionne ces sommes et si on estime que ce revenu représente du 5 00, on arrive à un capital de 2.640 millions de livres sterling, estimation qui se rapproche bien de celle de Speyer. — Voir dans ce sens Sartorius v. Waltershausen, *Das Volkswirtschaftliche System der Kapitalanlage im Auslande*, Berlin, 1907, p. 94.

(1) v. Halle, *Die deutsche Volkswirtschaft an der Jahrhundertwende*, p. 200.

effet, atténué par deux faits : tout d'abord parce que les tarifs douaniers y entretiennent une production agricole plus active ; en second lieu, parce que le commerce d'exportation allemand se développe d'une manière plus active que le commerce extérieur de l'Angleterre.

Quoi qu'il en soit, il s'agit de préciser cette nouvelle forme de l'expansion économique allemande et de déterminer sa véritable importance en s'inspirant de toutes les estimations successives qui ont été faites de ces placements de capitaux allemands à l'étranger. Nous nous servirons dans ce but des publications officielles du ministère de la marine allemande qui procéda en 1898 d'abord, en 1901 et 1904 ensuite, à la détermination de l'importance de ces placements (1). La méthode suivie a consisté à adresser aux représentants consulaires allemands à l'étranger des circulaires avec une série de questions auxquelles ils devaient répondre (2). Il est certain que ce travail fut très difficile à mener à bien et que, malgré

(1) Les renseignements obtenus furent publiés par le ministère de la marine d'abord en 1900 : *Die deutschen Kapitalanlagen in überseeischen Ländern*, et en 1903, dans : *Die Entwicklung der deutschen Seeinteressen*.

(2) Une méthode analogue fut employée par la section commerciale du ministère des affaires étrangères de la République française pour déterminer et évaluer les capitaux français placés à l'étranger (*Journal officiel* du 25 septembre 1902). Ces évaluations donnèrent les estimations suivantes des capitaux français engagés dans les pays respectifs :

Europe	21.012 millions de marks		
Asie	1.121	—	—
Afrique.	3.693	—	—
Amérique.	3.972	—	—
Australie et Océanie	57	—	—
Total.	29.855	—	—

Cette estimation totale d'environ 30 milliards est en général jugée au-dessous de la réalité. Leroy-Beaulieu l'estime à 34 milliards au moins (*l'Economiste français*, 1902, II, p. 449 et suiv.). Le capital français placé à l'étranger a dû, à partir de cette date, s'accroître considérablement ; on l'estime aujourd'hui au moins à 40 milliards. Voir Sartorius v. Waltershausen, *op. cit.*, p. 98.

beaucoup de soins, les chiffres obtenus ne peuvent être qu'approximatifs. Souvent une estimation sérieuse de ces capitaux fut matériellement impossible. C'est d'après ces documents et sous ces réserves, que nous donnons un tableau comparatif des capitaux allemands à l'étranger, en 1898, à la date de la première estimation officielle et, en 1904, à la date de la seconde estimation.

	Estimation en 1898 en millions de marks	Estimation en 1904 en millions de marks
<i>Europe (1).</i>	—	1.500
<i>Turquie (exclusiv. de l'Égypte)</i> . .	400 (2)	300-350
<i>Afrique du Nord (y compris l'Égypte).</i>		
<i>L'Afrique occidentale</i>	970-980 (3)	1.325-1.350
<i>L'Afrique orientale</i>		
<i>L'Afrique du Sud.</i>		
<i>Le Sud de l'Asie orientale</i>	240	250
<i>La péninsule de l'Arabie et les Indes anglaises</i>	50	75
<i>L'Asie orientale</i>	370-400	400-450
<i>Australie et Polynésie</i>	610-670 (4)	300-400
<i>Pays de la Méditerranée, Amérique, y compris la côte nord de l'Améri- que du Sud et l'Inde occidentale.</i> .	1.000-1.250 (5)	1.080-1.200
<i>Côte occidentale de l'Amérique du Sud.</i>	370-420	500-550
<i>Côte orientale de l'Amérique du Sud.</i>	1.000-1.300	1.300-1.600
<i>Etats-Unis d'Amérique et Canada.</i> .	2.025	2.500-3.000
<i>Total</i>	7.035-7.735	9.530-10.725

(1) L'estimation pour l'Europe n'est pas faite dans l'ensemble dans les sources officielles ; elle était en effet particulièrement difficile à faire, car là les capitaux étrangers s'incorporent et se mélangent avec les capitaux nationaux à un tel point qu'ils ne sont pas facilement différenciables. Les documents officiels déjà signalés ne font que des estimations très incertaines pour quelques pays seulement. Nous avons essayé de fixer ces chiffres en nous basant sur ces estimations et sur quelques autres sources spécialement dans le *Sonderheft* de la *Marinenrundschaу*, 1905, p. 139 à 148 et Sartorius v. Waltershausen, *op. cit.*, p. 103).

(2) Y compris l'Égypte.

(3) Excepté l'Égypte.

(4) L'estimation de 1898 fut reconnue par la suite comme étant au-dessus de la réalité.

(5) Le chiffre le plus élevé provient de ce que les indications des capitaux allemands placés au Mexique étaient énoncés de façons différentes

On voit par les chiffres de ce tableau ainsi que par les notes que nous y avons ajoutées, que ces estimations sont assez élastiques, mais telles qu'elles sont données, elles peuvent être considérées comme relativement exactes; en second lieu, on voit de quelle façon les intérêts allemands se sont développés pendant un délai très court de 6 ans.

Quoi qu'il en soit, les capitaux allemands placés dans différentes entreprises à l'étranger peuvent être estimés aujourd'hui — pour prendre une moyenne entre les chiffres donnés en même temps qu'un chiffre rond — à 10 *milliards de marks*. Mais ces 10 milliards ne représentent pas tout le capital allemand engagé à l'étranger. En effet, il y a toute une série de capitaux qui ne sont pas entrés dans les estimations consulaires examinées : ceux qui sont placés en valeurs étrangères. Il s'agit de déterminer également leur importance.

En 1883, on estimait le capital allemand ainsi investi à 4 ou 5 milliards de marks. Les documents officiels plus récents nous manquent, mais on peut s'en rapporter aux estimations privées faites par des hommes d'une grande notoriété et d'une sincérité indiscutable ; et ces estimations valent presque les officielles (1) ; elles sont, en effet, invoquées par les sources officielles elles-mêmes. Dans cet ordre d'idées, nous trouvons tout d'abord l'estimation de Schmoller (2), en 1893, faite lors de l'enquête de la commission de bourse ; d'après lui le total des valeurs possédées par les allemands doit être d'environ 30 milliards et représenter 17 0/0 du total de l'avoir du peuple allemand ; sur cette somme de 30 milliards, Schmoller estime qu'une somme de 10 *milliards* représente des valeurs étrangères, c'est-à-dire constituent les placements de capitaux à l'étranger.

Cette estimation est jugée par W. Christians (3) dans le *Deutsche Oekonomist* comme inférieure à la réalité ; d'après

(1) V. *Zur Entwicklung der deutschen Seeinteressen*, p. 164.

(2) *Compte rendu de la Börsen-enquetekommission*, 1893, p. IX.

(3) *Der deutsche Oekonomist* du 24 janvier 1894.

ses évaluations très documentées et en général incontestées, on arrive à une somme totale de 13 milliards pour les placements en valeurs étrangères faits jusqu'à cette époque ; le revenu annuel en est évalué à 560 millions de marks. Or, à partir de cette date et suivant les mêmes estimations de W. Christians, l'Allemagne aurait placé en valeurs étrangères une somme de 4 1/2 milliards entre 1893 et 1904. Il nous semble donc que la somme totale des valeurs étrangères possédées par les Allemands ne doit pas être éloignée de 18 *milliards de marks*. Les estimations faites au ministère de la marine vers 1905 admettent, tout en se basant pourtant sur les mêmes documents, une évaluation totale un peu moindre. On a voulu sans doute prendre un chiffre intermédiaire entre les estimations de Schmoller et celles de W. Christians ; suivant cette source officielle, le capital allemand placé en valeurs étrangères serait de 16 *milliards*.

Pour obtenir le total général du capital allemand travaillant à l'étranger, il faut additionner cette somme avec les capitaux placés dans différentes industries et entreprises qui ont leur champ d'action à l'étranger. De cette façon, nous arrivons à un total (en prenant pour les valeurs étrangères la moindre estimation de 16 milliards) de 26 *milliards* de marks, somme qui, certainement, n'est pas supérieure à la réalité. Si l'on compte un intérêt de 4 0/0 pour les capitaux placés en valeurs étrangères, et un intérêt de 6 0/0 pour les capitaux placés dans les entreprises étrangères, nous arrivons de ce chef à un revenu annuel d'environ 1.240 millions (1). Cette somme va donc constituer une créance au profit de l'Allemagne sur l'étranger et lui permettre de s'endetter d'autant en important des marchandises pour la satisfaction de ses besoins. On sait que les créances à l'étranger ne naissent pas seulement du fait des placements de capitaux à l'étranger ; elles peuvent naître également, comme pour l'Angleterre, du

(1) Sartorius v. Waltershausen, *op. cit.*, p. 104.

fret effectué pour le compte des autres pays. Mais, en nous tenant uniquement à ce chef de créances, elles suffisent à l'Allemagne pour acquitter les dettes provenant actuellement de l'excédent des importations (1).

L'expansion allemande économique actuelle s'exprime donc pour nous et se résume en deux faits principaux : 1^o *une exportation grandissante de produits manufacturés* ; 2^o *une exportation de capitaux à l'étranger sous forme de placements dans des entreprises à l'étranger ou de placements en valeurs étrangères*.

Cette expansion économique doit nous apparaître comme une conséquence nécessaire du développement économique d'Allemagne. Ainsi envisagée, elle se présente dans son entière vérité et avec toute sa signification : l'expansion de banque nous apparaîtra également comme un des aspects et la conséquence de cette expansion économique et ceci justifiera, croyons-nous, les développements que nous avons donnés et ces généralités.

C. — Sans nous attarder à discuter les nombreuses critiques qui ont été adressées à cette politique d'exportation — critiques toutes théoriques et qui n'en laissent pas moins subsister les faits (2) — il nous reste à donner un aperçu des circonstances et des actions diverses qui vinrent hâter et favoriser cette expansion économique générale.

(1) Cet excédent de 1900 à 1905 a été en moyenne de 1.221.5 millions de marks par an ; or, c'est 1.240 millions, avons-nous dit, que l'Allemagne recevait du chef de ces créances. Il est donc inutile pour payer les importations, de faire intervenir les 350 millions de créances de transport.

(2) Voir particulièrement la critique de Kautsky, préface au livre *Atlanticus, Production und Konsumtion im Sozialstaat*, Stuttgart, 1898, p. XXII, et Oldenberg, *Deutschland als Industriestaat* dans les *Verhandlungen des achten evangelisch-sozialen Kongresses*, Stuttgart, 1897, avec la réponse de Paul Dehn, *Weltwirtschaftliche Umschau* dans la *Deutsche Monatsschrift*, mars, 1902, et *Der Deutsche Oekonomist*, année 1902, XX, p. 182.

Parmi les causes qui ont en premier lieu favorisé cette expansion allemande, il convient de citer d'abord certains côtés particuliers du caractère et de l'éducation allemands : volonté tenace de réussir dans la tâche entreprise, habitude de procéder non par à-coups, mais lentement et patiemment. Cette volonté combinée avec la patience, a certainement contribué aux succès économiques de l'Allemagne. Il faut mentionner un autre trait particulièrement important : la facilité avec laquelle l'Allemand voyage, se déplace et s'établit en pays étranger, en s'y adaptant tout à fait aux conditions locales. La race allemande est essentiellement envahissante, elle a prouvé à travers les âges, cette faculté de forte expansion qui s'est encore prolongée assez activement dans les temps les plus récents, mais qui pourtant a sensiblement diminué à partir de 1892, à la suite des réformes faites en Allemagne dans le régime de la petite propriété. Ces émigrations allemandes qui furent surtout actives dans l'Amérique du Sud, ont eu une influence directe sur l'expansion économique allemande tant en capitaux qu'en produits : les émigrés furent comme des agents d'exportation dans les pays étrangers et spécialement les pays d'outre-mer.

Mais c'est surtout le commerce allemand qui a grandement profité de la tendance des Allemands à émigrer. Les Allemands établis à l'étranger continuent à s'approvisionner en produits de l'industrie nationale, ils contribuent à introduire l'usage de ces produits allemands. Leur caractère souple fait des allemands de bons commerçants et ils ne réussissent pas seulement dans les pays neufs où le commerce est encore mal organisé et peu développé, mais encore dans les pays les plus commerçants. « C'est ainsi qu'à Londres et à New-York, par exemple, la moitié des grandes maisons de commerce sont dans les mains des Allemands et que le soi-disant génie commercial anglo-saxon s'est démonétisé pour ne devenir que le subordonné de l'influence teutonne » (1).

(1) A. Ramin, *Impressions d'Allemagne*, p. 264.

L'expansion est aussi facilitée par l'éducation très pratique qu'ont reçue les commerçants allemands qui s'exportent. Leur préparation au commerce est minutieuse et une fois à l'étranger, ils cherchent avant tout à satisfaire les clients, déployant une très grande initiative personnelle, quoi qu'en ait dit M. Blondel (1), qui aboutit maintes fois à faire changer aux fabricants qu'ils représentent, le mode de leur production pour l'adapter à la consommation locale : M. Blondel donne lui-même des exemples éloquentes de cette adaptation. La méthode de représentation directe, à l'étranger, est complétée par d'autres moyens très pratiques destinés à permettre aux clients étrangers de se renseigner d'une façon immédiate sur les produits qu'ils peuvent demander à la fabrication allemande : il convient particulièrement de citer les musées industriels, les expositions industrielles permanentes et les prospectus que les fabriques envoient à l'étranger (2). Mentionnons également les musées d'échantillons (*Exportmusterlager*) qui ont pour but de diminuer le rôle des commissionnaires et des intermédiaires. Les renseignements les plus complets, tels que tarifs de transport, pratiques de transport, tarifs et usages de douanes, modes d'emballage et d'expédition des marchandises, modes de commande, etc., y sont donnés. Ces *Exportmusterlager*, sont de véritables agences constituées par des associations de fabricants ; elles ont donc aussi en premier lieu le devoir de les renseigner sur la solvabilité des clients ; elles s'occupent du recouvrement des créances et de toutes les opérations qui peuvent naître entre les clients, acheteurs, et les fabricants, vendeurs.

On peut rapprocher les *Exportmusterlager* des sociétés commerciales (*Handelsgesellschaften*), institutions créées également par des industriels, la plupart du temps, et qui ont

(1) *Op. cit.*, p. 289.

(2) v. H. Vouters : *Les procédés d'exportation du commerce allemand*, thèse, Paris, 1908.

pour but de leur servir de représentants et d'écouler leurs marchandises et leurs produits. Mais les *Handelsgesellschaften*, à la différence des *Exportmusterlager*, sont de véritables sociétés commerciales qui pratiquent le commerce pour leur propre compte. Elles ont rendu de réels services à l'expansion des produits allemands à l'étranger. Elles pratiquent une expansion directe en établissant des agences à l'étranger, des factoreries.

Tous ces faits ne sont pas étrangers à la prospérité commerciale allemande ; ils ont leur part dans l'expansion grandissante des produits allemands à l'étranger.

A côté de cette action privée, l'action des pouvoirs publics est non moins évidente et aussi fort importante quoi qu'on en ait pu dire en Allemagne même. Sans nous arrêter spécialement sur cette cause, dont l'examen détaillé déborderait de notre cadre, il nous faut indiquer les différents aspects de cette action du gouvernement.

En premier lieu, il convient de faire remarquer comment l'organisation intérieure de l'outillage national et en particulier des voies de communication eût aussi comme résultat de préparer l'expansion économique, rendant plus facile de cette façon l'exportation des produits allemands à l'étranger. L'influence gouvernementale se retrouve encore dans l'organisation des chambres de commerce (1) (loi du 19 août 1897),

(1) Par contre le gouvernement est hostile à l'établissement des chambre de commerce à l'étranger. L'initiative privée avait créé à l'étranger deux chambres de commerce allemandes : une à Bruxelles en 1894, une autre à Bucarest en 1902. Elles disparurent toutes deux en 1904, faute de subventions. Le *Deutsche Handelsmuseum* (1904, p. 202), en parlant de la disparition de la chambre de commerce de Bruxelles dit : « Elle avait demandé au gouvernement impérial une subvention de 4.000 marks pour pouvoir poursuivre ses affaires et les agrandir, mais depuis un an, elle est restée sans nouvelles et elle en est arrivée à la regrettable décision que nous rapportons. »

La principale raison donnée par le gouvernement contre la création

et des consulats. On a augmenté le nombre de consuls professionnels et éliminé lentement tout l'élément qui n'avait rien de commun avec la véritable fonction consulaire (*Berufskonsuln*) (1).

Comme un facteur tout particulier, il faut encore noter la politique de *colonisation* de plus en plus active. Nous savons, en effet, que de longue date, des maisons de commerce allemandes s'établirent à l'étranger et y installèrent des factoreries, groupant aussi autour d'elles les émigrés allemands ; cette action privée a été le point de départ de la colonisation allemande. Le gouvernement n'était pas encouragé à entrer dans cette voie, l'opinion publique étant peu favorable à la colonisation. Aussi Bismarck se montra-t-il très prudent ; il cherchait avant tout à réaliser la consolidation de l'Empire et sa centralisation. Tout ce qu'on fit dans cet ordre d'idées au lendemain de la création de l'Empire, fut de protéger les sujets et les intérêts allemands à l'étranger. Le moment n'était pas venu d'ajouter à cette protection des annexions de territoire ; Bismarck pensait aussi avec raison que la flotte allemande était insuffisante pour se lancer dans une politique plus active. On se borna à pratiquer la politique de la porte ouverte en faveur des nationaux, sans grand succès d'ailleurs.

de ces chambres de commerce, c'est qu'il estime qu'elles feraient double emploi avec les consulats, situation fausse qui donnerait lieu à des froissements regrettables. — Voir pour plus de détails sur ce mouvement d'opinion, favorable ou hostile — et qui est assez récent d'ailleurs — à la création des chambres de commerce à l'étranger ; Vouters, *op. cit.*, p. 201 et suiv. ; Schanz, *Zielpunkte der Exportpraxis*, Berlin, 1908, p. 186 et suiv. ; Mayer, *Auslands Handelskammern*, Berlin, 1905).

(1) L'Allemagne possédait en 1872, 556 consulats dont 29 consulats professionnels (*Berufskonsulate*) ; en 1897, le nombre total des consulats était de 697 et celui des consulats professionnels de 92. enfin, en 1905, le nombre total était de 757 dont 137 consulats professionnels (*Die Entwicklung der deutschen Seeinteressen*, p. 241 et 243).

En 1880, l'idée d'une politique coloniale proprement dite est plus favorablement accueillie par l'opinion publique. Mais c'est encore l'initiative privée qui précède l'action gouvernementale. On crée vers cette époque de nombreuses sociétés qui ont pour but de pourvoir à l'acquisition des colonies et de diriger l'émigration allemande, au lieu de laisser cette émigration s'éparpiller et s'absorber dans les pays dominés par l'élément anglo-saxon. De cette façon fut constituée en 1882 le *Deutsche Kolonialverein*, la création la plus importante peut-être de tout le mouvement de cette époque ; elle est également le point de concentration de tous les éléments s'occupant de colonisation (1). Elle avait comme but plus spécial de développer et favoriser la création des établissements commerciaux (*Handelsfaktoreien*) ainsi que des entreprises allemandes d'outre-mer (2). Au bout d'une année d'existence, elle comptait plus de 3.000 membres. L'intérêt porté aux colonies allemandes devient plus vif, l'esprit d'entreprise se fait sentir parmi les capitalistes (3). La fusion du *Deutsche Kolonialverein* et de la *Gesellschaft für Deutsche Kolonisation*, aboutit en 1888 à la création de la *Deutsche Kolonialgesellschaft*.

Les entreprises privées sont à cette date très actives dans les pays d'outre-mer. Ce sont surtout les maisons de commerce (particulièrement de Hambourg) (4) qui préparent la colonisation. Entre 1879 et 1882, les bases d'une colonisation sont jetées dans le Pacifique où la maison Godeffroy avait ses intérêts et où elle avait fondé des plantations (5). En

(1) *Deutsche Kolonialzeitung*, 1884, p. 1.

(2) *Bremer Handelsblatt*, 1882, p. 418.

(3) *Deutsche Kolonialzeitung*, 1884, p. 2.

(4) Presque toutes les colonies commerciales allemandes sont nées des *Handelsfaktoreien* W. Roscher et R. Jannasch, *Kolonien, Kolonialpolitik und Auswanderung*, Leipzig, 1885, p. 12.

(5) Coppius, *Hamburgs Bedeutung auf dem Gebiete der deutschen Kolonialpolitik*, Berlin, 1905, p. 12.

Afrique, on prépare aussi la base d'un domaine colonial : c'est sur la côte Ouest de l'Afrique que la maison Woermann établit des plantations et par là prépare l'établissement d'une colonie allemande qui se réalise très vite (vers 1884).

Se sentant plus soutenu par l'opinion et les dispositions du public et se trouvant déjà en présence d'entreprises privées plus nombreuses, Bismarck inaugure alors une politique coloniale plus active. On cherche à donner aux entreprises commerciales une protection efficace, et par là, on aboutit à la formation coloniale de ces territoires. Ce qui était d'abord sphère (territoire) de communication (*Verkehrsgebiet*) tend à devenir une sphère politique. La politique de Bismarck consista donc d'abord à encourager les grandes Compagnies coloniales, mais en les laissant s'administrer et organiser elles-mêmes. Cette politique est surtout caractéristique quand il s'agit de sauver la *Deutsche Handels und Plantagengesellschaft* (ancienne maison J.-C. Godeffroy et Söhne, Hambourg) qui avait en 1879 des difficultés avec ses créanciers. On créa en effet, le 13 février 1880, un consortium au nom de *Deutsche See-Handelsgesellschaft*, à la tête duquel se trouvait M. von Hanseemann qui représentait la Discontogesellschaft. En encourageant cette entreprise, qui avait pour but justement de sauver la Plantagengesellschaft de la ruine, le gouvernement fit savoir à M. v. Hanseemann qu'on devait songer lors de la fixation du capital de la Deutsche See-Handelsgesellschaft à un agrandissement éventuel des intérêts coloniaux allemands dans l'Océanie. Mais, comme la Samoa-Vorlage ne fut pas adoptée par le Reichstag, la Deutsche See-Handelsgesellschaft dut liquider. Par les efforts de la Discontogesellschaft et de son représentant, et grâce à la See-Handelsgesellschaft qui était directement encouragée par le chancelier de l'Empire, la Handels-und Plantagengesellschaft fut rétablie en 1880 (1).

(1) *Denkschrift der Discontogesellschaft*, p. 226.

La création de la *Neu-Ginea Kompagnie* en 1885 par la Discontogesellschaft reçut également tous les encouragements du gouvernement. Elle obtenait en échange de certains engagements, le droit exclusif de l'acquisition de terrains (1). La suite des événements encourageait la politique de l'Empire à devenir plus énergique encore. C'est surtout à partir de 1884 (2) qu'on entre dans cette voie. Le gouvernement annonça qu'il fallait, dans l'intérêt général, mettre sous la protection de l'Allemagne, les établissements commerciaux et les plantations. Aussi crée-t-il des lignes postales maritimes, entreprend-il la création de jeunes colonies allemandes surtout par des ententes avec l'Angleterre. L'œuvre de colonisation commencée par l'initiative privée, devient une œuvre nationale à laquelle le gouvernement accorde toute son attention.

Toutefois, cette fièvre coloniale se ralentit dans les dernières années du gouvernement de Bismarck. Lors de son départ, la colonisation allemande s'arrête même tout à fait. Le traité anglo-allemand du 1^{er} juillet 1890, qui cédait à l'Angleterre, en échange de la petite île de Helgoland, le protectorat de Zanzibar et de Pemba, marque le revirement profond qui s'est produit dans les sphères gouvernementales. Mais ce contre-courant ne devait pas longtemps persister, et dès le lendemain même de ce traité, et jusqu'à présent, l'Allemagne pratique une politique fortement coloniale. Il nous suffit de constater ici seulement cette tendance sans vouloir analyser dans quelle mesure cette politique fut couronnée de succès. Ajoutons pourtant que le directeur de l'Office colonial allemand, M. Dernburg, exposait dans un discours de propagande

(1) *Ibid.*, p. 231.

(2) Le 26 juin 1884, Bismarck déclara dans la séance de la commission du budget du Reichstag, que les acquisitions effectuées dans le Sud-Ouest de l'Afrique se trouvaient sous la protection de l'Empire allemand et que ceci était notifié au gouvernement anglais. L'année 1884 marque ainsi une date dans l'histoire de la colonisation allemande.

que, depuis 22 ans, l'Allemagne, moyennant une dépense de 20 millions de marks par an, en moyenne, avait donné à son empire colonial une plus-value de 30 milliards (1). Le gouvernement allemand affirme donc une nouvelle politique : la politique mondiale, la *Machtpolitik*.

Cette politique mondiale n'était rendue possible que par la pratique pendant de longues années et à partir de 1870 d'une politique qui apportait tout son soin à l'organisation intérieure d'un pays jusque-là morcelé tant par l'organisation administrative et judiciaire que par l'organisation économique : nous assistons à une réforme du système douanier en 1878. Cette loi est suivie par d'autres qui ont toujours comme but l'organisation *économique intérieure*. Ce travail une fois accompli, l'Allemagne marche vers une politique impérialiste. Cette *Machtpolitik* est surtout suivie depuis 1895, époque des traités de commerce (*Handelspolitik*).

Ainsi les tendances économiques vers l'expansion ont provoqué cette *politique mondiale*, et par contre l'influence est aussi très grande et directe que la politique impérialiste a exercée sur l'expansion économique allemande. La chose est surtout notable pour le commerce : il n'a pas manqué de se transporter partout où il sentait une influence allemande s'exercer plus activement.

Telles sont les circonstances particulières qui favorisèrent plus ou moins directement l'expansion économique générale allemande, *cause principale et déterminante* de l'expansion des banques allemandes. Nous savons qu'à côté de cette cause déterminante, il y a d'autres causes qui sont particulières aux banques, et qui sans leur imposer l'expansion et la rendre nécessaire, l'ont facilitée et lui ont donné son caractère propre. Mais avant de passer à l'étude de ces causes particulières, nous tenons à faire une observation à propos de cette

(1) Lichtenberger, *L'Allemagne moderne, son évolution*, Paris, 1907, p. 147.

cause économique, cause principale de l'expansion des banques, que nous venons d'étudier en détail.

L'expansion économique devait en effet provoquer et déterminer l'expansion de banque. Mais quand les banques eurent commencé leur mouvement, elles réagissent à leur tour sur l'expansion économique générale, action et réaction simultanées et réciproques (1). Ce sont donc là deux faits économiques — expansion de banque, expansion économique générale — qui sont intimement liés et qui sont en réalité inséparables. Pourtant, il a fallu, pour les présenter d'une manière claire, les séparer complètement l'un de l'autre ; « la réflexion sur les formes de la vie sociale, et par conséquent leur analyse scientifique, suit une route complètement opposée au mouvement réel » (2). Nous avons présenté ce lien sous son premier aspect : influence économique générale sur l'expansion de banque ; nous aurons à étudier le second point de vue : influence de l'expansion de banque sur l'expansion économique générale. Mais nous tenions à rapprocher ici ces deux faits et à montrer leur connexité.

II . — Causes particulières.

A côté de cette cause *générale*, facteur premier de la tendance à l'expansion des banques allemandes, certaines causes *particulières* viennent précipiter cette tendance et lui donner ses caractères propres :

A. — *Une cause technique, c'est-à-dire l'organisation même des banques allemandes ;*

(1) S'il est vrai qu'en général la forme de l'échange correspond à la forme de production (Karl Marx, *Misère de la philosophie*, 2^e édit., p. 105) et que dans une économie toute faite et quand on considère les *phénomènes achevés*, le mode d'échange peut être considéré comme une conséquence du mode de production, cela peut n'être plus vrai quand on considère les *devenirs* et les *moyens de passage* (G. Sorel, *Introduction à l'économ. moderne*, p. 135).

(2) Karl Marx, *Le capital*, I, p. 30.

B. — La concentration dans les banques déjà réalisée à l'intérieur du pays ;

C. — Enfin l'introduction de l'étalon d'or.

A. — Cause technique.

De tous les problèmes que soulève l'organisation économique d'un pays, l'un des plus importants est bien celui relatif au régime des banques. On a pu, rapprochant la circulation monétaire d'un pays déterminé d'avec la circulation du sang dans le corps humain, comparer les banques, régulateurs de cette circulation monétaire, au cœur d'un organisme biologique.

Sans attacher une grande valeur scientifique à ces comparaisons, toujours artificielles, souvent inexactes, nous invoquons celle-ci uniquement pour faire voir quelle importance on attache à l'organisation de banque au point de vue économique et montrer toute la force du lien qui l'unit au développement économique général. Et en ce sens nous ne la croyons pas exagérée.

Pour nous, il est essentiel de marquer ainsi fortement ce lien qui unit les banques à l'ensemble de l'organisation économique d'un pays ; toutes les questions qui touchent cette organisation sont destinées à avoir leur répercussion sur les banques. Nous ne saurions admettre comme exacte l'opinion d'un banquier allemand (rapportée dans le livre du professeur Lotz, *Die Technik des Emissionsgeschäfts*, p. 60) qui déclare que sa profession n'est en aucune façon touchée par les questions sociales considérées comme les plus importantes dans l'évolution économique. C'est là méconnaître singulièrement le rôle des banques dans la production économique capitaliste d'aujourd'hui.

Les banques ont en effet pour rôle essentiel, comme le dit déjà Ricardo, *d'emprunter pour prêter*, ce qui s'analyse de la façon suivante :

Elles ont la charge de la garde du capital, elles doivent

chercher à rassembler les capitaux disponibles, c'est le commerce *passif* de banque.

En second lieu, elles doivent écouler ce capital, en accordant des crédits, dans les différents canaux de la vie économique au moment où le besoin s'en fait sentir, c'est le commerce *actif* de banque. Tel est l'essentiel du commerce de banque.

Mais les banques allemandes n'ont point limité leur activité à ces deux opérations. Elles ne sont ni limitées au commerce régulier de banque, ni spécialisées dans les différentes branches de ce commerce ; mais elles pratiquent des affaires beaucoup plus vastes ; ce sont des organisations fort complexes. Le développement historique de ces banques leur a imposé, pour ainsi dire, d'élargir leur cercle d'action et d'assumer des obligations beaucoup plus étendues.

La spécialisation de banque n'existe pas en Allemagne ; les banques y font l'exploitation des affaires de toute sorte (*Allerleiunternehmen*) : affaires de banque proprement dites, es-compte, crédit, opérations financières, émissions, affaires industrielles et immobilières. L'énumération de ces opérations se retrouve dans la plupart des statuts des grandes banques allemandes.

Aussi bien suffirait-il de passer en revue les différents termes dont on a doté les banques allemandes, pour se faire une idée de la complexité des opérations qu'elles effectuent. Ces banques sont en premier lieu désignées sous le nom de banques de crédit (*Kreditbanken*) c'est le terme le plus usuel et le plus courant ; au xix^e siècle on employait très souvent aussi le terme de banques industrielles (*Industriebanken*). Les désignations varient surtout beaucoup chez les auteurs modernes : elles sont nommées banques d'effet (*Effektenbanken*) par Schmoller, Warschauer, Paul Model et Sattler ; pour Loeb ce sont surtout des banques d'émissions (*Emissionsbanken*) ; Schäffle leur accorde des développements sous le titre de banques d'entreprises (*Unternehmensbanken*), tandis que

Wirth les appelle des banques de crédit mobilier (*Credit mobiler Banken*). Riesser, à son tour, sans leur donner de dénomination proprement dite, cherche plutôt à résumer celles qui leur furent données en disant qu'on peut considérer ces banques comme des banques *combinées* ou *mêlées* (*Kombinierte oder gemischte Banken*).

Une analyse de cette complexité de banque nous paraît nécessaire, avant de passer à l'exposé des conséquences certaines qu'elle a exercées au point de vue de l'expansion de banque.

Mais avant de procéder à cette analyse, une observation s'impose. On est fort préoccupé en Allemagne par la question de savoir si cette non-spécialisation des banques est une bonne chose, — si le cumul de ces diverses fonctions est ou non avantageux au point de vue économique en général, — et il est de mode de comparer les banques allemandes et les banques anglaises. Cette comparaison, toute théorique, n'aboutit point en général à l'avantage des banques allemandes, bien au contraire, et leur organisation est vivement critiquée.

Mentionnons seulement quelques opinions parmi les plus autorisées : Roscher (1) estime, par exemple, que l'activité des banques d'entreprises (*Unternehmensbanken*) est incompatible avec la nature de société de crédit et que ce sont les banques qui ont donné à toute l'économie nationale allemande son caractère d'agiotage et de déprédation. Schäffle (2) est encore plus sévère ; pour lui, ces banques ont une activité à tous les points de vue usurière et destructive : elles ne sont pas des banques de crédit, mais des entreprises à tout faire (*Allerleientreprise*). Enfin, Wagner (3) déclare que si les banques allemandes peuvent donner des

(1) Roscher, *System der Volkswirtschaft*, t. III, 3^e édit., p. 345.

(2) Schäffle, *Kapitalismus und Sozialismus*, p. 249.

(3) La Préface de Wagner au livre de Sattler *Effektenbanken*, p. 7, et Wagner *Credit-und Bankwesen* dans le *Schönbergs Handbuch*, 3^e édit., § 21 ; pour les opinions de Wagner, voir en outre Rentzsch, *Creditanstalten* dans le *Handwörterbuch der Volkswirtschaftslehre*.

dividendes élevés, c'est par leur exploitation de la crédulité, de l'inexpérience et de l'avidité des masses.

Ce pessimisme des économistes allemands apparaît surtout très marqué quand on le compare avec ce qui est dit à l'étranger, des banques allemandes (1). Ce fait a été très vivement signalé par Weber (2).

Il est vrai qu'en Allemagne aussi, quoique plus rarement exprimées, on trouve des opinions moins sévères quoique tou-

(1) « Les banquiers allemands furent plus que les intermédiaires ordinaires entre le capital et le travail ; ils dirigèrent ou soutinrent le mouvement avec une extrême fermeté. Ils transformèrent les possibilités et les puissances en des réalités et prêtèrent personnellement au commerce et à l'industrie l'appui qui leur était nécessaire. » André Sayous, *Les banques de dépôt, les banques de crédit et les sociétés financières*, 2^e édit., Paris, Larose, 1907 ; Edgard Depitre, *op. cit.*, p. 49 et suiv.

Mais il faut signaler, il est vrai, que l'éloge des banques allemandes fait par M. Sayous ne va pas sans quelques réserves, aussi dit-il (*op. cit.*, p. 277) : « Malheureusement, un emploi aussi complet de toutes les ressources, dont peuvent disposer des sociétés financières doublées de banques de dépôt, et une activité aussi prodigieuse n'étaient point possibles, sans que de nombreux capitaux ne fussent immobilisés et que le tempérament spéculatif du public ne prit un inquiétant développement. De nombreux dangers menaçaient souvent, jusqu'au moment où l'on sent la corde se tendre à casser et où l'on entend des craquements présageant quelque malheur. »

(2) Adolf Weber, *Depositenbanken und Spekulationsbanken*, Leipzig, 1902, p. 4. Le même auteur cherche à expliquer ce pessimisme des Allemands par le fait de l'insuccès du crédit mobilier et de la suspicion qu'encourt tout système de banques présentant quelque analogie avec le crédit mobilier. Mais Weber prouve par des chiffres qu'il n'est pas juste d'appeler les banques allemandes des banques de crédit mobilier. En effet, le capital du Crédit mobilier Parisien était de 60 millions de francs, tandis que ses effets propres étaient de 101 millions en 1855 et même de 123 millions en 1860. La proportion chez les banques allemandes en 1900 était la suivante : Deutsche Bank : capital 150 millions marks, effets propres 34,5 millions marks ; Discontogesellschaft : capital 130 millions marks, effets propres 63,8 millions (y compris les participations consortiales) ; enfin Darmstädter Bank : capital 105 millions et 12,3 millions d'effets propres.

jours faites avec certaines réserves. Werner Sombart (1) nous dit par exemple : « C'est sans aucun doute à l'intérêt que les banques et les banquiers manifestaient envers l'activité productive de l'économie nationale, *bien que ceci fût fait au détriment du développement du commerce véritable de banque*, qu'incombe une part de l'essor de la vie économique allemande. Les banques sont devenues en Allemagne les évocatrices de l'esprit d'entreprise : les entraîneurs de l'industrie et du commerce (*Schrittmacher für Handel und Industrie*). » On voit que même cette opinion, pourtant favorable, n'est pas faite sans une réserve, réserve faite précisément en ce qui touche le véritable commerce de banque, le *commerce régulier*.

En somme, il ne semble pas très scientifique de vouloir prouver la supériorité du système anglais, en le comparant en *théorie* avec le système des banques allemandes. Le système anglais est excellent pour l'Angleterre (2), encore faudrait-il qu'il fasse ses preuves en Allemagne. En effet, le système bancaire allemand a été créé d'une pièce ; il s'est constitué à la suite du développement grandissant des besoins du crédit dans le pays et suivant les modalités que ces besoins exigeaient au cours de leur développement. Vouloir le comparer avec le système anglais sans faire intervenir les conditions locales, nous paraît peu sérieux.

Les risques des banques sont, dit-on encore, d'autant plus grands que leurs affaires sont plus complexes, et ces banques marcheraient vers une véritable catastrophe, seraient à la merci d'une crise et finiraient par compromettre l'organisation du crédit et par aggraver la situation générale. A cette objection, on peut répondre par l'examen des faits. L'Al-

(1) Sombart, *Die deutsche Volkswirtschaft*, p. 217.

(2) Encore faut-il dire que les banques allemandes font très bonne figure en Angleterre ; nous verrons par la suite que les succursales des trois banques allemandes les plus importantes (de la *Deutsche Bank*, la *Dresdner Bank* et la *Discontogesellschaft*) y font une concurrence sérieuse aux banques anglaises.

Allemagne a traversé en 1900-1901 une forte crise, or, si sévère qu'on soit à l'égard des banques allemandes, on doit reconnaître pourtant qu'elles sont sorties de cette crise victorieuses (1). Les grandes banques surent se replier sur elles-mêmes au moment opportun. La « corde tendue » dont parle M. Sayous ne cassa pas encore cette fois-ci. On doit même ajouter que la crise fut dans une certaine mesure prévue par les banques ; elles firent tous leurs efforts pour conjurer le mal. Ceci fut même reconnu par les quotidiens allemands, en général pourtant hostiles aux grandes banques. On ne doit pas oublier, disait-on, que c'est grâce à l'intervention énergique des grandes banques que les crédits des commerçants furent sauvegardés et le mal de la crise limité (2).

Devant de tels faits ne doit-on pas conclure (sans bien entendu rien préjuger de l'avenir) que les banques allemandes ont donné des preuves de leur adaptation aux nécessités économiques du pays et qu'elles ont su régler leur conduite pour la satisfaction générale des intérêts nationaux. Terminons cette digression qui n'était point entièrement inutile, par les paroles de Bernstein (3) : « Il ne suffit pas que la pratique corrige la théorie, la théorie doit encore, si elle veut toutefois, garder encore quelque valeur, s'y faire et admettre l'importance de ses corrections. »

a) Etudions maintenant cette organisation des banques allemandes et leur activité si complexe en nous plaçant tout d'abord au point de vue du *commerce régulier de banque* (4).

(1) A. Raffalovitch, *Journal des Economistes*, janvier 1902, p. 28 ; E. Depitre, *op. cit.*, p. 104.

(2) *Kölnische Volkszeitung* du 17 août 1901, n° 467, et *Kreuzzeitung* du 30 juin 1901, n° 301

(3) Bernstein, *Die Voraussetzungen des Sozialismus*, Stuttgart, 1899, p. 13.

(4) Nous entendons par *commerce régulier de banque*, comme on le fait généralement, les opérations courantes de banque : tels que dépôts, comptes courants, escomptes et avances sur titres ; sous le

Nous ne trouvons point, avons-nous dit, en Allemagne, de banque ayant exclusivement le caractère d'une banque de crédit et de dépôts. Ces opérations sont cumulées en Allemagne, avec toutes sortes d'autres opérations. Ceci tient à deux particularités propres aux conditions dans lesquelles se sont développées les banques allemandes. D'abord à *la rareté* même des dépôts au commencement de l'activité des grandes banques, conséquence de ce que les Allemands n'avaient pas l'habitude de se dessaisir de leur avoir, préférant faire fructifier directement leur capital.

Aussi bien, à ces débuts, la fortune privée en Allemagne n'était pas bien considérable ni les économies et l'argent disponible bien importants.

De plus, nous savons qu'avant 1850, les opérations de banque étaient faites et par des banquiers privés travaillant surtout avec leur capital propre et par des *Notenbanken* qui, en dehors des émissions des billets de banque, faisaient aussi certaines autres opérations de banque.

Nous savons aussi comment le besoin d'établissements de crédit spéciaux et plus nombreux se fit sentir : des grandes sociétés par actions furent créées, qui servirent en premier lieu à la satisfaction des besoins du commerce et de l'industrie. Les dépôts commencent à se développer lentement et bien qu'ils n'aient jamais acquis, même aujourd'hui, l'importance

nom de *commerce irrégulier de banque*, toutes les opérations qui sont plus ou moins étrangères à ces opérations énoncées, telles que commerce de titres et émissions de titres, création d'entreprises, etc. Mais en faisant cette distinction uniquement au point de vue pratique, nous nous rendons compte qu'elle est arbitraire au fond et qu'elle ne saurait servir à déterminer la véritable *régularité* ou *irrégularité* de telle ou telle opération ; aussi n'a-t-elle *jamais été invoquée* par nous dans ce sens. En effet, si une banque achète par exemple des titres de tout repos qui lui serviront de réserve et ne seront vendus qu'en cas de besoin, on peut appeler une telle opération *régulière* plutôt que celle par exemple qui consisterait à accorder des crédits dans des proportions démesurées.

des dépôts dans les banques anglaises, leur somme s'est accrue dans des proportions notables (1).

Les banques nouvelles qui se créaient et se constituaient sur le modèle des banques anciennes, et toutes ces banques qui furent créées pour la satisfaction des besoins commerciaux et industriels, cherchaient à attirer à elles les dépôts. De cette façon, elles empêchèrent la création de banques spéciales de dépôts, elles cumulèrent cette fonction avec celles qu'elles exerçaient déjà. Et les dépôts leur étaient d'autant plus nécessaires que leurs affaires se développaient et qu'elles avaient besoin de plus en plus de capitaux ; aussi voit-on par les conditions avantageuses que les banques allemandes accordent aux dépôts, quel est leur souci de les augmenter (2).

(1) Les dépôts des banques allemandes dépassent aujourd'hui trois milliards de marks ; tandis qu'en 1883, ils atteignaient à peine un demi-milliard. Les augmentations des dépôts des banques allemandes sont surtout actives dans les 10 dernières années, ils ont presque triplé pendant ce délai ; voici quelles furent leurs variations (d'après le *Deutsche Oekonomist* de l'année 1907, XXV, p. 120) :

Années	Nombre de banques	Evaluation de dépôts
1897	150	1.081,9 millions de marks
1898	156	1.201,7 —
1899	164	1.354,3 —
1900	165	1.706 3 —
1901	171	1.811,6 —
1902	167	1.864,6 —
1903	170	2.058,4 —
1904	175	2.376,2 —
1905	182	2.700,8 —
1906	188	3.045,0 —

(2) Ceci est bien visible si on examine les conditions faites aux déposants par un institut allemand de crédit. Ainsi d'après Weber (*op. cit.*, p. 79), les conditions de la Bergisch Märkische Bank sont les suivantes :

Dépôt à vue	Intérêt de 2 0/0
Après avis de 1 mois	— 2 1/2 0/0
— 3 »	— 3 1/2 0/0
— 6 »	— 4 0/0

Les intérêts accordés par les banques anglaises sont moins élevés :

Par contre, si l'on examine les banques de dépôts anglaises, les conditions dans lesquelles elles furent créées expliquent très bien leur spécialisation. L'habitude des Anglais de déposer leur argent dans des banques, est ancienne (1) et la création de banques par actions destinées à concentrer ces dépôts remonte assez loin. Bien que la Banque d'Angleterre ait voulu se réserver le monopole du commerce de banque et cherché à empêcher ces créations, un acte de 1826 les permettait déjà sous certaines restrictions ; la London and Westminster Bank date de 1833, la London Joint Stock Bank de 1836, la Union Bank et la London et County Bank de 1839. Ces banques donc ne furent pas créées dans des circonstances analogues aux banques allemandes, elles ne furent pas, comme ces banques, destinées à la création des affaires industrielles et des entreprises, mais bien plutôt à concentrer les sommes disponibles de l'épargne nationale en des dépôts de banques qu'elles faisaient ensuite valoir par les modes du commerce régulier de banque. Aussi, si l'on compare l'augmentation des dépôts de ces banques avec ceux de la Banque d'Angleterre, on peut se rendre compte de leur importance. Nous en donnons ici un tableau comparatif entre les années 1844 et 1900 (2).

nous donnons d'après le *Bankers Magazine* les intérêts moyens pendant les années 1895-1900, tout en les faisant précéder du taux d'es-compte moyen de la Banque d'Angleterre :

	Average Bank rate pro 100 £			Average allowance on deposit		
	£	S.	D.	£	S.	D.
1895.	2	0	0	0	10	0
1896.	2	9	8	0	19	8
1897.	2	13	1	1	1	10
1898.	3	13	0	1	13	0
1899.	3	14	1	2	3	5
1900.	3	18	10	2	8	7

(1) Vers 1864, Esquiros rapportait dans la *Revue des Deux Mondes*, ces paroles d'un banquier anglais : « Un non gentleman est celui qui paie en argent comptant ; le gentleman est celui qui a un crédit et qui couvre ce crédit tous les six mois par un chèque sur sa banque. »

(2) D'après Easton, *Banks and Banking*, et d'après l'*Economist*.

	Dépôts et comptes courants en milliers de livres sterling	
	Année 1844	Année 1900
Banque d'Angleterre	13.300	48.490
	Augmentation de 265 0/0	
London et Westminster Bank . . .	2.667	28.860
London et Joint Stock Bank . . .	2.245	16.444
London et County Bank	1.231	45.609
Union Bank	1.591	16.445
Total.	7.764	105.354
	Augmentation de 1.258 0/0	

Les principales banques anglaises de dépôts concentrent donc la plus grande partie des capitaux disponibles anglais et les distribuent suivant les procédés du commerce régulier de banque.

b) La complexité n'est pas moindre dans les banques allemandes quant à la manière de faire valoir ces dépôts. Si, en effet, les banques sont des appareils destinés à capter les capitaux dispersés et à les concentrer (1), elles sont, d'autre part, des appareils de répartition qui ont pour but de distribuer de nouveau ces capitaux suivant les besoins économiques. Dans cette répartition des capitaux confiés aux banques, les banques allemandes présentent aussi des particularités. Elles effectuent des opérations variées qui ont leur origine dans la façon même — très onéreuse — dont les banques allemandes se procuraient ces dépôts, et en second lieu, dans ce fait que les banques allemandes avaient des intérêts tout particuliers à poursuivre.

1° Le premier mode de placement des capitaux, le mode le plus classique et le plus conforme au commerce régulier de banque, c'est l'escompte des lettres de change. Les banques allemandes le pratiquent et par là elles ne diffèrent en rien des grands instituts de crédit français ni des banques an-

(1) Schäffle, *System der Volkswirtschaft*, t II, p. 153.

glaises. Mais il faut cependant signaler une spécialisation plus grande des banques anglaises, même quand il s'agit de l'escompte des traites. En effet, la plus grande difficulté de l'escompte consiste dans le choix des traites ; c'est précisément à ce point de vue qu'une division de travail est intervenue dans les banques anglaises entre les « Banker » et les « Billbroker », ces derniers ayant à ce dernier point de vue une réputation particulière (1).

2° Mais en dehors de ce mode classique, les banques allemandes emploient encore d'autres procédés qui se trouvent être dans certaines conditions particulières plus rémunérateurs : nous voulons parler des *avances sur titres* (*Lombards*) et des *crédits accordés en compte courant*. Ces deux modes sont également pratiqués par d'autres banques, françaises, anglaises, ils ne sont donc pas propres aux banques allemandes ; mais il convient cependant d'examiner de quelle façon les banques allemandes les pratiquent, car leur exécution présente des particularités. Ceci est surtout vrai de l'ouverture de crédits en comptes courants, car les avances sur titres sont aussi activement pratiquées par les banques de dépôts proprement dites, que par les banques allemandes, sauf une petite formalité de pratique intérieure. La différence est plus grande dans les crédits de comptes courants. C'est ici que le commerce des banques allemandes s'éloigne du commerce régulier de banque, c'est en ce sens qu'il est très vivement cri-

(1) « The Brokers are experts in judging the character of bills and have become so from long training and a special experience which bankers neither possess nor lay claim to. », *The Scotsman* du 1^{er} février 1893.

Il faut dire que le rôle des Billbroker est plus compliqué et plus étendu que cela. Ils ont plutôt à intervenir dans l'ensemble de cette opération délicate que les Anglais désignent sous le nom de « l'économie de la circulation des lettres de change ». Nous ne pouvons pas traiter cette question, bien que très intéressante et assez peu connue, croyons-nous. Nous renvoyons à l'article de W. Newmarch dans le *Journal of the Statistical Society*, mai, 1851.

tiqué, comme présentant des risques très grands et fort compromettants pour la banque.

Il convient d'examiner tout d'abord les *crédits par acceptation*. Il faut ici faire une distinction : il est d'abord des cas où l'acceptation est très légitime, où elle ne fait pas courir de grands risques à la banque qui la donne et où elle est provoquée par les besoins réels du commerce. Ceci est tout particulièrement vrai, comme nous le verrons, à propos du commerce international, — l'acceptation de banque étant en effet la seule qui puisse être utilement employée dans ce commerce international. Dans ce cas l'acceptation de banque n'est donc née que contre l'échange des documents qui suffisent à la dédommager au cas où les engagements pris envers elle ne seraient pas tenus. Dans la circulation à l'intérieur du pays les acceptations peuvent rendre de grands services et répondre à des besoins réels. Des firmes de tout repos dont la situation est connue et estimée, peuvent recourir aux banques pour leur demander leur acceptation et rendre de cette façon la circulation de leurs effets plus facile.

Mais à côté de ces acceptations qui sont tout à fait justifiées, il en est d'autres qui le sont moins ; en premier lieu il y a des acceptations qui peuvent servir à la création de fonds de roulement, permettant une spéculation plus grande soit aux banques, soit aux particuliers (1).

Ces sortes d'acceptations peuvent être reprochées aux banques, car elles servent uniquement à leur fournir des fonds

(1) Illustrons ceci d'un exemple éloquent. Vers 1890, la Deutsche Effekten-und Wechselbank, à Francfort, faisait tirer des traites sur elle-même par ses débiteurs ; la banque avait soin d'inscrire ces lettres de change au compte de dettes de ses débiteurs et d'un autre côté immédiatement à l'avoir, sauf soustraction du taux de l'escompte de ces traites ; la banque après avoir accepté ces traites, les échangeait contre des traites fabriquées de la même façon par la Vereinsbank. Cette dernière opération était nécessitée par le fait que la banque ne pouvait pas présenter à l'escompte ses propres acceptations. *Der Deutsche Ökonomist*, année 1890, p. 231.

disponibles d'une façon artificielle. Aussi les appelle-t-on des *Spekulationsaccepte*. Une grande partie des acceptations des banques allemandes sont précisément, dit-on, des acceptations de cette seconde espèce ; mais on ne peut pas nier que les acceptations de la première espèce soient fréquentes ; ce sont justement celles qui doivent de plus en plus se développer avec les relations grandissantes de l'Allemagne avec l'étranger. C'est par ces acceptations que les banques allemandes interviennent dans leurs relations avec l'étranger. On ne peut donc en aucune façon condamner en bloc les acceptations des banques allemandes, la critique doit uniquement se limiter aux acceptations de spéculation ; il résulte de là qu'on ne doit pas s'alarmer *a priori* de la tendance qu'ont les acceptations à accuser, d'année en année, des chiffres grandissants. Si l'on compare les opérations d'acceptation dans les banques allemandes et dans les banques anglaises, on verra que, tandis qu'en Allemagne les acceptations augmentent constamment, elles sont, en Angleterre, plutôt en baisse. C'est qu'en effet, les banques anglaises ont eu à enregistrer des pertes sérieuses du fait de ces acceptations. Rappelons seulement la liquidation en 1890 de la plus grande banque du monde s'occupant d'acceptations, la maison *Baring Brothers*, dont la chute provoqua un grand nombre d'autres liquidations ; depuis cette date, on constate une baisse constante et grandissante dans les acceptations de banque en Angleterre (1).

(1) Si on compare les acceptations des principales banques anglaises avec les dépôts de ces banques pour un délai de 20 ans, on trouve les chiffres suivants :

	Acceptations en millions de livres ster.		Dépôts		Proportion	
	1880	1900	1880	1900	880	1900
London and County. . .	2,3	1,3	22,1	45,6	10,4 0/0	2,8 0/0
London and Joint Stock .	2,4	1,5	12,1	16,4	19,0 0/0	9,1 0/0
Union Bank	2,9	2,4	13,7	16,5	21,2 0/0	14,5 0/0

On peut par contre se rendre compte que tandis qu'en Angleterre

L'Allemagne n'a pas eu de ce fait de catastrophe à enregistrer, on doit cependant souhaiter que les acceptations de pure spéculation entrent dans le total dans une proportion de moins en moins considérable. Il est malheureusement tout à fait impossible de déterminer cette proportion : on ne peut savoir dans quel cas les acceptations de banque sont faites dans le seul but de donner satisfaction à des besoins réels et utiles. Si l'on examine la progression des acceptations des banques allemandes dans les dernières années (à partir de 1900), on trouve la progression suivante :

Années	Nombre des banques	Acceptations
1900	165	1.389,6 millions de marks
1901	171	1.239,8 — —
1902	167	1.275,6 — —
1903	170	1.402,4 — —
1904	175	1.506,9 — —
1905	182	1.709,2 — —
1906	188	1.976,0 — —

3° Un autre mode d'accorder des crédits pratiqué par les banques allemandes et également fort critiqué, consiste dans les *crédits en blanc ou à découvert* (*Blankocrediten*). C'est précisément par ce mode, très fréquent en Allemagne, que les banques allemandes se différencient des banques anglaises qui elles, les accordent dans une mesure beaucoup moins grande ; ils sont presque inconnus chez les grandes banques de dépôts anglaises. La situation est tout autre en Allemagne : si l'on examine la totalité des crédits vers l'année 1900, on trouve à peu près 1/3 (exactement 31 0/0) de crédits à découvert. La situation doit être aujourd'hui restée la même, bien que

les acceptations baissaient en rapport avec les dépôts, elles haussaient en Allemagne comme l'indique le tableau ci-dessus :

Années	Dépôts en millions de marks	Acceptations en millions de marks	Proportion
1884	276	379	137 0/0
1889	370	516	138 0/0
1899	813	1.153	142 0/0

peu facile à déterminer. En effet, un grand nombre de banques ne donnent pas toujours d'indications et comprennent tous les crédits dans un seul et même chapitre.

Il est facile de voir que les risques encourus par les banques, sont ainsi plus grands. Ces crédits à découvert sont accordés en considération de la confiance qu'inspire le bénéficiaire, mais si cette personne devient insolvable, les risques sont complets, rien ne vient atténuer les pertes. Mais, il ne faut pas, sans autre examen, condamner le système des crédits en blanc ; tout dépend de la façon dont ces crédits sont accordés dans des cas particuliers. En effet, par la pratique des affaires et par la connaissance de la situation économique, on arrive à connaître, sinon d'une manière absolue et exacte, du moins approximativement, les éléments moraux et matériels qui sont nécessaires pour l'obtention d'un tel crédit. Si on examine la pratique des banques allemandes, on verra que c'est justement en cherchant toujours à connaître la situation exacte des emprunteurs, qu'elles tâchent d'éviter ou de diminuer les risques qui résultent de ces crédits.

Les instituts les plus sérieux exigent tout d'abord les derniers bilans des entreprises qui sollicitent ces crédits. Après un examen détaillé des bilans, les banques portent leur investigation plus loin en réclamant les registres de comptabilité et les registres copie-de-lettres. En dehors de ces examens, la banque n'oublie pas de porter son attention vers un autre côté ; en effet, l'examen des bilans ne lui servirait pas encore à grand'chose si elle devait négliger l'ensemble de la situation de l'établissement emprunteur. Ce qui est important, c'est de connaître les conditions économiques de la région où se trouve l'établissement qui demande le crédit, et de se rendre compte si telle industrie ou tel commerce est destiné, à se développer utilement. Il est certain que malgré toutes ces précautions, les dangers des crédits à découvert ne sont pas écartés, et particulièrement, pendant la grande crise de 1900-1901, plusieurs établissements

industriels et commerciaux entraînent dans leur chute ces banques qui les avaient aidés. Quand on examine cette question de crédits à découvert, on ne voit en général que le risque très grand des banques, mais la situation des emprunteurs peut être également rendue par ce fait plus mauvaise que dans le cas d'un crédit régulier, c'est-à-dire accordé suivant une couverture suffisante. En effet, quand une banque prête à découvert, elle a une tendance à agir à la moindre alerte, à chercher à se mettre à l'abri d'une perte éventuelle, mais ceci peut justement aggraver la situation de l'emprunteur qui peut devenir par ce fait tout à fait critique.

Quoi qu'il en soit, il faut bien dire que malgré les dangers et les inconvénients des crédits à découvert, il est impossible de nier les bienfaits de ces crédits pratiqués dans une large mesure par les banques allemandes. Un refus systématique de crédit à découvert est contraire à une conception raisonnée des affaires ; il a comme conséquence directe d'empêcher la naissance d'un grand nombre d'entreprises commerciales ou industrielles qui ont des espoirs sérieux de succès, mais qui, dès leur fondation, ne peuvent donner des couvertures suffisantes. Ce côté de la question a été très bien compris par les banques allemandes, et malgré les critiques très vives auxquelles leur libéralité les a exposées, elles ne cessèrent de la pratiquer. Le banquier allemand n'est pas un caissier à qui on confie des sommes en dépôts pour qu'il les fasse valoir d'après des règles très strictes, sans tenir compte d'autres circonstances financières ou économiques, se bornant à veiller à ce que ces fonds soient toujours disponibles ; ceci n'est ni le rôle, ni le but du banquier allemand ; il n'est pas un caissier, mais un véritable marchand de crédit. C'est un intermédiaire entre les capitalistes désireux de placer leurs fonds et les entrepreneurs du commerce ou de l'industrie cherchant à s'en procurer. Il est, comme on l'a dit, le trait d'union entre l'offre et la demande des capitaux (1).

(1) G. Blondel, *op. cit.*, p. 484.

c) Nous touchons par là, en dernier lieu, au côté le plus intéressant du rôle si complexe des banques allemandes : c'est-à-dire au lien intime qui les unit aux entreprises commerciales et industrielles. A ce point de vue, les banques allemandes ne se présentent plus comme des sociétés de crédit, mais plutôt comme de véritables *sociétés financières*, des *Allerleiunternehmen*, suivant la juste expression de Schäffle déjà mentionnée. C'est aussi par ce côté que les banques allemandes diffèrent le plus des banques anglaises, et en particulier des banques de dépôt. En effet, pour un commerçant anglais, le terme banque d'entreprise ou banque de spéculation, est un contre-sens. Pourtant, on ne peut affirmer que même les banques anglaises de dépôts se tiennent toujours à l'écart de tout commerce d'entreprise et de spéculation et l'on aperçoit une tendance de plus en plus marquée chez elles à s'intéresser aux entreprises industrielles de toutes sortes. Il est vrai que nous n'avons que des indications peu précises sur ces effets que les Anglais désignent dans leurs bilans uniquement par *other securities*; on peut affirmer cependant qu'ils constituent bien des actions d'entreprises industrielles et en particulier de chemins de fer. Si nous prenons les bilans des deux établissements anglais les plus importants, nous trouvons, à une distance de 20 ans, les chiffres suivants :

Capital and County Bank.

Années	Effets représentant des titres de l'Etat anglais		Autres titres	Proportion
1880 . .	417	milliers de livres sterl.	344	82 0/0
1900 . .	2.410	— —	2.711	112 0/0
Augment.	1.993	— —	2.367	
	478 $\frac{1}{2}$ 0/0		688 0/0	

Lloyds Bank.

1880 . .	499	milliers de livres sterl.	361	74 0/0
1900 . .	4 801	— —	4.093	85 0/0
Augment.	4.302	— —	3.732	
	862 0/0		1.034 0/0	

Mais malgré ces chiffres qui démontrent que la spécialisation à outrance des banques de dépôts anglaises a tendance à s'atténuer, ces banques sont loin de participer dans une aussi grande mesure que les banques allemandes aux entreprises commerciales et industrielles. Les Anglais sont les premiers à le reconnaître : « Un trait distinctif de la méthode allemande, disaient MM. Fuller et Rowan, dans un rapport à l'Institut of Bankers de Londres, est le lien étroit qui unit les entreprises industrielles et commerciales aux banques. Celles-ci ne se contentent pas de prendre dans les établissements de leur ordre, des participations suffisantes pour exercer sur eux un puissant contrôle : elles suivent la même politique vis-à-vis des syndicats, comptoirs de mines, compagnies de chemins de fer, de tramways, etc. »

Il est particulièrement intéressant de mentionner et de préciser les liens qui unissent les banques allemandes et l'industrie. Pour les étudier(1), on peut tout d'abord présenter les différents modes employés et qui consistent : 1^o dans l'octroi de crédits en compte courant ; 2^o dans la participation directe aux entreprises industrielles ; 3^o dans les émissions d'actions et obligations ; 4^o enfin dans la participation à la direction des différentes entreprises industrielles par l'envoi aux conseils d'administration et de surveillance de délégués des banques.

1^o Nous écartons tout d'abord de cet examen l'octroi des crédits en compte courant ; nous avons déjà indiqué les particularités propres aux banques allemandes.

2^o Il nous faut au contraire d'abord insister sur un procédé tout particulier aux banques allemandes : la *participation directe* des banques dans les industries. Elle se présente de multiples façons et par là son importance et son but sont

(1) Pour plus de détails voir l'ouvrage très documenté de Otto Jéidels, *Das Verhältnis der deutschen Grossbanken zur Industrie mit besonderer Berücksichtigung der Eisenindustrie*, Leipzig, 1905.

assez variables. On peut en principe distinguer trois cas différents.

a) En premier lieu, signalons les *possessions passagères d'actions* qui n'ont d'autre but que de donner un emploi momentané aux capitaux disponibles de la banque. Ces titres ne figurent pas longtemps dans le portefeuille de la banque ; ils sont vendus dès que cela peut être fait avec quelque bénéfice ; la variation du portefeuille de la banque quant à ces titres, est déterminée par les variations de leurs cotes en bourse.

b) En second lieu on peut distinguer dans le portefeuille de la banque, des titres qui sont destinés à l'émission mais qui, pour des raisons particulières, n'ont pu être émis soit partiellement, soit en totalité.

En totalité : quand la banque après avoir créé les sociétés, ne les trouve pas encore assez mûres pour l'émission, ou bien qui après avoir opéré la fusion de deux entreprises, s'est trompée sur leur prospérité relative, de sorte que l'émission des actions ne peut être faite dans des conditions satisfaisantes.

En partie : c'est-à-dire des titres qui restent dans la possession de banque, parce que le marché public se trouve saturé, ou encore parce que la société n'inspire pas la confiance nécessaire et que tous les titres n'ont pu être écoulés. Ceci peut encore résulter d'un acte voulu et intentionnel de la banque qui, gardant en sa possession un nombre assez important de titres, peut ainsi exercer une pression constante sur le cours.

c) Enfin, en troisième lieu, la banque peut avoir un intérêt particulier à garder une participation durable dans certaines entreprises industrielles. Dans ce cas, la possession d'actions par une banque déterminée se présente comme un acte voulu et intentionnel.

La banque peut être guidée par deux raisons : exercer d'abord une influence prépondérante sur telle entreprise industrielle et s'assurer la majorité dans l'assemblée générale ; en second lieu, chercher à acquérir une influence prédominante sur tout un groupe d'industries.

Nous touchons par là à un autre ordre d'idées : celle de savoir pourquoi les banques désirent s'assurer ces participations et cette influence. Ici également, nous pouvons distinguer trois cas principaux :

a) en premier lieu les banques recherchent une participation directe et durable pour pouvoir profiter des bénéfices que donnent ces industries. Pourtant il faut noter que cette préoccupation de partager les bénéfices éventuels n'est pas déterminante, surtout chez les grandes banques ; par contre, les banques provinciales réalisent souvent de cette façon une grande partie de leur revenu ; b) quand les banques s'efforcent de participer à plusieurs entreprises d'une industrie donnée, ou parfois à la totalité des entreprises d'une industrie régionale, c'est pour s'assurer une clientèle sûre et déterminée quant aux opérations de banques proprement dites ; c) en dernier lieu, ces participations directes et durables sont encore déterminées par le désir de voir s'étendre le champ de leur activité en tant que sociétés financières : émissions nouvelles, fusions de sociétés, etc. L'analyse permet de discerner ces trois mobiles : en pratique, ils agiront plus ou moins réunis ou combinés.

3^e Les banques allemandes font également les *émissions de titres* des entreprises industrielles et commerciales, ce qu'on appelle en Allemagne la *Gründungstätigkeit der Banken*, voulant dire par là que cette activité de banque n'est pas purement limitée à l'émission des actions, mais que par là, elles peuvent exercer une influence plus grande et plus durable sur ces entreprises. En effet, cette activité (*Emissionsgeschäft*) doit être envisagée à deux points de vue : d'abord en elle-même comme une *simple opération de banque*, qui se fait suivant des conditions techniques toujours les mêmes et qui ne présente pas de particularités pour les banques allemandes : — comme un moyen de nouer ou de resserrer les liens qui unissent la banque et l'industrie : c'est à ce point de vue que nous nous plaçons.

Le lien qui résulte de l'émission par les banques des actions industrielles, soit pour la création des entreprises industrielles, soit pour une augmentation de leur capital, ne sera pas toujours nécessairement le même ; il dépendra beaucoup de la situation de l'établissement à créer et du service que lui rend la banque en émettant ses actions. S'il s'agit d'une émission d'actions qui a une très grande importance tant pour l'établissement que pour la banque elle-même, il se pourra que, par ce fait, les relations deviennent entre cette entreprise et la banque, très étroites. Si la situation de l'entreprise n'est pas de tout premier ordre, si la banque en faisant l'émission des actions court un risque plus grand, la banque ne manquera pas, pour se garantir des risques éventuels ou du moins pour les diminuer dans la mesure du possible, de se réserver une influence directe dans la direction de l'entreprise, d'où résultera un lien direct entre cette industrie et la banque qui s'est chargée de l'émission des actions. Mais, d'un autre côté, une banque peut très bien participer aux émissions des actions d'une entreprise donnée, sans se trouver pour cela intéressée dans cette entreprise. Il arrive souvent qu'une banque ne participe aux émissions que d'une façon occasionnelle et parce qu'elle est liée à d'autres banques qui, elles, ont des relations plus directes avec ces entreprises. Il y a même plus, et l'on peut trouver des exemples où ces émissions servent plutôt à liquider, à faire *cesser* les liens existant précédemment. Si, en effet, on prend l'exemple des industries créées directement par les banques et exploitées par elles (comme cela se rencontre si souvent dans la pratique des banques allemandes), le moyen qui se présente pour ces banques de se débarrasser au jour opportun de ces industries, de liquider ces affaires, consiste à faire une émission des actions de ces entreprises et de les écouler dans leur clientèle habituelle.

Mais malgré ces cas, assez fréquents, ces émissions d'actions ou d'obligations ont surtout pour but et pour résultat

de créer une communauté de liens entre les banques émettrices et les diverses entreprises. En effet, grâce à l'intermédiaire des banques, la création des établissements industriels et commerciaux sous forme de sociétés par actions est tout d'abord singulièrement favorisée et facilitée. La plupart du temps, une émission originaire d'actions d'une nouvelle entreprise n'est pas une simple opération financière qui consiste à porter ces titres sur le marché, mais c'est bien en elle que consiste la véritable fondation (*Gründung*) de l'entreprise. Même quand il ne s'agit pas de l'émission des actions originaires, mais seulement d'une émission provoquée par un développement de ces entreprises et par la nécessité d'augmenter leur capital, la bienfaisante influence de la banque est grande (1). En effet, l'établissement de crédit qui se charge

(1) Il est vrai de dire (v. W. Christians, *Die deutschen Emissionshäuser und ihre Emissionen in den Jahren, 1886-1891*, p. VI), que les augmentations de capitaux de sociétés par actions des différentes industries commerciales et industrielles ne sont pas toujours provoquées par le développement naturel de ses industries ; elles sont souvent les résultats d'une spéculation des établissements de crédit qui provoquent une augmentation de capitaux, voir la création de sociétés par actions uniquement dans le but de pouvoir profiter de l'opération financière de l'émission et encaisser les bénéfices de l'opération, sans se soucier de l'avenir. Mais si ce raisonnement est juste quand on l'applique à des cas isolés et particuliers, il est inexact de le généraliser et de l'appliquer à la grande majorité des créations de sociétés par actions. Pour se rendre compte jusqu'où on est allé et avec quelle sévérité on juge la création des sociétés par actions en général, il convient de citer l'opinion de Ihering, qui dit dans son célèbre ouvrage : *Zweck im Recht* (2^e édit., 1884, p. 223) : « Les ravages faits par les sociétés par actions dans la fortune privée et dans le bien-être économique de la nation, sont plus sensibles que ceux qui auraient pu être provoqués par une conspiration du feu et de la sécheresse, de la disette, du tremblement de terre et de la guerre. » On ne peut expliquer l'exagération du célèbre jurisconsulte allemand que par une généralisation excessive des résultats malheureux que produisit en Allemagne la création de trop nombreuses sociétés d'actions au lendemain de 1870, pendant la période de *Gründungsjahre*.

**Participations des banques allemandes à l'émission des valeurs des principales industries allemandes
à la Bourse de Berlin de 1897-1902 (1).**

NOMS DES BANQUES	Mines de charbon		Autres industries extractives		Industries métalliques et fournitures de chemins de fer		Constructions de machines et de navires		Industries élec- triques et câbles (aussi bien que trusts)		Entreprises de transports compris les trusts)		Total du nombre des parti- cipations aux affaires d'émission
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	
<i>La Deutsche Bank.</i>	5	18.440.000	12	88.399.800	—	—	8	30.450.000	17	166.250.000	8	59.550.000	50
Participation aux trusts.	—	—	—	—	—	—	—	—	3	35.000.000	—	—	3
<i>La Disconto-Gesellschaft.</i>	6	30.449.700	13	102.840.000	1	9.000.000	5	35.601.600	9	118.500.000	11	58.650.000	15
Participation aux trusts.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	35.000.000	—	—	2
<i>Darmstädter Bank.</i>	4	37.200.000	6	73.369.600	4	15.600.000	1	1.380.000	10	162.500.000	8	51.550.000	33
Participation aux trusts.	—	—	—	—	—	—	—	—	3	45.000.000	—	—	3
<i>Dresdner Bank.</i>	7	43.700.000	4	22.700.000	5	19.600.000	6	32.401.600	9	158.500.000	13	72.639.000	44
Participation aux trusts.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	35.000.000	1	25.000.000	3
<i>Schaaffhausenscher Bankverein.</i>	9	55.799.200	26	120.806.000	7	16.350.000	4	17.088.000	9	87.500.000	8	51.700.000	63
Participation aux trusts.	—	—	—	—	—	—	—	—	4	57.000.000	1	5.000.000	5
<i>Berliner Handelsgesell- schaft.</i>	7	64.899.600	14	109.194.000	1	7.000.000	4	29.500.000	15	190.400.000	23	112.880.000	64
Participation aux trusts.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	10.000.000	1	5.000.000	2
<i>Nationalbank für Deutschland.</i>	3	17.769.200	4	10.950.000	2	1.780.000	—	—	10	90.900.000	10	44.950.000	29
Participation aux trusts.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	22.500.000	3
<i>Berliner Bank.</i>	—	—	1	602.000	4	8.900.000	6	5.150.000	2	22.000.000	1	500.000	14
Participation aux trusts.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	16.000.000	—	—	2
<i>Mitteldeutsche Kredit- bank.</i>	1	3.500.000	4	16.137.500	1	2.500.000	—	—	5	89.500.000	2	18.500.000	13
Participation aux trusts.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	25.000.000	1	3.000.000	3
<i>Bleichröder.</i>	3	27.699.600	3	27.004.700	1	9.000.000	1	4.400.000	9	158.500.000	11	58.550.000	28
Participation aux trusts.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	35.000.000	—	—	2

(1) Les participations à des trusts sont données pour chaque banque à part.

Participations des banques allemandes à l'émission des valeurs des principales industries allemandes
à la Bourse de Berlin de 1897-1902 (1) (suite).

NOMS DES BANQUES	Mines de charbon		Autres industries extractives		Industries métalliques et fournitures de chemins de fer		Constructions de machines et de navires		Industries élec- triques et câbles (aussi bien que trusts)		Entreprises de transports (y compris les trusts)		Total du nombre des parti- cipations aux affaires d'émission
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	
<i>Commerz-und Disconto- bank.</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	3	29,000,000	1	1,000,000	4
Participation aux trusts.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	16,000,000	3	22,500,000	4
<i>Deutsche Genossen- schaft bank.</i>	—	—	4	4,887,200	1	500,000	3	2,800,000	11	51,500,000	6	17,058,000	25
Participation aux trusts.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	12,000,000	2	22,500,000	4
<i>Breslauer Diskonto- Bank.</i>	—	—	—	—	2	2,100,000	1	1,300,000	1	6,000,000	3	15,319,000	7
Participation aux trusts.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	15,000,000	5	30,500,000	7
<i>Born et Busse.</i>	1	2,500,000	2	5,000,000	4	18,700,000	—	—	5	74,000,000	11	3,105,000	23
Participation aux trusts.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	35,000,000	—	—	2
<i>Schlesinger-Trier.</i>	1	14,000,000	2	4,250,000	5	6,050,000	5	11,800,000	5	37,000,000	1	1,000,000	19
Participation aux trusts.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	12,000,000	—	—	2
<i>Delbruck Leo et Co.</i>	—	—	—	—	—	—	2	24,400,000	12	155,450,000	7	24,950,000	21
Participation aux trusts.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	10,000,000	1	3,000,000	2
<i>Rob. Warschauer.</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	1	20,000,000	5	38,000,000	6
Participation aux trusts.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	15,000,000	1	5,000,000	2
<i>Arons et Waller.</i>	3	3,600,000	1	900,000	—	—	—	—	3	2,000,000	—	—	7
Participation aux trusts.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Jakob Landau.</i>	—	—	—	—	1	370,000	—	—	3	22,500,000	2	5,800,000	6
Participation aux trusts.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5,000,000	1

(1) Les participations à des trusts sont données pour chaque banque à part.

d'une telle opération, apporte le concours de son nom, ce qui peut être d'une importance capitale. Indépendamment de ces liens évidents, le seul fait de choisir un établissement pour effectuer l'émission et le fait pour cet établissement d'accepter vient affirmer un lien et un intérêt réciproques. En effet, la banque émettrice est la plupart du temps en dehors de cette opération financière, déjà liée à cette entreprise par d'antérieures et plus fréquentes opérations de banques, la plupart du temps par l'opération du crédit en compte courant.

(Voir ci-contre le tableau des émissions de valeurs des principales industries à la Bourse de Berlin et la participation des grandes banques entre 1897 et 1902.)

4° Il nous reste à examiner enfin un mode par lequel les banques allemandes exercent leur influence directe sur ces entreprises. Il ne consiste pas en une opération de banque ; c'est une politique des banques allemandes qui profitent de leur influence financière à un moment déterminé pour se faire admettre directement ou par délégation dans la direction ou dans le conseil d'administration ou de surveillance de ces établissements et entreprises ; elles peuvent de cette façon exercer une influence durable sur la marche des affaires.

S'il est vrai, comme le dit Hobson (1), que tout le mouvement industriel doit être regardé du point de vue financier, il ne faut pas oublier que c'est justement l'influence financière qui aboutit chez les grandes banques à l'utilisation d'une influence directe sur le conseil de direction et le conseil d'administration de ces entreprises.

Sans doute, le développement économique tend à une plus grande spécialisation et à une plus grande division du travail ; la direction et l'administration des entreprises industrielles

(1) « The whole industrial movement might be regarded from the financial or monetary point of view. » Hobson, *Evolution of modern capitalism*, p. 7.

et commerciales doivent avoir une tendance à se spécialiser de plus en plus et à s'éloigner des administrations des banques ; ces dernières aussi doivent en tout premier lieu, soigner surtout les opérations qui les touchent plus directement, c'est-à-dire s'occuper surtout des questions financières. Mais cette observation n'est juste qu'en tant qu'elle se rattache à la direction intérieure, à la direction technique pour ainsi dire, nécessairement confiée à des spécialistes : là, la division du travail est complète autant que l'est la séparation des banques et des entreprises. La chose ne se présente plus de la même façon quand on examine la direction des entreprises industrielles dans leur ensemble, surtout dans les affaires qui ont trait au règlement de leur situation dans ses rapports extérieurs : ceux qu'elles peuvent avoir avec d'autres entreprises et surtout ceux qu'elles ont avec les banques. Par le développement même de ces entreprises, les rapports financiers qui les unissent aux banques en particulier, deviennent de plus en plus grands et intimes. Leurs intérêts sont à ce point de vue identiques ; les industries désirent trouver des établissements de crédit bien organisés qui soient liés en quelque sorte à elles, qui soient à même de les aider financièrement ; par contre, les banques sont aussi directement intéressées à la prospérité de ces entreprises qui constituent leurs clients les plus importants. De sorte que malgré une spécialisation grandissante des entreprises quant à leur organisation intérieure, celles-ci se voient de plus en plus liées aux banques, quand il s'agit de leur haute direction, c'est-à-dire de cette direction qui comprend l'ensemble de leurs affaires, qui elle n'est plus si spécialisée et qui doit en tout premier lieu, s'occuper du côté financier de ces entreprises.

L'influence des grandes banques allemandes s'exerce surtout par la participation des membres des banques (membres des directions, ou des conseils de surveillance) au conseil de surveillance de ces entreprises. Au point de vue juridique rien ne fait obstacle à cette participation, le Code de com-

merce allemand ne défendant nullement qu'une même personne soit membre des conseils de surveillance de plusieurs sociétés par actions ; on a vu en pratique une seule personne prendre de cette façon part à 35 sociétés, et même plus. Or, le résultat pratique est important, car le Code de commerce (art. 246) impose l'obligation au conseil de surveillance de « surveiller l'activité de la société à tous les points de vue et de prendre connaissance de la marche des affaires de la dite société ». Cette surveillance n'aboutit donc pas seulement à contrôler si l'action de l'administration de la société correspond aux prescriptions légales et à la disposition des statuts ; elle va beaucoup plus loin, elle autorise et oblige à surveiller l'efficacité et l'utilité de toute l'activité de l'entreprise en question (1). Encore n'est-ce pas tout : pour se faire une véritable idée des attributions du conseil de surveillance des sociétés par actions allemandes, il faut voir qu'en pratique, ces attributions sont encore dans la plupart des cas très étendues par les statuts de chaque société en particulier (2).

C'est ainsi qu'il convient d'examiner les droits du conseil de surveillance pour se rendre compte de ce que peut être l'action et l'influence des banques qui entrent dans ces conseils. Cette participation des banques peut être ou imposée à l'entreprise ou bien elle peut être, du moins en apparence, un acte volontaire de cette entreprise. Le premier cas se présente quand c'est la banque qui a créé la société par actions ; le second cas se présente plutôt quand elle intervient dans une opération financière concernant une entreprise déjà existante.

Quel est le but ainsi poursuivi par les banques ? En premier lieu c'est de profiter des attributions de ce conseil pour exer-

(1) Loeb, *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, II Folge, t. 23, p. 7.

(2) Staub, *Kommentar zum Handelsgesetzbuch*, 7^e édit. (Berlin, 1900), t. 1, p. 747.

cer leur influence sur la direction de l'entreprise. Mais ceci n'est pas la seule raison ; nous avons dit, en effet, que les sociétés par actions des entreprises industrielles et commerciales sont les clients les plus importants des banques allemandes ; il s'agit donc de se réserver cette clientèle et écarter la concurrence d'autres établissements de crédit. Il faut ici ajouter que ce dernier but peut être poursuivi en sens inverse. En effet, au lieu de s'introduire dans le conseil de surveillance des entreprises industrielles et commerciales, les banques peuvent attirer à elles les administrateurs de ces entreprises en les admettant dans leur propre conseil de surveillance. De cette façon, elles arrivent au même but.

La Nationalbank (1) déclare ainsi en 1904 dans son assemblée générale, qu'elle est amenée à augmenter le nombre des membres de son conseil de surveillance pour la simple raison qu'elle veut nouer des relations plus étroites avec l'industrie du pays et qu'elle veut à cet effet, faire entrer dans son conseil de surveillance un grand nombre de ces industriels.

Nous voyons ainsi que si les banques exercent une influence directe sur les différentes entreprises industrielles et commerciales en entrant dans les conseils d'administration de ces entreprises, le fait contraire ne manque pas non plus de se produire : à savoir une influence qui part cette fois des entreprises de toutes sortes (surtout des entreprises industrielles) pour s'exercer sur l'activité des banques ; il est vrai (2), que cette influence est peut-être moins active et moins directe sur les banques de la part des industries, celles-ci se trouvant représentées dans des proportions moindres dans les conseils des banques, et ces conseils de surveillance ayant une influence moins importante sur la direction et l'administration des banques.

Pour nous rendre compte des participations des banques

(1) Compte rendu de l'assemblée générale de la Nationalbank dans la *Frankfurter Zeitung*, du 29 mars 1904

(2) Jeidels, *op. cit.*, p. 152 et suiv.

Relations des grandes banques allemandes avec les sociétés industrielles

NOM DE LA BANQUE	MODES DE LA PARTICIPATION	Mines de charbon.	Autres industries extractives.	Industries métallurgiques et fournitures de chemins de fer.
La Deutsche-Bank.	Par des administrateurs.	6	11	6
	Par des membres de son propre conseil de surveillance.	25	15	8
	Par l'un ou par l'autre de ces deux modes.	31	26	14
	Par la présidence du conseil ou par plus de 2 membres.	13	12	7
Disconto-gesellschaft.	Par des administrateurs.	3	5	3
	Par des membres de son propre conseil de surveillance.	2	6	2
	Par l'un ou par l'autre de ces deux modes.	5	11	5
	Par la présidence du conseil ou par plus de 2 membres.	3	6	2
Darmstädter-Bank.	Par des administrateurs.	—	5	—
	Par des membres de son propre conseil de surveillance.	5	6	4
	Par l'un ou par l'autre de ces deux modes.	5	11	4
	Par la présidence du conseil ou par plus de 2 membres.	—	6	—
Dresdner-Bank.	Par des administrateurs.	2	2	5
	Par des membres de son propre conseil de surveillance.	14	9	4
	Par l'un ou par l'autre de ces deux modes.	16	11	9
	Par la présidence du conseil ou par plus de 2 membres.	6	6	3
Schaaffhausenscher Bankverein.	Par des administrateurs.	5	8	7
	Par des membres de son propre conseil de surveillance.	9	9	12
	Par l'un ou par l'autre de ces deux modes.	14	17	19
	Par la présidence du conseil ou par plus de 2 membres.	4	12	6
Berliner Handels-gesellschaft.	Par des administrateurs.	3	6	2
	Par des membres de son propre conseil de surveillance.	4	3	2
	Par l'un ou par l'autre de ces deux modes.	7	9	4
	Par la présidence du conseil ou par plus de 2 membres.	4	5	1

(1) Tableau composé d'après les indications de l'Adressebuch der Direktoren (Berlin 1903).

par des participations aux conseils de surveillance de ces industries (1).

Constructions de machines et de navires.	Industries électriques et câbles.	Industries de transport.	Total des industries métalliques.	Industries des lignites et des sels.	Industries de terres et pierres.	Industries chimiques.	Industries textiles.	Industries de caoutchouc, papier, cuir et bois.	Industries de brasseries.	Autres industries de produits alimentaires.	Industries des entreprises de construction.	Industries polygraphiques.	Sociétés de crédit et d'industries.	Divers.	Total des participations.
8	8	14	53	5	5	2	12	7	5	5	—	3	2	2	101
8	5	14	75	4	2	7	9	3	7	2	1	—	9	1	120
16	13	28	128	9	7	9	21	10	12	7	1	3	11	3	221
3	9	10	54	3	5	6	8	4	10	3	1	—	2	2	98
4	4	8	27	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	31
8	5	9	32	4	1	5	5	4	2	2	—	—	4	2	61
12	9	17	59	5	1	5	5	5	3	2	—	—	5	2	92
5	4	11	31	1	—	4	3	1	—	—	—	—	3	—	43
5	5	8	23	1	3	6	4	3	4	3	—	—	4	—	51
1	4	8	28	2	4	1	1	—	1	—	—	1	12	—	50
6	9	16	51	3	7	7	5	3	5	3	—	1	16	—	101
2	5	4	17	3	2	3	—	2	3	1	—	—	5	—	36
2	6	16	33	2	3	1	3	2	3	1	1	—	3	1	53
9	8	14	58	4	4	2	3	3	2	1	1	—	2	—	80
11	14	30	91	6	7	3	6	5	5	2	2	—	5	1	133
7	4	8	34	3	—	—	1	2	—	—	1	—	—	—	41
10	6	11	47	—	3	3	2	4	1	2	1	1	4	—	68
1	11	4	46	3	5	3	—	—	—	—	—	—	5	—	62
11	17	15	93	3	8	6	2	4	1	2	1	1	9	—	130
7	5	2	36	1	2	1	—	2	—	1	—	—	3	—	46
3	6	9	29	3	1	—	—	—	2	—	—	—	3	2	40
1	4	8	22	2	1	2	—	3	—	—	—	—	3	1	34
4	10	17	51	5	2	2	—	3	2	—	—	—	6	3	74
4	6	6	26	1	1	1	—	1	1	—	—	—	1	1	33

und Aufsichtsräte der Aktiengesellschaften par Hans Arends et Kurt Wossner

dans les conseils de surveillance des différentes industries allemandes, nous donnons ci-contre le tableau numérique de ces participations par industrie ; nous faisons la distinction pour chaque banque suivant qu'elle participe à ces conseils par ses administrateurs ou bien par ses conseils de surveillance à elle ; en troisième lieu, nous comptons à part les cas où la présidence de ce conseil lui est réservée ou bien les cas où elle y est représentée par plus de deux membres.

Nous avons terminé notre examen des modes par lesquels les banques allemandes réalisent et entretiennent un lien intime avec les industries de toutes sortes. Par cette étude, nous avons pu nous rendre compte de l'importance de ce lien ; nous en avons terminé avec l'examen de cette organisation si complexe des banques allemandes.

Il s'agit maintenant de préciser en quoi cette organisation, cette complexité des banques, a été une des causes particulières qui vinrent faciliter, précipiter l'expansion de ces banques et lui donner ses caractères propres.

Nous avons constaté dans l'ensemble de l'économie nationale allemande, une tendance à une expansion grandissante. L'expansion propre des banques qui, sous l'influence du développement économique national et de l'expansion économique générale, se présentait déjà comme à peu près inévitable, devait être particulièrement influencée par l'organisation même des banques allemandes : la tendance générale à l'expansion devait en effet avoir une prise particulière sur ces banques qui ne sont point, comme nous venons de l'analyser, des établissements limités aux pures opérations de crédit, mais encore des établissements pratiquant toutes sortes d'opérations financières. De cette façon même, dont les Allemands comprennent et pratiquent le commerce de banque, il résulte pour les banques un lien avec le développement économique du pays bien autrement intime que dans ces pays où les banques sont limitées au commerce régulier : les Banques alle-

mandes devaient, pour ainsi dire, concentrer en elles les influences qui poussaient chacune des branches de la production nationale dans le sens de l'expansion.

Sans doute, dans les autres pays, les banques ne sont point entièrement indépendantes du développement économique des industries et du commerce, bien au contraire ; mais il nous semble justifié de dire, que cette union n'est nulle part aussi grande qu'en Allemagne. Les banques de dépôts anglaises, si scrupuleusement limitées au pur commerce régulier de banque, tendent de plus en plus à avoir un portefeuille varié, où les titres des entreprises industrielles prennent une importance grandissante. Mais malgré cette tendance, les liens de ces banques avec les industries ne sont pas importants : les banques anglaises, en effet, ne participent jamais directement à ces entreprises en ce sens qu'elles ne font jamais de créations ni d'émissions directes d'actions de sociétés industrielles. Tout l'aide qu'elles apportent à la création de ces sociétés consiste à accepter dans leurs bureaux des souscriptions aux actions de ces entreprises.

La spécialisation des banques françaises est assurément beaucoup moins grande que celle des banques anglaises ; pourtant les liens qui les unissent aux industries ne sont pas comparables à ce qui existe dans le même ordre d'idées, en Allemagne. Les grandes sociétés de crédit françaises, restent en tout premier lieu consacrées au commerce régulier de banque et aux émissions de fonds d'État (1). Elles ne refusent pas leurs concours à l'industrie, mais ce qu'elles ne pratiquent pas, c'est une véritable coopération, un consor-

(1) Pour donner une idée générale de la politique de ces banques on peut, il nous semble, généraliser ce que disait le Crédit Lyonnais dans son rapport de 1880 : « Nous ne négligeons pas les affaires financières, nous les accueillons volontiers quand les circonstances nous les présentent. Mais nous ne voulons pas dépendre d'elles : nous voulons avoir notre revenu annuel assuré par les bénéfices ordinaires de banque. »

tium, comme disent les Américains, entre le producteur, le commerçant et le banquier (1).

La situation en Allemagne est toute autre : et c'est ici qu'apparaît le caractère particulièrement original des banques allemandes, c'est que ces « banques d'entreprises » sont en même temps des banques ordinaires et qu'elles travaillèrent dès le début à la constitution des différentes industries ; le rapport est ainsi plus étroit ; l'influence réciproque plus puissante (2).

Sans doute, d'une façon générale, l'union de la banque et de l'industrie est imposée par le développement économique : d'un côté, les entreprises industrielles que les capitaux accumulés individuellement ne suffisent plus à établir, sont dépendantes des banques pour les capitaux nécessaires à leur fonctionnement ; de l'autre côté, les banques concentrant les capitaux qui n'absorbent pas les emprunts d'État et qui ne trouvent plus d'emploi dans la petite industrie, sont obligées pour les faire fructifier, de les mettre à la disposition des grandes sociétés industrielles (3).

Ainsi présentés, ces rapports des banques et de l'industrie ne constituent pas une particularité propre aux banques allemandes ; mais la particularité apparaît quand on considère l'intensité des rapports, l'étroitesse et la réciprocité des liens, la multiplicité des procédés employés en Allemagne. Ces banques apparaissent bien, suivant l'expression allemande, comme les « *Schrittmacher für Industrie und Handel* ».

Or étant donné ces liens particulièrement étroits et puissants, noués entre les banques allemandes et les différentes branches économiques, il était inévitable que les conditions essentielles qui régissent le développement de ces branches économiques, réagissent aussi avec une force toute particulière sur le développement et l'activité des banques allemandes. Cette double action et réaction était déjà remarqua-

(1) Blondel, *op. cit.*, p. 482.

(2) Depitre, *op. cit.*, p. 73.

(3) P. Lafargue, *Les trusts américains*, p. 103.

ble lors de la concentration des banques allemandes, et les banquiers allemands l'indiquaient comme la cause principale du mouvement de concentration (1).

Ces mêmes influences se retrouvent à propos de l'expansion des banques allemandes et le rapprochement s'impose entre la cause économique générale de l'expansion des banques allemandes et cette cause particulière technique.

L'influence générale de l'expansion économique allemande devait d'une façon particulièrement active s'exercer sur les banques par suite de l'organisation même de ces banques. Si cette expansion se présente d'une façon aussi intensive et aussi complète, c'est pour beaucoup grâce à cette organisation des banques.

En effet, l'expansion de la banque fut tout d'abord favorisée par cette complexité même en ce sens que les banques étaient prêtes à l'expansion dès que celle-ci fut nécessitée par les conditions économiques générales. Cette expansion de banque ne fut donc pas retardée par la nécessité de créer d'organismes spéciaux ; elle pouvait se faire simplement par l'extension des organes et de l'activité des banques déjà existantes. Ceci apparaît surtout à l'examen des modes, suivant lesquels fut pratiquée l'expansion des banques allemandes. Mais nous

(1) M. Edgard Depitre cite dans ce sens des opinions tout à fait catégoriques : « Quand vous interrogez des banquiers sur la concentration et sur ses causes, on vous parlera surtout de la technique de la compensation, des lois sur le timbre et sur la bourse. Ce ne sont pas là les vraies causes de la concentration. A mon avis, ces lois n'ont fait que soutenir une tendance générale qui se manifeste dans la banque comme dans toutes les autres branches du commerce et de l'industrie : cela est pourtant bien sensible chez nous : c'est la théorie des vases communicants. »

Et plus loin : « La concentration dans la banque est un fait qui ira toujours s'accroissant. J'en vois la cause première dans la connexion étroite où se trouvent, en Allemagne, le commerce, l'industrie et la banque, dans la nécessité où nous sommes de subvenir aux besoins toujours croissants de l'industrie et du commerce. »

nous occuperons de ces modes dans un chapitre particulier et nous y renvoyons dès maintenant quant à leur examen détaillé, n'indiquant ici que les idées principales. En effet, si nous examinons l'expansion de banque dans le pays où la spécialisation du commerce de banque est poussée à son maximum, c'est-à-dire en Angleterre, nous voyons que cette expansion ne se présente pas pour tous les établissements anglais. Les véritables banques anglaises, celles auxquelles on donne le nom de « banks », c'est-à-dire les banques de dépôts, ne pratiquent pas l'expansion de banque. Des établissements spéciaux se sont créés pour satisfaire à ce besoin d'un *commerce extérieur de banque* pour ainsi dire. Nous trouvons, en premier lieu, des sortes de banquiers privés auxquels les Anglais ne donnent pas même ce nom de banquiers, les *Merchant Bankers* et en second lieu, les *Foreigns Banks*, tout à fait séparées des grandes banques anglaises, celles qui constituent le véritable noyau de l'organisation du crédit. En Allemagne, par contre, ce sont bien les grandes banques concentrant en elles toutes les attributions de banque qui pratiquent cette expansion. Elle est comme la conséquence du développement des différents services de ces banques, elle put être pratiquée directement par ces sociétés par actions ; même quand on créa des banques spéciales destinées au commerce spécial de l'étranger, ces banques furent des créations des principales grandes banques allemandes, elles ne sont créées sous forme de banques indépendantes que pour des raisons techniques, mais en réalité ce sont des dépendances, des sortes de succursales de ces grandes banques. Cette possibilité particulière aux grands établissements allemands de concentrer en eux toute cette expansion et de pratiquer en même temps que le commerce intérieur, le commerce extérieur de banque résulte bien de leur organisation spéciale.

Mais l'expansion des banques allemandes ne devait pas être uniquement facilitée et activée en ce sens qu'elle se trouvait réalisée par ces mêmes établissements de crédit, déjà soli-

dement organisés pour le commerce de banque à l'intérieur. L'expansion de banque en Allemagne présente encore un autre caractère d'activité et d'intensité qui la rend particulièrement intéressante : cette expansion en effet est très complexe, c'est-à-dire qu'elle affecte toutes les opérations financières pratiquées par les banques allemandes, et la complexité des opérations traitées à l'étranger est également un résultat de l'organisation des banques allemandes. En effet, si les banques allemandes ne se sont pas limitées aux opérations du commerce régulier à l'intérieur du pays, elles ne sont pas limitées davantage dans leur activité à l'étranger. De même que les banques allemandes se sont intéressées aux entreprises industrielles et commerciales qui ont leur champ d'action à l'intérieur du pays, de même elles se sont intéressées aux entreprises qui se créent et se développent à l'étranger. La complexité de leurs opérations à l'intérieur les a conduites à une même complexité à l'extérieur. De plus, déjà directement intéressées aux industries et au commerce nationaux, soucieuses de voir ces industries se développer d'une façon active, les banques allemandes ne se sont pas bornées à créer des industries et des entreprises commerciales à l'intérieur de l'Allemagne et à procurer leur aide aux entreprises déjà développées à l'étranger ; elles ont aussi patronné et créé des entreprises différentes tant industrielles que commerciales à l'étranger même. Nous aurons l'occasion d'étudier ailleurs l'opportunité de la création de telles entreprises ; nous les mentionnons ici uniquement pour faire voir l'importance et la variété de l'expansion des banques allemandes.

L'organisation particulière des banques allemandes apparaît donc bien comme une des causes de l'expansion elle-même de banque telle qu'elle se présente aujourd'hui dans toute son activité et sa complexité. Certaines modalités même dans la façon dont les banques allemandes pratiquent le commerce régulier, devaient singulièrement faciliter leur développement extérieur. Ainsi la façon libérale dont elles accor-

dent les crédits a exercé une importance toute particulière sur leur expansion. Nous avons vu précisément que les crédits par acceptation s'ils sont critiquables en tant qu'ils aboutissent à la création de crédits artificiels, sont au contraire défendables et même indispensables dans les relations du commerce international. Et encore ceci n'est particulier aux banques allemandes qu'en tant que toutes (à la différence de ce qui passe dans d'autres pays) pratiquent cette politique des crédits par acceptation. Quand on se transporte au contraire sur le terrain du commerce irrégulier, l'expansion de banque en Allemagne, prend un caractère tout spécial. En effet, malgré la tendance des industries et du commerce à une expansion grandissante, cette expansion aurait pu se faire à l'aide d'organismes spéciaux qui se seraient chargés de la création des sociétés par actions des entreprises industrielles et commerciales à l'étranger d'une façon directe. C'est ce qui a eu lieu en Angleterre où l'expansion économique tant industrielle que commerciale, n'est pas faite par l'intermédiaire des banques anglaises. Par contre, en Allemagne, cette expansion économique, industrielle et commerciale, s'est opérée par l'intermédiaire direct des banques. Les banques allemandes déjà liées aux industries et au commerce à l'intérieur, les ont suivies dans leur développement à l'extérieur : l'organisation particulière du commerce des banques allemandes a pu donner à l'expansion de ces banques sa complexité et son étendue : elle englobe à la fois et le commerce régulier et le commerce irrégulier.

Les résultats obtenus apparaîtront d'autant plus importants si l'on compare cette expansion des banques allemandes à l'expansion des banques anglaises. En effet, bien que l'Angleterre soit le pays classique de l'expansion commerciale et industrielle, le pays qui a fait jusqu'à présent le plus de placements de capitaux à l'étranger, l'expansion de ses banques ne présente pas le caractère de complexité de l'expansion des banques allemandes. De même que les banques anglaises res-

tent à l'écart de la création directe des sociétés par actions destinées à l'exploitation des entreprises industrielles et commerciales qui ont pour champ d'action l'intérieur de l'Angleterre, de même, elles sont restées à l'écart quand il s'agit des entreprises destinées à s'étendre à l'étranger ou destinées à s'y établir directement. Il est vrai qu'au point de vue du commerce régulier de banque, l'expansion des banques anglaises est plus active que celle des banques allemandes, ce qui s'explique d'ailleurs, comme nous le verrons, par la situation toute particulière que l'Angleterre a sur le marché mondial ; il n'empêche que cette expansion des banques anglaises envisagée dans son ensemble, apparaît moins importante que celle des banques allemandes : en Angleterre, elle reste limitée à des banques spéciales, tandis qu'en Allemagne, elle apparaît comme un moment de l'évolution générale des grandes banques allemandes. En second lieu, l'importance de l'expansion des banques allemandes est beaucoup plus grande que l'expansion des banques anglaises proportionnellement à l'expansion économique générale respective de ces deux pays. Et les résultats si rapidement obtenus par les banques allemandes n'ont point été sans soulever Outre-Manche, certaines appréhensions pour l'avenir, qui ne se limitent point à la crainte de voir diminuer seulement l'influence des banques anglaises dans les pays d'outre-mer.

B. — *La concentration dans les banques allemandes. — Groupement des banques et groupement des capitaux.*

Le fait de la concentration dans le commerce de banque en Allemagne en tant que cause particulière de l'expansion des banques allemandes à l'étranger, doit être envisagé à deux points de vue : tout d'abord, la concentration intérieure a eu pour résultat une augmentation des capitaux des grandes banques et le groupement de ces banques ; elle se résume dans un accroissement des forces et des capitaux. Elle apparaît en second lieu comme une cause plus directe encore de

l'expansion et l'expansion des grandes banques à l'étranger peut être, dans une certaine mesure, envisagée comme la concentration, opérée par ces banques, des intérêts allemands éparpillés à l'étranger. C'est uniquement à ces deux points de vue que nous nous occuperons ici de la concentration des banques allemandes.

I. — Nous savons que vers 1850, les banques allemandes par actions disposaient d'un capital relativement modeste. En 1856, les cinq grandes banques par actions d'alors détenaient un capital d'environ 91 *millions de marks*. Vers 1872, nous trouvons 8 grandes banques dont le capital total représente 160 millions de marks, en chiffres ronds. A partir de cette date, les augmentations du capital sont discontinues et importantes. Aujourd'hui (1906) le capital total des 9 grandes banques berlinoises est de 1.146 *millions de marks*, c'est-à-dire plus de sept fois plus grand qu'en 1870.

Aussi bien, si nous ne nous limitons pas seulement aux établissements de crédit les plus importants, et si nous considérons les augmentations du capital dans l'ensemble des banques allemandes d'une part, et les augmentations du capital et des réserves des banques berlinoises d'autre part, nous aurons pour un délai de 25 ans le tableau suivant :

Ensemble des banques allemandes				Banques berlinoises			
Années	Capital-actions	Réserves		Années	Capital-actions	Réserves	
	(en millions de marks)		0/0		(en millions de marks)		0/0
1885.	723,95	93,24	12,90	1885.	326,74	55,08	17,00
1886.	733,69	99,27	13,53	1886.	332,75	59,52	18,00
1887.	758,00	107,90	14,23	1887.	351,75	67,14	19,00
1888.	772,40	115,32	15,00	1888.	368,18	74,03	20,11
1889.	981,45	156,06	15,90	1889.	473,12	103,82	22,00
1890.	1.054,33	187,88	17,82	1890.	507,45	119,65	23,58
1891.	1.053,21	191,72	18,20	1891.	481,24	117,91	24,50
1892.	1.057,09	200,31	18,95	1892.	494,39	123,18	24,92
1893.	1.046,17	196,33	18,77	1893.	486,40	117,56	24,17
1894.	1.067,52	199,82	18,72	1894.	534,20	120,49	22,56
1895.	1.134,82	210,62	18,56	1895.	626,86	142,46	22,73
1896.	1.240,31	235,25	19,00	1896.	656,57	153,04	23,32
1897.	1.418,09	270,75	19,10	1897.	758,08	172,32	22,73
1898.	1.688,17	330,37	19,60	1898.	926,53	202,86	21,90

1899.	1.906,25	373,93	19,61	1899.	1.049,92	225,54	22,41
1900.	1.959,55	390,93	19,95	1900.	1.049,92	230,68	22,62
1901.	1.959,29	380,21	19,40	1901.	1.015,80	223,73	22,43
1902.	1.980,59	391,36	19,75	1902.	1.022,80	239,89	23,45
1903.	1.989,96	400,37	20,12	1903.	1.019,40	243,31	23,87
1904.	2.066,54	448,38	21,68	1904.	1.071,20	278,95	26,04
1905.	2.233,58	479,56	21,50	1905.	1.136,70	294,10	25,80
1906.	2.432,14	554,41	22,70	1906.	1.175,44	333,75	28,30

En procédant au contraire à l'examen individuel des variations du capital-actions, en nous limitant aux banques qui ont plus de 30 millions de capital, nous trouvons pour les quatre dernières années, les augmentations suivantes :

	Capital-actions en millions de marks			
	1903	1904	1905	1906
Deutsche Bank.	160	180	180	200
Dresdner Bank.	130	160	160	168
Discontogesellschaft.	150	170	170	170
Bank für Handel u. Industrie	132	154	154	154
A. Schaaffhausenscher Bankverein.	100	125	125	134
Berliner Handelsgesellschaft.	92	100	100	100
Bergisch-Märkische Bank	54	50	60	75
Commerz-u. Disconto-Bank	50	50	85	85
Nationalbank für Deutschland	60	60	80	80
Rheinische Credit-Bank.	46	50	70	70
Norddeutsche Bank.	40	50	50	50
Barmer Bankverein.	36	46	50	60
Essener Credit-Anstalt.	36	40	50	60
Pfälzische Bank	50	50	50	50
Rheinisch - Westfäl. Discontogesellschaft	35	44	60	66
Mitteldeutsche Creditbank.	45	45	54	54
Schlesischer Bankverein.	—	—	30	30
Schlesische Effecten-u. Wechsel-Bank.	30	30	30	30
Vereinsbank in Hamburg	—	—	—	30

Mais pour juger de la puissance des établissements de crédits allemands, il ne suffit pas d'examiner les variations et les augmentations des capitaux et des réserves de ces établissements, c'est-à-dire des capitaux possédés en propre par les banques allemandes, il faut encore, pour se rendre compte de

la force et de l'importance des capitaux disponibles de ces banques, examiner aussi la progression des capitaux qui leur sont confiés en dépôts et comptes-courants. Si nous procédons de la même façon, c'est-à-dire par un examen individuel de ces banques, nous trouvons pour les six dernières années la répartition suivante des sommes confiées aux banques allemandes (millions de marks, :

	1901	1902	1903	1904	1905	1906
Deutsche Bank. . .	634,92	732 03	799,24	903,41	1.075,31	1.260,50
Discontogesellschaft. .	230,47	244,61	256,54	292,41	334,42	389,60
Dresdner-Bank. . .	230,83	280,73	327,42	524,32	537,37	621,22
Bank für Handel u. Industrie.	79,91	149,97	149,40	178,20	299,49	318,60
Berliner Handelsge- sellschaft.	92,22	114,78	110,73	118,78	175,00	212,89
Norddeutsche Bank .	73,84	75,68	65,53	87,11	105,09	107,39
Schaaffhausenscher Bankverein.	126,89	113,64	142,13	204,79	239,27	266,70
Nationalbank für Deutschland. . . .	53,94	68,78	88,94	112,80	162,69	198,00
Mitteldeutsche Credit- Bank.	37,66	35,86	41,23	50,68	57,52	61,52
Commerz u. Disconto- Bank.	75,75	87,52	99,51	118,62	160,35	210,52
Barmer Bankverein .	"	"	40,43	49,38	63,31	67,90
Bergisch Märkische bank.	"	"	113,93	121,45	136,34	150,29
Essener Credit-An- stalt.	"	"	62,99	61,48	81,89	99,80
Mülhauser Bank . .	"	"	50,29	51,36	57,55	59,38
Oldenburg. Landes- bank.	"	"	30,16	32,60	38,99	40,18
Oldenburg. Leihbank	"	"	39,97	41,20	45,44	48,32
Pfälzische Bank . .	"	"	55,03	56,61	66,37	74,71
Rheinische Credit- Bank.	"	"	54,45	61,68	90,67	102,21
Schlesischer Bank- verein.	"	"	43,90	45,44	76,23	88,93
Vereinsbank Ham- burg.	"	"	63,00	70,26	73,73	84,18
Rhein-Westf. Dis- contogesellschaft	"	"	"	37,33	57,39	80,88
Magdeburger Pri- vatbank.	"	"	"	29,70	32,64	51,60

	LES CAUSES					139
Hannoversche Bank.	»	»	»	»	29,56	34 60
Norddeutsche Credit- anstalt.	»	»	»	»	»	47,43
Süddeutsche Discon- togesellschaft . .	»	»	»	»	»	40,81
Ostbank f. Handel. u. Gew.	»	»	»	»	»	57,39
Allg. Elsäs. Bank- Gesellschaft . . .	»	»	»	»	»	63,41
Bank für Thüringen	»	»	»	»	»	27,71
Breslauer Disconto- Bank.	»	»	»	»	»	43,00
Deutsche National- bank	»	»	»	»	»	53,43

Et la somme des capitaux dont disposent les banques allemandes (capitaux propres et capitaux qui leur sont confiés par des tiers) variait pour le même délai de 6 ans, de la façon suivante (en millions de marks):

	1901	1902	1903	1904	1905	1906
Capitaux totaux des banques allemandes (capitaux propres et capitaux confiés)	6.643,4	7.085,1	7.570,6	8.460,4	9.826,9	11.394,9

Que se dégage-t-il de tous ces chiffres ? Deux faits principaux : tout d'abord, nous voyons que les capitaux dont disposent les banques allemandes (tant capitaux leur appartenant en propre, que capitaux confiés par la clientèle), ont constamment augmenté et dans des proportions très sensibles. Ceci tient tout d'abord (si on examine l'augmentation des capitaux qui n'appartiennent pas aux banques), à ce que la richesse nationale allemande a augmenté dans des proportions importantes. Les banques pouvaient trouver dans le sein de leur clientèle des sommes de plus en plus considérables qu'elles centralisaient dans leurs caisses et utilisaient elles mêmes. Mais les banques n'exerçaient pas seulement cette centralisation de la richesse privée, elles augmentaient en même temps leur capital propre, résultat de la concentration qui s'est opérée

rée dans toutes les branches économiques et qui nécessitait aussi des établissements de crédit de plus en plus puissants, mais résultat également de la complexité des opérations des banques allemandes. Cette complexité a pour résultat d'augmenter les risques et les banques doivent avoir des ressources propres plus considérables que ces banques qui ne pratiquent que le commerce régulier de banque, et qui peuvent alors travailler presque exclusivement avec du capital prêté. En parlant de cette augmentation grandissante des capitaux propres des banques allemandes, M. Raffalovich met bien en évidence cette idée : « Les banques allemandes, écrivait-il en 1898, semblent aujourd'hui en proie à une véritable manie de grossir leur capital, ce qui tient en partie à ce qu'elles cumulent des fonctions qui sont séparées dans d'autres pays (1). »

Cette augmentation des capitaux des banques allemandes prend aussi un sens tout à fait particulier en ce que nous nous trouvons de plus en plus devant des établissements de crédit puissants, absorbant la plus grande partie des capitaux disponibles du pays et dont les capitaux propres ont une importance grandissante non seulement pris en bloc, mais même comparés aux capitaux possédés par les autres banques allemandes. C'est le second fait qui se dégage des chiffres que nous avons rapportés.

Mais la concentration dans les banques allemandes n'a pas eu seulement pour effet de grouper les capitaux disponibles : elle a abouti aussi, comme nous l'avons vu, à une concentration de forces, aux groupes de banques.

La concentration à ce point de vue dans les banques allemandes a été si active, l'influence des grandes banques allemandes sur les établissements de crédit d'un ordre secondaire si efficace, que le groupement de banques est arrivé à des résultats tout à fait surprenants. En effet, si l'on examine aujourd'hui la filiation des différentes banques allemandes, on se

(1) *Marché financier*, 1898-1899, p. 263.

rendra compte qu'il n'y a qu'un nombre tout à fait minime des instituts de crédits qui soient restés indépendants et soustraits à l'influence des grands instituts. La dépendance de ces banques est tellement grande et l'influence des grandes banques allemandes si forte et si directe, qu'elle a abouti à la formation de *quatre* groupes de banques principaux et *trois* groupes secondaires, tous sous la direction des grandes banques berlinoises ; ils disposent dans leur ensemble de plus de 80 0/0 du capital total allemand affecté au commerce de banque.

Pour nous rendre compte de l'importance de ces groupes, nous allons en donner le tableau en y ajoutant des indications sur l'importance des capitaux dont ils disposent (la composition de ces groupes est faite d'après les derniers bilans qui se trouvaient à notre disposition : les indications de capitaux représentent donc l'état de ces banques tel qu'il existait à la fin de l'année 1906).

1^o Groupe de la Deutsche Bank.

	Capitaux propres aux banques (en millions de marks).		Total des capitaux disponibles
	Capital-actions	Réserves	
<i>Deutsche Bank</i> (Berlin).	200,00	97,10	1.812,86
<i>Deutsche Ueberseeische Bank</i> (Berlin).	17,60	2,50	193,51
<i>Bergisch-Märkische Bank</i> (Elberfeld).	75,00	25,70	314,96
<i>Siegener-Bank</i> (Siegen).	4,00	0,28	12,32
<i>Duisburg-Ruhrort Bank</i> (Duisburg).	12,00	0,13	46,35
<i>Essener Bankverein</i> (Essen).	10,00	1,35	46,19
<i>Essener Creditanstalt</i> (Essen).	60,00	17,88	214,78
<i>Hannoversche Bank</i> (Hanovre).	22,50	3,49	68,74
<i>Hildesheimer Bank</i> (Hildesheim).	8,00	2,10	27,96
<i>Osnabrücker Bank</i> (Osnabrück).	13,50	3,07	58,86
<i>Oldenburg Spar-und Leih-Bank</i> (Oldenburg).	4,00	1,70	54,62
<i>Rheinische Credit-Bank</i> (Mannheim).	70,00	13,03	270,36
<i>Mannheimer Bank</i> (Mannheim).	1,00	0,10	
<i>Schlesischer Bankverein</i> (Breslau).	30,00	9,50	138,99
<i>Süddeutsche Bank</i> (Mannheim).	8,00	0,64	31,83

Deutsche Treuhand - Gesellschaft (Berlin)	1,50	1,50	3,65
Emder Bank (Emder)	1,00	0,36	7,10
Privatbank à Gotha.	7,90	1,64	19,97
Meklenburger Hypotheken-u. Wechsel Bank (Schwerin)	9,00	3,90	
Niederlausitzer Credit-Spar-Bank . .	1,50	0,07	3,20
Braunschweiger Privat-Bank (Braunschweig).	4,00	—	9,28
Total	560,50	186,54	3.335,53
	747,04		

2 Groupe de la Discontogesellschaft.

	Capitaux propres aux banques (en millions de marks).		Total des capitaux disponibles
	Capital-actions	Réserves	
<i>Discontogesellschaft</i> (Berlin)	170,00	57,59	862,89
Norddeutsche Bank (Hambourg) . .	50,00	9,10	220,32
Allgemeine Deutsche Creditanstalt (Leipzig).	80,00	33,13	
Barmer Bankverein (Barmen) . . .	60,00	11,50	209,35
Rhein.-Westfälische Discontogesellschaft (Aix-la-Chapelle).	65,70	12,00	205,49
Bayer. Disconto u. Wechselbank . .	7,50	—	35,31
Brasilianische Bank für Deutschland (Hambourg).	10,00	2,22	76,28
Bank für Thüringen, vorm. B. M. Strupp	7,50	—	40,47
Schlesische Handelsbank	5,50	—	12,96
Geestmünder Bank.	1,30	0,52	12,66
Dürener Bank (Düren)	8,50	0,42	25,11
Eschweiler Bank (Eschweiler). . . .	0,50	0,07	
Eupener Creditbank (Eupen)	0,50	0,03	
Volksbank Geilenkirch.	0,31	0,03	
Oderbergische Bank (Ohl)	0,50	0,04	
Süddeutsche-Disconto-Gesellschaft (Mannheim).	25,00	0,14	94,84
Bank für Chile und Deutschland . .	2,50	0,20	46,98
Revisions-u. Vermögens-Verwaltungs- A.-G.	1,00	0,10	
Stahl und Federer A.-G.	10,00	—	
Deutsche Afrika-Bank	1,00	—	
Total.	506,31	127,09	1.842,66
	633,40		

3^e Groupe de la *Dresdner Bank* et du *A. Schaaffhausenschen Bank-Verein*.

	Capitaux propres aux banques (en millions de marks)	Total des capitaux disponibles
Capital-actions	Reserves	
<i>Dresdner Bank</i> (Dresde et Berlin).	167,82	50,15
<i>A. Schaaffhausenscher Bankverein</i> . (Cologne et Berlin)	133,51	33,03
<i>Rheinische Bank</i> (Mülheim)	21,00	1,74
<i>Märkische Bank</i> (Bochum)	8,00	0,80
<i>Westfäl. Lipp. V.-B.</i> (Bielenfeld) .	7,00	0,30
<i>Mittelrheinische Bank</i> (Coblenz) .	20,00	3,00
<i>Mülheimer Bank</i> (Mülheim)	9,00	0,67
<i>Württembergische Landesbank</i> (Stuttgart)	8,00	0,20
<i>Pfälzische Bank</i> (Ludwigshafen) .	50,00	9,33
<i>Oberschlesische Bank</i> (Benthen) .	2,50	0,35
<i>Oldenburgische Landesbank</i> (Oldenburg)	1,20	0,63
<i>Mecklenburgische Bank</i> (Schwerin)	2,00	0,26
<i>Landgräfliche Hessische Landesbank</i> (Hambourg)	1,00	0,20
<i>Schwarzburgische Landesbank</i> (Sonderhausen)	1,00	0,12
<i>Deutsche Orientbank</i> (Berlin) . .	16,00	—
<i>Trenhaud-Vereinigung</i>	1,00	0,10
<i>Deutsche Süd-Amerikanische Bank</i>	8 75	—
Total	457,78	100,88
	558 66	2.144,63

4^e Groupe de la *Bank für Handel und Industrie*
(*Darmstädter Bank*).

	Capitaux propres aux banques (en millions de marks)	Total des capitaux disponibles
Capital-actions	Reserves	
<i>Bank für Handel und Industrie</i> (<i>Darmstädter Bank</i> , à Darmstadt et Berlin)	154,00	29,64
<i>Breslauer Disconto-Bank</i> (Breslau)	25,00	1,58
<i>Deutsche Nationalbank</i>	27,00	2,75
<i>Ostbank für Handel und Gewerbe</i> (Posen)	18,00	2,76
<i>Vereinsbank Wirmar</i>	1,50	0,38
<i>Württembergische Bank-Anstalt</i> (Stuttgart)	28,00	2,28
<i>Amerika-Bank</i>	25,00	—
Total	258,50	39,59
	297,89	908,65

5^o Groupe de la Commerz-und Disconto-Bank.

	Capitaux propres aux banques (en millions de marks)	Capital-actions	Reserves	Total des capitaux disponibles (en millions de marks)
Commerz-und Disconto-Bank (à				
Berlin)	85,00		11,90	383,76
Credit-und Sparbank (à Leipzig) .	7,76		1,18	17,47
Total	92,76		13,08	401,23
			105,84	

Capital propre aux banques (en millions de marks)	Total disponible
Capital-actions	Reserves

6^o Groupe :

Mitteldeutsche Kreditbank Berlin (à			
Berlin)	54,00	7,00	169,90
		61,00	

7^o Groupe :

Nationalbank für Deutschland . .	80,00	12,02	342,60
		92,02	

8^o Groupe :

Berliner Handelsgesellschaft . . .	100,00	29,00	420,44
		129,00	

En résumé, nous trouvons en présence :

	Capitaux propres aux banques (en millions de marks)	Capitaux totaux disponibles
1 ^o Groupe de la Deutsche Bank.	747,04	3.335,53
2 ^o Groupe de la Discontogesellschaft . . .	633,40	1.842,66
3 ^o Groupe de la Dresdner Bank	558,66	2.144,63
4 ^o Groupe de la Darmstädter Bank. . . .	297,89	908,65
5 ^o Groupe de la Commerz und Disconto- Bank	105,84	401,23
6 ^o , 7 et 8 groupes.	282,02	952,94
Ensemble des 8 groupes	2.624,85	9.565,64

Tel est le résultat d'ensemble : ces 8 groupes représentent une force énorme, disposant d'une somme de près de 10 milliards de marks, dont plus de 2 1/2 milliards de capitaux propres. Les banques directrices exercent une influence incontestée sur un grand nombre d'établissements et disposent de

cette façon de capitaux dans une mesure considérablement plus importante et qui dépasse de loin les moyens propres de ces établissements de crédit. Il reste bien entendu que ces banques ne disposent pas aussi complètement des capitaux des établissements contrôlés. Mais elles peuvent orienter l'action de ces banques du côté qui leur est le plus avantageux. Et de cette influence, elles se sont servies tout d'abord pour étendre leur commerce régulier de banque, les banques contrôlées jouant souvent le rôle de véritables succursales de ces grandes banques. Les services rendus par ces banques dépendantes dans le commerce irrégulier de banque, ne furent pas moins importants. Pour la création des différentes entreprises, pour les placements des titres de ces entreprises, les grandes banques utilisent ces établissements secondaires soit pour les faire directement participer à ces entreprises et diminuer ainsi leurs risques, soit pour faire participer à ces opérations les clients mêmes de ces divers établissements.

Ces avantages se retrouvent les mêmes ou peu s'en faut, quand il s'agit de l'expansion de banque à l'étranger. Et nous touchons par là à la question de savoir en quoi la concentration des banques (groupement des capitaux, groupement des banques) a servi à l'expansion de banque, peut être considérée comme une cause particulière de cette expansion.

Sans insister sur une première conséquence évidente en soi, à savoir que la puissance de capitaux et d'influences des grandes banques berlinoises leur a facilité singulièrement la création dans les pays d'outre-mer de banques puissantes et bien outillées, créations dont nous aurons à donner de nombreux exemples, il nous faut mettre en lumière un fait particulier. Le commerce de banque à l'étranger, et nous aurons à revenir sur ce point, présente des risques tout spéciaux. Sans entrer dans le détail de l'appréciation de ces risques pour le moment, bornons-nous à indiquer la raison générale.

Les opérations de banque à l'étranger sont en général ré-

gies par des conditions économiques et financières totalement différentes de celles qui régissent ces opérations à l'intérieur du pays. La connaissance de ces conditions est avant tout indispensable pour parer aux risques qui accompagnent cette expansion de banque ; mais cette connaissance n'est pas toujours chose aisée, étant donné que l'expansion de banque se pratique justement de préférence dans des pays lointains, jeunes et mal organisés, tant au point de vue politique qu'au point de vue économique. Les risques peuvent tenir à une insuffisance de garantie juridique — que la juridiction soit insuffisante ou qu'elle soit partielle ; ils peuvent aussi résulter de l'imperfection de l'organisation de l'outillage national, l'organisation défectueuse du régime monétaire, par exemple ; les troubles politiques sont souvent fréquents, les changements de gouvernement ne sont pas rares et l'on ne peut pas dire que dans ces cas, les droits acquis soient toujours respectés par le gouvernement nouveau.

Sans continuer cette énumération, ni nous appesantir sur ces faits, on voit les risques tout particuliers que présentent l'expansion de banque à l'étranger.

Or, nous avons vu que les opérations de banque même à l'intérieur du pays, ne peuvent plus, dès qu'elles présentent des risques trop importants, être pratiquées par des établissements d'une importance moyenne. Nous avons indiqué comme une des causes de l'augmentation des capitaux des banques allemandes, la complexité de leurs opérations ; ces augmentations ont pour but de donner une plus grande solidité aux banques et de leur permettre de ne pas travailler dans une trop grande proportion avec du capital emprunté. Ce raisonnement s'applique *a fortiori* quand il s'agit d'opérations à l'étranger, où les risques sont plus grands encore (1).

(1) Nous ne voulons pas dire par là assurément que des établissements d'importance moyenne ne pourraient pas pratiquer un commerce de banque à l'étranger, nous aurons l'occasion de signaler des banques d'importance moyenne qui exercent leur activité à

La concentration en tant que *groupement de capitaux*, est donc indispensable pour permettre une expansion de banque active et efficace ; elle doit précéder l'expansion.

De plus, si des établissements de crédit importants disposant de capitaux considérables, sont capables de pratiquer une expansion de banque active et efficace, cette expansion peut parfois même encore leur peser. Il est évident que l'importance des capitaux diminue cette difficulté et les risques seront d'autant plus facilement supportés que les disponibilités seront plus importantes ; il n'empêche que des risques trop grands, entraînant des pertes considérables, exercent une influence néfaste sur n'importe quel établissement de banque, fut-il de la toute première importance. Ce qu'on doit rechercher en pareil cas, c'est bien la *diffusion des risques* : et c'est ici que la concentration intervient de nouveau, mais cette fois considérée sous la forme de *groupement de banques*. En effet, ce sont bien ces groupements de banques qui vont permettre aux grands établissements qui les dirigent et qui pratiquent en même temps l'expansion de banque, d'opérer une répartition des risques de ces opérations en les divisant entre un plus grand nombre d'établissements ou de personnes : les risques seront diminués en ce sens qu'ils seront supportés par un plus grand nombre d'épaules. Cette diffusion sera particulièrement facile et utile pour toutes les opérations

l'étranger (Voir la *Palästina Bank*). Mais, à ce propos, il convient de faire quelques remarques. Tout d'abord, une banque d'importance moyenne est forcément limitée au commerce de banque régulier ; elle ne peut donc pas pratiquer une expansion complète et complexe. En second lieu, son commerce régulier même est limité. En effet, les risques qu'un tel commerce de banque provoque ne sont pas en proportion avec les moyens dont l'établissement dispose ; une telle banque se trouve donc à la merci de la moindre crise, elle est exposée chaque jour à sombrer ; elle doit se tenir sur ses gardes et par là à la moindre alerte, elle restreindra son commerce de banque, ce qui n'est pas fait pour lui donner un grand essor. Malgré toutes les précautions, son avenir n'est jamais certain.

ayant trait au commerce *irrégulier* de banque. La répartition peut se faire de deux façons : tout d'abord la banque directrice peut faire participer à l'opération qu'elle veut entreprendre, un certain nombre de banques de son groupe, c'est-à-dire profiter de son influence pour réaliser directement une répartition de risques. En second lieu, elle peut utiliser son influence d'une façon indirecte ; c'est-à-dire qu'elle peut entreprendre son opération seule et pour son propre compte, mais une fois l'opération réalisée et la constitution de la société nouvelle effectuée (s'il s'agit par exemple de la création d'une banque ou d'une entreprise industrielle ou commerciale), la banque aura recours lors de l'émission des titres, à l'intermédiaire des banques de son groupe et elle usera de son influence pour réaliser le placement de ces titres dans la clientèle de ces banques. Ce second mode, la banque qui pratique l'expansion ne manquera pas de l'utiliser si elle n'emploie pas le premier. La concentration des banques nous apparaît donc comme une des causes particulières de l'expansion de banque, en ce sens qu'elle diminue les risques ; elle rend cette expansion praticable dans une mesure plus grande et sur une échelle plus importante.

La concentration de banque peut être encore indiquée comme favorisant l'expansion de banque, en ce sens, qu'elle a pour conséquence d'établir des liens plus intimes entre les différentes banques, et de faciliter de cette façon la création de consortium de banques (*Bankgruppen*, comme les appellent les Allemands, qui ne doivent pas être confondus avec ces groupes de banques que nous avons examinés) (1). Or,

(1) En effet, les *Bankgruppen* sont quelque chose de tout différent des groupes de banque. M. E. Goldschmidt (*Bankgruppen*, p. 6) les définit : « des unions de banques pour la conduite commune des affaires. Leur essence consiste en ce fait que plusieurs banques constituent un capital dans un but déterminé. L'une d'elles prend la direction de l'entreprise, soit celle qui est la plus intéressée financièrement, soit celle qui peut le mieux surveiller le marché... »

ces Bankgruppen, ces consortium de banques sont très fréquents dans l'expansion de banque, en Allemagne ; ils ont singulièrement favorisé cette expansion. Nous aurons à les étudier d'une façon analytique dans les modes de l'expansion des banques allemandes.

II. — En invoquant la concentration comme une des causes de l'expansion de banque, nous ne l'avons examinée, jusqu'à présent, que sous sa forme *intérieure*, c'est-à-dire en tant que s'appliquant aux banques (et aux opérations de banques) qui ont leur siège en Allemagne même. Mais la concentration peut être invoquée à un tout autre point de vue. Considérée sous ce premier aspect, aspect bien connu, la concentration des banques allemandes apparaît bien comme ayant facilité l'expansion de ces banques à l'étranger ; mais il faut voir également comment cette concentration s'est manifestée à l'étranger même, préparée par la concentration à l'intérieur, et comment elle est venue donner une impulsion nouvelle et plus directe encore à l'expansion.

Nous avons vu, en effet, comment depuis longtemps déjà, un commerce de banque, plus ou moins isolé, plus ou moins intermittent, était pratiqué à l'étranger soit par des banquiers privés, établis d'une façon stable dans le pays, soit même par des agents de banquiers allemands ; le cas le plus fréquent était, nous l'avons déjà signalé, celui où une spécialisation n'était pas intervenue entre les opérations de banques rendues nécessaires par les relations commerciales, et ces opérations proprement commerciales. Les factoreries et les agences des grandes maisons de commerce allemandes, spécialement des maisons de Brême et de Hambourg, aussi bien que les sociétés purement commerciales, cumulaient toutes ces opérations. Ces maisons de commerce étaient en même temps leurs propres banquiers et indirectement les représentants des banques allemandes dans les pays étrangers. Mais les relations avec l'extérieur devenaient de plus en plus actives : une spécialisation inévitable devait naître de leur multi-

plicité. Cette spécialisation s'opéra au profit des établissements de crédit allemand qui, délaissant le côté proprement commercial, allaient suivant leur organisation particulière et obéissant aux mêmes principes qui s'étaient fait sentir à l'intérieur du pays, concentrer entre leurs mains le commerce de banque et les intérêts financiers allemands à l'étranger.

Nous nous bornons ici à indiquer l'idée générale de cette concentration de banque sous sa forme spéciale, nous renvoyons pour l'étude des cas spéciaux à notre étude analytique où tous les cas sont minutieusement signalés. Mentionnons que cette concentration se retrouvera surtout à propos de créations de banques dans les pays où l'Allemagne avait des attaches financières de longue date (1).

III. — La réforme monétaire.

En étudiant la cause générale de l'expansion des banques allemandes, nous avons vu dans quelle mesure cette expansion dépendait elle-même de l'organisation intérieure du pays, tant politique qu'économique. L'organisation nouvelle de l'Allemagne au lendemain de 1870 avait pour but immédiat de réaliser l'unité de l'empire, de resserrer les liens des différentes provinces allemandes. Parmi les principales réformes économiques, il nous faut insister sur celle qui a trait à la *circulation monétaire*, qui établit un système unique monétaire, pour tout l'empire et qui introduisit l'étalon d'or. Cette réforme monétaire devait toucher d'une façon particulière l'expansion des banques allemandes : c'est à ce titre que nous la mentionnons ici comme cause particulière qui favorisait cette expansion, surtout en ce qui concerne le commerce régulier de banque.

On sait qu'avant 1870, la situation monétaire de l'Allema-

(1) Voir en ce sens, II^e partie : les banques de l'*Amérique du Sud*, ainsi que la *Deutsch-Asiatische Bank*.

gne était fort semblable à sa constitution territoriale. Il existait un grand nombre de monnaies disparates, vestiges des souverainetés disparues ou manifestations des souverainetés encore existantes, obstacle véritable au bon fonctionnement de la circulation dans le nouvel État (1).

Cet inconvénient avait été remarqué de bonne heure en Allemagne. La première tentative pour remédier à cette situation fut faite lors de la conclusion du Zollverein ; le traité du 22 mars 1833 (art. 14) disait : « les gouvernements contractants conviennent d'unir leurs efforts pour introduire dans leurs États un système uniforme de monnaies, poids et mesures... »

Plusieurs conventions intervinrent entre les différents pays de langue allemande ; la première de ces conventions fut celle de 1837 et la dernière celle de 1857. Elles avaient pour but d'apporter une amélioration dans les divers systèmes monétaires et de préparer une unification de ces systèmes, soit en établissant un rapport fixe entre les différentes unités monétaires, soit en cherchant à instituer une monnaie d'association (Vereinsthaler).

Malgré ces mesures, on était loin, en 1870, d'avoir réalisé l'unité monétaire, et au lendemain de la constitution de l'Empire allemand, on ne comptait pas moins de six systèmes monétaires différents. Et chacun de ces systèmes monétaires ne renfermait pas même en lui l'unité ; il y avait encore des différences dans un même système suivant les unités territoriales où il était employé. Ainsi si on prend le système monétaire le plus important, celui des thalers, on voit qu'il se subdivisait lui-même suivant qu'il était appliqué en Prusse, en Saxe ou en Mecklembourg.

Plus compliquée encore que les différents systèmes monétaires était la circulation monétaire réelle de l'Allemagne ; là régnait un véritable chaos. On ne se souciait guère, en effet,

(1) Arnauné, *La monnaie, le crédit et le change*, 3^e édit., p. 292.

quand on adoptait une nouvelle coupure monétaire, de retirer de la circulation la monnaie ancienne que devait remplacer la nouvelle. De sorte qu'il y avait vers cette époque en Allemagne, en circulation, toutes les monnaies accumulées par les frappes successives de plus d'un siècle et demi. On ne comptait pas moins de 66 coupures différentes de monnaies d'argent et 17 coupures de monnaies d'or.

Cette situation engendrait des difficultés toutes spéciales dans les relations commerciales et dans le règlement des créances et dettes. Les banques, intermédiaires dans ces règlements, en souffraient tout particulièrement. On cite des exemples tout à fait typiques (1) qui démontrent la complexité du régime et la difficulté du règlement des dettes et créances à l'intérieur même du pays.

Cette situation était encore bien autrement compliquée quand il s'agissait du règlement des créances et des dettes qui avaient pris naissance dans les rapports du commerce international.

Tout d'abord il était difficile pour les banques allemandes d'intervenir dans les relations commerciales de l'Allemagne avec l'étranger, en ce sens que les places principales qui pratiquaient ce commerce international, c'est-à-dire les grands ports maritimes du nord de l'Allemagne, possédaient une monnaie différente du reste des provinces allemandes. Mais cette difficulté pouvait être assez facilement écartée. En effet, les grandes banques allemandes (voir à ce sujet en particulier ce qui sera dit à propos de la Deutsche Bank dans

(1) Bamberger invoquait en 1870 devant le^{er} Parlement douanier allemand (*Zollparlament*) l'exemple suivant. Un bordereau accompagnait un envoi d'argent adressé par un commerçant à l'un de ses banquiers. Le bordereau était daté de 1869 et mentionnait la somme envoyée qui était de 15.834 florins. Or, cette somme se composait des pièces de monnaies appartenant à plus de 10 systèmes monétaires différents et on y trouvait plus de 20 coupures différentes (v. Karl Helfferich, *Geld und Banken*, t. I, das Geld, Leipzig, 1903, p. 148).

notre étude analytique), tournaient cet obstacle en établissant des succursales dans les ports. Ces succursales étaient destinées d'une part à pratiquer le commerce de banque avec l'étranger, en second lieu elles servaient de lien entre les opérations commerciales qui se faisaient avec l'étranger et les ports d'un côté, et d'autre part, avec le reste de l'Allemagne. Les inconvénients du système monétaire allemand étaient à un autre point de vue encore plus graves. En effet, l'intervention des banques allemandes dans le règlement des créances et des dettes, était rendue presque impossible par ce fait que les traites allemandes n'avaient, par suite de la variété des systèmes monétaires, aucun marché à l'étranger. Tous les paiements internationaux se faisaient par des traites tirées sur Londres ; le règlement des dettes et des créances allemandes dans le commerce international se faisait aussi par Londres et par conséquent par l'intermédiaire des banquiers anglais. Nous reviendrons d'ailleurs sur ce rôle des banques anglaises et sur la prépondérance du marché de Londres dans les paiements internationaux. Il était simplement nécessaire de mentionner ici ce fait pour indiquer que les banques allemandes seules ne pouvaient remédier à cette situation ni émanciper le commerce international allemand de l'intermédiaire des banques anglaises ; les systèmes monétaires allemands étaient dans leur majorité des systèmes à étalon d'argent, tandis que les traites qui avaient cours dans le commerce international étaient des traites tirées sur une valeur à base d'étalon d'or ; et en second lieu, les traites tirées sur l'Allemagne ne pouvaient l'être dans une monnaie uniforme : elles variaient suivant le système monétaire des places sur lesquelles elles étaient tirées.

Ce double obstacle qui gênait l'expansion du commerce régulier de banque, fut levé par les lois de 1871 et 1873. Tout d'abord on soumettait au Bundesrath en octobre 1871, un projet de loi qui organisait la frappe de la monnaie d'or en Allemagne et préparait matériellement le terrain pour une unifika-

tion du système monétaire. Ce projet prenait au Reichstag des proportions beaucoup plus grandes, et aboutissait à la loi du 4 décembre 1871 qui renferme les dispositions principales de la réforme monétaire allemande. Cette loi réalisa notamment l'unification du système monétaire allemand en adoptant le mark comme unité monétaire pour toute l'Allemagne. L'article 1^{er} de cette loi stipule en effet : il sera frappé une monnaie d'or de l'Empire sur le pied de 139 1/2 pour une livre d'or fin, et l'article 2 : la dixième partie de cette pièce d'or s'appelle mark et se divise en 100 pfennigs.

Cette réforme fut complétée par la loi du 9 juillet 1873 (1). C'est à partir de cette date que la réforme monétaire allemande fut définitive quant à ses deux points principaux : l'unification du système monétaire pour tout l'empire et l'introduction de l'étalon d'or.

Dès lors, l'expansion des banques allemandes, en particulier celle du commerce régulier de banque, pouvait prendre son essor : bien que les banques allemandes eussent toujours, comme nous le verrons, à soutenir une lutte très vive contre les banques anglaises, elles pouvaient du moins s'engager à partir de cette date, avec de plus grandes chances de succès dans la lutte. Il leur était permis d'espérer de pouvoir opérer le règlement direct des paiements internationaux entre l'Allemagne et l'étranger, sans passer toujours par l'intermédiaire de Londres. Du moins, la raison qui faisait qu'à cause de la complexité des monnaies allemandes et de l'étalon de l'argent de ces monnaies, les traites tirées sur l'Allemagne ne trouvaient pas de preneurs aussi facilement que les traites anglaises et qu'elles étaient cotées plus bas que ces traites, ayant disparu, l'introduction de ces traites sur les

(1) Pour une analyse détaillée de ces lois qui réalisaient la réforme monétaire allemande, voir le livre bien connu de Helfferich, *Geld und Banken*, t. I, *das Geld*, et surtout les ouvrages que Helfferich indique dans une bibliographie complète.

marchés étrangers devenait plus facile. C'est dans un chapitre particulier que nous verrons comment les banques allemandes purent émanciper leur commerce de l'influence et de l'intermédiaire des banques anglaises ; il fallait ici exposer dans quelle mesure la réforme monétaire leur facilitait cette tâche ; à ce point de vue, elle apparaît bien comme une des causes particulières qui favorisèrent *l'expansion des banques allemandes*.

CHAPITRE III

LES ASPECTS GÉNÉRAUX DE L'EXPANSION DES BANQUES ALLEMANDES

Après avoir ainsi analysé les causes qui ont déterminé l'expansion des banques allemandes à l'étranger, il nous faut dresser le tableau des principaux buts que visait cette politique d'expansion et des résultats qu'elle a jusqu'à présent obtenus. Sans doute chaque banque a été dirigée suivant ses intérêts propres dans une politique particulière ; chaque établissement a choisi son terrain et a manifesté ses préférences pour tel ou tel mode d'action déterminé ; pour se faire une idée précise de ces activités particulières, il est nécessaire de dresser pour ainsi dire le bilan, au point de vue qui nous occupe, de chaque établissement (1). Il n'en reste pas moins qu'il est un certain nombre de traits généraux communs à toutes les grandes banques allemandes et que leur politique d'expansion est susceptible d'être envisagée dans une vue d'ensemble : ce sont ces *aspects généraux* que nous voudrions décrire ici, ce qui facilitera d'autant l'étude analytique de chaque banque particulière.

Or ces aspects sont nombreux : ils sont complexes et enchevêtrés les uns dans les autres. A l'expansion de banques proprement dite, c'est-à-dire à leur établissement sur des marchés étrangers dans des buts que nous aurons à préciser, se superpose une expansion plus large, celle des capitaux allemands, expansion où les banques jouent un rôle d'intermédiaires, de canaux, d'instruments. Et tant au point de vue politique qu'au

(1) Voir II^e partie.

point de vue économique, cette expansion est loin d'être négligeable. Le rôle que jouent les banques dans cette expansion, est prépondérant et essentiel, et il importe de se demander comment elles comprennent et pratiquent cet *Emissions-geschäft*, ce commerce d'émission : il nous faut nous demander si les banques allemandes n'ont pas lancé les capitaux nationaux dans des aventures, si elles ont bien servi les intérêts nationaux et dirigé l'épargne allemande dans des voies favorables à l'économie nationale. Aussi bien cette étude présente-t-elle un intérêt particulier : comment les banques allemandes survenues assez tard sur le marché international, ont-elles pu vaincre les premières difficultés et comment sont-elles parvenues à se créer une situation aujourd'hui importante sur ce marché. Telles sont les premières questions auxquelles nous aurons à répondre en examinant l'activité *proprement financière* des banques allemandes, autrement dit cette expansion au sens large, expansion des capitaux nationaux, favorisée, canalisée, dirigée par les banques allemandes.

Cette première étude achevée, nous nous retrouverons au point de vue plus strict de l'expansion des banques elles-mêmes, expansion de banque proprement dite et cela encore à deux points de vue différents : au point de vue du *commerce régulier* de banque, c'est-à-dire en recherchant les buts économiques qui ont commandé l'expansion des banques, leur établissement sur les marchés étrangers où la création de relations de banques directes avec les places étrangères ; puis au point de vue du *commerce irrégulier* de banques, en examinant le rôle joué par des banques allemandes dans la création, la transformation d'entreprises industrielles ou commerciales, établies à l'étranger, ou d'une façon plus générale leur participation directe ou indirecte aux différentes entreprises.

Ainsi, après avoir étudié les aspects proprement *financiers*, nous envisagerons les aspects *économiques* et l'expansion des banques allemandes.

Sans doute, nous sommes les premiers à nous rendre compte

de ce qu'une telle division présente d'artificiel et d'arbitraire. En réalité ces deux points de vue sont *intimement liés* : ils réagissent réciproquement l'un sur l'autre. Mais cette distinction était, croyons-nous, nécessaire pour faciliter l'étude des développements qui vont suivre.

A. — Aspects financiers de l'expansion.

Les placements de capitaux allemands en valeurs étrangères accusent, au premier examen, une augmentation croissante.

Si, en effet, nous prenons les statistiques annuelles des bourses allemandes de 1897 à 1906, nous trouvons le tableau suivant (1) des *valeurs et titres étrangers* négociés à ces bourses :

	Millions de M.		Millions de conversions
Emprunts publics	13.131,1	dont	6.583,6
Emprunts de provinces, villes, etc.	777,5	»	54,0
Titres hypothécaires.	1.064,7	»	111,0
Actions de banques	269,2	»	8,6
Actions de chemins de fer . . .	2.595,1	»	»
Obligations de chemins de fer. .	3.809,7	»	1.342,4
Actions industrielles	142,6	»	18,8
Obligations industrielles. . . .	135,1	»	6,3
Total des titres étrangers négocies aux bourses allemandes, de 1897 à 1906	21.925,0	»	8.124,7

A considérer les seules *émissions de valeurs étrangères* faites en Allemagne, ce sont également des augmentations constantes que nous avons à constater ; l'importance croissante de ces émissions ressortira du tableau suivant établi d'après les statistiques annuelles de W. Christians dans le *Deutsche Oekonomist* (Voir page 159).

(1) Tableau composé d'après le *Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich*, 1907.

Emission des valeurs étrangères faites en Allemagne de 1894 à 1902
(chiffres donnés en millions de marks)

ANNÉES DES ÉMISSIONS	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
Emprunts d'Etat.	188,59	73,10	261,74	166,87	230,88	102,24	168,36	29,36	339,00
Emprunts communaux.	6,85	24,83	2,80	65,89	47,30	—	2,85	12,86	61,22
Emprunts hypothécaires.	—	46,34	66,51	78,10	42,82	30,86	5,50	7,16	6,16
Obligations de chemins de fer.	142,51	155,85	139,49	262,44	369,91	70,40	9,00	148,93	29,30
Obligations industrielles.	—	—	18,12	34,75	—	—	—	0,97	3,20
Actions de chemins de fer.	31,03	5,21	44,66	—	—	—	65,06	—	6,68
Actions de banques.	4,26	9,11	0,66	13,86	9,48	10,00	20,90	9,00	7,43
Actions industrielles.	10,75	3,26	34,89	11,00	9,33	20,32	3,60	1,85	0,51
Somme totale des émissions faites en Allemagne des valeurs étrangères.	384,99	317,90	568,27	632,91	709,72	233,82	275,27	210,03	453,50
Somme totale des valeurs nominales des titres étrangers.	396,31	319,34	648,65	718,33	709,72	232,09	280,39	225,83	481,86
Emissions des titres allemands (valeur comptée d'après le cours de l'année).	875,67	1056,72	1290,01	1311,79	1697,43	2180,45	1501,84	1421,31	1596,15
Somme totale des émissions des valeurs allemandes et étrangères (valeur comptée d'après le cours).	1269,66	1374,62	1858,28	1944,70	2407,15	2414,27	1777,11	1631,34	2049,65

Ces émissions et le placement des titres sont opérés par les banques allemandes. C'est ce rôle financier des banques allemandes que nous allons étudier ici en nous attachant plus particulièrement à la politique de l'*Emissionsgeschäft* des fonds publics. Les placements de capitaux dans les entreprises commerciales ou industrielles seront étudiés dans un second paragraphe, les cas particuliers et les interventions de chacune des grandes banques allemandes à l'un et à l'autre point de vue, étant d'ailleurs réservés lors de l'étude spéciale de chacune de ces banques, dans notre partie analytique.

On sait que quand il s'agit du placement des capitaux à l'étranger, le rôle des banques qui servent d'intermédiaires à ces placements, est prépondérant. Mais pour examiner ce rôle et mieux déterminer ce qui nous intéresse particulièrement, à savoir la mesure de *l'intervention des banques allemandes dans les placements des capitaux allemands à l'étranger*, il nous faut reprendre quelques généralités et indiquer brièvement quels intérêts, autres que ceux des banques, prennent naissance à l'occasion de ces placements en fonds publics étrangers.

On peut, croyons-nous, faire les distinctions suivantes et envisager successivement : 1° l'intérêt des *pays emprunteurs* ; 2° l'intérêt des *particuliers* ; 3° l'intérêt des *banques* ; enfin 4° l'intérêt *général national* du pays qui voit ses capitaux émigrer à l'étranger.

L'intérêt des pays emprunteurs se résume d'un mot : trouver de l'argent aux meilleures conditions possibles. Or ceci ne doit point nous retenir particulièrement.

Les banques ou les groupes de banques ou *consortiums* cherchent à réaliser un gain en prenant l'emprunt au taux le plus bas pour le placer au taux le plus élevé. Ici, comme dans toutes les opérations financières des banques, elles ne cherchent tout d'abord que leur propre bénéfice.

A ce point de vue, l'intérêt des banquiers apparaît contraire à l'intérêt des particuliers qui cherchent des placements pour

leurs capitaux disponibles. Il est évident que ces derniers doivent rechercher des titres à un taux bas qui leur rapporteront un intérêt élevé.

Mais il semble pourtant, quand on pousse plus loin l'analyse, que la divergence entre les intérêts des banquiers et ceux des particuliers doit s'arrêter là.

En effet, la *sécurité* des emprunts doit être examinée aussi bien par les intermédiaires des placements des capitaux à l'étranger, c'est-à-dire par les banquiers, que par les particuliers eux-mêmes. Mais bien que cet examen des capitalistes et des banquiers porte sur le même objet, — la sécurité offerte, — il n'a pas le même point de départ : une distinction est ici nécessaire.

Tout d'abord le désir des capitalistes est, sans aucun doute, de faire des placements sérieux pourvus de toutes les garanties possibles. C'est d'après les risques plus ou moins considérables à courir qu'ils seront disposés à souscrire des titres étrangers à un taux plus ou moins élevé. Ceci est surtout vrai quand on se place au point de vue des placements à longue durée, les seuls qui nous intéressent (1).

Les banquiers, eux aussi, sont conduits à examiner la sécurité et les garanties des emprunts. Mais tandis que les capitalistes y sont conduits *directement*, les banques y sont

(1) Les différentes valeurs étrangères sont aussi dans une très grande mesure souscrites par des *spéculateurs* qui ne sont pas toujours guidés par les mêmes sentiments que les capitalistes. Ils trouvent plutôt avantage à souscrire des valeurs sujettes à de grandes variations de cours. Bien que ces spéculateurs soient d'un concours très précieux pour les banques en ce qui concerne le placement de leurs émissions, elles ne sauraient pourtant désirer que le nombre de ces souscripteurs soit trop prépondérant. Ainsi, pour prendre un exemple récent, nous voyons que dans la souscription de l'emprunt russe de 1905 (dans la mesure où cette émission fut faite par les banques allemandes), ces banques tinrent en premier lieu compte des souscriptions à longue durée ; une part très minime fut faite aux souscriptions des spéculateurs.

conduites en quelque sorte *indirectement*. En effet, au premier abord, on peut croire que les banques, simples intermédiaires, cherchent uniquement à réaliser un bénéfice, sans s'occuper des risques que pourront courir les derniers possesseurs. Pourtant il n'en est rien ; et pour réussir à placer l'emprunt en question dans le public, les banquiers doivent veiller à ce qu'il présente certaines conditions de sécurité.

Ces garanties doivent être recherchées par les banques encore à un autre point de vue. Pour nous en rendre compte, prenons un emprunt qui s'est négocié dans des conditions très favorables : l'emprunt russe du mois de janvier 1905. D'après les estimations faites en général en Allemagne, les banques allemandes ont participé à cet emprunt jusqu'à concurrence de 400 millions de marks ; or sur ce chiffre, elles furent obligées de garder pour leur propre compte une somme évaluée à environ 8 millions de marks. On voit que cette somme n'est guère négligeable dans ce cas particulier et qu'elle ne permet pas aux banques allemandes de se désintéresser de l'avenir de ces titres. Encore faut-il répéter que nous avons pris là un exemple d'un emprunt contracté par un État qui offre des garanties sérieuses et dont les titres sont en général facilement négociés aux bourses étrangères ; on peut donc présumer que la somme des titres qui doit ainsi rester pour compte et se trouver dans le portefeuille propre des banques allemandes à la suite des émissions d'emprunts étrangers, doit, dans bien des cas, être plus considérable encore. Malheureusement ceci n'entre pas dans la comptabilité intérieure des banques et les documents précis nous manquent pour déterminer ces sommes dans des cas spéciaux.

A ce point de vue, l'intérêt des banquiers et celui des particuliers qui cherchent des placements étrangers, des porteurs des valeurs étrangères, semblent donc identiques ; les uns et les autres sont donc bien en *dernier lieu*

conduits à attacher une importance prédominante à la sécurité des placements et aux garanties fournies par les États étrangers qui contractent des emprunts.

Pourtant il faut insister sur ce que les intérêts des banques et des porteurs de titres ne deviennent identiques qu'en dernier lieu et qu'en pratique, bien souvent une autre politique peut être suivie par les banques en ce qui concerne ces opérations financières. Les banques peuvent en effet ne rechercher que leur bénéfice immédiat, et dans ce cas elles pourront se livrer à des opérations financières qui vont nettement à l'encontre des intérêts des particuliers.

Si l'on examine les principaux emprunts des États européens, dans la seconde moitié du xix^e siècle, on trouve bien souvent dans la politique des banques des faits qui viennent à l'appui de ce que nous venons de dire. Nous n'allons pas retracer cette politique (1). Nous nous bornerons à indiquer dans quelle mesure ces faits sont imputables aux *banques allemandes*. Nous nous en tiendrons uniquement aux emprunts étrangers qui furent négociés et placés en Allemagne; en considérant uniquement ces emprunts, nous verrons que les

(1) Le meilleur exemple, dans cet ordre d'idées, nous est fourni par l'histoire des emprunts turcs, et les banques allemandes n'y furent pas étrangères. Les banquiers européens offraient à la Turquie d'effectuer pour son compte des emprunts même au moment où elle n'en avait pas besoin, et dès que les finances turques étaient ébranlées, elles exigeaient pour des emprunts nécessaires, un intérêt considérable et un taux d'émission très bas. Les titres de ces emprunts turcs qui ne présentaient plus les mêmes conditions de sécurité, étaient quand même écoulés dans le public à un taux relativement élevé.

Ces émissions furent faites immédiatement avant la banqueroute des finances turques en 1875 (Paul Dehn, *Weltwirtschaftliche Neubildungen*, Berlin, 1904, p. 78).

De plus, au lendemain de la banqueroute, ces titres baissèrent sensiblement : les grandes banques s'en rendirent acquéreurs, elles se présentèrent comme les mandataires des porteurs des titres turcs restés en souffrance, forcèrent le cours de ces titres et les revendirent à leur clientèle.

intérêts des particuliers, furent loin d'être toujours sauvegardés.

En effet, de 1886 à 1891, les banques allemandes ont servi d'intermédiaires pour le placement de 1.293 millions de marks de titres étrangers qui furent la plupart du temps *classés* en Allemagne. Or, au bout de quelques années, ces titres avaient baissé de 50 0/0 et quelques-uns de 70 0/0 ; des arrangements succédèrent qui eurent comme résultat de diminuer de $\frac{2}{3}$ le capital ainsi que les intérêts de ces titres (1). Nous donnons ci-contre le tableau des émissions des emprunts étrangers par les banques allemandes dans le délai de 1886-1891, toujours d'après les indications de W. Christians, en y ajoutant le cours le plus haut et le plus bas. Malgré ces indications, il reste cependant impossible d'évaluer les pertes subies par les porteurs de titres. En effet, comme le remarque très bien Weber (2), ces titres ne sont point acquis au cours le plus élevé, ni vendus au cours le plus bas (3); de même on ne doit pas s'occuper de tous ceux qui ont fait des acquisitions pour spéculer sur une hausse éventuelle. Pourtant il n'en reste pas moins vrai que certains porteurs eurent des pertes très importantes à supporter. Evidemment toutes ces pertes ne peuvent pas être imputées à la politique des banques allemandes. Des changements peuvent survenir dans la situation économique et financière d'un pays emprunteur, qui ne peuvent être prévus et qui n'en entraînent

(1) V. W. Christians, *Die deutschen Emissionshäuser und ihre Emissionen von 1881-1891*, Berlin, 1893.

(2) *op. cit.*, p. 132.

(3) Riesser (*op. cit.*, p. 132) signale encore une autre réserve à faire, réserve qui nous semble moins justifiée. Il dit en effet qu'il faut songer à ce que ces titres n'ont pas toujours baissé de valeur du jour au lendemain, mais que bien des fois cette baisse fut progressive. Dans ce cas, croyons-nous, tout ce qu'on peut dire c'est qu'un seul et même porteur de titres n'a pas supporté cette perte, mais elle n'en existe pas moins pour l'ensemble des porteurs de titres.

ANNÉE DE L'ÉMISSION	NOM DE L'EMPRUNT	NOM DE LA BANQUE opérant l'émission	MONTANT	TAUX DE L'INTÉRÊT	TAUX DU COURS d'émission	Cours dans les années 1886-1891	
						Cours le plus haut	Cours le plus bas
1886	Emprunts de la ville Lissabon	Bank f. Handel und Industrie.	45.117.200 M.	4	79 1/2	86,9	36
1886	Obligations de che- mins de fer portu- gais	»	34.434.800 »		80 1/2	49,2	36
1887	Emprunt de l'Etat argentin (en or) ..	»	20.000.000 »	4 1/2	93 1/2	103 1/2	30
1887	Obligations de che- mins de fer portu- gais	Discontogesellschaft, Bank f. Handel und Industrie.	10.291.000 Pes	5	90	90,3	33 3/4
1888	Emprunt de l'Etat portugais	»	18.000.000 M.	4 1/2	94,7	103 1/2	30
1888	Emprunt de l'Etat argentin (en or) ..	»	158.340.000 M.	4 1/2	95	100	30
1889	Emprunt de l'Etat portugais	Deutsche Bank, Bank f. Handel und Industrie.	3.933.580 £.	4 1/2	85,80	91,9	25
1889	Emprunt de l'Etat argentin	»	170.520.000 M.	4 1/2	97 5/8	100	30
1889	Emprunt de la ville de Buenos-Ayres.	Discontogesellschaft, »	5.000.000 fr.	4	90	90,3	28
			1.984.000 Pes		86	89	22 1/2

pas moins une forte baisse des valeurs publiques de cet Etat, qui font même que le service de la dette peut être suspendu. Mais à part cette objection, qui entre pour une très grande part dans la baisse des différents titres étrangers placés en Allemagne, on doit dire aussi que la politique des banques allemandes à ce point de vue n'a pas toujours été à l'abri de toute critique, bien que les attaques qu'elles eurent à subir de ce côté fussent encore dans bien des cas, à notre avis, exagérées.

En effet, il est certain que ces banques furent portées, à un moment donné dans leur carrière, à envisager uniquement leur intérêt immédiat. Si l'on examine quelques emprunts consentis à des États qui ne jouissaient pas d'un crédit bien sérieux sur le marché financier européen, — nous songeons particulièrement aux emprunts consentis par la Discontogesellschaft et la Deutsche Bank aux Républiques de l'Amérique du Sud (1), — on a bien l'impression que les garanties présentées étaient insuffisantes; ces titres offraient trop de risques pour les capitalistes qui étaient destinés à y souscrire. C'est bien ici que la politique des banques avait pour but de tirer seulement un bénéfice immédiat en lançant ces titres sur le marché allemand, toucher une forte provision et s'en débarrasser au plus vite.

Or une émigration de capitaux nationaux faite dans ces conditions, peut singulièrement influencer et désavantager l'économie nationale. En effet, quand il s'agit de placements de capitaux à l'intérieur du pays, des règles générales sont édictées par la loi qui détermine les conditions sous lesquelles de telles créations d'entreprises pourront se faire, en particulier en ce qui concerne la création des sociétés par actions; ces dispositions sont prises surtout dans un but d'équité pour que les intérêts particuliers ne soient pas lésés. Les pertes subies à l'intérieur du pays dans les différents placements de capitaux ne sont pas nécessairement des pertes

(1) Voir II^e partie : *Discontogesellschaft* et *Deutsche Bank*.

qui touchent l'économie nationale : les capitaux qui sont absorbés par des entreprises qui ne réussissent pas peuvent passer dans d'autres entreprises, ils ne seront donc pas pour cela perdus pour le pays.

La chose se présente d'une tout autre façon quand il s'agit des placements de capitaux à l'étranger. Une perte subie par des particuliers dans ces placements est en même temps une perte pour l'économie nationale. En effet, des capitaux sont enlevés à la production nationale et placés en pays étranger. Or, pour que ces placements de capitaux à l'étranger soient favorables à l'économie nationale, il faut que ce soient des placements utiles et productifs. Dans le cas contraire, c'est-à-dire dans le cas où ces placements sont faits en des valeurs qui ne rapportent pas intérêt ou dans les cas où ces valeurs ont tellement baissé que le capital se trouve considérablement diminué, dans ce cas ce sont des pertes nettes pour la *force productive nationale*.

Sans doute ces généralités sont des vérités financières s'appliquant à tous les pays et à toutes les économies nationales ; nous les croyons pourtant ici à leur place, ayant une signification toute particulière pour la *politique financière des banques allemandes* et pour l'*économie nationale allemande*. Encore aujourd'hui l'économie nationale allemande ne souffre point d'une accumulation de capitaux ; plus encore il y a quelque 20 années, les capitaux étaient loin d'être surabondants. Nous savons quelle fut l'activité industrielle et commerciale de l'Allemagne au lendemain de 1870. Nous avons donné des tableaux qui nous ont largement renseigné sur le nombre et sur l'importance des créations de sociétés par actions industrielles et financières de cette époque. Il est facile de voir quelles sommes de capitaux furent de cette façon immobilisées et aussi quelles sommes étaient indispensables pour alimenter ces différentes et nombreuses entreprises.

Dans ces conditions, et plus qu'ailleurs, le problème du

protectionisme financier devait, en Allemagne, prendre les proportions d'une grande question économique et nationale. On devait tout d'abord se demander dans quelle mesure il était utile pour l'économie nationale que le capital allemand émigrât à l'étranger, ou si par là la vie économique nationale du pays n'était pas destinée, si non à une stagnation, du moins à un ralentissement de son développement. A plus forte raison fallait-il s'occuper de l'utilité des placements intervenus et chercher le moyen de leur donner une orientation d'ensemble en exerçant sur eux un contrôle qui aurait pour but d'éviter autant que possible les placements non productifs et incompatibles avec l'intérêt économique national.

Il ne fait de doute pour personne, dès qu'on admet en principe ce contrôle, que c'est au gouvernement à l'exercer ; ce qui était beaucoup plus difficile à trouver, c'était la façon par laquelle cette influence gouvernementale et ce contrôle devaient s'exercer.

L'influence du gouvernement peut ici être envisagée à deux points de vue : soit qu'il tâche d'exercer son influence sur les *banques*, soit qu'il exerce une influence sur les *capitalistes* en déterminant les conditions dans lesquelles un emprunt étranger peut se négocier.

Au premier point de vue rien à dire de particulier pour l'Allemagne. On ne peut qu'affirmer que cette influence gouvernementale existe bien, mais elle est difficile à déterminer, tout d'abord parce qu'elle est occulte, en second lieu parce qu'elle est particulière à chaque cas individuel et qu'elle se pratique de façon différente. Disons seulement qu'elle est d'autant plus facilitée que les grands établissements de crédit en Allemagne ne se considèrent pas seulement comme des entreprises privées ayant des buts personnels à poursuivre, mais bien comme des entreprises financières qui ne doivent pas rester indifférentes aux conditions économiques nationales. Nous aurons occasion de retrouver cette idée maintes fois exprimée dans les différents comptes rendus des assemblées gé-

nérales des grandes banques allemandes. Etant donnée cette conception des obligations et des devoirs de la grande banque, le gouvernement a quelque chance de réussir quand il invoque auprès de ces établissements l'intérêt général. En second lieu il y a encore un autre ordre d'idées qui peut déterminer les banques à suivre les conseils donnés par le gouvernement impérial : c'est qu'elles sont souvent appelées à négocier les emprunts publics nationaux qui constituent pour elles des opérations très lucratives.

En second lieu, le gouvernement peut exercer une action indirecte sur les souscripteurs de titres étrangers. Cette action consistera à mettre ces souscripteurs éventuels à l'abri des exploitations des banquiers en les renseignant dans la mesure du possible sur la nature véritable de ces opérations et les garanties exactes qui leur sont affectées.

Pour réaliser ce but, des dispositions toutes particulières sont prises par la législation allemande dans la loi sur la Bourse (*Börsengesetz*) du 22 juin 1896. Nous n'allons pas étudier toutes les dispositions de cette loi (1) : la seule chose qui nous intéresse c'est de voir les dispositions qui ont trait aux emprunts étrangers émis et placés en Allemagne. Les dispositions légales qui ont pour but de sauvegarder tant les capitalistes que d'empêcher une émigration irrationnelle des capitaux nationaux à l'étranger, ne sont pas particu-

(1) Voir sur le *Börsengesetz* du 22 juin 1896, tout d'abord en ce qui concerne le texte de la loi : la *Gültentag'sche Sammlung deutscher Reichsgesetze*, n° 44, *Börsengesetz* (A. Wermuth und H. Brendel, 12^e édition, par Hemptenmacher, Berlin, 1908) ; ensuite des études particulières de : Pfleger und Gschwindt, *Börsenreform in Deutschland* dans les *Münchener Volkswirtsch. Studien*, n°s 15, 16 et 22 (1896-1897) ; Rud. Eberstadt, *Die gegenwärtige Krisis, ihre Ursachen und die Aufgaben der Gesetzgebung* (1902) ; Carl Piekenbrock, *La loi allemande sur les bourses et ses effets*, Thèse, Lausanne, 1905 ; A. Sayous, *Les bourses allemandes de valeur et de commerce et les lois impériales des 22 juin et 5 juillet 1896*. Thèse, Paris, 1898.

lière à la législation allemande (1), mais les dispositions législatives des autres pays ne sont pas aussi strictes que celles de l'Allemagne.

Ces dernières peuvent se résumer de la façon suivante :

Quand une banque (ou un consortium de banques) désire faire une émission d'un emprunt d'Etat étranger, ou de ville, près d'une bourse allemande, elle doit tout d'abord obtenir à cet effet l'autorisation d'une commission spéciale comme cela se pratique pour toutes les émissions autorisées à ces bourses.

Les décisions de la commission sont prises en vertu des documents originaux qui servent de base à cette émission et ils sont examinés au point de vue de la sécurité générale aussi bien qu'au point de vue des risques qu'ils présentent pour des placements particuliers. La commission a aussi le devoir de juger si toutes les formalités sont remplies, qui permettront au public de juger l'affaire d'une façon utile. Dans le cas où la commission estime que ces formalités ne sont pas suffisantes pour édifier le public, l'admission à la bourse n'est pas accordée : de même si l'on trouve que l'intérêt général serait lésé par une telle opération financière.

En dehors de cette formalité législative qui se rapporte à l'admission de l'emprunt étranger aux bourses allemandes, les banques qui veulent faire l'émission d'un tel emprunt doivent aussi, nous l'avons vu, satisfaire à une publicité suffisante pour faire connaître l'affaire qu'elles ont entreprise. Cette publicité doit, d'après les dispositions légales (2), porter sur les points suivants : 1° un aperçu sur les finances publiques du pays qui désire emprunter (publication du budget ordinaire et extraordinaire pour la dernière année qui précède l'émission de l'emprunt) ; 2° un aperçu des finances publiques du même Etat pendant les trois dernières années qui précèdent l'emprunt à faire ; 3° un aperçu des

(1) Voir pour les dispositions des autres pays : R. v. d. Borghst, *Handel und Handelspolitik*, Leipzig, 1900, p. 250 à 257.

(2) *Bundesraths Verordnung*, du 11 décembre 1896, articles 6, 8 et 9.

dettes publiques contractées par le dit État ; 4° mentionner s'il y a, pendant les dix dernières années, des services de la dette publique qui n'ont pas été régulièrement faits et donner les raisons qui peuvent expliquer ce manque aux obligations contractées par l'État envers ses créanciers.

La même loi prescrit que les banques doivent mentionner que ces informations sont puisées aux sources officielles ; elle stipule ensuite que les personnes signataires des publications de ces documents sont responsables de leur exactitude (art. 44 à 47 de la loi de 1896).

Quel fut l'effet de ces dispositions légales au point de vue des placements de capitaux allemands à l'étranger ? Il faut reconnaître qu'à partir de 1896, c'est-à-dire depuis l'application de ces nouvelles dispositions législatives, un choix meilleur de ces valeurs a été fait : les pertes que les capitalistes allemands avaient eu à subir ont certainement diminué. Mais peut-on présenter ce résultat heureux comme conséquence directe et unique des dispositions législatives nouvelles ? Répondre affirmativement serait suivant nous exagérer de beaucoup l'importance de cette loi. Sans doute, nous ne nions pas l'effet bienfaisant de ces dispositions quoiqu'on en ait dit. S'il est même vrai, et cela doit l'être en partie, comme prétendent les banquiers, que les publications exigées par les lois en question ne sont presque jamais consultées par le public souscripteur des valeurs étrangères (1), même alors

(1) Les nouvelles dispositions légales concernant les émissions des emprunts étrangers ne furent pas goûtées des banquiers allemands. En ce qui concerne les publications légales, nous lisons dans le compte rendu de Endemann-Hannoyer fait au premier Allgemeine deutsche Bankiertag (voir *Verhandlungen des ersten Allgemeinen deutschen Bankiertages zu Frankfurt à M.*, 1902). « Quant aux obligations de publications, les lois de 1896 contiennent de nombreuses dispositions sur lesquelles nous ne pouvons pas insister ici. Il n'y a qu'une chose qui nous paraît certaine, c'est que ces publications sont surchargées d'une foule de détails qui laissent le public tout à fait indifférent et qui lui rendent la lecture utile de ces publications dif-

on ne doit pas leur dénier tout effet. En effet, si la majorité des souscripteurs n'en prend pas connaissance, elles restent quand même un frein qui empêche les banques d'être tentées par les bénéfices immédiats et de lancer des valeurs trop peu sûres sur le marché.

Mais bien souvent, ces emprunts présentent des risques importants et pourtant les publications faites par les banques ne les font pas apparaître : ils ne sont visibles que pour des spécialistes et des personnes initiées. Il faut donc considérer ces mesures légales comme utiles, mais nullement comme des mesures capables d'écarter tout danger résultant des placements de capitaux à l'étranger (1).

Il faut donc chercher d'autres raisons de l'amélioration survenue dans ces placements. Pour nous, deux faits y sont pour beaucoup.

Nous savons que les banques allemandes à leurs débuts *n'occupaient pas une situation importante sur le marché international*, leur concours était rarement recherché quand il s'agissait de placer un emprunt étranger. Pour se créer une clientèle sur les marchés étrangers, les banques allemandes ne pouvaient guère montrer de prétentions : elles devaient

ficile ; une simplification de l'obligation de la publication des renseignements sur les émissions serait à ce point de vue désirable. » — Voir dans le même sens les *Verhandlungen des zweiten Allgemeinen Bankiertages zu Berlin*, 1904.

(1) On a proposé un autre mode plus efficace pour garantir les intérêts particuliers contre l'émission des valeurs peu recommandables par les banques : il consisterait à obliger les banques à garder une cote fixe de l'emprunt émis, un tant pour 100 de l'émission totale (v. Sartorius von Waltershausen, *op. cit.*, p. 305). Cette mesure aurait pour effet de rendre ces banques plus liées au sort des valeurs émises, mais en même temps ce serait un obstacle très grave à la liquidité des capitaux des banques et à ce point de vue la mesure paraît difficile à réaliser. Il est à croire que les intérêts généraux souffriraient infiniment plus de cette non-liquidité des capitaux de la banque que des risques qu'une partie de la population doit supporter.

forcément accepter des émissions qui étaient négligées par d'autres banques.

Cette situation ne devait pas se prolonger indéfiniment : avec le temps, la position des banques allemandes changeait sur le marché international, leur influence grandissait et leur concours devenait de moins en moins négligeable (1). Leur expérience dans les affaires internationales et dans les opérations de banques qui avaient pour but de mener à bien les émissions de valeurs étrangères grandissait aussi et avec elle, le risque qui résultait de ces sortes d'opérations, diminuait. C'est bien là, croyons-nous, un fait qui a exercé une large influence sur l'amélioration des placements allemands.

En second lieu, les porteurs de titres sont devenus plus avisés. On a beau dire, comme nous l'avons déjà expliqué, que ce ne sont pas les mêmes personnes qui supportent les pertes résultant des baisses des valeurs de pareils titres ; les pertes subies par les capitalistes allemands ont dû quand même exercer une influence directe sur les porteurs de titres ainsi que sur tous ceux qui désiraient placer leurs capitaux en des titres analogues. L'éducation des porteurs de titres s'est faite ; les capitalistes ont pris l'habitude de placer leur argent dans des entreprises et des emprunts publics à l'étranger, ils prennent des renseignements plus utiles ; leur méfiance a grandi dans les mêmes proportions que les titres étrangers qui prennent une place de plus en plus importante au milieu des entreprises et des titres nationaux.

Ainsi, la garantie que les capitaux nationaux seront placés d'une manière utile à l'étranger et que les emprunts étrangers faits dans le pays présenteront des placements avantageux, doit donc être recherchée dans le fait d'abord que les banques allemandes deviennent capables de plus en plus de prendre part à des emprunts présentant de meilleures qualités et dans le fait que ces opérations se concentrent

(1) Voir II^e partie : *Discontogesellschaft*.

dans des établissements de crédit de premier ordre, qui, dans leur intérêt même, ne doivent que s'occuper d'opérations financières sérieuses. En second lieu, le discernement des particuliers et des porteurs de titres devient de plus en plus grand : l'intérêt des banquiers et celui des particuliers aboutissent au même point. L'intervention du gouvernement doit se borner et son concours sera à ce point de vue très utile, à éclairer les uns sur les intentions des autres.

Mais la loi de 1896 sur la bourse ne s'est pas bornée à éclairer les souscripteurs des titres étrangers sur la valeur réelle des titres ; elle se réserve aussi le droit d'autoriser les émissions après examen ou bien de les rejeter. Toutes ces dispositions étaient dans une certaine mesure nécessaires, nous l'avons vu, pour régler et contrôler la politique des banques allemandes, mais il s'agit aussi de savoir si elles n'ont pas eu pour résultat d'entraver outre mesure l'expansion des capitaux allemands à l'étranger.

Nous croyons en effet que malgré les pertes subies par les porteurs allemands, pertes existantes quand on envisage des cas isolés d'emprunts étrangers, car il n'est pas certain qu'il y ait eu perte quand on prend l'ensemble de ces émissions (1), cette expansion de capitaux allemands était une nécessité pour le développement économique de l'Allemagne ; elle était condition et facteur de la prospérité de l'économie nationale allemande. Aussi bien ne sommes nous pas seuls à émettre

(1) M. v. Halle écrit (*Amerika, Seine Bedeutung für die Weltwirtschaft und seine wirtschaftlichen Beziehungen zu Hamburg und Deutschland*, dans le *Export-Handbuch der Börsen-Halle*, 1905-1907, t. I, Hamburg, *Handel und Verkehr*, p. 31) : « Un financier célèbre me disait, il y a quelques années, qu'il ne croit pas que les pertes allemandes dans les titres et emprunts étrangers excèdent les pertes normales qu'ont à subir des commerçants qui se trouvent à la tête des entreprises dépassant l'importance moyenne. On est devenu sur les valeurs étrangères plein de doute et de précaution sans songer quels avantages présenterait pour l'économie nationale une grande politique financière qui engloberait les pays d'outre-mer. »

cette idée, nous pourrions citer un certain nombre d'autorités à l'appui ; nous nous contenterons de mentionner à ce sujet l'opinion du savant économiste allemand, le professeur Schmoller, qui écrivait dans la préface de la Börsenenquete-Kommission (1) que « l'Allemagne doit, si elle veut garder et fortifier son influence sur le marché mondial, *augmenter* son commerce financier (Kapitalgeschäft) avec l'étranger, et non le diminuer ».

Or il semble que le Börsengesetz, à ce point de vue, a donné des résultats qui vont plutôt contre les vœux et les désirs de Schmoller. On admet en général aujourd'hui que les bourses allemandes (en particulier celles de Berlin et Francfort) ont perdu (2) au point de vue des affaires financières internationales (3). En second lieu on émet aussi l'opinion que les progrès de l'Allemagne, en tant que participant aux différents emprunts publics étrangers, ne correspond pas avec les progrès accomplis par l'Allemagne dans les autres branches financières et économiques (4).

On remarquera tout ce qu'ont de général ces appréciations ; il est en effet difficile de préciser. Nous avons démontré par des chiffres que les capitaux que l'Allemagne engage à l'étranger sont en croissance constante ; quant à savoir si les capitaux allemands qui sont engagés dans les emprunts étrangers progressent dans la même proportion que l'économie nationale allemande en général, on se rend compte qu'on ne peut pas donner sur ce point une affirmation ou négation précise. Dans ces conditions nous ne croyons pas pouvoir conclure.

(1) *Verhandlungen der Börsenenquete-Kommission*, p. 21.

(2) Et encore le Börsengesetz en favorisant la concentration à l'intérieur de l'Allemagne (Depitre, *op. cit.*, p. 89) a-t-il aidé indirectement les banques allemandes à acquérir sur le marché du crédit international, la situation qu'elles occupent aujourd'hui.

(3) Raphaël Georges Lévy, *L'Allemagne économique et financière au début de 1908*, *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} mars 1908, p. 83.

(4) M. v. Halle est encore plus affirmatif (v. Amerika, *op. cit.*, p. 31).

Pourtant deux observations s'imposent. Tout d'abord si le Börsengesetz a eu pour résultat de déterminer le capital allemand à s'éloigner des valeurs étrangères, les lois sur le timbre (1), au contraire ont eu plutôt pour résultat de favoriser ces placements. En effet le capitaliste allemand trouvait son compte à souscrire à des valeurs étrangères et à les laisser en dépôt à l'étranger ; de cette façon, il échappait aux dispositions des lois allemandes sur le timbre. D'après les estimations du *Zentralverband des deutschen Bank-und Bankiergewerbes* (2), il y avait au 31 décembre 1902 pour 606.268.000 marks de titres étrangers déposés à l'étranger pour le compte des 18 banques berlinoises. Les banques provinciales en avaient déposé pour une somme de 454.151.000 marks.

En second lieu, il faut dire que quand on reproche au Börsengesetz d'avoir apporté une entrave à l'expansion du capital allemand, on ne vise pas particulièrement les dispositions

(1) Notons ici pour mémoire que : les affaires de Bourse et les émissions ont été soumises à l'impôt en 1885. La loi du 24 mai 1885 établit :

1° Un impôt de timbre sur les titres (*Reichsstempelsteuer*) au tarif suivant : 1 0/00 sur les actions de sociétés allemandes ; 1 1/2 0/00 sur les actions étrangères, 4 0/00 sur les obligations, 6 0/00 sur les fonds d'Etat étrangers, les fonds nationaux restant exempts de tous droits.

2° Un impôt de 1/10 pour 1.000 sur les transactions (*Umsatzsteuer*) qui se prélève lors de la conclusion de tout marché de bourse au moment où l'intermédiaire remet à son client une note relatant l'opération conclue (*Schlussnote*).

Le *Reichsstempelgesetz* du 27 avril 1894 doubla cette dernière imposition (2/10 0/00 au lieu de 1/10 0/00), qu'elle fit de plus porter désormais sur chaque fraction de 1.000 marks, n'exemptant de l'impôt que les transactions au-dessous de 600 marks.

La loi du 14 juin 1900 vint enfin porter à 3/10 0/00 le *Schlussnotenstempel* pour les transactions sur les actions obligations de sociétés étrangères ainsi que sur les actions de mines.

(2) *Denkschrift des Zentralverbands des deutschen Bank-und Bankiergewerbes*, 1903, p. 70.

de cette loi que nous avons analysées, c'est-à-dire les dispositions qui ont pour but de détourner les placements du capital allemand des emprunts ne présentant pas de suffisantes garanties ni des avantages certains au point de vue économique allemand. On se place à un point de vue plus général en envisageant *l'ensemble* des dispositions de la loi sur les bourses et en particulier les deux dispositions principales de cette loi, à savoir : 1^o la création du registre de bourse, et 2^o la restriction du marché à terme. Nous n'avons pas l'intention d'étudier ces dispositions de la loi de 1896 ni leur influence sur la vie économique allemande (1), ce qui sort du cadre de notre étude. Ajoutons seulement que le gouvernement allemand paraît s'être rendu compte du tort que la loi de 1896 avait causé à l'économie nationale : le Börsengesetz a été révisé par la loi du 8 mai 1908 ; mais cette loi est trop récente pour que nous puissions en connaître les résultats.

En examinant l'intervention de l'État, nous avons touché au 3^e ordre d'idées que nous avons à examiner, c'est-à-dire à l'intérêt général et national qui entre en jeu quand il s'agit des placements de capitaux en des valeurs étrangères. En effet, l'économie nationale ne peut pas rester indifférente devant ce fait de l'émigration du capital national à l'étranger sous forme de placement en valeurs publiques étrangères ; elle doit rechercher dans quelle mesure on peut tirer parti, au point de vue national, de ces placements.

(1) Les études sur le Börsengesetz à ce point de vue sont très nombreuses en Allemagne. On consultera utilement à côté des travaux déjà cités, les *Denkschriften des Zentralverbands des deutschen Bank- und Bankiergewerbes* de juin 1901 et décembre 1903 ; Riesser, *Die Notwendigkeit einer Revision des Börsengesetzes*, juin 1896, janv. 1897 (Berlin, 1902, Leonhard Simon) ; Franz Eulenburg, *Die gegenwärtige Wirtschaftskrisis, Symptome und Ursachen* (*Conrad's Jahrb. f. Nationalökonomie u. Statistik.*, III Folge, t. XXIV, p. 382) ; Otto Warschauer, *Die Reforme des Börsengesetzes in Deutschland* (*Conrad's Jahrb.*, III, Folge, t. XXX, p. 433-469).

Une distinction doit être faite ici. On peut distinguer au point de vue national général : a) les intérêts *politiques* nationaux ; b) les intérêts proprement *économiques*. C'est en observant cette distinction que nous allons aborder l'étude de la politique des banques allemandes touchant les emprunts étrangers négociés en Allemagne.

a) Dans quelle mesure l'expansion de banques et plus particulièrement celle de capitaux nationaux ont-elles servi les intérêts politiques de l'Allemagne ? On critique en général assez vivement en Allemagne à ce point de vue et l'expansion des capitaux et l'activité des banques. Les critiques les plus graves sont adressées au gouvernement. On dit que l'expansion des banques se fait au petit bonheur, mais ce n'est pas elles qu'on rend responsables de ce fait. En effet on ne peut pas reprocher aux banques d'aller contre les intérêts nationaux, bien au contraire, il semble plutôt qu'elles ont un vif désir de satisfaire ces intérêts. Ce qui manque, c'est une direction qui devrait, dit-on, venir du pouvoir officiel. Le reproche le plus vif s'adresse donc au pouvoir supérieur qui ne sait pas grouper cette expansion de façon à en tirer au point de vue politique les avantages les plus grands. Et l'on ne manque jamais d'attirer l'attention sur l'Angleterre et de la citer comme exemple.

Quelle est la part de vérité de ces critiques ? Tout d'abord — et c'est un fait connu — la politique anglaise est exemplaire à ce point de vue : nulle part ailleurs, l'influence du gouvernement sur les intérêts particuliers n'est aussi grande qu'en Angleterre, quand il s'agit de faire coordonner ces intérêts avec les intérêts politiques et économiques de l'ensemble du pays. Le gouvernement anglais a su diriger les nombreux placements de capitaux nationaux à l'étranger, de façon à réaliser les effets les plus heureux pour ses intérêts politiques. Nous ne rappellerons qu'un seul fait. On connaît la rivalité de l'Angleterre et de la Russie aux Indes ; on sait aussi que jamais les banquiers ni les capitaux anglais ne soutenaient les

emprunts publics russes ni ne venaient en aide aux finances de la Russie, tout au contraire, et on se souvient du rôle financier de l'Angleterre dans la guerre russo-japonaise. Or, cette situation politique ne pouvait se prolonger : nous assistons à des changements importants dans les groupements des puissances, qui aboutirent d'abord à un accord avec la France et l'Angleterre, ensuite à un accord entre l'Angleterre et la Russie, accord qui devait justement délimiter les sphères d'influence de ces puissances en Asie et aplanir ainsi la principale difficulté qui séparait la politique extérieure russe de la politique anglaise. Or, ce revirement n'est pas moins sensible dans la politique financière de l'Angleterre ; il est déjà visible à partir de 1906. En effet, l'emprunt russe de cette année, d'un montant d'un milliard de roubles, était négocié en même temps par les banquiers anglais et par les banquiers français ; l'émission s'en faisait pour moitié en Angleterre et pour moitié en France.

En Allemagne, nous ne trouvons pas d'exemples d'un revirement aussi rapide dans la politique financière et qui épouse aussi complètement les intérêts politiques ; pourtant on ne peut en aucune façon dire que cette politique financière méconnaît les intérêts politiques. Ceci apparaît très nettement si l'on examine avec quelle constance par exemple les finances publiques de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie furent soutenues par les capitaux allemands ; l'influence financière allemande exercée sur la Roumanie est aussi caractéristique dans cet ordre d'idées (1). L'influence gouvernementale existe donc également en Allemagne, quand il s'agit des opérations des banques allemandes relatives aux placements de capitaux nationaux en valeurs étrangères. Ceci n'est pas seulement visible par les exemples que nous venons de citer. Certaines critiques adressées au gouvernement al-

(1) Pour l'examen détaillé de ces emprunts, voir II^e partie : spécialement la *Discontogesellschaft* et la *Deutsche Bank*.

lemand ne sont pas moins significatives. Les plus grands journaux financiers allemands (en particulier le *Deutsche Oekonomist*) critiquaient il y a quelque 10 ou 15 ans, la politique qui consistait à rendre les capitaux allemands et les banques allemandes solidaires des finances publiques italiennes alors si incertaines. On reconnaissait donc par là qu'une influence prépondérante était exercée par le gouvernement sur les banques, qui, disait-on, n'auraient pas participé aux emprunts italiens de leur propre initiative, si la politique allemande extérieure ne les y avait poussées.

Cette influence politique qui se pratique d'une manière occulte, et qui par là même est difficile à analyser plus à fond, se rencontre également quand il s'agit des emprunts d'États secondaires, en particulier des États balkaniques et des pays du Nord de l'Europe ; là aussi, les banques allemandes accordaient ou refusaient leur concours financier en se guidant sur la politique extérieure allemande du moment.

b) *Intérêts économiques.* — Au point de vue économique, il n'est pas davantage indifférent de savoir quels doivent être les pays que le capital national doit en premier lieu avantager. En effet, il ne peut pas être indifférent pour les intérêts économiques nationaux que le capital se porte vers des pays qui sont liés économiquement au pays créancier, ou bien qu'il se porte vers des pays qui n'ont pas de relations économiques fréquentes avec l'État qui leur accorde son concours financier.

L'intérêt du pays prêteur apparaît tout d'abord d'une façon indirecte. En effet, en procurant des capitaux au pays emprunteur, on augmente la force acquisitive tout entière de ce pays ; le commerce international sera plus considérable, ses importations s'accroîtront. Il importe donc que les capitaux nationaux cherchent des placements dans les pays avec lesquels les relations économiques sont déjà suivies et importantes.

Mais on peut à l'occasion d'un emprunt, lier l'intérêt éco-

nomique beaucoup plus *directement* à cet emprunt. Ainsi sans laisser les relations commerciales se nouer d'elles-mêmes et risquer par là que le pays débiteur aille se fournir ailleurs que chez son créancier, on peut imposer comme condition formelle que certains achats se fassent dans le pays prêteur, c'est-à-dire que pour un certain nombre de produits, la préférence soit donnée à ses industries nationales. De cette façon, l'intérêt économique national sera directement avantage par le placement des capitaux à l'étranger. Ainsi les capitaux prêtés seront employés en partie à payer les produits des industries nationales (1).

Quelle a été à ces deux points de vue, la politique suivie par les banques allemandes ? On a dit qu'elles n'avaient pas profité de toutes les occasions qui s'offraient à elles, lors de la négociation d'emprunts, d'assurer des avantages appréciables aux industries nationales (2). La critique faite aux ban-

(1) Il résulte de là que les emprunts étrangers ne se feront pas seulement dans les pays où les emprunteurs trouveront des capitaux les meilleurs marchés, mais aussi là où les produits industriels qu'ils cherchent leur seront offerts dans les conditions les plus avantageuses.

(2) Nous lisons par exemple dans le journal allemand *l'Export* (1908, n° 38) les lignes suivantes : « Les exportations allemandes au Mexique pourraient de beaucoup s'étendre si les groupes des banques et les banquiers qui se trouvent en rapport avec le Mexique, travaillaient plus intimement avec les grandes industries allemandes et avec les différentes branches de ces industries. Les banques allemandes ont fait à l'État mexicain des avances considérables, elles sont intervenues aussi en aidant les finances publiques de ce pays pendant de longues années durant la dépréciation de l'argent ; or, ces avances passaient en Angleterre ou en Amérique pour payer les constructions des chemins de fer, livraisons de machines, matériel roulant pour chemins de fer, matériel de construction, etc. Si à l'avenir les banques allemandes se conforment au principe admis par les Américains et les Anglais, à savoir qu'on doit aider de préférence les pays qui emploient une partie de ces capitaux prêtés en achats de produits des industries du pays créateur, alors à ce moment l'exportation allemande au Mexique pourra prendre des dimensions plus considérables. »

ques allemandes à ce point de vue, est encore exagérée. Outre que lors de la conclusion, de nombreux emprunts étrangers, celles-ci réservèrent des commandes aux industries nationales, outre qu'elles s'abstinrent de négocier d'autres emprunts parce que précisément elles ne pouvaient assurer à ces industries nationales les commandes voulues (1), pour juger ces banques et leur conduite dans l'expansion à ce point de vue, une distinction doit être faite parmi les pays emprunteurs.

Tout d'abord, en effet, il est des emprunts conclus par de grandes puissances (il convient de citer particulièrement l'Autriche-Hongrie, l'Italie et la Russie) qui n'empruntent guère sous de telles conditions. Bien qu'en fait des commandes aient pu suivre dans des cas particuliers — ceci est vrai en particulier pour l'Italie et l'Autriche-Hongrie — elles étaient purement facultatives. En second lieu, il faut aussi remarquer que ces grandes puissances sont des pays à économie nationale complexe ; nous savons que cet état économique n'exclut pas les relations commerciales internationales, loin de là, il a plutôt pour résultat de les activer ; mais dans ces pays les industries favorisées en général par les clauses comprises dans les négociations des emprunts — le plus souvent industries d'armements de guerre ou de construction des lignes de chemins de

(1) Nous n'avons pas ici l'intention d'énumérer ces emprunts : nous renvoyons pour des cas particuliers à notre étude analytique, voir notamment l'emprunt chinois de 1887, fait par la Discontogesellschaft. Comme exemples d'*abstention*, les emprunts des pays balkaniques sont frappants. La plupart de ces emprunts étaient motivés par des dépenses d'armements ; ils étaient ou non négociés par des banques allemandes ou des banques françaises (dans l'espèce, ces deux marchés financiers se trouvaient surtout en concurrence) suivant que ces pays emprunteurs déclaraient vouloir adopter les canons Krupp ou bien les canons Schneider du Creusot. — Voir pour l'emprunt Bulgare, la *Neue Freie Presse* de 1904 ; pour l'emprunt turque, la *Allgemeine Zeitung* du 18 avril 1905, et le *Strassburger Post* du 9 février 1905 ; pour l'emprunt serbe, la *Allgem. Zeitung* des 1^{er} et 10 mai 1905.

fer — sont suffisamment développées pour satisfaire les besoins les plus pressants de ces pays. Sans doute, même dans ces industries, un développement économique complexe n'exclut pas les échanges internationaux. Ainsi, par exemple, l'Allemagne qui a bien la spécialité de la construction des locomotives de chemins de fer et qui exporte ces produits en grande quantité dans la plupart des pays, n'en importe pas moins, bien que dans une quantité beaucoup moins considérable, des locomotives étrangères ; mais alors les échanges internationaux portent particulièrement sur des articles spécialisés propres à chaque industrie ; il ne saurait être question d'un engagement à se fournir pour l'ensemble d'une série de produits chez des industries étrangères.

Il reste donc les États d'importance secondaire et qui sont en même temps des pays ne disposant pas d'une économie nationale complexe, et auxquels l'obligation de se fournir de certains produits peut être imposée lors d'un emprunt. Mais même pour ces pays, l'insertion d'une clause de ce genre n'apparaît pas toujours si simple : il y a encore une foule de circonstances à considérer et à peser, circonstances particulières à chaque cas individuel, mais dont la principale et la plus générale se trouve résulter de la concurrence internationale que se font les industries des différents pays. En effet, quand les industries nationales se trouvent désavantagées sur le marché international, ce serait alourdir singulièrement les conditions de l'emprunt que d'exiger qu'on donnât la préférence aux produits de ces industries.

On voit donc dans quelle mesure il est injuste de reprocher à la politique d'expansion des banques allemandes de n'avoir pas obtenu dans cet ordre d'idées des résultats plus considérables. De plus, pour pouvoir apprécier de façon exacte si les banques allemandes se sont efforcées, dans la mesure du possible, d'avantager les industries nationales et les exportations allemandes, il faudrait raisonner, non pas sur les résultats concrets obtenus, mais sur la négociation et la discussion

de chaque cas particulier. Or, cette appréciation est impossible, pour la simple raison que ces négociations sont tenues secrètes et que les documents ne sauraient être communiqués.

Cependant une présomption très sérieuse porte à faire croire que les industries nationales loin d'être négligées par les banques, ont été autant que possible favorisées par elles. Nous faisons allusion à la situation spéciale des banques allemandes, situation que nous avons déjà particulièrement étudiée : à savoir le lien intime qui existe en Allemagne entre les banques et les industries. Sans revenir sur cette question, on peut conclure que par ce lien même et par l'influence réciproque exercée les unes sur les autres par les industries et par les banques allemandes, ces dernières doivent être amenées dans la négociation des emprunts étrangers à attirer, dans la mesure du possible, l'attention sur les industries nationales. Nous disons dans la mesure du possible ; en effet, les banques chercheront tout d'abord leur propre avantage ; mais par contre, nous croyons qu'aucune autre considération ne saurait les pousser davantage à protéger les intérêts des industries nationales que cette circonstance qu'elles sont intimement liées les unes aux autres : en avantageant ces industries, les banques poursuivront encore leur utilité personnelle.

Les banques allemandes sont donc conduites dans leur *intérêt personnel* à apporter un soin spécial aux intérêts économiques généraux de l'Allemagne et en particulier aux intérêts industriels allemands. Mais pour que les banques puissent imposer de telles conditions lors de la négociation des emprunts, il fallait que leur importance fût affirmée sur le marché du crédit international, qu'elles entreprissent seules de mener à bien telle ou telle émission ou qu'elles fassent partie d'un consortium de banques international. Or, cette condition nécessaire était loin d'être réalisée au début de l'expansion des grandes banques allemandes. Nous savons en effet que vers 1850, quand ces banques commencent à participer plus

activement aux emprunts étrangers, l'Angleterre exerçait une prépondérance énorme sur le marché international ; ce sont les banques anglaises qui traitaient pour la conclusion et l'émission des emprunts étrangers ; les banques allemandes n'étaient admises que quand les banques anglaises désiraient diminuer en partie les risques qui résultaient de ces opérations, elles chargeaient alors les banques allemandes d'une partie de l'émission de l'emprunt et de son placement en Allemagne. Ces dernières, supportaient donc une partie des risques, les capitaux allemands concouraient à ces emprunts, mais comme elles n'intervenaient pas directement dans la négociation de ces opérations financières, qu'elles n'entraient pas en rapports directs avec les pays emprunteurs, elles ne pouvaient guère imposer leurs propres conditions et encore moins avantager par des clauses spéciales leurs industries nationales.

Mais cet état de choses ne devait pas durer ; le développement propre des banques allemandes, l'accroissement des forces dont elles disposaient vint modifier leur position sur le marché financier international ; elles parviennent à participer directement aux emprunts étrangers. Nous renvoyons à notre partie analytique pour faire voir dans quelle mesure les banques allemandes sont entrées dans cette voie.

La situation des banques allemandes n'a pas moins changé dans les cas où ces banques participent avec des banques étrangères à ces opérations financières. Dans ces consortiums internationaux, les banques allemandes ont acquis une influence égale à celle des banques étrangères, souvent même cette influence est aujourd'hui prédominante (1). Les avantages qui peuvent résulter pour l'économie nationale de l'in-

(1) Voir en particulier le rôle du *Rothschild-Consortium*, II^e partie : *Discontogesellschaft*.

En ce qui concerne la position réciproque des banques allemandes et banques anglaises, voir les emprunts de la Chine et du Japon, II^e partie : *Discontogesellschaft* et *Deutsch-Asiatische Bank*.

tervention des banques dans les finances publiques des États étrangers, sont ainsi désormais plus grands et plus certains.

B. — Aspects économiques.

A ce point de vue, nous étudierons le rôle joué par les banques dans les relations commerciales internationales en tant qu'il s'agit d'abord du *commerce régulier* de banque : nous étudierons ensuite les interventions des banques allemandes à l'étranger en tant que ces interventions relèvent du *commerce irrégulier* (participations industrielles et commerciales, opérations financières au sens large).

1. — *Le rôle des banques allemandes dans le commerce régulier de banque* (commerce extérieur).

On sait quel est le rôle des banques *dans le commerce intérieur* d'un pays ; tous les traités d'économie politique insistent sur l'importance de l'organisation des banques et du crédit à ce point de vue.

Le rôle des banques n'est pas moins important quand il s'agit du *commerce international*. Leur intervention dans les relations commerciales internationales revêt des formes plus multiples et plus variées encore. Nous allons les examiner rapidement et dégager l'importance du rôle joué par les banques allemandes en ce qui touche le commerce international de l'Empire.

Tout d'abord l'intervention des banques est capitale quand il s'agit des *payements internationaux* et en particulier quand il s'agit de relations nouées à de longues distances comme dans le commerce d'outre-mer. Il convient ici de faire une distinction suivant qu'il s'agit d'exportations ou d'importations à régler (1).

(1) Voir là-dessus particulièrement : Josef Hellauer, *Die Zahlungs-*

1° *Au point de vue des exportations.* — Supposons qu'un commerçant allemand reçoive un ordre d'achat de l'étranger pour une quantité donnée de marchandises ; il ne se décidera sans doute que fort difficilement à envoyer ces marchandises directement à l'acheteur. En effet, tout d'abord, il peut ne pas connaître le client et ne pas être fixé sur sa solvabilité, mais en second lieu, même s'il connaît la situation commerciale de ce client et s'il la juge bonne au moment où l'ordre de livrer est envoyé, il peut avoir un doute légitime sur ce que sera cette situation ou la situation générale commerciale du pays étranger, lors de l'arrivée des marchandises. Cette situation a pu s'aggraver singulièrement pendant le temps nécessaire au transport, et cela d'autant plus, que le pays de l'acheteur sera plus éloigné.

Mais si le commerçant allemand ne peut envoyer aussitôt la commande à son acheteur, il ne s'ensuit nullement qu'il ne l'expédiera pas du tout ; il s'agit simplement pour lui de trouver le moyen de ne pas courir le risque d'un envoi à découvert ; il lui faut trouver un intermédiaire qui sera le banquier.

En effet, le vendeur allemand va expédier les marchandises commandées par le client étranger, mais il ne les fera pas suivre des connaissements qui lui seront délivrés lors de leur expédition. Ces connaissements, après leur avoir adjoint une traite tirée sur son acheteur, le vendeur allemand va les donner à son banquier habituel pour que celui-ci les fasse parvenir au pays de l'acheteur, par *ses relations de banque avec l'étranger*. Par suite de ce procédé, ce n'est pas l'acheteur qui entrera en possession de ces documents mais une banque de son pays qui sera le représentant de la banque du vendeur et qui agira pour le compte de ce dernier.

vermittlung der englischen Banken im Ueberseehandel, Vienne, 1904.
Ainsi que R. Hauser, *Die deutschen Ueberseebanken*, et Sonndorfer, *Die Technik des Welthandels*.

C'est ici qu'apparaît l'utilité d'une représentation de banque à l'étranger. L'acheteur étranger n'entrera en possession de sa marchandise que s'il effectue le paiement de la traite tirée sur lui ou bien s'il accepte cette traite. Ceci dépend des instructions données par le vendeur suivant qu'il entend accorder un crédit ou le refuser. Dans le premier cas, les documents exigés par les compagnies de transport pour la livraison, ne doivent être remis à l'acheteur qu'après le versement à la banque du montant du prix de ces marchandises (*after payments*, suivant l'expression anglaise usitée en pareil cas) ; le vendeur se trouve complètement à couvert : le rôle de la banque est alors de procéder au recouvrement de cette somme. Et, si dans l'intervalle qui sépare la commande et l'arrivée des marchandises, la situation commerciale de l'acheteur a changé de tout au tout, si celui-ci n'est plus en mesure de verser le prix, la banque se chargera de conserver les marchandises et d'en disposer suivant les ordres ultérieurs du vendeur. A cet effet, elle gardera les marchandises dans des locaux spéciaux, que les banques possèdent la plupart du temps en propre.

Dans le second cas, celui où les connaissements seront délivrés à l'acheteur dès que celui-ci aura accepté la lettre de change (*after acceptance of this draft*) le rôle de la banque est moins simple. Elle doit en effet apprécier la situation de l'acheteur au moment de l'arrivée des marchandises : suivant que sa situation est restée la même, ou suivant qu'elle s'est aggravée, la banque refusera ou non l'acceptation de l'acheteur : elle sauvegarde ainsi les intérêts du vendeur. C'est la situation financière de l'acheteur au moment de la commande qui a déterminé le vendeur à lui accorder un crédit ; l'intervention de banque a pour résultat de le préserver des risques provoqués par le changement de cette situation. Si la banque se voit obligée de refuser ce crédit, la banque procède comme au cas où l'acheteur ne peut pas verser le prix convenu ; elle se charge de la garde des marchandises. Le vendeur une fois

prévenu de la situation de l'acheteur, entrera sans doute en négociations pour exiger des garanties supplémentaires qui devront accompagner l'acceptation. Là aussi, le concours d'une banque est utile, voire indispensable. Tout d'abord, le vendeur peut convenir d'avance avec la banque, qu'elle aura dans des cas déterminés à exiger certaines garanties ; il peut aussi la charger des négociations nécessaires. En tous les cas, c'est bien la banque locale qui connaît la situation de l'acheteur et les conditions du marché, qui est seule apte à estimer ces garanties à leur juste valeur, qui voit si elles sont suffisantes.

2° *Au point de vue des importations.* — Ici c'est le contraire qui va se produire. L'importateur allemand qui commande la marchandise à l'étranger, ne veut pas envoyer le prix de cette marchandise avant d'avoir la certitude que cette marchandise lui sera expédiée et aussi avant d'être renseigné sur la qualité de cette marchandise ; par contre il est fort probable qu'il ne trouverait pas de vendeur à l'étranger — particulièrement dans les pays très éloignés — qui consente à attendre pour toucher le prix que l'acheteur soit en possession des marchandises : ici encore, l'intervention des banques s'impose.

L'acheteur allemand, l'importateur, s'adressera au banquier chez lequel il a des dépôts ou un compte ouvert ; il le charge du paiement moyennant la livraison des connaissements. Le banquier allemand va inscrire comme créateur la banque établie dans le pays du vendeur, avec laquelle il est en relations. En même temps, il lui donnera ordre de payer le vendeur quand celui-ci présentera tous les documents concernant les marchandises et prouvant leur expédition tels que connaissements, polices d'assurances, certificats de poids et certificats d'inspection. La banque locale a aussi pour devoir de vérifier la qualité des marchandises suivant les indications données par l'acheteur. Cette intervention des banques se borne à une pure et simple intervention dans les paiements internationaux. Ce commerce de banque est en

général désigné sous le nom de *commerce d'encaissement* (*Inkassogeschäft*). Nous en voyons l'utilité, mais à cette simple intervention ne se limite pas le rôle des banques dans le commerce international.

Elles vont intervenir d'une façon beaucoup plus active encore. Le commerçant allemand qui remet les connaissements et la traite tirée sur le vendeur à son banquier, le chargeant du recouvrement du prix, échappera dans la mesure du possible aux risques spéciaux que le commerce avec l'étranger comporte, mais toutes les difficultés de ce commerce ne sont pas par là écartées. Le commerce international immobilise beaucoup de capitaux surtout quand il se fait à longue distance par ce fait que les paiements sont retardés jusqu'à la livraison des marchandises. Les banques vont jouer un rôle capital en ce sens qu'elles facilitent les relations internationales en y introduisant le fonctionnement du crédit.

Examinons cette situation en faisant la même distinction que ci-dessus entre les *exportations* et les *importations*.

1° Le vendeur se bornera rarement à charger la banque du recouvrement du prix des marchandises : il lui demandera aussi de lui faire une avance sur le prix de ces marchandises. Cette avance, la banque nationale sera disposée à la faire, étant en possession des titres qui servent à la délivrance des marchandises par les compagnies de transport, ayant eu soin aussi de demander les polices d'assurances. Cette avance ne sera pas, bien entendu, l'équivalent du prix des marchandises, elle lui sera notablement inférieure ; le vendeur ne recevra la totalité du prix, moins les frais de recouvrement, que le jour où l'acheteur aura versé ce prix.

En effet, les banques doivent procéder avec une grande prudence, étant donné qu'elles risquent toujours que ces marchandises leur restent pour compte. Or, le prix des marchandises est rarement fixe : il est plutôt extrêmement variable. Si nous examinons les variations des prix des principaux articles d'exportation et d'importation en 1903 et 1904, suivant les in-

dications données par la Deutsche Bank, nous trouvons des différences qui atteignent jusqu'à 40 0/0. On voit combien ce commerce d'avance sur marchandises est aléatoire et quelle prudence doivent montrer les banques.

Ces avances sont cependant fréquemment accordées, en particulier dans les grands ports maritimes allemands. Pour s'en rendre compte, il suffit d'examiner le chapitre *avances sur marchandises* dans les bilans des banques de Brême et de Hambourg et des banques allemandes qui ont des succursales dans ces villes (1).

L'imperfection de ce mode d'intervention est plus grande, plus sensible encore, quand le vendeur accorde un crédit à l'acheteur en tirant une traite sur lui. Dans les relations internationales et en particulier dans les relations d'outre-mer, les traites de 3 à 6 mois d'échéance ne sont pas rares. Le vendeur devra donc attendre pour toucher le solde de sa facture, que la traite soit arrivée à échéance.

Mais le fonctionnement du crédit peut se perfectionner, permettre que le vendeur soit au moment même de l'expédition des marchandises soldé en entier du prix des marchandises. Il suffit de faire intervenir le crédit de l'acheteur. Le vendeur aura donc soin de demander à ses clients de faire suivre leurs commandes d'une *lettre de crédit* délivrée par une banque locale en relation directe avec une banque allemande : banque locale le plus souvent dépendante des grandes banques établies en Allemagne, ou bien succursale d'une de ces banques. Par cette lettre de crédit, la banque de l'acheteur s'engage à garantir le paiement effectif des traites de l'exportateur allemand, pendant un certain délai, et jusqu'à concurrence d'un maximum déterminé. La banque demandera par contre pour sa propre garantie, qu'on lui envoie les documents qui doivent accompagner les marchandises et qui lui assureront la libre disposition de ces marchandises.

L'exportateur allemand une fois muni de cette lettre de

(1) Voir là-dessus II^e partie : *Deutsche Bank*.

crédit, va la présenter à sa banque (qui sera dans l'espèce la maison-mère ou un institut lié à la banque qui a délivré la lettre) en même temps que le double des documents concernant les marchandises expédiées et la traite tirée sur l'acheteur. La banque n'hésitera pas à escompter la traite au profit du vendeur qui de cette façon se trouvera en possession du prix des marchandises.

— Notons ici une particularité de ces traites usitées dans les relations commerciales et tirées par les exportateurs sur leurs acheteurs étrangers — en particulier leurs clients d'outre-mer. Sur ces traites figure le plus souvent une clause d'*intérêts*. Dans ce cas, le tiré doit encore payer les intérêts du jour de la création de la traite jusqu'au jour approximatif où la valeur peut arriver à destination. L'exportateur est ainsi dédommagé de la perte d'intérêt qu'il a à subir. Pourtant cette clause n'a pas de sanction légale en Allemagne (loi sur les lettres de change, art. 7).

2^e *Au point de vue des importations*. — Le mécanisme est le même : quand la banque intervient uniquement pour faire une opération d'encaissement (*Inkassogeschäft*), l'importateur ouvre à son vendeur un crédit chez un banquier en vertu des dépôts qu'il a effectués : quand la banque intervient plus directement et accorde un crédit à l'importateur, ce crédit, ouvert à la banque au profit du vendeur étranger et dont il pourra disposer après avoir livré les marchandises commandées, est un crédit propre accordé à l'importateur.

La forme la plus fréquente de l'intervention de la banque, la façon usuelle d'accorder du crédit aux importateurs, est celle des *acceptations* : c'est aussi la plus avantageuse pour la banque, car elle n'a rien à déboursier tout en procurant à l'importateur tous les avantages du crédit.

En effet, l'acheteur allemand, l'importateur, envoie rarement à son vendeur à l'étranger, la lettre de crédit que nous avons vu usitée dans le règlement des exportations ; il le charge plutôt de tirer sur une banque qu'il lui désigne. Le

vendeur procède selon cette indication et quand les marchandises commandées sont expédiées, il réunit tous les documents qui les concernent y compris la traite tirée sur la banque désignée et va les porter à une des banques locales qui lui inspire confiance *et qui est en relation directe* avec la banque allemande désignée par son acheteur. Cette banque aura pour mission d'obtenir au profit du vendeur l'acceptation de la banque désignée par l'acheteur. Une fois cette acceptation obtenue, le vendeur pourra escompter cette traite et entrer de la sorte en possession de son prix.

La banque chargée par l'acheteur de l'acceptation de la traite, ne donnera son acceptation que quand elle pourra disposer des documents et connaissements qui accompagnent la marchandise. La banque du vendeur va donc lui envoyer ces documents ainsi que la lettre de change à accepter. Ceci entraîne encore une perte de temps pour le vendeur étranger, ceci n'est pas sans intéresser le commerce national allemand, le commerce du pays de l'acheteur dans l'hypothèse, car, en effet, toute difficulté dont aura à souffrir le vendeur pour entrer en possession de son prix, aura sa répercussion sur l'acheteur : le premier ne manquera pas de hausser le prix en proportion de ce retard.

Ici encore les banques vont simplifier les choses. En effet, et c'est ce qui va se passer en pratique, l'importateur allemand qui veut profiter du crédit sous la forme de l'acceptation, va rechercher dans son pays une banque qui a des relations directes avec le pays de son vendeur, qui sera représentée au pays du vendeur directement par une banque, par une propre succursale ou par une agence.

L'importateur allemand ayant ainsi la certitude qu'une lettre de change tirée sur lui sera acceptée par la banque, chargera son vendeur étranger de procéder de la façon déjà exposée : celui-ci présentera dans les mêmes conditions les documents et la traite tirée sur la banque indiquée. Mais la banque locale au lieu d'envoyer en Allemagne la traite, accompagnée des

documents, pour l'acceptation, l'acceptera sur-le-champ dès qu'elle sera en possession des connaissements et des polices d'assurances des marchandises — en son propre nom quand c'est le même établissement qui se trouve aussi en Allemagne — au nom de la banque qu'elle représente et qui lui envoie une acceptation télégraphique dès qu'elle est prévenue que la banque locale du vendeur se trouve en possession des documents qui garantissent la libre disposition de ces marchandises.

De cette façon, sans que les deux banques — ou une seule dans le cas où elle est directement représentée à la fois sur les places du vendeur et de l'acheteur — aient quoi que ce soit à déboursier, elles donnent par le seul fait de leur acceptation, la possibilité au vendeur étranger en possession de l'effet accepté par la banque, de l'escompter. En effet, une traite acceptée par une banque a une autre valeur marchande, présente une autre facilité d'escompte que les traites acceptées par des commerçants particuliers, et ceci est surtout vrai dans les relations du commerce international. Dans ce commerce si le nom des maisons de commerce et des sociétés industrielles même d'importance moyenne, est peu connu des financiers, celui des grandes banques et des institutions de crédit des principales places l'est très bien. Le contractant étranger sera plus complètement assuré du paiement effectif de ses marchandises et il aura en même temps entre ses mains un titre facile à négocier et même escomptable dans des conditions très favorables. Ces lettres de change acceptées par les grandes banques, jouent dans une large mesure le rôle de billets de banque internationaux (1).

Nous avons examiné l'opération d'acceptation au point de vue du vendeur ; voyons ce qui se passe pour l'acheteur. Les marchandises une fois expédiées et la traite acceptée, la banque

(1) Sayous, *Les banques de dépôt*, etc., p. 123 ; — *La place de Londres en temps de crise*, *Revue d'économie politique*, juillet 1900.

locale du vendeur va envoyer les documents et connaissements à la banque locale de l'acheteur — de l'importateur : suivant que celui-ci dispose ou non d'un crédit à découvert, la banque lui remettra purement ou simplement les documents qui le feront entrer en possession de la marchandise, en ayant soin toutefois, de l'obliger à donner une couverture lors de l'échéance de sa traite ; ou bien elle lui demandera une garantie spéciale avant de lui délivrer les documents.

Il convient de faire ici une observation toute particulière aux banques allemandes. L'aide que ces banques apportent ainsi au commerce international est considérable. Plus que n'importe quelles banques étrangères, elles accordent leurs acceptations, conséquence d'une politique générale que nous avons déjà examinée et de la façon très libérale dont les banques allemandes donnent du crédit.

Les autres banques européennes ont comme règle de se faire couvrir de leurs acceptations, avant de se dessaisir des documents et connaissements qui accompagnent les marchandises. « Les banques allemandes plus que toutes autres, rompent franchement ce cadre. Elles rendent, fréquemment, avant qu'on ne les couvre, les titres de propriété des marchandises à leurs clients pour leur laisser la faculté d'en disposer à leur aise. Dans les relations avec les grands négociants, elles se contentent de voir passer par leurs mains, de « palper » les documents, et, en s'assurant de la réalité de l'opération, d'en tirer confiance ; plusieurs savent, il est vrai, se mettre à l'abri dans le plus bref délai possible, en procédant à un règlement de compte peu après la fin des opérations *très importantes* ; quelquefois même, ainsi à Brème, dans le commerce du coton, les grandes maisons obtiennent en plus d'avances pour la totalité de la valeur des marchandises, une ouverture de crédit à découvert (1).

(1) Sayous, *Les banques de dépôt*, etc., p. 128.

La liste n'est pas terminée des opérations qui se rattachent à l'expansion de banque, en vue desquelles elle s'est précisément effectuée, et qui motivent l'intervention des banques dans ce règlement de paiements internationaux.

En effet, la distance, l'immobilisation des capitaux, les difficultés de connaître exactement la solvabilité et la situation commerciale, ne sont pas les seules difficultés qui se présentent plus particulièrement dans les relations commerciales internationales.

La question du *change* doit aussi intervenir. Les variations de change peuvent, en effet, singulièrement aggraver les risques qui résultent du commerce international, surtout si on envisage les relations entre un pays à étalon d'or et un pays à étalon d'argent ou les relations d'un pays à monnaie saine avec un pays à monnaie dépréciée ; les variations du change peuvent être, pendant le délai nécessaire au transport matériel des marchandises, assez grandes pour que les engagements contractés par les exportateurs et les importateurs envers leurs vendeurs ou acheteurs, deviennent pour eux tout à fait désastreux et faire que, non seulement ils ne pourront réaliser aucun bénéfice, mais encore subiront des pertes importantes.

On est obligé dans le commerce international, de recourir aux banques qui vont permettre, grâce à leurs relations internationales, aux importateurs et exportateurs, de pratiquer *l'assurance contre les pertes du change*. Il est bien rare aujourd'hui de voir un commerçant européen se livrer au commerce d'outre-mer, particulièrement le commerce avec les pays qui ont une monnaie avariée, sans s'être préalablement assuré contre les risques provenant des variations du change. De même quand il s'agit des commerçants d'outre-mer qui font le commerce d'exportation ou le commerce d'importation avec les pays européens. Ainsi par exemple il n'existait pas vers 1898, aux Indes, une seule maison de commerce qui traitât des affaires à l'étranger, sans s'assurer contre les risques du change. Les variations du change étaient

dans l'Inde si considérables et si brusques que sans ces précautions, d'après les opinions les plus autorisées (1), toutes les maisons de commerce auraient subi des pertes sensibles ; on estime même que la plus grande partie de ces firmes auraient sombré.

Comment se pratique cette *assurance contre les pertes du change* ? Nous allons ici indiquer très rapidement le rôle des banques, en prenant, pour rendre notre exposé plus clair, un exemple concret et en supposant des rapports commerciaux établis entre l'Allemagne et un pays à change variable, la Chine.

L'exportateur allemand qui reçoit une commande d'un acheteur chinois, désire se voir payer en or. En effet, c'est en or qu'il est habitué à compter ses prix, à évaluer ses frais de production ; mais la raison principale pour laquelle il veut se faire payer en or, c'est pour éviter le risque de la baisse de la monnaie chinoise. Par contre, l'acheteur chinois ne veut pas davantage rester sous la menace des risques des variations du cours du change, risques plus grands encore pour lui quand les marchandises commandées doivent tout d'abord être confectionnées et que plusieurs mois doivent se passer avant qu'il n'entre en possession de ces marchandises ; pendant ce temps, la monnaie chinoise peut perdre beaucoup de sa valeur par rapport à la monnaie allemande et l'acheteur chinois devrait payer un prix beaucoup plus élevé que celui qu'il aurait prévu. L'acheteur chinois va donc charger le vendeur allemand de s'assurer contre le changement des cours et de recourir à l'intermédiaire d'une banque. En échange d'une provision, la banque va s'obliger à payer à *un cours fixe* et à une date déterminée (dans un délai de 6 mois par exemple) le montant du prix, en or, au vendeur ; elle recevra, de l'acheteur chinois l'équivalent de ce prix en argent au cours déterminé.

(1) *Report of the Indian Currency Committee* de 1898 (minutes, question 6110).

De cette façon, ni le vendeur allemand, ni l'acheteur chinois n'auront à supporter les risques du change, tout le risque incombe à la banque. Or, cette première opération seule risquerait fort de la mettre dans une situation singulièrement mauvaise, si elle devait en définitive supporter toutes les variations du cours du change possibles, dans notre hypothèse, entre l'Allemagne et la Chine. C'est ici qu'apparaît de nouveau l'utilité de l'*expansion de banque*, des relations directes internationales entre banques. En effet, la banque intervenue, qui s'oblige à verser en Allemagne un prix fixé en or à un cours déterminé et à recevoir l'équivalent de ce prix en Chine en argent au même cours, va chercher une opération identique, mais en sens inverse, qui la garantira des pertes possibles, opération équivalente par laquelle elle aura vers la même date à verser à ce même cours de l'argent à un vendeur chinois et à recevoir de l'or en Allemagne par un acheteur allemand. Mais il ne lui est pas toujours facile de se garantir ainsi. Souvent, à un moment donné, l'un des deux pays aura plus à payer qu'il n'aura à recevoir, et *vice versa*. La banque ne peut se garantir d'une façon directe, en intervenant sur les deux mêmes places ; elle doit, alors, recourir à une troisième place pour trouver la contre-partie de la première opération : elle pratiquera un *arbitrage indirect*. Ainsi, si elle s'est engagée à payer à un vendeur chinois suivant un cours fixe à une date déterminée, et si par contre, elle ne trouve pas d'acheteur chinois qui veuille se libérer envers un créancier allemand dans des conditions analogues et au même cours, la banque recherchera si, sur une autre place étrangère cette seconde opération est recherchée ; elle peut par exemple trouver au Mexique des acheteurs de produits allemands qui désirent se garantir contre les variations du change mexicain pour se libérer du prix de ces marchandises en Allemagne. La compensation, résultat de ces deux opérations de banque, sera en pareil cas d'autant plus complète que la monnaie mexicaine a également cours en Chine.

C'est donc grâce à ce *commerce d'arbitrage international* que tout d'abord les importateurs et exportateurs n'auront pas à souffrir des variations des cours du change : c'est en second lieu leurs intermédiaires, les banquiers, qui pourront, tout en les assurant contre ces risques du change, y échapper eux-mêmes.

Ayant examiné ainsi le rôle des banques dans les relations commerciales internationales, nous avons pu nous rendre compte de son utilité et de son importance. Une représentation bancaire à l'étranger bien organisée et complète, nous apparaît donc nécessaire. Il nous reste à dégager et à préciser un autre fait qui concerne l'*expansion* proprement dite.

L'intervention des banques dans le commerce international est nécessaire, mais au point de vue de l'économie nationale y a-t-il avantage à voir intervenir les banques *étrangères*, ou bien les banques *nationales*, c'est-à-dire dans notre sujet particulier, les banques allemandes ? C'est ce que nous allons examiner.

On pourrait dire : les banques, étant avant tout des commerçants qui cherchent leur propre intérêt, vont se charger de toutes les affaires financières qui leur rapportent un bénéfice ; leur intervention sera la même et de même utilité dans les rapports commerciaux entre étrangers, et dans ces rapports où leurs compatriotes sont intéressés. Mais, si l'on va au fond des choses, on se rend facilement compte que ce raisonnement trop simpliste, est loin de la vérité.

Tout d'abord, nous savons que le rôle des banques dans les relations internationales ne se présente pas seulement sous forme d'une intervention purement financière dans les paiements internationaux ; par suite des combinaisons et des complications qui peuvent intervenir, la banque peut et doit intervenir d'une façon plus active. Nous faisons ici allusion aux faits déjà mentionnés, quand pour une raison quelconque, les marchandises ne sont pas livrées à l'acheteur étranger, mais sont disposées dans des locaux spéciaux.

C'est ici qu'il convient tout d'abord de distinguer suivant que les intérêts du commerce national à l'étranger sont confiés à une banque nationale ou à une banque étrangère. Il est vrai que cette dernière prendra en mains les intérêts de son client et qu'elle agira selon ses instructions ; mais elle ne fera rien de plus. Une banque nationale prend autrement à cœur les intérêts commerciaux de son pays. Tout d'abord, ces intérêts la touchent dans leur ensemble : les banques d'un pays ont toujours avantage à voir la prospérité commerciale de leur pays s'accroître : ceci est d'une telle évidence que nous ne voulons pas y insister davantage.

Mais les liens qui unissent un commerçant donné avec une banque nationale, sont plus forts que ceux qui peuvent l'unir à une banque étrangère. En effet, ces liens avec une banque nationale, ne sont pas seulement momentanés et occasionnels, car ce commerçant est la plupart du temps, le client de cette banque pour toutes ses affaires commerciales, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur : le sort de ce commerçant peut donc, plus ou moins, mais toujours directement influencer les affaires de la banque ; elle apportera un soin tout particulier à surveiller les intérêts de ce commerçant national.

Bien souvent, la banque sera encore plus directement intéressée à ce que la marchandise nationale qui se trouve ainsi déposée à l'étranger, soit vendue à l'étranger dans des conditions rémunératrices et à ce que l'acheteur, au cas où on lui accorde un crédit, présente des garanties sérieuses. En effet, la banque nationale n'intervient pas seulement au moment où cette marchandise est expédiée à l'étranger et quand il s'agit d'en toucher le prix et de surveiller sa livraison : elle est souvent même intervenue beaucoup plus tôt, avant même que la marchandise soit fabriquée et mise dans l'état où elle se trouve au moment de son expédition. En effet, le crédit des banques nationales intervient déjà souvent lors même de la confection et de la fabrication des marchandises destinées à l'exportation. Par une pratique aujourd'hui constante,

l'exportateur qui commande la marchandise au fabricant, doit payer cette marchandise *au comptant*, le fabricant ne voulant point courir les risques d'une vente plus ou moins certaine. D'où de grandes difficultés pour les exportateurs, obligés d'immobiliser des sommes énormes. Dans ces conditions, seules les firmes de tout premier ordre pourraient pratiquer le commerce d'exportation.

Là encore, les banques viennent en aide aux exportateurs : elles leur permettent de faire des commandes fixes et définitives aux fabricants ; le banquier va permettre à son client, l'exportateur, de tirer des traites sur lui dans une plus grande mesure que le comporte son compte courant (1), en lui fixant toutefois une limite fixe, qui ne pourra pas être dépassée. Ces traites seront acceptées par la banque et remises par l'exportateur au fabricant qu'il chargera de la commande. Ces avances sont donc faites sans couverture fournie par l'exportateur, elles ont pour base les marchandises commandées ; la condition principale exigée par les banquiers est que les paiements effectifs une fois touchés par les exportateurs, soient particulièrement affectés à réduire l'excédent du découvert. L'intérêt des banquiers qui se trouvent dans ces conditions, est donc de voir les marchandises vendues le plus tôt et le mieux possible.

L'expansion de banque est, pour le commerce extérieur national, encore avantageuse en ce sens que les commerçants nationaux n'ont pas besoin, pour leurs affaires à l'étranger, de se faire ouvrir un crédit particulier dans une banque étrangère. Ils devraient fournir des garanties spéciales ; car cette banque ne leur accordera pas un crédit aussi facilement qu'un banquier national qui connaît mieux les conditions commerciales et financières de ses clients. Ceci est particulièrement vrai pour l'Allemagne dont les banques,

(1) Cette façon d'accorder du crédit est connu en Angleterre sous le nom de *overdraft*.

soutenant d'une façon active le commerce à l'intérieur du pays, ne manqueront pas de le faire aussi au dehors, plus efficacement qu'une banque étrangère.

On pourrait croire, en se limitant à la question matérielle des paiements internationaux, que l'intervention des banques étrangères peut rendre les mêmes services que celle des banques nationales. Pourtant il n'en est rien. En effet, quand un commerçant allemand, un exportateur, veut profiter des relations étrangères d'une banque non nationale, il est obligé d'établir ses prix en monnaie étrangère ; en pratique il recourra le plus souvent aux banques anglaises ; dans ce cas la traite tirée sur l'acheteur sera calculée en monnaie anglaise, de même que le prix établi pour les marchandises. Si on envisage, en sens inverse, l'importateur allemand, il doit également calculer en monnaie étrangère le prix qu'il aura à débours, s'il fait tirer son vendeur sur une banque non allemande.

Cette gêne va disparaître si le commerçant allemand se sert de ses propres banques dans ses relations avec l'étranger. En effet, il peut établir sa facture en marks et tirer en marks sur son vendeur la traite qu'il portera à l'escompte ; de même, l'importateur allemand, peut établir le prix en marks et se libérer en marks envers son vendeur en le faisant tirer sur une banque allemande.

Cet intérêt est donc si simple et si évident qu'il semble bien que les commerçants allemands ne devraient jamais procéder que de cette façon directe, quand toutefois, bien entendu, la banque nationale dispose de relations directes suffisantes à l'étranger. Mais dans certains cas particuliers, les commerçants allemands ont cependant avantage à se servir de l'intervention des banques étrangères, surtout des *banques anglaises*. Malgré tous les avantages d'une représentation directe nationale, un autre procédé est parfois moins coûteux. Et ceci n'est pas spécial aux commerçants allemands, la plupart des commerçants européens sont souvent conduit à recourir aux banques anglaises.

Ceci tient à ce que l'Angleterre possède une situation prépondérante dans les règlements internationaux, conséquence de l'expansion anglaise générale à l'étranger, particulièrement celle d'un commerce extérieur très actif, et de l'expansion de banque que l'Angleterre pratique de longue date sur tous les points du globe. Dans le même ordre d'idées, l'expansion des capitaux anglais à l'étranger n'est pas à négliger ; nous savons à quel point cette expansion est importante et domine celle des autres nations.

Cette prépondérance tient à une cause historique, au développement plus précoce et plus actif du commerce anglais. Au xviii^e siècle et dans la première moitié du xix^e siècle, presque tout le commerce maritime est entre les mains des Anglais ; les exportations des autres pays européens se font en grande partie par l'intermédiaire de la marine marchande anglaise.

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que l'Angleterre servit aussi comme intermédiaire dans toutes les transactions financières qui prennent naissance à propos des relations commerciales internationales. Les traites tirées sur Londres sont universellement demandées ; on trouve sur tous les points du globe des débiteurs de l'Angleterre qui veulent se libérer de leur dette de cette façon.

Une circonstance particulière a donné aux traites anglaises un marché mondial universel ; l'Angleterre, en effet, est le premier pays qui ait adopté nettement l'étalon d'or comme base de son système monétaire ; Londres est la seule place d'un marché d'or absolument libre (1). Ce qui veut dire que toute

(1) Pendant la plus grande partie du xix^e siècle, Londres fut le seul marché au monde où on donnait pour l'or un prix fixe. Vers 1868, la Banque d'Angleterre fixe à 3 livres sterling 17 s. 9 d. le prix de l'or par once standard et elle s'oblige à acheter à ce prix tout l'or qu'on lui présentera ; elle s'obligeait en même temps à vendre l'or au prix de 3 liv. sterl. 17 s. 10 1/2 d. par once standard (Seyd, *On Bullion and Foreign Exchange*, 1868, p. 159).

C'est ainsi que Londres est devenu le centre mondial de la circula-

créance sur l'Angleterre n'est pas seulement calculée en or, mais encore qu'on est sûr qu'un versement en or sera effectué dans tous les cas, et sans aucune prime.

La monnaie anglaise est ainsi devenue une monnaie universelle, la circulation des traites anglaises est devenue mondiale. De même que la concentration de toute la circulation du crédit et des paiements s'opérait au *Clearing-house* de Londres : de même, aussi, la concentration des paiements internationaux se faisait à Londres. Goschen pouvait voir dans Londres le *Clearing-house* du monde entier.

A côté de ces raisons particulières, il faut mentionner également le grand nombre des banques anglaises étrangères ou coloniales qui, disséminées sur tout le globe, activent et facilitent la circulation des traites anglaises. Or, cette expansion des banques anglaises est comparable à une véritable toile d'araignée dont les fils s'étendent partout où les intérêts anglais existent : *partout où les commerçants anglais exportent ou importent, les banques les ont suivis*. L'Angleterre compte aujourd'hui (1) 32 banques coloniales (*colonial banks*) qui disposent de 2.136 comptoirs et de plus de 50 millions livres sterling de capital ; en outre, elle possède 19 banques étrangères (*foreign banks*) disposant de 175 comptoirs et de 27 millions livres sterling de capital.

Rien d'étonnant à ce que cette prépondérance dans les règlements internationaux, cette organisation formidable de

tion de l'or. D'après les rapports du directeur de la monnaie des États-Unis (v. Koch, *Londoner Goldverkehr*, Stuttgart et Berlin, 1903, p. 34) la circulation de l'or fut, pendant les années 1898-1902, répartie de la façon suivante :

	Importations (en kilogrammes)	Exportations
Angleterre.	1.097.534	773.234
États-Unis	442.773	314.308
France.	440.759	252.318
Allemagne.	440.731	224.547

(1) En 1905 ; d'après *Die Entwicklung der deutschen Seeinteressen*.

l'expansion des banques anglaises, aient donné à ces banques une sorte de monopole.

Les commerçants allemands devaient le plus souvent passer par l'intermédiaire des banques anglaises. Mais cet état de choses ne devait pas se prolonger indéfiniment. L'expansion économique générale allait rendre possible l'expansion des banques allemandes.

En effet, quel était l'obstacle principal à cette expansion des banques nationales et à leur intervention dans les paiements internationaux ? C'était *la rareté des traites allemandes* sur les marchés étrangers, rareté qui résultait tout d'abord du peu d'importance du commerce extérieur. En second lieu, tous ceux qui possédaient des relations commerciales à l'étranger, tiraient sur Londres, la monnaie allemande n'ayant pas de cours à l'étranger (1). Avec le développement de ces relations commerciales allemandes, ainsi que des exportations et importations, la demande des traites allemandes devait s'accroître et l'introduction de la monnaie allemande sur les marchés étrangers pouvait se faire.

Mais pour que cette circulation des traites allemandes sur les marchés étrangers puisse s'établir, il fallait l'intervention des banques allemandes : l'expansion de ces banques pouvait seule créer un marché à ces traites.

L'obstacle particulièrement grave à cette expansion des banques allemandes (expansion quant à l'intervention dans les paiements internationaux), c'est que ces banques se trouvaient déjà en face des banques anglaises. Dans ces conditions, les banques allemandes ont dû adopter une tactique toute spéciale pour arriver à leurs fins (voir chap. IV).

Aujourd'hui le monopole anglais apparaît déjà bien compromis par l'expansion des banques allemandes.

(1) Le système monétaire allemand avant 1870 étant aussi un obstacle à la négociation des traites ; nous avons indiqué la réforme monétaire comme une des causes particulières de l'expansion.

L'intervention des banques allemandes dans les relations commerciales allemandes à l'étranger, est en effet considérable ; elles ont fait preuve dans ces tout derniers temps, d'une activité particulière. On en trouvera les preuves détaillées dans notre seconde partie.

A propos de l'étude de chaque banque particulière, nous avons eu soin de dégager les faits qui rentrent dans cet ordre d'idées. Nous en donnons simplement les idées générales.

De l'examen des bilans de ces banques, il ressort qu'elles font un commerce actif de l'achat et vente des traites ; il est certain que ces banques n'interviennent pas seulement dans les relations allemandes avec l'étranger, leur intervention se fait bien des fois aussi à propos des relations commerciales et des paiements internationaux qui ont lieu entre d'autres pays.

Ce qui est plus curieux, c'est que les banques allemandes ont eu maintes fois à intervenir dans les relations de l'Angleterre avec l'étranger ; ceci nous a été répété à plusieurs reprises dans différentes banques allemandes qui ont la spécialité du commerce de banque à l'étranger ; nouvelle preuve de ce que le monopole anglais est fortement atteint par l'expansion allemande.

Si les banques allemandes ont ainsi réussi à s'émanciper dans une large mesure de l'intervention anglaise, peut-on aussi savoir dans quelle mesure elles l'ont fait. Peut-on donner une estimation, par des chiffres approximatifs, du nombre des affaires qui se font par l'intermédiaire des banques nationales, ou dégager les affaires commerciales qui se trouvent encore sous l'influence de l'intervention des banques anglaises. Il faut répondre ici nettement par la négative.

Aucun document dans la comptabilité d'une banque n'existe à ce sujet, et souvent celles-ci même ne savent pas pour certaines opérations, ainsi par exemple pour l'émission des traites sur l'Europe de la part de leurs succursales à l'étranger, dans quelles relations elles interviennent, nationales ou étran-

gères. Nous nous sommes rendu compte, en suivant de près l'intervention des banques allemandes, que fixer des chiffres approximatifs en cette matière, serait peu scientifique. L'importance de cette intervention des banques nationales est à juger comme nous le proposons, sur l'activité générale des banques se livrant au commerce de banque avec l'étranger, tout en faisant cette réserve qu'elles ne s'occupent pas uniquement des affaires nationales. Quant à la marche générale de ces banques et à leurs affaires, les indications les plus éloquentes seront les faits purs et simples ; ils se trouveront énumérés dans notre partie analytique.

II. — *Commerce irrégulier de banque.*

Le rôle de l'expansion des banques allemandes qui est considérable au point de vue des intérêts commerciaux allemands à l'étranger en tant qu'on l'envisage limité au *commerce régulier* de banque, n'est pas moins important si on examine cette expansion au point de vue du *commerce irrégulier* de banque.

a) Nous allons tout d'abord dégager de l'expansion de banque prise à ce point de vue, ce qui touche particulièrement aux *relations commerciales allemandes internationales* ;

b) Nous examinerons ensuite les participations des banques allemandes dans *l'établissement des voies de communication*.

c) En dernier lieu, nous étudierons le rôle de ces banques dans *l'établissement des industries à l'étranger*.

a) *Expansion du commerce irrégulier de banque intéressant particulièrement les relations commerciales allemandes internationales.*

Au dehors même de toute opération de banque (opération soit de commerce régulier, soit de commerce irrégulier), une représentation nationale de banque à l'étranger est au point de vue commercial national d'une extrême utilité.

Toutes les fois qu'un établissement de crédit s'est établi dans un pays où l'Allemagne avait des intérêts commerciaux

notables, ces intérêts n'ont point manqué de se grouper en quelque sorte autour de cet établissement. Une centralisation de ces intérêts s'est faite autour de la banque qui apparaît de cette façon dans le pays étranger, non pas comme une institution privée, mais comme un établissement d'utilité nationale où tous les intérêts particuliers sont concentrés.

Par son seul caractère national, une banque allemande à l'étranger exerce une activité plus grande sur le commerce allemand. Dans les relations qui s'établissent entre elles et les cercles commerciaux et financiers, elle doit forcément attirer l'attention du pays étranger sur les conditions commerciales de l'Allemagne et en particulier sur la production nationale. Ceci est d'autant plus vrai, que cette action ne s'est pas exercée au hasard, mais suivant un plan bien déterminé et tracé à l'avance. Il suffit de se reporter aux statuts des banques allemandes (1) : toutes ces banques sans exception, qui ont pour but spécial de pratiquer le commerce de banque avec l'étranger, donnent dans leurs statuts un soin particulier au commerce extérieur. Toutes ces banques affirment, sous une forme plus ou moins variée, qu'une de leur préoccupation principale sera de développer, d'activer le commerce extérieur allemand, en particulier le commerce allemand avec ces pays où la banque s'est fixée.

Elles apparaissent ainsi comme de véritables agents commerciaux, qui tout en poursuivant leurs propres intérêts, sont intéressés à ce que le commerce avec l'Allemagne se développe dans ces pays où elles sont destinées à travailler.

On a vu les produits allemands suivre souvent des banques à l'étranger. Certaines ont réussi à introduire des produits jusqu'alors inconnus, elles ont même réussi à substituer des

(1) Voir II^e partie. Nous n'avons pas toujours donné toutes les dispositions statutaires de ces banques, mais nous avons toujours eu soin de dégager les règles qui pouvaient particulièrement intéresser l'expansion de banque ou qui sont spéciales à cette expansion.

objets de fabrication allemande à des objets de fabrication étrangère, particulièrement de fabrication anglaise (1).

Mais le rôle des banques allemandes à l'étranger peut être plus direct encore : on le verra en examinant cette expansion au point de vue du commerce irrégulier de banque.

En effet, les banques allemandes participent à un nombre considérable d'affaires à l'étranger. Parmi ces participations des banques à l'étranger, un grand nombre intéresse le *commerce allemand*, en particulier les *voies de communications*. En examinant, dans un paragraphe spécial, ces entreprises dans lesquelles les banques allemandes sont engagées, et qui la plupart du temps furent créées par ces banques, nous indiquerons leur importance au point de vue commercial allemand.

Par contre, il faut nous occuper ici des participations qui intéressent directement et en premier lieu le commerce extérieur allemand, des entreprises qui ont comme but immédiat de favoriser le commerce extérieur national. Comme nous le disions dans notre exposé historique, dans la première moitié du xix^e siècle, l'expansion commerciale allemande fut pratiquée par de grandes compagnies commerciales et de grandes maisons de Hambourg et de Brême, qui établissaient des factoreries sur les points principaux du globe où le commerce allemand avait intérêt réel à être directement représenté. Ces compagnies commerciales et ces factoreries pratiquaient également le commerce de banque, d'abord pour leur propre compte ; mais elles servaient aussi les intérêts bancaires comme agents ou correspondants des banquiers allemands.

Dans la seconde moitié du xix^e siècle, par contre, les *banques* interviennent dans le commerce extérieur, en créant des sociétés commerciales à l'étranger lesquelles ont bien en pre-

(1) Voir II^e partie : *Palästina Bank*.

mier lieu pour but de faire du commerce. Au moment où l'on créait de véritables banques allemandes à l'étranger, celles-ci allaient profiter de l'influence exercée par les compagnies commerciales qui existaient déjà sur ces places ; elles reprenaient aussi en général les locaux affectés au commerce de banque par ces compagnies (1). Les compagnies commerciales créées par l'intervention des banques allemandes ont particulièrement étendu leur champ d'action dans l'Afrique allemande ; il faut mentionner la *Deutsche Westafrikanische Bank* et la *Deutsche Ostafrikanische Bank*.

Dans le même ordre d'idées, il suffit de mentionner également une société de plantation qui est en même temps une société commerciale : la *Deutsche Handels-und Plantagengesellschaft* de Hambourg, création de la Discontogesellschaft. Il convient aussi de rappeler encore une autre création de la même banque, déjà mentionnée antérieurement : la *Neu-Guinea Compagnie*. Bien qu'étant en premier lieu une société coloniale, sa création fut directement déterminée par les intérêts du commerce extérieur allemand. Actuellement, ces intérêts se retrouvent dans les nombreuses plantations établies par cette société coloniale.

b) *Les banques allemandes et la création des voies de communication.*

Dans chaque pays, les banques ont joué un rôle très actif dans la création de l'outillage national de communication ; ce sont elles qui ont fourni, de façon plus ou moins directe, les capitaux toujours considérables nécessités par la construction de cet outillage. Ceci est particulièrement vrai de l'Allemagne : la création des chemins de fer en Allemagne, vers 1840, coïncide avec les créations des premières grandes sociétés de crédit par actions.

Mais cette participation des banques allemandes à la créa-

(1) Voir II^e partie : *Banques coloniales*.

tion de l'outillage national, ne doit pas, semble-t-il, nous intéresser ; en effet, ces entreprises ne constituent pas une expansion de banque proprement dite. Pourtant cet outillage avait bien pour but d'établir des relations directes et constantes entre l'Allemagne et l'étranger, de telle sorte que, la banque en intervenant et en facilitant la création de ces entreprises de transport ou en les aidant après leur constitution, fait de l'expansion, expansion indirecte qui doit être mentionnée ici.

Nous mentionnerons particulièrement la part prise par les banques allemandes dans l'organisation de la *marine marchande* et des *câbles maritimes*.

Si la marine marchande allemande a pu prendre le développement tout à fait extraordinaire qu'elle a pris dans les temps les plus récents, c'est en grande partie parce qu'elle fut secondée par les banques d'une façon active et constante. Les grandes banques, en plus du crédit constant accordé aux compagnies allemandes de navigation, se sont occupées de réunir les capitaux nécessaires pour l'exploitation de ces compagnies : elles participent toutes à l'émission des actions de ces compagnies, aussi bien lors de leur création que lors des augmentations du capital. Elles ont pris plusieurs fois directement l'initiative de la création de lignes spéciales de navigation.

Le développement de la marine marchande, instrument par excellence de toute expansion, est donc intimement lié au développement des banques allemandes ; l'aide de ces banques a été pour le développement de la marine tout à fait capital.

Quelques chiffres nous éclaireront sur les progrès réalisés par la marine marchande allemande (1).

(1) Pour plus de détails voir : *Die Entwicklung der deutschen Seeinteressen im letzten Jahrzehnt* ; *Die Steigerung der deutschen Seeinteressen von 1896 bis 1898* ; E. v. Halle, *Entwicklung und Bedeutung der deutschen Reederei* dans : *Handels- und Machtpolitik*, Stuttgart, 1900, t. II, p. 129 et suiv. ; B. Thiess, *Organisation und Verbandsbildung in der Handelsschiffahrt : Meeres Runde in gemeinverständlichen*

Dans les 34 dernières années, le tonnage de la navigation maritime allemande a presque triplé, celui de la navigation à vapeur se trouve multiplié par 23. Si on examine le développement des compagnies maritimes allemandes dans la période 1900-1905, nous trouvons les chiffres suivants :

	HAMOURG			BRÈME		
	1899	1904	Aug. 0/0	1900	1904	Aug. 0/0
<i>Les sociétés de navigation (au total) :</i>						
Tonnage brut :						
a. — En service.....	594.111	1.373.453	131	577.178	1.000.863	73
b. — En construction.	167.205	213.700		149.450	112.450	
Tonnage brut total..	761.316	1.587.153	108	226.628	1.113.313	53
<i>Les sociétés de navigations (Soc.par actions)</i>						
Capital-action et action de priorité, en millions de M.....	128	225	76	160	218	36

Si l'on compare ces chiffres avec les chiffres du développement de la marine marchande mondiale, ainsi qu'avec la marine marchande anglaise, ils apparaissent encore plus formidables. En effet, tandis que dans la dernière période décennale (1895-1905), la flotte marchande mondiale augmente de 70 0/0 et que celle de l'Angleterre augmente de 47 0/0, pendant le même délai de temps, la flotte allemande augmente de plus de 150 0/0.

Vorträgen und Aufsätzen, fascicule I, Berlin, 1903 ; *Nautikus, Jahrbuch für Deutschlands Seeinteressen*, année 1901 et suiv. ; Max Peters, *Die Entwicklung der deutschen Reederei seit Beginn des 19 Jahrhunderts bis zur Begründung des Deutschen Reichs*, t. I, Iéna, 1905.

Dans la création et le développement des *câbles maritimes* la part des banques allemandes a été également considérable. Presque toutes les compagnies télégraphiques internationales furent créées par l'intervention directe des grandes banques allemandes. Le capital de ces compagnies ne pouvait être que difficilement souscrit par le public, étant donné que ces entreprises ne devaient point rapporter de dividendes pendant les premières années.

Jusqu'à ces derniers temps, l'importance des câbles allemands, c'est-à-dire des lignes télégraphiques maritimes allemandes, n'était pas considérable, en comparaison des lignes fondées par les autres grandes puissances, et en particulier par l'Angleterre (1). Mais l'Allemagne semble vouloir singulièrement rattraper le temps perdu.

Dans la période de 1898-1904, on crée en Allemagne, par l'entremise directe des banques allemandes, cinq sociétés par actions dont le but est la création et l'exploitation des lignes télégraphiques internationales. Ces sociétés sont les suivantes :

	Marks
1898. Land-und Seekabelwerke (avec le siège à Cologne-Nippers), au capital de	6.000.000
1899. Deutsch-Atlantische Telegraphengesellschaft (avec le siège à Cologne), capital	24.000.000
1899. Norddeutsche Seekabelwerke (avec siège à Cologne-Nordenham), capital	6.000.000
1899. Osteuropäische Telegraphengesellschaft (avec siège à Berlin), capital	1.000.000
1904. Deutsch-Niederländische Telegraphengesellschaft (avec siège à Cologne), capital.	7.000.000

(1) Participation des principaux pays aux lignes télégraphiques maritimes du globe :

	en 1898 0/0 de la totalité des câbles maritimes	en 1903 0/0 de la totalité des câbles maritimes
Angleterre	68,33	60,2
États-Unis	11,10	18,2
France	10,10	9,0
Allemagne.	1,88	4,5
Russie	4,32	3,8
Japon	0,90	0,80

Bien que les participations et les créations des grandes banques allemandes dans cet ordre d'idées, — c'est-à-dire les créations et participations dans la marine marchande et les compagnies télégraphiques — aient avant tout pour but d'organiser l'outillage national allemand, elles sont cependant des entreprises qui constituent une expansion allemande à l'étranger ; l'activité de banque en ce qui concerne ces participations peut être en un sens considérée comme une expansion de banque à l'étranger.

Cette expansion des banques allemandes à l'étranger apparaît beaucoup plus directement quand il s'agit de la création d'entreprises de communications qui ont uniquement leur champ d'action à l'étranger ; on peut ici faire deux grandes divisions, suivant le but poursuivi par les banques, et suivant le plus ou moins d'utilité générale qui résulte de ces créations et participations au point de vue de l'intérêt économique national.

Tout d'abord, les banques allemandes participent à la création de voies de communication étrangères en tant *qu'intermédiaires de placements de capitaux* ; l'émission des titres étrangers et leur placement est alors le but principal de la banque.

En second lieu, les banques allemandes peuvent participer plus directement aux voies de communication étrangères en *prenant l'initiative, en créant des sociétés spéciales* qui ont pour but la construction et l'exploitation des voies de communication à l'étranger.

Nous serons très brefs sur le premier procédé. Le rôle des banques est ici un rôle purement *financier*, déjà étudié dans le premier paragraphe de ce chapitre. Pour l'étude des faits particuliers de ces placements, nous renvoyons à notre partie analytique. Le second mode de participation des banques allemandes nous intéresse plus particulièrement. En effet, ici l'intérêt *économique* apparaît prédominant.

Au début de leur activité, les grandes banques allemandes

pratiquent surtout, exclusivement même peut-on dire, le premier mode de participation aux voies de communication. Tant que leurs moyens d'action furent restreints, les banques ne pouvaient tenter une participation plus directe dans ces entreprises, qui exigent une plus grande immobilisation du capital ; mais, à la suite de l'augmentation de leurs capitaux, elles entrent de plus en plus franchement dans les participations aux voies de communication : d'une façon directe en constituant des sociétés par actions qu'elles dirigent, auxquelles elles restent intéressées par une possession d'actions suffisante, même quand elles lancent sur le marché les titres de ces sociétés.

Mais tout en poursuivant leur propre intérêt, les banques devaient être conduites à rechercher, dans ces constructions de voies de communication, celles qui étaient les plus avantageuses pour l'économie nationale allemande en général ; personne n'est aussi intéressé à cette prospérité économique que les banques. Si l'on passe en revue les participations dont nous nous occupons, on constatera que les revenus et dividendes, donnés pendant les premières années, n'étaient que peu importants (1). Même aujourd'hui, le plus grand nombre de ces entreprises (nous pensons aux plus importantes, *chemins de fer d'Anatolie*, *chemins de fer de Bagdad*, et *chemins de fer de Schantung*) ne donnent pas encore de revenus importants après une exploitation de plusieurs années déjà. Il y a plus : la banque allemande eut même à enregistrer des pertes, pertes qu'elle eut le courage de supporter sans récriminations, se bornant à constater que ces capitaux engloutis, serviront un jour ou l'autre à l'intérêt économique général allemand (2).

Au point de vue même de cet intérêt économique général,

(1) Nous n'avons pas l'intention d'étudier ici en détail ni de faire une énumération complète de ces entreprises. Elles seront mentionnées dans notre partie analytique à propos de chaque banque.

(2) V. II^e partie : *Discontogesellschaft* (chemins de fer du Vénézuéla).

on peut faire une distinction suivant que les voies de communication créées par les banques allemandes touchent en quelque sorte immédiatement à l'économie nationale, en ce sens qu'elles sont le prolongement même de l'outillage national allemand, — ou suivant qu'elles ne lui doivent profiter que d'une façon plus indirecte, en organisant l'outillage national là où l'Allemagne est particulièrement intéressée au point de vue économique.

α) Dans le premier ordre d'idées, rentre la création des lignes de chemins de fer dans les pays qui environnent l'Allemagne. Par la création de ces lignes, on aidait au développement propre des voies de communication allemandes qui, par cela seul, acquièrent une pénétration plus grande. Pour le commerce national, ceci a aussi une signification tout-à-fait capitale, en ce sens que des relations plus directes diminueront les frais de transport, en ce sens aussi que le trafic international se faisant plus rapidement, rendra possible l'exportation de certains produits qui ne pouvaient supporter un voyage prolongé.

Signalons ici les participations des banques dans les chemins de fer suisses, italiens ou autrichiens. L'exemple le plus typique est celui de la création du chemin de fer du Gothard. Cette ligne de chemin de fer fut créée par un syndicat international (des banquiers allemands, italiens et suisses y participaient), mais le rôle des banques allemandes fut, comme nous le verrons, prépondérant (1) : le projet de constitution de la société et de la création de la ligne fut établi par Hansemann. Or, la ligne du Gothard fut, pendant de longues années, la ligne la plus importante de l'Europe centrale : elle reliait les pays de l'Europe centrale et de l'Europe du sud, avec les pays du nord, et en particulier avec les grands ports maritimes du nord. Cette ligne était donc pour le commerce allemand, de la plus grande importance. D'ailleurs l'activité

(1) V. II^e partie : *Discontogesellschaft*.

toute nouvelle de la ligne du Simplon semble bien prouver, au désavantage de la ligne du Gothard, quelle était l'importance de la ligne ancienne.

Il convient aussi de citer comme lignes de chemins de fer destinées directement à compléter les voies de communication nationales, des lignes qui font pour ainsi dire partie de cet outillage national : ce sont les lignes de communication construites dans les colonies allemandes de l'Afrique. Le gouvernement allemand déploie de ce côté, à l'heure actuelle, une très grande activité ; hier encore (1) un crédit considérable était voté par la Chambre allemande pour la construction de lignes de chemins de fer en Afrique. Mais avant le gouvernement, les grandes banques étaient intervenues. Il est vrai qu'aujourd'hui encore le réseau colonial allemand n'est pas bien important ; mais même dans la mesure où il existe, c'est en plus grande partie grâce à cette intervention des banques allemandes. Notons dès à présent les lignes de chemins de fer existantes ou qui sont en construction : *La Otavi-Eisenbahngesellschaft für Südwestafrika*, création de la *Disconto-gesellschaft* ; la société pour la construction du chemin de fer du *Kamerun*, création du *Schaaffhausen'sche Bankverein* ; enfin, le chemin de fer de l'Afrique orientale *Dar-es Salaam-Mrogoro*, création de la *Deutsche Bank*.

β) En dehors de ces créations de lignes de communication qui sont en quelque sorte le prolongement de l'outillage national allemand, nous avons dit que les banques allemandes

(1) Le 13 mars 1908, le Conseil fédéral a voté les crédits pour la construction de 1450 kilomètres de chemins de fer dans les colonies allemandes.

Les crédits, à dépenser en six ou sept ans, atteindront 150 millions de marks qui seront couverts par un emprunt avec garantie solidaire de l'empire et des colonies.

Toutes les constructions de ces chemins de fer, à la seule exception du chemin de fer de Mrogoro sont projetées comme constructions de l'État, l'exécution en étant confiée, comme il a été fait jusqu'ici, à des entrepreneurs privés (Dépêche des journaux du jour).

participent aussi à des créations et constructions de voies de communication qui sont d'un intérêt moins direct pour l'économie nationale, en ce sens qu'ici les voies de communication ne constituent plus un prolongement des voies de communication nationales. En dehors de cette observation, la création des voies de communication dans des pays étrangers peut, dans bien des cas, intéresser tout autant l'économie allemande que l'organisation des lignes qui servent de prolongement aux lignes de communication nationales.

Nous noterons ici, et nous retrouverons indiquées ces différentes entreprises à propos de l'étude analytique des grandes banques allemandes :

En 1888, la constitution de la *Société du chemin de fer du Vénézuéla*, capital 10.000.000 de marks, à partir de 1897 60.000.000 de marks ; société constituée par la Discontogesellschaft.

En 1889, la constitution de la *Société du chemin de fer ottoman d'Anatolie*, capital 45.000.000 francs, société constituée par la Deutsche Bank qui est en même temps chargée de l'administration de cette entreprise.

En 1891, la constitution de la *Société du chemin de fer ottoman Salonique-Monastir*, capital 10.000.000 francs ; constituée par la Deutsche Bank.

En 1899, la constitution de la *Schantung-Eisenbahngesellschaft*, capital 54 millions de marks, constituée par un consortium des banques allemandes pour les entreprises d'Asie, auquel participent toutes les grandes banques allemandes.

En 1903, la constitution de la *Société impériale ottomane du chemin de fer de Bagdad*, capital 15.000.000 francs, constituée par un consortium international de banques, dans lequel la Deutsche Bank a la prépondérance.

La plupart des constructions de ces sociétés de chemins de fer des banques allemandes révèle, en premier lieu, un intérêt *politique* ; nous nous bornons uniquement à l'indiquer.

L'intérêt *économique* peut être considéré au point de vue commercial et au point de vue industriel. L'intérêt commercial allemand est touché par la construction de ces voies de communication en ce sens que ce sont elles qui ouvrent ces pays au commerce international, en rendant la circulation commerciale possible. Elles ont donc pour but une pénétration économique qui a comme résultat de créer des débouchés nouveaux au commerce international, en premier lieu au commerce allemand.

Mais à côté de cette influence sur le commerce extérieur allemand, il y a encore une autre influence qui est un peu moins directe, mais qui n'en est pas moins importante. En effet, par l'établissement de ces chemins de fer, les capitaux allemands vont favoriser le développement économique des pays où ces entreprises sont construites, de sorte que la force de consommation et d'achat de produits étrangers de ces pays sera aussi relevée. D'une façon indirecte on arrivera ainsi à ce même résultat : *création des nouveaux débouchés*.

En effet, si on examine les bilans de ces principales entreprises des banques allemandes concernant les créations de voies de communication, on constate partout un développement économique très rapide dans les contrées desservies par ces lignes de communication. L'exemple le plus curieux et qui montre dans quelle mesure les voies de communication peuvent influencer le développement économique d'un pays, nous est fourni par le chemin de fer d'Anatolie.

Le chemin de fer d'Anatolie (1) règle la vie économique de l'Asie mineure. Cette entreprise assure le transport de l'excédent de la production des céréales, elle a transformé aussi les procédés agricoles de ces pays.

La compagnie allemande a pris sur elle d'initier le cultivateur de l'Anatolie à la pratique d'une culture plus rationnelle.

(1) Müffelmann, *Les intérêts économiques allemands en Orient* (*Revue économique internationale*, septembre, 1905).

Elle a fait des efforts considérables pour remplacer la pioche de bois par la charrue ; elle procède de cette façon : le cultivateur signe une déclaration par laquelle il s'engage à payer le montant de la charrue dans un délai déterminé, calculé de telle sorte que l'échéance se trouve toujours après la récolte.

En agissant ainsi, la compagnie poursuivait bien entendu en premier lieu son intérêt propre : une culture plus rationnelle du sol devait amener une production plus grande qui aurait pour résultat de permettre aussi des exportations en plus grande quantité, d'où un bénéfice direct pour le trafic du chemin de fer. Mais par cette façon d'augmenter la productivité du pays, le bien-être général devait augmenter : des besoins nouveaux devaient se faire sentir et les importations devenaient aussi plus actives : les exportations allemandes se trouvaient par là favorisées.

Le même résultat se retrouve dans les autres entreprises de voies de communication. Le chemin de fer de Bagdad, par exemple, est destiné à jouer en Mésopotamie le même rôle que le chemin de fer d'Anatolie en Asie mineure. Le chancelier de l'Empire allemand, le Prince de Bülow (1) définissait ainsi le rôle de cette entreprise : « L'Allemagne ne pense ni à la colonisation de l'Asie mineure, ni à l'acquisition d'un port dans le golfe Persique, mais elle espère que le chemin de fer de Bagdad favorisera le développement économique de la Mésopotamie. Nous ne voulons que procurer des marchés et du travail à notre industrie. » Ceci nous dit mieux que n'importe quel développement, le rôle véritable assigné à ces entreprises.

Il nous reste encore à examiner l'*intérêt industriel*. Evidemment, cet intérêt est déjà engagé par le seul intérêt commercial ; en ouvrant des débouchés nouveaux et en favorisant les exportations allemandes, les créations de voies de communi-

(1) Interview du prince de Bülow publié par le *Novoie Vremia* de Saint-Pétersbourg, du 17 mars 1908.

cation favorisent en même temps les industries allemandes.

Mais ce n'est pas à cet avantage que nous pensons : nous songeons à un fait beaucoup plus direct qui a pour résultat d'avantager la production industrielle allemande et qui touche immédiatement à la construction de ces voies de communication. En effet, cette construction de voies de communication nécessite un grand nombre de matériaux, de produits métallurgiques ainsi qu'un grand nombre de machines et de matériel de roulement. C'est en ce sens que les industries allemandes ont été directement avantagées par la construction des lignes de communication.

Ainsi tout le matériel pour la construction du chemin de fer du Vénézuéla fut fourni par la maison allemande Krupp (1). Si nous examinons la construction du chemin de fer d'Anatolie, nous trouvons pour le seul embranchement d'*Ismidt* à *Angora*, les chiffres suivants : le poids total des rails, traverses, éclisses, boulons, etc., est de 70.000 tonnes ; 90 0/0 de ce matériel fut fourni par les maisons métallurgiques allemandes, en particulier par *Krupp*, la *Gutehoffnungshütte* et le *Aachener Hüttenverein* (2). Quant au matériel de roulement, toutes les locomotives viennent des usines d'*Esslingen* ainsi que les wagons.

Nous pouvons faire les mêmes constatations à propos du chemin de fer de Schantung. Les matériaux métalliques nécessaires pour la construction de ce chemin de fer pesaient en total 100.000 tonnes. Cette commande fut faite en entier à des fabriques métallurgiques allemandes ; elle fut répartie entre les firmes suivantes : *Fried. Krupp*, à Essen ; *Bochumer Verein*, à Bochum ; *Gutehoffnungshütte*, à Oberhausen ; *Hoerder Bergwerks-und Hüttenverein*, à Hoerde ; la *Dortmunder Union* et les *Vereinigte Königs-und Laura Hütte*, à Berlin. Quant au matériel de roulement, il vient de même en totalité

(1) V. II^e partie : *Discontogesellschaft*.

(2) V. Bilan 1890, de la Société du chemin de fer ottoman d'Anatolie.

de l'Allemagne. La valeur totale des matériaux de construction du chemin de fer de Schantung est estimée à environ 25 millions de marks (1).

c) Les banques allemandes et la création des entreprises industrielles à l'étranger.

Il nous reste à examiner le rôle joué par les banques allemandes dans la création des entreprises industrielles à l'étranger. Nous connaissons leurs liens intimes avec les industries nationales. Ces liens sont également importants avec les entreprises industrielles établies à l'étranger : ces participations seront examinées analytiquement à propos de chacune des grandes banques allemandes. Ce que nous voudrions montrer ici, c'est le rôle joué par elles dans la création d'entreprises industrielles, comment elles ont su aider l'expansion industrielle et en même temps créer pour les capitaux disponibles allemands, des débouchés extrêmement féconds. Deux groupes d'industries surtout retiendront notre attention :

- 1) *Les industries électriques ;*
- 2) *Les industries minières.*

1) Industries électriques.

Avant de tracer le tableau de ces industries créées directement ou indirectement par les banques allemandes, une question d'un ordre plus général se pose. Nous nous sommes déjà demandé quels avantages l'économie nationale allemande pouvait retirer d'une activité bancaire étendue à l'étranger. Il s'agit, de même, de chercher ici quels avantages pourront résulter pour l'économie nationale de la création ou de l'aide ainsi donnée par des banques allemandes aux industries des pays étrangers, si toutefois il peut y avoir avantage, car on l'a contesté.

On a dit, en effet, que l'industrie allemande n'a pas de pire

(1) V. Bilan 1904, de la Schantung-Eisenbahngesellschaft.

ennemi que cette expansion des capitaux allemands destinés aux industries étrangères (1). Ces capitaux, observe-t-on, auraient pour résultat de diminuer l'exportation des produits nationaux dans les pays étrangers, soit qu'ils y établissent des industries nouvelles, soit qu'ils y apportent des ressources nouvelles aux industries déjà existantes.

Il importe ici de faire plusieurs distinctions. Tout d'abord faut-il considérer l'ensemble des industries nationales, et par conséquent le développement industriel national de toute l'Allemagne, ou bien des industries prises isolément ? La première hypothèse aboutit en dernier lieu à la question de savoir s'il est plus avantageux pour le commerce extérieur d'un pays et par conséquent pour l'exportation de ses produits industriels, de se trouver en relations commerciales avec des pays à économie complexe ou bien avec des pays à économie simple. Or, nous croyons qu'on a suffisamment établi que les relations les plus avantageuses sont celles qui se font avec les pays à économie complexe : c'est avec ces pays que les relations commerciales sont en général les plus fréquentes (2). Pour l'Allemagne, il suffit pour s'en rendre compte, d'examiner les statistiques annuelles des exportations (3).

(1) Ces opinions ont pénétré jusqu'au Parlement allemand où elles ont été exposées et soutenues par un membre de cette assemblée, Pinggen, qui signalait cette expansion de capitaux comme le fléau le plus dangereux pour le développement de l'économie nationale allemande. Parmi ceux qui ont réfuté ces opinions, citons particulièrement P. Dehn, *Weltwirtschaftliche Umschau* dans la *Deutsche Monatsschrift*, mars, 1902 (Berlin, A. Duncker) ; la réponse de Dehn est analysée par le *Deutsche Oekonomist*, année 1902, XX, p. 182.

(2) Dans ce sens, P. Cauwès, cours professé à la Faculté de droit de Paris, année 1903-1904.

(3) Les exportations allemandes les plus actives sont faites en Europe. En 1907, l'Allemagne exportait dans les pays européens pour 5 045, 5 millions marks de marchandises, ce qui fait plus de 2/3 de ses exportations totales. Parmi les pays européens le premier rang appartient à l'Angleterre (importations allemandes d'une valeur de 1060, 4 millions marks) (*Statistisches Jahrbuch*, 1908).

Par contre, si l'on examine le second cas, c'est-à-dire si l'on se place au point de vue de certaines industries déterminées, il y a une part de vérité dans l'observation exposée ci-dessus. Encore faut-il qu'il s'agisse de créations d'industries pleinement identiques à celles qui existent déjà en Allemagne.

Pour que la création d'industries à l'étranger, nuise à l'exportation des produits industriels allemands, il faut que ces industries puissent satisfaire les besoins de leurs nationaux, faut donc qu'elles arrivent à produire des objets identiques à ceux qui étaient importés d'Allemagne.

Il est donc certain que par la création à l'étranger d'une industrie existante, en Allemagne, cette industrie allemande peut être désavantagée et entravée en ce sens qu'elle n'aura plus dans la même mesure à travailler pour l'exportation. On remarque même que l'industrie créée à l'étranger se désintéressera bien vite de sa sœur aînée restée dans le pays et qu'elle ne manquera pas d'entrer avec elle dans la plus aiguë des concurrences. L'Allemagne, dans ses rapports avec l'Angleterre, nous offre ici un exemple bien suggestif. Nous savons que vers la fin de la première moitié du xix^e siècle, l'Allemagne était loin d'être un pays industriel et que c'est vers cette époque seulement que l'essor économique commence à se faire sentir, notamment dans les mines de fer et les hauts fourneaux. Or, ces entreprises furent pour la plupart à leurs débuts dirigées par des industriels anglais, et ce sont précisément ces industriels qui ont soulevé les premiers l'idée de la protection douanière des industries métallurgiques allemandes (on cite même comme principal provocateur de cette *Schutzzollbewegung*, l'industriel anglais *Mulvany*) ; ces nouveaux droits devaient en premier lieu frapper les importations *anglaises*.

Pourtant il ne s'en suit pas qu'il faille condamner — à ce point de vue du moins — la création des industries similaires par le capital allemand à l'étranger.

En effet, si par exemple les fabricants de tissus de *Gera* ou

de soieries de *Krefeld* ou tous autres industriels allemands constatent que l'exportation de leurs produits vers l'Amérique du Nord ou vers la Russie (1) diminue de jour en jour et se trouve presque complètement arrêtée par suite des droits d'entrée très élevés établis sur ces produits, aussi bien en Russie qu'en Amérique, ne doivent-ils pas, au lieu de sacrifier purement et simplement ces débouchés, chercher à s'établir directement sur ces marchés en construisant des usines sur place même ? Assurément oui. Dans ce cas, les industries allemandes qui établissent des fabriques indépendantes à l'étranger, ne font nullement diminuer les exportations allemandes : elles n'ont pour but et pour effet *immédiats* que d'éviter les droits d'entrée des pays mentionnés. Ces industries créées à l'étranger ne sont donc pas à condamner au point de vue économique national ; bien au contraire. En effet, pour leur création, on emploie en général tous les matériaux de construction allemands ; elles ne peuvent que favoriser les industries similaires allemandes en tant qu'elles se trouvent sous la même direction et qu'elles se trouvent exploitées avec le même capital.

Nous pouvons être encore plus affirmatif pour les industries que nous avons spécialement ici à envisager. Sans doute les banques allemandes ont leur part dans l'expansion des industries textiles, en ce sens qu'elles sont liées étroitement à toutes les industries nationales (2), mais leur intervention dans l'expansion de ces industries n'a rien de particulier. Or nous allons nous trouver en présence d'entreprises industrielles où l'intervention des banques allemandes est beaucoup plus directe ; nous voulons parler des entreprises *électriques*.

Nous avons déjà exposé brièvement le développement extrêmement brillant des industries électriques allemandes. Nous connaissons le premier résultat de ce développement ;

(1) V. *Der deutsche Oekonomist*, année 1902, XX, p. 182.

(2) Voir chapitre II : *Les causes*.

la concentration très active de ces industries ; son aboutissement à quelques groupes absorbant un grand nombre des industries électriques indépendantes. Cette concentration a été facilitée et rendue possible par l'intervention des banques allemandes (1).

Le second phénomène qui domine et qui caractérise le développement des industries électriques allemandes, c'est leur *expansion à l'étranger*. Or, cette expansion à l'étranger fut nécessitée par le développement de ces industries à l'intérieur même de l'Allemagne. Pour démontrer ceci clairement, il faut examiner brièvement les principales *modalités* de cette expansion.

On peut, en effet, faire la distinction suivante dans l'ensemble de l'activité des industries électriques allemandes : 1° tout d'abord ces industries se proposent la *fabrication* des machines, matériels et accessoires électriques, tels que dynamos, moteurs, accumulateurs, ampoules, etc.... ; 2° en second lieu, elles se proposent de réaliser les *applications pratiques des procédés modernes d'électricité* ; c'est-à-dire qu'elles procèdent à l'installation des machines électriques pour fourniture de la lumière et des forces motrices, installations de turbines électriques, création des tractions électriques par terre et par mer (bateaux à machines électriques).

On se rend facilement compte, en examinant l'activité des industries électriques à ce second point de vue, que cette activité sera d'autant plus intense, que son champ d'action sera plus vaste. Les installations électriques en pays étranger sont donc absolument nécessaires pour l'accroissement de ces industries. Elles ont également pour résultat direct d'augmenter l'activité des industries électriques au premier point de

(1) Les banques furent ici les intermédiaires utilisés par les grandes firmes qui voulaient grouper toutes les industries qui touchent de près ou de loin à l'électricité et à son application pratique (Jeidels, *op. cit.*, p. 221).

vue ; celui de la construction des appareils et accessoires électriques.

En ce qui touche la construction et la fabrication des appareils, il semble au premier abord que la création à l'étranger d'usines similaires, ne puisse avoir pour résultat que de faire concurrence aux industries nationales allemandes et d'entraver l'exportation de leurs produits. Pourtant, il n'en est rien. Ces industries créées à l'étranger, ne sont que le prolongement des industries nationales, elles servent directement ces industries nationales, elles sont établies dans la plupart des cas avec le concours de ces industries et se trouvent même sous leur direction. Et leur scission d'avec les industries allemandes n'est pas à craindre par ce fait que ces établissements industriels exploitent des brevets qui sont la propriété des grandes maisons industrielles allemandes.

Quel est alors l'effet économique et l'avantage pour les industries électriques allemandes d'établir des usines similaires à l'étranger ? Cela peut être tout d'abord d'éviter les *droits d'entrée* qui sont dans l'espèce très élevés. Il peut y avoir d'autres avantages, par exemple, *éviter les frais de transport* : car il s'agit toujours de l'exportation des produits d'un poids considérable. Et la meilleure preuve s'en trouve dans l'établissement des industries électriques allemandes en Angleterre où il ne s'agissait pas en effet d'éviter des droits d'entrée.

Ayant ainsi précisé la question de l'utilité économique de l'expansion des industries électriques dans leur ensemble, nous allons donner un tableau rapide de l'expansion de ces industries à l'étranger en examinant à ce point de vue les 7 principaux groupes des industries électriques allemandes (1).

(1) Voir là-dessus en dehors des ouvrages déjà cités (et en particulier le bon livre de l'ingénieur Friedrich Fasolt), les travaux et documents suivants : *Die deutschen elektrischen Strassenbahnen, Klein-und Pferdebahnen, sowie die elektrotechnischen Fabriken, Elektrizitätswerke samt Hilfsgeschäften im Besitze von Aktiengesellschaften*, Leipzig, 1901-

On verra — et c'est là surtout notre but — comment cette expansion industrielle a été souvent dirigée, toujours facilitée et soutenue par les grandes banques allemandes.

I. — *L'activité à l'étranger du groupe A. Siemens und Halske, de Berlin.*

a) L'activité de la maison Siemens et Halske à l'étranger, remonte à 1855 en Russie, avec l'établissement à Saint-Pétersbourg d'une usine indépendante qui devait fournir des matériaux pour la création de tout le réseau télégraphique. Cette entreprise fut en 1898 transformée par *Siemens et Halske* et par la *Deutsche Bank*, en une société par actions sous la raison sociale de : *Russische Elektrotechnische Werke Siemens und Halske, Saint-Pétersbourg*. Le capital-action était fixé à 4 millions de roubles, il fut porté en 1899 à 7 millions. Au point de vue des entreprises électriques d'application, il convient de noter ici tout d'abord la création en 1886 de la *Gesellschaft für Elektrische Beleuchtung*, Saint-Pétersbourg, elle a également des usines électriques à Moscou. Le capital de création de cette société était de 1.000.000 de roubles, il est depuis 1901 de 8 millions. Dans le même ordre d'idées, il faut noter la création en 1899 d'un syndicat électrique russe (*Russisches Elektrizitätssyndikat*) au capital de 20 millions de roubles ; cette création fut faite en commun avec le groupe A. E. G. (*Allgem. Elektricitätsgesellschaft*) ; les banques allemandes intéressées à ces groupes solutionnèrent la question financière.

1902 (Verlag für Börsen-und Finanzliteratur) ; *Siemens und Halske, Ein Rückblick am Tage des 50 jährigen Bestehens*, Berlin, 1897 (Julius Spinger) ; A. E. G., *Historisch-Biographische Blätter*, Berlin, 1900 (Ecksteins biograph. Verlag) ; *Elektrizitäts A. G., vorm. Schuckert et Co*, Nürnberg, 1873-1898 : Festschrift zum 25-jähr. Jubiläum ; Hermann Hasse, *Die A. E. G. und ihre wirtschaftliche Bedeutung*, Heidelberg, 1902 ; *Neue Freie Presse* (de Vienne) des 7, 8, 9 et 10 août 1901 (Economist : *Die Lage der elektrischen Industrie in Deutschland*) ; U. E. G., *Historisch-Biographische Blätter*, Berlin, 1901 ; *Siemens und Halske : Historisch-Biographische Blätter*, Berlin, 1900.

b) Un peu plus tard, l'activité d'expansion — quant à la productivité des appareils et accessoires électriques — du groupe Siemens et Halske se poursuivait également en *Autriche* : en 1879, la maison Siemens fonda à Vienne un bureau technique ; et bien que la maison viennoise soit encore aujourd'hui dépendante de la maison mère de Berlin, son importance ne peut être négligée, car elle travaille avec un capital de 20 millions de couronnes.

Quant aux entreprises électriques proprement dites, l'activité de ce groupe est si grande que nous ne pouvons les analyser individuellement dans la crainte d'alourdir trop cet exposé ; bornons-nous donc à donner un tableau de ces entreprises avec mention de la date de création et du montant du capital-actions :

	Année de la création	Capital-action en millions de couronnes
<i>En Autriche :</i>		
Wiener Elektr.-Ges., à Vienne	1888	8,0
Elektrizitätswerke, à Salzburg	1888	1,8
Allgem. Österreich. Elektr. ges., à Vienne . . .	1894	18,0
Grazer Tramway-ges. à Graz.	1897	3,2
Elektrizitätswerke Warnsdorf.	1898	0,6
Galizische A. G. F. Elektr. Untern. Wasser- wercke u. Kanalisationsanlagen Lemberg. . .	1898	1,0
Bau u. Betriebsges. für städt. Strassenbahnen, à Vienne	1899	50,0
<i>En Hongrie :</i>		
Budapester El. Stadtbahn A. G. à Budapest	1891	12,0
Budapester Allgem. Elektr. Ges.	1893	8,0
Igloer Elektr. Bel. u. Kraftübertrag-Anl. A. G. Iglo . .	1894	0,2
Maramaros-Szigeter Elektr. Bel. A. G. M.-Sz.	1894	0,3
Elektr. Franz-Josefs-Untergrundbahn.	1894	7,2

c) La succursale de la maison Siemens, en *Italie*, fut transformée en 1899 en *Società Italiana Siemens per impianti elettrici*, avec sièges à Milan et Rome.

(1) Voir notre tableau ci-dessus.

Les entreprises électriques créées en Italie par ce groupe sont les suivantes :

	Date de fondation	Capital actions	Obliga- tions	Valeurs de travaux de construction
		mill. lires	mill. lires	millions M.
Società anonima Elettricità Alta Italia, à Turin..... (créée avec la participation des grandes banques alle- mandes et suisses) :	1895	15	10	—
Società an. Elettricità Um- bra	1900	1,2	—	1,7
Società an. Elettricità Tos- cana	1900	0,8	—	0,8
Società an. Elettricità Ales- sandrina	1900	0,8	—	0,73

d) Depuis 1858, une usine de la maison Siemens existe en *Angleterre*. Son succès fut grand. En 1880, elle fut transformée en société par actions sous la raison sociale : Siemens Brothers and Co Ltd., au capital de 600.000 livres sterling ; les actions de cette société restèrent entre les mains de la famille Siemens. C'est dans les usines de cette maison anglaise que furent fabriqués la plus grande partie des câbles pour les lignes transatlantiques anglaises.

e) L'activité de la firme S. et H. fut étendue en *Suisse* en 1896. Un groupe de *banques allemandes*, suisses et autrichiennes, créent la *Schweizerische Gesellschaft für Elektrische Industrie* à Bâle, au capital de 10 millions de francs, cette somme fut portée en 1898 à 20 millions. Cette société électrique créa de nombreuses entreprises en Suisse et en dehors de ce pays.

Parmi les autres pays européens où l'activité du groupe Siemens et Halske fut encore particulièrement étendue, il faut mentionner la *Hollande*, l'*Espagne* et le *Danemark*.

f) L'activité de ce groupe se traduit en *Amérique* par l'établissement d'une usine à Chicago en 1892 sous le nom de

Siemens and Halske, Electrical Construction Co ; le capital de cette entreprise qui fut de un million de dollars, fut porté en 1894 à deux millions.

En 1897, le groupe crée avec l'aide de la *Dresdner Bank* à Londres, *The Mexican Electric Works*, au capital de 320.000 livres sterling. Cette somme fut portée en 1900 à 400.000 livres sterling. Cette société avait pour but la construction et l'exploitation des entreprises électriques du Mexique. L'année suivante, en 1898, cette fois-ci avec l'aide de la *Deutsche Bank*, la société Siemens et Halske constitue la *Brasilianische Elektrizitäts-gesellschaft* au capital de 5 millions de marks avec siège à Berlin et succursale à Rio-de-Janeiro.

g) Le groupe S. et H. crée en 1895 en *Afrique*, une entreprise importante : les *Rand Central Electric Works Ltd.*, avec un capital de 300.000 livres sterling et qui avait pour but de fournir la force électrique aux mines du Witwatersrand au Transvaal.

h) Quant à l'activité de ce groupe électrique en *Asie*, il convient de noter les entreprises suivantes :

1° *Niederländisch Indische Elektrizitätsgesellschaft*, fondée en 1895, avec un capital de 1, 5 million marks ;

2° *The Siam Electric Co*, à Copenhague, fondée en 1899. Elle a pour but la création des entreprises électriques au Siam à cet effet, elle possède une usine électrique à Bangkok ;

3° *Chinesische Elektrizitätsgesellschaft* à Berlin, fondée en 1899, avec un capital de 300.000 marks et dans le but de créer des entreprises électriques en Chine.

II. — L'activité, à l'étranger, du groupe *Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft de Berlin*.

a) Jusqu'en 1898, le groupe de la A. E. G. n'exerce pas une activité bien grande en *Russie*. A cette date, il fonde la *A.E.G. Saint-Petersburg*, avec siège à Berlin, au capital d'un million de marks.

b) L'activité du groupe S. et H. devait également entraver l'expansion du groupe A. E. G. en *Autriche*. Si nous négli-

geons quelques entreprises électriques d'importance secondaire, nous n'avons à mentionner que la création par ce groupe de 1901 de la société *A. E. G. à Vienne*.

c) Le groupe *A. E. G.* passe dès 1893 une convention avec la maison Fives-Lille, de Paris ; cette maison se charge de la fabrication pour la *France*, des brevets de la *A. E. G.* En 1899, une société par actions au capital de 300.000 francs fut fondée (*La société française d'électricité A. E. G.*) dans le même but.

d) En *Italie*, l'activité de ce groupe est assez importante. La *A. E. G.* participe, notamment à Gênes, à des entreprises de traction électrique et des sociétés pour fournitures de lumière, notamment à :

	Millions de francs
1 ^o <i>Officine Elettriche Genevesi</i> , avec un capital-actions de	3
2 ^o <i>Società de Ferrovie Ellettriche et Finiculiari</i> , avec un capital-actions de	1,5
3 ^o <i>Società dei Tramways Orientali di Geneva</i> , avec un capital-actions de	2,80
4 ^o <i>Unione Italiana Tramways Elettriche</i> , avec un capital-capital-actions de	3,00
Total	10,3

On peut estimer à environ 40 millions les travaux électriques investis dans des sociétés et exécutés par le groupe *A. E. G.*

e) En *Espagne*, l'activité de la société *A. E. G.* commence de bonne heure et se poursuit avec une assez grande intensité. En 1889, cette société crée avec le groupe des banques de la *Deutsche Bank*, la *Compañia General Madrilena de Electricidad*, à Madrid, au capital de 4 millions pesetas. Toujours avec l'aide des mêmes banques, la société *A. E. G.* crée successivement à Séville, en 1894, la *Compañia Sevillana de Electricidad*, avec un capital de 2 millions pesetas ; à Barcelone, en 1894, la *Compañia Barcelona de Electricidad*, avec un capital de 4 millions pesetas qui fut porté en 1897 à 5 millions ; à Bilbao,

en 1896, la *Compañia Viscaína de Electricidad*, avec un capital de 4,5 millions pesetas.

f) En ce qui concerne l'activité du groupe A.E.G. dans les autres pays européens, il convient de mentionner : la Suisse, avec une usine créée en 1896 à Bâle ; la Belgique, avec la création de 1900 de la *Société belge d'électricité A. E. G.*, au capital d'un million de francs ; la Suède, avec la création en 1899 à Stockholm de la *Elektriska Aktiebolaget, A. E. G.*, au capital de 300.000 couronnes ; l'Angleterre, en 1892-1893, par la participation à *The London Electrical C^o Ltd*, et enfin la Roumanie avec la construction des travaux électriques à Craïova (1895) et Jassy (1900).

g) En dehors de l'Europe, l'activité de la A. E. G. fut surtout étendue en Amérique. Tout d'abord elle participe à la *Edison General Electric C^o Ltd* de New-York. Dans l'Amérique du Sud, le groupe A. E. G. participe avec le groupe de l'Union Elektrizitätsgesellschaft et la banque anglaise Wernher, Beit et C^o à la *Chilian Electric Tramway and Light C^o Ltd*, à Santiago (capital, 1,5 millions livres sterling). Mais il faut particulièrement mentionner à part à cause de son importance pour les intérêts allemands, la création par la A. E. G. et la *Deutsche Bank*, en 1898, de la *Deutsch-Überseeische Elektrizitätsgesellschaft* à Berlin au capital de 10 millions de marks. Le but de la société est de participer à la création et à l'exploitation des entreprises électriques en Amérique. Cette activité commence avec la construction des entreprises électriques à Buenos-Ayres. En 1901, cette société reprend tout l'actif de la Société française d'Electricité de Buenos-Ayres en liquidation ; à cet effet, la *Deutsch-Überseeische Elektrizitätsgesellschaft* porte son capital à 16 millions de marks.

En dehors de ces participations et créations d'entreprises électriques, il faut mentionner également la création par le groupe A. E. G. et la *Deutsche-Bank* en 1895 de la *Bank für elektrische Unternehmungen* à Zurich, au capital de 33 millions de francs. Le but de cette banque était d'adminis-

trer au point de vue financier les entreprises du groupe A. E. G., en particulier à l'étranger, et de participer à leur création. Les entreprises électriques de la A. E. G. qui n'étaient pas créées directement par la participation des banques allemandes, étaient donc créées indirectement par elles en passant par l'intermédiaire de la Bank für elektrische Unternehmungen.

III. — *Activité, à l'étranger, du groupe Schuckert et C^o de Nuremberg.*

a) Il faut signaler l'expansion du groupe Schuckert comme particulièrement active en *Autriche-Hongrie* ; il créa et participa dans ce pays à de nombreuses entreprises électriques de toute sorte et en particulier à la construction de voies de communication à traction électrique. Il faut signaler : *Elektrizitätswerk Steyer*, créé en 1893, au capital de 250.000 marks ; *Elektrizitätswerk und Strassenbahn Baden-Vöslau-Wien*, en 1893, capital 2,2 millions de couronnes ; *Czernowitzer Elektrizitäts- und Strassenbahngesellschaft* en 1896, au capital de 1,8 millions de couronnes ; *Reichenberger Strassenbahn A. G.*, en 1895, au capital de 2 millions de couronnes ; *Krakauer Tramwaygesellschaft*, en 1900, au capital de 2,8 millions de couronnes ; *La Bosnische Elektrizitäts-A.-G. Wien* en 1897, au capital de 6 millions de couronnes en commun avec la *Leipziger Bank*.

En même temps, la société Schuckert organise la fabrication des accessoires électriques en Autriche en créant en 1897 les *Österreichische Schuckert-Werke*, à Vienne, au capital de 8 millions de couronnes. Ces usines entreprennent en 1904 la construction des installations électriques pour la ville de Vienne, d'une valeur de 30 millions de couronnes.

b) Le groupe exécute des travaux électriques également en *Russie* : *Elektrizitätswerk und Strassenbahn* à Libau, en 1896 ; le chemin de fer électrique à Jekatérimoslaw en 1895 ; et à Witebeck, en 1897, pour la construction des appareils et acces-

soires électriques, il crée en 1899, la *Russische Gesellschaft Schuckert C^o* au capital de 2 millions de roubles.

c) En France, le groupe Schuckert participe à la création de la *Compagnie Viennoise d'Electricité* (1895) et à la création du chemin de fer électrique Paris-Arpajon. Il participe également — et ceci est intéressant pour l'industrie électrique allemande — en 1899, à la création à Paris de la *Société Industrielle d'Energie électrique* au capital de 10 millions de francs ; par le contrat passé avec cette société, celle-ci doit employer exclusivement dans ses entreprises électriques les produits de la Schuckert-Gesellschaft.

d) Parmi les autres pays européens — l'activité du groupe Schuckert ne traversa pas l'océan — où ce groupe créa des entreprises électriques, il faut mentionner : l'Italie, avec plusieurs entreprises, parmi lesquelles *Società Toscana per Imprese Elettriche*, à Florence (créée en 1897, capital-actions 2 millions liras) ; *Società Lombarda per Distribuzione di Energia Elettrica*, à Milan (créée en 1899, capital-actions 10 millions liras) ; *Società Bergamasca per Distribuzione di Energia Elettrica* (créée en 1900, capital actions 3,75 millions liras) ; *Società Nazionale per Industrie ed Impresse Elettriche*, à Milan (créée en 1898, capital-actions 5 millions liras) ; en suite la Suisse avec *Elektrizitätswerke Lonza* (créée en 1897, capital-actions 1,3 millions marks) ; la Belgique avec la *Compagnie Electrique Anversoise* (créée en 1898, capital-actions 4,4 millions de francs) ; l'Espagne avec les : *Compañia Electrica Madrilena de Traccio* (créée en 1899, capital-actions 6 millions de pesos), *Compañia Electrica Madrilena de Alumbrado y Fuerza* (créée en 1899, capital-actions 4 millions de pesos), *Sociedad Electroquímica de Flix*, à Barcelone (capital-actions 4 millions de pesos) ; la Suède et la Norvège avec *Luth et Rosens Elektriska Aktiebolaget*, à Stockholm (créée en 1897-1898, la maison Schuckert passe avec cette société une convention par laquelle la société suédoise s'engage à employer uniquement les produits électriques de cette maison allemande) ; *Aktieselskabet Hafs-*

lund, à Christiania (créée en 1898, capital-actions 3 millions de couronnes); *Aktieselskabet Glommens Traesliberi*, à Christiania (créée en 1900, capital-actions 1.275.000 couronnes); l'Angleterre avec la *British Schuckert Electric Co Ltd*, London (créée en 1898, capital-actions 200.000 livres sterling).

IV. — *L'activité, à l'étranger, du groupe de l'Union Elektrizitätsgesellschaft de Berlin.*

a) L'activité du groupe de l'U. E. G. en Autriche se manifeste surtout par la création de différentes lignes de traction électrique dans ce pays (il faut mentionner les villes de Vienne, Linz, Gablonz, Brünn et Prag); il a soin aussi de construire une usine pour fabrication des accessoires électriques à Vienne, en 1898, qui prend le nom de *Österreichische Union Elektrizitätsgesellschaft*; son capital-actions est de 3 millions de couronnes.

b) En Russie l'activité de ce groupe se traduit surtout par la création en 1898, en commun avec les Banques allemandes qui se trouvent derrière ce groupe (1) et quelques banques russes, la *Russische Elektrizitätsgesellschaft Union*, au capital-actions de 6 millions de roubles.

c) Parmi les autres pays européens où l'activité du groupe de l'U. E. G. est importante, il faut mentionner : l'Italie, avec la *Società per lo Sviluppo delle Imprese Elettriche in Italia*, créée en 1898 en commun avec un groupe de banques à la tête duquel se trouvait la maison *Bleichröder* (au capital de 2 millions de livres); la Belgique avec la *Société Générale Belge d'Entreprises électriques* à Bruxelles (créée en 1895; capital-actions 6 millions de francs); la *Société financière de Transports et d'Entreprises industrielles* (créée en 1897, capital-actions 11,5 millions de francs) ainsi que de nombreuses entreprises de traction électrique; son activité en Espagne, Danemark et Suède n'est pas non plus à négliger.

(1) Voir ci-dessous, p. 241.

d) Quant aux pays d'outre-mer il faut signaler l'activité du groupe U. E. G. en *Amérique du Sud*. Là il participa à la création de quelques entreprises électriques en commun avec le groupe A. E. G. (voir activité de ce groupe).

V. — *L'activité, à l'étranger, du groupe Hélios Electrízitäts-A. G. à Cologne.*

L'activité du groupe Hélios est loin d'être aussi grande que celle des groupes qui le précèdent dans cet exposé, néanmoins elle s'étend sur un grand nombre de pays européens. En *Russie* et en *Hollande* il participe à quelques entreprises en commun avec le groupe A. E. G., il est également intéressé aux entreprises en *Autriche*, *Italie* et *Roumanie*.

VI. — *L'activité, à l'étranger, du groupe Lahmayer et C^o de Francfort.*

De même que les entreprises à l'étranger du groupe précédent, celles du groupe Lahmayer sont plutôt modestes. En *Russie*, tout d'abord, il est intéressé dans la construction des entreprises de traction électrique notamment du chemin de fer Kiew-Swiatoschin. En *Italie*, il crée en 1901 la *Società Italiana Lahmayer di Elettricità* au capital d'un demi-million de livres. En *Angleterre* il crée en 1901 la *Lahmayer Electrical C^o Ltd.* avec un capital de 100.000 livres sterling. Il faut enfin mentionner que son activité s'étend également en *Suisse*, en *Suède*, en *Norvège* et en *Roumanie*.

VII. — *L'activité, à l'étranger, du groupe A. A.-G. Elektrizitätswerke (vorm. O. L. Kummer et C^o) à Dresde.*

Le groupe Kummer fut le moins actif à l'étranger : sur cette activité, il n'y a rien de plus particulier à dire, il faut seulement mentionner qu'elle s'étend sous forme d'entreprises électriques exécutées en Europe : en *Autriche* et en *Roumanie*, en *Asie*, en *Chine*

Si nous estimons en valeur numérique ces différentes entreprises des industries électriques à l'étranger, nous en aurons les tableaux suivants (1) (chiffres donnés en millions de marks).

Fabrication de matériel, appareils, etc.

GROUPE	En Russie	En Autriche- Hongrie	Total
S. T. H.....	15,12	17,60	32,12
Schuckert.....	4,32	6,80	11,12
M. E.-G.....	12,96	2,55	15,51
Total.....	32,40	26,35	58,75

Electro-chimie.

GROUPE	Russie	Autriche - Hongrie	Espagne	Suède et Norvège	Suisse	Total
A. E.-G.....	2,59	1,95	—	—	11,20	15,74
Schuckert.....	—	5,10	4,80	4,80	—	14,70
Total.....	2,59	7,05	4,80	4,80	11,20	30,44

(1) Chiffres donnés d'après Fasolt, *op. cit.*, p. 174 et 175.

Construction des entreprises électriques

GROUPE	Russie	Autriche-Hongrie	Italie	Suisse	Hollande	Belgique	Espagne	Roumanie	Amérique	Afrique	Asie	Total
S. T. H.....	33,10	34,00	12,78	3,36	1,25	—	1,82	—	10,43	6,00	1,65	104,39
A. E.-G.....	2,88	6,16	9,28	—	—	—	12,60	0,70	20,50	—	—	52,04
Schuckert.....	1,60	2,54	12,60	1,30	—	3,52	3,20	0,90	—	—	—	25,66
U. E.-G.....	2,88	1,15	—	—	—	—	3,50	—	10,00	—	—	17,53
Helios.....	21,60	—	—	—	4,50	—	—	1,60	—	—	—	27,70
Lahmeyer.....	—	—	—	3,12	—	—	—	2,00	—	—	—	5,12
Kummer.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,69	0,69
Total.....	62,06	43,85	34,38	7,78	5,75	3,52	21,22	5,20	40,93	6,00	2,34	233,13

Construction des voies de communication à tractions électriques.

GROUPE	Russie	Autriche-Hongrie	Italie	Suisse	Espagne	Danemark	Roumanie	Amérique	Asie	Total
S. T. H.....	—	64,00	10,85	—	—	5,63	—	6,94	0,15	87,57
A. E.-G.....	—	—	17,21	—	7,70	—	—	2,57	—	27,48
Schuckert.....	1,60	5,78	—	0,06	4,80	—	—	—	—	12,24
U. E.-G.....	—	9,39	—	—	—	5,62	6,40	10,50	—	31,91
Helios.....	—	0,87	—	—	—	—	1,60	—	—	2,47
Lahmeyer.....	1,50	—	—	—	—	—	—	—	—	1,50
Total.....	3,10	80,04	28,06	0,06	12,50	11,25	8,00	20,01	0,15	163,17

Tel est, dans ses grandes lignes, l'aspect général de l'expansion des industries électriques allemandes. On a pu, en examinant les aperçus de l'activité des différents groupes électriques que nous venons de donner, se rendre compte du rôle des banques allemandes dans cette expansion. En effet, souvent les banques allemandes sont intervenues dans la création des entreprises électriques directement et conjointement avec les groupes mentionnés. Quelquefois elles sont allées encore plus loin en prenant elles-mêmes l'initiative : on peut signaler ici la création par la *Discontogesellschaft* en 1890, de la *Compagnie Parisienne d'air comprimé* (1).

Mais l'activité et le rôle des banques allemandes ne s'arrête pas à cette participation directe ; il y a plus encore. C'est aussi la raison pour laquelle nous avons cru devoir donner cet aperçu de *l'ensemble* de l'expansion des industries électriques allemandes à l'étranger. C'est sur l'ensemble de l'activité de ces industries électriques que les banques allemandes ont exercé leur influence, en ce sens que chaque groupe d'industries électriques a derrière soi un *groupe de banques* qui est avec lui dans un lien intime et constant. C'est tout d'abord pour la création et pour le développement de ces industries en Allemagne même, que ces groupes interviennent en appuyant ces entreprises de leur crédit, en faisant les émissions de leurs actions et obligations. Par là les banques préparent et rendent possible une expansion en dehors de l'Allemagne. Quand l'industrie électrique a atteint le développement nécessaire pour que l'expansion soit possible, et quand elle est devenue même indispensable pour la *continuité* de ce développement, les banques par leur intervention, ont rendu à ce développement externe le même service qu'elles avaient déjà rendu au développement à l'intérieur du pays.

Les tableaux suivants montrent les banques qui sont rattachées à chaque groupe électrique et qui les ont ainsi aidés à développer leur activité à l'étranger.

(1) Voir II^e partie : *Discontogesellschaft*.

I. — *Le Groupe : Siemens et Halske.*

1. — *Deutsche Bank.*
2. — *Bank für Handel und Industrie.*
3. — *Berliner Handelsgesellschaft.*
4. — *Discontogesellschaft.*
5. — *Dresdner Bank.*
6. — *Mitteldeutsche Kreditbank.*
7. — *S. Bleichröder.*
8. — *Delbrück, Leo et C^o.*
9. — *Jacob S. H. Stern, Frankfurt a. M.*
10. — *L. Speyer-Ellissen, Frankfurt a. M.*
11. — *Bergisch-Märkische Bank.*

II. — *Le Groupe : Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft.*

1. — *Berliner Handelsgesellschaft.*
2. — *Deutsche Bank.*
3. — *Nationalbank für Deutschland.*
4. — *Delbrück, Leo et C^o.*
5. — *Hardy et C^o.*
6. — *Gebr. Sulzbach, Frankfurt a. M.*
7. — *E. Heimann, Breslau.*
8. — *Rheinische Discontogesellschaft.*

III. — *Le Groupe : Elektrizitäts-Aktiengesellschaft,
vorm Schuckert und C^o.*

1. — *W. H. Ladenburg und Söhne, Mannheim.*
2. — *Anton Kohn, Nürnberg.*
3. — *Commerz-und Discontobank.*
4. — *Von der Heydt-Kersten und Söhne.*
5. — *E. Ladenburg, Frankfurt a. M.*
6. — *J. Dreyfus und C^o, Frankfurt a. M.*
7. — *Bayrische Vereinsbank.*
8. — *Bayrische Hypotheken-u. Wechselbank.*

IV. — *Le groupe : Union Elektrizitätsgesellschaft.*

1. — *Discontogesellschaft.*
2. — *Dresdner Bank.*
3. — *Bank für Handel und Industrie.*

4. — *A. Schaaffhausen'scher Bankverein.*
5. — *S. Bleichröder.*
6. — *Born und Busse.*

V. — *Le groupe : Helios Elektrizitätsgesellschaft.*

1. — *J. I. Eltzbacher und C^o, Köln.*
2. — *J. H. Stein-Köln.*
3. — *Sal. Oppenheim jr. und C^o, Köln.*
4. — *Deutsche Genossenschaftsbank Soergel, Barrisius und C^o.*
5. — *Berliner Bank.*
6. — *C. Schlesinger, Trier und C^o.*
7. — *Deutsche Effekten-und Wechselbank.*
8. — *L. Behrens Söhne, Hamburg.*
9. — *Niederrheinische Kreditanstalt.*

• VI. — *Le Groupe : Elektrizitäts Aktiengesellschaft,
vorm W. Lahmeyer und C^o.*

1. — *Von Erlanger und Söhne, Frankfurt a. M.*
2. — *Bank für Handel und Industrie.*
3. — *Grunelius und C^o, Frankfurt a. M.*
4. — *Oberrheinische Bank.*
5. — *B. M. Strupp, Gotha.*
6. — *D. und J. de Neufville, Frankfurt a. M.*
7. — *Phil. Nic. Schmidt, Frankfurt a. M.*
8. — *Joh. Goll und Söhne, Frankfurt a. M.*

VI. — *Le Groupe : Aktiengesellschaft Elektrizitätswerke,
vorm. O. L. Kummer und C^o.*

1. — *Kreditanstalt für Industrie und Handel, Dresden.*
2. — *Deutsche Genossenschaftsbank Soergel, Parrisius und C^o.*

2) *Les banques allemandes et les industries minières.*

Pour juger de l'utilité de la création des industries extractives à l'étranger, au point de vue de l'économie nationale, il faut faire intervenir une division parmi ces industries, division qui ressortira de la différence des produits mêmes de ces industries. En effet, des mines vont produire tout d'abord des

minerais que le sous-sol national ne contient pas ; en second lieu, d'autres mines renferment des minerais qui se trouvent dans le pays national, mais en quantité insuffisante pour pouvoir satisfaire la consommation nationale ; en troisième lieu, des mines possèdent des minerais qui se trouvent dans le pays national et en quantité plus que suffisante, de sorte que ces produits sont un article de l'exportation nationale.

Les banques allemandes ont participé à la création à l'étranger de ces trois espèces d'industries extractives, mais d'une façon inégale. En effet, cette participation des banques allemandes dans les *industries qui n'ont pas leur équivalent en Allemagne* est peu importante. Il faut signaler spécialement la participation de la Deutsche Bank, de la Dresdner Bank et de la Handelsgesellschaft dans les mines d'or *Goerz et C^o* de l'Afrique du Sud (1), de même que les intérêts de la Dresdner Bank et de la Discontogesellschaft dans la *General Mining and finance Corporation Ltd* ; la Darmstädter Bank est intéressée à la *Consolidated Mines Selection Cy Ltd*.

La participation des banques allemandes aux industries extractives étrangères dont l'équivalent se trouve en Allemagne et en quantité suffisante pour que leurs produits puissent même être exportés, sont plus importantes que les précédentes. C'est à propos de ces industries qu'on peut formuler la même objection déjà examinée à propos de l'établissement à l'étranger des industries de transformation. Dans l'espèce, il s'agit des participations de banques allemandes dans les mines de charbon à l'étranger. Nous avons vu dans quelle large mesure ces banques ont pris part à l'organisation des voies de communication à l'étranger. Il était également tout naturel que ces banques cherchassent un moyen de fournir à ces lignes de chemins de fer le charbon nécessaire à leur exploitation. C'est dans ce but notamment que fut créée en 1899 la *Schantung Bergbaugesellschaft*, au capital de

(1) Voir II^e partie : *Deutsche Bank*.

12 millions de marks, par le même syndicat de banques qui créa le chemin de fer de Schantung (1). L'exploitation de cette mine marche d'une façon satisfaisante ; on en extrait en 1906 plus de 136.000 tonnes de charbon (2).

Etant donné le but poursuivi par ces entreprises, peut-on dire que leur production va nuire au développement des mines de charbon allemandes ? Non, assurément. Etant donnée la distance qui sépare ces lignes de chemins de fer créées par les banques de l'Allemagne, on ne peut espérer qu'elles puissent consommer un charbon provenant des mines allemandes (3). Les mines que les banques allemandes créent de cette façon, ne visent qu'à assurer la régularité de l'exploitation des lignes de chemins de fer créées par elles ; elles sont au point de vue national aussi utiles que ces voies de communication elles-mêmes.

Il nous faut examiner en troisième lieu les mines créées par les banques allemandes à l'étranger et dont l'équivalent, en Allemagne, ne suffit pas à satisfaire la consommation nationale, telles sont les mines de pétrole créées par les banques allemandes à l'étranger. Au point de vue de l'économie nationale, l'utilité de ces mines est certaine. En effet, elles ne peuvent pas avoir pour résultat de diminuer l'exportation nationale à l'étranger, elles ont un but tout contraire, c'est de fournir le marché national en produits que celui-ci est obligé d'importer. La production allemande du pétrole est tout à fait insuffisante pour la consommation nationale. Les mines allemandes de pétrole produisent annuellement environ 80.000 tonnes de pétrole, et l'Allemagne en consomme près de 10 fois plus. De sorte que l'Allemagne importe tous les ans plus d'un million de tonnes de pétrole. Il ne pouvait donc

(1) Voir II^e partie : *Discontogesellschaft*.

(2) Bilan de la Schantung Bergbaugesellschaft, année 1906.

(3) La grande quantité de charbon exporté annuellement par les mines allemandes à l'étranger, ne se fait que dans les pays qui se trouvent dans le voisinage immédiat de l'Allemagne.

qu'être avantageux pour l'économie nationale de chercher à faire participer le capital allemand à ces entreprises minières dont les produits sont si importants pour l'Allemagne. Si on envisage la production industrielle nationale, il faut reconnaître qu'elle peut être avantagée par ces entreprises étrangères mêmes, en ce sens que pour l'exploitation de ces mines (la même chose doit être dite des mines de charbon) on a besoin des appareils et des produits métallurgiques (appareils de sondage, réservoirs métalliques, rails et wagons pour le transport des minerais, etc.) qui, dans le cas des entreprises exploitées par le capital allemand, sont fournis en grande majorité par les industries allemandes.

Dans les mines de pétrole de la Roumanie (1), les banques allemandes qui sont intervenues directement dans l'exploitation de ces mines en créant des sociétés par actions importantes, ont rendu possible l'exploitation du pétrole roumain suivant les procédés modernes (2). Ces mines produisaient, en 1886, 53.000 tonnes de pétrole, elles en fournissent aujourd'hui près de 900.000 tonnes (3), d'une valeur d'environ 40 millions de francs. La Roumanie vient en 1907 au quatrième rang parmi les pays producteurs de pétrole du monde entier, après

(1) Voir sur le pétrole roumain et sur les rapports du capital allemand et des banques allemandes avec cette industrie : les bilans des grandes banques (*Deutsche Bank* et *Discontogesellschaft* en particulier) et les bilans des sociétés pétrolifères créées en Roumanie par ces banques, spécialement ceux de la *Steuana Romana*, de la *Telega Oil Compagny* et de la *Bustenari*. Ensuite : *Le Moniteur du pétrole roumain de Bucarest* ; *Le Mouvement économique*, revue mensuelle paraissant à Bucarest ; la *Kölnische Zeitung*, la *Frankfurter Zeitung* et la *Wiener Neue Presse*, qui donnent des comptes rendus réguliers sur ces industries ; le *Franfurter Aktionär* (en particulier, les numéros des 15 et 22 mai et du 11 juin 1904) ; enfin les ouvrages déjà mentionnés de Jeidels (p. 192 et suiv.), et de Sartorius v. Waltershausen (p. 140 et suiv.).

(2) Remplaçant les puits à main par des sondes.

(3) *Le Mouvement économique* du 1^{er} octobre 1907, p. 289.

les États-Unis d'Amérique, la Russie et les Indes néerlandaises.

Ces mines sont en très grande majorité exploitées au moyen de capitaux étrangers, surtout par des capitaux allemands.

Le tableau suivant nous indique la répartition :

Capital allemand	74.000.000	francs
— français	31.000.000	—
— hollandais	22.000.000	—
— roumain	16.000.000	—
— italien	15.000.000	—
— américain	12.500.000	—
— belge	5.000.000	—
— anglais	3.000.000	—
— de divers pays	6.500.000	—
Total	185.000.000	francs

Les capitaux allemands se décomposent de la façon suivante dans les entreprises d'exploitation du pétrole : 35 millions dans la « Steuana Romana », 9 millions dans la « Bousteanari », 5 millions dans le « Crédit Pétrolifère », 1.250.000 francs dans la « Véga », 14 millions dans le « Royaume Roumain » ; 6 millions dans la « Telega Oil Cy », 1,8 million dans la Société de forage « Rasky » et le reste dans diverses entreprises.

Cet investissement de capitaux dans l'industrie pétrolifère roumaine est l'œuvre des grandes banques allemandes : ce sont elles qui sont intervenues dans la création même de ces exploitations industrielles. La première des banques allemandes qui entra dans cette voie fut la *Deutsche Bank* : elle fonda, avec le *Wiener Bankverein*, la *Ungarische Bank für Handel und Industrie* ; celle-ci à son tour, créa la *Budapester Internationale Petroleumgesellschaft* qui s'occupe directement des entreprises pétrolifères. De cette façon fut créée, en 1896, la société par actions *Steuana Romana* qui est encore aujourd'hui l'entreprise pétrolifère la plus importante de la Roumanie ; en 1903, on procéda à la réorganisation de cette entreprise, la *Deutsche Bank* y participa pour une somme de 8 millions et entra dans le conseil de direction de cette exploitation.

Elle s'occupe aussi de la vente et de l'importation du pétrole en Allemagne ; elle crée en 1904 la *Deutsche Petroleum-Aktiengesellschaft* à Berlin, au capital de 20 millions de marks. La Deutsche Bank groupe autour d'elle pour cette entreprise, le *Wiener Bankverein*, la *Darmstädter Bank*, la *Mitteldeutsche Kreditbank*, la *Nationalbank für Deutschland*, et *Jacob S. H. Stern, de Francfort*. La Deutsche Petroleum Aktiengesellschaft avait avant tout pour but de s'occuper du raffinage du pétrole et de sa vente, mais elle devait également prendre part à son exploitation directe à l'étranger. Un des premiers succès de cette entreprise fut de conclure un accord avec la *Petroleumprodukte-Aktiengesellschaft* de Hambourg, qui avait pour but d'assurer le transport du pétrole roumain en Allemagne.

Avec la Deutsche Bank, la *Discontogesellschaft* est également engagée d'une façon prépondérante dans les pétroles roumains. Elle participe avec la maison Bleichröder à la *Telega Oil Compagnie* qui fut créée en 1901 sous une direction anglaise. Après diverses péripéties, le consortium de la Discontogesellschaft et S. Bleichröder assume en 1905 la direction technique de l'exploitation du chantier. En 1903, la Discontogesellschaft et S. Bleichröder fondent la société anonyme *Bustenari* et en 1905 la société anonyme *Vega*. En janvier 1905, le même consortium crée le *Crédit pétrolifère*, société pour favoriser l'industrie pétrolifère en Roumanie, et en mars 1905 l'*Allgemeine Petroleum Industrie Aktiengesellschaft* qui réunit toutes les entreprises déjà nommées.

En troisième lieu, comme participant aux pétroles roumains, il faut mentionner le groupe *Dresdner Bank-Schaaßhausenscher Bankverein*. Ce groupe y fut conduit par ses intérêts dans la *Internationale Bohrgesellschaft* ; cette société exécuta des sondages en Roumanie, mais elle s'était obligée auparavant de créer une société d'exploitation de pétrole si elle trouvait des gisements pétrolifères, c'est ainsi que fut créée

par les banques mentionnées, en 1905, la *Petroleum-Aktiengesellschaft Campina*.

Telle est la situation des capitaux allemands et des banques allemandes dans les entreprises pétrolifères en Roumanie. Mais bien que la Roumanie arrive — comme nous le disions — à produire près d'un milliard de tonnes de pétrole, production qui sera de beaucoup augmentée quand tous les puits et tous les terrains pétrolifères seront exploités, il est à noter qu'une faible partie de ce pétrole seulement entre en Allemagne. Malgré la facilité de transport du pétrole roumain par le Danube, l'Allemagne ne consomme que de 20 à 30.000 tonnes de ce pétrole, tandis qu'elle importe plus de 300 000 tonnes de pétrole américain et plus de 100.000 tonnes de pétrole russe. Le pétrole roumain ne peut, de longtemps encore, lutter sur le marché allemand contre les deux groupes financiers les plus grands du monde et qui détiennent tout le marché mondial du pétrole : la *Standard Oil Cy* de Rockefeller et les pétroles de Baku de Rothschild et Nobel.

Il faut mentionner enfin que les banques allemandes ne se sont pas limitées au pétrole roumain. Elles sont intéressées aux pétroles de la *Galicie* par leurs participations à la *Petroleum Aktiengesellschaft Schodnica* ; au pétrole russe, par la *Petroleumprodukte-Aktiengesellschaft* qui obtient la concession d'exploitation et raffinement du pétrole à Baku sous le nom de *Deutsche Anonyme Aktiengesellschaft zur Gewinnung von Naphtaprodukten*.

Avant de terminer cette étude de la participation des banques allemandes aux entreprises pétrolifères situées à l'étranger, il peut être curieux de mentionner que des banques allemandes, c'est la *Berliner Handelsgesellschaft* qui la première participa aux entreprises de pétrole. C'est en 1895 qu'elle créa avec sa commandite, la maison de banque Labouchère Oyens et C^o d'Amsterdam, la Banque de Paris et des Pays-Bas, un syndicat de sondages pétrolifères à Sumatra. Ce syndicat devint en 1897 la société pour l'exploitation du pétrole :

Mocara Enim, la Handelsgesellschaft n'est plus directement aujourd'hui intéressée à cette entreprise, elle ne l'est qu'indirectement par sa commandite d'Amsterdam.

Nous avons dans ce paragraphe envisagé le rôle industriel de l'expansion des banques allemandes en tant que rôle direct, c'est-à-dire en envisageant le lien immédiat qui unit les banques et les industries dans cette expansion mutuelle ; nous avons pu nous rendre compte que les exemples de cette expansion sont nombreux et complexes.

Il nous reste à préciser encore un point. On a dit, et ceci est parfaitement exact, que les banques allemandes, en pratiquant et provoquant une expansion industrielle, avaient toujours en fin de compte comme raison déterminante, leur intérêt propre. En second lieu, on a dit également que ces banques se souciaient peu de l'intérêt national, et que cette expansion était déterminée par les capitaux allemands disponibles et qui cherchaient de bons placements (1). Voilà qui est moins exact.

Ces deux propositions ne s'accordent guère. Les banques, comme toutes les entreprises commerciales, cherchent en premier lieu, leur intérêt propre : c'est une affaire entendue. Mais dans l'expansion industrielle, elles ne sauraient aller à l'encontre de l'intérêt national, par le fait que leur commerce ne peut prospérer que quand toutes les branches économiques nationales sont florissantes. Leur action sur les capitaux n'est pas négligeable ; elles servent ici toujours d'intermédiaire, de canaux, souvent de guides ; et leur intérêt bien entendu les pousse à distribuer ces capitaux disponibles dans les branches de la production les plus avantageuses à l'économie nationale tout entière.

(1) Jeidels, *op. cit.*, p. 197.

CHAPITRE IV

LES MODALITÉS DE L'EXPANSION

Il nous reste à examiner les modalités de l'expansion des banques allemandes, c'est-à-dire les *moyens techniques utilisés par les banques pour s'assurer un champ d'action sur les marchés financiers étrangers et vaincre les obstacles qui s'opposaient à leur établissement*.

Une idée essentielle domine ce chapitre : il faut bien voir comment ces modes d'expansion pratiqués par ces banques allemandes leur ont été imposés tant par des nécessités proprement bancaires que par des nécessités *historiques*. Survenues sur le marché international plus tardivement que leurs concurrentes anglaises ou françaises, les banques allemandes n'ont jamais tenté de suivre l'exemple tout spécial des banques anglaises : à savoir l'expansion au moyen d'établissements entièrement indépendants des instituts de la métropole : de même elles n'ont pu s'en tenir aux modes relativement simples d'expansion par *commandites* et par *succursales* ; elles ont dû, après une série de tâtonnements et d'expériences parfois malheureuses, et tout en continuant à pratiquer dans une certaine mesure ces modes directs et pour ainsi dire classiques d'expansion, adopter un mode particulièrement original que leur imposaient précisément la double série d'obstacles qu'elles avaient à vaincre.

α) On voit en effet, tout d'abord, qu'il est beaucoup plus difficile de faire le commerce de banque à l'étranger, que de pratiquer ce commerce dans le pays national. Des obstacles vont surgir de tous côtés, et l'on se rendra facilement compte et de leur nombre et de leur importance en examinant à ce point de vue notre partie analytique : nous avons toujours

été préoccupés par cet aspect de la question dans notre exposé de l'expansion particulière de chaque banque.

β) Mais ce n'est pas encore tout. A côté de ces obstacles qui sont inhérents à toute expansion de banque, les banques allemandes ont rencontré des obstacles particuliers. Ils provenaient de la situation même des banques allemandes, qui se trouvaient sur les places étrangères, en face de banques d'autres nationalités qui les avaient devancées.

De là, cette *double catégorie* de difficultés qui s'opposaient à l'action des banques allemandes. Nous devons examiner comment ces difficultés influencèrent leur politique d'expansion et comment les banques parvinrent à les tourner, en étudiant de façon analytique les *obstacles inhérents à toute expansion de banque et la politique générale des banques allemandes — les obstacles propres à l'expansion des banques allemandes, la politique plus particulière des banques allemandes en vue de renverser ces obstacles et enfin les modes de l'expansion des banques allemandes proprement dite*, c'est-à-dire les différents procédés dont elles ont usé pour se faire représenter sur les marchés extérieurs.

I. — Les *obstacles généraux* inhérents à toute expansion de banque proviennent de ce que des conditions différentes régissent la vie financière et la vie économique des pays étrangers qui doivent servir de champ d'action à cette expansion. Chaque pays donné présente dans son organisation et dans son développement économique des particularités avec lesquelles l'organisation bancaire doit toujours compter. De plus, il faut remarquer que l'expansion bancaire se dirige de préférence vers les pays jeunes, pays en voie d'évolution, qui ne sont pas encore très bien ni définitivement organisés au point de vue économique et au point de vue financier. C'est en effet, dans ces pays, le plus souvent pauvres en capitaux et riches en différents produits naturels, que cette expansion présente le plus d'avantages ; il se trouve que les capitaux y

étant très recherchés, sont bien rémunérés ; un commerce de crédit y est des plus lucratifs. Mais aussi, ce sont en même temps des pays dont l'organisation bancaire est encore dans l'enfance : il faut intervenir directement et créer ces établissements de toutes pièces. Or, de graves changements dans la vie financière et la vie économique interviennent fréquemment dans ces pays, et ceci d'une façon brusque et inattendue, changements trop souvent causés par l'instabilité des conditions politiques, les troubles et les révoltes ; il est inutile d'insister pour montrer les effets déplorables qui en résultent pour toute la vie économique, les conséquences préjudiciables particulièrement pour le commerce de banque.

Quels principes dirigèrent les banques allemandes ? Les conditions à envisager sont si complexes, elles varient tellement avec les pays, que nous ne pouvons donner qu'une vue d'ensemble de la conduite des banques allemandes. Leur règle la plus stricte fut de ne jamais rien livrer au hasard, leur plus grand art de toujours *chercher à bien connaître la situation politique et économique du pays, et à tâcher d'approprier par des procédés ad hoc le commerce de banque à cette situation*. De l'application de cette règle générale on trouvera des exemples typiques dans notre partie analytique en étudiant chaque cas *spécial* d'expansion. Nous n'allons ici qu'essayer de dégager les idées d'ensemble.

La politique des banques allemandes à ce point de vue, fut donc avant tout soumise à la plus grande prudence. N'avancer que *par étapes* dans chaque entreprise et ne progresser que *par degrés* semble être le mot d'ordre du commerce de banque allemand à l'étranger. Les banques saisissent chaque occasion favorable de développer leur expansion, comme elles guettent de même tout changement défavorable dans la vie économique ou politique du pays où elles opèrent, pour restreindre aussitôt leur activité à la moindre alerte.

Aussi, dans ce but, les banques allemandes apportent-elles la plus grande attention dans le choix du *personnel* qui a pour

mission de diriger les affaires de banques concernant l'étranger. Elles s'adressent de préférence à des personnes qui ont longtemps séjourné dans les régions où elles sont appelées à exercer un commerce de banque ou à diriger une opération financière quelconque. Comme le service à l'étranger, souvent dans des pays lointains au climat meurtrier, n'est pas toujours longtemps praticable par une seule et même personne, elles opèrent des mutations dans leur personnel de façon à posséder des cadres tout prêts pour les entreprises à l'étranger, les personnes qui bénéficient de la faveur de rentrer en Allemagne, restant dans les services spéciaux qui s'occupent de l'étranger. Ces personnes peuvent de cette façon donner des conseils utiles et agir en connaissance de cause, pour guider le mieux possible cette expansion de banque.

Malgré toute cette attention et cette prudence, nous aurons à signaler dans notre partie analytique bien des déboires importants. Mais même à propos de ces pertes, il nous faut mentionner les faits particulièrement typiques et intéressants. En effet, la banque allemande n'oublie jamais, dans les expériences les plus désastreuses de chercher l'enseignement pratique qui pourra lui être profitable, pour l'avenir. Elle dégage de l'insuccès d'un cas donné tout ce qui est fait accidentel et qui n'est imputable à personne ; elle cherche en second lieu à préciser dans quelle mesure il y a eu faute ou non-adaptation aux conditions locales, économiques ou financières.

Si elle juge que malgré un premier échec subi dans un pays déterminé, ce pays reste quand même un terrain favorable d'expansion, elle recommencera sa tentative d'établissement. Cette ténacité des banques allemandes dans leur politique d'expansion, est tout à fait remarquable, c'est elle qui combinée avec une grande prudence, a fait acquérir à ces banques la place qu'elles occupent aujourd'hui sur le marché financier de l'étranger.

Parmi les obstacles généraux de l'expansion des banques à

l'étranger, il en est un qui se présente presque toujours dès qu'il s'agit d'une activité bancaire à l'étranger ; à cause de son importance et de sa généralité il nous faut l'examiner de plus près.

On sait que dans les relations monétaires, dans les paiements internationaux *la question du change* se présente toujours, même quand il s'agit de relations entre deux pays qui ont des systèmes monétaires basés sur un étalon identique. Cette question du change se complique singulièrement quand il s'agit de relations monétaires entre pays qui ont des étalons différents et surtout quand il s'agit des relations avec des pays à monnaie dépréciée ou avariée.

Les aléas qui résultent de ces relations sont considérables. Comment garantir les banques des pertes possibles résultant de cette dépréciation monétaire, et leur permettre de pratiquer leur expansion là où elle est précisément la plus nécessaire et la plus lucrative. Nous savons déjà, en effet, que c'est surtout dans les pays neufs que les banques ont intérêt à étendre tout d'abord leur action à l'étranger ; or, ce sont ces pays qui souffrent le plus souvent d'une monnaie dépréciée ou d'une monnaie de papier.

Les banques qui pratiquent l'expansion dans ces pays peuvent, de ce fait, subir des pertes de deux façons différentes : tout d'abord une dépréciation monétaire plus accentuée ou une baisse subite du change, peuvent *les atteindre dans les engagements contractés vis-à-vis d'elles* ; en second lieu leur *capital de roulement peut ainsi subir des diminutions importantes*.

Les *procédés employés* par les banques allemandes pour se couvrir ont varié suivant les pays : ici encore elles furent guidées par les circonstances et adoptèrent avec l'expérience les modes qui leur convenaient le mieux. Mais nous pouvons cependant brièvement et d'une façon générale les exposer ici.

a) Il y a tout d'abord à éviter le danger que peut faire

courir aux engagements contractés envers la banque. une dépréciation monétaire. La précaution la plus simple en pareil cas, c'est d'imposer aux représentants de la dite banque à l'étranger l'obligation de n'accepter que des *engagements exprimés en monnaie d'or*, c'est-à-dire d'adopter l'or comme base des opérations ; c'est à coup sûr le moyen le plus efficace de se protéger contre ces dépréciations monétaires. C'est aussi le mode que les banques allemandes ont dans leur politique d'expansion pratiqué le plus largement. Elles ont notamment adopté ce mode de protection contre les variations du change dans les pays où ces variations sont et très brusques et très fréquentes, et où elles prennent des proportions considérables, notamment dans les républiques de l'Amérique du Sud.

Mais ce mode si avantageux par suite de sa complète efficacité présente un inconvénient assez grave. La banque qui l'adopte voit du même coup diminuer son activité à l'étranger d'une façon très sensible. En effet, si la banque se trouve à l'abri des pertes résultant de la dépréciation monétaire, tous les risques de cette dépréciation vont tomber sur les clients de la banque. Les engagements de ceux-là envers la banque deviendront très onéreux, et par cela même ils recourront à la banque le moins possible. Aussi a-t-on reproché aux banques allemandes de n'avoir pas su vaincre la concurrence des banques des autres nationalités à l'étranger, notamment la concurrence des banques anglaises, qui à ce point de vue ne sont pas aussi rigoureuses. Ce reproche est, à notre avis, exagéré. Sans doute, exiger le règlement des engagements en or à l'étranger peut être très lourde à supporter, et doit, nous venons de le dire, diminuer le commerce de banque et par conséquent l'expansion, mais par contre c'est le seul moyen d'assurer la sécurité à cette expansion et d'empêcher qu'elle soit compromise. Ce but devait dominer la conduite des banques allemandes qui commençaient seulement à prendre pied sur les marchés étrangers et qui ne pouvaient pas s'ex-

poser à courir des risques aussi grands que les banques anglaises qui y étaient établies déjà de longue date. Le premier devoir des banques allemandes, pour réussir dans leur tentative d'expansion à l'étranger était de donner le plus de sécurité possible à leurs opérations ; ainsi seulement, elles pouvaient compter sur un succès à l'avenir.

Il est un second moyen pour la banque de se garantir des fluctuations monétaires quant aux engagements contractés ; elle peut les accepter dans la monnaie du pays, en pratiquant un système qui lui permettra de couvrir la différence qui peut provenir d'une baisse monétaire éventuelle sans compromettre toute l'œuvre bancaire d'expansion. Ce système consiste à *instituer avec les gains des années prospères un fonds particulier affecté uniquement à couvrir ces différences éventuelles* (fonds de compensation des différences de change). Ce système n'est praticable que dans les pays qui, tout en ayant une monnaie dépréciée, ont une monnaie métallique et non pas une monnaie de papier, car, dans le dernier cas, il n'y aurait pas de fonds de compensation suffisant pour couvrir ces pertes. Les banques allemandes ont pratiqué ce système particulièrement en Extrême-Orient (1).

b) Les banques allemandes devaient en second lieu s'occuper de protéger contre les dépréciations monétaires le *capital engagé dans le commerce de banque à l'étranger*. Le premier moyen usité en pareil cas consiste à *souscrire le capital à la banque en or*, et non pas dans la monnaie du pays où elle est destinée à travailler. C'est le moyen qui fut en général pratiqué par les banques allemandes. En pareil cas, il faut garder tout le capital effectivement en or ; pourtant une certaine somme du capital de roulement devra être, pour les affaires de banque journalières, constitué en monnaie du pays, les banques allemandes se le procurent en con-

(1) Voir II^e partie : la *Deutsch-Asiatische Bank*.

sentant des prêts d'or contre de l'argent. Dans certains cas particuliers que nous aurons à préciser dans notre seconde partie, les banques allemandes ont employé aussi un autre procédé pour obtenir ce capital de roulement nécessaire en monnaie du pays. Il consiste à obtenir du gouvernement du pays intéressé, l'autorisation d'émettre jusqu'à concurrence d'une certaine somme, des billets de banque payables en or. Cette mesure permet à la banque de conserver, même pour les affaires courantes, la base de l'or : tous les engagements en cours à base d'or, restent ainsi couverts par des valeurs en or (1).

Ce moyen est le seul efficace pour protéger le capital contre les variations de change. Mais il est aussi très coûteux, et absorbe une bonne partie des bénéfices du commerce de banque à l'étranger. Aussi les banques allemandes, dans leur expansion en Extrême-Orient, ont-elles suivi une autre politique. Là le capital fut tout entier souscrit dans la monnaie du pays (2), mais le rapport de la monnaie étrangère et de la monnaie allemande fut fixé d'avance, et la souscription du capital se fit sur la base de ce rapport conventionnel établi par les banques. Les dividendes, comptés en monnaie étrangère (en Shanghai-Taëls dans l'espèce) furent également versés aux actionnaires suivant le change conventionnel établi par la banque. On évitait de cette façon que la baisse de la valeur de la monnaie chinoise ne vint diminuer d'une façon singulière les dividendes ; quant à la différence qui pourrait résulter de la différence du change réel existant au moment du paiement des dividendes entre la monnaie allemande et la monnaie chinoise, elle était couverte par le fonds du compte de régularisation du change.

II. — Quant aux *obstacles particuliers* à l'expansion des banques allemandes, ils résultent principalement de ce que

(1) Voir II^e partie : la *Brasilianische Bank für Deutschland*.

(2) Voir II^e partie : la *Deutsch-Asiatische Bank*.

ces banques sont venues tardivement sur le marché international. Nous savons qu'on ne saurait le reprocher aux banques allemandes : c'est là un résultat naturel de l'évolution de ces banques. Les grandes sociétés par actions allemandes sont de création toute récente : aussi n'étaient-elles guère, au moment de leur création, susceptibles d'une expansion de banque suivie. De plus le développement économique de l'Allemagne ne nécessitait pas encore cette expansion.

Le commerce extérieur était encore peu considérable ; l'industrie était à ses débuts.

Mais l'expansion de banque, elle, était beaucoup plus tôt devenue nécessaire pour les nations dont l'organisation économique avait devancé celle de l'Allemagne. De sorte que, quand les banques allemandes voulurent étendre leur action en dehors de l'Allemagne, elles vinrent se heurter aux banques étrangères, notamment aux banques anglaises qui leur opposaient une organisation déjà complète. Nous donnons, en annexe à ce chapitre, les tableaux mentionnant les banques coloniales et banques destinées au commerce extérieur de banque de l'Angleterre, de la France et des Pays-Bas. On se rendra compte, au premier coup d'œil, de l'outillage formidable des banques anglaises quant au commerce extérieur de banque.

Cette organisation déjà ancienne, les relations commerciales suivies entretenues par l'Angleterre avec toutes les parties du globe, enfin le fait qu'elle avait adopté la première l'étalon d'or (1), avaient fait de ce pays le centre des règlements de toutes les transactions et de tous les paiements internationaux : Londres était, suivant l'expression bien connue de Goschen, le clearing-house du monde entier (2).

Les traites anglaises, les traites tirées sur Londres, avaient

(1) Voir ci-dessus, chapitre III.

(2) London appears as the clearing-house of the world, where most international transactions are closed.

aussi le marché le plus étendu et étaient universellement recherchées. Les commerçants des autres nations se servaient des banques anglaises dans leurs relations commerciales internationales. Les commerçants allemands passaient eux aussi par l'intermédiaire des banques anglaises, dans une plus grande proportion encore que d'autres pays (la France notamment), car elles ne disposaient pas des banques nationales ayant pratiqué une expansion de banque active et suivie. Tant que le développement économique de l'Allemagne fut un développement *intérieur*, le mal restait peu sensible, et la prédominance des banques anglaises, à ce moment, ne pouvait être envisagée comme un désavantage pour l'économie nationale allemande. Mais quand l'économie nationale allemande fut entrée dans des relations commerciales et industrielles de plus en plus actives avec l'étranger, et que ces relations en vinrent à constituer un élément même du développement économique allemand, la question allait se présenter sous un autre jour.

C'est l'époque, en effet, où les banques allemandes, poussées par cette évolution économique, entrent dans la voie d'une expansion active. Or, pour pouvoir exercer cette expansion d'une façon utile et efficace, il leur fallait réussir à intervenir comme intermédiaires dans les relations commerciales de l'Allemagne avec l'étranger. Pour obtenir ce résultat, il fallait créer à l'étranger un marché des traites allemandes, c'est-à-dire des traites tirées sur les places allemandes ; tant que les traites allemandes n'avaient pas de marché à l'étranger, l'intervention des banques allemandes devait de beaucoup être plus onéreuse que l'intervention des banques anglaises.

Or, sur ce terrain, les banques allemandes ne pouvaient pas songer à entrer directement en lutte avec les banques anglaises. Elles ne pouvaient pas espérer développer un commerce de banque à l'étranger en intervenant d'une façon directe dans les paiements internationaux. C'est pourquoi elles imaginèrent un détour pour obtenir un résultat analogue :

trouver une représentation directe à Londres et *donner la possibilité au commerçant allemand d'utiliser l'intermédiaire des banques allemandes dans ses relations avec l'étranger tout en faisant ses paiements par Londres, c'est-à-dire tout en tirant ses traites sur Londres.*

Tel fut le premier objectif des banques allemandes qui, dès leurs premiers pas dans la voie de l'expansion, cherchent à se créer une représentation directe à Londres. Ceci ne fut pas une chose aisée par suite de la *législation anglaise sur les sociétés par actions* ; en second lieu, les banques anglaises n'étaient, en aucune façon, soucieuses de voir leur monopole leur échapper. Nous ne relaterons pas ici les péripéties par lesquelles les banques allemandes passèrent avant de pouvoir s'établir directement à Londres ; on retrouvera ceci exposé, en détail, dans notre partie analytique, à propos de la Deutsche Bank qui fut la première banque allemande qui posa dans ses statuts mêmes, comme le but principal de son commerce de banque, l'expansion de banque. L'essentiel pour l'instant actuel est de savoir qu'en définitive la banque allemande fut représentée à Londres, tout d'abord par une *commandite*, ensuite par des *succursales*.

Quels en furent les résultats ? Sans doute la représentation des banques allemandes à Londres devait avoir pour effet de resserrer les intérêts financiers anglais et allemands ; un commerce de banque plus direct devait naître entre l'Angleterre et l'Allemagne, dont les intérêts commerciaux au sens le plus large du mot, ne pouvaient que profiter. Pourtant ce n'était pas là l'intérêt le plus important, ni l'intérêt — nous le savons — visé par les banques allemandes, du moins dans les débuts de leur établissement en Angleterre. L'intérêt capital des banques allemandes était d'arriver par ce mode détourné, à pratiquer leur expansion de banque en général, à l'étranger et non pas seulement en Angleterre. En effet, les banques allemandes pouvaient, de cette façon, pratiquer leur expansion et s'établir directement à

l'étranger. Leur intervention se faisait sans doute au commencement, dans des affaires de banque qui se traitaient par Londres avant d'être réglées en Allemagne, mais c'était un commerce de banque *préparatoire* en quelque sorte, en attendant que cette représentation des banques allemandes à l'étranger soit devenue assez importante et assez nombreuse pour pouvoir ouvrir à l'étranger un marché des traites directement tirées sur l'Allemagne. C'est alors seulement que, pour une partie de leur commerce de banque extérieur, les maisons de crédit allemandes purent se passer de l'intermédiaire des banques anglaises. Et cette émancipation de l'intermédiaire des banques anglaises s'accrut à mesure que les relations étrangères des banques allemandes progressèrent et que le commerce allemand extérieur se développa.

Pourtant, il faut le dire, cette émancipation n'est pas complète. Nous avons déjà mentionné dans notre chapitre III, que le commerce des banques allemandes à l'étranger est loin d'être un commerce uniquement national : c'est-à-dire un commerce de banque qui intervient uniquement à propos des relations économiques allemandes avec l'étranger. Par contre, toutes les relations commerciales allemandes ne se font pas par l'intermédiaire des banques allemandes : beaucoup passent par Londres. De sorte que la représentation des banques allemandes sur cette dernière place n'a pas encore perdu le caractère qu'elle avait au commencement : c'est-à-dire, servir à l'expansion des banques allemandes, en général. En effet, même aujourd'hui, si l'on prend une place étrangère où les banques allemandes sont, depuis longtemps, directement représentées, elles peuvent, dans bien des cas, avoir intérêt à faire intervenir leur représentant de Londres, dans les paiements internationaux, plutôt que de faire ces paiements directement par les villes de l'Allemagne. Ce procédé étant quelquefois meilleur marché, leur clientèle a tout avantage à le suivre.

Il nous sera plus facile de comprendre ceci en prenant un

exemple concret, et en ayant soin de choisir un pays où la banque allemande est établie de longue date. Le Brésil, où la *Brasilianische Bank für Deutschland* est établie depuis 1887. Cet établissement de crédit est très considéré, même parmi les commerçants non allemands du pays. Mais, la banque anglaise y est aussi très puissante, représentée surtout par *La London and Brazilian Bank Ltd.* Suivant une méthode suivie, en général, par toutes les banques anglaises à l'étranger, elle arrive à coter les traites tirées sur l'Allemagne plus haut que les traites tirées sur Londres. Cette politique d'un établissement aussi puissant que la *London and Brazilian Bank* exerce une influence prédominante sur le marché des traites tirées sur l'étranger, en particulier sur les traites allemandes.

Ainsi, le cours du change à vue de Rio de Janeiro était, par exemple, [au mois de juillet 1904 :

Sur Londres de 11 47/64 (en pence pour un milreis).

Sur Hambourg de 1003 (reis pour un mark).

Il faut maintenant calculer d'après le cours de paiement télégraphique et pouvoir comparer avec le cours de Londres sur Berlin. Il est d'usage, dans ce cas, de compter un délai de 30 jours de voyage pour ces traites ; il faut donc faire intervenir l'escompte pour le même délai à Londres et à Berlin (1). Ce qui fait :

Taux d'escompte à Londres	4 0/0
Cours sur Londres à vue	11.734 d
— Escompte pour 30 jours	0.039 d
Paiement télégraphique sur Londres	11.695 d
Taux d'escompte à Berlin.	4 0/0
Cours sur Hambourg à vue	1003 reis.
Escompte pour 30 jours	3.339 »
Paiement télégraphique sur Hambourg	1006.339 »

Donc, pour un payement d'un mark à Hambourg on devait

(1) Sonndorfer, *Technik des Welthandels*, t. I, p. 254, et Hauser, *op. cit.*, p. 14.

donner 1006,339 reïs dans un paiement direct. Si on tire, au contraire, sur Londres et, de là, à Berlin, on ne doit déboursier que 1005,222 reïs, car, à la même date, le cours sur Berlin à Londres était 20,415 marks. Ce quit fait :

$$1 \text{ d} = \frac{20,415}{240}$$

et puisque $1000 \text{ reïs} = 11,695$ et $1 \text{ d} = \frac{1000 \text{ reïs}}{11,695}$

de là aussi $\frac{240 \text{ d}}{20,415} = \frac{1000 \times 240 \text{ reïs}}{11,695 \times 20,415} = 1005,222$

Ce qui fait $1 \text{ mark} = 1005,222 \text{ reïs}$.

La différence entre les deux modes — pour se libérer directement sur Berlin ou bien en tirant sur Londres — est donc de 1,117 reïs par mark.

Du tableau que nous donnons ci-contre, on voit que sur un délai de deux ans, le cours direct sur l'Allemagne est resté toujours plus élevé (sauf 3 mois) que le cours sur l'Allemagne par l'intermédiaire de Londres.

On peut, peut-être, dans ces faits et dans d'autres analogues, trouver l'explication de ce que la banque allemande trouve encore avantage aujourd'hui à augmenter sa représentation à Londres (la Discontogesellschaft s'y établit en 1900). Pourtant cet intérêt est bien moindre aujourd'hui qu'autrefois ; actuellement l'établissement à Londres des banques allemandes doit plutôt viser l'expansion directe : en effet, ces banques réussissent à faire une concurrence sérieuse aux banques anglaises.

III. — Il nous reste à voir *comment les banques allemandes sont représentées sur les marchés financiers étrangers*. Elles n'ont pas adopté un mode spécial et unique, mais elles ont pratiqué, au contraire, au cours de leur activité, tous les modes possibles. Ceci est en particulier vrai au commencement de l'activité de ces banques ; leur expansion à cette époque, est surtout caractérisée par un tâtonnement, par une

FOUR LES ANNÉES	Cours à vue à Rio		Taux d'escompte		Cours à Rio sur Londres (en pence)	Cours à Rio sur Berlin (paiement télé- graphique) (en reís)	Cours à Rio sur Berlin (paiement télé- graphique) (en reís)	Cours à Rio sur Berlin par l'inter- médiaire de Londres (en reís)	Différence entre le cours direct sur Berlin et le cours sur Berlin par l'inter- médiaire de Londres (en reís)
	Londres (en pence)	Hambourg (en reís)	Londres	Hambourg					
1903									
1 ^{er} Janvier.....	11 47/64	1.003	4 0/0	4	11.695	1.006,343	1.004,979	1.364	—
1 ^{er} Février.....	11 37/64	1.017	4	4	11.540	1.020,390	1.013,734	4.656	—
1 ^{er} Mars.....	11 45/64	1.006	4	3 1/2	11.698	1.008,934	1.001,285	7.649	—
1 ^{er} Avril.....	11 63/64	982	4	4	11.945	984,930	981,089	3.861	—
1 ^{er} Mai.....	12 5/64	975	4	3 1/2	12.038	977,843	973,958	3.885	—
2 ^{er} Juin.....	12 25/32	950	3 1/2	3 1/2	12.714	952,770	921,804	30.966	—
1 ^{er} Juillet.....	12 3/64	977	3	4	12.016	980,256	980,047	0.209	—
1 ^{er} Août.....	12 1/64	980	3	4	11.955	983,266	983,066	0.200	—
1 ^{er} Septembre.....	11 63/64	982	3	4	11.945	985,273	986,301	1.228	—
1 ^{er} Octobre.....	11 63/64	982	4	4	11.914	988,283	987,227	1.056	—
1 ^{er} Novembre.....	11 61/64	985	4	4	11.851	993,300	990,777	2,523	—
1 ^{er} Décembre.....	11 37/64	990	4	4					
1904									
1 ^{er} Janvier.....	11 47/64	1.003	4	4	11.695	1.006,339	1.005,292	1.117	—
1 ^{er} Février.....	12 21/64	955	4	4	12.287	958,183	954,452	3,731	—
1 ^{er} Mars.....	12 1/8	971	4	4	12.085	974,236	971,357	2,879	—
2 ^{er} Avril.....	11 29/32	901	4	4	11.867	994,303	989,441	4,862	—
1 ^{er} Mai.....	12 7/64	983	3	4	12.079	986,276	973,268	13,008	—
1 ^{er} Juin.....	11 59/64	988	3	4	11.892	991,293	980,784	1,309	—
1 ^{er} Juillet.....	12 1/32	980	3	4	12.001	983,266	981,033	2,233	—
2 ^{er} Août.....	11 29/32	991	3	4	11.877	994,303	996,374	2,271	—
1 ^{er} Septembre.....	11 31/32	988	3	4	11.939	991,293	983,957	7,336	—
1 ^{er} Octobre.....	12 7/64	974	3	4	12.079	977,246	974,698	2,548	—
1 ^{er} Novembre.....	12 45/64	963	3	5	12.204	967,012	966,849	0.163	—
1 ^{er} Décembre.....	12 3/8	951	3	5	12.345	954,962	952,320	2.642	—

recherche du mode le mieux adapté à cette action spéciale. Mais, avec le temps, leur politique se précise, elles adoptent un mode plus particulier et qui leur reste propre. Cependant les banques allemandes sont encore aujourd'hui représentées à l'étranger de trois façons différentes :

1^o Tout d'abord la représentation par *commandites* ; les banques allemandes profitent des relations entretenues avec quelques maisons de l'étranger ou de l'appui qu'elles leur donnent pour se constituer des commandites qui vont les représenter d'une façon directe et constante.

2^o Elles sont ensuite représentées par des *succursales*, mode d'expansion directe pratiqué par les banques usant de leurs moyens propres.

3^o En troisième lieu, la représentation à l'étranger s'est opérée par la création de banques spéciales plus ou moins indépendantes et destinées uniquement au commerce extérieur de banque ; ces banques résident directement à l'étranger ou bien elles y sont représentées par des succursales importantes.

1^o *Commandites*. — La représentation par commandites est le mode le plus ancien qui fut suivi par les banques allemandes dans leur expansion à l'étranger. Dans notre développement historique de l'évolution des banques allemandes(1), nous avons signalé que les grandes banques pratiquent déjà pendant la période de 1850 à 1870 une expansion directe à l'étranger. Or, cette expansion directe, ou bien, ce qui est la même chose, cet établissement de ces maisons de crédit allemandes sur des places étrangères, se faisait par des *commandites*. Ce mode fut, à cette époque, sans doute, le plus commode à suivre pour ces banques. Elles ne disposent pas, encore, nous le savons, de capitaux importants, leur organisation bancaire, à l'intérieur, laisse à désirer ; dans ces condi-

(1) Voir chapitre I.

tions, il ne leur était guère loisible de pratiquer une expansion directe sur une grande échelle. L'expansion à l'étranger, au moyen de commandites, s'accommodait parfaitement de cette situation. On évitait ainsi les difficultés et les frais qu'entraîne une organisation bancaire spéciale à l'étranger, les banques n'avaient, en effet, qu'à se servir des établissements de crédit déjà existants, qui possédaient leur propre organisation, et familiarisés avec les conditions économiques et financières de ces marchés. Les banques allemandes n'avaient donc qu'à resserrer les liens qui les unissaient à ces établissements en s'intéressant à eux pour une somme déterminée et en leur donnant la possibilité de se servir des relations bancaires que les banques allemandes possédaient en Allemagne même et à l'étranger. En échange, les banques commanditées devenaient les représentants des intérêts des banques allemandes à l'étranger et avaient pour mission de favoriser le commerce de banque extérieur de ces maisons.

Les banques commanditées de cette façon à l'étranger furent souvent des établissements de crédit privés d'origine allemande ; c'étaient toujours des banques avec lesquelles les banques allemandes possédaient déjà des relations suivies. Pourtant, dans un grand nombre de cas, au commencement de l'expansion des banques allemandes, au moment où le mode d'expansion par commandite était très fréquent, ces banques n'avaient pas d'avantages réels à tirer de ces commandites. Bien au contraire, elles étaient souvent l'occasion de pertes importantes (voir à ce sujet notre exposé analytique des grandes banques allemandes), pertes qui provenaient souvent des engagements imprudents des commandites : elles avaient, en effet, une complète liberté d'action.

C'est à ce point de vue que la commandite n'apparaît guère avantageuse pour l'expansion des banques allemandes. Tout d'abord cette représentation pouvait, par une mauvaise gestion, être facilement compromise ; en second lieu les commandites songeaient en premier lieu, à leur intérêt propre sou-

vent contraire à l'intérêt des banques qu'elles devaient représenter. En effet, bien que les banques allemandes aient engagé une partie de leur capital dans ces maisons de crédit commanditées par elles, elles n'avaient pas pour but principal et direct de chercher une rémunération importante de ce capital qui servait uniquement à réaliser une représentation directe des intérêts des banques allemandes à l'étranger. Or, ces intérêts avaient de ce fait à souffrir ; les commandites restaient en dernier lieu des banques plutôt attachées aux conditions et aux intérêts financiers des pays où elles étaient établies et assez détachées des intérêts financiers des banques allemandes. Et c'était le cas, même quand il s'agissait de commandites qui étaient dirigées par des banquiers d'origine allemande.

L'expansion bancaire à l'extérieur du pays se fait tout à fait sous d'autres conditions que l'expansion à l'intérieur. Ceci explique aussi pourquoi la commandite a pu rendre de grands services dans la concentration des banques allemandes, tandis que son rôle dans leur expansion à l'étranger est loin d'être le même. En effet, il peut être parfaitement vrai quand on se place au point de vue de l'expansion à l'intérieur de l'Allemagne de dire :

« Un premier moyen plus souple que celui de l'établissement de succursales propres, consiste, pour le grand établissement désireux de s'installer sur une place déterminée, à simplement commanditer une banque particulière de cette place. Outre que la banque commanditaire aide ainsi puissamment à l'extension de la banque commanditée en venant augmenter ses moyens d'action, elle assure ses propres intérêts sur la place par une représentation active de ses capitaux, le plus souvent aussi par l'entrée d'un de ses directeurs dans la banque secondaire ; elle atteint ainsi le même but que par l'installation d'une succursale » (1).

Mais, par contre, quand on se place au point de vue de l'ex-

(1) Depitre, *op. cit.*, p. 124.

pansion de banque à l'étranger, les conditions changent tellement que ceci cesse d'être exact. Dans ce dernier cas, nous nous trouvons devant des établissements de crédit qui sont appelés à exercer leur activité dans des pays différents, qui ont chacun une organisation particulière différente, et dont les conditions financières ne sont pas les mêmes ; les banques commanditées qui ont pour devoir de représenter les banques allemandes à l'étranger, auront toujours pour tendance certaine et inévitable de négliger les intérêts des banques allemandes et de chercher leur bénéfice immédiat ; elles chercheront toujours à s'adapter aux conditions de l'économie nationale du pays où elles sont établies et à la favoriser toutes les fois qu'elle se trouvera en conflit avec l'économie nationale allemande, et par conséquent aussi en conflit avec les intérêts des banques allemandes. Jamais une telle représentation ne pourra valoir pour l'expansion des banques allemandes une *représentation directe* obtenue à l'aide d'organes propres créés par ces banques et soumise à leur action. C'est dans ce dernier cas uniquement que les intérêts des banques allemandes pourront être sauvegardés à l'étranger à chaque moment de leur activité.

Malgré ces défauts de la représentation par commandites, nous avons vu quels avantages ce mode de représentation présentait au début de l'expansion bancaire allemande. Pourtant cet avantage qui permettait aux banques allemandes de pratiquer une expansion avec des moyens limités devait diminuer de jour en jour. Par suite de l'augmentation de la richesse nationale et de la concentration de plus en plus grande dans le commerce de banque, l'Allemagne est arrivée à posséder un nombre important d'établissements de tout premier ordre, disposant de capitaux considérables et faisant des affaires nombreuses. L'importance des banques allemandes et leurs moyens d'action accrus leur permirent de pratiquer une expansion de banque plus efficace en créant à l'étranger des organes propres dépendant directement d'elles

et destinés uniquement à représenter ces banques à l'étranger : toute l'activité bancaire de ces organismes restait subordonnée aux intérêts des banques allemandes.

C'est là, croyons-nous, la raison principale pour laquelle les commandites à l'étranger des grandes banques allemandes sont allées en diminuant de nombre et d'importance. Bien qu'elles puissent rendre encore aujourd'hui, dans des cas particuliers, des services appréciables à l'expansion de banque, le nombre des commandites des banques allemandes à l'étranger est minime : on trouvera ces commandites mentionnées dans notre étude particulière des grandes banques allemandes.

2° *Succursales*. — La représentation des banques allemandes à l'étranger *par succursales*, sans être aussi ancienne que la représentation par commandites, fut cependant pratiquée dès le début de la 3^e période de l'évolution des banques allemandes après 1870.

La première banque allemande qui inaugura le système de la représentation directe à l'étranger par le mode des succursales, fut la Deutsche Bank. Dès le commencement de son activité, elle fut amenée à créer tout d'abord en Allemagne même, des succursales destinées en premier lieu au commerce de banque avec l'étranger, telles que les succursales de Brême et de Hambourg. Poursuivant toujours le même but, développer le commerce de banque extérieur, la Deutsche Bank fut conduite à établir après deux années d'existence, des succursales à Yokohama et à Shanghai. Mais ces succursales durent fermer leur porte trois ans plus tard, après avoir fait subir des pertes importantes à la Deutsche Bank (1). La banque allemande ne renouvela plus l'expérience : elle ne tenta plus jamais depuis, dans ces pays, une expansion directe par succursales.

Ce mode de représentation est aujourd'hui limité à un seul

(1) Voir II^e partie : *Deutsche Bank*.

pays : les banques allemandes ne sont aujourd'hui représentées de cette façon qu'en Angleterre, à Londres, par les succursales de la *Deutsche Bank* (créée en 1873), de la *Dresdener Bank* (1895) et de la *Discontogesellschaft* (1900).

Quelle est la raison de cette spécialisation de ce mode de représentation bancaire, et pourquoi est-il si peu pratiqué par les banques allemandes. Répondre à ceci d'une façon précise est bien difficile. Tout d'abord, il est certain que la représentation à l'étranger par succursales directes doit faire obtenir à un établissement déterminé la représentation la plus effective, ce qui explique pourquoi ce mode fut choisi pour représenter les banques allemandes en Angleterre ; nous savons quel intérêt capital les grandes banques allemandes avaient et ont encore aujourd'hui à être représentées à Londres d'une façon aussi complète et aussi effective.

Mais autant ce mode est pratique quand il s'agit de l'expansion en Angleterre des banques allemandes, autant il est peu commode quand il s'agit de l'expansion dans des pays éloignés qui n'ont pas une organisation stable ni au point de vue économique, ni au point de vue financier. Dans ce cas il peut être utile de laisser plus de liberté et plus d'initiative à l'organisme qui est destiné à exercer le commerce de banque dans ce pays : le système de la représentation par succursale nous semble en pareil cas trop rigide ; il ne s'accommode pas facilement d'une pareille situation.

En dernier lieu, l'expérience plutôt désastreuse que la banque allemande a faite de ce système de représentation par succursales explique sans doute aussi son peu de goût pour ce mode d'expansion à l'étranger. L'ensemble de ces raisons données peut expliquer en partie — croyons-nous — pourquoi le système des succursales, après avoir été très utile pour les banques allemandes quant à leur expansion à l'intérieur de l'Allemagne n'a pas rendu les mêmes services dans l'expansion de ces banques à l'étranger.

Les autres banques à l'étranger n'ont pas adopté cette ma-

nière de procéder des banques allemandes ; elles ont souvent fondé des succursales. Ceci est particulièrement vrai des banques françaises. C'est là, sans doute, la différence la plus notable à signaler entre les modalités d'expansion suivies par les banques allemandes et les modalités suivies par les banques françaises.

« Il y a peu d'années, le commerçant français ne pouvait s'adresser, pour ses affaires à l'étranger, qu'à des banques étrangères, dont il connaissait mal la situation, dont il ignorait le plus souvent les usages et la langue même, et qui étaient, en tout cas, peu disposés à lui fournir des renseignements ou des conseils dont les commerçants de leur propre pays eussent pu avoir à souffrir. Les sociétés de crédit ont su voir qu'il y avait là un champ ouvert à leur activité, et le rapide succès que trouvèrent les agences créées par elles hors de France prouva surabondamment que ces créations répondaient à un réel besoin de notre commerce. — Le Crédit Lyonnais est maintenant établi à Londres, Bruxelles, Madrid, Genève, Odessa, Saint-Petersbourg, Alger, Smyrne, Constantinople, Port-Saïd, etc... L'ancien Comptoir possédait déjà en Extrême-Orient, à Bombay, Calcutta, Hong-Kong, Shanghai, Hankow, Foo-Chow, Yokohama, San-Francisco, un réseau d'agences. Le nouveau Comptoir entra dans la même voie et ouvrit de nouvelles agences à Londres, Liverpool, Manchester, Tanger, Tunis, Gabès, Tananarive, Tamatave, Majunga, New-Orléans, Melbourne, Sidney. En sorte qu'il n'est maintenant, pour ainsi dire, pas une grande place commerciale dans le monde, où le commerçant de France ne puisse trouver un correspondant français. Désireux, par patriotisme et par intérêt personnel, d'accroître leurs affaires avec les commerçants de France, les directeurs de ces agences saisissent et provoquent toutes les occasions de leur venir en aide, en les renseignant avec précision sur les conditions et usages de leur contrée, sur ses ressources et les débouchés qu'elle peut offrir, en leur fournissant enfin ces précieuses

informations dont nos consuls, faute de zèle ou de compétence, se montrent parfois économes » (1).

Les banques françaises n'ont pas eu à se plaindre de la représentation à l'étranger par ces succursales qu'elles établissaient directement ; c'est en pratiquant de préférence ce mode d'expansion que ces banques ont obtenu les résultats les plus satisfaisants quant à leur commerce de banque extérieur.

Les banques allemandes ont adopté, pour obtenir des résultats analogues, un mode d'expansion tout autre : mode de représentation par création des banques spéciales destinées au commerce de banque à l'étranger.

3° *Banques spéciales destinées à l'expansion à l'étranger.* — La création de banques spéciales destinées uniquement à faire le commerce de banque avec l'étranger est de beaucoup

(1) Saurel, *Sociétés de crédit contre banques locales*. Thèse Paris, 1901, p. 210 et 211.

Le succès et l'importance tant économique que bancaire de ces succursales des banques françaises à l'étranger furent affirmés lors de la liquidation de l'ancien Comptoir d'escompte : les pouvoirs publics avaient à cœur de ne pas laisser disparaître les agences prospères qu'ils avaient créés au delà des mers. M. Moreau, liquidateur du Comptoir, s'exprimait ainsi :

« Il faut créer une nouvelle société.

« C'est là, Messieurs, votre intérêt indiscutable.

« C'est aussi l'intérêt de la France. Il ne faut pas, au point de vue national, que le Comptoir d'escompte disparaisse, parce qu'il était notre seul établissement de crédit possédant dans l'Extrême-Orient et à l'étranger d'importantes agences, qui assuraient à la patrie française un crédit et un prestige illimités.

« C'est cette pensée patriotique qui, dès le début de la crise, a préoccupé M. le ministre des finances. Il nous a, à maintes reprises, manifesté sa volonté bien arrêtée de ne pas permettre que la France perdît, dans ces pays d'Outre-Mer, la situation hors de pair que le Comptoir d'escompte lui avait fait acquérir. » Rapport de MM. Moreau et de Monchicourt, liquidateurs, aux actionnaires du Comptoir d'escompte de Paris. Assemblée du 26 avril 1889.

le mode le plus suivi par les banques allemandes dans leur expansion en dehors de l'Allemagne. Ce mode n'a rien, au premier abord, de particulier à l'expansion des banques allemandes : les banques étrangères, notamment les banques anglaises et les banques françaises, ont également créé à l'étranger des banques spéciales, on s'en rendra facilement compte en examinant les tableaux que nous donnons à la fin de ce chapitre. Pourtant, ce mode de création reste particulier aux banques allemandes en ce sens que leur organisation et les rapports qu'elles ont avec les banques qui les ont créées sont spéciaux et propres à l'expansion des banques.

Ces maisons créées par les banques allemandes pour pratiquer l'expansion de banque à l'étranger ne sont pas — et c'est là leur principale différence avec les banques étrangères, françaises et anglaises en particulier — des banques tout à fait indépendantes : elles sont très intimement liées aux banques qui les ont créées, de sorte que ce sont des véritables *Tochtergesellschaften* des grandes banques allemandes. Il arrive de cette façon que ces banques spéciales jouent le rôle de parfaites agences. Pourtant, ce système d'expansion ne se confond pas avec celui de l'établissement direct des succursales. Les *différences* entre ces deux modes d'expansion sont en effet nombreuses ; nous croyons qu'en les signalant on pourra montrer en même temps dans quelle mesure le système de la création des banques spéciales est plus avantageux pour l'expansion de banque que le système direct de la représentation par succursales.

Tout d'abord, avec des banques spéciales, *les risques* sont moindres pour les grandes banques qui pratiquent l'expansion bancaire, que dans le système des succursales. Pour le démontrer, voyons de quelle façon les banques allemandes ont procédé, à la création des banques spéciales destinées au commerce de banque en dehors de l'Allemagne.

Une banque déterminée, qui désire étendre son activité à

certain pays, crée une banque spéciale sous la forme d'une société par actions. Le capital de cet établissement est en général fourni par la banque qui joue le rôle de maison mère, mais il est rare qu'elle garde définitivement toutes les actions de la banque nouvellement créée. Dès que ces actions seront mûres pour le marché public, elle va en placer le plus grand nombre parmi sa clientèle, et en garder seulement une certaine part déterminée, qui correspondra au capital qu'elle est décidée à engager d'une façon constante dans cette banque étrangère — ceci afin de pouvoir exercer une influence constante sur la marche des affaires de la nouvelle banque. Ainsi, elle obtient tous les avantages que comporte une représentation bancaire à l'étranger, et par contre les risques se trouvent diminués en ce sens que tout le capital investi dans la banque étrangère n'appartient pas en propre à la maison mère. Ce n'est pas tout. Quand il s'agit d'une expansion par succursales, les mauvaises affaires d'une succursale donnée peuvent compromettre jusqu'au crédit et à la sécurité de toute la banque qui pratique l'expansion, et influencer par conséquent l'ensemble de son commerce, tant extérieur qu'intérieur. Le même danger n'existe pas, quand il s'agit de la représentation par banques extérieurement indépendantes. Dans ce cas en effet, seule la banque constituée directement pour l'expansion bancaire, est tenue de ses obligations : les pertes qu'elle pourra subir intéressent moins directement sa maison mère, et celle-ci ne se trouve engagée que pour le nombre d'actions qu'elle possède en propre.

Mais ce mode de l'expansion ne permet pas seulement une *diminution des risques* inhérents à toute expansion de banque, il permet en même temps d'exercer une *diffusion des risques*. Nous savons par exemple, que ce fut la Deutsche Bank qui établit les premières succursales allemandes à l'étranger, notamment à Yokohama et à Shanghai. Nous savons de même que ces succursales n'eurent guère de succès à

enregistrer ; or, dans ce cas, ce fut la Deutsche Bank toute seule qui eut à supporter les pertes qui résultèrent de cette tentative en Extrême-Orient. Aujourd'hui il n'en serait plus de même ; comme nous le verrons en détail, les intérêts bancaires allemands sont représentés en Extrême-Orient par la *Deutsch-Asiatische Bank*. Cet établissement de crédit fut constitué par le *syndicat allemand pour les affaires asiatiques*, et son capital souscrit par toutes les grandes banques allemandes. Sans doute, la *Deutsch-Asiatische Bank* est un établissement de tout premier ordre et pour lequel une catastrophe n'est pas à prévoir, mais si cette banque devait succomber, les pertes ne seraient plus supportées par une seule banque allemande, elles retomberaient cette fois sur toutes les grandes banques allemandes et seraient de cette façon moins lourdes à supporter.

Aussi malgré la concurrence qui règne entre les grandes banques allemandes — concurrence qui est malheureusement aussi sensible quand il s'agit de leur commerce extérieur, que quand il s'agit du commerce intérieur — il y a une tendance marquée à ce que plusieurs banques s'entendent quand il s'agit de la création des banques à l'étranger. De cette façon furent créées encore récemment la *Deutsch-Ostafrikanische Bank* et la *Deutsche Orient-Bank*.

Mais cette diffusion des risques peut être poussée encore plus loin. Dans les exemples donnés, en effet, les risques ne sont divisés qu'entre des banques allemandes, ils restent toujours en dernier lieu supportés par le capital allemand. Les banques allemandes qui cherchent une représentation à l'étranger et veulent créer à cet effet une banque spéciale peuvent recourir au concours des banques étrangères. Dans ce cas la diffusion de risques ne s'opère pas seulement entre les banques allemandes ; ils sont diminués pour le capital allemand dans son ensemble.

A examiner l'ensemble des banques étrangères créées par

l'intervention des banques allemandes, les exemples ne sont pas rares où ces banques font *intervenir le capital étranger*, il convient de mentionner à cette place tout particulièrement la *Banque commerciale italienne* et la *Banque d'Orient d'Athènes*. Pourtant, quand il s'agit de la fondation de maisons à l'étranger par des consortiums auxquels des banques non allemandes ont également participé, une remarque s'impose. En pareil cas, en effet, la représentation de ces banques est moins effective, l'expansion des banques allemandes n'en retire pas les mêmes avantages pour son commerce de banque que dans le cas où cette fondation est faite exclusivement par des banques allemandes. On risque fort de voir en pareil cas, par ce fait, l'avantage qui résulte de la diffusion des risques singulièrement compromis. En effet, la rivalité entre les banques de différentes nations ne va pas tarder à éclater, de sorte que les banques allemandes ne seront pas toujours sûres de pouvoir imposer à ces banques étrangères, la politique à suivre, qui doit en premier lieu favoriser leur propre commerce de banque. Ce système d'expansion, en tant que les banques étrangères participent à la création des banques qui sont destinées à aider et à pratiquer une expansion des banques allemandes, doit être condamné dans la même mesure que la commandite de banque à l'étranger. On trouvera un exemple éclatant de cette rivalité entre les banques de différentes nations dans notre étude historique de la Banque d'Orient d'Athènes; nous renvoyons dès maintenant à cet exposé (1).

A côté de ces avantages, il en est encore un autre qui n'est pas moins important. Il résulte de ce que le mode d'expansion par banques spéciales est beaucoup *plus souple* que le système des succursales; ce qui permet à l'expansion bancaire, pratiquée sous cette forme, de *s'adapter aux conditions éco-*

(1) Voir II^e partie.

nomiques et financières, des pays qui constituent son champ d'action.

En effet, les banques spécialement destinées au commerce de banque avec l'étranger et créées par les banques allemandes dans le but de pratiquer l'expansion bancaire, tout en étant des *Tochtergesellschaften* de ces banques, et tout en subissant dans l'exercice de leur commerce de banque l'influence directe de leurs maisons mères, sont en elles-mêmes des organismes tout à fait distincts des banques qui les ont créées. Par ce fait même, leur initiative personnelle est plus grande, ce qui leur permet une meilleure adaptation économique et financière aux conditions locales, adaptation tout à fait indispensable à toute expansion de banque rationnelle. Elle est d'autant mieux réalisée que ces banques se spécialisent en général en limitant leur action à un pays déterminé — comme la *Bank für Chile* et la *Brasilianische Bank für Deutschland* — ; ou bien en exerçant cette action sur plusieurs pays aux conditions économiques à peu près semblables — comme la *Deutsche Ueberseeische Bank* et la *Deutsch-Asiatische Bank*.

Cette adaptation aux conditions locales se fait de la façon suivante. Les banques allemandes destinées au commerce extérieur de banque ont leur siège principal en Allemagne même, comme par exemple la *Deutsche Ueberseeische Bank* ; ou bien elles ont leur siège principal à l'étranger, et ne sont représentées en Allemagne que par une succursale comme la *Deutsch-Asiatische Bank*. Dans le dernier cas, c'est au siège principal établi à l'étranger qu'on procède à l'étude des conditions locales, des méthodes à suivre pour réaliser au mieux le but proposé. Même alors, on laisse une liberté relativement très grande aux succursales de ces banques qui sont appelées à exercer leur activité dans des villes ou des provinces, voire des pays déterminés.

Quant aux banques ayant leur siège principal en Allemagne et pratiquant l'expansion au moyen de succursales, elles ont suivi un mode analogue. C'est dans le siège prin-

cial qu'on dresse un plan de conduite générale ; ce plan est dressé en connaissance de cause, car nous savons déjà comment ces banques sont la plupart du temps dirigées, par des hommes connaissant à fond les conditions économiques et financières des pays où la banque est appelée à exercer son activité. Seulement, alors, les lignes directrices sont fixées de façon plus large ; la marche à suivre est établie en quelque sorte *grosso modo*. En effet, elle détermine des règles d'ensemble et de prudence ; les directions de succursales opérant directement en pays étranger ne peuvent outrepasser ces règles générales, mais en dehors de cela une liberté très grande leur est laissée. De sorte qu'en pratique, ces succursales sont autant de banques indépendantes, rattachées à une banque ayant son siège en Allemagne, et qui leur trace les grandes lignes de conduite ; mais ce sont bien les directions des succursales qui prennent elles-mêmes les décisions particulières, elles se déterminent suivant la situation du moment. On aboutit donc avec ce système, comme avec celui que nous avons exposé en premier lieu, à posséder à l'étranger des instituts de crédit allemands parfaitement accommodés aux conditions économiques et financières locales.

Pourtant tel n'est pas le jugement de tous. On a même voulu voir là une infériorité toute spéciale aux banques allemandes. Si les banques allemandes — dit-on — ne peuvent supporter avantageusement une comparaison avec les banques anglaises en tant que pratiquant l'expansion de banque, c'est par suite de ce mode tout spécial de pratiquer l'expansion à l'étranger. Les banques anglaises pratiquent l'expansion bancaire au moyen de banques *tout à fait* indépendantes, et elles peuvent ainsi s'adapter mieux que les banques allemandes aux conditions locales des pays où elles pratiquent leur commerce.

On sait ce que nous pensons de cette façon de considérer l'expansion des banques allemandes. Nous croyons que

celles-ci n'ont jamais été empêchées de s'adapter aux conditions locales des pays où elles s'établissaient. Bien au contraire, leur volonté manifeste d'y parvenir ressort de chacun de leurs actes. En second lieu, cette comparaison des banques allemandes et des banques anglaises quant à la façon de pratiquer l'expansion de banque nous paraît peu sérieuse, en ce sens que c'est méconnaître complètement le développement historique et des banques anglaises et des banques allemandes. Même si le système de la représentation à l'étranger par des banques complètement indépendantes était plus avantageux que le système plus spécial des banques allemandes, celles-ci, étant donnés les moyens modestes dont elles disposaient au commencement de leur activité à l'étranger, n'auraient pas pu le pratiquer. Cette nécessité historique ne doit point être perdue de vue et nous ne croyons pas que les banques allemandes aient eu à regretter d'avoir pratiqué cette politique un peu spéciale : elle leur a permis d'enregistrer des succès que ne leur eût point fait obtenir n'importe quel autre mode de représentation.

Cependant cette adaptation nécessaire aux conditions économiques locales ne doit point être poussée trop loin ; il ne faut pas que ces établissements perdent le caractère de banques allemandes et cessent d'entretenir le contact avec les banques nationales.

La meilleure façon d'entretenir ces liens pour les banques, c'est de participer d'une façon constante avec un capital déterminé aux banques destinées au commerce de banque avec l'étranger ; c'est de garder dans ces banques des participations de longue durée, *dauernde Beteiligungen*. Tel est le moyen le plus sûr d'exercer une influence constante sur ces banques, mais pourtant ce n'est pas le seul. Pour obtenir un résultat analogue, les grandes banques allemandes délèguent des personnes qui sont à leur service, soit comme membres du conseil d'administration, soit comme membres de la direction, dans la direction ou dans le conseil des banques établies

à l'étranger. On arrive ainsi à entretenir une harmonie d'action constante entre les grandes banques allemandes et les banques créées pour servir à l'expansion. Enfin, pour que ces banques ne perdent jamais, même dans un avenir très éloigné, le caractère national allemand, les banques allemandes en les créant, ont, la plupart du temps, pris soin d'introduire dans les statuts une clause suivant laquelle un certain nombre des membres du conseil d'administration de ces banques doivent être de nationalité allemande. Cette exigence est quelquefois poussée même plus loin : on exige que certains de ces membres habitent d'une façon permanente l'Allemagne.

*Remarque en ce qui concerne les modalités d'expansion
du commerce irrégulier de banque.*

Nous nous sommes limités — on a pu s'en rendre compte — dans cet exposé, au *commerce régulier* de banque. Cette restriction a été de notre part tout à fait volontaire. En effet, c'est en ce qui touche à l'exercice de ce commerce régulier que les modalités de l'expansion étaient surtout intéressantes à étudier, et où on y trouve le plus de particularités propres aux banques allemandes.

En ce qui touche la *participation* des banques allemandes aux *émissions de fonds publics étrangers*, il n'y a rien de particulier à signaler. Les banques allemandes ont participé aux emprunts étrangers de la même façon qu'elles ont participé aux emprunts allemands, et de la même façon dont les banques étrangères participent aux emprunts publics. Ces emprunts sont le plus souvent négociés par des consortiums de banques, consortiums tantôt formés exclusivement de banques allemandes, ou dans lesquels les banques allemandes se retrouvent à côté de banques étrangères. Il faut signaler les plus importants de ces consortiums, nous aurons l'occasion d'étudier leur action plus particulièrement dans l'analyse de l'expansion des grandes banques allemandes.

Consortium Rothschild.

Discontogesellschaft.
 Oesterreichische Credit Anstalt
 für Handel und Gewerbe.
 M. Wodianer.
 S. M. von Rothschild (de Vienne).
 Ungarische Allg. Kreditbank
 (Budapest).
 S. Bleichröder.
 Bank für Handel und Industrie.
 De Rothschild frères (Paris).
 N. M. Rothschild and Sons (Lon-
 don).
 Allg. Oesterr. Bodenkreditan-
 stalt (Vienne).
 Sal. Oppenheim jr. (Cologne).
 Mendelssohn et C^o.

Consortium des emprunts russes.

Oesterr. Postsparkasse.
 Mendelssohn et Cie.
 S. Bleichröder.
 Discontogesellschaft.
 Robert Warschauer et C^o.
 Petersburger Internat. Handels-
 bank.
 Russische Bank für auswärtigen
 Handel.
 Petersburger Disconto-Bank.
 Wolga-Kama Commerz-Bank.
 Lippmann, Rosenthal et C^o (Ams-
 terdam).

Syndicat des affaires asiatiques.

Deutsch-Asiatische Bank.
 Discontogesellschaft.
 Deutsche Bank.
 S. Bleichröder.
 Berliner Handelsgesellschaft.
 Bank für Handel und Industrie.
 Jakob S. H. Stern.
 Norddeutsche Bank.
 Sal. Oppenheim jr.
 Bayer. Hypotheken u. Wechselbank.
 Königliche Seehandlungs-Sozietät.
 Dresdner Bank.
 A. Schaaffhausen'scher Bankverein.
 Borne et Busse.
 Nationalbank für Deutschland.
 L. Behrens et Söhne.

Ici donc, l'originalité des banques allemandes ne réside

pas dans les modalités employées par ces banques ; elle consiste plutôt dans la politique générale suivie par ces banques, politique que nous avons essayé de dégager en exposant plus haut les aspects financiers de l'expansion des banques allemandes.

Quant aux *relations des banques allemandes avec les entreprises industrielles établies en dehors de l'Allemagne*, il n'est point de modalités particulières à signaler. Les moyens utilisés furent les mêmes que ceux qui servirent à nouer des liens si étroits entre la banque et l'industrie à l'intérieur même du pays. Nous avons insisté sur ces liens des banques allemandes avec ces industries allemandes : nous les avons même considérés comme une des causes de l'intensité et de la complexité de l'expansion des banques. Nous n'avons pas à y revenir à cette place. Bornons-nous à rappeler simplement que l'intervention des banques dans l'expansion industrielle se fait de deux façons : *directement* ou *indirectement*.

Nous entendons par participation *indirecte* à l'expansion, le fait que les banques allemandes favorisant tout particulièrement les industries à l'intérieur du pays, leur donnent ainsi la possibilité de s'étendre au dehors. Nous renvoyons, pour ce concours particulier des banques allemandes apporté au développement des industries, à tout ce qui était déjà dit dans notre chapitre II.

La participation *directe* des banques a consisté dans leur intervention immédiate dans la création d'industries, soit spécialement destinées à développer leur activité à l'étranger, soit directement établies à l'étranger. Tantôt les banques ont prêté à ces industries leur concours financier, notamment en leur donnant la possibilité de se constituer en sociétés par actions et en portant les titres sur le marché public. Souvent même les banques ont créé elles-mêmes ces entreprises en intervenant avec leur capital propre ; elles en ont fait des participations de longue durée.

A ce point de vue donc, c'est surtout l'*intensité* avec laquelle

les banques participèrent à cette expansion industrielle qu'il nous faut noter ici, plutôt que l'*originalité* des moyens techniques utilisés. Se servant des mêmes procédés qu'elles avaient employés à l'intérieur du pays, les banques allemandes ont apporté aux industries exerçant leur activité ou établies à l'étranger, un concours important et constant : ce fait justifie tous les développements que nous avons donnés à l'étude des aspects économiques de l'expansion de ces banques.

Les Foreign Banks.

	Nombre de succur- sales	Capital actions	Capital versé
1. Anglo-Austrian Bank	8	2,000,000	2,000,000
2. Anglo-Californian Bank, L.	1	599,400	299,700
3. Anglo-Egyptian Bkg.	7	1,500,000	492,570
4. Anglo-Foreign Bkg C ^o . L	—	420,000	420,000
5. Anglo-Italian Bk., L	—	50,000	50,000
6. Bank of Egypt	4	1,000,000	500,000
7. Bank of Roumania	1	300,000	300,000
8. Bk. of Tarapaca et Argentina.	17	1,500,000	750,000
9. British Bk. of S. Amerika	9	1,000,000	500,000
10. (1) Comptoir Nat. d'Escompte de Paris	140	6,000,000	6,000,000
11. (1) Crédit Lyonnais	250	10,000,000	10,000,000
12. (1) Deutsche Bank, Berlin	9	9,000,000	9,000,000
13. (1) Discontogesellschaft	3	8,500,000	8,500,000
14. (1) Dresdner Bank	17	8,000,000	8,000,000
15. Hong-Kong and Shanghai Bkg. Corp. (\$ 10 = £ 1)	26	1,000,000	1,000,000
16. Imperial of Persia	8	650,000	650,000
17. Imperial Ottoman Bank	39	10,000,000	5,000,000
18. Jonian Bank	6	315,510	315,510
19. London et Brasilian Bk., L.	15	1,500,000	750,000
20. Lond. and Rio Plate Bank, L.	13	1,500,000	900,000
Lon. and San Francisco B., L. absorbée par la Bank of California			
21. Lon. of Mexico and S. Amer., L.	—	800,000	400,000
22. Lond., Paris, and American., L.	1	500,000	400,000
23. National Bk. of China (\$ 10 = £ 1)	1	323,624	242,718
24. National of Egypte	20	2,500,000	2,250,000
25. (1) Société générale	545	10,000,000	10,000,000
26. (1) Swiss Bankverein	3	1,600,000	1,600,000
27. (1) Yokohama Specie Bank (Yen 10 = £ 1)	1	1,800,000	1,800,000
Total	1,143	82 358,534	72,120,49
Déduction faite des banques étrangè- res au nombre de 8, mentionnées sous (1)	968	54,900,000	54,010,000
Succursales.	175	27,458,534	17,220,498

Les banques coloniales anglaises.

	Nombre de succur- sales	Capital actions £	Capital versé £
1. African Bkg. Corp., L.	34	800.000	400.000
2. Australian Joint Stk. Bk.	71	547.301	154.529
3. Bank of Adelaide, L.	44	500.000	400.000
4. Bank of Afrika, Limited.	65	3.000.000	1.000.000
5. Bank of Australasia	167	1.600.000	1.600.000
6. Bk of British N. Amerika	47	1.000.000	1.000.000
7. Bk of British W. Afrika.	11	150.000	60.000
8. Bk of Calcutta (Rs. 15 = 1 £).	—	100.000	66.667
9. Bk of Mauritius.	1	125.550	125.550
10. Bk of Montreal.	67	2.876.713	2.876.713
11. Bk of New Wales	209	2.000.000	2.000.000
12. Bk of New Zealand.	134	500.000	452.370
Do Pref.		500.000	500.000
Do 4 0/0 Guaranteed Stk.		1.000.000	1.000.000
13. Bank of Victoria	74	2.400.000	1.061.250
Do Pref. Shares		416.760	416.760
14. Canad'n Bk. of Commerce	127	1.740.000	1.740.000
15. Chr. of Ind., Aust. et China	26	800.000	800.000
16. Colonial Bank	13	2.000.000	600.000
17. Com. Bkg. Co. of Sydney	146	1.000.000	1.000.000
18. Commercl. Bk. of Aust., L.	102	95.282	95.282
Do Pref. Shares		2.117.350	2.117.350
19. Delhi and London Bk, L.	7	337.625	337.625
20. Engl., Scot. and Austrl.	92	1.078.875	539.437
Do. Perp. Stock	—	2.690.442	2.690.442
21. London Bk. of Australia	53	1.104.818	375.883
Do. Pref. Shares		171.930	171.930
22. Mercantile Bk. of India, L.	10	375.000	187.500
Do. B. Shares		750.000	375.000
23. Natal Bk., Lim., A.	26	258.840	129.420
Do. B. Shares		1.482.320	370.580
24. Natnl. Bk of Australasia.	133	2.384.880	1.192.440
Do. Pref. Shares		305.780	305.780
25. Natnl. Bk. of India, L.	20	1.200.000	600.000
26. Natnl. Bk. of N. Zealand. L.	34	750.000	250.000
27. Natnl. Bank. of S. Afrika	72	1.100.000	1.100.000
28. Nethrlnds Bk. of S. Afrika	6	400.000	400.000
29. Queensland. Natnl. Bk., L.	53	—	413.227
Do. Jnsc. Deposit Stock		—	3.116.621
Robinson S. African Bkg.	—	En liquidation	
30. Royal Bk. of Queensland	16	—	457.539
31. Standard of S. Afrika, L.	148	6.193.900	1.548.525
32. Union Bk. of Australia, L.	128	4.500.000	1.500.000
Total.	2.136	50.353.366	35.528.420

Les banques coloniales françaises.

	Nombre de succursales	Capital actions en francs.
1. Banque de Guadeloupe	3	3.000.000
2. Banque de Guyana	3	600.000
3. Banque de Martinique.	2	3.000.000
4. Banque de la Réunion.	2	3.000.000
5. Banque de l'Afrique occidentale.	2	3.000.000
6. Banque de l'Algérie	6	1.500.000
7. Banque de Tunisie	16	20.000.000
8. Banque de l'Indo-Chine	3	4.000.000
9. Crédit foncier colonial.	13	24.000.000
10. Banque Nationale d'Haïti	2	5.000.000
11. Banque de l'Afrique du Sud	6	10.000.000
12. Banque Nationale de St-Domingo	2	4.000.000
13. Compagnie Algérienne.	16	25.000.000
14. Crédit Algérien	2	8.000.000
15. Crédit foncier et agricole d'Algérie.	21	15.000.000
16. Crédit foncier égyptien	1	80.000.000
17. Crédit foncier franco-canadien.	3	4.784.000
18. Comptoir national d'escompte de Paris.	24	—
19. Crédit Lyonnais	21	—
20. Banco franco-argentino	1	125.000.000
Total	136	326.884.000

Les banques néerlandaises.

NOMS	Nombre de comptoirs	Capital en milliers de fl.
1. Nederl. Bank voor Z.-Afrika.	4	9,600
2. Transvaalsche Bank en Handelsvereini- ging.	2	3,000
3. Nederl. Indische Escompto-Maatschappij.	8	6,000
4. Nederlandsch - Zuid-Afrikaansche Hypo- theekbank.	2	2,000
5. Nederlandsch - Amerikaansche Hypoteek- bank	1	1,000
6. Nederlandsch - Amerikaansche Land- Maatschappij	1	5,000
7. Nederl. Indische Hypoteekbank.	1	500
8. Northwestern et Pacific-Hypoth.-Bank. .	2	1,860
9. Overijsche Hypotheekbank	1	1,000
10. Pretoria Hypoth.-Maatschappij	1	2,000
11. Borneo-Sumatra-Maatschappij	1	1,200
12. Javasche Bank.	9	6,000
13. Koloniale Bank	3	10,000
14. Nederl. Handels-Maatschappij	22	45,000
15. Nederl. Indische Handelsbank	7	12,000
16. Surinaamsche Bank	2	700
Somme	67	98,000

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE ANALYTIQUE DE L'EXPANSION DES BANQUES ALLEMANDES A L'ÉTRANGER

Nous avons retracé dans notre première partie, l'évolution générale des banques allemandes, évolution qui aboutit au mouvement d'expansion ; on connaît également maintenant les causes de cette expansion, ses rapports avec le développement économique de l'Allemagne, ses différents aspects et les modalités qu'elle revêt. Toutes ces idées vont se retrouver et seront confirmées par les faits que nous analysons dans cette seconde partie : aussi bien est-ce elle qui a servi de base à l'étude plus générale qui précède. Seulement, le mouvement d'expansion est ici étudié de toute autre façon. Ecartant toute généralisation, les faits sont examinés individuellement et, pour employer un mot cher aux Allemands, dans leurs conjonctures naturelles ; cette analyse se présente comme une étude du développement *interne* des banques allemandes prises isolément, analyse dans laquelle une place toute prépondérante est donnée aux faits d'expansion.

Une première division s'impose.

L'expansion de banque, en effet, fut pratiquée tout d'abord par les grandes banques allemandes établies en Allemagne même, et destinées à pratiquer le commerce de banque dans l'intérieur du pays ; ces banques furent conduites à pratiquer l'expansion à l'étranger pour des causes générales que nous connaissons déjà, et pour des causes propres à chaque établissement pris individuellement, causes que nous aurons à examiner.

Mais, en second lieu, l'expansion de banque fut également pratiquée par les grandes banques allemandes au moyen des banques spéciales destinées uniquement au commerce de banque à l'étranger et ayant leurs principaux organes à l'étranger, là même où elles exercent *directement* leur activité. Cette expansion de banque a bien pour promoteurs et pour guides les grandes banques allemandes, mais elle est prati-

quée par des établissements de banque tellement spéciaux et ayant souvent une activité si différente de ces banques destinées en premier lieu au commerce de banque en Allemagne même, qu'un examen particulier devenait indispensable.

De là, *deux sections* dans cette étude analytique :

Dans une *première section* nous aurons à étudier, au point de vue de l'expansion, les huit grandes banques allemandes : celles qu'on désigne en général sous le nom de *Grossbanken* : le Schaaffhausen'sche Bankverein, la Discontogesellschaft, la Bank für Handel und Industrie, la Berliner Handelsgesellschaft, la Deutsche-Bank, la Dresdner Bank, la Commerz-und Disconto Bank et la Nationalbank.

Pour l'étude de ces banques, nous ne suivrons pas absolument cet ordre qui est l'ordre chronologique de leur fondation. Nous avons été forcés en effet de donner une importance toute particulière à l'examen de l'expansion à l'étranger de deux banques allemandes — la *Discontogesellschaft* et la *Deutsche Bank* — les plus importantes ; ceci pour deux raisons. Tout d'abord par ce fait que l'activité déployée par ces deux banques sur le terrain de l'expansion de banque à l'étranger est la plus considérable ; en second lieu, par ce fait que nous avons pris ces deux banques comme types. Elles ont créé et organisé en effet à l'étranger de nombreuses entreprises, lancé de nombreuses opérations financières que nous étudions à propos de ces deux banques, et sur lesquelles nous ne reviendrons pas, bien que les autres grandes banques allemandes y participent la plupart du temps ; nous nous contenterons de les mentionner à propos de ces banques.

Une autre remarque est également nécessaire. L'expansion des banques allemandes est, en effet, extrêmement complexe. Elle embrasse le commerce de banque dans son sens le plus large et le plus complet : de sorte que nous avons exposé à propos de chaque banque son expansion *quant au commerce régulier de banque*, et son expansion *quant au commerce irrégulier*. Mais, avant d'aborder chacun de ces deux aspects

de l'expansion de ces banques, nous avons cru nécessaire de donner un aperçu de l'organisation et de l'activité de chaque banque, aperçu d'autant plus nécessaire qu'il n'a pas jusqu'à présent été fait pour toutes ces banques, et qu'il n'est pas tout à fait étranger à l'expansion puisqu'il donne une idée de l'évolution générale de la banque : évolution qui aboutit précisément à l'expansion.

Dans une *deuxième section*, nous étudierons les banques spécialement destinées au commerce de banque à l'étranger, et qui sont toutes (1) des créations des banques allemandes examinées dans notre section première. On sait que ces banques, déjà énumérées dans notre chapitre I, sont nombreuses ; elles sont aussi extrêmement importantes, tant pour le développement des banques allemandes que pour le développement économique général de l'Allemagne. Mais comment les classer et les présenter ? Ces banques, en effet, furent créées par les divers grands instituts à des époques différentes, et se trouvent disséminées un peu de tous les côtés du globe terrestre.

On pouvait suivre l'ordre *chronologique* et les examiner suivant l'ancienneté de leur création ; ou bien présenter les *Tochtergesellschaften* de chacune des *Grossbanken*. Nous avons préféré suivre un troisième ordre et les grouper *géographiquement* : c'est-à-dire suivant les pays où elles sont appelées à exercer leur activité : nous trouvons ce groupement plus logique, plus intéressant et plus commode.

En effet, pour donner à l'étude de ces banques tout son intérêt et toute son utilité, il faut : d'une part, préciser et exposer les conditions économiques des différents pays où ces banques sont établies : il faut donner également l'exposé historique des relations économiques et commerciales de l'Allemagne avec ces pays. C'est de cette façon seulement qu'on pourra comprendre certaines dispositions spéciales prises

(1) A une exception près : la *Palästina Bank*.

par ces banques quant à leur organisation et leur activité, et qu'on pourra juger du succès probable de ces établissements de crédit ; c'est par là également qu'on pourra expliquer la préférence des banques allemandes pour certains pays étrangers. Mais ce qui est le plus important, c'est que ce sont ces considérations qui donneront la meilleure idée de quelle utilité pour *l'économie nationale allemande* peuvent être ces établissements de crédit destinés au commerce de banque à l'étranger.

Notre deuxième section comprendra donc :

Les banques allemandes établies en Amérique (du Sud).

Les banques allemandes établies en Extrême-Orient.

Les banques allemandes établies en Europe centrale et en Orient.

Les banques coloniales allemandes (établies en Afrique).

L'étude de chaque banque comportera — en dehors des considérations économiques déjà mentionnées — l'exposé de l'organisation de la banque (spécialement de l'organisation qui est caractéristique aux banques étrangères), de l'activité générale de la banque et de ses résultats. Les résultats seront envisagés tant au point de vue du commerce de banque qu'à un point de vue plus large, c'est-à-dire au point de vue de leur répercussion sur la vie économique générale de l'Allemagne.

L'intérêt de cette seconde partie est surtout documentaire. Nous n'avons pas cru devoir faire dans les bilans un choix arbitraire, et nous n'avons rien retranché de l'abondance des faits : d'où la longueur de cette deuxième partie ; nous nous en excusons. Mais ceci même est la justification de notre travail qui n'a d'autre prétention que de présenter une classification de faits rigoureux et contrôlés.

SECTION PREMIÈRE

CHAPITRE PREMIER

LA DISCONTOGESSELLSCHAFT

La Discontogesellschaft, si différente à ses débuts, en 1851, de ce qu'elle nous apparaît aujourd'hui, nous offre un remarquable exemple de la double action et réaction réciproques que peuvent exercer, d'une part, le développement économique général d'un pays sur l'organisation de son crédit et sur la façon même de comprendre et de pratiquer le commerce de banque ; d'autre part, une initiative privée éclairée et intelligente sur l'économie nationale elle-même. Si aujourd'hui, en effet, la Discontogesellschaft apparaît comme un des plus puissants instituts financiers de l'Allemagne, si elle occupe avec la Deutsche Bank, la première place parmi les banques allemandes qui exercent leur activité à l'étranger, à ses débuts, en 1851, elle ne présentait pas de tendance à une expansion active ; elle ne devait être, dans la pensée de David Hanse-mann, son fondateur, qu'une société de crédit pour la ville de Berlin (1), c'est-à-dire une institution créée pour des *besoins tout à fait locaux*. Il s'agissait alors de satisfaire à un besoin pressant et de procurer aux petits artisans et industriels, du

(1) *Darstellung des Plans einer Kredit-Gesellschaft für Berlin*, 2^e édition, Berlin, 1850.

crédit à des conditions acceptables (1). La banque créée sous forme de société en commandite avec un gérant responsable et des associés à mise variable, devait, suivant ses statuts du 6 juin 1851, présenter les conditions d'une *pure banque d'es-compte*. Son but est bien délimité, les opérations de la banque consisteront en escomptes, avances sur titres, dépôts produisant un intérêt (art. 19 et 21 des statuts). Toutes les autres opérations lui sont interdites (art. 23).

Mais déjà vers 1855, cette forme de la Discontogesellschaft apparaissait insuffisante, et le vieil Hanseman était assez clairvoyant pour s'en rendre compte ; pour suppléer à cette insuffisance, la banque devait, cette année même, subir une profonde réforme. Elle fut d'abord transformée en société en commandite et le capital fixé à dix millions de thalers (2). Cette transformation et la fixation du capital de la banque étaient expliquées par Hanseman de la façon suivante : il était nécessaire, si on voulait assurer une certaine durée à la société, de tirer de son commerce un rendement plus grand et cela ne pouvait se faire qu'en élevant le capital ; la banque pourrait alors se charger d'affaires plus importantes et plus lucratives et ne plus être limitée au simple commerce de commission. Mais pour pouvoir faire ce commerce agrandi, il fallait enlever des statuts primitifs, les entraves qui limitaient le but de la banque et l'empêchaient de prendre part à des affaires solides présentant les risques les moins graves. C'est pourquoi l'assemblée générale du 28 avril 1855 modifie les statuts de la banque dans ce sens ; il devient permis à la banque de faire des avances, non seulement sur lettres de change

(1) David Hanseman, *Das Wesen der Discontogesellschaft und ihre Benützung*, Berlin, 1852, p. 8, et Model, *op. cit.*, p. 4.

(2) A sa création, la banque disposait d'un capital nominal de 541.600 thalers souscrits par 236 membres. Un versement de 10 0/0 fut effectué sur ce capital ; jusqu'en 1853, le nombre des membres monta à 1393 et leurs participations s'élevèrent à 4 916.200 thalers. v. Hanseman, *op. cit.*, p. 8, et Bilan 1852.

comme le stipulaient les statuts de 1851, mais aussi de faire des avances sur des titres d'État, sur des actions industrielles et autres. La banque était aussi autorisée à entrer en relations d'affaires avec les entreprises qui semblaient pouvoir lui donner des avantages appréciables, et pouvait ne pas se limiter à leur ouvrir des crédits. Les statuts modifiés entrèrent en vigueur au mois d'août 1856. La dernière modification fut apportée par l'assemblée générale extraordinaire du 13 novembre 1856. Il fut stipulé par cette assemblée que la défense faite à la banque d'acquérir des immeubles n'est pas applicable en ce qui concerne l'acquisition de mines et d'établissements industriels de toutes sortes, ainsi que l'acquisition de terrains qui doivent servir à l'exploitation de ces entreprises.

Par ces réformes et ces dispositions, la Discontogesellschaft devint, en 1856, une *Effektenbank*, c'est-à-dire une banque qui n'est pas limitée uniquement au commerce d'escompte, mais qui peut faire des opérations de banque à propos de toutes les affaires commerciales et industrielles existantes ou en cours d'établissement ou de développement. En somme, c'est une banque qui correspond à ce qu'on appelle en France, un *établissement de crédit*, réunissant des fonctions de dépôt et d'escompte mais ceci est encore insuffisant ; et il faut ajouter aussi qu'elle remplit des fonctions de crédit mobilier, ce qui la caractérise spécialement (1). Créée dans cet esprit, la Discontogesellschaft allait pouvoir suivre le développement économique de l'Allemagne ; l'Effektenbank est, en effet, comme le dit Wagner, « le rouage le plus important et le plus caractéristique de l'organisation moderne du crédit et des Banques » (2). Pourtant, la banque ne va pas encore s'engager immédiatement dans des entreprises industrielles ou commerciales : elle estime que « certaines précau-

(1) Depitre, *op. cit.*, p. 16.

(2) Préface de Wagner au livre de Paul Model, *op. cit.*, p. 9.

tions, le recours à des spécialistes sont nécessaires avant que la banque ne s'y engage » ; il résultait de là que des projets très nombreux, la grande majorité fut repoussée (1). Le désir de ne participer qu'à des entreprises solides et d'un rendement satisfaisant, le souci de conserver la confiance de la clientèle détournèrent longtemps la banque de ces participations.

En 1857, la Discontogesellschaft participe cependant à une première entreprise industrielle ; c'est cette année, en effet, qu'elle fait l'acquisition du *Berg-und Hüttenwerk Henrichs-Hütte*, 1 million 3/4 de thalers, entreprise qui ne devait, en somme, lui apporter que des déboires, mais sans qu'il y eût faute de sa part. A partir de ce moment, la vie et l'activité de la Discontogesellschaft allaient être intimement liées à la vie économique de l'Allemagne et surtout au développement industriel de ce pays. Cette tendance de la Discontogesellschaft à participer intimement à la vie économique était déjà constatée à cette époque, « la Discontogesellschaft, disait-on, est parmi toutes les affaires de banque, celle qui la première, s'est efforcée de donner un plus grand essor au commerce et à l'industrie sans les avoir jamais poussés à des spéculations inutiles, reproche qu'on peut en somme faire aux autres banques allemandes » (2).

Mais si la forme de la société était maintenant propre à suivre le développement économique de l'Allemagne, les moyens d'action de la banque risquaient d'être insuffisants ; il fallait procéder à des augmentations successives du capital de la banque si l'on voulait donner satisfaction aux besoins économiques grandissants. Ceci était déjà reconnu nécessaire en 1856, lors de la première augmentation du capital de la banque. A cette date, Hansemann disait : « L'esprit d'entreprise active et multiplie sans cesse les choses utiles ainsi que les moyens de transport qui auront pour résultat de diminuer

(1) Bilan, 1856.

(2) *Frankfurter Actionär*, 1856, p. 370.

les distances et de permettre le transfert rapide et à bon marché de ces choses utiles. Mais, l'accroissement des biens et l'accroissement de la circulation de ces biens, auront pour résultat direct de provoquer un accroissement du besoin des moyens de paiement ; et, dans la mesure où ces moyens de paiement feront défaut, leur remplacement par des moyens de crédit sera nécessaire. Le développement des institutions de crédit repose ainsi sur cette base solide, « le développement de la production et du commerce ».

Ces augmentations du capital de la banque devinrent surtout nécessaires, au moment où l'économie nationale allemande passa d'un état moins complexe à un état plus complexe, et surtout à partir du développement plus rapide de l'industrie allemande. Aussi, voyons-nous que le capital de la Discontogesellschaft a subi les modifications suivantes :

Années	Millions de marks
En 1871	40
1872	60
1889	75
1895	115
1898	130
1902	150
1904	170

Il faut noter que ces augmentations successives du capital de la banque sont bien dues à l'exigence des besoins indiqués. Elles ne sont pas provoquées, sauf une seule exception, — l'absorption de la Norddeutsche Bank en 1895 — par une politique de concentration. Bien au contraire, la banque disposait de capitaux importants, pouvait plutôt songer à la décentralisation de ses forces et de son activité. C'était, en somme, une façon de satisfaire aux besoins économiques nouveaux et d'étendre son cercle d'action du commerce régulier à un commerce beaucoup plus complexe ; c'était pour la banque un moyen de suivre l'évolution économique de l'Allemagne sur

le terrain de l'expansion commerciale grandissante de ce pays. La banque devait parvenir à ce but, en créant des établissements de banque aux endroits où elle était particulièrement intéressée, ou en y commanditant les établissements existants. Notre banque entra dans cette voie lentement et graduellement, mais la progression fut constante. Ainsi, si l'on examine les chapitres *des participations de longue durée et des commandites dans les bilans*, on verra qu'ils sont en constante progression :

Années	Millions de marks
En 1894.	6,2
1895.	45,4
1896.	46,6
1897.	46,8
1898.	50,2
1899.	50,8
1900.	51,3
1901.	55,1
1902.	57,7
1903.	57,7
1904.	67,7
1905.	81,1
1906.	95,2
1907.	104,0

Parmi ces participations et commandites de la banque, une part assez notable représente des participations à des banques ayant principalement pour but de faire le commerce de banque avec l'étranger et à l'étranger même. Il est vrai que parmi ces participations, une grande part provient de l'absorption de la Norddeutsche Bank (40 millions de 1895 à 1904 et 50 millions depuis), mais nous verrons que c'est avec la Norddeutsche Bank que la Discontogesellschaft pratiquait le plus souvent l'expansion de banque à l'étranger. Ce sont les rapports intimes qu'elle entretenait avec cette banque, même

avant de l'avoir absorbée, qui l'initiaient à la création des banques destinées à étendre leur activité à l'étranger. Il est évident que le commerce régulier de banque de la Discontogesellschaft devait tirer le plus grand avantage de tous ces établissements de crédit qui constituaient comme autant d'agences. Voilà où l'évolution économique et les nouveaux besoins de l'Allemagne devaient conduire l'activité propre — le *reguläres Bankgeschäft* — de la Discontogesellschaft, désireuse de satisfaire ces besoins et trouvant avantage à le faire.

Les augmentations successives du capital de la banque, lui donnaient aussi la possibilité de suivre plus activement le développement économique de l'Allemagne sur un autre terrain ; en participant à des entreprises financières de toutes sortes, la banque devait servir et développer les intérêts généraux allemands, et, en créant des sociétés par actions, favoriser tout spécialement le développement industriel. Par le nombre de ces participations, on voit que la banque s'engage de plus en plus dans cette voie ; si l'on examine les chapitres des valeurs propres de la banque et ceux des participations consortiales, on constate que ces chiffres sont de plus en plus considérables.

Années	Millions de marks
1894	27,9
1895	33,0
1896	46,2
1897	47,0
1898	60,8
1899	56,0
1900	63,8
1901	67,0
1902	75,4
1903	75,8
1904	75,2
1905	87,2
1906	91,2
1907	89,9

Malheureusement, ces chapitres ne peuvent pas être examinés avec plus de détails, car les bilans de la banque sont très concis en général, et plus spécialement encore en ce qui concerne la composition du portefeuille des affaires consortiales. Quoi qu'il en soit, on sait à quel point sont étroits en Allemagne, les liens qui unissent les grandes entreprises industrielles et les grandes banques ; il en est ainsi en particulier à la Discontogesellschaft. La crise 1900-1901 n'a eu, semble-t-il, comme résultat, qu'un changement dans la tactique de la banque : à partir de cette crise, elle apporte une plus grande hâte à distribuer les titres émis par les sociétés ; elle les garde moins longuement dans son portefeuille. L'harmonie entre le développement économique de l'Allemagne et l'activité de la Discontogesellschaft, les rapports étroits et réciproques de la banque et de l'industrie sont indéniables surtout si l'on songe que la banque n'a pas dû, par suite de ces participations, réaliser des bénéfices très considérables. On peut même dire qu'à plusieurs reprises, elle a subi des pertes importantes ; et pourtant le souci de la solidarité qui l'unit à l'Allemagne industrielle est assez grand pour l'avoir fait persévérer dans cette voie. On pourra se rendre compte de la proportionnalité des bénéfices réalisés par la banque, dans les participations consortiales et ses valeurs propres, en étudiant le tableau où nous comparons ces bénéfices avec ceux réalisés dans les affaires de banque régulières (1). On verra que, sauf de rares exceptions, les bénéfices les plus importants de la Discontogesellschaft proviennent de son commerce de banque régulier.

(1) Encore faut-il remarquer que la Discontogesellschaft range dans ses bilans sous le même chapitre également les bénéfices provenant de ses participations de banques.

Bénéfices de la Discontogesellschaft (en millions de marks) :

Années	Bénéfice brut	Bénéfice net	Produit des affaires de banque régulières	Produit des titres et participations
1876	4,1	3,4	3,	0,9
1877	6,7	6,	4,1	2,5
1878	8,1	7,4	2,3	3,3
1879	9,8	9,	2,7	4,8
1880	10,4	9,5	5,1	5,1
1881	12,9	11,8	5,6	6,6
1882	9,9	8,8	4,2	3,3
1883	10,2	9,1	4,8	4,1
1884	9,1	7,9	2,7	4,8
1885	9,7	8,5	5,7	3,9
1886	9,2	7,7	5,6	3,5
1887	9,2	7,7	6,2	2,9
1888	11,2	9,5	7,	4,1
1889	15,7	13,8	8,1	7,5
1890	15,8	13,1	8,4	7,2
1891	11,4	7,1	8,6	2,7
1892	8,9	5,1	6,7	2,1
1893	10,9	5,4	7,2	3,6
1894	12,3	7,1	6,9	5,1
1895	16,7	14,3	7,5	9,
1896	16,9	14,2	8,7	7,9
1897	17,2	14,1	8,8	8,1
1898	17,4	14,1	10,	7,
1899	20,6	17,	12,6	7,6
1900	19,8	15,9	13,	6,2
1901	16,9	12,3	11,3	4,8
1902	19,1	14,2	12,3	6,7
1903	20,7	15,2	13,5	6,8
1904	23,7	17,0	14,9	8,4
1905	26,2	18,4	16,3	9,5
1906	26,7	18,8	17,5	8,5
1907	27,8	18,9	19,1	7,5

La Discontogesellschaft ne devait point seulement aider par ses participations ou ses commandites au développement industriel allemand en Allemagne même, elle devait aussi le

suivre et le soutenir à l'étranger. En effet, parmi ces entreprises auxquelles elle était intéressée, un certain nombre représentait des affaires établies à l'étranger, ou encore des entreprises qui devaient chercher à étendre leur activité en s'installant en partie à l'étranger, ou bien en nouant des rapports directs avec l'étranger (compagnies de navigation, sociétés d'électricité, de télégraphe). C'est donc en suivant le développement économique de l'Allemagne et en voulant s'y adapter, que la Discontogesellschaft est entrée dans une nouvelle phase : elle devait de plus en plus s'y engager, aussi bien au point de vue du commerce de banque proprement dit, qu'au point de vue des entreprises financières de toutes sortes. C'est à ce point de vue particulier que nous devons étudier l'activité de la Discontogesellschaft, c'est-à-dire exposer d'abord sous une forme analytique, le développement de son activité de *banque* proprement dite à l'étranger, puis son activité moins spéciale.

Non seulement la Discontogesellschaft, institution privée, a puissamment aidé à cette expansion nationale en dehors de l'Allemagne, mais nous verrons même comment il lui est arrivé de la provoquer directement. Son activité à l'étranger n'est pas, en effet, le résultat du hasard ; elle est la suite naturelle de l'évolution de la banque, l'aboutissant d'une politique concertée et constante qui a fait, de la simple banque locale créée au commencement de la seconde moitié du siècle dernier, un des établissements de crédit qui possède aujourd'hui le plus de relations sur tout le globe, partout où les intérêts allemands demandaient à être représentés ou aidés.

I. — *L'expansion de la Discontogesellschaft au point de vue du commerce régulier de banque.*

Pendant de longues années, la Discontogesellschaft eut une vie toute centralisée. On explique, en général, cette centralisation de la banque (sans faire de distinction entre son activité en Allemagne et son activité à l'étranger) par plu-

sieurs considérations. D'abord la forme sous laquelle elle était constituée : société de commandite, ses membres devaient s'opposer à la création de succursales ou de commandites, qui eussent eu comme conséquence directe d'augmenter les risques et de rendre la surveillance plus difficile. En second lieu, les relations que la banque entretenait de longue date avec la maison Rothschild et Söhne lui permettaient de profiter de l'expansion de cette maison et de ne pas souffrir de sa centralisation (1). Enfin, on disait aussi que la décentralisation était moins nécessaire à la Discontogesellschaft, société financière qui faisait surtout des opérations financières ; bien plus, que la décentralisation ne pouvait que lui nuire, en ayant pour effet d'éparpiller son capital.

Ces raisons non entièrement concluantes en tant qu'il s'agit d'expliquer l'expansion intense de la Discontogesellschaft, sa diffusion à travers l'Allemagne, doivent faire l'objet de nombreuses réserves, si l'on envisage l'expansion de la banque à l'étranger. On dit tout d'abord que les commanditaires de la Discontogesellschaft devaient se montrer hostiles à l'expansion. Tout au plus, pouvaient-ils se mettre en garde contre des tentatives peu sûres. En fait, la banque s'est lancée dans la voie de l'expansion active à l'étranger sans avoir changé de forme ni de constitution. Pour ce qui est des relations étroites que la Discontogesellschaft entretenait avec la maison Rothschild, ces relations pouvaient lui rendre de très grands services, tant à l'intérieur de l'Allemagne, qu'à l'étranger, à Vienne, Paris, Londres, partout où existaient des maisons Rothschild. Mais, outre que ces liens pouvaient être considérés déjà comme une forme d'expansion, il faut observer que la banque en profitait avant tout pour ses affaires financières, et non pour son commerce régulier de banque : c'est ainsi que, comme élément du groupe Rothschild, la Dis-

(1) Ernst Laeb, *Die Berliner Grossbanken in den Jahren 1895-1902*, dans *Störungen im deutschen Wirtschaftsleben*, t. VI, p. 143.

contogesellschaft participait surtout à des émissions d'emprunts. Vouloir enfin expliquer la décentralisation tardive de la Discontogesellschaft par le fait qu'elle est une société financière, soulève encore plus d'objections. En effet, on ne doit pas oublier qu'à ses débuts, la Discontogesellschaft n'était pas une société financière, mais, comme nous le savons, une pure *banque d'escompte* ; si elle s'est engagée assez tôt, dans des entreprises financières de toutes sortes, elle n'a pris le caractère d'une véritable société financière que dans la seconde moitié de son existence ; or, c'est à partir de ce moment qu'elle pratiquera la décentralisation et l'expansion à l'étranger. On peut dire que si une décentralisation à l'intérieur du pays n'exerce que peu d'influence sur la conclusion des affaires financières, la chose ne se présente plus de la même façon quand il s'agit de l'étranger, et qu'à ce point de vue, une représentation *directe* est utile pour les affaires de ce genre. Nous verrons que ce raisonnement théorique trouve sa confirmation dans les faits. Des banques allemandes ont été constituées à l'étranger pour y faire le commerce régulier de banque, mais les opérations financières qu'elles donnèrent l'occasion de faire à leurs maisons fondatrices, démontrent l'utilité d'une représentation directe à ce point de vue, quand il s'agit d'opérer à l'étranger. A la Discontogesellschaft, fondatrice de la plupart des banques allemandes fonctionnant à l'étranger, il fut donné fréquemment, grâce à cette représentation, de faire des opérations financières qu'on n'eût pas, sans cela, songé à lui donner. En réalité cette centralisation qui caractérisa les débuts de l'activité de la banque s'explique d'une façon tout à fait différente ; elle fut intentionnellement maintenue, sous l'influence de Hansemann. En effet, et c'est une idée souvent exprimée par la Direction de la banque, l'idéal pour elle, était tout d'abord de développer sa centrale à Berlin, de façon à lui faire prendre la première place parmi les banques allemandes. On voulait fortifier la confiance, affaiblir la concurrence, et pour cela, offrir la

sécurité la plus grande, tant par le choix minutieux des affaires traitées par le développement des réserves propres de la banque. Et, c'était là une vue si juste que les suites de cette sage et prudente politique se firent sentir pendant de longues années ; la Discontogesellschaft acquit une place prépondérante parmi les banques allemandes, les meilleures affaires lui étaient toujours proposées, en premier lieu ; aujourd'hui, elle se trouve quant à l'importance du capital, dépassée par la Deutsche Bank et suivie de près par la Dresdner Bank (à 10 millions de marks près), mais elle garde cependant une situation hors de pair dans la haute banque allemande. Dans ces conditions, l'expansion ne pouvait être admise, tant que le prestige et le développement de l'établissement central ne se seraient pas imposés ; bien au contraire, cette expansion devait être pratiquée, dès qu'elle pourrait être favorable à l'établissement central. Alors seulement la banque pourrait, étant donnée sa situation dans le monde financier, accepter de commanditer les différents établissements de crédit.

Telles sont les raisons principales pour lesquelles la Discontogesellschaft refusa de prendre part à un projet de création de banque en 1856. A cette époque, un certain nombre de personnalités de la haute finance allemande, parmi lesquelles Abraham Oppenheim et Gustav Mevissen, à Cologne, caressaient l'idée de créer, à Berlin, une *Zentralbank*, pour les commandites étrangères. Cet établissement devait avoir pour but de centraliser les capitaux allemands à la recherche de placements à l'étranger, et de leur procurer, à l'étranger, la représentation la plus sûre et la plus avantageuse. Cette entreprise devait revêtir la forme d'un vaste établissement de banque au capital de 100 millions de thalers. La participation de la Discontogesellschaft fut sollicitée, mais David Hanseemann se montra très énergiquement hostile à ce projet de banque qu'il déclarait utopique ; il déclarait aussi que, pour la Discontogesellschaft, le moment de l'expansion n'était pas venu.

Il advint que, cependant, par son développement propre et l'accroissement de ses capitaux, elle put enfin pratiquer l'expansion sans nuire à la solidité de sa maison centrale de Berlin. Cette expansion, dans sa forme première, fut *intérieure* ; à partir de 1870, en effet, le besoin extrême se fit sentir d'avoir des établissements de crédit solides plus disséminés à l'intérieur de l'Allemagne ; et la Discontogesellschaft, par des participations indirectes à des maisons de province, donna une première satisfaction à ces besoins (1). Mais cette expansion intérieure ne réussit pas à la banque. Aussi ne continua-t-elle pas à la pratiquer ; elle réserva tous ses soins en Allemagne, à sa centrale de Berlin. Il n'en fut pas de même au point de vue extérieur.

L'activité propre de la Discontogesellschaft à l'étranger se manifesta par la création de banques plus ou moins indépendantes, par des commandites des banques étrangères ou par des communautés d'intérêts, en dernier lieu, par l'établissement de succursales. Les banques indépendantes créées par la Discontogesellschaft seront étudiées longuement dans notre deuxième partie, à cause de l'importance particulière qu'elles présentent pour l'expansion de banque allemande, en général, et aussi, à cause de leur situation particulière en tant que banques travaillant en pays étranger ; elles ne seront que rapidement mentionnées ici.

La Discontogesellschaft entra assez tard dans la voie de l'expansion : dans la seconde moitié de son existence ; mais elle y entra *très tôt* si l'on se place au point de vue de l'expansion de la banque allemande, en général. En effet, ce furent la Discontogesellschaft et la Deutsche Bank qui inaugurèrent cette évolution des banques allemandes ; la première participation de la Discontogesellschaft à la création d'une banque spéciale pour le commerce de banque à l'étranger fut

(1) C'est à cet effet-là que fut créée par la banque, en 1871, la Provinzial-Discontogesellschaft.

aussi une des premières tentatives des banques allemandes pour s'établir à l'étranger. Cette première participation de la Discontogesellschaft date de 1872, lors de la création de la *Deutsch-Belgische La Plata Bank*. Cette banque, comme l'indique son titre et comme nous le verrons en détail, à propos de la *Deutsche Ueberseeische Bank*, fut créée pour faire spécialement le commerce de banque d'outre mer, surtout avec les pays de la Plata. La Discontogesellschaft y fut intéressée en même temps que la *Norddeutsche Bank*. C'est de cette époque que date le lien intime de ces deux banques. Mais ce premier essai de la Discontogesellschaft ne fut pas de longue durée. Dès 1873, la banque se désintéressa de la participation à la La Plata Bank qui fut alors patronée par la Deutsche Bank ; mais l'établissement ne prospéra pas, et il liquida en 1875. Ce n'est qu'en 1887, que la Discontogesellschaft refait une nouvelle tentative, de concert avec la Norddeutsche Bank. A partir de cette époque, la banque créa un certain nombre d'établissements de banque qui, tous, ont continué leur activité jusqu'à nos jours.

D'abord au Brésil où fut installée, en 1887, la *Brasilianische Bank für Deutschland* ; en 1885, au Chili, fut créée la *Bank für Chile*. En dehors de cette collaboration avec la Norddeutsche Bank, la Discontogesellschaft s'occupa aussi seule, de trouver une représentation en Extrême-Orient, et, dès 1882, elle envisagea la possibilité de créer des succursales en Chine et au Japon sur le modèle des *Preussische Seehandlungssozietät*. Bien que ce projet fut très appuyé de tous les côtés, aussi bien par les Allemands que par l'ambassadeur chinois à Berlin, il ne devait pas aboutir. La représentation des banques allemandes en Extrême-Orient se fit plus tard par la création, en 1889, de la *Deutsch-Asiatische Bank*, créée par un syndicat de banques allemandes auquel participèrent toutes les grandes banques, mais, une part spéciale revient, cependant, dans la création de la *Deutsch-Asiatische Bank*, à la Discontogesellschaft. C'est elle, en effet, qui

prit l'initiative du syndicat et qui fit toutes les négociations nécessaires pour la création de la banque au nom du syndicat.

La Discontogesellschaft fonda un autre syndicat, qui avait pour but de réorganiser le crédit en Italie, et d'y établir une banque allemande ; cette idée fut émise par la Discontogesellschaft vers 1894 ; elle aboutit la même année, malgré de nombreuses difficultés, à la création de la *Banca commerciale Italiana*. La série des créations de banques se continue, en 1897, en Roumanie où la Discontogesellschaft fonde avec Bleichröder, la *Banque générale roumaine*. En 1898, elle participe avec de grandes banques allemandes et des banques étrangères à la fondation de la *Banque internationale de Bruxelles* ; en 1900 elle prit part à la formation en société par actions de la *Compagnie commerciale belge, anciennement H. Albert de Bary et C^o*, son ancienne commandite, et tout dernièrement à celle de la *Banque de crédit de Bulgarie*, créée par la Discontogesellschaft, la Norddeutsche Bank et la maison S. Bleichröder ; ces deux dernières maisons étant également en somme sous la direction immédiate de la Discontogesellschaft.

Nous aurons l'occasion de voir que la Discontogesellschaft joua aussi un rôle actif dans les colonies allemandes. Elle participa d'abord à la création de la *Deutsche-Ostafrikanische Bank* et transforma tout dernièrement, en 1906, une ancienne société commerciale en banque : la *Deutsch-Africa Bank*.

Cet examen de l'activité de la Discontogesellschaft à l'étranger n'est pas complet ; la banque ne s'est pas limitée à la création de banques plus ou moins indépendantes, qui devaient lui procurer une représentation directe et l'aider à développer son activité propre dans divers pays. Elle a aussi employé d'autres moyens : les *commandites*, la *conclusion de communautés d'intérêts* et la *représentation directe par succursale*.

De bonne heure, la banque entretint des relations commerciales intimes avec la maison de banque *Ernesto Torn-*

quist et C^o, à Buenos-Aires, qui avait une succursale à Montevideo. Cette maison de banque fut, en 1889, avec la collaboration de quelques banques belges, transformée en une société en commandite. De cette façon, la Discontogesellschaft pouvait profiter immédiatement de relations importantes, et de la considération dont jouissait la maison Tornquist dans les pays de La Plata, spécialement en *Argentine*. C'est aussi à la même époque que la banque *commandita*, toujours avec la Norddeutsche Bank, la maison *H. Albert de Bary et C^o*, à Anvers. En Amérique, la Discontogesellschaft avait encore des relations directes de banque par sa *communauté d'intérêts* avec la maison de banque *Kuhn Loeb et C^o*, de New-York.

Le système des *succursales* proprement dites n'est pas très suivi par la Discontogesellschaft. C'est pourtant de cette façon, qu'elle est représentée sur le marché financier de Londres (1), et c'est là une des plus considérables représentations de cette banque à l'étranger. Cette succursale existe depuis 1900. La banque nous donne elle-même les raisons qui la décidèrent à ouvrir une succursale à Londres : « L'importance déterminante du marché de Londres pour les paiements internationaux et *l'importance grandissante* de nos relations d'outre-mer, nous ont fait penser, depuis assez longtemps déjà, à l'établissement d'une succursale à Londres. Nous considérons, jusqu'à présent, comme rationnel, de nous faire représenter sur des places étrangères par des commandites dans les différentes banques. Mais, nous nous sommes aperçus, après avoir fait, à plusieurs reprises, un examen minutieux, que nous ne pourrions pas, de cette façon, réaliser nos plans d'activité à Londres ; pas complètement du moins. Force nous fut donc de chercher une représentation plus directe et effi-

(1) La Discontogesellschaft a pu établir une succursale sur le marché de Londres, grâce à la convention diplomatique intervenue en 1873, entre le gouvernement allemand et le gouvernement britannique. V. chapitre II : *Deutsche Bank*.

cace. Aussi, avons-nous décidé d'ouvrir une succursale à Londres, sous l'entière responsabilité de la Discontogesellschaft. » Mais, à côté de cette raison principale, qui était de combler une lacune dans les relations d'outre-mer de la Discontogesellschaft, il en était une autre : on espérait aussi, et avec raison, que cette agence pourrait intervenir dans les relations financières et commerciales entre l'Angleterre et l'Allemagne et qu'elle saurait se créer à Londres même une clientèle purement anglaise et développer, de cette façon, le commerce de banque de la Discontogesellschaft, ce second point de vue est indiqué dans le même bilan de 1900, de la banque.

Dans quelle mesure la succursale de Londres a-t-elle rempli ces espérances ? Avant de passer à cet examen, force nous est de dire que les documents nous manquent pour un examen détaillé de l'activité de cette succursale, les résultats de son activité étant englobés dans les résultats de l'activité générale de la Discontogesellschaft. Nous devons donc nous tenir aux appréciations approximatives et pour y arriver, employer quelques détours. En premier lieu, le développement favorable de la succursale de Londres et son heureuse influence sur le commerce de la Discontogesellschaft sont certains ; ils sont presque constamment affirmés par la banque elle-même, dans ses bilans, à partir de la création de la succursale de Londres, c'est-à-dire à partir de 1900. Les affaires de la Discontogesellschaft ont progressé plus vite, à partir de l'établissement de la succursale de Londres. Sans doute ceci ne peut être uniquement attribué à l'activité de la succursale de Londres, loin de là. Il faut tenir compte, en effet, que depuis 1900 la Discontogesellschaft a fondé un certain nombre de succursales en Allemagne ; en 1901, celle de Francfort, à la suite de la liquidation de la maison Rothschild et Söhne ; en 1903 celle de Brême, par l'absorption de l'ancienne maison S. Schultze et Wolde. Or, ces succursales ont, sans aucun doute, une part dans l'augmentation des affaires

de la Discontogesellschaft ; celle de la succursale de Londres, n'en paraît pas moins considérable. Sous ces réserves, à titre purement indicatif, voici l'énoncé des principaux chapitres des bilans de la Discontogesellschaft, à partir de 1894, jusqu'à 1906 soit : 6 ans avant et 6 ans après l'établissement de la succursale de Londres (chiffres en millions de marks) :

Années	Portefeuille	Avances sur titres	Compte-courant des débiteurs	Débiteurs par aval	Dépôts	Compte-courant des créditeurs	Papier en banque acceptations.	Somme totale des affaires
1894	81,1	48,6	118,2	5,7	32,2	133,1	40,1	8.996
1895	66,0	36,0	159,0	5,5	36,9	120,6	48,7	10.086
1896	61,0	23,4	162,9	5,1	41,3	124,0	44,0	10.068
1897	78,8	27,4	129,1	5,5	37,0	117,3	47,5	9.773
1898	89,6	31,7	158,8	8,0	46,6	139,6	53,4	11.562
1899	80,2	40,6	169,7	11,0	52,1	123,0	61,9	11.050
1900	100,7	31,5	181,7	21,1	50,6	132,8	89,1	14.586
1901	104,0	31,9	196,6	19,2	77,9	148,8	85,0	15.854
1902	135,5	49,9	193,7	14,9	81,9	158,8	103,1	19.886
1903	124,8	58,1	208,1	22,5	91,9	157,8	101,8	21.372
1904	141,3	73,7	266,1	27,4	100,4	183,9	142,5	29.121
1905	151,9	38,5	319,1	40,4	110,0	215,4	162,1	34.154
1906	175,8	57,7	354,0	30,9	153,3	226,6	195,9	36.446

Si on examine le présent tableau des principaux chapitres des bilans de la Discontogesellschaft, on voit qu'il y a une hausse générale de tous ces chapitres. La hausse est surtout notable à partir de 1900, pour les chapitres : portefeuille et acceptations ; or, ce sont, justement, les chapitres qui devaient être le plus influencés par un commerce de banque extérieur.

En plus des raisons données, pour affirmer le succès de la succursale de la Discontogesellschaft à Londres, on peut aussi invoquer que cette succursale est aujourd'hui très estimée par les cercles financiers anglais et qu'elle est partout citée comme pouvant supporter la concurrence des établissements similaires.

Pour donner un aperçu des relations à l'étranger de la

Discontogesellschaft, nous allons les résumer dans un tableau :

Filiale à Londres (depuis 1900).

Commandites et intérêts communs :

Ernesto Tornquist et C^o à Buenos-Aires et Montévidéo (depuis 1887 à 1897).

Kuhn Loeb et C^o à New-York.

Participations ou créations :

Deutsch-Belgische La Plata-Bank (1872-1873).

En 1887. *Brasilianische Bank für Deutschland* à Hambourg (et 4 succursales au Brésil), capital 10 000.000 ; création avec la Norddeutsche Bank).

En 1889. *Deutsch-Asiatische Bank à Chang-Hai* (et 12 succursales ; capital 75.000.000, Chang-Hai-Taëls créée avec d'autres banques allemandes).

En 1894. *Banca commerciale Italiana à Milan* (et 26 succursales en Italie, capital 105.000.000 Lire ; création avec des banques allemandes et étrangères).

En 1895. *Bank für Chile und Deutschland à Hambourg* (et 7 succursales au Chili et en Bolivie, capital 10.000.000 marks ; création avec la Norddeutsche Bank).

En 1897. *Banca generala romana à Bucarest* (2 succursales, capital 10.000.000 Lei, créée avec Bleichröder).

En 1898. *Banque internationale de Bruxelles à Bruxelles* (capital 25.000.000 francs ; création avec des banques allemandes et étrangères).

En 1900. *Compagnie commerciale Belge, anciennement H. Albert de Bary et Co, Société anonyme à Anvers* (capital 5.000.000 francs).

En 1904. *Deutsch-Ostafrikanische Bank* (capital 2.000.000 marks ; créée en commun avec d'autres banques allemandes et maisons de commerce).

En 1906. *Banque de crédit à Sofia* (capital 3.000.000 francs ; créée avec S. Bleichröder et Norddeutsche Bank).

En 1906. *Afrika Bank, à Hambourg* (capital 1.000 000 marks).

L'idée d'ensemble qui paraît se dégager de cet examen, c'est que le mode de représentation préféré a été la représentation directe au moyen de banques indépendantes ; le système

de la commandite ou des succursales est moins en honneur. Aujourd'hui, la représentation de la Discontogesellschaft et ses relations avec l'étranger se font surtout par des banques créés par elle, à l'exception de la succursale de Londres.

II. — *L'expansion de la Discontogesellschaft au point de vue du commerce irrégulier de Banque.*

(Participations dans les emprunts publics et les entreprises industrielles étrangères.)

Nous avons déjà indiqué dans quelle mesure la Discontogesellschaft participe aux entreprises financières de toutes sortes. Nous savons aussi qu'elle ne devait que pendant un temps assez court se limiter au commerce régulier de banque pour pratiquer bientôt toutes les opérations d'une société financière. Nous avons indiqué en outre que dans cet ordre d'idées, la banque devait suivre le même développement que pour le commerce régulier de banque ; de ces deux côtés elle était conduite, par le développement économique de l'Allemagne, à étendre son action à l'étranger.

En matière financière, l'activité de la banque se décompose en deux manifestations essentielles ; d'une part, *sur le terrain du crédit public, c'est-à-dire dans la conclusion et l'émission des emprunts étrangers*, et en second lieu, par des participations dans les *entreprises industrielles et commerciales*.

Nous allons examiner ces deux formes d'activité, mais une observation préalable doit être faite : nous prendrons l'activité de la Discontogesellschaft comme type de l'activité des banques allemandes *sur le terrain du crédit public dans les pays étrangers* ; pour les autres banques, nous pourrons ensuite nous contenter d'énumérer brièvement leurs participations aux emprunts étrangers. Nous sommes conduits à cette solution pour éviter des répétitions inutiles : il est rare, en effet, qu'une banque allemande participe seule à un emprunt étranger ; c'est la plupart du temps une opération collective

de plusieurs banques. En second lieu, la Discontogesellschaft s'est trouvée pendant une série d'années à la tête des banques allemandes et surtout des différents syndicats qui ont fait des émissions d'emprunts étrangers en Allemagne ; c'est elle, aussi, qui a, la plupart du temps, entamé les négociations nécessaires.

En ce qui concerne les entreprises industrielles et commerciales, la même observation doit être faite, mais d'une façon moins stricte cependant : nous étudierons notamment à propos de la Discontogesellschaft toutes les entreprises des syndicats de banques allemandes dans lesquelles se trouvait la Discontogesellschaft ; nous ne ferons ensuite que mentionner à propos de chacune d'elles, la participation des autres banques allemandes, sauf pour la Deutsche Bank qui, à ce point de vue, présente une importance spéciale et qui mérite une étude analytique plus étendue.

A. — Emprunts et opérations financières (1).

On sait que l'on peut distinguer deux périodes dans l'histoire des conditions auxquelles les pays besogneux ont trouvé de l'argent à l'étranger. Pendant la première, les pays créditeurs, ne disposant pas eux-mêmes de capitaux surabondants ont profité des besoins des pays demandeurs pour se faire payer un intérêt élevé. Pendant la seconde période ; les capitaux se trouvant en plus grande quantité, les emprunts se firent à taux plus bas et de nombreuses conversions furent opérées. La Discontogesellschaft prit part aux emprunts dans les deux périodes. Parmi les pays qui recoururent à elle, il faut citer en tout premier lieu, l'*Autriche-Hongrie*, ensuite durant la première période : la *Russie* (avec la Finlande) et la

(1) Pour le développement qui va suivre nous nous sommes servis en premier lieu des bilans de la Discontogesellschaft, puis des indications données par la *Denkschrift der Discontogesellschaft* et des renseignements épars dans la *Frankfurter Zeitung* et le *Frankfurter Actionär*.

Roumanie. Bien qu'aujourd'hui la *Suisse*, le *Danemark* et la *Scandinavie* se rattachent au marché financier de l'Allemagne, ces pays n'entrèrent que plus tard dans la clientèle de la banque. En dernier lieu, il faut compter parmi les pays qui utilisent le crédit allemand, l'*Italie* restée longtemps sous la domination exclusive du marché financier français. La *France* ne recourut qu'une seule fois au crédit allemand : à l'occasion du transfert de la dette de guerre (1). Enfin les *États-Unis*.

Dans la seconde période ; ce sont surtout les pays extra-européens qui entrent en relations avec la Discontogesellschaft : l'*Egypte*, l'*Argentine*, le *Brésil* et en Extrême-Orient, la *Chine* et le *Japon*.

Les plus anciennes relations financières ont été établies avec l'*Autriche-Hongrie* qui, en 1848, passa par une première crise et fut, à partir de cette date, obligée, à plusieurs reprises de recourir au crédit étranger. Des guerres coûteuses avaient ébranlé les finances publiques ; d'autre part, des sommes considérables étaient nécessaires pour la création de l'outillage national et, en particulier, pour l'établissement des voies de communication. Pour obtenir les avances nécessaires et conclure des emprunts publics, le gouvernement devait chercher d'abord à s'assurer le concours de la maison Rothschild de Vienne ; par là, il entra aussi en relations avec les Rothschild de Paris et fut en rapports étroits avec le Crédit mobilier de Pereire (2).

Vers la même époque, la Discontogesellschaft entra en re-

(1) Le gouvernement français, pour pouvoir faire le transfert de l'indemnité dut recourir à un syndicat de banques, à l'effet d'en obtenir une somme de 700 millions de traites sur l'étranger. La Discontogesellschaft participa à ce syndicat.

(2) Ces relations devaient aboutir à l'acquisition des chemins de fer de l'État autrichien, en partie, par la *Oesterreichische Staatseisenbahngesellschaft*, société créée par le Crédit Mobilier, en partie par la *Oesterreichische Südbahngesellschaft*, créée par la Maison Rothschild de Paris.

lations directes avec le gouvernement autrichien. David Hansemann, en effet, ne pouvait rester indifférent devant l'activité que les banques étrangères, surtout parisiennes, déployaient en Autriche. La Discontogesellschaft entra en relations avec l'Autriche en 1864, à propos d'un emprunt de 70 millions de florins qu'avait pris la *Kreditanstalt*, la Maison *Rothschild*, et un consortium de banques allemandes en tête duquel se trouvait la Discontogesellschaft. La part de ce syndicat fut de 23.500 000 florins. Comme cet emprunt ne trouvait pas un placement facile en Autriche, et comme la Discontogesellschaft avait réussi au nom de son groupe à placer sa part, elle fut chargée par le gouvernement autrichien du placement de la totalité de l'emprunt. La banque exécuta cette tâche à la satisfaction générale, de telle sorte, que le gouvernement autrichien la chargea de créer un consortium qui placerait l'emprunt domanial projeté à cette époque. C'est ainsi que la Discontogesellschaft entra en relations directes avec le gouvernement autrichien et qu'elle prit pied dans ses affaires financières. Par la suite, la banque entra en relations avec les maisons de banque viennoises : Wiodaner, et Rothschild, avec les Rothschild de Francfort, Paris et Londres. De ces relations naquit le *Rothschild Consortium* qui assumait, pour la plus grande part, l'émission de tous les grands emprunts autrichiens. D'autres banques, par la suite, s'ajoutèrent à ce consortium ; ce furent parmi les établissements allemands : *S. Bleichröder* à Berlin, la *Bank für Handel und Industrie* à Darmstadt et la maison *Sal. Oppenheim jr. et C^o* à Cologne. En dernier lieu, en 1900, s'ajouta à ce consortium une nouvelle banque allemande, la maison *Mendelssohn et C^o*. Le consortium ne fonctionna pas continuellement dans l'ensemble, il se forma spécialement, à propos de chaque affaire, mais cette collaboration constante des mêmes banques contribua à entretenir un lien entre elles.

La Discontogesellschaft y jouait un rôle prédominant, et quant aux chiffres de ses participations et quant à la conduite

des opérations : dans les délibérations, l'opinion des représentants de cette banque était particulièrement estimée et fréquemment suivie.

Les opérations de ce consortium, jusqu'à la conversion des emprunts autrichiens de 1893 représentent 277 millions de florins de la rente en papier monnaie (Papierrente) ; 24 millions de rentes payables en argent, 60 millions de florins de rente payables en or, et 35 millions de bons de trésor payables en or et donnant droit à un intérêt de 5 0/0.

Le consortium devait étendre son activité à la Hongrie, en 1873. La Hongrie se trouvait, à cette époque, aux prises avec de grandes difficultés financières ; elles étaient provoquées par une cause assez fréquente chez ces pays qui procèdent à une réorganisation économique : la trop grande activité déployée dans la création de l'outillage national et la surcapitalisation. Dans ces conditions, un rendement inférieur à ce qu'on attendait provoque généralement une crise qui ne peut être couverte que par le recours au crédit étranger. C'est ce qui arriva en Hongrie vers 1870 (1). « Le Rothschild consortium » fut appelé d'abord, en 1873, et ensuite aussi, en 1874, à faire l'émission de deux emprunts de 155 millions de marks (2). En 1875, le ministre des finances de la Hongrie préparait l'émission d'une rente or de 6 0/0, pour la conversion des anciens bons du trésor. Pour cette opération et pour subvenir à d'autres besoins de l'État, le consortium fit, à partir de cette date, et jusqu'à la fin de 1880, des émissions pour 400 millions de florins de cette rente 6 0/0 (3). A partir de 1881, le consortium

(1) Pour l'explication de ces faits, il est nécessaire de savoir que la Hongrie avait entrepris, à cette époque, en même temps, de grands travaux d'intérêt général : tels que création de routes nationales, création de chemin de fer, régularisations de cours d'eau et autres.

(2) L'émission fut faite en Autriche, Allemagne, France et l'Angleterre.

(3) Cette émission se fit, en Allemagne, en 1877, seulement ; à ce propos la *Frankfurter Actionär* (année 1873, p. 355) disait : « Ce fut une véritable chance pour le crédit hongrois que le groupe Rothschild

participa à l'émission de la rente 4 0/0, qui devait servir à la conversion de la rente 6 0/0, jusqu'en 1884, le consortium avait émis pour 545 millions de cette rente et, par là, réalisé la conversion malgré une vive opposition qui se manifestait par la spéculation à la baisse. La situation financière de la Hongrie s'améliora vers 1890, le consortium avait émis, à cette époque, un emprunt sur les chemins de fer de l'Etat de 4 1/2 0/0 en or pour une somme de 182 millions de florins ; un autre en argent pour la somme de 119 millions 1/2 ; ces emprunts devaient servir à convertir les obligations de chemins de fer 5 0/0

Aussi, vers 1893, annonce-t-on la conversion de la rente austro-hongroise ; le plan de cette conversion avait déjà été élaboré vers 1891, par Hansemann, au nom de la Discontogesellschaft. Le 5 0/0 (il faut comprendre dans l'opération, les obligations et actions des chemins de fer de l'Etat de 5 0/0) fut converti en 4 0/0. A cet effet, le consortium fit l'émission de :

Pour l'Autriche :

- 519 millions de couronnes de la rente de 4 0/0 (libre d'impôts)
- 44 millions de florins des obligations 4 0/0 des chemins de fer Elisabethbahn.
- 12 1/2 millions de couronnes des obligations 4 0/0 des chemins de fer de Vorarlberg.
- 116 1/2 millions de couronnes des obligations 4 0/0 du chemin de Kronprinz Rudolf.

Pour la Hongrie :

- 1.062 millions de couronnes de la rente 4 0/0.
- 42 millions de florins de la rente or 4 0/0.

ait négocié l'emprunt hongrois de la rente d'or » ; sur le succès de cette émission, le même journal se prononce ainsi : « On a rarement vu une souscription engagée dans des conditions aussi mauvaises ; de toutes parts, on se coalisait pour faire avorter cette opération. Aussi, le succès ne fut-il pas complet ; toute l'émission ne fut pas souscrite. Un succès est cependant à enregistrer : c'est que la spéculation ne s'est pas emparée de ces valeurs et qu'elles furent immédiatement placées » (année 1877, p. 649).

L'exécution de cette conversion permit de réaliser une économie d'intérêts ; on se servit de cette économie pour faire les frais d'un nouvel emprunt en or destiné à régulariser en Autriche-Hongrie, la monnaie, c'est-à-dire à remplacer le papier monnaie par la monnaie métallique. Dans les années 1893-1895, le même consortium prit part à l'émission de 150 millions de florins de la rente or de 4 0/0, et, en 1897, d'un emprunt d'État de 3 1/2 0/0 pour une somme de 116 millions de couronnes ; en 1901, d'une émission de rente de 4 0/0 pour 125 millions de couronnes. En Hongrie, les opérations du consortium furent, en 1897-1900 : l'émission d'une rente 3 1/2 0/0 de 60 millions de couronnes, et 120 millions de rente 4 0/0.

La Discontogesellschaft a également entretenu de longue date des rapports avec des établissements de crédit russes, avec le dessein d'intervenir directement dans les émissions des emprunts de ce pays. Mais les efforts de la banque sont restés longtemps sans succès. Après la guerre de Crimée, la Russie consacra toute son attention à la régularisation de sa situation financière et à la création d'un outillage économique, en premier lieu à la construction de voies de communication. A cet effet des capitaux considérables étaient nécessaires et le gouvernement russe fut forcé de recourir au crédit étranger. C'est de cette situation que voulait profiter David Hanseemann pour ouvrir au capital allemand, le marché financier russe et pour faire participer la banque à ces opérations financières. Mais la seule affaire de la Discontogesellschaft qui puisse être enregistrée est un emprunt de priorité 5 0/0 de chemins de fer, garanti par l'État dont le montant était d'environ 1 million 1/2 de thalers ; en dehors de la Discontogesellschaft participèrent à cet emprunt : la Bank für Handel und Industrie de Darmstadt et la maison Sal. Oppenheim jr et Co à Cologne. Ces titres, bien accueillis en Allemagne, furent le premier papier de chemins de fer russes coté à la bourse de Berlin. Cette opération resta isolée, et les emprunts d'État

russe se firent sans l'intermédiaire des banques allemandes, émis la plupart du temps par les soins des maisons anglaises et hollandaises, et ne venant qu'indirectement sur le marché berlinois. Par la suite, l'émission des emprunts russes se fit surtout par les maisons Rothschild qui éliminaient toute concurrence : le seul succès que la Discontogesellschaft put enregistrer à cette époque fut d'être admise, vers 1872, avec la maison Bleichröder, à souscrire pour ces emprunts. Par contre, la banque continuait à prendre directement part aux émissions des différents emprunts des chemins de fer russes, garantis par l'État, et ceci dans la période 1868-1889. Ce furent les seules relations de cette banque et du marché financier allemand avec le marché financier russe.

Mais l'exécution, par la Discontogesellschaft, des emprunts des chemins de fer russes et leur placement en Allemagne devait cependant lui donner l'occasion de prendre pied plus solidement sur le marché financier russe. C'est ainsi qu'à la suite d'une intervention de Hansemann à Saint-Petersbourg, on projeta la conversion des emprunts russes vers 1886. La maison Rothschild de Paris acquiesça à ce plan et se déclara prête à former un consortium à cet effet. Mais la réalisation n'en devait avoir lieu que vers 1889, date à laquelle le consortium fut fondé par les Rothschild de Londres et de Francfort, la Discontogesellschaft en faisait partie avec la maison Bleichröder. Ce consortium se chargea de l'émission, destinée à des conversions, des emprunts suivants : en 1889, de l'emprunt des chemins de fer séries I et II 4 0/0 consolidé et série III ; en 1891, d'un total de 2.261 millions de francs ; en 1890, l'emprunt or de 4 0/0 III^e émission d'un montant de 300 millions ; en 1894, l'emprunt 3 1/2 0/0 d'un montant de 400 millions de francs. L'émission IV de l'emprunt 4 0/0 or de l'année 1890, fut faite par la Discontogesellschaft, S. Bleichröder et d'autres banques de Londres, Amsterdam et Saint-Petersbourg. La Discontogesellschaft prit aussi part en 1893 au consortium qui fut constitué pour aider au rachat par l'État du grand chemin de fer russe.

Les émissions d'obligations 4 0/0 garanties par l'État, des chemins de fer russes à partir de 1894 jusqu'à nos jours furent en totalité d'environ 785 millions 1/2 de marks. Leur émission, leur placement se fit en grande partie sur le marché allemand par les soins d'un consortium qui se composait des banques suivantes : La *Discontogesellschaft*, Mendelssohn et C^o, S. Bleichröder, Robert Warschauer et C^o, Berliner Handelsgesellschaft à Berlin, M.A. von Rothschild und Söhne à Francfort. A ce groupe de banques allemandes, il faut ajouter une banque à Amsterdam et quelques banques russes. Ces emprunts des compagnies de chemins de fer russes sont, dans leur essence, des emprunts d'État, car ils sont tous, sauf de très rares exceptions, garantis par l'État. Ils sont émis à la souscription publique avec l'autorisation spéciale du gouvernement ; que l'État fasse lui-même ses emprunts ou bien qu'il les fasse faire pour les Compagnies de chemins de fer, la situation est presque identique.

La *Discontogesellschaft* s'intéressa également au crédit foncier russe. Elle participa, en 1868 et à plusieurs reprises, jusqu'en 1887, avec les maisons Rothschild et S. Bleichröder aux émissions des obligations foncières 5 0/0 du Crédit foncier russe. Plus tard, aussi, notamment en 1893 et 1898, elle participa aussi avec Mendelssohn et Bleichröder à la conversion de ces obligations foncières.

Le Crédit public de la *Finlande*, fut toujours assez solide et estimé. Les institutions de crédit de ce pays étaient considérées comme offrant toutes les garanties ; c'est pourquoi les emprunts publics de ce pays, aussi bien que les emprunts des institutions particulières rencontraient un bon accueil en Allemagne ; dans les derniers temps pourtant ils se transportèrent sur le marché français par suite de la hausse du taux d'intérêt en Allemagne. La *Discontogesellschaft* participa aux emprunts finlandais suivants : à l'emprunt d'État 4 1/2 0/0 en 1874, d'un montant de 16,2 millions de marks ; en 1881, à l'emprunt d'État 4 1/2 0/0 de 7,3 millions de marks ; en 1883, à

l'emprunt 4 0/0 de l'État de 8,1 millions de marks ; en 1886, à l'emprunt 4 0/0 de l'État de 14,2 millions de marks. Ces emprunts étaient conclus par la maison Rothschild à Francfort et la Finland-Banck à Helsingfors. Elle participa ensuite aux obligations foncières 4 0/0 de la Société hypothécaire de Finlande.

La Discontogesellschaft forma aussi, en 1889, un consortium avec la maison Bleichröder et Rothschild de Francfort et la banque de Finlande de Helsingfors qui négocia l'émission de l'emprunt d'État de cette année de 32, 8 millions de marks. Ce consortium participa également à l'émission des obligations foncières des 3 1/2 0/0 des Forening Banques.

Les relations financières de la Discontogesellschaft et les participations de cette banque aux emprunts *roumains* ont une origine particulière ; elles datent, en effet, de 1871, date à partir de laquelle la Discontogesellschaft et la maison Bleichröder firent des efforts communs pour sauver le capital allemand engagé dans les chemins de fer roumains et estimé à environ 70 millions thalers. Ces efforts devaient réussir en partie. En 1879, par l'intermédiaire de la Discontogesellschaft et de Bleichröder, par celui de la Banque de Paris et des Pays-Bas, que les banques allemandes avaient réussi à engager dans cette affaire, les chemins de fer roumains passèrent en propriété à l'État et celui-ci émit pour les racheter, pour la somme de 176,8 millions de francs d'obligations d'État à 6 0/0.

C'est à partir de cette date que la Discontogesellschaft et, par suite, le marché financier allemand, furent intimement mêlés aux finances roumaines. La Discontogesellschaft forma un consortium qui devait exclusivement s'occuper de la négociation et du placement des emprunts roumains. Il se composait de la Discontogesellschaft, Rothschild und Söhne de Francfort, Bleichröder, et du côté roumain, de la Banque nationale roumaine de Bucarest. Ce consortium participa, jusqu'en

1890, à environ 200 millions de francs de rente amortissable roumaine 5 0/0, et aussi à l'emprunt 5 0/0 de la ville de Bucarest pour la somme de 16 millions de francs. A partir de 1890, une période nouvelle commença pour les finances roumaines. La situation financière du pays s'était améliorée, de sorte que la Roumanie pouvait songer à la conversion d'une partie de sa dette. A cet effet, on accorda à l'ancien syndicat de banques, complété de la Banque de Paris et des Pays-Bas, l'émission des rentes roumaines amortissables 4 0/0 pour une somme de 274,3 millions francs ; ces titres devaient servir à la conversion des anciennes obligations d'État 6 0/0. L'exécution de cet emprunt roumain rencontra des difficultés, mais il fut néanmoins réalisé sans la participation de la banque française qui s'était désintéressée de l'affaire en cours de route. Par la suite, le consortium prit encore part à d'autres emprunts roumains : à un emprunt roumain de 4 0/0 de 25 millions de francs ; peu de temps après à un emprunt de 5 0/0 dont le montant était de 125 millions de francs : à cet emprunt venait s'en ajouter un autre de 60 millions qui fut en somme le complément du dernier ; en dehors du consortium mentionné, y participa le Comptoir d'escompte de Paris. Un autre emprunt à 4 0/0, dont le montant était de 180 millions de francs fut fait en 1898, par l'intermédiaire des banques allemandes auxquelles s'ajoutèrent aussi les banques françaises (Banque de Paris et des Pays-Bas et la Société générale). Ces deux emprunts ont clos la période de prospérité des finances roumaines. Une crise assez aiguë se manifesta vers 1899 ; pour y parer, le gouvernement roumain fut obligé d'émettre, en 1899, pour une somme de 175 millions de francs de bons de trésor à échéance de 5 ans et donnant droit à un intérêt de 5 0/0 ; ces bons furent pris, par la Discontogesellschaft, toujours au nom du même consortium auquel s'ajoutaient encore les deux banques françaises. A partir de cette date, la Discontogesellschaft intervint encore dans les emprunts roumains destinés à la conversion des emprunts antérieurs :

à l'emprunt d'État, rente de 5 0/0 amortissable qui fut fait, en 1903, et celui de 1905, de 4 0/0.

Les relations de la Discontogesellschaft avec la *Suisse* sont peu importantes au point de vue qui nous occupe actuellement : elles ont été plus actives, comme nous le verrons, lors de la construction du chemin de fer du Gothard. Les emprunts d'État suisse n'étaient guère placés en Allemagne, si ce n'est, en partie seulement, dans l'Allemagne du sud. Le nord de l'Allemagne ne s'intéressa à ces emprunts qu'à dater de la réforme monétaire allemande qui vint unifier la monnaie intérieure et développer le cercle d'action des bourses du Nord. Néanmoins, la Discontogesellschaft ne s'intéressa que dans une très faible mesure, aux emprunts suisses ; dans toute sa carrière, nous ne trouvons que deux participations : en 1880, la banque participe à l'emprunt du canton de Berne, dont le montant était de 49 millions de francs et qui fut souscrit par la Maison Rothschild de Francfort ; en 1889, la Discontogesellschaft entre dans le consortium international chargé de contracter pour la ville de Zurich, un emprunt de 25 millions de francs.

Bien que l'Allemagne, surtout les villes de la Hanse, entretiennent des relations commerciales fréquentes et suivies avec les pays du Nord, le *Danemark*, la *Suède* et la *Norvège*, les relations financières restaient assez restreintes. Pendant longtemps, ces pays ne semblèrent pas rechercher le marché financier allemand, pour le placement de leurs emprunts publics. La mésintelligence qui régnait entre l'Allemagne et le Danemark depuis 1848, en était une des causes. On trouve pourtant des faits isolés de participation des banques allemandes à ces emprunts. Ainsi, le premier emprunt public suédois fut fait en Allemagne en 1858, son montant était d'environ 8 millions de thalers. Il fut négocié par un consortium de banques allemandes qui se composait : de la Discontogesellschaft, en

tête, de la maison de banque Erlanger and Söhne, de la banque für Handel und Industrie et de la Mitteldeutsche Kreditbank. Mais cet exemple ne fut pas suivi, et pendant un délai très long la Discontogesellschaft ne participa en aucune façon aux emprunts de ces pays, bien que ses relations, en ce qui concerne le commerce régulier de banque, s'y fussent étendues et développées. Les pays du nord trouvaient en effet des conditions plus avantageuses en Angleterre et en France. Il faut attendre l'année 1886 pour trouver la Discontogesellschaft intéressée directement dans les emprunts de ces pays ; à partir de cette date, elle participa :

En 1886, à l'emprunt danois dont le montant était de	140 millions de couronnes		
En 1886, 1888, 1890, aux emprunts suédois dont le montant était de	124	»	marks
En 1894, à l'emprunt d'État de Norvège : montant	44 1/2	»	»
En 1886, 1899, 1901, aux obligations foncières de la banque d'hypothèques du Danemark dont le montant total est de	23	»	couronnes
En 1888, 1889, aux obligations danoises garanties par l'État : montant plus de	23 1/2	»	»
En 1886 et 1887, aux obligations foncières de la banque hypothécaire norvégienne : montant	12	»	»
En 1892, l'emprunt de la ville de Copenhague : montant	5 1/2	»	»

A ces emprunts, à l'exception du dernier, la Discontogesellschaft participa toujours comme élément d'un groupe de banques allemandes, habituellement composé de cette façon : Discontogesellschaft, Bleichröder de Berlin, Rothschild und Söhne de Francfort, L. Behrens und Söhne à Hambourg.

L'Italie nous offre un exemple très frappant de l'influence des intérêts politiques sur les relations économiques et financières. Elle resta sous la dépendance du marché financier français tant que sa politique fut intimement liée à celle

de ce pays. Mais quand l'Italie se détacha de la France pour se rapprocher de l'Allemagne, l'influence du marché financier allemand l'emporta. La Discontogesellschaft entra directement en relations financières avec l'Italie, en 1885 ; à cette époque, elle se trouve à la tête du groupe de banques allemandes qui devaient fonder une société pour l'exploitation des chemins de fer italiens. Nous ne nous occuperons pas, à cette place, de ces créations de voies de communication auxquelles participa, dans des proportions notables, le capital allemand ; mais il faut noter que la construction des voies de communication exigeait le recours au crédit et que les obligations émises par les grandes compagnies italiennes de chemin de fer étaient garanties de l'État. Ces émissions commencèrent vers 1887. Un consortium international se forma, composé des banques italiennes, anglaises, suisses et allemandes ; les banques allemandes et suisses faisaient un groupe à part, qui se trouvait sous la direction de la Discontogesellschaft, c'est ce consortium de banques qui prit la première émission d'obligations de chemins de fer italiens 3 0/0, dont le montant était de 350 millions de livres. Le groupe allemand ne participa pas à la seconde émission d'obligations, mais il intervint dans la troisième émission de 366 millions de livres. Le groupe allemand se composait alors de la Discontogesellschaft avec la Deutsche Bank et la maison Rothschild de Francfort. La dernière émission de 211 millions de livres, bien que faite par des banques allemandes, n'intéresse plus notre banque ; elle fut faite par la Deutsche Bank. On voit que, dans ces émissions successives, le capital allemand prenait une part de plus en plus grande, cherchait à éviter le placement des valeurs italiennes en France : les banques anglaises ne semblaient pas pouvoir réaliser le placement facile de ces obligations. Par contre, le marché allemand apparaissait comme favorable à ces placements ; c'est pourquoi le concours des banques allemandes fut très apprécié à cette époque, c'est-à-dire vers la fin de la période décennale 1880-1890. En 1890, une crise assez grave

éclata en Italie — crise économique et financière, qui fut suivie d'un grand nombre de liquidations de banques (1) — ; elle eut son contrecoup sur les finances publiques italiennes ; le crédit public fut d'autre part influencé par le peu d'empressement des banques anglaises à procurer des fonds au gouvernement italien. Les banques allemandes manifestèrent aussi, quelque réserve, mais après négociations, on arriva à conclure un accord avec elles. Un consortium se forma, composé des banques suivantes : Discontogesellschaft, S. Bleichröder, Deutsche Bank, Bank für Handel und Industrie, Norddeutsche Bank, Salomon Oppenheim jr. et C^o, L. Behrens et fils et de quelques maisons de Francfort. Ce consortium se mit en rapport avec des banques italiennes et négocia, en 1890, l'emprunt d'État italien, de 120 millions de francs. Ensuite, deux émissions successives de rente italienne furent faites dans un délai de deux ans ; la première de 40 millions, la seconde de 60 millions de francs ; ces emprunts furent pris par le même consortium. Les banques allemandes rendaient donc un service réel au crédit public italien ; nous verrons qu'elles ont également — toujours avec la Discontogesellschaft en tête, favorisé le crédit privé par la création de la *Banca commerciale Italiana* en 1894. Dans les derniers temps, les finances publiques de l'Italie se sont sensiblement améliorées de sorte que le gouvernement a pu procéder à des conversions. La Discontogesellschaft participe, en 1906, à la conversion des consolidés 5 et 4 0/0.

Les participations de la Discontogesellschaft dans les emprunts *ottomans* ne sont pas fréquentes ; elle se borne à participer à l'emprunt consolidé 4 0/0 de 1890 et à l'emprunt de conversion 4 0/0 de la même année. Ces opérations, la Discontogesellschaft les faisait en commun avec la maison Bleichröder et sollicitée par elle. Le service de ces emprunts se trouve entre les mains du conseil d'administration de la Dette publique ottomane.

(1) Voir section II : *Banca commerciale Italiana*.

Les premières participations de la Discontogesellschaft dans les opérations financières concernant l'*Egypte* datent de l'administration des finances égyptiennes par l'Angleterre. La première participation de la Discontogesellschaft eut lieu en 1888, dans l'emprunt égyptien 4 1/2 de 2.330.000 livres sterling négocié par la maison Rothschild et S. Bleichröder. En 1890, le gouvernement égyptien émettait un emprunt privilégié 3 1/2 de 29.400.000 livres sterling ; cet emprunt devait servir à la conversion des emprunts antérieurs égyptiens 5 0/0 et 4 1/2 0/0, il fut négocié par un consortium de banques ainsi composé : Discontogesellschaft, Bleichröder, Rothschild de Francfort, Rothschild and Sons de Londres et Rothschild frères de Paris. En 1893, la maison Rothschild de Londres négocia l'emprunt égyptien privilégié 4 1/2 0/0, de 5 millions de livres sterling ; cette banque intéressa la Discontogesellschaft et la maison Bleichröder à cette opération. Toutefois, leur aide se limita proprement à recevoir les souscriptions à leurs guichets et le concours du capital allemand ne fut pas demandé.

Les relations financières allemandes avec les *États-Unis d'Amérique* commencent vers 1860, c'est-à-dire au lendemain de la guerre de Sécession. Mais ces relations ne sortaient pas du domaine de la simple circulation des titres et effets : ces titres trouvaient un placement assez facile en Allemagne. Mais les banques allemandes ne participaient pas encore directement aux grandes transactions financières ; la première participation de cette sorte date de 1870. C'est la maison Rothschild qui négocia à cette date, l'emprunt 5 0/0 des *Tax Relief Bonds*, de la ville de New-York dont le montant était de 3.000.000 de dollars ; la Discontogesellschaft participa dans une mesure notable à cet emprunt. En 1871, un emprunt de 6 0/0 or de la ville de New-York, montant à 15 millions de dollars, fut négocié de nouveau dans les mêmes conditions. En 1873, les mêmes banques participèrent encore à l'émission de l'em-

prunt de conversion des États-Unis 5 0/0, montant à 300 millions de dollars. A partir de ce moment les banques européennes ne devaient plus prendre part aux emprunts des États-Unis : seules les compagnies de chemins de fer de l'Amérique du Nord ont fait appel aux capitaux étrangers : la Discontogesellschaft a participé pour son propre compte à ces émissions.

Nous aurons l'occasion d'étudier en détail dans notre seconde partie la participation importante prise par les banques allemandes dans les emprunts des pays de l'*Amérique du Sud*. Dans les premiers temps de leur indépendance politique, ces anciennes colonies espagnoles n'eurent pas de relations financières fréquentes avec l'Allemagne. Ces pays qui avaient, dans une grande proportion, besoin de capitaux étrangers et qui recouraient fréquemment à des emprunts, dépendaient presque uniquement du marché financier anglais. Ce sont les banquiers anglais qui faisaient loi et qui négociaient ces emprunts pour la plus grande partie placés en Angleterre. Ces relations financières, avec l'Angleterre, avaient une cause particulière et d'ordre politique. L'Angleterre, en effet, avait soutenu ces pays dans leur lutte pour l'indépendance. Par là s'était préparée la domination des banques anglaises. Les banques allemandes durent longtemps s'abstenir d'intervenir. Mais, cet état de choses ne devait pas se prolonger : tôt ou tard, les banques allemandes étaient appelées à prendre une part plus directe dans la vie financière de ces pays où leurs intérêts économiques étaient importants.

Nous connaissons déjà, en 1872, la tentative faite par la Discontogesellschaft pour créer une banque allemande dans les *pays de La Plata*, pourtant ce n'est pas elle qui intervint la première dans les finances publiques de ces pays. En effet, la Deutsche Bank et la maison Mendelssohn et C^o négocièrent un emprunt de la province de Buenos-Aires de 50.000.000 marks. A la suite de cette opération financière, qui fut cou-

ronnée de succès, la Discontogesellschaft en 1887, négocia avec la Norddeutsche Bank et la maison Ernesto Tornquist et C^o et la banque nationale de Buenos-Aires, l'emprunt argentin de 5 0/0 de 10.291.000 pesos.

A partir de cette date, la Discontogesellschaft participe encore aux emprunts de l'Argentine :

En juin 1888, à l'emprunt argentin 4 1/2 0/0 de	19.769.500 pesos or
En novembre 1888, à l'emprunt de la ville de .	
Buenos-Aires 4 1/2 0/0 de	1.984.120 £
En décembre 1888, à l'emprunt argentin 4 1/2	
de.	5.290.000 £
En décembre 1890, aux avances faites à la Ré-	
publique argentine, de	25.000.000 £
et	1.500.000 £

Le groupe des banques allemandes qui participa à la conclusion de ces emprunts, se trouvait sous la direction alternative de la Discontogesellschaft et de la Deutsche Bank. L'emprunt de juin 1888 et les avances de 1890 furent faits par un groupe de banques allemandes auquel s'ajouta un groupe des banques françaises sous la direction de la maison L. et R. Cahen d'Anvers et Cie. Les deux autres emprunts se firent par l'intermédiaire des banques allemandes et des banquiers anglais Baring Brothers and C^o de Londres. Par ces emprunts, la Discontogesellschaft et le groupe des banques allemandes à la tête duquel elle se trouvait, prit une grande part aux émissions de l'Argentine. La Discontogesellschaft accordait ainsi à ce pays un crédit plus considérable peut-être que ne le comportaient ses ressources (1) ; elle justifiait sa conduite en invoquant la confiance qu'inspirait le crédit public de

(1) A cette époque, la Discontogesellschaft projeta aussi la création d'un chemin de fer en Argentine et elle envoya à cet effet, deux spécialistes en la matière ; leur rapport tout en déclarant favorable à l'entreprise la situation économique, concluait cependant à l'abstention pour le moment, parce que la situation politique leur paraissait extrêmement précaire.

l'Argentine en Angleterre. Or, cette action de la Discontogesellschaft et des autres banques allemandes (plus particulièrement la Deutsche Bank et la Dresdner Bank) furent vivement critiquées en Allemagne. Le Frankfurter-Actionär déclarait (1) excessives les facilités données par les banques allemandes. Il considérait que la situation financière de l'Argentine était loin d'être excellente et que, les porteurs des valeurs argentines auraient des pertes à subir ; il critiquait surtout les conditions dans lesquelles s'était faite l'émission des deux emprunts argentins de juin et décembre 1888 (2). Ces prévisions pessimistes devaient malheureusement se réaliser dès 1891. A partir de cette date, la Discontogesellschaft dut intervenir constamment pour exiger le paiement des intérêts restés en souffrance. Elle fit d'abord tous ses efforts pour empêcher une trop grande émission de papier monnaie en Argentine, prévoyant la crise financière qui devait en résulter. La crise éclata, en effet : il s'agissait au moins d'assurer le paiement des intérêts de la dette argentine. Un accord fut conclu en 1891 avec le gouvernement argentin : la Discontogesellschaft et la Norddeutsche Bank devaient prendre, à plusieurs reprises, des bons du Trésor argentin à l'escompte. Mais cela ne pouvait se prolonger indéfiniment : les porteurs de fonds argentins furent obligés de faire des sacrifices plus importants ; en 1893, les banques qui les représentaient, passaient avec le gouvernement argentin une convention d'après laquelle celui-ci était autorisé à verser, à partir de cette date et durant 5 ans, un intérêt de 3 0/0 au lieu de 5 0/0. Cette

(1) *Frankfurter Actionär*, année 1889, p. 104.

(2) « Le taux de souscription était fixé dans les deux cas à 90 0/0 ; or, le cours de la rente $4\frac{1}{2}$ de la première émission faite en juin, se tint constamment à un niveau inférieur au taux de la souscription et tout dernièrement, à la suite de la seconde émission, il s'éleva au-dessus de ce taux grâce à des moyens artificiels. Ce cours est très élevé et les chances de pertes sont beaucoup plus grandes que les chances de gain, dans ces conditions de cours forcé » (*Frankfurter Actionär*, loc. cit.).

mesure permit à l'Argentine de se relever un peu financière-ment et ce délai révolu, elle put verser les intérêts réguliers. Pendant ce délai de grâce qui lui fut accordé, l'Argentine se trouva, toutefois, en 1895, dans un nouvel embarras financier. Ce sont les banques allemandes qui l'en tirèrent : à cette date, un syndicat des banques allemandes se forma auquel participèrent en premier lieu, la Discontogesellschaft et la Deutsche Bank; ce syndicat fit au gouvernement argentin une avance de 10.000.000 marks. Cette mesure prouvait combien les banques allemandes conservaient, malgré tout, confiance dans l'issue favorable de la crise financière. Quand le gouvernement argentin eut repris le paiement intégral de l'intérêt de sa dette publique, les banques allemandes participèrent à de nouveaux emprunts argentins. En 1900, la Discontogesellschaft participa avec la maison Baring de Londres à la négociation d'une émission des bons de trésor, faite par le gouvernement argentin pour une somme de 2 millions de livres sterling et dont l'échéance fut fixée à 3 ans.

Les relations de la Discontogesellschaft avec le *Vénézuéla* ont leur origine dans la création de la Compagnie du chemin de fer vénézuélien. Cette entreprise, très malheureuse pour la banque, provoqua l'émission d'un emprunt vénézuélien de 5 0/0 ; nous en parlerons à propos du chemin de fer du Vénézuéla.

Les relations financières de la Discontogesellschaft avec le *Chili*, ont été rares ; elles sont loin d'être en rapport avec les relations de commerce de banque régulier, qui sont très importantes. En 1896, seulement, la Discontogesellschaft participa à l'emprunt 5 0/0 de 4.000.000 livres sterling négocié par la maison Rothschild de Londres.

La Discontogesellschaft fut conduite, après avoir étendu, au *Brésil*, son activité de banque régulière, à prendre part aux

transactions financières concernant les finances publiques de ce pays. Le Brésil est au nombre de ces pays dont le crédit public a été ébranlé par des émissions trop nombreuses de papier monnaie. De là, une difficulté particulière pour la conclusion des emprunts ; le Brésil recourait de préférence et presque exclusivement au crédit anglais, il se servait surtout de la maison Rothschild de Londres. C'est par ses relations directes avec les Rothschild de Francfort et de Londres que la Discontogesellschaft trouva l'occasion de participer aux emprunts brésiliens. Les Rothschild avaient acquis une situation et une influence tout à fait prédominante dans les finances brésiliennes, et malgré l'ancienneté des rapports intimes qu'entretenaient avec eux la Discontogesellschaft, les opérations financières au Brésil étaient restées leur domaine exclusif. L'admission de la Discontogesellschaft est relativement récente ; elle date de la formation d'un consortium de garantie pour la souscription de l'emprunt brésilien 5 0/0 de l'année 1895, dont le montant était de 6.000.000 livres sterling. La Discontogesellschaft participa ensuite en 1897, à l'émission des bons de trésor de 5 0/0 dont le montant était de 2.000.000 livres sterling et, en 1898, à l'émission des Funding loans 5 0/0 d'un montant de 1.500.000 livres sterling. En ce qui concerne la conversion des apolices brésiliennes de 4 0/0 or en 5 0/0 argent, la Discontogesellschaft y participa également par l'intermédiaire de la Brasilianische Bank für Deutschland.

Les banques allemandes se sont particulièrement préoccupées de soutenir les intérêts allemands, en *Extrême-Orient* ; nous verrons qu'une des premières tentatives d'établissement de banque à l'étranger fut faite dans ces pays. On chercha ensuite à exercer une certaine influence sur les finances publiques de ces pays, et notamment en *Chine*.

Les intérêts allemands, de ce côté, étaient importants ; ils prirent naissance, dès l'ouverture de la Chine au commerce

international (c'est-à-dire lors des traités négociés entre l'Angleterre et la Chine, en 1842 ; entre l'Angleterre, la France, d'un côté et la Chine, de l'autre, en 1860 ; entre la France et la Chine, en 1885). Il était utile d'exercer une influence directe sur les finances publiques, elle fortifierait l'influence politique, qui est nécessaire, indispensable en Orient, pour venir en aide à l'influence économique. Mais pendant de longues années, la Chine resta sous l'influence anglaise qui, grâce à sa domination dans les Indes, possédait une situation prépondérante en Chine. Du changement qui s'opéra, tout le mérite revient aux banques allemandes et parmi celles-ci à la *Discontogesellschaft*, en premier lieu. En effet, si la *Deutsche Bank* fut bien la première à s'établir en Extrême-Orient, la *Discontogesellschaft* conçut un plan d'action plus vaste, c'est-à-dire, la création d'un syndicat de banques allemandes qui aurait pour but de faire toutes les opérations financières intéressant la Chine et particulièrement d'intervenir dans les transactions financières, les négociations d'emprunt, la création des voies de communication et autres entreprises industrielles. La banque faisait ces projets dès 1876. En 1885, elle envoya une mission en Chine pour étudier la situation sur place. Nous verrons à propos de la *Deutsch-Asiatische Bank*, comment cette banque fut la création de ce syndicat ; nous verrons que sur le terrain commercial, sa création avait été considérée comme favorable par la mission de la *Discontogesellschaft*. La participation aux affaires financières concernant le crédit public lui était apparu également avantageuse, mais elle conseillait de s'abstenir, pour le moment, de la création des lignes de chemins de fer. La *Discontogesellschaft* se décida à former le consortium, mais pour ne pas provoquer une trop vive opposition de la part des banques anglaises, elle entra avec la maison Rothschild en pourparlers avec celles d'entre elles qui étaient spécialement intéressées : la *Hong-kong and Chang-Hai Banking Corporation*. Ces banques tombèrent d'accord pour créer un syndicat qui devait se

réserver uniquement la conclusion des emprunts chinois ; les entreprises de chemins de fer devaient être laissées à une organisation de banque spéciale, que le syndicat projeté pourrait toutefois créer. D'après la convention passée avec les banques anglaises, ce syndicat devait être formé par la participation des établissements de banque suivants : la maison Rothschild et la Hongkong and Chang-Haï Banking Corporation, toutes deux de Londres ; ensuite deux banques allemandes : la Discontogesellschaft et la Deutsche Bank. Les opérations du syndicat (participation aux emprunts chinois) devaient être divisées par moitié entre les banques allemandes et les banques anglaises. Mais au dernier moment, un obstacle surgit qui empêcha le syndicat de se constituer définitivement. Le Board (conseil d'administration) de la Hongkong and Chang-Haï Banking Corporation fit connaître son opposition, quoiqu'il y eût dans ce conseil d'administration un grand nombre de commerçants allemands.

Cependant tous les efforts de la Discontogesellschaft ne devaient pas être perdus ; l'accord subsista tout de même en partie, c'est-à-dire qu'il subsista une entente entre la maison Rothschild et la Discontogesellschaft pour intervenir dans la négociation des emprunts chinois. La situation troublée de la Chine, à cette époque, les différends entre le Japon et la Corée empêchèrent cette action commune des banques de s'exercer. Les banques eurent bien l'occasion d'intervenir dans des transactions qui ne peuvent être considérées comme des emprunts d'État : ce fut toutefois le commencement de l'intervention des banques allemandes dans les finances publiques de la Chine. Ces opérations financières consistèrent en avances à de hauts fonctionnaires chinois qui prirent, dans certains cas, le caractère d'avances à des provinces chinoises représentées par leurs vice-rois.

Il faut citer surtout les avances faites au gouvernement chinois, en 1887, à cause de la particularité de la clause qui les accompagnait ; ces avances étaient faites afin de per-

mettre la construction des chemins de fer chinois, sous condition expresse que *tout le matériel nécessaire à la construction de ces chemins de fer serait commandé en Allemagne*. On voit, à ce propos, l'utilité de l'intervention allemande, dans les finances publiques étrangères : l'aide et l'appui qu'on peut donner en pareilles occasions à l'industrie nationale sont évidents.

Le premier véritable emprunt chinois négocié par les banques allemandes fut celui de 1887 ; son montant était de 5.000.000 de marks et il fut introduit sur le marché allemand par la maison Warschauer et C^o qui agissait de concert avec quelques autres banques allemandes. En 1889, la Disconto-gesellschaft tenta de prendre part à un emprunt chinois de 2.000.000 de taëls ; la banque agissait au nom d'un groupe allemand à la tête duquel elle se trouvait, mais cette négociation ne put aboutir, par suite de l'opposition d'intermédiaires chinois hostiles à l'intervention des banques allemandes.

Il y avait, à cet échec, d'autres causes qu'il est intéressant de noter, parce qu'elles se représentèrent dans la suite, et que les banques allemandes eurent constamment à lutter contre elles ; elles sont au nombre de deux : c'est d'abord la politique chinoise qui s'efforçait avec une habileté extraordinaire d'utiliser la concurrence que se faisaient les différents groupes des banques, et qui réussissait parfois même à l'éveiller à l'intérieur d'un groupe. C'est, en second lieu, contre la politique des banques anglaises que les banques allemandes avaient à lutter : cette politique n'était pas particulière aux emprunts chinois, mais c'est à leur occasion qu'elle s'exerça tout spécialement : l'Angleterre, ainsi que ses banques, voulaient bien utiliser le capital allemand pour le placement des valeurs chinoises, mais elles cherchaient à tout prix à empêcher que ce placement fût fait par des établissements allemands. Leur crainte était très compréhensible, du moment que l'utilisation des capitaux allemands se faisait par leur intermédiaire, leur influence était sauvegardée ;

les banques allemandes ne pouvaient, de cette façon, avoir aucune action sur le marché financier chinois et par conséquent sur les finances publiques de ce pays. Nous avons vu que parmi les banques anglaises, celles mêmes qui entretenaient, comme la maison Rothschild and Sons, des relations directes avec les banques allemandes et surtout avec la Discontogesellschaft, leur accordaient difficilement une participation dans la négociation des emprunts.

Devant ces obstacles, la Discontogesellschaft changea de tactique. Ce qu'il fallait, c'était se grouper de façon à représenter une force financière avec laquelle les banques anglaises dussent compter. Tel fut le plan général dont nous verrons les manifestations particulières : la Discontogesellschaft forma, en 1890, le *syndicat des affaires d'Asie*. Toutes les grandes banques y participèrent, nous en avons donné la composition ; son but était de s'occuper de toutes sortes d'entreprises financières, notamment des emprunts publics et des créations de voies de communication. Nous n'envisageons ici que la négociation des emprunts chinois. Nous retrouverons dans la seconde partie de ce paragraphe, son autre mode d'activité, la participation aux entreprises industrielles.

Il avait été stipulé, lors de la formation de ce syndicat, que pour chaque affaire particulière, chaque banque, membre du syndicat, était libre de s'abstenir ou de participer. On avait assuré, de cette façon, le maintien du syndicat, même dans le cas où les opinions seraient divergentes. Ce syndicat établi, l'activité de la Discontogesellschaft se trouva étendue, son rôle dans le syndicat étant prépondérant. Avant même la cessation des hostilités entre la Chine et le Japon, en novembre 1894, la Discontogesellschaft entra en relations directes avec la maison Rothschild, afin d'intervenir avec elle dans les finances publiques ; on prévoyait bien qu'à la fin de la guerre, les belligérants devraient recourir au crédit étranger. Cette intervention, du moins, dans les premiers temps, ne donna pas de grands résultats : l'influence de la *Hon-Kong and Chang-*

Haï Corporation, restait prépondérante, et la Chine paraissait ne pas vouloir traiter avec le syndicat allemand. La situation changea lors de la conclusion du traité de *Simonosaki* : la Chine devait payer une indemnité de 200 millions de taëls. Elle devait recourir à cet effet au crédit des pays européens pour se procurer les capitaux nécessaires. Elle n'avait que l'embaras du choix, car toutes les puissances européennes désiraient participer à cet emprunt. Pourtant la formation d'un syndicat de banques des principales puissances européennes n'était pas aisée, à cause des rivalités politiques. La Russie profita de la situation politique pour agir vite. Les banques allemandes et anglaises ne participèrent qu'à la seconde émission de l'emprunt chinois de 5 0/0, en 1896. La Discontogesellschaft participa; dans une notable mesure, à cet emprunt ainsi qu'à celui de 1898, qui fut conclu en partie par les banques allemandes. Comme ces emprunts furent négociés sur place au nom des banques allemandes par la Deutsch-Asiastische Bank, nous aurons l'occasion d'y revenir en détail lors de l'étude de cette banque. Au même titre, c'est-à-dire comme faisant partie du syndicat des banques allemandes, la Discontogesellschaft participa à l'emprunt chinois 5 0/0 or de 1905.

B. — Participations industrielles.

Les participations de la Discontogesellschaft aux entreprises industrielles sont très nombreuses. L'activité de la banque, sous ce rapport, a revêtu plusieurs formes : tantôt elle *créa elle-même* des entreprises industrielles, et lança ensuite les actions sur le marché public ; tantôt elle *prit une part* dans des entreprises créées par d'autres sociétés financières déjà existantes. Fréquemment aussi sa participation consista à *augmenter le capital* d'une industrie pour lui permettre de se développer.

Ces participations industrielles de la banque sont assez anciennes ; nous avons relaté la première d'entre elles. Ce

qu'il nous faut surtout montrer ici, c'est le soin tout particulier qu'apporta la banque aux entreprises qui avaient pour but spécial d'étendre leur activité directe à l'étranger, et aussi à celles qui étaient situées à l'étranger ; c'est de ces deux catégories d'entreprises que nous allons nous occuper exclusivement.

Nous commencerons par celles auxquelles la banque participe pour la plus large part : *les voies de communication*.

I. — *Voies de communication.*

a) *Chemins de fer.* — Nous avons déjà constaté, et c'est en effet un phénomène digne de remarque, que toutes les banques allemandes participent dans une mesure très notable aux opérations financières concernant les chemins de fer étrangers.

C'est par une participation à la création du chemin de fer du Gothard, que débute la carrière industrielle à l'étranger, de la Discontogesellschaft, et encore aujourd'hui, c'est dans ce genre d'entreprises qu'elle participe dans la plus grande mesure.

Dans la création du *chemin de fer du Gothard*, la Discontogesellschaft agissait comme mandataire des banques allemandes formées en syndicat. La construction de cette voie devait être faite par la société du Gothard, formée par les deux plus grandes Compagnies de chemins de fer de la Suisse. Les frais étaient estimés à 187 millions, une subvention de 85 millions de francs était garantie par les pays intéressés (l'Allemagne, la Suisse et l'Italie), il s'agissait de se procurer le reste : 102 millions. C'est à cet effet que le comité du Gothard entra en pourparlers, en 1870 avec les banques allemandes, et, en particulier, avec la Discontogesellschaft. Après quelques difficultés, en 1871, à la Conférence de Berne, Hansemann présenta de la part de la Discontogesellschaft et des banques allemandes un projet pour l'établissement du capital de la société de ce chemin de fer. (Il était fixé à un capital actions de 60,000,000 de francs et à un capital-obligations

de 67.000.000 de francs). Le projet ne fut pas admis tel quel : on décida de créer un capital social de 102 millions, nécessaire pour la construction, en faisant des émissions d'actions pour 34 millions et d'obligations pour 68 millions. Pour réaliser cette opération financière, un consortium international devait être créé et la tâche de cette création incombait au groupe des banques allemandes qui se trouvaient sous la direction de la Discontogesellschaft. A la suite de cette décision, la Discontogesellschaft créa trois groupes de banques : un groupe allemand, un autre suisse et un troisième italien. A chaque groupe on assura la participation d'un tiers du capital, soit 34 millions de marks. La création de la *Société pour la construction du chemin de fer du Gothard* fut alors décidée, et au mois de novembre 1871, le gouvernement suisse en approuva les statuts.

Cette ligne, si importante pour le trafic de l'Europe centrale et particulièrement pour l'Allemagne, fut achevée en 1892. Mais ce ne fut pas sans quelques difficultés : la somme prévue pour la construction fut bientôt considérée comme insuffisante ; les États intéressés durent élever leurs subventions, et le consortium eut l'occasion d'intervenir à plusieurs reprises. La ligne, une fois terminée et mise en exploitation, le crédit de l'entreprise fut vite relevé, de sorte qu'en 1883, un syndicat de banques allemandes et suisses, créé de nouveau par la Discontogesellschaft, put procéder à l'émission d'obligations 4 0/0, pour une somme de 94 millions de francs, à l'effet de convertir les anciennes obligations 5 0/0. Le consortium se composait de deux groupes de banques allemandes, sous la direction de la Discontogesellschaft et de Bleichröder, et d'un groupe de banques suisses ; les groupes allemands participèrent pour 77 1/2 0/0 à cette opération financière. Une autre conversion fut projetée en 1885, mais la Discontogesellschaft, qui voulait conserver le même intérêt aux porteurs allemands, s'y opposa ; la conversion ne fut réalisée qu'en 1894, par l'émission d'un emprunt de 100 millions francs aux taux de 3 1/2 0/0

Au consortium qui réalisa cette opération, participèrent du côté des banques allemandes : la Discontogesellschaft, S. Bleichröder, la Bank für Handel und Industrie, M. A. von Rothschild und Söhne et quelques autres banques.

Peu de temps après avoir participé au chemin de fer du Gothard, la Discontogesellschaft, prit part à la construction des chemins de fer roumains. C'est en 1868, qu'un gros industriel allemand (Strousberg) obtint la concession de la construction des chemins de fer roumains pour une longueur totale de 900 kilomètres. Le capital de construction était fixé à 270.000 francs par kilomètre et il devait être recueilli par l'émission d'obligations à 7 1/2 0/0. On prévoyait au commencement, une émission d'environ 8 millions de francs d'obligations pour les travaux de première construction. Ces lignes devaient être terminées au plus tard en 1872, d'après les termes de la concession. Dès le commencement de la construction, on reconnut qu'une pareille entreprise était trop compliquée et trop importante pour être menée à bonne fin par un entrepreneur particulier. Les intérêts n'étaient pas, par lui, régulièrement payés aux porteurs d'obligations et les lignes ne furent pas terminées à l'époque prévue. C'est pourquoi le gouvernement roumain retira la concession dans l'été de l'année 1871, et fit appel aux porteurs d'obligations pour former une société qui prendrait toutes les charges et tous les avantages et droits de l'entreprise.

Une panique très compréhensible régnait, à ce moment, parmi les porteurs d'obligations ; il s'agissait de sauver cette entreprise dans laquelle il y avait pour 250 millions de francs du capital allemand. Le seul moyen de réussir était celui qu'indiquait le gouvernement roumain. La Discontogesellschaft se décida à procéder, de concert avec S. Bleichröder, à la création de cette société par actions. Elle publia, le 2 novembre 1871, un appel aux porteurs d'obligations des chemins de fer roumains en leur demandant de déposer leurs titres

pour qu'ils soient convertis en actions. Cette mesure fut couronnée de succès et vers la fin de l'année 1871, une société par actions était formée sous le nom de *Rumänische Eisenbahnen Gesellschaft* au capital de 58 millions de thalers. Le président du conseil d'administration de cette société fut A. Hansemann, c'est-à-dire que ce fut, en somme, la Discontogesellschaft qui allait diriger l'entreprise. La nouvelle société jouissait de tous les droits de l'ancien concessionnaire, en particulier de la garantie, par le gouvernement d'une recette de 7 1/2 0/0 et de 270.000 francs par kilomètre. La société s'engageait aussi à terminer, dans un délai de 3 ans, les lignes qui n'étaient pas encore achevées.

Les capitaux nécessaires furent fournis, outre les 4 millions que la société avait reçus comme règlement de compte de l'ancien entrepreneur, et les 9 1/2 millions qu'elle reçut à titre d'avances par le gouvernement roumain, par des avances faites par la Discontogesellschaft et Bleichröder. Dès la fin du mois de septembre 1872, la société se trouvait en possession d'un réseau de 648 kilomètres, pourvu du matériel roulant nécessaire.

Mais la construction des chemins de fer roumains n'était pas encore achevée ; il s'agissait d'avoir terminé, en 1875, le reste du réseau, soit 271 kilomètres. Pour cette construction, pour celle de divers embranchements, ainsi que pour le remplacement des ouvrages provisoires par des ouvrages de construction définitive, on prévoyait une dépense de 33 millions de thalers. Pour se procurer ces fonds, on décida d'émettre 20 millions de thalers d'actions de priorité rapportant un dividende minimum de 8 0/0. Un consortium des banques allemandes fut formé, à cet effet par la Discontogesellschaft, mais par suite du mauvais état du marché financier européen à cette date, on ne put émettre que pour 13 millions de thalers de ces actions. Pour se procurer le reste (20 millions) il fallut recourir à une émission d'obligations de priorité, mais, pendant de longues années, on ne put obtenir du gouverne-

ment l'autorisation de constituer au profit des porteurs, une garantie hypothécaire. La Discontogesellschaft vint alors de nouveau en aide à la société en formant un consortium avec Bleichröder et la *Oesterreichische Staatsbahngesellschaft* qui consentit une avance de 13 millions de thalers pour 5 ans.

Au commencement de 1875, toutes les lignes des chemins de fer roumains, dont la société s'était chargée, étaient terminées et ouvertes à la circulation ; mais les difficultés d'argent subsistaient ; les recettes étant encore peu importantes. C'est pourquoi, en 1875, une convention fut passée entre la société et le gouvernement roumain ; celui-ci se chargeait de procéder à la consolidation du crédit de la société, directement par les ressources du crédit public. Mais en échange, il demandait à être libéré de la garantie d'une recette minimum sur les lignes de chemins de fer. Cet accord ne subsista pas, car le gouvernement, voulant profiter de la situation critique de la société, exigeait, en même temps, qu'une partie du réseau devint propriété de l'État. La société s'y opposa.

Pourtant, cette même année 1875, l'idée d'un rachat de chemins de fer par le gouvernement fut bien accueilli à l'assemblée des actionnaires, seulement, le gouvernement roumain voulait acquérir l'ensemble des lignes et le conseil d'administration de la société voulait que l'acquisition se fit individuellement par l'échange des titres des actionnaires, contre de la rente roumaine. Les négociations entre la société et le gouvernement furent alors interrompues, on ne les reprit qu'après la guerre russo-turque. Le 22 mars 1880, l'accord fut conclu. Aux termes de cet accord, le gouvernement offrait de remplacer les parts de fondateurs par des obligations d'État 6 0/0 gagées sur le produit du monopole des tabacs et des chemins de fer. Les actions de priorité étaient échangées à raison de 100 thalers de valeur nominale contre 133 1/2 thalers d'obligations d'État.

La société avait encore un passif de 37 millions : le gouvernement émit, pour cette somme, des obligations 5 0/0

qui furent négociées par un consortium créé par la Discontogesellschaft. De cette façon, en 1881, l'État roumain devint le propriétaire unique de ces chemins de fer auxquels la Discontogesellschaft s'était si largement intéressée, et qui, assurément, n'eussent pas été terminés dans les mêmes conditions si la banque n'avait pas apporté son constant appui.

A partir de l'année 1887, la Discontogesellschaft se trouva particulièrement intéressée dans la création d'un chemin de fer d'outre-mer, entreprise qui ne devait lui rapporter que des déboires : il s'agit du chemin de fer du *Venezuela*.

La maison *Friedrich Krupp* d'Essen avait obtenu une concession du gouvernement du Venezuela pour la construction d'une ligne de chemin de fer entre Caracas et Valencia. Le gouvernement vénézuélien garantissait un intérêt de 7 0/0 sur un capital de 12.800 £ par kilomètre estimé nécessaire pour la construction de la ligne Caracas Cagua, et pour un capital de 11.000 £ par kilomètre pour la ligne Cagua-Valencia. A l'époque où ce projet était étudié, la situation financière du Venezuela présentait une sécurité suffisante, et la garantie gouvernementale des intérêts du capital investi dans la construction pouvait être considérée comme certaine. En outre, cette entreprise devait intéresser un grand nombre de constructeurs et d'industriels allemands en leur fournissant de nombreuses commandes et l'occasion d'importantes transactions ; la maison Krupp qui avait obtenu la concession de la construction de cette voie, se trouvait particulièrement intéressée.

Le gouvernement allemand laissait voir tout l'intérêt qu'il portait à la construction de ce chemin de fer avec capital, matériaux et ingénieurs allemands. Il donna à deux ingénieurs des chemins de fer prussiens l'autorisation de former la commission d'étude, commission envoyée en Argentine par la direction de la *Discontogesellschaft* et de la *Norddeutsche Bank*. Au retour de cette mission, les deux banques se déci-

dèrent à procéder à la construction de ce chemin de fer et elles établirent à cet effet, en 1888, la société par actions : *Grosse Venezuela Eisenbahngesellschaft* au capital de 10.000.000 de marks. Les travaux commencèrent immédiatement, en 1888, mais la ligne ne fut terminée qu'en 1894. Des difficultés nombreuses et imprévues avaient surgi, sur lesquelles nous ne voulons pas insister ; il s'agissait surtout des ouvrages d'art très difficiles à exécuter et très coûteux. De sorte que les frais de construction dépassèrent de beaucoup les devis établis au commencement de l'entreprise : l'ensemble des frais de construction représentait en 1894 une somme d'environ 62 millions de marks. Le capital de la société fut porté en 1897 à 60 millions de marks.

Sur ces entrefaites, la situation politique et financière du Venezuela avait profondément changé : elle s'aggrava de telle sorte que le gouvernement vénézuélien ne put, malgré les arrangements conclus avec la Compagnie, continuer à payer les intérêts qu'il s'était obligé à garantir. Le succès financier de l'entreprise était ainsi singulièrement compromis, car le chemin de fer ne pouvait pas et ne peut encore de longtemps se suffire à soi-même ; le trafic étant encore insuffisant.

Pourtant une amélioration lente mais constante est signalée, les recettes du chemin de fer augmentent en proportion des dépenses : à l'heure actuelle, les dépenses d'exploitation de la voie représentent environ 60 0/0 des recettes. Ceci est encore loin de pouvoir permettre une rémunération de l'énorme capital englouti par les deux banques allemandes dans cette entreprise.

Il est à remarquer que malgré leurs pertes, ces deux établissements de crédit, la Discontogesellschaft et la Norddeutsche Bank, n'oublient pas — et cette idée se retrouve dans un grand nombre de leurs bilans — que cette entreprise a néanmoins profité aux intérêts allemands en général au Venezuela, indirectement en fortifiant la position économique allemande dans ce pays, et directement en fournissant de nombreuses commandes aux industries allemandes.

La Discontogesellschaft n'est pas restée limitée en ce qui concerne la construction des voies ferrées, aux pays d'outre-mer de l'Amérique du Sud ; elle prit part également d'une façon très active à la construction des chemins de fer en *Extrême-Orient*. La participation la plus importante de la Discontogesellschaft dans cet ordre d'idées fut celle qu'elle prit à la création du chemin de fer de *Schantung*.

La création du chemin de fer de *Schantung* est l'œuvre du consortium pour affaires asiatiques, composé, comme nous le savons (1), de toutes les grandes banques allemandes. Mais le rôle de la Discontogesellschaft fut en quelque sorte prépondérant et dans la création de ce syndicat, et dans la négociation des affaires qu'il devait entreprendre : c'est la raison pour laquelle nous étudierons à cette place le chemin de fer de *Schantung*.

Les efforts de la colonisation allemande dans la province chinoise de *Schantung*, ont notablement accru les intérêts allemands en Chine : le développement favorable de la Deutsch-Asiatische Bank a fortifié encore ces relations. Peu de temps après l'établissement de l'Allemagne à Kiautschou, les banques allemandes, aidées directement sur les lieux mêmes par la Deutsch-Asiatische Bank, créèrent un syndicat spécial, destiné aux entreprises de la province de *Schantung*.

Dans ce syndicat entraient tout d'abord les principales banques allemandes qui faisaient déjà partie du consortium général des affaires asiatiques ; mais à côté d'elles y prenaient encore part de nombreux industriels allemands intéressés plus ou moins directement par ces entreprises. La Discontogesellschaft négocia au nom de ce syndicat avec le gouvernement allemand, pour obtenir la concession de la construction du chemin de fer de *Schantung*, concession qui fut accordée en vertu de l'accord intervenu entre l'Allemagne et la Chine à la date du 6 mars 1898.

(1) Voir I^{re} partie, chap. iv.

Pour réaliser la création de cette ligne de chemin de fer, le syndicat mentionné créa en 1899 une société par actions sous le nom de la *Schantung-Eisenbahn-Gesellschaft* au capital nominal de 54 millions de marks. Elle procéda immédiatement à la construction du chemin de fer de Schantung qui devait, aux termes de la concession même, être terminé dans un délai de 5 ans. Notons ici que la présidence du conseil d'administration fut donnée à M. de Hanseemann ; par contre, l'exploitation et la construction se trouvèrent entre les mains des employés des chemins de fer prussiens et des commerçants allemands qui séjournaient depuis assez longtemps en Chine. Malgré des difficultés de toutes sortes — il faut signaler notamment l'insurrection des Boxers — l'entreprise a pu être terminée avant les délais imposés ; la ligne tout entière fut ouverte au mois de février 1904, à la circulation. Si l'on se rapporte aux derniers bilans de la société de chemin de fer de Schantung, on peut se rendre compte que le trafic de cette voie augmente de jour en jour. En effet, la province de Schantung est très fertile et possède un sous-sol riche. La population est très dense : la superficie, d'environ la moitié de la Prusse, est habitée par deux fois autant d'habitants ; ces circonstances donnent les meilleurs espoirs ; la société pouvait déjà en 1905 distribuer à ses actionnaires un dividende de 3 1/4 0/0 ; en 1906, ce dividende monte à 4 1/4 0/0. L'augmentation du trafic des marchandises, est encore plus significative : en 1904, 150.000 tonnes de marchandises transportées, en 1905, 300.000 tonnes, soit une augmentation de 100 pour cent.

Mais pour assurer d'une façon définitive, un avenir prospère au chemin de fer de Schantung, il fallait le relier aux autres chemins de fer chinois en construction ou à construire ; les banques allemandes y ont bien pensé. C'est principalement dans ce but que le syndicat pour les affaires asiatiques a cherché à étendre son activité en dehors de la province de Schantung et à l'étendre surtout aux provinces avoisinantes

de la Chine du Nord : ceci en effet aurait pour résultat d'ouvrir au chemin de fer de Schantung la vallée du *Yangtse* (1). A cet effet, le syndicat allemand pour affaires asiatiques, chargea la *Discontogesellschaft* de négocier un accord portant sur ces questions, avec les autres banques étrangères qui avaient des intérêts dans ces provinces, ou désiraient en avoir.

Ces négociations aboutirent, en septembre 1898, à une convention définitive entre : le *syndicat allemand* en premier lieu et la *Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation et British and Chinese Corporation*, qui représentaient les intérêts anglais. Il était convenu que les deux groupes de banques, le groupe allemand et le groupe anglais, devaient procéder en commun à la construction des lignes qui relieraient le chemin de fer de Schantung à Tientsin, au Nord, et à Tschinkiang, au Sud. Le même syndicat procéda également en commun aux démarches nécessaires auprès du gouvernement chinois pour obtenir la concession de ces lignes : l'autorisation fut donnée en 1899. Mais la révolution chinoise retarda considérablement la réalisation de ces lignes de chemins de fer.

En effet, c'est seulement en 1903 que le consortium des banques allemandes pour les affaires asiatiques procéda à la création d'une société par actions : la *Deutsch-Chinesische Eisenbahngesellschaft*, au capital nominal de 10 millions de marks. La société avait pour but la construction du chemin de fer Tientsin-Tsinanfou, qui devait relier la province de Schantung avec le Nord ; le chemin de fer du Sud était réservé aux banques anglaises. La *Discontogesellschaft* se mit à l'œuvre avec tant d'activité que, dès la fin de 1904, le chemin de fer était presque achevé ; les matériaux de construction ainsi que les ouvrages d'art furent cette fois également fournis *uniquement par des fabricants allemands*.

La *Discontogesellschaft*, si active dans la création des voies de communications à l'étranger, s'est également très intéres-

(1) v. *Denkschrift der Discontogesellschaft*, p. 32.

sée aux constructions de lignes dans les *colonies allemandes*

Elle participa tout d'abord avec d'autres banques allemandes et avec la *South-Westafrika Cie* à la création de la *Otavi-Minen-und Eisenbahngesellschaft* ; cette société entreprit la construction du chemin de fer Tsumeb-Swakopmund en 1903, elle porta à cet effet son capital de 1 à 20 millions. En second lieu, elle participe aussi au syndicat des banques allemandes, formé par la Deutsche Bank, et qui entreprit en 1900 la construction du chemin de fer Dar-es-Salaam Mrogoro.

En dehors de ces participations durables et créations directes des chemins de fer à l'étranger, la Discontogesellschaft participe aux différentes entreprises de ce genre d'une façon moins directe et plus passagère, surtout en faisant l'émission des titres des sociétés par actions destinées à créer et construire ces lignes de communication. On trouvera dans le tableau suivant, les principales sociétés avec lesquelles la Discontogesellschaft entretint des rapports financiers de ce genre :

Participations aux chemins de fer en Autriche-Hongrie.

	ANNÉES	PARTICIPATIONS.
Aussig-Teplitzer	1872	actions
»	1896	3 1/2 0/0 obligations
»	1899	3 1/2 0/0 —
Böhmische Nordbahn	—	—
Budapest Füntkirchner	1881	4 1/2 0/0 — (conversion)
Buschtehrader	1882	4 1/2 0/0 obligations
»	1882	4 0/0 obligations (conversion)
Dux-Bodenbacher	—	—
Franz-Josephbahn	1872	actions
Galizische Karl Ludwigsbahn	1872	4 1/2 0/0 obligations
Kaiserin Elisabethbahn	—	—
Kaschau-Oderberger	1888-89	4 0/0 —
»	1891	4 0/0 —
Oesterreichische Nordwestbahn	—	—

352 DEUXIÈME PARTIE. — SECTION I. — CHAPITRE I

Oesterr. Ung. Staatsbahn.	1874	5 0/0	obligations
„	1883	4 0/0	—
„	1885	3 0/0	—
„	1886	3 0/0	—
Oesterr. Südbahn	1885	4 0/0	—
„	1897	4 0/0	—
„	1898	4 0/0	—
Pilsen-Priesen.	—	—	—
Süd-Norddeutsche Verbin-		5 0/0	—
dungsbahn	1872		
„	1872	4 0/0	—
Ungarische Ostbahn . . .	1874	5 0/0	—
Warschau-Wiener Eisen-			
bahn-Gesellschaft . . .	1900		actions

Participations aux chemins de fer de la Suisse.

Schweizerische Nordost-			
bahn	1874	4 1/2 0/0	obligations
„	1887	4 0/0	obligations (conversion)
„	1888		actions de priorité (con-
			version)
„	1889	4 0/0	obligations (conversion)
„	1896	3 1/2 0/0	—
Schweizerische Zentral-			
bahn	1886	4 0/0	obligations
„	1894	3 1/2 0/0	—
„	1900	4 0/0	—
Schweizerische Zentral-			
bahn und Nordostbahn.	1874	4 1/2 0/0	—
„	1886	4 0/0	obligations (conversion)

Participations aux chemins de fer de l'Italie.

	ANNÉES	PARTICIPATION AUX
Italienische Mittelmeer-		
Eisenbahngesellschaft .	1885	Actions.
„	1887	3 0/0 obligations
„	1889	4 0/0 —
„	1890-92	4 0/0 —
„	1894	Actions
„	1900	4 0/0 obligations
„	1901	4 0/0 —

Ital. Gesellschaft für die		
sizilischen Eisenbahnen.	1887	3 0/0 obligations
»	1889	3 0/0 —

Participations aux chemins de fer Russes.

Charkow-Krementschug .	1868	5 0/0 —
Fastowo.	1889	4 0/0 —
Iwangorod-Dombrowo. . .	1881	4 1/2 0/0 obligations
Koslow-Woronesch-Rostow	1889	4 0/0 obligations (conversion)
Kursk-Charkow-Asow . .	1889	4 0/0 —
Kursk-Kiew	1887	4 0/0 —
Lodzer Fabrikeisenbahn . .	1901	4 0/0 —
Moskau-Brest	—	—
Moskau-Jaroslaw- Archan- gel	1897	4 0/0 —
Moskau-Kasan	1901	4 0/0 —
Moskau-Kiew-Woronesch .	1895	4 0/0 —
Moskau-Rjasan.	1859	5 0/0 —
»	1885	4 0/0 —
Moskau-Smolensk.	1898	4 0/0 —
Moskau-Windau-Rybinsk .	1897	4 0/0 —
»	1898	4 0/0 —
»	1899	4 0/0 —
Orel-Grjasi.	1889	4 0/0 obligations (conversion)
Rjasan-Koslow	1889	4 0/0 —
Rjasan-Ursalk	1894	4 0/0 —
»	1897	4 0/0 obligations
»	1898	4 0/0 —
Russische Südostbahn . .	1897	4 0/0 —
»	1898	4 0/0 —
»	1901	4 0/0 —
Russische Südwestbahn. .	1897	4 0/0 —
Rybinsk.	1895	4 0/0 —
Warschau-Bromberger. . .	—	—
Warschau Terespoler. . .	—	—
Warschau-Wiener	1880	5 0/0 —
»	1890	4 0/0 obligations (conversion)
»	1894	4 0/0 —
»	1900	actions
»	1901	4 0/0 obligations

Wladikawkas	1884	4 0/0 obligations
»	1895	4 0/0 —
»	1896	4 0/0 —
»	1897	4 0/0 —
»	1898	4 0/0 —

Participations aux chemins de fer de différents pays.

Brasilianische Südwest- bahn	1890	5 0/0 obligations
Congo-Eisenbahn	1889	actions
Illinois Central Railroad.	1898	3 1/2 0/0 obligations
Kopenhagener Strassen- bahn	—	action
Oeste de Minas	1889	5 0/0 obligations
Ostafrikanische Eisenbahn- gesellschaft	1904	actions
Pennsylvania Railroad Company	1904	obligations
Norfolx and Western Rail- road Company.	1904	—
Baltimore and Ohio Rail- road Company.	1904	—
New-York, New Haven and Hartford Railroad Com- pany	1908	4 0·0 —

β) *Entreprises de navigation.* — Au moment de la création de la Discontogesellschaft, vers 1850, la marine marchande allemande commençait à peine à se développer. Des deux plus importantes compagnies de navigation actuelles, il n'existait à cette époque que la *Hamburg-Amerikanische Packetfahrt-Aktiengesellschaft*, alors aux prises avec toutes sortes de difficultés. Le *Norddeutscher Lloyd* ne fut créée que vers 1857. Or, nous savons quel a été depuis cette époque le développement formidable de la marine marchande allemande ainsi que de ces compagnies de navigation (1) ; il nous faut ici préciser la part prise par la Discontogesellschaft à ce développement.

(1) Voir I^{re} partie, chapitre III.

L'influence de la Discontogesellschaft sur le développement de la marine marchande allemande date de 1857, année où elle participe à la création du *Norddeutscher Lloyd*, mais ce n'est qu'à partir de 1880 que les liens de la banque avec les différentes Compagnies de navigation, deviennent plus suivis.

A partir de cette date, les bilans annuels de la Discontogesellschaft signalent régulièrement des transactions et opérations financières destinées à augmenter le capital de ces sociétés. Nous voyons ainsi la Discontogesellschaft participer d'une façon régulière aux augmentations du capital de la *Hamburg-Amerika Linie*, en 1888, 1889, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902 et en 1906 ; elle participe avec la même activité aux augmentations du capital du *Norddeutscher Lloyd* (en 1885, 1889, 1894, 1898, 1901, 1902 et en 1906).

Par ailleurs, le rôle de la Discontogesellschaft est encore plus direct, en ce sens qu'elle s'est à plusieurs reprises occupée à créer des lignes spéciales de navigation : signalons dans ce sens sa participation à la création de la *Kingsin-Linie* et de la *Deutsche Ostafrika Linie*. Elle est également intéressée aux Compagnies de navigation étrangères : la *Oesterreichische Donau-Dampfschiffahrts-Gesellschaft* et la *Ungarische Fluss-und Seeschiffahrts-Aktiengesellschaft*.

Notons encore à cette place et bien que ceci ne soit point un fait direct d'expansion à l'étranger, le rôle tout à fait prédominant joué par la Discontogesellschaft dans la construction du *Nord-Ostseekanal*.

II. — *Autres participations industrielles et commerciales de la Discontogesellschaft à l'étranger.*

A) La Discontogesellschaft a participé tout d'abord indirectement à l'expansion des *industries électriques* par ceci qu'elle fait partie du groupe *Siemens und Halske* et du *Groupe Union Elektrizitätsgesellschaft* ; elle participa également à la création de la *Gesellschaft für elektrische Unternehmungen*.

De plus, elle a créé directement des entreprises électriques

à l'étranger. Parmi ces créations, il faut citer en premier lieu la *Compagnie Parisienne de l'air comprimé, force motrice et électricité*, qui, il est vrai, ne lui fit jusqu'à présent que perdre de l'argent, mais dont la situation s'est beaucoup améliorée ces dernières années. Elle créa également avec la maison Siemens und Halske, la société *Elektrizitätswerke Wynau* en Suisse.

B) Il faut rattacher à cette activité de la banque dans le domaine des industries électriques, sa participation à la création des *lignes télégraphiques* internationales. Nous savons que jusqu'aux temps les plus récents, l'Allemagne ne possédait pas de lignes télégraphiques internationales : tout ce service était fait par des lignes étrangères, en particulier par des lignes anglaises. Mais nous savons également qu'à partir de 1889, époque de la construction des premières lignes internationales, elle s'efforça de regagner le terrain perdu.

La Discontogesellschaft participe activement à ce mouvement : elle crée avec un consortium en 1899, la *Deutsch-Atlantische See-Telegraphengesellschaft* au capital actions de 20 millions de marks. Elle avait déjà auparavant participé en 1898 aux *Land-und Seekabelwerke* à Cologne. C'est avec ces deux sociétés qu'elle crée en 1899 les *Norddeutsche Seekabelwerke*, également à Cologne. Elle participe la même année à la création de la *Osteuropäische Telegraphengesellschaft*. Ces sociétés procèdent à la création de nombreuses lignes télégraphiques reliant l'Allemagne avec les pays lointains, particulièrement avec les pays d'outre-mer. La Discontogesellschaft est représentée par des membres de sa direction dans les conseils d'administration de ces sociétés.

C) Sur le terrain des *industries minières*, il faut tout d'abord mentionner l'activité d'expansion de la Discontogesellschaft dans la création des entreprises ayant pour but l'*exploitation du pétrole*. Les participations sont, il est vrai,

assez récentes, mais elles sont importantes. C'est en 1903 que la Discontogesellschaft développe son activité de ce côté en compagnie cette fois de la maison S. Bleichröder. Le consortium Discontogesellschaft-S. Bleichröder participe tout d'abord à la *Telga Oil Co Ltd*, constituée en 1901 au capital de 5.575.000 francs sous une direction anglaise. La direction de cette société passe en 1905 aux mains des banques allemandes. La même année, en 1903, ce consortium procède à la création de la société anonyme *Bustenari* au capital de 1.820.000 francs. Ce capital a subi des augmentations successives, il est aujourd'hui de 10 millions de francs. Pour donner une idée de la rémunération des capitaux engagés dans ces industries, notons, en passant, que la société *Bustenari* par exemple, donne en 1906 un dividende de 20 0/0 aux actionnaires ordinaires.

En 1905, la Discontogesellschaft avec S. Bleichröder, la *Telega Oil Co Ltd*, et la Compagnie industrielle des pétroles de Paris, créent la société anonyme *Vega* pour le raffinage du pétrole, au capital de 3.750.000 francs. La même année, le consortium Disconto-Bleichröder crée le *Crédit Pétrolifère*, société destinée à favoriser ces industries en Roumanie, au capital de 3 millions de francs. Un an après, ce capital fut augmenté de 2 millions versés par un consortium composé de l'*Allgemeine Petroleum-Industrie Aktiengesellschaft*, de Berlin, et de la Banque *Marmorosch-Bank et Co*. Elle donne la première année de son exercice un dividende de 8 0/0. Pour consolider et unir toutes ces entreprises, la Disconto, toujours avec Bleichröder, crée la *Allgemeine Petroleum Industrie Aktiengesellschaft* à Berlin, au capital-actions de 17 millions de marks. Cette société réalise en 1907 la fusion décidée entre la *Telega Oil Company* et la société *Bustenari* sous le nom de *Concordia*, Rumänische Petroleum-Industrie Aktiengesellschaft au capital de 25 millions Lei.

En dehors de l'industrie pétrolifère, la Discontogesellschaft s'est encore intéressée aux différentes industries minières à

l'étranger. C'est elle qui, se trouvant en tête du syndicat pour affaires asiatiques, procède à la création de la *Schantung-Bergbaugesellschaft* en 1899 au capital de 12 millions de marks ; cette société a pour but l'exploitation des mines de charbon de la province de Schantung, et qui sont destinées en premier lieu, à alimenter le chemin de fer allemand de cette province. Cette mine produit en 1906 plus de 130.000 tonnes de charbon. La banque participe également à l'exploitation des mines de cuivre et de plomb de l'Afrique par ses relations avec la Otavi-Minen-und Eisenbahngesellschaft.

D) Enumérons en dernier lieu les participations à la création des entreprises *coloniales et commerciales* de la Discontogesellschaft. Nous avons déjà signalé (1) que cette banque joua un rôle particulièrement actif dans les premiers essais de la colonisation allemande. Sans revenir ici sur cette question, il nous faut, pour donner un tableau complet des entreprises de la Discontogesellschaft, les mentionner ici.

En 1880, elle réorganise la *Deutsche Handels-und Plantagen-gesellschaft der Südseeinseln*, à Hambourg, capital 2.750.000 marks ; à cet effet, la banque crée en 1880 la *Deutsche See-Handelsgesellschaft* au capital de 11 millions de marks. En 1885, elle crée la *Neu-Guinea-Compagnie* dont le capital est actuellement de 6 millions de marks ; cette Compagnie a pour but la mise en valeur de cette colonie allemande ; elle s'occupe du commerce, de la navigation et elle procède à de nombreuses plantations.

La Discontogesellschaft est également intéressée dans les colonies sud-africaines allemandes. Tout d'abord, elle participe à la *Deutsche Kolonialgesellschaft für Südwestafrika* qui est surtout liée à la Deutsche Bank. Elle crée ensuite le *Irangi-Syndicat* qui avait pour but la recherche des mines d'or dans la Deutsche Ostafrika. La *Damara-und Namaqua-Handelsgesellschaft* est également une création de la Discontogesellschaft.

(1) Voir I^{re} partie, chapitres II et III.

CHAPITRE II

LA DEUTSCHE BANK

La Discontogesellschaft et la Deutsche Bank créées la première au lendemain de 1850, la seconde au lendemain de 1870, inaugurent toutes deux une période d'essor et d'activité économique.

Mais cette activité est encore toute *particulariste* et locale pour la première de ces périodes ; et la Disconto, à ses origines, présente elle-même tout naturellement ce caractère de banque locale. La Deutsche Bank, au contraire, créée au lendemain des traités qui consacraient l'unité politique de l'Allemagne et la superposaient à l'unité économique, nous présente dès ses débuts un aspect auquel n'est parvenue qu'après une évolution assez longue la Discontogesellschaft.

La Deutsche Bank fut fondée au mois de mars 1870 ; ce fut la seconde et aussi la dernière *Effektenbank* soumise à l'autorisation préalable. Le capital nominal de la banque était de 5 millions de thalers, divisés en 25.000 actions de 200 thalers, une somme de 2 millions de thalers fut versée au moment de la constitution de la banque.

Le nom même de la banque indique que toute considération locale était écartée : la banque était créée pour distribuer le crédit à toute l'Allemagne.

Elle avait pour but (art. 2 des statuts) l'exploitation des affaires de banque de toutes sortes : «... et particulièrement de favoriser, provoquer et faciliter les rapports commerciaux de l'Allemagne avec les autres pays européens, et surtout avec les marchés d'outre-mer ». C'est la première fois qu'une telle clause était introduite dans les statuts d'une banque alle-

mande, c'est aussi à ce titre que la Deutsche Bank doit tout particulièrement nous intéresser, car elle se propose, dès le jour de sa création, l'expansion de son activité à l'étranger. Nous savons, au contraire, par quelles étapes, la Discontogesellschaft, plus vieille de 20 ans, dut passer avant d'aboutir au même point.

Le désir qu'avait la Deutsche Bank d'intervenir directement dans les rapports commerciaux allemands à l'étranger, est encore mieux précisé dans le second bilan de la banque (1871). Elle devait s'efforcer, nous dit-on, de donner au capital allemand l'occasion « de participer aux paiements internationaux (*Geldtransaktionen*), et surtout de faire prospérer le commerce allemand qui a de plus en plus besoin d'une aide efficace ». Elle se propose de rechercher toutes les occasions non seulement à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur, de servir les intérêts économiques de l'Allemagne et de donner un emploi rémunérateur au capital allemand.

Ce programme qui nous paraît aujourd'hui assez naturel, à cette époque, était extrêmement novateur. Il se trouvait dans une telle opposition avec ceux des banques allemandes d'alors, qu'il souleva les plus vives critiques. Le Frankfurter Actionär (1870, p. 68), représentant de la finance sérieuse en Allemagne, écrivait :

« L'idée de créer une banque allemande aux capitaux importants, et de lui donner pour but de diriger le commerce international de la monnaie (*Geldgeschäft*) et le commerce allemand, avait été émise il y a un an. La reprise de ce projet étonne grandement. On ne peut savoir quel accueil lui sera fait à la Bourse ; on peut craindre que le but avoué par la Deutsche Bank ne donne pas de résultats en rapport avec les capitaux importants qu'elle se propose de réunir. Aussi pense-t-on que le but réel et caché de la banque ne sera pas de soutenir le commerce allemand, mais qu'il dégénérera tout simplement en un commerce d'agiotage à la manière des établissements de crédit de Paris et de Vienne. Il faut ajouter à cela

que les maisons de banque qui se sont mises à la tête de la création de cet établissement de crédit, ne sont pas jugées suffisantes pour réaliser un tel projet. »

On voit que la Deutsche Bank ne fut pas favorablement accueillie au moment de sa création. Cette hostilité de la haute finance allemande s'explique aussi par le fait que les établissements berlinois ne se souciaient guère de compter un nouveau concurrent, très sérieux, dans leur commerce de banque. Ils désiraient garder le monopole des grandes opérations financières, et pour se mettre à l'abri d'une concurrence éventuelle de la Deutsche Bank, ils cherchaient à la discréditer dès sa naissance (1).

Ces prévisions pessimistes ne devaient pas se réaliser ; l'opinion ci-dessus rapportée, que la souscription du capital ne pourrait se faire que difficilement, étant donné le plan vaste et quasi-utopique de la banque, fut bien vite démentie par les faits. Peu après la souscription, les actions de la banque, émises au pair jusqu'à concurrence de 5 millions de thalers, montèrent à 104 0/0. Malgré tout, on continuait à douter de l'avenir de la banque et pour expliquer le succès que les actions de la banque, trouvaient à la bourse, on disait : « Bien qu'on ne puisse escompter des résultats favorables, on espère que ses actions auront, au commencement, la faveur du grand public par le fait même des innovations inscrites au programme de la Banque » (2).

Cette hausse des actions de la Deutsche Bank n'était pas la seule preuve de son succès. En effet, les affaires de cet établissement de crédit se développèrent de telle façon que, après une année d'existence, le besoin d'une *augmentation du capital* se faisait sentir. Aussi, en 1871, ce capital de la banque fut-il porté de 5 millions de thalers à 10 millions de thalers. Mais, cette mesure ne dissipait pas encore toutes les méfian-

(1) V. Paul Model, *op. cit.*, p. 107.

(2) *Frankfurter Aktionär*, 1870 p. 206.

ces ; on allait même jusqu'à laisser entendre que cette augmentation du capital de la banque n'était pas provoquée par un besoin réel, par le développement des affaires, mais qu'elle cachait une spéculation des fondateurs de la banque, qui voulaient profiter de leur droit de souscrire les actions *au pair* à un moment où elles étaient au-dessus de ce pair. On ajoutait que cette augmentation du capital de la banque n'était pas nécessaire, même, si la banque devait réaliser son but et étendre son activité dans les pays étrangers (1).

Cette interprétation de la première augmentation du capital de la banque paraît aujourd'hui bien peu fondée. On voit par les modifications successives apportées au capital de la Deutsche Bank, ce que fut son succès par la suite et que ces augmentations étaient bien déterminées par le développement de ses affaires et par le désir de proportionner ce développement aux besoins grandissants du pays. Le capital de la Deutsche Bank depuis sa création a progressivement augmenté :

En 1871	30 millions de marks	
1872.	45	—
1881.	60	—
1888.	75	—
1895.	100	—
1897.	150	—
1902.	160	—
1904.	180	—
1906.	200	—

La banque suivait aussi son programme qui était de venir particulièrement en aide au commerce allemand. La meilleure façon de se rendre compte de la progression des affaires de la Deutsche Bank, en face de ces augmentations successives du capital, c'est de donner le chiffre d'ensemble des affaires traitées par la banque.

(1) *Frankfurter Aktionär*, 1871, p. 907.

Deutsche Bank.

Ensemble des opérations.

En			millions de marks
1870		239	
1871		948	—
1872		2.891	—
1873		3.765	—
1874		5.509	—
1875		5.513	—
1876		7.132	—
1877		7.325	—
1878		7.130	—
1879		8.835	—
1880		10.484	—
1881		12.899	—
1882		12.055	—
1883		13.205	—
1884		15.651	—
1885		15.148	—
1886		16.181	—
1887		18.063	—
1888		23.382	—
1889		28.125	—
1890		28.304	—
1891		25.559	—
1892		25.331	—
1893		29.153	—
1894		31.617	—
1895		37.901	—
1896		35.497	—
1897		37.913	—
1898		44.395	—
1899		50.770	—
1900		49.773	—
1901		51.816	—
1902		56.783	—
1903		59.640	—
1904		66.897	—
1905		77.206	—
1906		85.591	—

Pour réaliser son programme et pour donner satisfaction aux besoins du commerce allemand tant extérieur qu'intérieur, la Deutsche Bank devait d'abord développer son commerce régulier de banque. Quels moyens utilisa-t-elle ? Le seul établissement central de la banque ne suffisait pas, il fallait se mettre plus directement en rapport avec la clientèle. La banque crée des filiales, participe à des créations de banques, et commandite des établissements secondaires. L'examen dans les bilans des chapitres des participations de longue durée (1) et des commandites nous indique dans quelle mesure la banque entre dans cette voie :

En 1870	—	millions de marks
1871	3,24	—
1872	6,09	—
1873	6,04	—
1874	9,15	—
1875	9,05	—
1876	8,64	—
1877	9,38	—
1878	8,88	—
1879	5,22	—
1880	4,92	—
1881	4,92	—
1882	3,24	—
1883	1,95	—
1884	1,95	—
1885	1,95	—
1886	2,47	—
1887	5,93	—
1888	5,93	—
1889	5,94	—
1890	5,58	—
1891	5,58	—
1892	5,81	—

(1) Dans les bilans de la Deutsche Bank, ne sont comprises, au chapitre des participations de longue durée, que les participations à des entreprises de banque ; les autres participations de longue durée sont incorporées dans le compte consorsial de la banque,

En 1893.	10,33 millions de marks	
1894	10,78	—
1895	10,66	—
1896	5,65	—
1897	47,95	—
1898	48,71	—
1899	50,67	—
1900	51,23	—
1901	50,94	—
1902	55,85	—
1903	57,83	—
1904	57,16	—
1905	65,25	—
1906	79,99	—

On peut voir que ces chiffres croissent depuis 1870 jusqu'en 1876. A partir de cette date, ils baissent assez rapidement jusqu'à 1882. Cette baisse est provoquée, d'abord par les pertes subies par la Deutsche Bank dans des participations de banque à l'étranger et par l'abandon des commandites remplacées par des filiales.

A partir de 1886, ces chapitres haussent de nouveau, surtout à partir de 1897 ; pendant ces dix dernières années, la banque commandite et crée un assez grand nombre d'établissements. Encore faut-il savoir que ces chiffres ne représentent que les participations *de longue durée* ; mais la Deutsche Bank possède également des actions d'autres banques, soit nationales, soit étrangères : ces dernières participations sont comprises dans des valeurs propres et des participations consorciales de la banque.

Or, ces participations et commandites de la Deutsche Bank avaient pour but de l'aider dans l'exécution de son programme, surtout en ce qui concerne les soins à donner au commerce de banque à l'étranger ; nous les retrouverons lors de l'étude de l'activité propre de la Deutsche Bank à l'étranger. Aussi bien, la Deutsche Bank ne s'est-elle pas limitée aux opérations du commerce régulier de banque. Le tableau des *Comptes consortiaux* et des valeurs propres nous donne la mesure de son activité en tant que société financière.

ANNÉES	COMPTE CONSORTIAL							
	Participations à des entreprises de terrain		Participations à des affaires de chemins de fer, émissions d'em- prunts d'Etat et des communes		Participations aux actions et obligations de différentes sociétés par ac- tions		Total du compte consortial de la centrale	Total du compte consortial de la centrale et des filiales
	1	2	1	2	1	2		
1870	—	—	—	—	—	—	—	—
1871	—	—	—	—	—	—	—	831
1872	—	—	—	—	—	—	1.740	1.740
1873	—	774	—	348	—	771	1.893	1.894
1874	1	473	7	203	7	429	1.106	1.090
1875	1	489	—	1.994	—	10	2.494	2.494
1876	1	495	5	1.224	—	—	1.720	1.720
1877	1	522	6	639	2	304	1.267	1.267
1878	1	432	4	3.087	3	276	3.798	3.798
1879	1	468	4	786	5	1.683	2.939	2.939
1880	1	477	13	4.183	7	2.283	6.942	6.942
1881	1	477	15	7.689	10	5.865	14.031	14.376
1882	3	1.112	10	5.513	10	7.266	13.891	14.740
1883	1	481	4	8.426	14	6.909	15.817	16.146
1884	2	812	6	7.370	11	2.990	11.171	11.302
1885	2	573	10	4.977	12	2.892	8.442	8.773
1886	2	531	17	13.288	16	6.250	20.069	20.886
1887	2	517	19	16.729	14	5.527	22.772	23.550
1888	2	472	22	14.449	21	6.255	21.177	21.493
1889	1	127	28	25.504	24	3.570	29.201	29.710
1890	1	127	24	18.149	26	11.559	29.734	29.734
1891	1	135	21	16.540	30	10.227	26.902	26.902
1892	1	136	18	9.623	28	11.040	20.800	20.800
1893	1	176	20	9.103	33	11.781	21.060	21.795
1894	1	176	20	6.934	37	6.737	13.848	13.848
1895	2	598	33	18.624	55	11.716	30.938	30.938
1896	2	299	35	20.733	64	10.877	31.909	33.883
1897	3	614	34	14.922	73	15.297	30.833	31.634
1898	3	499	34	9.110	93	24.812	34.421	35.868
1899	8	603	37	5.873	109	23.938	30.414	31.527
1900	8	739	33	7.572	127	24.510	32.821	35.057
1901	11	1.638	25	4.259	154	29.608	35.506	
1902	12	1.758	23	6.260	152	24.337	32.355	
1903	13	2.781	43	12.926	157	17.351	33.058	
1904	11	1.350	38	6.116	161	16.098	23.564	
1905	14	2.127	38	12.806	182	20.435	35.368	
1906	16	4.020	48	16.947	197	24.275	45.342	

1. Nombre des affaires.

2. Montant en milliers de marks.

ANNÉES	COMPTE DES VALEURS PROPRES								
	Fonds d'Etats ou de communes obligations de chemins de fer et obligations foncières		Actions de chemins de fer, de banques et d'industrie		Obligations d'entreprises industrielles		Divers	Total du compte des valeurs propres de la centrale	Total du compte des valeurs propres de la centrale et filiales
	1	2	1	2	1	2	2		
1870		—		—		—	—	—	692
1871		—		—		—	—	—	810
1872		—		—		—	—	1,311	3,196
1873		1,086		1,410		—	—	2,499	3,576
1874		2,130		1,086		—	—	3,216	4,873
1875		3,526		3,958		—	—	7,485	10,046
1876		2,527		6,656		—	—	9,183	11,327
1877		1,964		669		—	—	2,635	4,421
1878		3,348		839		—	—	4,188	6,140
1879		2,977		356		—	—	3,335	4,457
1880		4,323		409		—	—	4,734	6,053
1881		13,885		4,064		—	—	17,949	19,187
1882		3,488		5,157		—	—	8,646	9,176
1883		4,791		6,595		—	—	11,386	13,528
1884		8,425		10,343		—	—	18,768	21,357
1885		10,555		8,076		—	—	18,631	21,360
1886		9,682		3,721		—	—	13,403	16,289
1887		3,728		2,979		—	—	6,707	9,352
1888		8,935		1,860		—	—	10,795	13,507
1889		3,876		1,237		—	—	5,113	7,664
1890		6,217		4,144		—	—	10,361	11,474
1891		2,520		4,331		—	—	6,850	7,230
1892		12,205		4,422		—	—	16,627	19,856
1893	41	12,735	42	6,372	4	248	—	19,355	19,826
1894	62	36,742	29	2,126	5	213	—	39,081	40,471
1895	64	35,384	45	11,541	2	225	—	47,150	49,409
1896	54	24,780	43	6,921	3	971	151	32,813	35,340
1897	62	20,983	51	3,691	4	195	44	24,913	29,101
1898	88	22,209	52	4,066	6	53	25	26,354	31,648
1899	90	24,369	54	7,080	6	895	68	32,412	36,991
1900	74	15,625	72	15,627	13	3,018	184	34,454	38,434
1901	138	23,859	82	9,120	36	3,587	115	36,682	
1902	146	31,900	89	8,273	23	941	131	41,246	
1903	161	51,398	87	3,375	21	869	74	55,716	
1904	158	75,537	73	5,913	27	792	52	82,293	
1905	203	55,222	91	4,883	25	1,273	58	61,436	
1906	148	67,215	99	4,311	37	894	1	72,421	

1. Nombre des affaires.

2. Montant en milliers de marks.

Son intervention, commandée comme celle de la Disconto-gesellschaft par le développement économique de l'Allemagne, a revêtu les mêmes modalités : création d'entreprises industrielles ou commerciales, transformations de firmes privées en sociétés par actions, augmentations de capital, possession d'actions.

L'activité de la Deutsche Bank peut donc être envisagée, comme nous avons fait pour la Discontogesellschaft, à deux points de vue principaux : d'abord au point de vue du commerce *régulier*, ensuite au point de vue du commerce *irrégulier* de banque.

Mais avant de passer à l'étude de l'activité de la banque à l'étranger, étude qui doit, seule, nous retenir, il est intéressant de donner le tableau des bénéfices qui résultent du commerce régulier de banque et ceux qui proviennent des participations financières et affaires consortiales ; nous indiquons également les bénéfices *bruts* et les bénéfices *nets* de la banque.

Bénéfices (en millions de marks).

Années	Produits des affaires	Produits des titres et participations	Produits des commandites et des participations de longue durée	Solde du report de l'année précédente	Bénéfice brut	Bénéfice net
1870.	0,3	0,1	—	—	0,4	0,3
1871.	0,9	0,5	—	—	1,4	1,2
1872.	2,0	1,5	0,3	0,1	3,9	3,2
1873.	3,3	0,2	0,5	0,1	4,1	2,9
1874.	4,2	0,5	0,3	0,0	5,0	3,5
1875.	3,8	0,1	0,5	0,0	4,4	2,6
1876.	5,3	0,5	0,4	—	6,2	4,1
1877.	4,7	0,1	0,2	0,1	5,1	3,1
1878.	5,1	0,7	0,2	0,0	6,0	3,4
1879.	5,8	1,8	0,3	0,0	7,9	5,2
1880.	6,6	1,4	0,6	0,0	8,6	6,0
1881.	7,0	1,6	0,5	0,1	9,2	7,5
1882.	6,9	2,1	—	0,1	9,1	6,6

1883.	7,3	1,2	—	0,2	8,7	6,8
1884.	7,9	2,3	—	0,1	10,3	7,4
1885.	7,5	2,7	—	0,1	10,3	7,4
1886.	6,9	3,1	—	0,3	10,3	7,6
1887.	7,4	2,6	—	0,5	10,5	7,5
1888.	8,5	2,6	—	0,4	11,5	8,3
1889.	10,8	3,1	0,4	0,5	14,8	11,2
1890.	11,6	2,9	—	0,5	15,0	11,2
1891.	10,7	2,5	—	0,5	13,7	9,4
1892.	9,3	2,5	0,0	0,4	12,2	8,1
1893.	10,7	0,8	0,3	0,4	12,2	8,1
1894.	10,1	2,9	0,5	0,3	13,8	9,4
1895.	12,6	2,9	0,7	0,4	16,6	11,4
1896.	14,2	3,0	0,8	0,5	18,5	13,3
1897.	15,5	3,9	0,6	0,5	20,5	15,0
1898.	19,3	4,8	3,4	0,5	28,0	19,3
1899.	21,2	3,6	4,7	0,7	30,2	20,3
1900.	22,2	3,2	5,0	0,7	31,1	20,4
1901.	22,2	4,8	4,8	0,8	32,6	20,5
1902.	22,9	5,8	4,8	0,8	34,3	20,6
1903.	26,0	6,9	5,1	0,7	38,7	24,3
1904.	27,4	7,0	5,2	0,8	40,4	24,3
1905.	31,5	8,8	5,3	1,0	46,6	27,3
1906.	35,2	7,8	5,9	1,0	49,9	29,1

Nous avons déjà insisté sur le fait que la Deutsche Bank se donnait pour but, dès le premier jour de son existence, de développer le commerce de banque à l'étranger et surtout le commerce de banque d'outre-mer. Il nous faut voir maintenant de quelle manière la Deutsche Bank s'y prit pour réaliser son programme, c'est-à-dire étudier d'une manière analytique la *marche de l'expansion à l'étranger* de la Deutsche Bank, tout d'abord quant à son commerce régulier de banque.

La banque, bien que vivement critiquée d'avoir conçu un projet aussi hardi, ne s'engageait point dans cette voie à la légère. Elle était la première à voir toutes les difficultés. Mais elle ne restait pas moins fermement décidée à les vaincre. Ainsi, c'est presque avec amertume qu'elle constate, dans le bilan de son premier exercice (1870), qu'elle n'a pu encore prendre

aucune résolution, dans cet ordre d'idées, empêchée qu'elle était par la guerre franco-allemande. Mais dès la paix conclue, la banque prit des dispositions pour venir en aide au commerce extérieur allemand.

Elle pouvait employer plusieurs moyens : ouvrir d'abord des *succursales* puissantes sur les places étrangères importantes ou dans les grands ports maritimes, *commanditer* des établissements de banque à l'étranger, *créer* des établissements de banque qui demeurent sous sa dépendance directe, et posséder par là, en quelque sorte, des filiales, des *Tochtergesellschaften*. Nous connaissons ces différents modes ; la Deutsche Bank les pratique tous. Disons, comme nous l'avons fait remarquer à propos de la Discontogesellschaft, que les banques *indépendantes*, à cause de leur importance particulière, seront étudiées dans une sections spéciale.

A. — Il semblait le plus simple de procéder d'abord par la création de *succursales* qui, par leur situation géographique, et leur organisation, seraient à même de soutenir le commerce à l'étranger.

En partant de cette considération, la Deutsche Bank, vers le milieu de l'année 1871, créa une succursale à *Brême*. L'intervention de cette succursale dans les relations commerciales allemandes avec l'étranger devait consister, surtout, en ouvertures de crédit (1). Cette succursale de la Deutsche Bank donnait dès les 6 premiers mois de son existence des résultats favorables et devait se développer très activement (2).

(1) C'est-à-dire, à faire des avances sur marchandises, escompter les traites. Les avances sur marchandises se faisaient sur connaissements des marchandises expédiées à l'étranger, embarquées, et aussi, sur des marchandises à recevoir de l'étranger, et qui se trouvaient embarquées à destination de Brême ou d'autres ports allemands.

(2) On peut juger du développement de la succursale de la Deutsche Bank à *Brême* si on examine son bilan établi à la fin de l'année 1871. C'est aussi le seul bilan individuel de cette succursale

C'est ce que constate la Deutsche Bank, dans son bilan de 1871, elle dit aussi, à propos de cette constatation, que les bons résultats de la filiale de *Brême* l'ont amenée à décider la création d'une succursale à *Hambourg*. Cet établissement devait poursuivre le même but que celui de *Brême*, et les bilans de la Deutsche Bank relatent de temps en temps le développement favorable de cette succursale. Mais malheureusement, il n'est pas possible de suivre ce développement de la succursale de *Hambourg* et de juger l'importance qu'elle a prise en ces dernières années, car ces bilans de succursale sont englo-

qui soit donné par la Deutsche Bank; à partir de cette date, la Deutsche Bank fait encore dans son rapport annuel pendant assez longtemps, *jusqu'en* 1876, un bilan particulier de ses succursales, mais elle n'établit pas de positions particulières pour chaque succursale. De sorte que l'activité de la succursale de *Brême* ne peut pas être jugée isolément.

*Bilan de la succursale de Brême de la Deutsche Bank
au 31 décembre 1871 en Thalers or.*

ACTIF	
Caisse	134.439,45
Portefeuille	1.335.569,69
Effets propres de la Banque	100.265,06
Coupons	3.213,22
Comptes courants débiteurs	1.362.296,64
Reports	315.433,46
Lombards	649.144,04
Immeubles	25.237,58
Meubles	527,55
Total	<u>3.926125,09</u>
PASSIF	
Avoir de la centrale de la D. B	532.452,57
Dépôts	2.119.374,04
Acceptations.	84.291,05
Compte courant des créditeurs, rapport sur compte des intérêts.	3.794,39
Comptes des gains et pertes.	<u>4.082,39</u>
Total.	<u>3.926.125,09</u>

bés dans le bilan général des succursales de la Deutsche Bank et plus tard dans un bilan général unique. Il y a pourtant un document qui nous permettra de juger avec précision de l'importance des affaires faites par la succursale de Hambourg et de voir dans quelle mesure ces affaires ont augmenté : c'est le *livre d'or* de cette succursale, publié à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de sa création, en 1897. A partir de cette date, les documents nous manquent. Or les chiffres donnés jusqu'en 1897 accusent un développement rapide et constant des affaires (1).

La Deutsche Bank chercha d'abord à être *représentée directement* à l'étranger au moyen de *succursales*. Etant donnée la prépondérance des banques anglaises sur les marchés étrangers ; elle devait surtout tenter de profiter de la prédominance du marché financier de Londres. Aussi voyons-nous, dans l'exposé des rapports de la banque que, dès les premiers jours de son activité, elle envisageait l'éventualité de s'établir à Londres pour donner à sa clientèle, surtout aux importateurs et aux exportateurs allemands, tous les avantages que réunissait ce marché. A ce premier projet, il y avait un obstacle : les personnes morales allemandes n'étaient pas reconnues par la loi anglaise. La banque déplora vivement cette impossibilité et l'intransigeance toute particulière avec laquelle fut appliquée une loi assez élastique. Des puissances étrangères, en effet, comme la Suisse et la France (30 avril 1862) l'ont tournée au moyen de conventions diplomatiques.

Il fallut chercher un autre moyen ; vers le milieu de l'année 1871, une banque allemande la *German Bank of London Limited* fut fondée à Londres ; cette banque fut créée par des personnes en relation avec la Deutsche Bank ; cette dernière en profita pour participer au nouvel établissement. Cette participation de la Deutsche Bank était, en 1871, d'en-

(1) Pour juger du développement de cette succursale et de l'importance de ses affaires, nous en donnons le tableau suivant :

Tableau des affaires totales de la succursale de la Deutsche Bank
à Hambourg.

En millions de marks.

1872-1896.

ANNÉES	Compte-courant	Compte des virements	Avances sur titres	Dépôts	Portefeuille	Coupons	Caisse et compte de la Reichsbank	Effets propres et participations con- sortiales	Acceptations et garanties	Chèques	Divers	Somme totale des affaires	Augmentation des affaires p. 0/0
1872	130	—	1	1	37		49	39	10		1	272	—
1873	172	—	—	2	76		114	5	47		2	421	3,25
1874	138	102	—	1	99		126	—	38		5	513	21,50
1875	161	152	2	—	115		179	—	46		7	667	30,0
1876	166	162	4	1	136		191	1	37		3	705	5,80
1877	173	186	3	1	145		224	1	36		—	775	9,75
1878	187	191	4	1	144	1	209	10	35		—	787	1,55
1879	196	226	4	3	143	2	237	24	36		3	877	11,50
1880	243	312	4	1	168	2	315	40	38		3	1.132	28,90
1881	301	412	4	2	240	5	407	51	35		4	1.466	29,50
1882	303	456	7	2	220	3	466	32	39		3	1.536	4,75
1883	361	507	9	5	258	4	539	27	37	7	9	1.768	15,10
1884	434	607	12	14	340	5	620	43	40	21	7	2.148	21,50
1885	473	598	13	10	325	5	625	56	36	24	3	2.172	1,15
1886	421	618	7	6	275	5	642	60	29	33	1	2.101	3,25
1887	475	702	8	4	320	6	717	74	28	38	1	2.378	13,15
1888	611	863	11	8	387	7	858	118	32	52	2	2.953	24,15
1889	643	1.085	17	10	414	11	1.002	133	30	58	3	3.411	15,50
1890	643	1.133	12	4	449	12	1.066	89	33	59	4	3.499	2,60
1891	666	1.212	13	7	478	11	1.129	65	32	71	8	3.696	5,65
1892	710	1.304	18	9	545	11	1.228	87	31	60	6	4.015	8,60
1893	782	1.355	15	9	605	10	1.258	90	29	69	8	4.235	5,50
1894	754	1.321	18	11	592	11	1.222	97	32	75	11	4.149	2,05
1895	952	1.553	18	10	691	12	1.414	132	30	80	9	4.906	18,25
1896	1.063	1.752	27	17	837	12	1.548	116	32	79	7	5.494	12,0
1872-1896	11.224	16.820	244	152	8.070	145	16.422	1.418	867	730	123	56.223	

viron 1.051.008 thalers ; elle devait monter, par acquisitions successives d'actions, à environ 3 1/2 millions de marks.

Cet établissement devait prendre un rapide développement ; il donnait en 1872, un dividende de 5 0/0 à ses actionnaires, et l'année suivante, de 6 0/0.

Les services que la banque rendait à la Deutsche Bank en lui assurant une relation directe sur le marché financier de Londres et aussi une représentation directe dans cette ville, étaient considérables. Pourtant la direction de la Deutsche Bank attendait plus encore d'un établissement qui lui appartiendrait en propre, et, c'est la cause pour laquelle elle n'abandonna pas son idée première d'établir une succursale à Londres. Cette idée définitivement adoptée le 25 novembre 1872, devait trouver son exécution le 8 mars 1873 ; à cette date, la banque ouvrait à Londres une succursale sous la raison sociale : *Deutsche Bank (Berlin) London Agency*. Mais il fallait mettre cette agence en règle avec la loi anglaise ; aussi, le gouvernement allemand passait une convention diplomatique avec le gouvernement britannique, à la date du 27 mars 1873, par laquelle les deux puissances s'accordent la reconnaissance mutuelle de leurs personnes morales.

La succursale de la Deutsche Bank à Londres devait, l'année même de son établissement, en 1873, déployer une activité satisfaisante ; cette activité profita, en premier lieu, aux succursales de la Deutsche Bank, dans leurs relations commerciales de banque, et leur ouvrit un champ d'action beaucoup plus grand. Le fait est, en particulier, constaté par la banque, en ce qui concerne la succursale de Brême. Malheureusement nous ne pouvons pas juger plus précisément du succès de la succursale de Londres, nous n'avons pas de bilans spéciaux établis par la banque pour chacune de ces agences ; nous devons donc forcément nous en tenir aux généralités.

Mais, même en l'absence de documents qui nous auraient permis l'examen détaillé des affaires de cette succursale, il

nous est permis d'affirmer que son développement donna, à tous les points de vue, satisfaction à la Deutsche Bank. Nous nous basons sur quelques faits bien certains. Nous avons noté d'abord l'affirmation même de la Deutsche Bank, disant que les affaires de ses succursales et de l'établissement central se trouvaient augmentées depuis la création de l'agence de Londres. Il fallait donc que cette agence ait amené à la banque une clientèle et des affaires nouvelles. Nous savons aussi que la Deutsche Bank ne participa à la création de la *German Bank of London*, que pour s'assurer une représentation sur le marché de Londres ; si son agence propre réussissait à s'implanter solidement, le concours de la German Bank devenait inutile. Or, c'est précisément ce que constate le bilan de la Deutsche Bank pour l'année 1879, en disant : « Nos intérêts à la *German Bank of London* ont diminué dans la mesure où notre agence, à Londres, gagnait en renommée et en crédit. Après avoir acquis l'assurance que notre agence est susceptible de satisfaire à toutes les espérances et à tous les besoins, nous avons cru bien faire en vendant les actions de la *German Bank*, qui représentaient notre part dans cette banque », Cette opération causait cependant à la Deutsche Bank une perte d'environ 120.000 marks.

Par la suite, on rencontre fréquemment, dans les bilans de la Deutsche Bank, l'affirmation que les espérances fondées sur la succursale de Londres, s'étaient pleinement réalisées. Des agrandissements ont été nécessaires en 1898 et 1901. Les bilans constatent aussi que la plus grande part du compte des acceptations de la Deutsche Bank revient à l'activité de son agence à Londres, et les tout derniers bilans (1904 et 1905) constatent que les acceptations de la Deutsche Bank sont très recherchées à Londres ; ils disent aussi que la presque *totalité de l'augmentation des acceptations* de la banque, pendant les dernières années, incombe à l'activité de la succursale de Londres.

Au commencement de son activité, la Deutsche Bank fut

fort critiquée de donner une telle importance à son compte d'acceptations, on ne voulait pas voir que cela provenait de la particularité de son commerce de banque, les transactions commerciales d'outre-mer se faisant par des acceptations. Ces critiques devaient diminuer à partir de 1886, la banque constate elle-même que l'opinion publique, plus exactement, les cercles financiers, commençait à se rendre à l'évidence, et savait plutôt gré à la banque de son activité, à ce point de vue. Voici un tableau des acceptations à la Deutsche Bank ; il nous permettra de juger de leur progression. Cela nous édifiera aussi, en partie, sur l'activité de la succursale de Londres, puisque ces augmentations sont, au dire de la banque elle-même, dues pour la plus grande partie, en totalité presque dans les dernières années, à l'activité de cette succursale. Le total des acceptations était :

En 1886.	82.753	milliers de marks
1887.	88.821	—
1888.	93.912	—
1889.	105.801	—
1890.	101.076	—
1891.	85.007	—
1892.	96.093	—
1893.	96.325	—
1894.	93.865	—
1895.	122.496	—
1896.	116.646	—
1897.	130.511	—
1898.	128.340	—
1899.	141.883	—
1900.	141.131	—
1901.	142.420	—
1902.	145.301	—
1903.	179.808	—
1904.	185.083	—
1905.	197.843	—
1906.	226.110	—

On peut encore invoquer (et ceci n'est plus particulier à la

succursale de la Deutsche Bank) la grande concurrence que font les banques allemandes à Londres aux banques anglaises, fait constaté par tous ceux qui se sont occupés de l'étude comparative de ces banques (1). L'agence de la Deutsche Bank à Londres, d'abord fondée dans un but limité, fait aujourd'hui avec succès toutes les opérations de banque.

Nous venons de voir comment la Deutsche Bank, pour réaliser son programme, avait voulu d'abord s'assurer, à elle-même et à sa clientèle, les avantages d'une représentation à Londres ; mais pour développer son commerce de banque à l'étranger, surtout d'outre-mer, il restait encore beaucoup à faire : la banque disait elle même qu'il ne suffisait pas d'ouvrir un crédit au commerçant allemand à Londres, il fallait aussi le mettre en mesure de pouvoir utiliser ces crédits en Allemagne. A cet effet, il fallait introduire la monnaie allemande sur les marchés étrangers d'outre-mer, c'est-à-dire intervenir sur ces marchés comme acheteur des traites tirées sur des places allemandes (2). Il fallait donc s'assurer une représentation directe sur ces marchés d'outre-mer ; aussi la Deutsche Bank décida-t-elle, au mois de décembre 1871, d'établir deux succursales, en Extrême-Orient, à *Chang-Haï* et à *Yokohama*. Elle estimait que les relations commerciales avec l'Extrême-Orient, lui ouvriraient là un vaste champ d'action et que, de cette façon, son cercle d'activité s'élargirait, sans qu'elle cessât de servir les intérêts commerciaux allemands, en général.

Pour l'établissement de ces deux succursales, la Deutsche Bank allait profiter d'une circonstance accidentelle qui devait du coup lui procurer un personnel expérimenté. En effet, le Comptoir d'Escompte de Paris, qui poursuivait un programme analogue à celui de la Deutsche Bank, avait congédié au lendemain de la guerre, tous ses employés allemands : la Deutsche Bank engagea ces employés.

(1) Jaffé, *op. cit.*, et Weber, *op. cit.*.

(2) Bilan 1871.

Cette décision de la Deutsche Bank de s'établir en Extrême-Orient fut exécutée dès le commencement de l'année 1872. Mais bien que la banque s'occupât activement de leur organisation, les filiales de Yokohama et de Chang-Haï ne purent entrer en activité avant le mois de mai de la même année : cette organisation rencontrait, en effet, des difficultés matérielles d'exécution : le transfert du capital roulant surtout, demandait du temps à cause de la grande distance. Cette première tentative de la Deutsche Bank devait donner dès la première année des résultats satisfaisants ; les affaires d'outre-mer surtout celles avec l'Extrême-Orient, celles des filiales de la banque de Hambourg et de Brême augmentent notablement. Mais en 1873, la banque subit des pertes sensibles du fait de ces deux succursales d'outre-mer. Ce brusque changement provenait de circonstances qui, bien qu'on eût pu peut-être les prévoir, avaient surpris la banque et ses succursales, c'est-à-dire la forte dépréciation de l'argent et la grande baisse du change qui en résulta. Par suite, la banque perdit des sommes importantes sur ses acceptations et sur son capital de roulement employé en Orient.

D'autres faits devaient également nuire au développement de ces deux succursales. A la même époque, se produit une très forte crise de surspéculation (*Überspekulation*) sur les deux articles principaux du commerce de ces pays, c'est-à-dire le thé et la soie. Mais le plus grave malaise était provoqué par le fait que la force de consommation de la Chine, et surtout celle du Japon, avaient été estimées trop haut par les fabricants européens, et surtout par les maisons de commerce européennes d'importation, établies dans ces pays. Il y eut mévente, et les marchandises en route pour l'Extrême-Orient, ne pouvant plus être contremandées, le trop plein pesa sur les marchés de la Chine et du Japon. Les produits européens devaient pourtant à tout prix être écoulés ; on se trouvait donc en présence d'une crise qui présentait des analogies avec les crises de surproduction, crise provoquée par une

exportation disproportionnée avec la *demande réelle*. Cette crise s'ajoutant à la baisse du cours du change, devait provoquer un écart considérable dans les prix des marchandises importées : aussi, un grand nombre de maisons d'importation durent liquider.

La Deutsche Bank, de ce fait (par ses succursales à Yokohama et à Chang-Haï), subit des pertes considérables : en 1873, 165.810 thalers (1). En effet, la banque ne put pas effectuer la réalisation effective de ses traites et, par suite de la baisse accentuée des prix des marchandises, les garanties qui accompagnaient ces traites, telles que les connaissements et documents de navigation (*Verschiffungsdocumente*) ne représentaient plus, à beaucoup près, la même valeur, en sorte que leur réalisation ne suffisait pas à dédommager la banque des avances qu'elle avait consenties.

Ces conditions critiques ne s'étaient pas améliorées en 1874. Bien plus, un autre fait, particulièrement grave pour le commerce allemand en Extrême-Orient, venait contribuer à compromettre l'activité des succursales de la Deutsche Bank ; la concurrence anglaise se révélait de jour en jour plus âpre, le nombre des maisons de commerce allemandes qui présentaient des garanties suffisantes, diminuait en Chine, et par là même, les premiers éléments de l'activité des succursales de la Deutsche Bank. Dans ces conditions, il s'agissait de prendre rapidement une décision pour ne pas encourir de pertes encore plus graves ; la banque « pesa les chances » de ses succursales (2) et cet examen ne lui permit pas d'espérer une prochaine amélioration des affaires en Extrême Orient.

A vrai dire, cette situation, défavorable pour une banque allemande, l'était également pour les autres banques d'Extrême-Orient ; la Deutsche Bank constate, notamment,

(1) Bilan 1873.

(2) Bilan 1874.

qu'elles avaient toutes subi des pertes notables, à cette époque. Se basant sur ces faits, la banque décida de supprimer les deux succursales de Yokohama et de Chang-Hai : leur fermeture s'effectua en 1875. La situation en Extrême-Orient devait s'améliorer plus tard ; mais, sans cette décision, la Deutsche Bank aurait supporté longtemps encore des pertes importantes. Nous verrons, par la suite, que la banque allemande chercha de nouveau une représentation directe dans ces pays, mais nous savons déjà que cette fois l'initiative ne devait pas venir de la Deutsche Bank. Les succursales de Yokohama et de Chang-Hai furent les dernières que la Deutsche Bank créa à l'étranger. A partir de cette époque, en effet, elle préfère commanditer les établissements de banque à l'étranger, en créer ou participer à leur création.

B. — Une des plus anciennes *commandites* de la Deutsche Bank fut, si l'on excepte celle de la *German Bank of London*, la commandite dans la maison de banque *Knoblauch et Lichtenstein* à New-York. La banque désirait une représentation dans l'Amérique du Nord, pour deux raisons : d'abord à cause des relations commerciales déjà fréquentes à cette époque avec les pays de l'Amérique du Nord ; en second lieu, à cause des relations très suivies qu'entretenait l'Amérique du Nord avec les pays d'Extrême Orient. A cet effet, la Deutsche Bank entra en relation avec plusieurs maisons de New York, elle choisit la maison *Knoblauch et Lichtenstein* qu'elle commandita à partir du 15 octobre 1872, pour une somme de 500.000 dollars currency. La banque espérait, nous dit-elle, tirer avantage de cette commandite : d'abord parce que cette « firme » était déjà connue à New-York et y possédait un cercle étendu de clients ; en second lieu, parce qu'elle entretenait des relations avec des pays de productions très différentes, et avec lesquels les échanges pourraient se faire d'une manière satisfaisante (1). Dès le premier exercice de cette commandite de

(1) Bilan 1872.

New-York (en 1873), la banque obtint des résultats satisfaisants, bien que l'année ne fut, à aucun point de vue, favorable et qu'une crise financière sévit à cette époque en Amérique. Le même succès devait également être constaté par les bilans suivants, mais malheureusement cette commandite allait se trouver diminuée par un fait accidentel, par une perte survenue de façon brusque et imprévue : la maison Knoblauch et Lichtenstein fut éprouvée, en 1877, par la faillite de plusieurs grandes maisons d'exportation de New-York, surtout par la faillite de *Poppenhuse*, faillites provoquées par une baisse très rapide et considérable dans les prix du pétrole. La Deutsche Bank en subit le contre-coup, elle passa cette année un nouvel accord et ne commandita plus la maison Knoblauch que pour 400.000 dollars. En 1888, la maison Knoblauch et Lichtenstein subit encore de nouvelles pertes et dut liquider. La Deutsche Bank perdit de ce fait plus d'un demi-million de marks (1).

De très bonne heure, la Deutsche Bank se préoccupa de nouer des relations sur le marché financier *français* ; à partir du 1^{er} janvier 1873, elle commandita la « firme » parisienne *Weisweiler et Goldschmidt*. Cette commandite donna des résultats satisfaisants et fut d'un précieux concours à la Deutsche Bank, pour le développement de son commerce régulier de banque. Pourtant elle ne fut pas de longue durée ; la banque ne nous renseigne pas sur les causes y qui mirent fin ; le bilan pour l'année 1877 constate simplement que la maison Weisweiler et Goldschmidt a remboursé à la date du 1^{er} octobre sa part de commandite à la Deutsche Bank.

Cette même année, 1877, la banque commandite une ins-

(1) C'est à cette date aussi (15 octobre 1882) que la commandite de la Deutsche Bank prit fin et non en 1885 comme l'indique Rosendorff (Voir *Zur neuesten Entwicklung des deutschen Auslandsbankwesens*, dans les *Schmoller's Jahrbücher*, année XXX, 1906, p. 603 et *Les banques allemandes à l'étranger*, dans la *Revue économique internationale*, octobre 1906).

titution de crédit à *Vienne* ; la maison *Güterbock Horwitz et C^o* pour 1.290.000 marks. Cette commandite prit fin au 31 décembre 1882, elle ne fut pas renouvelée et la *Deutsche Bank* fut intégralement remboursée.

En somme, la *Deutsche Bank*, fut assez peu heureuse dans ses commandites. Sans doute cet insuccès ne lui est pas directement imputable, et quand elle enregistre des pertes, ces pertes proviennent de circonstances imprévues. Aussi, depuis 1882, date à laquelle cesse la commandite de la firme *Knoblauch et Lichtenstein* de New-York, un temps assez long se passe sans que la banque s'engage de nouveau dans cette voie. On pouvait même se demander si elle ne renonçait point entièrement à cette façon de procéder. Mais, en 1894, elle commandite la maison de banque *Rosenfeld et C^o* à *Vienne* et cette commandite donna de bons résultats ; les bilans le constatent à plusieurs reprises ; elle subsista jusqu'à nos jours. En 1894, la *Deutsche Bank*, d'une manière encore plus évidente, montra qu'elle n'avait pas renoncé au système de la commandite. Elle avait fondé, vers 1889, une banque allemande à Madrid ; *Banco Hispano Aleman*, qui avait pour but principal de favoriser les relations commerciales et financières entre l'Espagne et l'Allemagne. Cette banque se développa d'une manière satisfaisante, mais elle ne subsista pas définitivement sous cette forme : en 1894, la *Deutsche Bank*, intervint de nouveau et transforma cette banque en une société en commandite sous la raison nouvelle de *Guillermo Vogel et C^o* ; la *Deutsche Bank* constate par la suite, que l'activité de cette société lui donne satisfaction et lui permet de rester en rapport étroit avec l'Espagne. Le développement de cet établissement de crédit ne fut même pas influencé par la guerre hispano-américaine, la *Deutsche Bank* constate (1) que pendant ce temps, elle n'eut que des bons résultats à enregistrer. Notons aussi que la *Deutsche Bank* fit, vers cette

(1) Bilan 1898.

époque, pour le compte de l'Espagne, une opération financière, assez particulière : en avril 1899, elle se chargea d'accord avec la banque d'Espagne de transférer en Europe, la somme de 20 millions de dollars dus par les Etats-Unis d'Amérique au gouvernement espagnol, en vertu des conditions du traité de paix passé entre les deux puissances (1).

La Deutsche Bank renoua aussi les relations directes avec les Etats-Unis en entrant en communauté d'intérêts avec la maison *Speyer et C^o* à New-York. Le concours de cette banque fut très précieux pour la Deutsche Bank, à plusieurs reprises, notamment en 1898, lors de la régularisation du payement de la dette du chemin de fer Central Pacific.

C. — Il nous reste à examiner les *créations de banques* plus ou moins indépendantes, auxquelles prit part la Deutsche Bank. C'est là un mode d'expansion qu'elle pratiqua dès le début de son activité. Nous savons, en effet, que dès 1871, la banque participa à la fondation de la *German Bank of London* ; nous ne reviendrons pas ici, sur cette participation de la Deutsche Bank, nous l'avons étudiée à propos de l'établissement de sa succursale à Londres ; elle nous apparaissait, en effet, intimement liée à l'histoire de cette succursale.

Peu de temps après la Deutsche Bank participa à une banque d'outre-mer, la *Deutsch-Belgische La Plata Bank*. C'est en 1873, que la Deutsche Bank entra en pourparlers avec les actionnaires de cette Société, elle demandait, en échange, à cette banque, de favoriser ses relations avec les pays de l'Amérique du Sud. L'accord fut conclu au mois de février 1874 ; nous savons que vers cette époque, la *Discontogesellschaft* abandonna précisément sa participation dans la *La Plata Bank* et fut remplacée par la Deutsche Bank. Nous aurons l'occasion d'étudier, en détail, la *Deutsch-Belgische*

(1) Bilan 1899.

La Plata Bank. Disons, seulement, ici, qu'elle dut liquider en 1875.

Il se passa un assez long temps avant que la Deutsche Bank renouvelât cette tentative, impressionnée qu'elle était par les pertes subies dans cette liquidation. Pourtant, ce fut elle qui, plus tard, créa la plus puissante banque allemande d'outre-mer, dont l'influence bienfaisante s'est étendue à presque tous les pays de l'Amérique du Sud. La Deutsche Bank avait d'abord songé à créer une *banque générale d'outre-mer*, mais elle abandonna ce projet, et se décida à établir des banques individuelles destinées à étendre leur activité à des pays déterminés (1).

C'est en exécution de ces projets que fut créée *uniquement* par la Deutsche Bank, la *Deutsche Uebersee Bank*, qui devint, en 1890, la *Deutsche Ueberseeische Bank*. Dans notre deuxième partie, nous examinerons longuement cet établissement l'une des plus importantes créations de banque à l'étranger. Disons seulement ici que cet établissement de crédit donna les meilleurs résultats ; non seulement en lui-même (c'est un point que nous examinerons ailleurs), mais il favorisa étrangement les relations d'outre-mer et l'activité générale à l'étranger de la Deutsche Bank. La Deutsche Bank, grâce à lui, entretient des relations directes avec toute l'Amérique du Sud ; sa position sur ces marchés américains est actuellement très forte malgré la concurrence des banques étrangères, notamment des banques anglaises.

Aujourd'hui encore, la Deutsche Ueberseeische Bank est la plus importante participation de la Deutsche Bank à l'étranger ; mais, en dehors de cette banque, elle participa encore à d'autres instituts de crédit, aussi bien qu'à des fondations de banques. Nous trouvons d'abord en 1889 la fondation de la *Banco Hispano Aleman* ; nous ne faisons que la rappeler ici, car elle ne devait pas, comme nous savons, subsister sous cette forme.

(1) Bilan, 1886.

La même année 1889, la Deutsche Bank fut de nouveau représentée en Extrême-Orient. Seulement cette représentation ne fut plus une représentation *directe*, comme autrefois ; il semble bien qu'à la suite de son essai malheureux avec les succursales de Yokohama et de Chang-Hai, la Deutsche Bank ait définitivement abandonné cette idée. Cette fois, sa représentation fut indirecte, en ce sens, qu'elle se borna à participer au syndicat des banques allemandes, pour les affaires d'Asie, syndicat qui créa la *Deutsch-Asiatische Bank*. La participation de la Deutsche Bank à cet établissement de crédit est restée durable.

La Deutsche Bank participa, en 1899, à un autre syndicat de banques allemandes qui avait pour but la fondation de la *Banca commerciale Italiana*. Vers la même année 1899, la banque tourna de nouveau son effort vers la fondation des banques d'outre-mer ; c'est ainsi qu'elle participa avec quelques commerçants et des banques américaines à la *Banca Central Mexicano*, au Mexique. Tout dernièrement encore, en 1906, la succursale de la *Deutsche Ueberseeische Bank*, au Mexique, a été, à cette date, transformé en banque indépendante, surtout avec l'aide de la Deutsche Bank.

La Deutsche Bank voulut, dernièrement, étendre son commerce de banque, déjà très actif dans les pays de l'Amérique du Sud, aux pays de l'Amérique centrale. Elle était guidée, dans cette voie, par les mêmes raisons qui la firent s'établir dans l'Amérique du Sud. En effet, les relations commerciales allemandes, avec ces pays de l'Amérique du Centre, sont très régulières et les intérêts allemands n'y sont pas à négliger. Aussi la Deutsche Bank se décida à créer, vers l'année 1905, une banque allemande qui avait pour but spécial d'étendre son activité à ces pays, et d'y faire directement le commerce de banque, au moyen de succursales. Elle fonda au mois de décembre 1905, avec le concours de quelques personnes avec lesquelles elle était en relations commerciales, notamment avec la Deutsche Ueberseeische Bank et la maison de banque

Lazard Speyer Ellissen, à Francfort, la *Zentralamerika-Bank*, qui avait pour tâche immédiate de créer une succursale au Guatemala ; la Deutsche Bank avait déjà pris position ferme dans ce pays en participant cette même année à la construction d'une ligne de chemin de fer (1). La banque fut créée au capital nominal de 10.000.000 de marks, dont un quart versé. Elle devait être, dans la pensée de ses fondateurs, un très important établissement de crédit, tant par son programme que par son capital. Mais, par la suite, l'expérience révéla que la réalisation du programme de la Zentralamerika Bank se heurtait à trop de difficultés, et la Deutsche Bank abandonna momentanément l'idée d'un établissement dans l'Amérique centrale. En effet, au moment même où la Zentralamerika Bank préparait l'établissement de ces succursales au Guatemala et à San Salvador, la mission de la Deutsche Bank chargée de sonder le terrain, déclarait que la vie économique et politique de ces pays n'était pas suffisamment stable.

On transforma donc la Zentralamerika Bank (2) en une nouvelle société par actions, la « *Aktiengesellschaft für Ueberseeische Bauunternehmungen*. Elle devait avoir pour but, comme l'indique son nom, la préparation et l'exécution d'entreprises diverses telles que construction de chemins de fer, de voies de communication, établissements industriels, etc., tout cela, de préférence dans les pays d'outre-mer. Il est expressément stipulé que cette société doit s'occuper, non seulement de ces entreprises, mais aussi des questions financières qu'elles soulèvent (*Finanzierung*). Il semble donc bien que les opérations de banques ne sont pas entièrement éliminées de son programme. Il n'y a donc rien d'impossible à ce qu'elle reprenne son but primitif, dès que les obstacles qui l'ont empêchée la première fois de réussir, auront disparu (3).

(1) Bilan 1905.

(2) Bilan 1906.

(3) Notons ici encore deux manifestations particulières de l'activité de la Deutsche Bank, qui n'ont point pour but immédiat l'extension

Ayant ainsi examiné l'expansion de la Deutsche Bank à l'étranger, au point de vue du commerce de banque régulier, quelle conclusion pouvons-nous dégager de cette étude ? Suivant en cela son programme, la Deutsche Bank est entrée dans la voie de l'expansion dès le commencement de son activité. Elle a rencontré les difficultés inhérentes à toutes les tentatives d'expansion de banque. Nous savons qu'elle fut accueillie avec une défiance générale et qu'elle eut des déboires et des pertes à enregistrer. Cependant elle a persisté dans cette voie, se rendant compte de la nécessité de son intervention, et se disant avec raison que si elle réussissait à se créer des relations étroites avec l'étranger, elle assurerait sa prédominance sur les autres banques allemandes ; et elle est, en effet, actuellement la banque la plus importante de l'Allemagne.

Nous avons vu que des établissements auxquels elle était intéressée sombrèrent, qu'elle dut cesser ses participations à certains autres, et qu'elle fut même obligée de supprimer deux de ses succursales. Après l'essai de tous les systèmes, comment est-elle représentée aujourd'hui à l'étranger ? A quel moyen recourt-elle de préférence pour entretenir et alimenter son commerce de banque avec l'étranger ?

Ce commerce, la Deutsche Bank le fait en premier lieu par ses succursales de Brême et de Hambourg, qui n'ont pas cessé de prospérer depuis leur création. Sans doute elles ont eu à subir des pertes accidentelles, mais d'une façon générale, on constate que la Deutsche Bank n'a eu qu'à se féliciter de l'activité de ces succursales. En plus de celles-ci, nous avons une succursale à l'étranger : celle de Londres.

de son commerce régulier de banque : la participation en 1890 à la *Treuhand Amerika Gesellschaft* (capital 5 millions de marks) qui devient en 1895 la *Treuhand Gesellschaft* (capital 1 million), et sa participation en 1891 à la *Bank für Orientalische Eisenbahnen* (Zurich). Elle contribua également à fonder le *Schweizer Bankverein* et possède des actions de la *Schweizerische Centralbank*.

Nous savons que le commerce des succursales de la Deutsche Bank, à l'intérieur, celui même de la centrale de Berlin est en grande partie alimenté par l'activité de la succursale de Londres.

En second lieu, nous nous trouvons en présence de la très importante représentation indirecte que viennent constituer certains établissements indépendants, en apparence ; pour le commerce d'outre-mer, la Tochtergesellschaft, de la Deutsche Bank : la *Deutsche Ueberseeische Bank* qui lui rend des services inestimables.

En dernier lieu, viennent différentes commandites. Nous savons qu'en matière de commandite, la politique de la Deutsche Bank a varié.

Nous croyons qu'on peut expliquer ce fait, en ce qui concerne du moins les commandites européennes, de la façon suivante : *au commencement*, la Deutsche Bank, établissement d'importance moindre (il suffit de se reporter pour le constater, à la table des augmentations successives de capitaux que nous avons donnée) ne pouvait que difficilement se créer des relations directes et stables avec des instituts puissants. Pour nouer quand même des relations de banque avec les pays européens et obtenir une représentation, la banque devait chercher à commanditer des établissements secondaires mais présentant cependant une solidité suffisante. *Aujourd'hui*, la question est tout autre : la Deutsche Bank a des relations suivies avec la plupart des établissements de crédit européens importants ; ces relations sont nées d'une confiance réciproque. Les commandites de la Deutsche Bank à l'étranger ont donc aujourd'hui une autre signification ; c'est la banque qui fait profiter de son crédit et de ses relations, certains établissements, et qui, en retour, les fait travailler de la façon la plus avantageuse pour elle et pour son propre commerce. Dans ces conditions, la commandite est assez lourde pour l'établissement commandité ; malgré les avantages certains qu'ils peuvent y trouver, c'est peut-être la raison pour laquelle beau-

coup d'établissements préfèrent se passer de cette commandite.

Si nous groupons les institutions qui aident ainsi directement ou indirectement la Deutsche Bank à étendre son activité à l'étranger, nous obtenons le tableau suivant :

Filiales en Allemagne :

A Brême (depuis 1871) :

A Hambourg (depuis 1872).

Filiales à l'étranger :

A Londres (depuis 1872).

A Yokohama, à Chang-Haï (de 1873 à 1875).

Commandites et communautés d'intérêts :

Knoblauch et Lichtenstein, à New-York (de 1872 à 1882).

Weisweiler et Goldschmidt, à Paris (de 1873 à 1887).

Güterbock et Horwitz et C^o, à Vienne (de 1877 à 1883).

Guillermo Vogel et C^o, à Madrid (depuis 1894, ancienne banco Hispano Aleman à Madrid).

Rosenfeld et C^o à Vienne (depuis 1894).

Speyer et C^o à New-York.

Créations de banques et participations :

German Bank of London (de 1871 à 1879).

Deutsch-Belgische La Plata Bank (de 1874 à 1875).

Deutsch-Uebersee Bank, créée en 1886 ; depuis 1890, Deutsche Ueberseeische Bank, 15 succursales, capital 20.000.000 de marks :

1889, Deutsch-Asiatische Bank, à Chang Haï (et 12 filiales en Chine, Japon, Indes et Allemagne) ; capital 7 500.000 taëls.

1895, Bank für elektrische Unternehmungen, à Zurich (capital 33 millions de francs, avec d'autres banques étrangères).

1896, Bank für orientalische Eisenbahnen à Zurich (capital 50 millions de francs, avec d'autres banques étrangères).

1899, Banca commerciale Italiana à Milan (avec succursales, capital 105.000.000 de francs, avec des banques allemandes et étrangères).

1904, Deutsch Ostafrikanische Bank, à Berlin (capital 2.000.000 de marks, avec des banques allemandes et des maisons de commerce, en particulier, la Deutsch-Ostafrikanische Handelsgesellschaft).

1905, Aktiengesellschaft für Ueberseeische Bauunternehmungen auparavant Zentralamerika Bank (capital 10.000.000 de marks avec Speyer Ellissen, à Francfort et la Schweizerische Kreditanstalt).

En dehors de ces participations, la Deutsche Bank a participé également aux émissions d'actions et d'obligations des banques étrangères suivantes :

En 1886 : Actions du Crédit mobilier roumain.

En 1888, 4 0/0 obligations de la banque nationale italienne.

En 1889, Consortium des banques autrichiennes.

En 1893, 4 0/0 obligations du Pester Vaterländische Sparkassenverein.

En 1899 et 1906, Neuer Bankverein (augmentation du capital).

En 1899, Banque d'Outre-mer de Bruxelles.

En 1899, Actions de la Bosnische Landesbank.

Nous avons vu, au cours de cet exposé, comment les différentes participations et établissements de la Deutsche Bank lui permettaient d'étendre son commerce régulier de banque, en général, et spécialement son commerce d'outre-mer. Notons donc ici, avant de terminer cet exposé, que la Deutsche Bank possède à Berlin, dans sa centrale, une division spéciale pour ces sortes d'affaires (*Abtheilung für Ueberseeische und Ausländische Geschäfte*).

II. — *L'expansion de la Deutsche Bank à l'étranger, au point de vue du commerce irrégulier de banque.*

(Participations aux emprunts publics, aux opérations financières, aux entreprises industrielles et commerciales).

Considérée en général comme une institution destinée à pratiquer le commerce régulier de banque (1), il ne s'en suit pas que la Deutsche Bank ait limité son activité à ce mode de commerce ; en effet, si l'on examine les opérations financières de la Deutsche Bank, et si on les compare aux opérations du même genre pratiquées par les autres banques berlinoises, on voit aisément, qu'à ce point de vue également, elle occupe une des premières places. Nous avons déjà donné une évaluation d'ensemble de ces sortes d'opérations, en indiquant

(1) Depitre, *op. cit.*, p. 248 ; Paul Model, *op. cit.*, p. 106.

au tableau des bilans de la banque, la part afférente au chapitre des effets propres et des participations consortiales ; nous allons procéder ici à un examen plus analytique ; nous adopterons la même division que pour la Discontogesellschaft : une première subdivision sera consacrée aux participations, aux emprunts publics des pays étrangers ; une deuxième, aux participations industrielles et commerciales.

A. — Emprunts.

La Deutsche Bank a de bonne heure pris part aux émissions d'emprunts publics, mais c'est, comme elle le dit elle-même, seulement à partir de 1877 qu'elle entre délibérément dans cette voie. C'est aussi à cette date qu'elle intervient pour la première fois sur le marché international, lors de l'émission de la rente or autrichienne de 1877. Le fait est d'autant plus intéressant que la Deutsche Bank y apparaît comme un concurrent du groupe Rothschild tout puissant, alors, dans les finances autrichiennes et, par conséquent aussi, comme un concurrent de la Discontogesellschaft. Elle réussit, d'accord avec quelques autres établissements de crédit, à prendre la seconde émission de cette rente autrichienne et à l'enlever au groupe Rothschild (1). La Deutsche Bank, après ce premier

(1) Voici comment s'exprime le *Frankfurter Actionär* (année 1877, p. 33) à propos de cette opération financière : « La rente or autrichienne a, depuis son émission, considérablement haussé et l'on comprend par là que les émissions successives qui restent à faire pour un montant de 70 à 80 millions, fèrent surgir beaucoup de concurrents. Toutefois, on croyait en général, que le groupe Rothschild, qui avait su placer avec succès les 40 millions de la première émission, s'était assuré les 70 à 80 millions restants, ou du moins qu'il s'était réservé une part fixe. Mais il n'en était rien, et comme le ministre des finances avait les mains libres, il confia, le 17 janvier, le soin de l'émission au groupe du *Bankverein*. La banque de Paris avec le Wiener Bankverein, la Anglobank, la Oesterreichische Bodenkreditanstalt, la Deutsche Bank de Berlin, la Württembergische Vereinsbank et la Deutsche Vereinsbank de Francfort, ont pris ferme, 40 millions de cette émission, au cours de 57 1/2 (71 en papier-monnaie). Pour le reste, 30 millions, ces banques se sont réservé le droit d'option. Le

succès, continua de participer directement aux finances publiques de l'Autriche et resta toujours en rapport avec les banques autrichiennes, en particulier avec la *Oesterreichische Bodenkreditanstalt*, relation qui devait lui être extrêmement profitable.

Mais, vers 1886, une modification intervint dans la formation des groupes de banques : le fait le plus remarquable à citer est celui de l'adhésion au groupe Rothschild de la *Oesterreichische Bodenkreditanstalt*. Comme le constate le Frankfurter Actionär (1), cette opération fut extrêmement favorable pour la banque autrichienne débarrassée de cette façon d'une concurrence redoutable, mais par contre « elle fut défavorable à une importante banque allemande ». Il est facile de se rendre compte que ce journal financier faisait par là allusion à la Deutsche Bank. Cette séparation de la Bodenkreditanstalt et de la Deutsche Bank, qui avaient été unies 10 ans et avaient obtenu ensemble des résultats heureux, était provoquée par les liens nouveaux contractés par la Deutsche Bank avec la *Länderbank* de Vienne, établissement que la Bodenkreditanstalt ne se souciait guère de voir adhérer à son groupe. Les relations de la Deutsche Bank et la Länderbank, bien qu'intimes, ne procédaient pas d'une entente établie à l'avance ; elles furent plutôt le résultat d'une tentative de spéculation faite en commun sur des actions de banque (2),

groupe Rothschild s'était opposé à une négociation ferme de l'emprunt, tandis que les concurrents, poussés par le désir de s'emparer de l'opération, donnaient satisfaction au ministre des finances et trouvaient moyen de lui donner toute garantie, bien qu'il y eût maintes difficultés pour réussir l'émission, et que la situation politique ne présentât pas une stabilité suffisante. » Le même journal constate (année 1877, p. 215) que ce consortium réussit à réaliser, bien vite, les 40 millions et qu'il faisait déjà emploi de son droit d'option pour le placement du reste des 30 millions à la date du 31 mars de cette même année.

(1) Année 1886, p. 876.

(2) Nous faisons ici allusion à la *Wiener Bankoperation*. C'est sous

spéculation qui ne réussit d'ailleurs pas ; quoiqu'il en soit, il est certain que pour ses opérations financières en Autriche, la Deutsche Bank perdait à changer d'alliée. D'abord, la Länderbank n'avait pas la même situation que la Bodenkreditanstalt, en second lieu, elle n'offrait même pas à la Deutsche Bank, la possibilité de participer à toutes les opérations financières concernant les finances publiques des pays étrangers où elle était intéressée ; la Deutsche Bank ne devait pas participer aux plus lucratives de ces opérations. Ainsi, par exemple, la Länderbank intervint seule dans les finances Serbes ; une seule banque allemande y participa avec elle : la Berliner Handelsgesellschaft qui occupe une situation prépondérante parmi les banques allemandes, sur le marché de ce pays. Tandis que, à propos des affaires financières de l'Autriche, la Deutsche Bank et la Discontogesellschaft se faisaient une vive concurrence, se trouvant faire partie de syndicats de banques différents, elles intervenaient ailleurs de concert.

Tout d'abord en Extrême-Orient, ces deux banques, en effet, faisaient partie du syndicat constitué exclusivement pour les affaires d'Asie. En Italie, également, les deux banques mar-

ce nom qu'elle est traitée par les journaux financiers de cette époque ; c'est à eux qu'il faut se reporter : comme elle ne fut pas, en effet, précisément heureuse pour la Deutsche Bank, les bilans de cet institut se gardent d'en parler. Voici en quoi cette opération consistait : la Länderbank, pour pouvoir faire plus efficacement la concurrence au Wiener Bankverein, projetait d'absorber l'Union Bank et l'Anglo-Deutsche Bank ; elle cherchait à créer, à cet effet, un consortium de banques allemandes parmi lesquelles se trouvaient en tête la Deutsche Bank et la Dresdner Bank, la Deutsche Vereinsbank et la Württembergische Vereinsbank. Ce syndicat devait avoir pour but l'achat de actions autrichiennes destinées à être absorbées. Mais, une crise politique éclata à ce moment, et une baisse énorme des actions achetées suivit ; de sorte que les banques eurent à supporter des pertes très graves. Quand la hausse succéda, le reste des actions achetées fut vendu, et le projet d'absorption conçu par la Länderbank fut abandonné.

chèrent d'accord, à partir de 1885, date de la formation d'un consortium des banques allemandes, pour participer aux emprunts des chemins de fer italiens. A partir de cette époque, presque toutes les opérations financières de l'Italie dans lesquelles le capital allemand fut engagé, ont été conclues par des syndicats auxquels participent la Deutsche Bank et la Discontogesellschaft.

La Deutsche Bank s'intéressa aussi aux affaires financières et au crédit public des Républiques de l'Amérique du Sud. Tout en participant aux emprunts publics de ces États, elle apporta dans des cas particuliers, son aide aux différents gouvernements de ces pays, en leur consentant des avances. Ainsi, par exemple, en 1905, elle accorde des avances pécuniaires à l'Argentine, au Pérou et au Guatemala. Quelques-unes de ces opérations financières devaient aussi se faire en commun avec la Discontogesellschaft, la première opération financière que fit la Deutsche Bank avec le gouvernement argentin fut la participation en 1886, à l'emprunt argentin de 5 0/0 ; à partir de cette date, elle participa à la plupart des *emprunts* de ce pays.

Nous voyons enfin la Deutsche Bank intervenir dans des pays auxquels ne s'intéressa pas la Discontogesellschaft. Parmi ces pays, citons, en premier lieu, la *Turquie*. Nous verrons, par la suite, que c'est sur le territoire turc que se trouvent les entreprises industrielles les plus importantes de la Deutsche Bank. Et de ce côté, l'influence directe de la Deutsche Bank est évidente ; elle était amenée par là à exercer également une influence sur les finances publiques de ce pays : il fallait, en effet, pouvoir exercer une pression, le cas échéant, pour obtenir les concessions nécessaires à la création et à l'exploitation des entreprises industrielles.

C'est vers 1888, que la Deutsche Bank participa, pour la première fois, à un emprunt turc : ce fut l'emprunt de 5 0/0, de cette année, négocié par la Banque de commerce et quelques autres banques. A partir de cette date, la banque intéressée à presque toutes les affaires concernant les finances publiques de la Turquie.

Il convient aussi de citer un autre pays où l'influence de la Deutsche Bank est considérable : c'est la *Bulgarie* ; la banque entra en relations financières directes avec elle en 1891, en négociant un emprunt de 6 0/0 qui avait comme garantie hypothécaire, les chemins de fer de l'État bulgare ; à partir de cette date, la banque participa encore à deux reprises, à des transactions financières importantes.

Nous donnons ici le tableau des participations de la Deutsche Bank, depuis son origine jusqu'à nos jours (1906) aux emprunts publics des pays étrangers (et villes étrangères) :

Autriche :

En 1877	participation à l'émission de la rente d'État (or)	6 0/0
En 1879	»	» — (papier) 4 1/2 0/0.
En 1881	»	» des obligations foncières 4 1/2 0/0
En 1881	»	» de la rente d'État (papier) 5 0/0.
En 1881	»	» des obligations foncières 3 0/0.
En 1890	»	» des obligations foncières du Galizischer Propinations fonds.
En 1891	»	» des obligations foncières (conversion).
En 1897	»	» de l'emprunt de la Bosnie 4 0/0.
En 1898	»	» de l'emprunt de la ville de Vienne 4 0/0.
En 1903	»	» de l'emprunt d'État 4 1/5 0/0 (conversion).
En 1904	»	» de l'emprunt d'État (en couronnes) 4 0/0.

Italie :

En 1883	participation à l'émission de l'emprunt de la ville de Rome.	
En 1886	»	» de l'emprunt de la ville de Rome 2 ^e et 3 ^e série.
En 1887	»	» l'emprunt de la ville de Rome. 4 ^e série.
En 1889	»	» l'emprunt de la ville de Rome 6 ^e série.
En 1891	»	» l'emprunt de la ville de Rome 7 ^e et 8 ^e série.

396 DEUXIÈME PARTIE. — SECTION I. — CHAPITRE II

En 1890	participation à l'émission de la rente italienne de 5 0/0.
En 1892	» » »
En 1906	» » l'emprunt d'État 5 0/0.

Turquie :

En 1889	participation à l'émission de l'emprunt turc de 5 0/0 (qui était administré par l'administration de la dette publique ottomane).
En 1894	» » de l'emprunt de 4 0/0.
En 1902	» » des obligations de douanes turques 4 0/0.
En 1903	» » de l'emprunt de l'administration turque.
En 1904	» » de l'emprunt turc unifié 4 0/0.
En 1905	» » de l'emprunt d'État 4 0/0.
En 1906	» » de l'emprunt de priorité 4 0/0.

Suède et Norvège :

En 1877	participation à l'émission de l'emprunt d'État de Suède.
En 1877	» » des obligations de la ville de Stockholm 4 1/2 0/0.
En 1885	» » de l'emprunt d'État de Norvège.
En 1889	» » de l'emprunt d'État de Suède. 3 1/2 0/0.
En 1900	» » de l'emprunt de la ville de Christiania 4 0/0.

Argentine :

En 1889	participation à l'émission de l'emprunt d'État (or) 4 1/2 0/0
En 1889	» » de l'emprunt de la ville de Buenos-Ayres 4 1/2 0/0.
En 1905	» » de l'emprunt d'État 6 0/0 (conversion).

Roumanie :

En 1890	participation à l'émission de l'emprunt d'État (or) 4 0/0.
En 1895	» » de l'emprunt de la ville de Bucarest 4 1/2 0/0.

Bulgarie :

- En 1891 participation à l'émission de l'emprunt d'État de 6 0/0
(ayant pour garantie l'hypothèque des chemins de fer).
- En 1900 » aux bons du Trésor bulgare 6 0/0.
- En 1904 » à l'émission de l'emprunt d'État 6 0/0.

Suisse :

- En 1891 participation à l'émission de l'emprunt de la ville de Zurich 3 1/2 0/0.
- En 1894 » à l'emprunt de la Schweizerische Eidgenossenschaft 3 1/2 0/0.

Danemark :

- En 1897 participation à l'émission de l'emprunt d'État de 3 0/0
(conversion).
- En 1900 » » de l'emprunt d'État de 3 1/2 0/0.

Finlande :

- En 1898 participation à l'émission de l'emprunt d'État 3 0/0.
- En 1901 » » de l'emprunt d'État 3 1/2 0/0.
- En 1903 » » de l'emprunt d'État 3 1/2 0/0.

Mexique :

- En 1903 participation aux bons du Trésor mexicain 4 1/2 0/0.
- En 1904 » »
- En 1904 » à l'émission de l'emprunt d'État 4 0/0.

Chine :

- En 1897 participation à l'émission de l'emprunt d'État chinois 5 0/0
- En 1898 » » de l'emprunt d'État chinois (02)
4 1/2 0/0.
- En 1905 » » de l'emprunt d'État chinois de
5 0/0.

Japon :

- En 1905 participation à l'émission de l'emprunt d'État 4 1/2 0/0
2^e série.
- En 1905 » » de l'emprunt d'État 4 0/0.

Pays divers :

En 1877 participation à l'emprunt d'État Russe.

En 1877 participation à l'émission de l'emprunt de la ville d'Ostende.

En 1895 participation à l'émission de l'emprunt d'État des États-Unis 4 0/0.

En 1901 » » de l'emprunt de la ville de Malmö.

En 1904 » » de l'emprunt de Cuba 5 0/0.

En 1906 » » de l'emprunt d'État du Chili
4 1/2 0/0.

En 1906 » » de l'emprunt d'État du Pérou
6 0/0.

B. — Participations industrielles et commerciales.**I. — Voies de communication.**

a) *Chemins de fer.* — La Deutsche Bank fut de bonne heure intéressée aux chemins de fer étrangers par des possessions d'actions et d'obligations, c'était pour elle un simple mode de placements de capitaux. Ce qui est beaucoup plus important, c'est le rôle joué par la Deutsche Bank dans la *création* des voies de communication à l'étranger et particulièrement en Orient : c'est ce rôle qu'il nous faut examiner tout d'abord.

Suivant les bilans de la banque, elle s'engage dans cette voie par la création, de concert avec la Dresdner Bank, de la *Société des chemins de fer ottomans d'Anatolie* au capital primitif de 45 millions de francs, porté en 1883 à 60 millions. Cette société procède d'abord au rachat de la ligne Haïdar-Pascha-Ismid, elle obtient ensuite la concession pour la construction de la ligne Ismid-Angora. Aux termes de l'acte de concession (art. 24), le gouvernement turque garantissait une recette brute de 15.000 francs par kilomètre, dès la mise en exploitation, et un intérêt de 4 0/0 pour les capitaux immobilisés dans la construction de la ligne jusqu'à son achève-

ment. Avec l'aide d'un consortium formé par la Deutsche Bank, la société procéda à l'émission de 80 millions de francs d'obligations de 5 0/0. Ce premier tronçon du chemin de fer d'Anatolie fut achevé vers la fin de l'année 1892.

En 1893, la *Société des chemins de fer ottomans d'Anatolie* obtient la concession de la construction de l'embranchement Eski-Chäir-Konia. Les travaux furent confiés à une société allemande constituée dans ce but par la « Internationale Bau-gesellschaft » de Francfort, qui avait déjà construit la première ligne. En même temps, on procède à l'organisation d'agences dans les principales villes que touche le chemin de fer, pour renseigner le monde commercial sur les avantages que donne le transport des marchandises sur ces lignes (1). La nouvelle ligne fut achevée en 1896; la longueur totale des chemins de fer de l'Anatolie, exploités par cette société, est d'environ 1.032 kilomètres.

Nous avons déjà montré comment le chemin de fer d'Anatolie était d'une importance capitale pour le développement économique de l'Asie mineure et l'expansion commerciale allemande dans ce pays (2). Notons seulement que la Société

(1) Bilan 1893.

(2) Sans insister autrement sur le développement propre de ce chemin de fer, nous croyons en donner l'image la plus nette et à la fois la plus authentique en présentant les principaux chapitres des bilans de la Société du chemin de fer ottoman d'Anatolie pour les années 1900-1906 (chiffres donnés en millions de francs).

Situation du chemin de fer d'Anatolie.

Années	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906
Capital	59,80	59,75	59,71	59,65	59,60	59,55	66,99
Dettes d'obligations	160,58	160,44	160,30	160,15	159,99	159,83	159,65
Recettes	7,45	10,01	11,20	8,39	9,13	10,80	9,88
Frais d'exploitation	3,61	3,91	4,17	3,94	4,28	4,48	4,57
Excédent d'exploitation	3,63	4,12	6,31	4,22	4,62	6,09	5,09

du chemin de fer d'Anatolie a apporté un soin tout particulier au développement de l'*agriculture* locale. La construction de ce chemin de fer favorisa également au premier chef les *industries allemandes* : en effet, tous les matériaux de construction ainsi que le matériel de roulement furent fournis — sauf de rares exceptions — par des usines allemandes (1).

Pour assurer un développement favorable au chemin de fer d'Anatolie, la société a procédé en 1901 à la construction du port maritime de Haïdar-Pascha, tête de ligne de la voie. Dans cette intention, elle constitua une société par actions spéciales : la Société du Port de Haïdar-Pascha, au capital de 8.000.000 de francs ; les travaux furent achevés en 1903 et le port ouvert au trafic au mois d'avril de cette même année.

Les efforts de la société devaient tendre à procurer également au chemin de fer d'Anatolie une issue sur le golfe persique. Elle entreprit des négociations avec le gouvernement ottoman en vue d'obtenir la concession du chemin de fer de

Garanties pour Haïdar-Pascha- Angora	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906
	2,72	0,72	0,09	2,11	2,13	1,04	1,17
Garanties pour Eikischehir-Ko- nia	2,09	2,99	2,99	2,99	2,99	2,56	2,99
Bénéfices bruts .	10,46	10,49	10,61	10,81	10,73	11,14	11,26
Bénéfices nets . .	2,27	2,30	2,35	2,46	2,54	2,92	3,05
Réserve	0,10	0,11	0,11	0,12	0,12	0,13	0,13
Dividende	1,86	1,86	1,89	1,89	1,89	1,87	2,11
Dividende 0/0 du capital	5	5	5	5	5	6	6

(1) On peut se rendre compte de l'importance de ces commandes ; jusqu'à 1893, les usines allemandes avaient déjà reçu pour 4 1/2 millions de commandes pour le matériel de roulement. Elles avaient également fourni pour 9 millions de francs environ de matériaux de construction. Et à cette date, la première ligne seulement était construite ; pour la seconde qui nécessitait environ 14 millions de francs de matériaux de construction, des commandes furent également faites aux usines allemandes. *Der deutsche Oekonomist*, année XII, 1894, p. 634.

Bagdad. Ces négociations aboutirent en 1902 ; et en 1903, la *Société Impériale ottomane du chemin de fer de Bagdad* se constituait à Constantinople, au capital de 15.000.000 de francs ; sur ce capital, la Société des chemins de fer d'Anatolie fut obligée, aux termes de la seconde concession de 1903, de souscrire 10 0/0, le gouvernement turc gardant la faculté de souscrire la même somme.

Pour couvrir les dépenses occasionnées par les études préliminaires et par les travaux de construction, la société du chemin de fer de Bagdad disposait du versement de 50 0/0 effectué sur le capital-actions et des produits de l'emprunt d'État ottoman de 40/0, d'un montant de 54.000.000, que le gouvernement impérial a accordé à la société en compensation de la garantie kilométrique stipulée par la convention du 8-12 janvier 1902 (1). En vertu d'un contrat conclu avec un

(1) Cette garantie conventionnelle est mentionnée de la façon suivante dans l'article 35 :

« Le gouvernement impérial garantit au concessionnaire, par kilomètre construit et exploité, une annuité de 12.000 *francs* ainsi qu'une somme forfaitaire de 4.500 *francs* par année et par kilomètre exploité pour frais d'exploitation. »

Si la recette kilométrique brute de la ligne dépasse 4.500 francs, mais sans dépasser 10.000 francs, l'excédent au-delà de 4.500 francs revient entièrement au gouvernement.

Si la recette kilométrique brute dépasse 10.000 francs, la partie jusqu'à 10.000 francs devant toujours être partagée comme il est dit plus haut, 60 0/0 de l'excédent reviennent au gouvernement impérial, et 40 0/0 à la société.

La part des dits excédents revenant au gouvernement, est affectée au paiement de la dite annuité, et le restant versé à l'État par la Société.

Il est bien entendu que si la recette kilométrique brute n'atteint pas 4.500 francs, la somme nécessaire pour parfaire la différence de ce chiffre, sera payée au concessionnaire par le gouvernement, en même temps que l'annuité de 12.000 francs sur les affectations spéciales à déterminer d'un commun accord entre le gouvernement impérial et la société, avant la mise en exécution par le concessionnaire de la présente concession.

Les dites affectations seront encaissées et payées par les soins de l'Administration de la dette publique ottomane.

syndicat dirigé par la *Deutsche Bank*, cette société a vendu ferme un montant nominal de 30.000.000 de francs de cet emprunt payable le 15 février 1904. En outre, elle a accordé au dit syndicat un droit d'option, valable jusqu'au 15 février 1905 pour un montant de 20.000.000 de francs, elle conserva le reste de 4.000.000 dans son portefeuille jusqu'à nouvelle décision. Le dit syndicat financier exerça son droit d'option sur le restant de 20.000.000 de francs en 1904.

La construction de la première section de 200 kilomètres de ce chemin de fer : Konia-Eregli-Bourgourlou, a été confiée, pour un prix fixé à forfait par kilomètre, à une société de construction constituée à Francfort-sur-le-Mein sous la dénomination de « Société pour la construction du chemin de fer Konia-Eregli-Bourgourlou, société à responsabilité limitée ». La construction de travaux se poursuit régulièrement, de sorte que la ligne fut achevée en 1904. L'exploitation de cette ligne fut confiée à la Société du chemin de fer d'Anatolie. La Société du chemin de fer de Bagdad donna en 1905 un dividende de 6 0/0 et en 1906 un dividende de 5 0/0.

Ces deux importantes créations n'épuisent cependant pas la liste des intérêts de la *Deutsche Bank* dans les chemins de fer de la Turquie et de l'Orient. En effet, en 1890, de concert avec le *Wiener Bank-Verein*, elle procéda à l'achat des actions de la *Betriebsgesellschaft der Orientalischen Bahnen*, appartenant au Baron de Hirsch ; cette société exploitait 1.260 kilomètres de chemins de fer. En 1891, la *Deutsche Bank* participa à la création de la *Bank für Orientalische Eisenbahnen* à Zurich ; c'est à cette banque qu'elle cède sa part des actions de la *Betriebsgesellschaft der Orientalischen Bahnen*.

Egalement vers cette époque — en 1890 — la *Deutsche Bank* obtient du gouvernement ottoman la concession pour la construction du chemin de fer Salonique-Monastir (1), et en 1891,

(1) La concession est donnée pour un délai de 99 ans (art. 2). Le concessionnaire s'engage à commencer à ses frais, risques et périls, les travaux dans un délai de quinze mois à partir de la date de

elle procède à l'organisation de la *Société du chemin de fer ottoman Salonique-Monastir*, au capital de 20 millions de francs. La construction de cette voie ferrée a été tout d'abord assumée par un syndicat à la tête duquel se trouvait la Deutsche Bank et qui fut remplacé par la « Gesellschaft für den Bauder Eisenbahn Salonik-Monastir » avec siège social à Francfort-sur-Mein. Cette dernière société procéda immédiatement à la construction de cette ligne. La société du chemin de fer ottoman Salonique-Monastir disposait, pour réaliser cette construction, tout d'abord des 50 0/0 versés sur son capital-actions ; ensuite, elle procéda à l'émission d'obligations 3 0/0 pour une somme de 60 millions de francs. De cet emprunt, on a offert au public allemand 32 millions de francs, et 28 millions au public français et belge. Cette ligne fut terminée en 1897, sa longueur totale est de 219 kilomètres. Pour la construction, on utilisa 37.500 tonnes de rails et de traverses, presque toutes livrées par des usines allemandes, il en est de même du matériel de roulement (1). L'exploitation de la ligne se poursuit d'une façon satisfaisante (2) et la société donne un dividende de 5 0/0 sur le capital versé des actions de priorité.

Il faut signaler en dernier lieu parmi ces créations de chemins de fer orientaux, la participation de la Deutsche Bank à la création du chemin de fer d'Extrême-Orient de Schantung. La banque participe à la création de cette voie de com-

l'échange de la présente convention et du cahier des charges, et à les terminer, de même dans un délai de trois ans et demi au plus tard à partir de la même date (art. 4). Le gouvernement impérial garantit au concessionnaire un revenu brut annuel de 14.300 francs par kilomètre, construit et exploité ; pour le cas d'insuffisance de ces recettes de l'exploitation, le gouvernement aura à parfaire la somme (art. 29).

(1) En passant en revue les usines qui ont fourni ce matériel, nous n'en trouvons qu'une seule qui ne soit pas allemande, et encore la commande est-elle tout à fait insignifiante. (Bilan de la Société du chemin de fer ottoman Salonique-Monastir pour l'année 1892.)

(2) Pendant la période 1900 jusqu'à 1906. les recettes et dépenses

munication avec la plupart des grandes banques ; aussi l'avons-nous étudiée ailleurs (1). Elle prend de la même façon part à la constitution de la *Deutsch-Chinesische Eisenbahn Gesellschaft*. Elle est également intéressée d'une façon directe aux *chemins de fer coloniaux allemands*, notamment à la *Deutsch-Ostafrikanische Eisenbahn Gesellschaft*.

En dehors de ces entreprises et créations de voies de communication à l'étranger auxquelles la Deutsche Bank fut intéressée d'une façon importante et durable, et qui sont pour la plupart son œuvre, la banque est également intéressée d'une façon passagère à un grand nombre de Compagnies de chemins de fer par des possessions d'actions ou d'obligations. Nous allons donner un aperçu des principales de ces participations en suivant les indications des rapports de la banque et en les classant pays par pays. On se rendra facilement compte de l'importance des participations aux chemins de fer *autrichiens*, *russe*s et aux chemins de fer des *États-Unis*. Ces derniers ont passé par bien des crises, et les valeurs de ces lignes sont restées à plusieurs reprises en souffrance ; des syndicats furent formés pour protéger les porteurs allemands de ces titres ; la Deutsche Bank y prit une part importante :

kilométriques se sont élevées :

Années	Recettes par kilomètre	Dépenses par kilomètre
En 1900.	6.922	3.086 = 44,58 0/0
1901.	7.004	2.887 = 41,0 0/0
1902.	7.248	3.217 = 44,0 0/0
1903.	8.416	3.147 = 37,04 0/0
1904.	9.295	3.308 = 35,06 0/0
1905.	9.449	3.491 = 36,95 0/0
1906.	10.967 *	3.429 = 31,27 0/0

* Plus 1.237 francs provenant du paiement pour les transports militaires effectués en 1904 et 1905.

(1) Voir, *Discontogesellschaft*.

Autriche :

Oesterreichische Nordwestbahn : en 1878 actions de priorité en or.
 » » en 1887 » 4 0/0
 en arg.
 » » en 1903 » 5 0/0
 (conversion).
 Franz Josephbahn : en 1885 actions de priorité (conversion).
 Vorarlberg-Bahn : en 1885. » »
 Niederoesterreichische Landes Eisenbahnanleihe 4 0/0 en 1907.

Russie :

Chemin de fer Iwangorod-Dombrovo : en 1884 actions de priorité.
 » Varsovie-Terespol ; en 1884.
 » Wladikawkas : en 1885 actions de priorité.

Italie :

Chemins de fer méridionaux : en 1886 obligations.
 » » en 1891/1892 obligations 4 0/0 1894,
 1900-1.
 Chemins de fer italiens : en 1889 : 1890 obligations 3 0/0.

Suisse :

Schweizerische Nordostbahn : en 1887 actions de priorité 4 1/2 0/0.
 » » en 1888 — 5 0/0.
 Schweizerische Centralbahn : en 1891 et 1892 obligations 4 0/0.

Chemins de fer américains :

Westhore and Ontario terminal Bons en 1886.
 Northern Pacific Railroad Co : en 1886 I mortgages bons.
 » » en 1888 III — 6 0/0
 » » participation à la réorganisation de
 la compagnie en 1896.
 » » en 1901 bons 4 0/0.
 » » en 1903 actions de priorité 4 0/0.
 Oregon Railway and Navigation Bonds en 1888.
 Central Pacific Railroad Co : en 1890 gold Bonds 5 0/0.
 » » réorganisation de la société en 1899.
 » » en 1903 first mortgage bons 4 0/0.
 » » en 1904 et 1905 refunding Mortgage
 bons 4 0/0.
 Southern Pacific Railway Co : en 1898 I mortgage Bonds 5 0/0.
 » » en 1899 Shares.
 » » en 1899 gold bons 5 0/0.

Southern Pacific Railway C ^o :	en 1904	bonds 4 0/0.
»	»	en 1905 et 1906 first mortgage and refunding Bonds 4 0/0.
Huston and Texas Central Railway C ^o :	en 1892	Bons 5 0/0
Baltimore and Chion Railway C ^o :	en 1899	participation au syndicat de réorganisation.
»	»	en 1904 shares.
»	»	en 1904 notes 4 1/2
»	»	en 1905 shares.
Chicago-Burlington-Quiney Railway C ^o :	en 1902	Joint gold Bonds 4 0/0.
National Railway Company of Mexico :	en 1904	notes 5 0/0.
»	»	en 1907 notes 5 0/0.
Illinois Central Railway :	en 1904	bons 3 0/0 et 3 1/2 0/0.
New-York, New-Haven et Hartford Railway Company :	en 1904	notes 4 0/0.
Missouri Pacific Railway Company :	en 1904	bons 4 0/0.
»	»	en 1906 bons 4 0/0.
Chicago, Rock Island and Pacific Railway Company :	en 1904	first refunding mortgage Bonds 4 0/0.
Guatemala Railway Company :	avance faite à la société	en 1905.

B. — *Voies de navigation.* — La Deutsche Bank participe tout d'abord à l'augmentation du capital par l'émission des actions ou obligations de la plupart des grandes compagnies allemandes de navigation, en particulier au Norddeutscher Lloyd et à la Hamburg Amerika Packetfahrt-Gesellschaft. En second lieu, elle prit une part directe à la création, en 1900, de la Deutsch-Ostafrika Linie.

II. — *Autres entreprises industrielles.*

Le rôle joué par la Deutsche Bank dans l'expansion des *industries électriques* allemandes est des plus importants. Cette intervention est tout d'abord *indirecte* : la Deutsche Bank prête son concours aux grandes entreprises électriques allemandes. En effet, elle fait partie des groupes de banques qui se trouvent liés avec le groupe électrique Siemens und Halske et le groupe Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft ; ses relations

sont surtout étroites avec le premier groupe : un lien de parenté unissant le fondateur de la Deutsche Bank et le fondateur de la maison Siemens und Halske.

L'intervention *directe* de la Deutsche Bank dans l'expansion des industries électriques à l'étranger consiste en ses participations, principalement avec les groupes mentionnés, aux entreprises électriques qui ont leur champ d'action à l'étranger. L'activité de la banque dans cet ordre d'idées, se manifeste déjà nettement en 1895, par sa participation à la création d'une banque précisément destinée à fonder et à soutenir ces entreprises : nous savons en effet que la Deutsche Bank prit une part importante dans la création de la Bank für Elektrische Unternehmungen de Zurich.

En nous rapportant aux bilans de la Deutsche Bank, nous voyons qu'elle a pris part à la création des entreprises électriques suivantes, — ou bien qu'elle y est intéressée par des possessions d'actions.

Compania Vizcaina de Electricidad à Bilbao (création 1896).

Siemens Brothers and Co Limited de Londres (actions en 1899).

Deutsch Ueberseeische Elektrizitätsgesellschaft à Buenos-Ayres (création en 1899).

Bau-und Betriebsgesellschaft für Städtische Strassenbahnen à Vienne (en 1899).

Brasilianische Elektrizitätsgesellschaft à Berlin et Rio de Janeiro (création en 1898 avec Siemens und Halske).

Tramway lanio elektricos à Bahia.

Südhollandische elektrische Eisenbahngesellschaft (en 1899).

Niagara falls Power Company (Bonds and shares en 1899).

Tramway électrique à Valparaiso, société par actions (en 1903).

Société pour lumière électrique à St-Petersbourg de 1886 (actions de priorité en 1904).

Unione Italiana, tramway electrici.

Chilian electric Light et Tramway Co à Santiago.

Compania Barcelonesa de Electricidad (actions en 1903).

Parmi les participations aux industries minières étrangères il faut tout d'abord signaler les intérêts de la Deutsche Bank

dans les mines de l'Afrique du Sud. En 1894, la banque participe à la maison Goerz et C^o de Berlin. Cette participation fut encore augmentée en 1897, à l'occasion de la constitution de cette entreprise sous forme de société par actions suivant les lois de la république sud-africaine. Cette société fait des sondages au Transvaal et dans la Deutsch-Südwestafrika, elle est en outre intéressée à environ 20 sociétés analogues; parmi lesquelles il s'en trouve de très sérieuses; elle a donné en 1902 un dividende de 12 1/2 0/0.

La Deutsche Bank est en outre encore intéressée à la Lancaster West Gold Mining Company, à la Roodepoort central Deep gold Mining Company et à la South West Africa Co Ltd. Par la participation de la banque au syndicat pour les affaires asiatiques, elle se trouve intéressée aux mines de charbon de Schantung.

En 1903, la Deutsche Bank participe aux entreprises de pétrole à l'étranger. Tout d'abord, elle est intéressée aux pétroles de la Galicie par sa participation à la *Petroleum Aktiengesellschaft Schodnica*, une des plus importantes entreprises de Galicie. La même année, la banque prend part à la réorganisation de la *Steuana Romana*, société par actions pour l'exploitation des pétroles roumains. Cette société pétrolifère se développa rapidement; son capital atteignit bientôt 40 millions de francs; en 1906, il a été de nouveau augmenté et se chiffre aujourd'hui par 46 millions; cette dernière augmentation du capital ne fut pas faite uniquement par le groupe de la Deutsche Bank: un groupe français y participa également. L'entreprise a donné en 1905 8 0/0 de dividende, 6 0/0 en 1906 et 8 0/0 en 1907: la production annuelle est de 400.000 tonnes de pétrole environ.

En dehors de la Galicie et de la Roumanie, la Deutsche Bank est encore intéressée aux pétroles de la Russie. En 1904, la *Petroleumprodukte Aktiengesellschaft* recevait la concession pour l'exploitation du pétrole sous forme de Deutsche

anonyme Aktiengesellschaft zur Gewinnung von Naphtaprodukten à Baku. Or la Petroleumproducte-Gesellschaft est une création de la Deutsche Bank ; elle dispose d'un capital action de 3 millions de marks. La Deutsche Bank crée en 1904 également la Deutsche Petroleum Aktiengesellschaft à Berlin, au capital de 20 millions de marks.

Si l'on tient compte du capital investi dans les installations d'exploitation et du capital investi dans les entreprises de la Galicie, Roumanie et Russie, le capital total que le groupe financier *Deutsche Bank* a placé dans l'industrie pétrolifère, peut être évalué à environ 70 millions de francs (1).

(1) *Mouvement économique* du 1^{er} janvier 1907, p. 117.

CHAPITRE III

§ I. — LA BANK FÜR HANDEL UND INDUSTRIE

La Bank für Handel und Industrie fut créée en 1853, à Darmstadt, ville peu importante et peu intéressante au point de vue économique (1) ; les créateurs de la banque ne s'y installèrent que faute d'obtenir du Sénat de Francfort l'autorisation nécessaire de s'établir à Francfort même. La Bank für Handel und Industrie était en effet la première banque de spéculation allemande, la première *Effektenbank* ; la Discontogesellschaft créée antérieurement, n'avait pas encore, en 1853 ce caractère. Aussi fut-elle accueillie avec une grande méfiance. Mais le refus des sénateurs de Francfort n'eut d'autre effet que de satisfaire leur amour-propre ; au point de vue économique, il était absolument indifférent que la banque s'établisse à Francfort même ou à proximité de cette ville : à Darmstadt.

La banque fut créée avec un capital de 25 millions de florins ; *ce capital est actuellement de 154 millions de marks*. Le capital effectif de la banque a subi au cours de son activité les modifications suivantes :

En 1853	6,8 millions de marks	
1855	47	—
1856	43	—
1859	34	—
1860	26	—
1871	43	—
1872	60	—
1899	80	—
1898	105	—
1902	132	—
1904	154	—

(1) Ebrenberg, *Fondspekulation und Gesetzgebung*, p. 100 ; et Paul Model, *op. cit.*, p. 42

Quels furent les résultats économiques de la création de la *Darmstädter Bank* ? Il faut tout d'abord rappeler qu'avant la création de cette banque, il n'existait en Allemagne que des banques d'émission n'ayant pas de relations directes avec la vie économique de l'Allemagne ; il n'y avait donc pas d'organismes d'une activité plus vivante et directement en rapport avec les industries naissantes de l'Allemagne, jouant le rôle d'intermédiaires entre ces industries et les capitaux à l'intérieur du pays et à l'étranger (1). Une seule exception est à signaler, c'est l'existence dans les provinces rhénanes, de quelques établissements de crédit en relations immédiates et directes avec les très nombreuses industries de ces provinces.

La création de la *Bank für Handel und Industrie* devait remédier à cet état de choses : le nom de la banque lui-même était déjà bien significatif, il fut par la suite complètement justifié par l'orientation de l'activité de cette banque. Elle devait en effet en premier lieu donner une aide efficace aux industries allemandes, sous forme de *crédit*. Le bilan de la banque pour l'année 1853 dit expressément : « Donner à l'industrie allemande temporairement les capitaux dont elle peut avoir besoin à un moment donné, faciliter à ces industries les moyens d'agrandir leurs capitaux en les leur avançant à un délai fixe ; mais participer aussi d'une façon durable à ces entreprises industrielles, les créer au besoin et les aider par des conseils de toutes sortes ». Dans le même bilan, la banque se défend contre les tendances à l'agiotage qu'on lui attribuait volontiers : « La banque n'a, en aucune façon, l'intention de favoriser l'agiotage et de conduire les capitaux vers les spéculations improductives de la Bourse. Elle a plutôt pour but d'activer des entreprises importantes et sérieuses en y prenant part elle-même avec ses propres fonds ; elle tâchera aussi dans la mesure de ses propres forces, d'orienter l'esprit d'entreprise et le capital allemand du côté des véritables be-

(1) Bilan 1853 de la *Bank für Handel und Industrie*.

soins du moment, du développement industriel allemand. Ses organes à l'intérieur du pays — *aussi bien qu'à l'étranger* — devront servir d'intermédiaire dans les exportations et les importations, ainsi que dans les mille relations qui existent entre les industries et les marchés financiers ». Enfin, elle doit encore, dans la même mesure, s'occuper des grandes opérations financières des Etats étrangers et procéder aux placements des valeurs publiques de ces Etats.

Pourtant ce programme ne fut pas suivi à la lettre par la Bank für Handel und Industrie. Notamment en ce qui concerne le commerce de spéculation et d'agiotage, la banque n'a pas toujours tenu sa promesse. Elles essaya à plusieurs reprises d'exercer une pression sur la bourse, et de profiter des prix artificiels que les effets atteignaient à la suite de ces opérations. Nous n'avons pas l'intention d'étudier la politique de la Darmstädter Bank à ce point de vue particulier. Bornons-nous à dire que sa situation fut à plusieurs reprises très précaire, spécialement à la suite des pertes qu'elle eut à subir et qui résultaient de la baisse des effets possédés par cette banque. On pourra se rendre compte de l'importance qu'une telle baisse pouvait avoir pour ses affaires si l'on a présent à l'esprit qu'une très grande partie du capital de la banque fut immobilisé, surtout au commencement de son activité, dans différents effets industriels et des fonds d'Etats. Nous donnons, à titre d'exemple, la proportion des effets possédés par la banque en comparaison de son capital pour le délai 1871-1878 ; il ressort nettement de ce tableau que la banque a cherché alors à diminuer le nombre de ses effets.

Années	Effets propres	Capital-actions	Proportion des effets en rapport avec le capital de la banque.
1871.	14.740.000 fl.	25.000.000 fl.	environ 60 0/0
1872.	12.770.000 »	35.000.000 »	» 36 0/0
1873.	15.410.000 »	35.000.000 »	» 43 0/0
1874.	22.800.000 M.	60 000.000 M.	» 30 0/0
1875.	17.330.000 »	60.000.000 »	» 28 0/0
1876.	20.100.000 »	60.000.000 »	» 33 0/0
1877.	15.100.000 »	60.000.000 »	» 25 0/0
1878.	12.500.000 »	60.000.000 »	» 20 0/0

L'activité de la Bank für Handel und Industrie ne fut pas limitée à un commerce irrégulier de banque ; bien au contraire, la banque a pratiqué un commerce de banque régulier très actif et qui a une tendance à s'accroître constamment. C'est ce commerce régulier de banque qui lui a permis d'amortir et de diminuer dans bien des cas les pertes résultant du fait de son commerce irrégulier de banque. Nous donnons un tableau des bénéfices de la Bank für Handel und Industrie, qui nous permettra tout d'abord de nous rendre le mieux compte de son activité quant à ces deux commerces de banque différents ; il nous donnera en même temps l'idée la plus nette de l'ensemble de l'importance de l'activité de cette banque. Il est à remarquer que les bénéfices résultant du commerce irrégulier de banque, baissent surtout dans les périodes de crises économiques que l'Allemagne a eu à traverser (1).

Bénéfices (en millions de marks).

Années	Bénéfice brut	Bénéfice net	Produits des affaires du commerce irrégulier de banque	Produits des affaires du commerce régulier de banque
1856. . .	3,9	3,6	2,2	1,7
1857. . .	2,8	2,4	2,5	0,3
1858. . .	2,8	2,3	2,5	0,3
1859. . .	—	—	—	—
1860. . .	4,2	1,8	1,7	2,5
1861. . .	2,5	1,5	1,5	1,0
1862. . .	3,3	2,1	1,8	1,5
1863. . .	2,0	1,5	1,7	0,3
1864. . .	2,3	1,8	1,8	0,5
1865. . .	2,3	1,9	1,8	0,5
1866. . .	2,2	1,4	2,0	0,2
1867. . .	2,6	2,1	1,8	0,8
1868. . .	3,4	2,9	2,4	1,0
1869. . .	4,0	3,2	2,9	1,1
1870. . .	3,8	3,3	2,7	1,1

(1) Nous commençons ce tableau seulement avec l'année 1856 ; pour les années antérieures il n'existe pas d'indications précises sur les bénéfices du commerce régulier et irrégulier de banque.

414 DEUXIÈME PARTIE. — SECTION I. — CHAPITRE III

1871. . .	8,6	7,2	3,7	4,9
1872. . .	8,7	8,0	5,1	3,6
1873. . .	6,0	4,7	4,9	1,1
1874. . .	6,4	5,0	3,3	3,1
1875. . .	4,3	—	3,9	0,4
1876. . .	3,8	0,1	3,7	0,1
1877. . .	5,6	4,5	3,7	1,9
1878. . .	5,8	4,5	3,9	1,9
1879. . .	8,5	6,5	4,4	4,1
1880. . .	7,5	6,5	4,8	2,7
1881. . .	7,6	6,8	5,1	2,5
1882. . .	6,3	5,5	4,6	1,7
1883. . .	6,7	5,5	4,5	2,2
1884. . .	6,2	4,6	4,2	2,0
1885. . .	5,7	4,6	4,7	1,0
1886. . .	6,1	5,1	4,4	1,7
1887. . .	6,1	5,1	4,5	1,5
1888. . .	7,7	6,7	4,9	2,7
1889. . .	9,9	8,6	6,3	2,5
1890. . .	9,8	8,4	6,6	3,1
1891. . .	5,9	4,6	5,4	0,4
1892. . .	6,0	4,5	4,9	1,0
1893. . .	5,9	4,5	5,1	0,7
1894. . .	7,6	6,3	5,	2,5
1895. . .	10,8	7,6	7,6	3,2
1896. . .	10,7	7,4	7,7	3,0
1897. . .	10,5	7,4	7,4	3,1
1898. . .	13,0	9,7	6,7	3,0
1899. . .	12,6	8,2	6,7	1,5
1900. . .	11,9	6,9	11,2	0,7
1901. . .	7,6	4,3	5,8	1,8
1902. . .	15,9	9,3	12,4	3,5
1903. . .	12,8	9,4	8,4	4,4
1904. . .	15,5	11,0	10,1	5,4
1905. . .	22,6	13,0	15,5	9,1
1906. . .	21,5	13,0	14,8	6,7
1907. . .	17,8	9,8	15,0	2,8

Ayant ainsi précisé dans ses grandes lignes et en général, l'activité de la Bank für Handel und Industrie, il nous reste à examiner ce qui nous intéresse plus particulièrement, à savoir

l'activité de cette banque à l'étranger. Nous allons, en ceci, suivre notre plan habituel ; c'est-à-dire examiner cette activité tout d'abord, au point de vue du *commerce régulier* de banque, puis en second lieu, au point de vue du *commerce irrégulier* de banque.

I. — *Activité, à l'étranger, de la Banque für Handel und Industrie quant à son commerce régulier de banque.*

Dès le commencement de l'examen de cette activité de la Darmstädter Bank, deux faits importants sont à signaler. Le premier c'est que la Darmstädter Bank s'occupe, dès sa création, de se procurer une *représentation directe à l'étranger*. Ses démarches ayant abouti ; elle se trouve être la première banque allemande constituée sous forme de société par actions directement représentée à l'étranger.

Le second fait est que, pour son expansion de banque, elle avait choisi un mode de représentation qui est rarement suivi par les autres banques allemandes : c'est-à-dire la représentation à l'étranger par *commandites*. Elle possède en effet dès 1866 une commandite à *New-York* : la maison G. vom Baur (1) ; et une autre à *Paris*. Vers la même époque, elle s'occupe activement d'étendre encore cette représentation à l'étranger — en suivant toujours le même mode — à *Vienne* et à *Saint-Petersbourg*. Des difficultés de toutes sortes l'empêchent de réaliser son plan, et ce n'est qu'en 1867 qu'elle réussit à créer une représentation à Vienne, en commanditant la banque viennoise Dutschka et C^o. Il ne faut pas passer sous

(1) Il faut signaler que la commandite de New-York fut de la plus grande importance pour la Bank für Handel und Industrie ; elle permit tout d'abord d'étendre d'une façon importante son commerce avec l'Amérique ; en second lieu c'est bien cette activité toute particulière avec l'Amérique, qui lui donna la possibilité d'avoir un bilan favorable même pendant l'année de crise économique de 1857. — V. Bilan 1857.

silence, dans cet exposé, que la Bank für Handel und Industrie fut également vers cette époque représentée de la même façon à *Hambourg*. Bien que ceci ne fût pas une représentation à l'étranger, elle fut quand même de la plus grande importance pour le développement des affaires de banque de cet institut avec l'étranger ; surtout avant 1870, où la vie économique allemande était morcelée et où il n'y avait pas encore d'unité dans le système monétaire.

Mais pour développer son commerce de banque à l'étranger, il n'était pas seulement nécessaire de se faire représenter à Hambourg, il était essentiel d'avoir une représentation à *Londres* : la Darmstädter Bank s'en rendait bien compte. De bonne heure, la banque cherche à créer une commandite à Londres. Dans son bilan, pour l'année 1868, notamment, elle nous signale que de nombreuses démarches sont faites dans ce sens ; pourtant elles n'aboutirent pas. En effet, la législation anglaise s'opposait à la création d'une commandite à responsabilité limitée (*beschränkte Haftung*), et la banque ne pouvait se décider à participer à un établissement de crédit en assumant une responsabilité illimitée. Malgré cette difficulté, la banque ne perdait pas de vue la question de la représentation à Londres et s'occupait des moyens de participer à un établissement de crédit à Londres sous forme d'une Limited Company. Mais bien des années devaient passer avant que cette représentation fût réalisée. En effet, ce n'est que vers 1900 que la Darmstädter Bank est représentée à Londres, en participant au *Bankers Trading Syndicate*.

N'ayant pas pu créer une commandite à Londres en 1868, la banque n'abandonne quand même pas ce mode d'expansion : elle développait sa représentation à l'étranger ; c'est de cette façon qu'elle crée en 1871 une commandite à *Bruxelles*, une autre en 1873 à *Paris*, et en 1874 enfin une à *Milan*.

Ce système de représentation a réussi d'une façon excellente à la Bank für Handel und Industrie, aussi bien en Allemagne qu'à l'étranger ; pourtant la banque n'ignore pas les

dangereux inconvénients d'un tel système de représentation et les dangers qu'il peut entraîner. Ceci est bien visible si on examine le bilan de la banque pour l'année 1868. Il constate tout d'abord un état de toutes les commandites de cette banque, mais en second lieu, il constate aussi la création par la banque d'un *fonds spécial de réserves destiné uniquement aux commandites*, et qui sera régulièrement doté tous les ans à partir de cette date. Afin qu'on puisse — dit le même bilan — compenser des pertes éventuelles des commandites par les bénéfices résultant des années prospères.

En dehors du système de représentation à l'étranger par commandites, la Darmstädter Bank use aussi du système de *participation* ou *création de banques indépendantes* à l'étranger. Les premières dérogations faites par cette banque au système de représentation par commandites datent de 1870. En effet, la première création par la Darmstädter Bank d'une banque indépendante à l'étranger sous forme de société par actions, est la création de la *Banque d'Amsterdam* en 1871. La Darmstädter Bank est intéressée à cette banque tout d'abord par une participation d'actions ; en second lieu il y a un lien direct entre les deux instituts de crédit, par le fait que la banque allemande est entrée avec trois des membres de sa direction dans le conseil d'administration de la Banque d'Amsterdam. La seconde participation de la Darmstädter Bank fut celle de la *Ungarische Escompte-und Wechselbank* de Budapest qui date de 1877. Avec ces deux banques étrangères ne s'arrêtent pas les participations de la Darmstädter Bank aux établissements de crédit à l'étranger : elle est en effet intéressée à bien des banques encore, auxquelles elle participe en commun avec d'autres banques allemandes, et que nous avons déjà eu l'occasion de mentionner. De sorte que si nous résumons les relations directes de la Bank für Handel und Industrie, nous aurons le tableau suivant :

Commandites à l'étranger :

A *New-York* depuis 1856 à 1885, elle commandita la banque : *G. vom Baur et C^o*.

A *Paris*, depuis 1856 à 1870 et depuis 1873 à 1877.

A *Vienne*, depuis 1867 (elle commandita la maison *Dutschka et C^o*, devenue depuis la *Société anonyme Mercure*).

A *Bruxelles*, depuis 1871.

A *Milan*, depuis 1874, une nouvelle commandite est créée à Milan en 1884.

Créations et participations aux banques indépendantes à l'étranger :

En 1871, la *Amsterdam'sche Bank* à Amsterdam (capital actions 6.000.000 fls... La *Bank für Handel und Industrie* est représentée dans le conseil d'administration).

En 1877, la *Ungarische Escompte-und Wechselbank*, à Budapest.

En 1889, la *Deutsch-Asiatische Bank* de Shanghai (capital-actions 7.500.000 Shanghai-Taëls ; créée en commun avec d'autres banques allemandes. La *Bank für Handel und Industrie* est représentée dans le conseil d'administration).

En 1894, la *Banca Commerciale Italiana*, à Milan (capital-action 105 000.000 francs ; créée en commun avec des banques allemandes, autrichiennes et suisses. La *Bank für Handel und Industrie* est représentée dans le conseil d'administration).

En 1899, la *Banque Internationale de Bruxelles*, à Bruxelles (capital-actions 25.000.000 francs ; créée en commun avec des banques allemandes et étrangères. La *Bank für Handel und Industrie* est représentée dans le conseil d'administration).

En 1900, le *Bankers Trading Syndicate*, à Londres (capital-actions 100.000 £).

En 1905-1906, la *Banca Marmorosch Bank et C^o*, Société anonyme de Bucarest. (Avec un capital de 10.000.000 lei ; créée en commun avec la *Berliner Handelsgesellschaft*. Elle fut auparavant une commandite de la *Bank für Handel und Industrie*.)

En 1907, l'*Amerika Bank*.

La *Bank für Handel und Industrie* fut en outre intéressée d'une façon passagère, par des possessions d'actions, aux banques étrangères suivantes :

La *Deutsch-Belgische La Plata Bank*.

La *Banque de Rotterdam*.

Credito fondiario Italiano, à Rome.

Niederoesterr. Escompt-Bank.

Bank für elektrische Unternehmungen, à Zurich.

Allgemeine Oesterreichische Boden Credit Anstalt.

Bank of Abyssinia.

Oesterreichische Credit-Anstalt für Handel und Gewerbe.

Ungarische Allgemeine Kreditbank.

Russische Bank für Handel und Industrie.

Crédit Anversois, société anonyme à Anvers.

Schweizerische Kreditanstalt.

II. — *Activité, à l'étranger, de la Bank für Handel und Industrie quant à son commerce irrégulier de Banque.*

Nous avons vu comment, suivant même son programme, précisé dans ses bilans, la Darmstädter Bank avait l'intention de donner une extension toute particulière à son commerce irrégulier de banque. En examinant l'activité de cette banque dans ses grandes lignes, nous avons également signalé les proportions que prenait le commerce irrégulier de banque. Malgré ces indications, nous croyons utile et nécessaire de donner un tableau du compte consortial et des effets propres possédés par cette banque, suivant les indications de ses rapports annuels. Ce sont ces chiffres, en effet, qui nous donneront l'idée la plus précise de l'activité de la Bank für Handel und Industrie en tant que pratiquant le commerce irrégulier de banque.

Un grand nombre de ces participations de la Darmstädter Bank sont des entreprises financières, intéressant directement l'étranger, ou bien sont des entreprises situées à l'étranger même. Ces affaires constituent donc ce que nous avons appelé l'activité à l'étranger, de la Bank für Handel und Industrie quant à son commerce irrégulier de banque ; nous allons les examiner suivant notre plan habituel.

A. — **Participations aux emprunts étrangers.**

Nous savons que déjà dans son tout premier bilan, la

**Participations consortiales et valeurs propres de la Bank
für Handel und Industrie.**

ANNÉES	PARTICIPATIONS CONSORTIALES		VALEURS PROPRES									
	<i>Opérations en cours :</i> fonds d'Etats, actions, obligations de chemins de fer, — participations industrielles durables		Fonds d'Etats, obligations de chemins de fer et obligations foncières allemandes et étrangères		Fonds d'Etat étrangers		Actions industrielles entreprises de transport, chemins de fer, mines, etc., allemandes et étrangères		Actions de banques allemandes et étrangères		Actions diverses non spécifiées et effets non cotés à la bourse	
	Montant (1)	Nombre	Valeur (1)	Nombre	Valeur (1)	Nombre	Valeur (1)	Nombre	Valeur (1)	Nombre	Valeur (1)	Nombre
1860	1,53	—	0,18	—	0,14	1	4,72	—	—	—	—	—
1861	3,43	—	0,04	—	0,09	1	2,74	—	0,89	16	—	—
1862	1,67	—	0,78	—	—	—	2,51	—	1,01	12	—	—
1863	1,45	—	0,75	8	—	—	2,73	—	1,33	9	—	—
1864	1,21	—	1,32	8	—	—	1,82	—	0,76	6	—	—
1865	1,18	—	1,37	8	—	—	1,51	—	1,11	4	—	—
1866	0,93	—	1,18	11	—	—	1,02	—	1,14	5	—	—
1867	1,48	—	0,75	—	—	—	1,80	—	1,06	4	—	—
1868	5,34	—	0,89	4	—	—	3,05	—	1,01	4	—	—
1869	3,05	—	0,86	5	—	—	1,38	8	0,57	2	0,02	—
1870	7,55	—	1,45	6	—	—	1,46	7	0,24	2	—	—
1871	10,16	—	11,30	25	—	—	3,82	18	0,04	3	0,57	—
1872	9,92	—	5,91	29	—	—	5,78	14	0,57	4	0,51	—
1873	11,34	—	4,85	14	—	—	10,10	11	0,16	3	0,30	—
1874	12,15	—	2,29	13	—	—	9,11	12	0,42	4	0,42	86
1875	19,10	—	4,32	29	—	—	11,14	18	1,63	9	0,13	30
1876	12,82	—	10,05	17	—	—	2,19	11	1,20	8	0,25	26
1877	10,37	—	7,82	20	—	—	5,32	8	0,74	5	0,13	22
1878	12,17	—	7,26	17	—	—	4,53	12	0,54	4	0,15	29
1879	14,77	—	7,24	26	—	—	2,78	14	0,17	3	0,50	44
1880	8,86	—	10,50	43	—	—	3,23	17	0,12	2	0,64	57
1881	13,25	—	8,86	37	—	—	5,96	12	0,61	4	0,57	52
1882	20,13	—	4,23	27	—	—	2,68	17	1,14	7	0,39	56
1883	18,90	—	6,55	26	—	—	3,22	24	0,96	6	0,44	56
1884	11,01	—	6,11	35	—	—	6,67	18	0,76	6	0,24	54
1885	7,46	—	15,56	62	—	—	1,94	13	0,53	4	0,30	36
1886	14,91	—	3,80	35	1,43	12	3,31	11	0,30	2	0,31	47

(1) Chiffres donnés jusqu'en 1874 en millions de florins, à partir de 1875 ces chiffres représentent des millions de marks.

**Participations consortiales et valeurs propres de la Bank
für Handel und Industrie (suite).**

ANNÉES	PARTICIPATIONS CONSORTIALES		VALEURS PROPRES									
	<i>Opérations en cours :</i> fonds d'Etats, actions, obligations de chemins de fer, — industrielles et participations industrielles durables		Fonds d'Etats, obligations de chemins de fer et obligations foncières allemandes et étrangères		Fonds d'Etat étrangers		Actions industrielles entreprises de transport, chemins de fer, mines, etc. allemandes et étrangères		Actions de banques allemandes et étrangères		Actions diverses non spécifiées et effets non cotés à la bourse	
	Montant, (1)	Nombre	Valeur (1)	Nombre	Valeur (1)	Nombre	Valeur (1)	Nombre	Valeur (1)	Nombre	Valeur (1)	Nombre
1887	12,57	—	1,63	20	2,11	11	3,15	17	0,65	6	0,22	49
1888	12,60	—	4,95	17	1,82	11	3,08	3	0,27	4	0,33	83
1889	22,13	—	3,99	13	2,76	8	5,88	17	—	—	0,74	79
1890	24,47	—	1,09	9	0,56	9	1,87	7	2,64	6	0,51	57
1891	23,71	—	2,22	13	2,97	13	1,92	6	2,48	5	0,26	44
1892	19,21	—	3,10	7	2,29	14	1,49	13	2,48	5	0,55	46
1893	22,71	—	2,02	9	0,95	13	2,58	12	2,54	5	0,56	70
1894	20,18	—	5,12	15	7,10	32	5,65	21	3,39	10	0,78	64
1895	23,92	—	2,33	13	4,70	19	3,01	18	2,32	6	0,62	66
1896	26,25	—	1,84	13	1,42	11	5,10	16	2,57	7	1,03	93
1897	26,42	—	1,30	12	0,89	6	3,94	19	1,95	9	0,96	74
1898	28,68	—	1,15	9	4,80	9	3,34	16	1,92	7	0,68	64
1899	30,26	—	5,91	13	3,23	15	4,74	20	1,69	11	0,96	75
1900	32,24	—	1,17	16	3,08	20	5,44	38	1,74	11	0,88	70
1901	35,37	—	4,02	69	2,34	28	4,84	36	1,56	13	0,71	74
1902	35,76	—	4,38	91	3,31	60	9,38	110	2,92	25	0,86	63
1903	31,07	—	4,44	78	7,37	45	14,07	131	2,66	21	0,50	58
1904	34,00	—	13,64	88	4,63	53	16,33	49	0,82	17	0,60	91
1905	46,31	—	16,99	93	2,71	45	24,25	69	0,89	19	1,43	105
1906	47,17	—	13,49	101	2,77	54	19,05	92	4,92	25	0,48	46
1907	50,20	—	10,22	128	7,97	82	19,95	106	4,14	27	1,54	69

(1) Ces chiffres représentent des millions de marks.

Darmstädter Bank affirme son intention de prendre une part active dans la négociation des valeurs étrangères et leur placement en Allemagne. En effet, dès 1858, elle participe à l'emprunt suédois de 4 1/2 0/0. Elle développe ses relations avec la *Suède* en 1861, en négociant un nouvel emprunt suédois.

L'année 1862 est surtout importante pour la Bank für Handel und Industrie en ce qui concerne ses participations aux emprunts étrangers. C'est cette année, en effet, qu'elle entre en relations avec le consortium Rothschild et elle participe avec lui à l'émission de l'emprunt *autrichien* de 83 millions de florins au taux d'intérêt de 5 0/0. A partir de cette date, elle reste intimement liée avec la maison Rothschild de Vienne et la Oesterreichische Kreditanstalt ; elle participa de cette façon à un grand nombre d'opérations financières autrichiennes et hongroises.

Mais pendant tout ce temps, la Darmstädter Bank n'entre pas d'une façon plus directe dans ces opérations financières, c'est-à-dire que ce n'est pas elle qui prend l'initiative de ces emprunts étrangers, ce n'est pas non plus elle qui les négocie. Il faut pourtant signaler un emprunt négocié par la Darmstädter Bank avec le *Pérou*, ne serait-ce qu'à cause de sa particularité : la banque avança en effet en 1868 une somme considérable au gouvernement péruvien et celui-ci s'engageait à lui fournir en échange du *guano*. Le gouvernement péruvien effectua régulièrement ses livraisons de guano, mais la banque allemande subissait quand même une perte du fait de cette opération par suite de la forte baisse intervenue, en 1878 surtout, dans le prix du guano.

En considérant l'intervention indépendante et directe de la Bank für Handel und Industrie dans les emprunts étrangers, l'année 1886 est encore tout particulièrement à signaler. C'est à partir de cette année, en effet, que la banque intervient dans l'émission des emprunts *portugais*. Pour obtenir un succès plus grand, et pour mieux réussir avec ces émissions, la ban-

que eut soin de s'assurer le concours de quelques établissements de crédit allemands. Elle fut particulièrement heureuse d'obtenir le concours des maisons Mendelssohn et C^o et Robert Warschauer et C^o (1) qui pratiquaient déjà depuis longtemps — comme nous le savons — les opérations financières ayant trait à l'émission de fonds publics ; en outre elle s'assure également le concours de la Berliner Handelsgesellschaft et de la Dresdner Bank.

Cette intervention de la Bank für Handel und Industrie dans la négociation des emprunts portugais fut vivement critiquée ; on estima la banque trop confiante et qu'elle avait omis de demander des garanties suffisantes. En effet, les titres portugais qui étaient à la hausse pendant la période 1886-1890, période où furent conclus la plupart de ces emprunts (de sorte qu'une conversion fut même possible vers 1889), commencèrent à baisser graduellement à partir de 1890. La catastrophe des finances portugaises en 1891 occasionna à la Darmstädter Bank des pertes notables qu'elles réussit à couvrir cependant jusqu'en 1893. Les pertes que la banque avait à subir du fait des emprunts portugais furent en partie compensées plus tard, en 1902, par une opération financière adroite, qui réussit pleinement, et qui consistait dans une conversion de titres portugais.

En somme, le rôle de la Darmstädter Bank, en tant qu'agissant seule ou directement, dans les emprunts étrangers, n'est ni important ni bien grand ; malgré cela cette banque est intéressée dans presque tous les grands emprunts étrangers qui furent négociés par les banques allemandes ou qui furent placés en Allemagne. La Bank für Handel und Industrie a pu déployer une telle activité dans les opérations financières grâce à ses nombreuses commandites, et aux relations directes qu'elle entretenait avec la plupart des grands établissements de crédit qui avaient la spécialité de ces émissions, notamment

(1) V. Paul Model, *op. cit.*, p. 84.

avec le groupe Rothschild et la maison Bleichröder ; ses relations avec la Berliner Handelsgesellschaft à ce point de vue ont pris l'aspect d'un véritable cartel.

Nous donnons enfin dans le tableau suivant les principales participations de la Bank für Handel und Industrie aux emprunts étrangers à partir de l'année 1886, que nous avons fixée comme date particulièrement intéressante dans cette activité spéciale de la banque.

*Participations principales de la Bank für Handel und Industrie
dans les emprunts étrangers :*

En 1886 :

Emprunt de	4 0/0	de la ville d'Amsterdam (conversion).
«	4 0/0	— de Rotterdam (conversion).
«	4 0/0	— de Lissabon (conversion).
«	4 1/3 0/0 et 3 0/0	d'Etat autrichien (en papier).
«	4 1/3 0/0	» (en argent).
«	4 0/0	— hongrois (en or).
«	3 0/0	— » (en papier).
«	3 0/0	— italien.
«	4 0/0 et 3 0/0	de l'Etat russe.
«	3 0/0	rente d'Etat roumain.

Emprunt : 3 0/0 de l'Etat portugais.

En 1887 :

Obligations 3 0/0 de l'Etat portugais.

Obligations 4 0/0 de l'Egypte.

Emprunt mexicain (conversion).

Obligations 3 0/0 de l'Argentine (en or).

Emprunt 3 1/2 0/0 de la ville de Berne.

« 3 0 0 de l'Etat autrichien (en papier)

En 1888 :

Emprunt 4 0/0 de la Hongrie.

« 6 0/0 de l'Etat mexicain.

« 6 0/0 de la ville de Buenos-Ayres.

« 4 1/2 de l'Etat portugais.

« 6 0/0 de la province de Cordoba.

« 4 1/2 de l'Argentine.

« 4 1/2 de la ville de Buenos-Ayres.

« 3 0/0 de l'Etat autrichien (en papier).

En 1889 :

Emprunt 4 1/2 0/0 de l'Etat portugais.
 « 4 0/0 de l'Etat russe.
 « 3 1/2 0/0 de la ville de Zurich.
 Obligations 4 0/0 de la ville de Trieste.
 Emprunt 4 1/2 de l'Argentine (conversion).

En 1890 :

Emprunt 4 1/2 de l'Etat hongrois.
 « 4 0/0 de l'Etat russe (en or) .
 « 3 1/2 de l'Etat égyptien .
 « 4 0/0 égyptien : Daïra Sanieh .
 « 5 0/0 de l'Etat italien .
 « 6 0/0 de l'Etat mexicain .

En 1891 :

Emprunt 5 0/0 de l'Etat italien.
 « 4 0/0 de la ville de Rome.
 « 4 1/2 de l'Etat portugais (garanti par le monopole des tabacs).

En 1892 :

Emprunt 5 0/0 de l'Etat italien.

En 1893 :

Emprunt 4 0/0 de l'Etat autrichien (en or).
 « 4 0/0 de l'Etat hongrois (en or).
 « 4 1/2 domanial de l'Egypte.
 « 4 0/0 de l'Etat autrichien (en argent).
 « 4 0/0 de l'Etat hongrois (en argent).

En 1894 :

Emprunt 4 0/0 de l'Etat hongrois (en or).
 « 3 0/0 de la ville de Rotterdam.

En 1895 :

Emprunt 4 1/2 0/0 de la ville de Bucarest.
 « 4 0/0 de l'Etat autrichien (en or).
 3 0/0 de la ville de Copenhague.

En 1896 :

Emprunt 5 0/0 de l'Etat chinois (en or).
 « 3 0/0 de l'Etat russe (en or) .

En 1897 :

Emprunt 3 1/2 0/0 de l'Etat autrichien.
 « 3 1/2 0/0 de l'Etat hongrois.

En 1898 :

Emprunt 4 1/2 0/0 de l'Etat chinois.

En 1899 :

Emprunt 5 0/0 de l'Etat mexicain.

En 1900 :

Obligations 6 0/0 du Trésor d'Etat de la Bulgarie.

En 1901 :

Emprunt 4 0/0 de l'Etat autrichien.

En 1902 :

Emprunt 4 0/0 de l'Etat hongrois (conversion).

« 4 0/0 de l'Etat russe.

Obligations 4 0/0 des douanes turques.

Emprunt 5 0/0 de l'Etat bulgare (garanti par le monopole des tabacs).

En 1903 :

Emprunt 4 0/0 de l'Etat autrichien.

« 4 0/0 de l'Etat hongrois.

« 3 0/0 de l'Etat suisse.

« 4 0/0 ottomann (emprunt du chemin de fer de Bagdad).

Obligations 4 0/0 du gouvernement ture.

En 1905 :

Emprunt 4 0/0 de l'Etat autrichien.

« 5 0/0 de la Chine.

« 4 1/2 et 4 0/0 du Japon.

En 1906 :

Emprunt 4 0/0 de l'Etat italien (consolidé).

« 3 1/2 0/0 de l'Etat suédois.

« 4 0/0 de l'Etat autrichien.

« 5 0/0 de la ville de Sofia.

En 1907 :

Emprunt 4 1/2 0/0 de la Bulgarie.

« 4 1/2 0/0 du Siam.

B. — Participations industrielles et commerciales.

En parlant des participations aux emprunts publics étrangers, nous avons dit que la Darmstädter Bank est intervenue bien rarement d'une façon directe, en prenant elle-même l'ini-

tiative de ces opérations ; on peut répéter la même chose avec plus de raison, en parlant des participations industrielles de cette banque à l'étranger.

En effet, tout en possédant de nombreuses valeurs étrangères de cette catégorie — nous l'avons déjà indiqué en examinant le compte des valeurs propres de cette banque — la Bank für Handel und Industrie ne procéda pas elle-même à la création des telles entreprises industrielles. Par là elle diffère profondément des deux banques déjà examinées, la Discontogesellschaft et la Deutsche Bank, qui sont, elles, intervenues dans de nombreux cas, dans la création directe des entreprises de ce genre.

Mais cette caractéristique de l'activité de la banque für Handel und Industrie une fois dégagée, il faut ajouter que son rôle dans l'expansion industrielle et commerciale fut cependant considérable. L'intervention, même indirecte, de cette banque fut très précieuse : c'est son intervention, ainsi que celle des autres banques allemandes, qui permit la réalisation de bien des entreprises projetées et créées par la Discontogesellschaft et la Deutsche Bank, entreprises que ces banques n'auraient pas pu conduire à leur fin par leurs propres moyens.

I. — Tout d'abord, si nous examinons les participations de la Bank für Handel und Industrie aux *voies de communication* à l'étranger et en particulier aux *chemins de fer*, nous pouvons nous rendre compte par les indications annuelles des bilans que ces participations sont aussi nombreuses qu'importantes.

Faisant partie du syndicat des affaires asiatiques, la Darmstädter Bank participe au chemin de fer de *Schantung*. Elle fut également intéressée au chemin de fer du *Gothard* qui est comme nous le savons, une entreprise internationale, mais dans laquelle l'activité des banques allemandes fut la plus grande. Elle participe à un grand nombre de chemins de fer de la *Russie*, la plupart du temps avec la Discontogesellschaft et avec la maison Oppenheim ; elle est intéressée également à

presque toutes les lignes de chemins de fer de l'*Autriche*, ayant fait les opérations financières concernant ces chemins de fer en compagnie de la maison Rothschild, des différentes banques autrichiennes, et de l'*Allgemeine Creditanstalt* de Leipzig.

Au cours de son activité, la banque fut intéressée par des possessions d'actions ou d'obligations, aux chemins de fer étrangers suivants :

En Autriche :

Galizische Karl — Ludwigsbahn.
 Oesterreichische Süd-Bahn.
 Bönimische West-Bahn.
 Oesterreichische Nordwest-Bahn.
 Arad-Temesvarer Eisenbahn-Gesellschaft.
 Ungarisch-Galizische Verbindungsbahn.
 Ungarische Westbahn.
 Ungarische Staatsbahn.
 Vorarlberger Bahn.
 Rudolfsbahn.
 Elisabethbahn.
 Budapest-Fünfkirchen-Bahn.
 Ried Braunau
 Theissbahn.
 Alföld Bahn.

Et encore plusieurs chemins de fer autrichiens d'intérêt local.

En Russie :

Moskau-Rjäsan-Eisenbahngesellschaft.
 Smolensk-Brest-Litowsky Eisenbahn.
 Baltischpost-Petersburger Eisenbahn.
 Iwangorod Dombrowo Eisenbahngesellschaft.
 Transkaukasische Bahn.
 Wladikawkas Eisenbahn.
 Russische Südwestbahn.
 Moskau Smolensk Eisenbahn.
 Kursk-Kiew Eisenbahn (obligations 4 0/0).
 Koslow-Woronesch (actions de priorité 4 0/0).

Ainsi qu'aux actions et obligations de chemins de fer russes non spécifiés.

En Italie :

Gotthard-Bahn (Italie-Suisse).
 Sicilianische Eisenbahn.
 Italienische Mittelmeer-Bahn.
 Süditalienische Eisenbahn.
 Westsicilianische Eisenbahn.

En Suisse :

Gotthard-Bahn (Suisse-Italie).
 Schweizer Central et Nordostbahn.
 Jura-Bern-Luzernbahn.
 Jura-Simplon-Bahn.

Aux Etats-Unis d'Amérique :

Northern Pacificbahn.
 Atlantic and Pacific Bonds (4 0/0).
 Chicago Milwaukee and St-Paul Bonds (4 0/0).
 Oregon and California Bonds.
 Louisville and Nashville com. Shares.
 West. New-York and Pensylv. Trust C^o.
 Lake Shore et Michigan Southern R. R.
 Baltimore and Ohio R. R. Company.
 Chicago Terminal Common and Preferred Shares.
 Western Union Shares.
 Kansas City Pittsburg and Gulf Common Shares.
 Southern Pacific Shares.
 Illinois central Shares.
 Canada Pacific Rail-Road (Shares).
 Chicago Rock Island et Pacific Railway C^o (4 0/0 Goldbonds).
 United Railways Investment Company of San Francisco.

Pays divers :

Chemin de fer du Nord (France).
 Betriebsgesellschaft der Holländischen Staats-Eisenbahnen.
 Amsterdam-Rotterdam Bahn.
 Niederländische Betriebsgesellschaft.
 Portugiesische Eisenbahnen.
 Mexican Central Railway Company.

En ce qui concerne les voies de communication par *mer*, nous avons à dire que la Darmstädter Bank fut intéressée à

la plupart des grandes Compagnies de navigation allemandes, en particulier aux : *Norddeutscher Lloyd* et à la *Hamburg-Amerikanische Paketfahrtsgesellschaft*. Elle fut également intéressée aux Compagnies de navigation étrangères, notamment à : *Oesterreichischer Lloyd* et la *Italienische Dampfschiffahrts Actiengesellschaft la Veloce*, de Gênes.

II. — Parmi les autres participations industrielles et commerciales de la Darmstädter Bank, il faut signaler tout d'abord son activité dans l'expansion des industries électriques. Nous savons (1) que cette banque fait partie des groupes de banques allemandes intéressées aux groupes : Siemens und Halske, Elektrizitäts-Actiengesellschaft-Lahmeyer et C^o et Union Elektrizitätsgesellschaft ; c'est par là indirectement que cette banque favorise l'expansion de ces industries. Mais elle intervient aussi directement dans cette expansion en créant, et en intervenant dans ces industries directement établies à l'étranger. Signalons dans ce sens les participations de la banque aux :

Chilian Electric Tramway Light C^o Limited, au Chili.

Russische Electricitätsgesellschaft « Union », à Saint-Pétersbourg.

Oesterreich. Schuckert-Werke, à Vienne.

Compagnie Générale des Tramways de Buenos-Ayres.

Société de Transports et d'Entreprises électriques à Bruxelles.

En second lieu, les participations de la Darmstädter Bank sont assez importantes aux différentes entreprises de *métallurgie* à l'étranger ainsi qu'aux industries *minières* ; il faut signaler dans cet ordre d'idées :

La *Compagnia Metallurgica de Mazarron* ;

La *Süd-Afrikanische Metallurgische Vereinigung, Gesellschaft m. G. H.*, à Francfort et à Johannesburg.

La *African Metals Company Limited* à Londres ; elles fusionne en 1897 avec la Mines Selection Cy, formant à elles deux la *Consolidated Mines Selection Company Limited*, avec siège à Londres.

La société anonyme *electrométallurgique*, Procédé Paul Girod, à Neu-châtel.

(1) Voir partie synthétique : chap. III

Tout récemment, la Darmstädter Bank a laissé voir ses intentions de s'intéresser aux entreprises pétrolifères à l'étranger. Aussi faut-il mentionner qu'elle participe en 1904 avec la Deutsche Bank à la création de la Deutsche Petroleum-Aktiengesellschaft de Berlin au capital de 20 millions de marks ; elle participe également avec la Deutsche Bank à la *Steuana Romana*, société par actions pour l'exploitation du pétrole en Roumanie.

§ II. — BERLINER HANDELSGESELLSCHAFT

La Berliner Handelsgesellschaft fut créée à Berlin en 1857 au capital nominal de 15 millions de thalers, sous forme de société en commandite. Elle fut liée, par sa création même, à presque toute la haute banque berlinoise ; contentons-nous de citer les noms de Mendelssohn et C^o, S. Bleichröder, Robert Warschauer et C^o, Gebr. Schickler.

Le capital effectif de la banque, qui est aujourd'hui de 100 millions de marks, a subi au cours de l'activité de la banque, les modifications suivantes :

En 1857.	3,74 millions de thalers
— 1858.	3,75 » »
— 1859.	3,78 » »
— 1869.	5,62 » »
— 1871.	7,5 » »
— 1872.	10,5 millions de marks
— 1876.	38,25 » »
— 1878.	30,— » »
— 1882.	20,— » »
— 1886.	30,— » »
— 1887.	40,— » »
— 1889.	50,— » »
— 1891.	65,— » »
— 1896.	80,— » »
— 1899.	90,— » »
— 1903.	100,— » »

La Berliner Handelsgesellschaft est, dans l'ordre de leur création, la troisième « Effektenbank » allemande, la Discountogesellschaft ayant déjà revêtu ce caractère à l'époque où la Handelsgesellschaft fut créée. Cette banque est donc avant tout une banque d'émission et une banque s'occupant de la création de différentes sociétés, par actions industrielles ou commerciales : c'est donc une *Gründungs und Spekulationsbank* pour employer les expressions allemandes.

Mais avec cela, la banque ne néglige pas complètement le commerce régulier de banque : ce commerce étant en effet indispensable tout d'abord pour procurer ou plutôt pour compléter les fonds propres de la banque servant aux différentes émissions pratiquées par elle. En second lieu, le commerce régulier de banque lui est encore indispensable, parce qu'il lui permet d'être en relations constantes avec les différentes industries du pays (1), relations qui permettent ensuite de pratiquer des affaires d'émission, de fusion ou de création : c'est bien dans ce but là que la Berliner Handelsgesellschaft pratique son commerce régulier de banque ; il est donc l'accessoire de son commerce d'émission.

Pour nous rendre compte de l'importance relative des opérations de la Berliner Handelsgesellschaft, nous allons donner un tableau de ses bénéfices annuels résultant du commerce régulier et irrégulier de banque, nous allons y ajouter l'ensemble de ses bénéfices bruts et nets. Ce tableau nous permettra, en même temps, de nous rendre compte le plus facilement et le plus vite possible du développement général des affaires de cet établissement pris dans son ensemble.

(1) Voir : 1^{re} partie : chap. III.

Bénéfices de la Berliner Handelsgesellschaft
(en millions de marks).

Années	Bénéfice brut	Bénéfice net	Produits des affaires du com- merce régulier de banque	Produits des affaires du com- merce irrégulier de banque
1857. . .	1,3	0,7	1,3	—
1858. . .	0,7	0,5	0,7	—
1859. . .	0,6	0,2	0,6	—
1860. . .	0,7	0,4	0,5	0,2
1861. . .	0,8	0,5	0,6	0,2
1862. . .	0,9	0,7	0,7	0,2
1863. . .	0,9	0,7	0,6	0,3
1864. . .	1,2	0,8	0,9	0,3
1865. . .	1,2	1,0	0,9	0,3
1866. . .	1,2	1,0	0,9	0,3
1867. . .	1,2	1,0	0,9	0,3
1868. . .	1,5	1,3	0,9	0,6
1869. . .	2,3	2,1	0,8	1,5
1870. . .	2,2	1,8	1,4	0,8
1871. . .	3,8	3,2	1,1	2,6
1872. . .	4,7	4,3	1,4	3,2
1873. . .	3,4	2,4	2,3	1,0
1874. . .	3,0	2,5	1,8	1,2
1875. . .	2,7	1,8	1,8	0,8
1876. . .	—	—	—	—
1877. . .	—	—	—	—
1878. . .	—	—	—	—
1879. . .	2,6	2,2	1,1	1,5
1880. . .	2,7	2,4	1,5	1,1
1881. . .	2,6	2,1	1,1	1,5
1882. . .	—	—	—	—
1883. . .	2,7	2,4	1,9	0,5
1884. . .	4,2	3,7	2,5	1,6
1885. . .	3,6	3,1	2,6	0,9
1886. . .	5,3	3,7	2,8	2,4
1887. . .	4,8	3,7	2,6	2,1
1888. . .	6,7	5,3	3,8	2,8
1889. . .	8,1	7,2	4,2	3,8
1890. . .	7,5	6,4	4,8	2,6
1891. . .	5,5	4,5	4,6	0,8
1892. . .	7,3	6,3	5,1	2,1

Années	Bénéfice brut	Bénéfice net	Produits des affaires du commerce régulier de banque	Produits des affaires du commerce irrégulier de banque
1893. . .	5,7	3,7	5,0	0,6
1894. . .	7,5	5,4	5,2	2,2
1895. . .	9,8	6,6	6,1	3,5
1896. . .	9,3	7,9	6,3	1,8
1897. . .	10,3	8,9	7,4	2,5
1898. . .	10,6	9,2	7,7	2,5
1899. . .	11,7	10,1	8,9	2,3
1900. . .	12,5	8,6	9,1	2,9
1901. . .	11,4	7,5	8,9	2,2
1902. . .	12,5	8,1	9,0	3,2
1903. . .	10,9	8,7	8,6	2,0
1904. . .	11,8	9,7	9,2	2,2
1905. . .	14,1	11,7	10,3	3,5
1906. . .	15,3	12,8	11,2	3,5
1907. . .	14,0	11,5	11,2	2,2

Le tableau précédent nous fait voir tout d'abord quel développement a pris le commerce régulier de la Berliner Handelsgesellschaft. Tout en devant, d'après les intentions de la direction de cette banque, ne constituer qu'un commerce accessoire, c'est lui cependant qui donne, dans la grande majorité des cas, les bénéfices les plus importants. En second lieu, nous voyons également que la banque ne donne pas de bénéfices pendant les années 1876, 1877, 1878 et 1882. Ces années sont des années déficitaires pour la banque. En effet, la Berliner Handelsgesellschaft, au commencement de son activité, ne présentait pas les qualités de solidité qu'elle a acquises aujourd'hui : ses affaires furent à plusieurs reprises sérieusement compromises. Les pertes que la banque avait enregistrées provenaient d'une administration et d'une direction peu scrupuleuse et qui engageait des affaires contraires à l'intérêt de la banque, elles proviennent des différentes opérations de spéculation sur le change russe (1).

(1) Pour plus de détails, voir Paul Model, *op. cit.*, p. 97.

Ce sont ces pertes qui obligent la banque à réduire à plusieurs reprises, comme nous avons pu nous en rendre compte, son capital-actions ; ce sont aussi ces faits dans leur ensemble qui expliquent comment la banque ne montre, à ses débuts, ni une grande activité ni un plan suivi d'opérations financières. Mais à partir de l'année 1886, cet état de choses change : la banque procède constamment à une augmentation de son capital ; sa direction apporte plus de suite et d'expérience dans les opérations conclues. La Berliner Handelsgesellschaft entre vite dans le cercle de ces banques qu'on est convenu d'appeler les *Berliner Grossbanken*, et elle occupe parmi elles un rang respectable.

I. — *Activité, à l'étranger, de la Berliner Handelsgesellschaft quant à son commerce régulier de banque.*

Nous savons de quelle façon la Berliner Handelsgesellschaft considéra son commerce régulier de banque, et ceci nous explique, dans une certaine mesure, pourquoi cette banque est restée tout à fait centralisée, et n'a pas cherché une expansion de son commerce régulier en Allemagne. Ce n'est pas qu'une telle expansion ne soit utile au commerce irrégulier de banque ; bien au contraire, elle ne doit que faciliter une foule d'affaires du commerce irrégulier, notamment les placements des titres et procurer les relations nécessaires à ce commerce. Mais cette expansion présentait l'inconvénient d'amener une décentralisation des forces propres et disponibles de la banque, tout en augmentant son capital de dépôt ; la Berliner Handelsgesellschaft ne voulut pas s'exposer à avoir dans un cas d'alerte, des dépôts considérables à restituer.

Pourtant elle n'a pas pratiqué cette centralisation à outrance en ce qui concerne son commerce régulier de banque à l'étranger. Ceci s'explique très bien par le fait que nous connaissons déjà : savoir que l'expansion à l'étranger n'a ni les mêmes causes ni les mêmes conséquences que l'expansion à l'intérieur du pays.

Quoi qu'il en soit, nous voyons que la *Berliner Handelsgesellschaft* fut déjà en 1853 représentée en *Amérique* d'une façon indirecte, c'est-à-dire par les relations que possédait à *New-York* sa commandite, la *Dessauer Credit-Anstalt*. Mais la maison de banque commanditée par la *Dessauer Credit-Anstalt* fit faillite en 1861 et, par suite, la représentation en *Amérique* cessa. La *Berliner Handelsgesellschaft* ne la renouvela qu'en 1903 : elle se fait maintenant représenter en commanditant directement la maison *Hallgarten et Co*, de *New-York*. Elle commandite également à *Amsterdam* la maison *Labouchère Oyens et Co*.

Mais ce n'est pas ce système de représentation par commandites qui devait lui procurer une expansion de banque à l'étranger ; en effet, elle s'en tient à ces deux représentations. Son activité dans cet ordre d'idées se manifeste plutôt par la création des banques indépendantes destinées au commerce de banque à l'étranger. C'est en participant avec d'autres banques allemandes, que la *Berliner Handelsgesellschaft* intervient dans la création de ces instituts de crédit ; elle ne manifeste donc pas dans cette expansion de banque une très grande activité, en ce sens que ce n'est pas elle qui prend l'initiative de telles créations.

La *Berliner Handelsgesellschaft* créa avec d'autres banques allemandes et étrangères les banques étrangères suivantes :

En 1872 : *Le Schweizerische Bankverein*, à Bâle (capital-actions 50.000.000 de francs).

En 1889 : *La Deutsch-Asiatische Bank*, à Shanghai (capital-actions 7.500.000 Shanghai Taëls ; créée en compagnie de la plupart des grandes banques allemandes).

En 1888 : *La Banque de fonds d'Etats* de Genève (avec un capital de 20 millions de francs).

En 1890 : *Le Istituto Italiano di Credito Fondiario*.

En 1894 : *La Banca commerciale Italiana*, à Milan (avec un capital de 105 millions de francs ; créée avec des banques allemandes, autrichiennes et suisses).

En 1893 : *Bank für elektrische Unternehmungen*, à Zurich (capital-

actions 33 millions de francs, fondée avec d'autres banques allemandes et étrangères).

En 1898 : *La Banque Internationale de Bruxelles*, à Bruxelles (avec un capital de 25.000.000 de francs, créée avec des banques allemandes et étrangères).

En 1902 : *La banque Labouchère Ogens et C^o*, à Amsterdam (avec un capital-actions de 6 millions de florins ; créée par la transformation en société par actions de l'ancienne commandite de la banque qui portait le même nom).

En 1904-1905 : *La Banca Marmorosch Blank et C^o*, société anonyme, à Bucarest (avec un capital de 10 millions de lei ; créée avec la Bank für Handel und Industrie).

En 1907 : *La Banque de l'Etat marocain* (avec d'autres banques allemandes et étrangères).

En dehors de ces initiatives de banques, la Berliner Handelsgesellschaft participe encore d'une façon passagère, par la possession d'actions ou d'obligations, aux établissements de crédit étrangers suivants :

En 1886 : à la Oesterreichisch-Ungarische Bank (avec la maison Goldberger).

En 1886 : à la Wiener Unionbank.

En 1886 : à la Schweizerische Centralbank.

En 1897 : à la Ungarische Hypothekenbank, à Budapest.

En 1897 : à la Ungarische Agrar-und Rentenbank, à Budapest.

En 1905 : à la Schweizerische Kreditanstalt.

En 1905 : à la Zürcher Eisenbahn Bank.

En 1905 : à la Kopenhagener Grundejerbank.

II. — *Activité, à l'étranger, de la Berliner Handelsgesellschaft quant à son commerce irrégulier de banque.*

a) *Emprunts publics étrangers.*

La Berliner Handelsgesellschaft tout comme la Darmstädter Bank avec laquelle elle se trouve en rapports très étroits, surtout en ce qui concerne le commerce d'émission de titres, participe dans une grande mesure à la négociation et au placement des emprunts étrangers en Allemagne. Mais à la

différence de cette banque, elle ne se contente pas d'intervenir dans ces opérations financières en quelque sorte d'une façon accessoire et à côté des autres banques allemandes ou étrangères ; elle affirme plutôt sa ferme volonté, tout en faisant ces affaires avec des consortiums de banques, d'exercer un rôle prépondérant, en prenant elle-même l'initiative et la direction de ces opérations.

Elle entre de bonne heure dans cette voie : nous la voyons déjà dès 1868 participer aux *emprunts russes* ; mais c'est surtout à partir de 1884 que cette banque pratique d'une façon très active la négociation des emprunts étrangers. Elle s'est fait une spécialité des opérations financières concernant les pays balkaniques et en particulier la *Serbie*. En effet, elle intervint en 1884 même, dans la négociation de l'emprunt serbe 5 0/0 en or d'un montant de 40.270.000 francs, ainsi que d'un emprunt hypothécaire de chemins de fer de 5 0/0 avec garantie de l'Etat serbe, d'un montant de 25 millions de francs. Pour ces opérations, ainsi que pour quelques autres, un consortium se forma sous la direction de la *Berliner Handelsgesellschaft* qui comprenait les maisons de *Mendelssohn et C^o* et *Robert Warschauer et C^o* de Berlin, les *Gebr. Bethmann* et *v. Erlanger und Söhne* de Francfort, la *Norddeutsche Bank* de Hambourg ; à côté de ces banques allemandes, deux instituts de crédit étrangers faisaient partie de ce consortium : le *Comptoir d'escompte* de Paris et la *Oesterreichische Länderbank* de Vienne.

La *Handelsgesellschaft* est intervenue également à partir de cette date d'une façon presque constante dans la négociation des emprunts serbes, et en particulier en 1894 dans la négociation de l'emprunt serbe unifié de 4 0/0, et encore tout dernièrement dans l'émission de l'emprunt de 4 1/2 0/0 de 1907.

Le rôle de cette banque est également actif dans la négociation des emprunts *autrichiens* (où elle agit en commun avec *Rothschild* et les banques autrichiennes) ; des emprunts

portugais (en commun avec la Darmstädter Bank) et des emprunts *italiens* avec le consortium pour affaires italiennes composé de : *Discontogesellschaft, Deutsche Bank, Bank für Handel und Industrie, S. Bleichröder, Mendelssohn und Co, Robert Warschauer und Co* de Berlin, *M. A. von Rothschild und Söhne, Gebr. Bethmann, B. H. Goldschmidt* de Francfort, *Sal. Oppenheim jr. und Co* à Cologne, *Baring Brothers and Co* et *C. J. Hambro and Son* à Londres et des banques italiennes se trouvant sous la direction de la *Banca Nazionale nel Regno d'Italia*.

Le tableau suivant indique les principales opérations financières de la Berliner Handelsgessellschaft qui touchent les finances publiques des pays étrangers :

Russie :

En 1868 : emprunt 4 1/2 0/0 d'Etat de 1868.

En 1889 : emprunt 4 0/0 d'Etat (conversion d'un montant de 500.000.000 de francs ; avec Mendelssohn, Warschauer, Disconto-Bank de Saint-Petersbourg, la St-Petersburger Internationale Handelsbank et la Banque de Paris et des Pays-Bas).

En 1902 : emprunt d'Etat 4 0/0.

En 1905 : emprunt d'Etat 4 1/2 0/0.

Autriche-Hongrie :

En 1871 : emprunt d'Etat hongrois.

En 1876 : emprunt 3 0/0 de l'Etat autrichien.

En 1888 : emprunt 4 1/2 0/0 (or) de l'Etat hongrois (d'un montant de 30.620.000 marks; avec Mendelssohn und Co, Union Bank de Vienne, Ungarische Escompte-und Wechselbank à Budapest, et la Deutsche Effekten und Wechselbank à Francfort).

En 1895 : emprunt 3 0/0 (or) de l'Etat hongrois.

En 1900 : » 4 1/2 0/0 de la ville de Vienne.

En 1903 : » unifié 4 0/0 de l'Etat autrichien.

En 1903 : » 4 0/0 de l'Etat autrichien (en couronnes).

En 1905 : » 4 0/0 » » »

En 1906 : » 4 0/0 » » »

Suède et Norvège :

En 1880 : obligations foncières 5 0/0 de la Suède.

440 DEUXIÈME PARTIE. — SECTION I. — CHAPITRE III

En 1880 : emprunt d'Etat 4 1/2 0/0 suédois (conversion).

En 1886 : 4 0/0 obligations de Stockholms Intecknings Garanti Aktiebolag.

En 1892 : emprunt 4 0/0 d'Etat de Norvège.

En 1904 : obligations 4 0/0 de l'Allgemeine hypothekenkasse der Städte Schwedens.

En 1905 : obligations 4 0/0 de l'Allgemeine Hypothekenkasse der Städte Schwedens.

Serbie :

En 1884 : emprunt d'Etat de 5 0/0 (d'un montant de 40.270.000 francs or ; avec le Comptoir d'Escompte de Paris, Oesterr. Länderbank à Vienne, les maisons : Mendelssohn und C^o, Rob. Warschauer und C^o, de Berlin ; Gebr. Bethmann, v. Erlanger und Söhne à Francfort, et la Norddeutsche Bank de Hambourg).

En 1886 : emprunt d'Etat de 5 0/0 (garantie par le monopole des tabacs ; montant 1.600.000 francs avec le Comptoir d'Escompte de Paris, Oesterr. Länderbank et les maisons : Robert Warschauer und C^o et Erlanger und Söhne).

En 1886 : obligations foncières 5 0/0 du Crédit foncier serbe.

En 1887 : obligations foncières 5 0/0 du Crédit foncier serbe (d'un montant de 9.500.000 marks avec le Comptoir d'Escompte, Oesterr. Länderbank, v. Erlanger und Söhne et Gebr. Salzbach).

En 1897 : emprunt d'Etat 5 0/0 (avec la Banque Impériale Ottomane de Paris et la Länderbank de Vienne).

En 1894 : emprunt d'Etat 4 0/0 unifié (conversion de l'emprunt 5 0/0 de 1893 ainsi que des emprunts antérieurs).

En 1895 : emprunt d'Etat.

En 1907 : emprunt d'Etat 4 1/2 0/0.

Portugal :

En 1887 : emprunt d'Etat 5 0/0 (conversion ; avec la Darmstädter Bank, les maisons : Mendelssohn und C^o, Rob. Warschauer und C^o, et Jacob S. H. Stern).

En 1888 : emprunt d'Etat 4 1/2 0/0 (conversion ; montant de l'emprunt : 195.000.000 de francs, avec la Darmstädter Bank, Mendelssohn, Warschauer, Jacob S. H. Stern, la Dresdner Bank, la Deutsche Vereinsbank, ainsi que des banques françaises et portugaises).

En 1889 : emprunt d'Etat 4 1/2 0/0 (conversion ; avec la Darmstädter Bank, la Dresdner Bank, Mendelssohn und C^o, Warschauer und C^o, Jacob S. H. Stern et des banques françaises et portugaises).

Chine :

En 1887 : emprunt d'Etat 5 1/2 0/0 (avec Warschauer und Cie et Jacob B. H. Stern).

En 1896 : emprunt d'Etat 5 0/0.

En 1898 : emprunt d'Etat 4 1/2 0/0.

En 1905 : » » 5 0/0.

Italie :

En 1890 : emprunt d'Etat 5 0/0 (d'un montant de 112 millions de francs avec la Deutsche Bank).

En 1890 : emprunt d'Etat 5 0/0 (avec le syndicat pour affaires italiennes).

En 1892 : emprunt d'Etat 5 0/0.

Pays divers :

En 1873 : emprunt d'Etat belge.

En 1886 : emprunt de la ville de Copenhague (avec la Norddeutsche Bank et les maisons Mendelssohn und C^o, Robert Warschauer und C^o, Gebr. Bethmann et v. Erlanger und Söhne).

En 1886 : emprunt 5 0/0 de l'Etat égyptien (avec Robert Warschauer).

En 1888 : emprunt 4 1/2 0/0 de l'Etat égyptien (avec Warschauer et Stern).

En 1888 : emprunt 5 0/0 de l'Etat turc (montant 30 millions de marks ; avec Deutsche Bank, Warschauer und C^o, Deutsche Vereinsbank et Württembergische Vereinsbank).

En 1889 : emprunt de la ville de Zurich (conversion ; montant 20.500.000 francs ; avec : la Discontogesellschaft, la Deutsche Bank, la Darmstädter Bank, le Comptoir d'Escompte, A. v. Rothschild und Söhne et des banques suisses) .

En 1895 : emprunt de la ville de Bucarest.

En 1898 : » 4 1/2 0/0 de la ville de Bucarest (conversion).

En 1903 : » 4 0/0 d'Etat turc.

En 1905 : » 3 1/2 0/0 d'Etat suisse (obligations de chemins de fer de l'Etat).

En 1906 : emprunt 3 1/2 0/0 d'Etat suisse (obligations de chemins de fer de l'Etat).

En 1906 : 5 0/0 de de la ville de Sofia.

En 1907 : 4 1/2 0/0 de l'Etat bulgare.

b) *Participations industrielles et commerciales.*

I. — *Voies de communication.* — L'activité de la Berliner Handelsgesellschaft dans les participations dans les voies de communication à l'étranger est très grande.

Tout d'abord, si nous examinons cette activité au point de vue de la création de *chemins de fer* étrangers, nous verrons que la banque participe à ces lignes de deux façons : plus directement tout d'abord en intervenant dans la création même de ces lignes ou bien des entreprises ou sociétés industrielles qui ont pour but de les créer. Il convient de citer dans cet ordre d'idées tout d'abord sa participation en 1887 à la *Niederländisch-Südafrikanische Eisenbahn-Gesellschaft*, fondée à Amsterdam dans le but de construire des chemins de fer au Transvaal. Cette participation procura à la Berliner Handelsgesellschaft une série d'opérations financières fructueuses. Elle est également intéressée (faisant partie du syndicat des banques pour affaires asiatiques) à la construction et à l'exploitation du chemin de fer de *Schantung*. De la même façon, elle participe en 1903 à la création de la *Deutsche-Chinensische Eisenbahngesellschaft*. La même année, elle crée la *Deutsche Kolonial Eisenbahn-Bau-und Betriebsgesellschaft*, et en 1906 elle prend part activement à la création de la *Kamerun Eisenbahngesellschaft*. Elle est également intéressée à la maison allemande *Lenz und Co G. m. b. H.*, qui procède à la construction de nombreuses lignes à l'étranger notamment en Afrique.

Les participations moins directes, c'est-à-dire les participations au moyen de possessions ou d'émission d'actions ou obligations de Compagnies de chemins de fer étrangers, sont beaucoup plus nombreuses encore. On s'en rendra facilement compte à l'aide du tableau suivant, où nous avons entrepris de grouper les participations aux lignes de chemins de fer étrangers, suivant les pays :

Russie :

Kursk-Charkow-Azow : obligations de priorité 5 0/0 en 1888 ;

» » obligations de priorité 4 0/0 en 1888 (conversion ; montant : 1.287.000 £ et 8.813.400 marks ; avec Krause und C^o, Lippmann, Rosenthal und C^o, Wertheim und Gompertz à Amsterdam, et C. J. Hambro and Son de Londres).

Moskau-Smolensk : obligations de priorité 5 0/0 en 1869.

obligations de 5 0/0 (garant. par l'Etat) en 1897.

St-Petersburg-Baltischport : actions en 1869.

Losowo-Sewastopol : obligations en 1874.

Mosco-Prestor-Eisenbahngesellschaft : actions en 1884.

Rjasän-Koslow Eisenbahngesellschaft : obligations 4 0/0 en 1886 (d'un montant de 65 millions de marks, avec la St-Petersburger Disconto-Bank ; la Discontogesellschaft, Mendelssohn, Warschauer, et A. v. Rothchild und Söhne).

Kursk-Kiew Eisenbahngesellschaft : obligations de 5 0/0 en 1886.

— : obligations de priorité 4 0/0 d'un montant de 67.000.000 de marks ; avec la Disconto-Bank de Saint-Pétersbourg ; la Discontogesellschaft de Berlin, Mendelssohn, Warschauer et Rothschild.

Rjasän-Uralsk-Eisenbahngesellschaft : emprunt de priorité 4 0/0 en 1894.

» » obligations 4 0/0 garanties par l'Etat, en 1897.

» » obligations 4 0/0 garanties par l'Etat, en 1898.

Mosco-Kiew-Woronesch-Eisenbahngesellschaft : obligations 4 0/0 (garanties par l'Etat) en 1895.

Wladikawkas-Eisenbahngesellschaft : obligations 4 0/0 (garanties par l'Etat) en 1895.

» » obligations 4 0/0 (garanties par l'Etat) en 1896.

» » obligations 4 0/0 (garanties par l'Etat) en 1897.

Rytinsk Eisenbahngesellschaft : obligations 4 0/0 (garanties par l'Etat) en 1895.

Mosco-Iaroslawa-Archangelsk : obligations 4 0/0 (garanties par l'Etat) en 1897.

Mosco Windau-Rybinsk : obligations 4 0/0 (garanties par l'Etat) en 1897.

Mosco Windau-Rybins : obligations 4 0/0 (garanties par l'Etat) en 1898.

Russische Süd-Ost-Eisenbahngesellschaft : obligations 4 0/0 (garanties par l'Etat) en 1897.

» » obligations 4 0/0 (garanties par l'Etat) en 1898.

» » obligations 4 0/0 (garanties par l'Etat) en 1901.

Moskau-Rasan Eisenbahngesellschaft : obligations 4 0/0 (garanties par l'Etat) en 1901.

Lotzer-Fabrik Eisenbahngesellschaft : obligations 4 0/0 (garanties par l'Etat) en 1901.

Autriche et Hongrie :

Lamberger-Czernowitz-Jassy Eisenbahngesellschaft : actions de priorité 4 0/0 en 1884.

Oesterreichische Lokal-Eisenbahngesellschaft : actions de priorité 4 0/0 en 1886 (avec Mendelssohn, Warschauer et Deutsche Effekten- und Wechselbank).

Oesterreichische Lokal-Eisenbahngesellschaft : emprunt 3 0 0 en 1894.

Warschau-Wiener Eisenbahngesellschaft : actions en 1900.

Ungarische-Galizische Eisenbahn : emprunt de priorité 3 1/2 0/0 en 1903.

Chemin de fer de la Bosnie : emprunt 4 1/2 0/0 en 1902.

Italie :

Westsicilianische Eisenbahn : actions en 1883 (avec Erlanger und Söhne de Francfort).

Italienische Meridional-Eisenbahngesellschaft : actions en 1888.

» » actions en 1889 (avec Warschauer et Mayer Cohn).

Société des chemins de fer siciliens à Rome : obligations 4 0/0 en 1889 (montant : 16 millions de francs ; avec Darmstädter Bank et Erlanger et Söhne).

Société des chemins de fer siciliens à Rome : obligations 4 0/0 en 1891.

Chemins de fer italiens (garantis par l'Etat) : obligations 3 0/0 en 1889 (montant : 366.350.000 francs ; avec le consortium pour affaires italiennes).

Chemins de fer italiens (garantis par l'Etat) : obligations 3 0 0 en

1889 (montant : 211.250.000 francs ; avec la Deutsche Bank, Baring Brothers and Co, Hambro and Sohn London et Banques italiennes).

Italienische Mittelmeer-Eisenbahngesellschaft : obligations 4 0/0 en 1890 (avec Bleichröder, Discontogesellschaft, Deutsche Bank et des banques italiennes).

Italienische Mittelmeer-Eisenbahngesellschaft : obligations 4 0/0 (or) en 1893.

» » actions de priorité 4 0/0 en 1900.

» » obligations 4 0/0 en 1901.

Suisse :

Schweizerische Central und Nordostbahn : obligations 4 0/0 en 1886 (conversion ; avec la Discontogesellschaft et des banques suisses).

Schweizerische Central und Nordostbahn : obligations de priorité 4 0/0 en 1887 (conversion ; montant : 87 millions de francs ; avec la Discontogesellschaft, Deutsche Bank, Darmstädter Bank, et des banques suisses).

Schweizerische Central und Nordostbahn : actions de priorité 4 1/2 en 1888.

» » » obligations 4 0/0 en 1892.

» » » obligations 3 1/2 0/0 en 1894.

Chemins de fer américains :

St-Louis and San Francisco : obligations 6 0/0 en 1884.

» » obligations 5 0/0 (en or) en 1886.

» » General Mortgage Bonds 5 0/0 en 1888.

» » Emprunt de conversion 4 0/0 en 1901.

» » Refunding Mortgage Gold-Bonds 4 0/0 en 1903.

Chicago-Burlington-Quincy : obligations 4 0/0 en 1887.

St-Paul-Minneapolis-Manitoba : obligations 4 1/2 0/0 en 1887.

» » obligations 4 1/2 0/0 en 1889.

» » obligations 4 0/0 en 1901.

Kansas-Midland : First Mortgage Goldbonds 4 0/0 en 1905.

Southern Pacific Railroad Co : Emprunt 4 0/0 en 1905.

Colorado and Southern Railway Co : Bonds 4 1/2 0/0 en 1905.

Mexican Central Railway Co :	obligations	5 0/0	en 1905.
»	»	Refunding Notes	5 0/0 en 1906.
»	»	Priority gold Bonds	5 0/0 en 1906.
»	»	»	5 0/0 en 1907.

Chemins de fer divers :

Niederländisch Südafrikanische Eisenbahngesellschaft : obligations 5 0/0 en 1887 (montant : 6.000.000 florins, avec Warschauer et Labouchère Oyens et Co à Amsterdam).

Niederländisch Südafrikanische Eisenbahngesellschaft : obligations 4 0/0 en 1890, 1894, 1895.

Niederländisch Südafrikanische Eisenbahngesellschaft : obligations 5 0/0 en 1892.

Chemins de fer égyptiens : emprunt 4 0/0 en 1890 (conversion avec : Darmstädter Bank, Deutsche Bank, Mendelssohn, Stern, Warschauer, ainsi que des banques françaises et anglaises).

Chemins de fer égyptiens : obligations 3 1/2 0/0 en 1895.

Kamerun Eisenbahngesellschaft : participation (et création) en 1907.

En ce qui concerne l'activité de la Berliner Handelsgesellschaft dans les entreprises de *voies de communication par mer*, il faut noter tout d'abord qu'elle participa à la constitution et à l'augmentation du capital de la plupart des grandes Compagnies de navigation allemandes, en particulier de la Hamburg-Amerikanische-Packetfahrtsgesellschaft et du Norddeutscher Lloyd. En outre, elle participe à la création en 1872 de la Packetfahrts-Actien-Gesellschaft ; elle est également intéressée à la Deutsche Ostafrika Linie. Elle se trouve intéressée aussi aux Compagnies de navigation étrangères : notamment à la Allgemeine Italienische Dampfschifffahrts-gesellschaft.

III. — *Autres participations industrielles à l'étranger de la Berliner Handelsgesellschaft.*

La banque prit une part active dans l'expansion des *industries électriques* allemandes. Elle fait partie des groupes de banques allemandes qui sont particulièrement liés aux groupes électriques *Siemens und Halske* et au groupe *Allgemeine*

Elektrizitätsgesellschaft. En dehors de cette participation indirecte, la Berliner Handelsgesellschaft participa également d'une façon directe à l'expansion de ces industries en créant des entreprises électriques à l'étranger. Signalons les créations et participations suivantes :

En 1894 : Compañia Sevilliana de Electricidad, à Séville.

En 1894 : Compañia Barcelonesa de Electricidad, à Barcelone.

En 1896 : Actiengesellschaft « Elektrizität », à Varsovie.

En 1896 : Compañia Vizcaina de Electricidad, à Bilbao.

En 1898 : Deutsche Ueberseeische Elektrizitätsgesellschaft.

En 1898 : en Hollande : Elektrische Spoorweg Maatschappij.

En 1905 : Barceloneser Elektrische Strassenbahn.

En 1905 : Società Toscana per Imprese Elettriche.

En 1907 : Compagnie générale de Tramways de Buenos-Ayres, à Bruxelles.

Les participations de la Berliner Handelsgesellschaft aux industries minières sont assez anciennes. En 1883, la banque participe à la Deutsch-Russische Naphta-Import Gesellschaft, qui est surtout une entreprise commerciale, mais qui a pour but l'importation des produits de naphta de la Russie en Allemagne.

En 1895 elle s'est intéressée à l'exploitation des pétroles à Sumatra avec sa commandite Labouchère Oyens et C^o d'Amsterdam. Cette entreprise fut transformée en 1897 en la Petroleumgesellschaft Mocara Enim. Elle participa dès 1884 à la Gewerkschaft der Kajaneller Erzbergwerke bei Boicza en Autriche (mines d'argent et de plomb). Dans les mines sud-africaines, cette banque est intéressée depuis 1895 à la Ad. Goërz et C^o ; elle participe en 1907 à la création du Deutsch-Westafrikanisches Minensyndicat. En sa qualité de membre du syndicat de banques, pour affaires asiatiques, elle est intéressée à la Schantung-Bergbau-Gesellschaft.

§ III. — LA DRESDNER BANK

La Dresdner Bank naît en 1872 de la transformation en société par actions de l'ancienne maison de banque de Dresde : *Michael Kaskel*, transformation opérée par la *Berliner Handelsgesellschaft* agissant en commun avec : La *Leipziger Kreditanstalt*, la *Deutsche Vereinsbank*, la *Deutsche Effekten-und Wechselbank* à Francfort, et la *Anglo-Deutsche Bank* à Hambourg.

On sait que cette période (1871-1873) fut caractérisée par une activité exagérée dans la constitution de sociétés par actions ; la plupart n'étaient pas sérieuses et ne devaient pas vivre longtemps. Mais la Dresdner Bank ne doit point être rangée parmi ces créations : dès sa constitution, elle apparaît comme un établissement de banque sérieux qui, dans un délai de temps relativement très court, allait prendre place parmi les premières banques de l'Allemagne.

Le capital nominal de la banque fut fixé à 8 millions de thalers au moment de sa création ; il fut, l'année suivante, réduit à 3.200.000 thalers. Mais la dépression économique et financière qui suivit ces années d'activité économique trop grande au lendemain de 1870, ne devait pas influencer autrement ce nouvel établissement : son capital fut tout au contraire, à partir de cette date, constamment augmenté. Ces augmentations furent surtout nombreuses et importantes à partir de 1881 : la banque dispose actuellement d'un capital de 180 millions de marks entièrement versé.

L'année 1881 marque en effet une date pour la Dresdner Bank. Elle avait été créée à Dresde, et son siège social était resté en même temps son siège effectif : la banque présentait par là même un certain caractère local. En 1881, la Dresdner Bank, jusqu'alors très centralisée, ouvre une succursale à Berlin. A partir de cette date, c'est cette succursale qui prend de plus en plus d'importance ; c'est elle qui devient le siège prin-

cipal de la société, de sorte que la banque peut être classée avec raison au nombre des *grosse Berliner Banken*.

A partir de son établissement à Berlin, les affaires de cet établissement progressent avec une très grande rapidité. La banque perd son caractère local, elle vient à Berlin même faire la concurrence la plus heureuse aux grandes maisons berlinoises, elle devient également indépendante des banques qui l'ont créée ; et celles-ci trouvent en elle une rivale.

L'activité de la Dresdner Bank fut en premier lieu employée à donner un grand développement à son commerce régulier de banque, alors même qu'elle ne pratique pas encore l'expansion et s'en tient à son établissement de Dresde.

Mais cette centralisation était compensée par les nombreuses relations que possédait la Dresdner, notamment avec les banques qui avaient procédé à sa création. Cependant le commerce irrégulier de banque acquit également, avec le développement de la Dresdner Bank, une importance assez grande. C'est de bonne heure qu'elle noua des liens étroits et durables avec les industries allemandes, tout en restant avec elles dans les relations du commerce régulier de banque et en ne se livrant que peu au commerce d'émission (*Emissionsgeschäft*).

En 1886, la Dresdner Bank est déjà la troisième banque de l'Allemagne. Le développement de ses affaires fait qu'elle donne une plus grande attention au commerce d'émission et par conséquent au commerce irrégulier. Ce caractère devait de plus en plus s'affirmer : on note chez elle, surtout depuis 1889, une tendance à devenir de plus en plus banque d'émission et de spéculation. Sa communauté d'intérêts avec le Schaaffhausen'sche Bankverein (1904) lui a permis de développer plus activement encore ce genre d'opérations.

Nous donnons ici même un tableau des bénéfices de la Dresdner Bank. Il nous permettra de juger de l'importance des bénéfices provenant des affaires du commerce régulier de banque, en comparaison de ceux provenant des titres et

des affaires consortiales. Le même tableau nous donnera une idée assez précise de l'importance du développement de cette banque, et du succès de ses affaires.

Bénéfices de la Dresdner Bank (en millions de marks).

Années	Bénéfice brut	Bénéfice net	Bénéfice provenant du commerce régulier de banque	Bénéfice provenant du commerce irrégulier de banque
1873. . .	0,6	0,3	0,5	0,1
1874. . .	1,1	1,0	0,6	0,4
1875. . .	0,9	0,6	0,7	0,1
1876. . .	0,9	0,7	0,8	—
1877. . .	1,4	1,1	1,0	0,3
1878. . .	1,4	1,0	1,1	0,2
1879. . .	1,9	1,5	1,0	0,8
1880. . .	2,0	1,7	1,7	0,2
1881. . .	3,3	2,6	2,7	0,5
1882. . .	3,2	2,5	2,8	0,2
1883. . .	3,7	2,6	3,2	0,5
1884. . .	4,2	3,4	3,4	0,7
1885. . .	4,4	3,3	3,8	0,5
1886. . .	4,1	3,1	3,7	0,3
1887. . .	4,3	3,1	3,8	0,4
1888. . .	7,2	5,6	5,2	1,9
1889. . .	11,7	9,5	7,1	4,5
1890. . .	10,5	8,7	8,2	2,1
1891. . .	6,9	5,1	6,6	0,1
1892. . .	10,0	7,8	6,8	3,1
1893. . .	8,3	4,6	7,0	1,2
1894. . .	10,1	6,8	6,6	3,4
1895. . .	18,1	13,7	13,5	4,5
1896. . .	12,1	9,0	9,9	2,2
1897. . .	14,1	10,2	11,4	3,6
1898. . .	16,8	13,1	13,8	2,9
1899. . .	19,8	14,9	17,8	1,9
1900. . .	19,5	14,1	18,6	0,9
1901. . .	15,9	9,9	15,9	—0,3
1902. . .	19,5	13,7	14,7	4,7
1903. . .	19,9	13,9	16,1	3,7
1904. . .	23,9	16,7	19,2	4,7
1905. . .	29,2	20,9	22,7	6,5
1906. . .	32,0	21,9	27,7	4,3
1907. . .	31,5	19,5	29,8	1,2

I. — *Activité, à l'étranger, de la Dresdner Bank quant à son commerce régulier de banque.*

Nous avons indiqué que la Dresdner Bank était un établissement de crédit qui, sans négliger le commerce d'émission et de spéculation, se montra préoccupé avant tout du commerce régulier de banque. Pourtant, dans les premières années de son activité, elle ne pratiqua pas l'expansion, ni à l'intérieur de l'Allemagne, ni à l'étranger. Avec le temps, cet état de choses devait changer ; sans doute les relations que la Dresdner possédait en Allemagne, lui étaient des plus utiles pour le développement de son commerce, mais elle devait cependant s'apercevoir qu'elles ne donnaient pas les mêmes résultats qu'une expansion plus directe par succursales ou commandites. En développant ses propres affaires et surtout en augmentant son capital, il lui fut bientôt possible d'opérer quelques absorptions de banques, qui furent transformées en succursales. Quelques-unes de ces absorptions intéressent particulièrement l'expansion de son commerce régulier de banque avec l'étranger.

De bonne heure, en effet, la Dresdner Bank fit des affaires de banque avec l'étranger, mais le plus souvent *par voie indirecte* ; la banque en effet n'était pas représentée à l'étranger, elle ne possédait pas non plus de représentation directe dans les ports maritimes allemands. Elle cherche à remédier à cet état de choses en entretenant des relations très étroites et suivies tout d'abord avec la *Anglo-Deutsche Bank* de Hambourg, et ensuite avec la *Bremer Bank*. Ces relations lui étaient des plus utiles, car ces banques étaient des établissements très sérieux. Mais ces relations qui devaient suffire pour le commerce régulier de la Dresdner Bank jusqu'en 1890, devaient, à cette date, apparaître insuffisantes. En effet, c'est vers ce moment que la banque devait apporter un plus grand soin au développement de son commerce régulier de banque avec l'étranger et en particulier de son commerce de banque d'outre-mer.

C'est tout d'abord à *Hambourg* que la *Dresdner Bank* désire s'établir. A cet effet, elle procède en 1892 à l'absorption de la *Anglo-Deutsche Bank*, en augmentant son capital de 10 millions de marks, et en échangeant les 15 millions de marks d'actions contre 9 millions de ses propres actions nouvellement créées. La nouvelle succursale de *Hambourg* reprend l'actif et le passif de la *Anglo-Deutsche Bank* et continue les affaires (1).

En 1895, elle s'établit à *Brême* en procédant à l'absorption de la *Bremer Bank*. Elle échangea les 20 millions d'actions de la *Bremer Bank* contre 15 millions de ses actions à elle ; à cet effet, elle augmenta son propre capital de 15 millions de marks. L'actif et le passif de cette banque furent pris par la succursale de *Brême* de la *Dresdner Bank*. On pouvait escompter le même succès pour cette succursale que pour celle de *Hambourg*, elle aussi continuait en somme les affaires d'une banque très solide et ancienne : la *Bremer Bank* ayant été créée en 1856 au capital de 16 1/2 millions de marks (2).

Ce développement de l'expansion de la *Dresdner Bank*, expansion déterminée surtout par le besoin et le désir d'étendre son commerce régulier de banque à l'étranger, devait la conduire rapidement à chercher une représentation à *Londres* : elle en affirme déjà la nécessité dans son bilan de 1894. L'année suivante, 1895, elle établit à *Londres* (3) une succursale qui devait avoir le plus brillant avenir au point de vue de l'expansion du commerce régulier de la *Dresdner Bank* non seulement en *Angleterre*, mais à l'étranger en général.

A partir de ce moment, cette expansion directe et propre de la *Dresdner Bank* subit un arrêt assez long. Il faut toutefois noter qu'elle n'avait pas été limitée à ces trois succursales.

(1) *Frankfurter Actionär*, année 1892, p. 352.

(2) Paul Model — Loeb, *op. cit.*, p. 160.

(3) Riesser, *op. cit.*, donne deux dates différentes de cet établissement (année 1900 est signalée, p. 115 et 1901, p. 210), elles ne sont exactes ni l'une ni l'autre.

La banque participa, en effet, déjà en 1889, à la création de la Deutsch-Asiatische Bank; en 1894, elle prend également part à la création de la Banque commerciale italienne. Elle participe également à la plupart des créations de banques faites par la Discontogesellschaft à l'étranger.

Quel fut le résultat de cette expansion de la Dresdner Bank ? Nous avons indiqué pour quelles raisons les succursales de Hambourg et Brême semblaient appelées à un brillant avenir. Ceci est confirmé par les rapports de la banque, tant pour ces succursales d'Allemagne que pour celle de Londres. Malheu-

**Principaux chapitres des bilans de la Dresdner-Bank
de 1890-1907** (en millions de marks).

ANNÉES	Effets	Reports et Lombards	Comptes courants débiteurs	Comptes courants créditeurs	Dépôts	Accepta- tions
1890	33.5	38.2	76.9	63.4	11.5	33.8
1891	43.3	21.6	72.4	55.1	13.7	33.8
1892	40.2	33.0	86.7	58.6	15.3	47.3
1893	37.6	28.9	94.1	66.5	15.7	38.9
1894	54.0	54.2	95.2	95.5	20.6	54.4
1895	59.5	50.0	147.8	104.1	31.1	77.2
1896	76.7	42.4	158.8	127.2	39.8	76.1
1897	83.8	51.8	193.5	136.4	37.4	100.6
1898	92.8	57.6	229.3	156.4	55.2	116.2
1899	122.4	75.3	248.7	202.1	63.0	122.2
1900	150.5	41.5	288.8	188.1	94.6	131.1
1901	109.2	40.8	215.8	151.7	77.6	102.7
1902	115.5	80.3	233.5	185.8	93.2	115.4
1903	115.6	70.5	267.7	217.4	108.3	129.3
1904	160.8	107.4	328.6	385.5	136.7	149.7
1905	176.8	109.8	380.0	371.6	163.5	170.7
1906	242.6	127.5	429.0	419.3	199.0	205.9
1907	217.6	64.4	454.8	323.7	224.8	209.5

reusement, on est obligé de s'en tenir à ces constatations générales : les rapports de la banque ne disent pas davantage, ils ne donnent pas notamment de comptes annuels séparés pour ces succursales : leurs affaires sont comprises dans les affaires totales faites par la Dresdner Bank.

Mais pour juger de l'utilité d'une telle expansion, au point de vue général du développement du commerce régulier de

banque, ce n'est pas les affaires de ces seules succursales qui doivent nous intéresser, mais bien l'ensemble des affaires de la maison, et la mesure où elles ont été facilitées ou provoquées par les succursales. Ceci est encore plus difficile à déterminer. On peut cependant, dans une certaine mesure, s'en rendre compte : c'est en examinant (dans le tableau que nous donnons page 453) le développement très caractéristique et tout à fait exceptionnel de tous les chapitres de la Dresdner Bank qui touchent au commerce régulier de banque, à partir de 1890, c'est à-dire à partir de l'époque où elle pratique une expansion de banque active. Sans doute ce développement ne doit pas être attribué uniquement à cette expansion : il est en partie, tout d'abord, le résultat du développement général des affaires commerciales et industrielles ; en second lieu il est également le résultat des conditions extrêmement favorables que la banque faisait à sa clientèle (1). Mais ces réserves faites, une part considérable en doit être attribuée à l'expansion de banque pratiquée par la Dresdner Bank à cette époque : le développement de son commerce régulier de banque est en effet à ce moment beaucoup plus notable que celui de n'importe quelle autre banque allemande.

Dans les dernières années de l'activité de la Dresdner Bank, une nouvelle tendance vers une expansion de banque active est nettement visible. La banque le constate elle même dans son bilan pour l'année 1905 : il y est dit que « la banque étant parvenue à une organisation satisfaisante et qui lui permet de satisfaire pleinement à son commerce de banque dans le pays même, elle se trouve dorénavant intéressée en première ligne à procéder au développement des services qui lui permettraient d'entretenir des relations à l'étranger, et de développer

(1) Ceci est bien visible dans l'augmentation considérable des crédits à découvert : en 1894, ils représentent les 33 0/0 du capital-actions de la banque et en 1895 : 50 0/0. V. Paul-Model (Loeb), *op. cit.*, p. 160.

utilement son commerce régulier à l'étranger, en particulier avec les pays où l'Allemagne possède des relations commerciales suivies ».

Comme résultat de ces nouvelles tendances, il faut tout d'abord signaler la participation de la Dresdner Bank en 1903 à la *Sovereign Bank of Canada*. Participation imposée, comme le dit le bilan de 1903, par le souci d'étendre et de développer les relations et le commerce régulier de banque avec les pays de l'Amérique du Nord. Malheureusement cette participation ne devait pas être de longue durée, car la *Sovereign Bank of Canada* liquida en 1907. Les résultats de cette liquidation ne sont pas encore connus à l'heure actuelle, mais on estime que l'actif de la banque est suffisamment important et que la Dresdner Bank n'aura pas de pertes à subir ; toutefois, en prévision de cette liquidation, la Dresdner Bank avait, dans son bilan de 1907, réduit cette position à 1 mark.

L'année suivante, en 1904, la Dresdner Bank étend sa représentation en Suisse, en participant à la création de la Société par actions *Speyer et C^e* à Bâle. Cette même année elle fonde conjointement avec la *Deutsch-Westafrikanische Handelsgesellschaft*, la *Deutsche Westafrikanische Bank* destinée à développer son activité dans la colonie allemande du même nom.

Mais c'est surtout en 1905 que les créations de banques à l'étranger par la Dresdner Bank sont importantes. Elle crée tout d'abord avec la Nationalbank et le Schaaffhausen'sche Bankverein, la *Deutsche Orientbank* au capital de 16 millions de marks. Ensuite, toujours avec le même groupe de banques, elle constitue la *Deutsche Südamerikanische Bank*, au capital de 20 millions de marks. Ces deux banques ont pour but essentiel de développer les relations de banque allemandes avec les pays dont elles portent le nom et d'exploiter ce commerce dans ces pays mêmes. La même année, la Dresdner Bank entre en communauté d'intérêts avec la banque *J. P. Morgan et C^e* à New-York et à Paris.

Les établissements qui ont mis à même la Dresdner Bank de développer son commerce régulier de banque à l'étranger sont indiqués dans le tableau suivant :

Succursales :

Hambourg en 1892 (absorption de la *Anglo-Deutsche Bank* à Hambourg, capital versé : 12.300.000 marks).

Brême en 1893 (absorption de la *Bremer Bank* à Brême, capital : 20.000.000 de marks).

Londres en 1893.

Communautés d'intérêts :

Fährich et Cie à Madrid.

J. P. Morgan et Cie à New-York et à Paris.

Participations et créations de banques :

en 1889 : la *Deutsch-Asiatische Bank* à Shanghai (capital-action : 7.500.000 Shanghai-Taels ; en commun avec la plupart des grandes banques allemandes).

en 1894 : La *Banca Commerciale Italiana* à Milan (capital-action : 105.000.000 de francs ; en commun avec des banques allemandes, autrichiennes et suisses).

en 1893 : la *Bank für Orientalische Eisenbahnen* à Zurich (capital-actions : 50 millions de francs ; en commun avec des banques allemandes et étrangères).

en 1903 : la *Sovereign Bank of Canada* (qui liquida en 1907) ;

en 1904 : la *Actiengesellschaft Speyer et Cie* à Bâle (capital-actions : 15.000.000 de francs).

en 1904 : la *Deutsche Westafrikanische Bank* (capital-actions : 1 million de marks ; en commun avec la *Deutsche Westafrikanische Handelsgesellschaft*).

en 1903 : la *Deutsche Orientbank* à Berlin (capital - actions : 16.000.000 de francs ; avec le *Schaaffhausen'sche Bankverein* et la *Nationalbank für Deutschland*).

en 1903 : la *Deutsch-Süd-amerikanische Bank* à Berlin (capital-actions : 20.000 000 de marks ; avec le *Schaaffhausensche Bankverein* et la *Nationalbank für Deutschland*).

En dehors de ces participations et créations, la Dresdner

Bank a été également intéressée d'une façon passagère par émissions et possessions d'actions, aux établissements de crédit étrangers suivants :

Wiener Bankverein (actions en 1876).

Banque Nationale de Bulgarie (obligations 6 0/0 en 1889, 1893, 1894).

Länderbank de Vienne (actions en 1889).

Ungarische Bank für Handel und Industrie à Budapest (actions en 1890, 1891, 1893).

Schweizerische Centralbank (en 1892 : actions).

Belgische Eisenbahnbank (actions en 1894).

Ländesbank für Bosnien und Herzegovina (actions : 1895).

II. — *Activité, à l'étranger, de la Dresdner Bank quant à son commerce irrégulier de banque.*

La Dresdner Bank, que nous avons désignée comme étant en premier lieu une banque de dépôt et de crédit, ne néglige pas les affaires se rapportant au commerce irrégulier de banque. Nous avons même constaté, en examinant le tableau des bénéfices annuels de cette banque, que les affaires du commerce irrégulier ont une tendance à devenir de plus en plus importantes, bien qu'apparaissant très variables, si on les envisage dans un court délai. La meilleure façon de nous rendre compte de l'importance de ces affaires, c'est d'examiner le compte consortial et le compte des effets propres. A cet effet, nous donnons ci-contre ces deux comptes respectifs à partir de 1901, c'est-à-dire à partir de l'époque où la banque apporte dans ses bilans une plus grande spécialisation des comptes, répondant de cette façon aux critiques qui lui étaient adressées depuis assez longtemps à ce sujet.

On voit que tous les chapitres qui doivent nous intéresser ici spécialement — c'est-à-dire tous à l'exception des participations aux banques que nous avons déjà examinées — sont en constante progression. Un grand nombre de ces participations constituent directement l'expansion de l'activité de cette banque à l'étranger, ce sont elles que nous avons à examiner plus particulièrement.

Dresdner. Bank. — Compte des valeurs propres.

ANNÉES	1901		1902		1903		1904		1905		1906		1907	
	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2
1. Fonds d'Etats, provinces et communes, obligations et hypothèques de chemins de fer et d'entreprises industrielles.	5	1 63	7	3 40	11	7 75	4	8 46	19	10 16	22	12 99	22	12 87
2. Entreprises de chemins de fer	8	3 54	7	2 40	7	2 13	10	4 71	8	3 34	9	3 47	9	5 51
3. Actions de banques.....	5	4 84	4	4 30	6	5 39	2	0 36	7	1 49	6	1 30	7	1 11
4. Entreprises d'assurances.....	3	0 50	3	0 50	2	0 39	2	0 39	2	0 40	2	0 40	2	0 40
5. Entreprises de terrains.....	6	3 88	6	3 89	8	2 67	10	3 38	10	3 83	11	4 43	11	4 99
6. Entreprises d'outre-mer.....	4	7 76	4	6 82	5	6 24	6	8 07	12	6 32	10	5 72	12	7 30
7. Entreprises électriques et de câbles maritimes.....	9	5 43	11	6 68	10	4 86	12	4 79	9	4 51	7	4 34	7	4 76
8. Mines et carrières.....	4	3 33	3	3 51	5	4 72	8	8 78	7	8 69	8	9 01	7	3 20
9. Entreprises diverses.....	18	8 18	18	8 12	26	5 84	20	5 43	24	6 90	24	8 00	25	7 91
Total.....	62	39 09	63	39 00	80	39 98	61	41 39	98	45 65	99	49 75	102	48 38

Compte consorcial.

Fonds d'Etats, provinces et communes, obligations et hypothèques de chemins de fer et d'entreprises industrielles.	1901		1902		1903		1904		1905		1906		1907	
	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2
254	15 19	236	20 12	268	22 06	362	24 41	336	29 81	299	25 44	301	26 92	
22	5 60	27	6 06	31	5 21	45	13 76	36	15 01	34	11 81	42	13 91	
7	2 47	14	2 03	15	0 99	17	2 63	27	2 34	27	4 10	25	3 03	
11	2 80	6	0 81	6	1 58	9	2 25	16	2 17	12	2 97	11	2 54	
84	8 13	69	8 62	71	8 15	121	9 37	140	17 45	120	12 30	122	10 88	
Total.....	378	34 20	352	37 64	391	37 99	554	52 42	555	66 79	492	56 62	501	57 28

Colonne 1 : nombre des valeurs. — Colonne 2 : montant en millions de M.

A. — Participations aux emprunts étrangers.

La Dresdner Bank participe de bonne heure aux emprunts étrangers, mais elle suit à ce point de vue, et plus généralement même, la politique déjà signalée de la Bank für Handel und Industrie ; c'est-à-dire qu'elle se laisse toujours, pour ainsi dire, remorquer par une autre banque allemande ou par un consortium de banques. Nous la voyons de cette façon participer en 1886 avec la Deutsche Bank à la Wiener-Bank-Operation (1) ; le bilan de 1886 dit à ce propos : « Nous sommes entrés avec d'autres banques dans une combinaison de banques autrichiennes qui doit nous assurer la participation aux grandes opérations financières. » Nous savons que cette opération ne devait pas aboutir : et la Dresdner Bank ne retira pas les avantages qu'elle était en droit d'espérer. Elle a plus de chance dans les participations aux emprunts qu'elle fit avec les banques allemandes : avec la Deutsche Bank et la Discontogesellschaft en particulier.

C'est surtout à partir de 1889 que les participations de la Dresdner Bank sont importantes : à partir de cette date, elle attache également une plus grande importance à l'émission de ces valeurs étrangères. Il faut signaler tout d'abord sa participation avec la *Darmstädter Bank* aux emprunts portugais qui devaient lui donner, au commencement tout au moins, des bénéfices notables.

L'année 1889 est encore tout particulièrement signalée par ce fait que la banque paraît cette année pour la première fois, seule et d'une façon directe, sur le marché financier étranger en négociant l'emprunt mexicain de 5 0/0 qui devait servir à la construction de chemins de fer mexicains. A partir de cette date, elle reste toujours en relations suivies avec les finances publiques du Mexique.

Nous donnons les principales opérations financières concer-

(1) Voir chapitre II, *Deutsche Bank*.

nant les finances publiques étrangères auxquelles fut intéressée la Dresdner Bank et qu'elle mentionne dans ses bilans :

Belgique.

En 1873 : emprunt 3 0/0 de l'Etat belge.

En 1876 : » de la ville de Bruxelles.

Autriche-Hongrie.

En 1876 : emprunt 6 0/0 (en or) de l'Etat hongrois.

En 1886 : 4 1/2 0/0 Oesterreichische-Boden-Credit Pfandbriefe.

En 1889 : 4 0/0 Galizische Propinations Anleihe.

En 1892 : emprunt 4 0/0 de la ville de Carlsbad.

En 1895 : » 4 0/0 de la Bosnie et Herzegovina (Landesanleihe)

En 1898 : » 4 0/0 de la ville de Vienne.

Portugal.

En 1888 : emprunt d'Etat 4 1/2 0/0 (conversion).

En 1889 : » » 4 1/2 0/0.

En 1891 : » » 4 1/2 (garanti par le monopole des Tabacs).

Bulgarie.

En 1889 : emprunt d'Etat 5 0/0.

En 1891 : » » 6 0/0 (garanti par hypothèque sur les chemins de fer).

En 1907 : » » 4 1/2 0/0.

Mexique.

En 1889 : emprunt d'Etat 5 0/0 (obligations de chemins de fer, — voir voies de communication).

En 1893 : » » 6 0/0.

En 1899 : » » 5 0/0 (conversion des emprunts antérieurs).

Italie.

En 1890 : emprunt d'Etat 5 0/0.

En 1891 : » » 5 0/0.

En 1892 : rente italienne de 5 0/0.

En 1906 : conversion de la rente italienne de 4 0/0 et 5 0/0 en 30/0.

Russie.

En 1894 : emprunt d'Etat 3 1/2 0/0 (en or).

En 1896 : » » 3 0/0 (en or).

Chine.

En 1896 : emprunt d'Etat 5 0/0.

En 1898 : » » 4 1/2 0/0.

Finlande.

En 1898 : emprunt d'Etat 3 0/0.

En 1901 : » » 3 1/2 0/0.

Pays divers.

En 1889 : emprunt 5 0/0 de l'Etat roumain.

En 1894 : » 4 0/0 (or) de l'Etat turc.

En 1894 : » 4 0/0 de la ville de Christiania.

En 1895 : » 3 0/0 de la ville de Copenhague.

En 1895 : obligations foncières danoises 4 0/0

En 1896 : » » 3 1/2 Stockholm Intereknig garanti aktiebolag.

En 1905 : emprunt 5 0/0 de la province de Saõ Paulo (garanti : hypothèque de chemin de fer ; en commun avec Schaaffhausen sche Bankverein et Banque de Paris et des Pays-Bas).

En 1905 : emprunt de 4 1/2 0/0 de l'Etat japonais (avec la Deutsch-Asiatische Bank et des banques allemandes et étrangères, Série II, montant 30 millions de £).

En 1905 : emprunt de 4 0/0 de l'Etat japonais (montant 25 millions de £).

En 1907 : emprunt 5 0/0 (or) de l'Etat argentin.

En 1907 : » 4 1/2 0/0 de l'Etat siamois.

B. — Participations industrielles à l'étranger.**I. — Voies de communication.**

a) *Chemins de fer.* — Dès le commencement de son activité, la Dresdner Bank participe aux chemins de fer autrichiens par des émissions et des possessions d'actions et d'obligations de ces lignes ; elle y réalise des bénéfices notables. Ceci est

constaté par le *Frankfurter Actionär* surtout pour l'année 1888 (1). Par la suite, elle participe de la même façon, en commun avec les autres grandes banques allemandes, surtout aux chemins de fer italiens et aux chemins de fer russes ; dans une moins grande mesure elle est intéressée aux chemins de fer suisses et aux valeurs de Compagnies de communication de l'Amérique du Nord ; en particulier aux chemins de fer mexicains.

L'intervention de la *Dresdner Bank* dans les voies de communication à l'étranger est également indirecte : la banque n'intervient en effet pour ainsi dire pas dans la création des entreprises ayant pour but la construction ou l'exploitation des lignes de communication. Du moins elle n'intervient pas en premier lieu et d'une façon dirigeante ; elle ne fait que suivre les autres banques allemandes et prendre part aux entreprises créées par ces banques. Il faut signaler dans ce sens tout d'abord la participation en 1889 à la création de la *Société des chemins de fer d'Anatolie* par la *Deutsche Bank*. Elle participe également, comme membre du syndicat de banques pour affaires asiatiques, aux chemins de fer de *Schantung*. Elle prend de même part à l'émission des actions et obligations des chemins de fer de *Macédoine* (création de la *Deutsche Bank*).

La *Dresdner Bank* favorise également la construction de chemins de fer en participant à deux sociétés de construction de lignes ferrées allemandes, qui ont entrepris de nombreuses constructions de ce genre à l'étranger ; elle a participé en 1897 à la création de la *Aktiengesellschaft für Feld- und Kleinbahnenbedarf vormals Orenstein und Koppel*, et en 1898 à la création de la *Continental Eisenbahn-Bau und Betriebsgesellschaft*.

Nous allons résumer, dans le tableau suivant, les principales lignes de chemins de fer à l'étranger — à l'exception de

(1) *Frankfurter Actionär*, année 1889, p. 136.

celles déjà mentionnées ci-dessus — auxquelles fut intéressée la Dresdner Bank par des émissions ou possessions d'actions ou d'obligations :

Autriche :

Franz Joseph-Eisenbahn :	1873	actions de priorité	5 0/0
Oesterreichische Nordwestbahn :	1873	» »	5 0/0
» »	1875	» »	5 0/0
Prag-Duxer-Eisenbahngesellschaft :	1873	» »	5 0/0
» »	1875	» »	5 0/0
» »	1883	» »	5 0/0 en or
d'un montant de 10 millions de marks avec le Wiener Bankverein, Deutsche Vereinsbank et Württembergische Bankanstalt).			
Prag-Duxer-Eisenbahngesellschaft :	1896	emprunt de	0/0 (conversion)
» »	1891	actions de priorité	4 0/0 (or et argent).
Kronprinz Rudolf Eisenbahn :	1875	actions de priorité	
Lamberg-Czernowitzer Eisenbahn :	1875	» »	
Dux-Bodenbacher Eisenbahn :	1891	» »	(or et argent)
» »	1893	» »	(» 3 0/0)

Italie :

Italienische Mittelmeer Eisenbahn :	1885	» » »	
» »	1890, 1891, 1892, 1893, 1900 et 1901 :	obligations	4 0/0.
Chemins de fer italiens :	1887	obligations	3 0/0.

Russie :

Chemin de fer Nicolet :	1886	obligations garanties par l'Etat.	
Chemin de fer Buschtehrad :	1889	actions	
» de Wladikawkas :	1894	obligations	4 0/0
» »	1895	» »	4 0/0
Chemin de fer Rjäsan-Uralsk :	1894	» »	4 0/0
» Rybinsk :	1895	» »	4 0/0 garantie par l'Etat.
» Moscou Kiew-Woronesk :	1895	» »	4 0/0 »

Mexique :

Chemins de fer mexicains :	1889	obligations	5 0/0
» »	1892	» »	5 0/0 (2 ^e série)
» »	1904	» »	5 0/0

Tehuantepec National Railway

Company : 1907 obligations 5 0/0

Pays divers :

Schweizerische Centralbahn : 1894 actions de priorité 3 1/2 0/0

Chemins de fer belges : 1895 obligations 3 1/2 0/0

New-York, New Haven and Hart-

fort Railway Company : 1907 bons 4 0/0.

b) *Compagnies de navigation.* — La Dresdner Bank participe par des émissions d'actions et d'obligations aux grandes Compagnies de navigation allemandes : en particulier à la *Hamburg Amerikanische Packetfahrt-Gesellschaft* et au *Nord-deutscher Lloyd*. Elle fut plus directement encore intéressée, en participant à sa création, à la *Deutsche-Australische Dampfschiffahrt-Gesellschaft*.

Parmi les participations de la banque aux Compagnies de navigation étrangères, il faut mentionner : la *Vereinigte Oesterr. Schifffahrts-Gesellschaft* de Trieste, et l'*Oesterr. Nordwest-Dampfschiffahrts-Gesellschaft*.

II. — *Autres participations industrielles de la Dresdner Bank.*

Si nous examinons tout d'abord les *industries électriques* et leur expansion à l'étranger, nous verrons que la Dresdner Bank, comme la plupart des banques allemandes, participe à cette expansion d'une façon *directe* et *indirecte*. D'une façon *indirecte*, tout d'abord, en faisant partie de groupes de banques qui se trouvent liés avec les groupes d'entreprises électriques : le groupe Siemens und Halske et le groupe Union-Elektrizitätsgesellschaft. En second lieu, elle intervient *directement* dans cette expansion, en créant elle-même ou en prenant part à des créations d'établissements électriques à l'étranger. Les principales créations ou participations de la Dresdner Bank dans cet ordre d'idées, sont :

Compagnie internationale de l'air comprimé Popp (avec la Discontogesellschaft),

The Mexican Electric Works Ltd (création en 1897 avec Siemens und Halske).

Russische Electrizzitätsgesellschaft Union à St-Petersbourg et Riga (création en 1898 avec l'Union Electrizzitätsgesellschaft).

Mexican Light and Power Ltd.

Deutsche Ueberseeische Electrizzitätsgesellschaft.

Società Italiana per la Fabbricazione dell'Alluminio ed alti prodotti dell'Elettrometallurgia.

La Victoria falls Power Company (création en 1906 avec l'Allgemeine Electrizzitätsgesellschaft et la British South Africa Company).

Compagnie générale des Tramways de Buenos-Ayres (en 1907).

Société norvégienne de l'Azote et des forces hydro-électriques (en 1907).

La banque fut également active dans la création des entreprises de câbles maritimes internationaux, il faut signaler ses participations à :

La Deutsch-Atlantische Telegraphengesellschaft.

La Osteuropäische Telegraphengesellschaft.

La Deutsche-Niederländische Telegraphengesellschaft.

La Dresdner Bank est intéressée dès 1889 aux industries minières par sa participation à la *Siebenbürger Gold-Bergbau-Actiengesellschaft* Boicza (Autriche). Mais ce sont surtout les participations de cette banque dans les mines de l'Afrique du Sud, qui sont intéressantes et nombreuses. On peut les classer de cette façon :

Société Minière A. Goerz and Co Ltd (à partir de 1893).

African Metals Company Ltd (créée en 1895 par la Dresdner Bank de l'ancienne Südafrikanische Metallurgische Vereinigung).

Afrikanische Bergwerks-und Handelsgesellschaft m. b. H. (créée en 1895 par la Dresdner Bank et la Discontogesellschaft ; cette société liquida déjà en 1895).

General Mining and Finance-Corporation Ltd. (créée en 1895 par la Dresdner Bank de l'ancienne « firme » G. u L. Albu de Johannesburg).

African Ventures Syndicate Ltd (en 1903).

Sud-West Afrikanische Minen-Syndicat (création en 1907).

Studien Syndicat für Bewässerung, Talsperre und Glimmer-Vorkommen in den Deutsch-Westafrikanischen Schutzgebieten (en 1907).

La Dresdner Bank est intéressée, depuis sa communauté d'intérêts avec le Schaaffhausen'sche Bankverein, à l'industrie pétrolifère. Elle fut conduite en effet dans cette voie par les intérêts que le Schaaffhausen'sche Bankverein possédait dans la Société internationale de sondages, et c'est avec lui qu'elle fonde en 1904 la *Campina-Moreni*, société pour l'exploitation des pétroles roumains avec un capital de 5 millions de Lei.

Il faut signaler en dernier lieu que la Dresdner Bank s'est intéressée aux sociétés commerciales coloniales par sa participation en 1904 à la Deutsche Westafrikanische Handelsgesellschaft. Elle participe également à quelques entreprises industrielles en Russie et en Amérique (notamment à la création en 1896 de la *Russische Maschinenbau-Gesellschaft Hartmann* qui s'occupe spécialement de la construction des locomotives), aux Sring Valley Water Works de San Francisco, et à la Compania Explotadora de Caucho Mexicano.

§ IV. — A. SCHAAFFHAUSEN'SCHER BANKVEREIN

Le Schaaffhausen'sche Bankverein est la plus ancienne banque allemande constituée sous forme de société par actions. C'est en 1848 en effet que cette banque fut constituée par la transformation en société par actions de la maison, alors très ébranlée, A. Schaaffhausen de Cologne. Son capital fut fixé à 5.187.000 thalers, dont 3.199.800 thalers immédiatement versés.

Elle avait son siège à Cologne, et se trouvait par là au centre des régions industrielles rhénanes et Westphaliennes. Elle témoigna un vif intérêt pour les industries naissantes de ces régions, et en particulier aux industries métallurgiques et minières. Les premiers bilans sont, à ce point de vue, tout à fait suggestifs : ce sont de précieux documents sur les premiers

liens qui vont unir les banques et les jeunes industries allemandes. La banque développa tout particulièrement son commerce régulier ; c'est en accordant des crédits aux entreprises industrielles qu'elle leur vint en aide, et qu'elle est à considérer comme un facteur même du développement économique. Ce concours devait lui profiter à elle-même ; elle développa rapidement son propre commerce de banque. Pour pouvoir satisfaire à de grandissants besoins, elle procède à des augmentations successives de son capital propre, augmentations justifiées par le désir d'apporter toujours le même soutien aux industries allemandes dont les progrès sont suivis d'une façon très intéressante (1).

En 1872, la banque dispose déjà d'un capital propre de 48 millions de marks, ce qui lui permet de développer considérablement ses affaires de banque, notamment celles du commerce régulier. L'activité économique intense des *Gründungsjahre* se prêtait à cette extension du commerce de banque, mais la réaction consécutive à cet essor économique ne tarda pas à se faire sentir de la façon la plus nette : la crise de 1873 fut extrêmement préjudiciable au Schaaflhausen'sche Bankverein. Il fut obligé de restreindre ses affaires, et réduisit en 1876 son capital de 12 millions de marks.

En 1891, la banque est revenue au capital de 48 millions de marks. C'est l'année où son activité prend un aspect particulier. En effet, jusqu'à cette date, le Schaaflhausen'sche Bankverein était resté avant tout un établissement de crédit local ; bien que possédant une commandite à Berlin dès 1873, son activité était presque uniquement limitée aux provinces allemandes du Rhin et de la Westphalie. Mais cet état de choses ne devait pas se prolonger indéfiniment ; le Schaaflhausen'sche Bankverein fut conduit, comme toutes les autres banques, à suivre la centralisation de l'organisation du

(1) Voir notamment les bilans de la banque pour les années 1855 et 1859.

crédit à Berlin. En 1891, le Schaaffhausen'sche Bankverein fonde une succursale à Berlin et, en peu de temps, il réussit à se créer sur ce marché une place tellement importante qu'il compte aujourd'hui parmi les grandes banques berlinoises. Ses affaires sont en constante progression : pour donner tout le développement nécessaire à son commerce de banque, il fait plus que doubler son capital propre en 1894 : il le porte de 48 millions de marks à 100 millions.

En 1904, se produit une autre modification importante dans l'organisation et dans l'orientation de l'activité de cette banque : son *Interessengemeinschaft* avec la Dresdner Bank fut décidée par l'accord du 11 décembre 1903. Cette communauté d'intérêts devait être profitable aux deux établissements de crédit : les bilans de ces banques sont à ce sujet unanimes, et les résultats confirment d'une façon éclatante ces appréciations.

Le Schaaffhausen'sche Bankverein n'est plus l'institut de crédit centralisé qu'il fut à ses débuts : déjà à cette époque, il pratique une expansion de banque ; expansion caractérisée et importante surtout à partir de 1904. Ceci à un tel point que selon le bilan même de l'année 1906, la dernière augmentation de capital (qui porte celui-ci à 145 millions de marks) fut motivée par des considérations de cet ordre.

I. — *Activité, à l'étranger, du Schaaffhausen'sche Bankverein quant à son commerce régulier de banque.*

Pendant la première époque de son existence, le Schaaffhausen'sche Bankverein fut un institut centralisé et son activité surtout locale ; il ne pratique l'expansion de banque ni en Allemagne, ni encore moins à l'étranger. Cette centralisation s'explique par ce fait que la banque, tout en pratiquant le commerce régulier de banque, restait particulièrement liée aux industries rhénanes et westphaliennes. Déjà cependant, dans son bilan de 1855, la banque constate un tel développement dans l'organisation et dans la production industrielle

— en particulier de l'industrie métallurgique et des mines de charbon — qu'elle signale la nécessité d'une expansion de ces industries, non seulement en Allemagne, mais même à l'étranger et ceci comme seul moyen d'éviter une surproduction désavantageuse.

Pourtant, l'expansion propre du Schaffhausen'sche Bankverein est postérieure. C'est vers 1873 seulement qu'elle se fait représenter directement à Berlin en y établissant une commandite. A la même date, la banque manifeste une tentative d'expansion de son commerce régulier de banque à l'étranger. En effet, elle établit également cette année une commandite à *Hambourg*, poussée surtout par le désir d'intervenir dans les relations commerciales internationales de l'Allemagne. Ce désir de développer ses relations de banque avec l'étranger, se manifeste encore plus nettement par le fait que, cette même année 1873, la banque établit une commandite directement à l'étranger : à *Paris*.

Ce mouvement d'expansion du Schaffhausen'sche Bankverein ne fut pas de longue durée. En 1875, cesse la commandite de la banque de *Hambourg* : celle-ci retire en effet le capital de 600.000 marks qui était affecté à cette commandite. En 1876, elle réduit son intérêt dans la commandite parisienne en diminuant de moitié le capital qu'elle y avait engagé ; en 1877, elle fait cesser cette commandite.

A partir de cette date et pendant de longues années, les intérêts du Schaffhausen'sche Bankverein à l'étranger sont réduits à peu de chose ; la banque pratique presque uniquement le commerce régulier de banque en Allemagne même. Les rares relations internationales, qu'elle entretient à cette époque, sont faites par l'intermédiaire des banques étrangères avec lesquelles elle est en simples relations commerciales, mais sans y être autrement intéressée.

C'est seulement après 1890 qu'il est permis de juger, d'après l'activité de la banque, qu'elle désire développer et étendre son commerce de banque à l'étranger. C'est vers cette époque

en effet qu'elle établit des relations directes avec plusieurs banques étrangères en participant aux émissions d'actions de ces banques. Elle participe également, avec d'autres maisons allemandes, à la création de quelques banques étrangères, notamment de la *Deutsch-Asiatische Bank*, la *Banque internationale de Bruxelles* et la *Banca commerciale italiana*.

Malgré ces participations et ces créations, le mouvement d'expansion du Schaaffhausen'sche Bankverein reste cependant bien timide, en comparaison des autres grandes banques allemandes que nous avons précédemment examinées. En effet, jamais dans ces participations, le Schaaffhausen'sche Bankverein ne prend l'initiative, il n'occupe pas davantage une place prépondérante : il ne fait que suivre la route tracée par les autres banques allemandes. C'est tout récemment seulement que cette politique du Schaaffhausen'sche Bankverein semble devoir changer. C'est à partir de sa communauté d'intérêts avec la Dresdner Bank, c'est-à-dire à partir de 1904, que le Schaaffhausen'sche Bankverein manifeste nettement l'intention de vouloir développer ses relations avec l'étranger et agrandir son commerce régulier de banque en dehors de l'Allemagne. Aussi, depuis l'année 1904, il participe avec la Dresdner Bank à de nombreuses créations de banques étrangères.

Tout d'abord, il entre en relations plus étroites avec la maison *Speyer et Co*, à Bâle, en la transformant en une société par actions dont il détient une certaine quantité. En 1905, il participe à l'augmentation du capital de l'*Union Bank* de Vienne de 32 à 50 millions de couronnes. Dans son bilan de cette année, il dit nettement que cette opération financière est guidée par le désir de développer son commerce de banque en Autriche en s'assurant des liens directs et le concours de l'*Union Bank*.

Mais cette période est surtout caractérisée par la création de deux banques importantes, spécialement destinées au commerce de banque à l'étranger, c'est-à-dire la création, en 1905,

de la *Deutsche Orientbank* (avec la *Dresdner* et la *Nationalbank für Deutschland*) et la création en 1906, de la *Deutsch-Süd-amerikanische Bank* (avec la *Dresdner Bank*). En 1906 le Schaaffhausen'sche Bankverein développe encore ses relations de banque avec l'Autriche en participant à l'*Anglo-Oesterreichische Bank*. La même année, il s'assure une représentation directe dans l'Amérique du Nord, en participant à la *Sovereign Bank of Canada* ; nous savons que cette banque devait bientôt disparaître.

Ces nombreuses créations et participations du Schaaffhausen'sche Bankverein entraînaient une immobilisation assez grande de capitaux. C'est bien ce que constate le bilan de la banque pour l'année 1906. Il dit tout d'abord que la banque a pu, grâce à son expansion, tant en Allemagne qu'à l'étranger, donner un développement considérable à son commerce de banque ; en second lieu, il constate que l'augmentation du capital de la banque de 125 millions à 145 millions de marks, décidée cette année même, fut nécessitée par cette expansion active.

Ainsi le Schaaffhausen'sche Bankverein d'abord banque locale, puis un institut de crédit allemand, est devenu aujourd'hui — par suite de l'évolution économique de l'Allemagne et en particulier par les nécessités de l'évolution des banques — une banque qui possède de nombreuses relations à l'étranger et qui pratique une expansion du commerce régulier de banque qui n'est à aucun point négligeable.

Si nous résumons les tentatives d'expansion et les relations à l'étranger du Schaaffhausen'sche Bankverein, nous aurons le tableau suivant :

Commandites :

Hambourg (de 1874 à 1875).

Paris (de 1873 à 1876).

Créations et participations :

en 1889 : La *Deutsch-Asiatische Bank* à Shanghai, capital : 7.500.000

Shanghai-Taëls, avec les autres grandes banques allemandes).

- en 1894 : La *Banque commerciale Italienne* (capital 105.000.000 fr. avec les banques allemandes, autrichiennes et suisses).
- en 1898 : La *Banque Centrale Anversoise* à Anvers.
- en 1898 : La *Banque Internationale de Bruxelles* (capital: 20.000.000 fr., avec des banques allemandes et étrangères),
- en 1904 : *Speyer et Co* à Bâle, société par actions (capital : 15.000.000 fr., avec la Dresdner Bank).
- en 1905 : La *Deutsche Orientbank* à Berlin (capital : 16.000.000 marks, avec la Dresdner Bank et la Nationalbank für Deutschland).
- en 1906 : La *Deutsch-Südamerikanische Bank* à Berlin (capital : 20.000.000 marks, avec la Dresdner Bank et la Nationalbank für Deutschland).
- en 1906 : La *Anglo-Oesterreichische Bank*.
- en 1906 : La *Sovereign Bank of Canada* (avec la Dresdner Bank), qui liquide en 1907.

En dehors de ces banques, le Schaaffhausen'sche Bankverein participe encore d'une façon plus passagère, par des possessions d'actions et obligations, aux banques étrangères suivantes :

- Ungarische Agrar-und Rentenbank* (obligations 4 1/2 0/0 en 1898, 1899, 1900).
- Société générale d'Egypte* à Bruxelles (en 1899).
- Ungarische Hypotheken Bank* (en 1901).
- Credito Fondario* (en 1901).
- Bank für elektrische Unternehmungen* à Zurich (actions en 1904).
- Union Bank* de Vienne (actions en 1905).
- Wiener Bankverein* (actions en 1905).
- Crédit foncier égyptien* (actions en 1905).
- Banque d'Amsterdam* (actions en 1906).
- Wiener Bankverein* (actions en 1906).

II. — *Activité, à l'étranger, du Schaaffhausen'sche Bankverein quant à son commerce irrégulier de banque.*

Le commerce irrégulier de banque du Schaaffhausen'sche Bankverein, sans être aussi développé que son commerce régulier, reste cependant important. Mais ce commerce fut

surtout limité à l'intérieur de l'Allemagne. Sans doute, nous trouvons de bonne heure des exemples de participation de cette banque aux différentes opérations financières concernant les émissions et placements de valeurs étrangères en Allemagne (1); seulement d'abord ces participations sont peu importantes, ensuite la banque n'intervient pas directement dans ces opérations.

Depuis 1904, depuis son Interessengemeinschaft avec la Dresdner Bank, le Schaaffhausen'sche Bankverein semble apporter tout d'abord un soin plus grand à son commerce irrégulier de banque général. Les chapitres de ses comptes consortiaux et de ses effets propres sont plus importants, c'est à partir de cette date qu'il apporte aussi plus de divisions dans ces chapitres : on peut s'en rendre compte par notre tableau ci-contre.

Schaaffhausen'scher Bankverein.

Compte consortial (en millions de marks).

	Années :	1904	1905	1906	1907
1 ^o Obligations et fonds d'Etat allemands,		4,49	3,70	1,94	1,44
2 ^o Emprunts d'Etats et des communes étrangers		—	2,33	0,23	1,14
3 ^o Actions et obligations des entreprises de communication		7,81	8,24	8,38	11,00
4 ^o Actions de banques et des entreprises d'assurances		—	1,66	2,68	2,51
5 ^o Actions des entreprises industrielles .		5,03	11,40	13,59	12,88
6 ^o Obligations des entreprises indus- trielles		0,61	0,20	2,79	4,14
7 ^o Entreprises de terrains		0,71	2,12	2,66	2,66
8 ^o Valeurs diverses		1,13	0,37	0,36	0,39

(1) Voir Bilan 1869.

Compte des valeurs propres (en millions de marks).

	Années :			
	1904	1905	1906	1907
1 ^o Fonds d'Etats, des provinces et des communes, et obligations foncières .	5,76	6,44	6,94	10,72
2 ^o Obligations industrielles	3,39	5,23	5,41	5,20
3 ^o Valeurs cotées en Bourse et participations dans des entreprises minières.	12,31	9,09	6,49	8,61
4 ^o Valeurs qui ne sont pas encore cotées en Bourse.	13,22	15,93	17,93	18,31

En même temps, le Schaaffhausen'sche Bankverein pratique également une expansion de ce commerce à l'étranger : en effet, un grand nombre d'affaires constituant spécialement cette expansion, est conclu par la banque dans ces dernières années. Ce sont ces opérations que nous allons examiner avec plus de détails.

A. — Emprunts publics étrangers.

Les participations du Schaaffhausen'sche Bankverein aux emprunts publics étrangers sont assurément beaucoup moins importantes, à tous les points de vue, que celles des banques allemandes étudiées ci-dessus. La banque participe de bonne heure à quelques-uns de ces emprunts, mais dans une si faible mesure, qu'elle ne le signale pas spécialement. Dans ses bilans ultérieurs, la banque est plus explicite : on peut d'après cela se rendre compte que ces participations deviennent plus nombreuses et plus importantes. Pourtant, même dans les temps tout à fait récents, l'activité de cette banque n'est jamais prépondérante sur ce terrain ; n'intervenant jamais en premier lieu dans la négociation de ces emprunts, elle agit toujours comme auxiliaire d'une ou plusieurs autres grandes banques allemandes.

Nous donnons ici les principaux emprunts étrangers auxquels fut intéressé le Schaaffhausen'sche Bankverein, en suivant en ceci les indications mêmes des bilans :

- En 1896 : emprunt 5 0/0 de l'Etat chinois ;
- En 1898 : emprunt 4 1/2 0/0 de l'Etat chinois ;
- En 1899 : obligations 4 0/0 de l'Etat japonais ;
- En 1900 : emprunt 4 0/0 de la ville de Vienne ;
- En 1902 : emprunt 4 0/0 de l'Etat russe ;
- En 1902 : emprunt 4 0/0 de l'Etat hongrois ;
- En 1903 : emprunt 5 0/0 (en or) de la province de Saô Paulo (servant à la construction de chemins de fer).
- En 1905 : emprunt 5 0/0 de l'Etat chinois.
- En 1905 : emprunt 4 1/2 0/0 de l'Etat japonais (2^e série) ;
- En 1905 : emprunt 4 0/0 de l'Etat japonais ;
- En 1905 : emprunt 4 1/2 0/0 de l'Etat russe ;
- En 1906 : emprunt 4 0/0 de l'Etat autrichien ;
- En 1906 : emprunt 5 0/0 de la ville de Sofia ;
- En 1906 : conversion de la rente italienne.

B. — Participations industrielles et commerciales.

1. — Voies de communication.

a) *Chemins de fer.* — Les participations du Schaaffhausen'sche Bankverein dans la création des chemins de fer étrangers, consistent en général à prendre part aux entreprises dont l'initiative est prise par les autres grandes banques allemandes et que nous avons par conséquent énumérées. Il faut signaler parmi ces participations : la création du chemin de fer de *Schantung* en 1899, ainsi que la création de la *Deutsch-Chinesische Eisenbahngesellschaft* en 1903. Dans la création en 1906 de la *Kamerun Eisenbahn-Gesellschaft* le rôle du Schaaffhausen'sche Bankverein est plus considérable : cette fois-ci l'initiative vient de sa part.

Par des possessions ou par des participations aux émissions d'actions et obligations, le Schaaffhausen'sche Bankverein est intéressé aux chemins de fer étrangers suivants :

Chemin de fer du Gothard (obligations 4 0/0 en 1894).

Central Pacific Railway Company (en 1899).

Italienische Mittelmeer-Eisenbahngesellschaft (obligations 4 0/0 en 1900).

Warschau-Wiener Eisenbahngesellschaft (actions de priorité 4 0/0 en 1901).

Moskau-Kasan-Eisenbahngesellschaft (obligations 4 0/0 en 1901).

Chemin de fer national de Tehuantepec (Mexique) emprunt de 5 0/0 or en 1903.

b) *Compagnies de navigation*. — La banque participe, comme toutes les banques allemandes que nous avons déjà étudiées, aux grandes compagnies de navigation allemandes, et en particulier à la *Hamburg-Amerika Linie* et au *Nord-deutscher Lloyd*.

2. — *Autres participations industrielles.*

L'intervention du *Schaaffhausen'sche Bankverein* dans l'expansion des *industries électriques* allemandes, est tout d'abord *indirecte* par sa participation au groupe de banques qui sert de soutien à l'*Elektrizitätsgesellschaft*, vorm. Schuckert und Co. En 1898, le *Schaaffhausen'sche Bankverein* abandonne le groupe Schuckert et entre dans le groupe de l'*Union Elektrizitätsgesellschaft* (1).

La banque intervient aussi *directement* dans l'expansion de ces industries en participant à des créations d'industries électriques à l'étranger : signalons ici ses participations aux :

En 1898 : *Compagnie Electrique anversoire* à Anvers (capital 4 millions de francs).

En 1903 : *Deutsch-Ueberseeische Elektrizitätsgesellschaft* (en 1903 actions).

En 1905 : *Tramway de Barcelone*.

En 1905 : *Tranvia al Paso del Molino et Cerro* à Montevideo.

En 1905 : *Mexican Light and Power Company* (bonds 5 0/0).

En 1906 : *Victoria Falls Power Company Ltd.*

Il faut rattacher aux industries électriques, les entreprises de *câbles maritimes internationaux* : le *Schaaffhausen'sche Bankverein* se signale par la grande attention et par le concours qu'il apporte à ces sortes d'entreprises. C'est le *Schaaff-*

(1) Voir bilan du *Schaaffhausen'sche Bankverein*, année 1898.

hausen'sche Bankverein qui prend le premier l'initiative de la création en commun avec d'autres banques allemandes, de la *Deutsch-Atlantische Telegraphengesellschaft* à Cologne, au capital de 20 millions de marks ; cette société a pour but de rendre les relations télégraphiques allemandes indépendantes des compagnies télégraphiques étrangères. La banque participe également à la *Deutsch-Niedertländische Telegraphengesellschaft*, et elle est intéressée à la construction des câbles maritimes en participant à la société par actions *Land- und Seekabelwerke* de Cologne.

Nous avons déjà signalé dans quelle large mesure le Schaaffhausen'sche Bankverein s'intéressa aux *industries métallurgiques et minières* dans l'Allemagne même ; il s'intéresse également, dans une moindre mesure sans doute, à ces industries à l'étranger.

En 1902, le Schaaffhausen'sche Bankverein s'assure la majorité des actions de la *Internationale Bohrgesellschaft* à Erkelez. Or, cette société, tout en exécutant des sondages en Allemagne, pratique également de nombreux sondages à l'étranger et est intéressée aux compagnies de sondages de l'étranger, en particulier en Belgique, et en France. Les sondages des terrains pétrolifères en Roumanie ayant donné de bons résultats, le Schaaffhausen'sche Bankverein constitua avec cette société, la *Rumänische Aktiengesellschaft für Industrie Königreichs-Rumänien* au capital de 24.000 Lei ; la *Campina Moreni* fut absorbée par cette nouvelle société par actions.

Le Schaaffhausen'sche Bankverein est intéressé aux mines de l'Afrique du Sud en participant en 1904 à la *General Mining and Finance Corporation Ltd.*, et aux *West Rand Consolidated Mines Ltd.*

En dehors des entreprises industrielles et commerciales déjà citées, la banque participa encore aux différentes époques de son activité aux entreprises suivantes :

Jekaterinoslawer Röhren-und Eisenwalzwerke à Jekaterinoslaw (actions en 1898).

Fabrique Nationale d'armes de guerre à Herstal (obligations 1899).

Compagnie Internationale d'Orient (en 1900).

Lodzer Fabrik-Eisenbahngesellschaft (obligations 4 0/0 garanties par l'Etat en 1901).

Westafrikanische Pflanzungsgesellschaft Victoria (obligations 6 0/0 en 1902).

Titan Anversois à Hemixem près d'Anvers (actions en 1902).

§ V. — LA COMMERZ-UND DISCONTO-BANK.

La Commerz-und Disconto-Bank fut créée en 1870 à Hambourg dans le but très général de servir les intérêts économiques allemands (1). Le capital primitif était de Bco. thalers 4.000.000, mais les affaires se développèrent rapidement, de sorte que des augmentations du capital social furent bientôt nécessaires ; il atteignait en 1873, 21.000 000 de marks. La grande crise économique allemande qui éprouva presque toutes les banques allemandes, n'épargna point le nouvel institut. Pour amortir que ques-unes de ses pertes, la banque fut obligée de réduire son capital à 16 500.000 de marks. Mais dès 1880, la banque profite d'une situation économique favorable pour se développer d'une façon tout à fait satisfaisante. Depuis cette époque, ces augmentations du capital furent constantes ; il présente jusqu'en 1897 les augmentations suivantes :

En 1877.	16.500.000 marks
En 1880.	21.900 000 »
En 1881.	26.733.700 »
En 1882.	30 000 000 »
En 1897.	35.000.000 »

Pendant toute cette période, la Commerz-und Disconto-Bank fut principalement limitée à la ville de Hambourg, et

(1) Bilan pour l'année 1870.

intervenant surtout dans les opérations de banque concernant les relations commerciales que cette ville entretenait avec l'étranger et le reste de l'Allemagne. En 1898, cet état de choses change : la banque élargit son champ d'action en ouvrant des succursales à Berlin et Francfort. A cet effet, elle augmente son capital de 20 millions de marks, dont 5 millions avaient déjà été souscrits en 1897 ; en 1898, la banque travaille avec un capital de 50 millions de marks. Depuis ce moment, la Commerz-und Disconto-Bank prend pied ferme à Berlin ; en 1905, elle procède encore à une augmentation de capital qui atteint 85.000.000 de marks ; la banque se range définitivement parmi les grandes banques berlinoises : son examen s'impose à cette place.

Cet examen est rendu plus nécessaire encore par le fait que cette banque fut conduite, par sa situation même, à s'occuper de bonne heure de l'expansion de banque à l'étranger. L'activité de la Commerz-und Disconto-Bank fut bien dirigée en premier lieu vers le développement de son commerce régulier, mais elle ne négligea pas non plus le commerce irrégulier ; nous aurons donc à examiner l'expansion de son activité à l'étranger sous ces deux aspects.

I. — *Activité, à l'étranger, de la Commerz-und Disconto-Bank quant à son commerce régulier de banque.*

Dès sa création en 1870, la Commerz-und Disconto-Bank intervient soit directement, soit en compagnie de la *Hamburger Bank*, dans les opérations que nécessitait le commerce international de la ville de Hambourg. En 1872, un fait particulier vient affirmer d'une façon certaine le désir de la banque de développer et agrandir ce commerce particulier ; c'est la recherche d'une représentation directe à Londres. Cette année 1872, la banque procède à une augmentation de son capital, motivée — comme l'indique la banque même dans son rapport — par la création d'une banque à Londres : la *London and Hanseatic Bank*, constituée au capital de 800.000 livres

sterling; la Commerz-und Disconto-Bank y participa pour moitié.

Cette participation à une banque anglaise, la banque l'explique de la façon suivante : elle fut, dit-elle, longtemps préoccupée par le désir de posséder une représentation à Londres, car elle reconnaissait tout l'avantage qu'une telle représentation pouvait avoir pour son commerce extérieur. En outre, elle croit que la London and Hanseatic Bank pourra être d'une rémunération utile pour le capital qu'elle y a engagé en exerçant un commerce de banque à Londres même, bien que la concurrence y soit déjà fort active.

Les prévisions de la banque allemande se sont réalisées. Les rapports suivants constatent que la London and Hanseatic Bank apporta le concours le plus utile à l'expansion du commerce régulier de la Commerz-und Disconto-Bank. En outre, les affaires de la banque anglaise se sont développées dans des conditions très favorables : en 1873, c'est-à-dire pendant la première année de son activité, cette banque rapportait un intérêt de 5 0/0 sur le capital versé, et l'année suivante un intérêt de 6 0/0. Tout dernièrement, en 1906, son capital fut porté à 1.000.000 livres : la Commerz-und Disconto-Bank participa à cette augmentation pour une somme de 900.000 marks. Le dividende fut en 1907 de 7 1/2 0/0.

La London and Hanseatic Bank constitue la participation la plus importante de la Commerz und Disconto-Bank à l'étranger : les autres sont moins significatives.

En 1873 elle participe par des possessions d'actions à quelques banques étrangères, entre autres la *Franko-Holländische Bank* et la *Oesterreichische Bank-Gesellschaft* : cette dernière participation fut très courte, car cette société liquida en 1877. Notons encore en 1873 des acquisitions d'actions de la *Banque d'Hypothèque d'Espagne*, et en 1885 de la *Ungarische Hypothekenbank* de Budapest.

Dans ces temps plus récents, nous ne trouvons pas à signaler, d'autres faits dans cet ordre d'idées sauf la participa-

tion avec la plupart des autres grandes banques allemandes à la création (en 1894) de la *Banca Commerciale Italiana*.

II. — *Activité, à l'étranger, de la Commerz-und Disconto-Bank quant à son commerce irrégulier de banque.*

a) *Emprunts publics.* — Les participations de la Commerz-und Disconto-Bank aux emprunts étrangers sont — comme on pourra facilement s'en rendre compte par le tableau ci-dessous — assez nombreuses ; cependant le rôle de cette banque sur le marché financier étranger, n'est en aucune façon comparable à celui des banques étudiées précédemment. Ces participations ne sont pas très considérables, ensuite la banque n'intervient pas d'une façon prépondérante dans la négociation de ces opérations financières. Une exception doit être faite pour les emprunts *suédois* et *norvégiens*.

D'après les rapports de la banque, ses participations les plus importantes aux emprunts étrangers furent les suivantes :

En 1873 : Participation à l'avance du gouvernement espagnol.

En 1874 : Bons du trésor hongrois (2^e émission ; montant 15.900 livres).

En 1874 : Schwedische Greter-Hypotheken.

En 1874 : emprunt hypothécaire suédois.

En 1875 : Schwedische 4 1/2 0/0 Reichs Hypotheken-Pfandbriefe.

En 1877 : emprunt d'Etat russe 5 0/0.

En 1877 : » hollandais 4 0/0.

En 1878 : » norvégien 4 1/2 0/0.

En 1878 : » autrichien 4 0/0 (or).

En 1879 : » brésilien 4 1/2 0/0 (en or, avec Lippmann, Rosenthal und C^o).

En 1881 : emprunt italien.

En 1884 : » suédois 4 0/0 (conversion, montant : 28.111.200 marks).

En 1885 : emprunt 4 0/0 de la ville de Christiania.

En 1886 : obligations Stockholms Interrechnings garanti Aktie Bolag 4 1/2 0/0 (montant : 12.000.000).

En 1889 : emprunt de la Galicie.

En 1889 : obligations hypothécaires danoises.

En 1892 : emprunt de la ville de Christiania 4 0/0.

En 1895 : » de la ville de Copenhague 3 0/0 (montant : 12.500 000 couronnes).

En 1895 : Bons du trésor du Chili.

En 1896 : emprunt du Chili 5 0/0.

En 1895 : » du Chili 4 1/2 0/0.

En 1900 : » de la ville de Zurich 4 0/0.

En 1903 : » de la ville de Stockholm 3 1/2 0/0.

En 1903 : » de la ville de Trondhjem 4 0/0.

En 1903-1904-1905 : Obligations hypothécaires 4 0/0 Stockholms Interknings garanti Aktie Bolag.

En 1904 et 1906 : emprunt suédois 3 1/2 0/0.

En 1905 : Bons du Trésor suédois 4 0/0.

En 1905 : emprunt de la ville de Stockholm 3 1/2 0/0.

b) *Voies de communication.*— Les participations de la Commerz-und Disconto-Bank aux voies de communication étrangères sont presque exclusivement des participations par des possessions d'actions et obligations des compagnies de chemins de fer étrangers ; elles sont faites surtout dans le but de procurer des placements financiers favorables à la banque : elle n'intervient pas directement dans la création des chemins de fer étrangers qui pourraient avoir une influence sur la vie économique de l'Allemagne.

Les principales participations de la Commerz-und Disconto-Bank aux chemins de fer étrangers sont :

Oesterreichische Nordwestbahn (actions de priorité en 1873).

Chemin de fer Dux-Bodenbach (actions de priorité 5 0/0 en 1873).

» *du Gothard.*

Franz Josefbahn (actions en 1880).

Chemin de fer italien (obligations 3 0/0 en 1892).

» *Northern Pacific* (obligations en or en 1893).

» *Rjäsans-Uralsk* (obligations en 1899).

» *d'Anatolie* (actions en 1899).

» *Santa Katharina* (création en 1906).

» *New-York, Newhaven et Hardford* (bond en 1907)

Parmi les participations aux *compagnies de navigation*, il faut signaler :

Hamburg-Amerika-Packetfahrt-Gesellschaft.

Hamburg-Südamerikanische Dampfschiffahrts-Gesellschaft.

Afrikanische Dampfschiffs-Actien-Gesellschaft, Woermann Linie (obligations de priorité 4 0/0 en 1889).

Deutsche Ost Afrika-Linie (création en 1891).

Nordenfjeldske Dampskibsselskab (obligations 5 0/0 en 1903).

Deutsch-Australische Dampfschiffahrts-Gesellschaft (création en 1899).

c) Les différentes participations, *industrielles et commerciales*, de la Commerz-und Disconto-Bank ne sont pas très nombreuses, notons simplement :

Société industrielle Franco-Russe (en 1873).

Deutsche Seehandlung (en 1874).

Peruvian-Guano-Company, limited, à Londres (en 1875).

Sumatra Tabackplantagen-Gesellschaft (en 1890) (la société liquida en 1893).

Peña Copper Mines Limited (en 1905).

§ VI. — NATIONALBANK FÜR DEUTSCHLAND.

L'examen de la Nationalbank für Deutschland termine notre étude des grandes banques allemandes, c'est la plus jeune de ces « *Effektenbanken* ». Si cette banque ne présente pas un grand intérêt quant à son expansion à l'étranger, à considérer seulement l'importance de cette expansion, elle vient par contre confirmer d'une façon très nette plusieurs données de notre partie générale. Elle nous présentera une expansion plus active dans les dernières années de son existence ; elle nous montrera aussi que ce mouvement d'expansion devient sensible dès que la banque dispose d'un capital important, et que son commerce de banque à l'intérieur a pris des proportions notables.

La Nationalbank für Deutschland fut créée en 1881 au capital de 20 millions de marks. Les premières années de son activité furent assez difficiles. Le premier soin de la banque fut de se constituer une clientèle — car bien qu'elle fut dès ses débuts

buts avec la maison Jacob Landau de Berlin, elle ne possédait pas de clientèle acquise comme les établissements de crédit créés par la transformation en société par actions d'un établissement de banque privé.

Son activité ne s'oriente pas d'un côté spécial : la banque pratique en principe le commerce général de banque. Pourtant, au commencement de son activité, elle laisse voir une certaine préférence pour le commerce de commission de *titres* (*Effektenkommissionsgeschäft*) ; aussi fut-elle particulièrement éprouvée par la loi sur les bourses. Elle participe de bonne heure également aux entreprises industrielles en Allemagne, elle éprouve même des pertes notables dans ses participations aux industries sucrières, ce qui l'oblige à réduire son capital en 1888.

La Nationalbank se relève vite de ces pertes et déploie dans la période 1888-1890 une activité assez grande ; à partir de cette époque — si l'on néglige les pertes et diminutions éprouvées dans quelques chapitres spéciaux et que nous aurons l'occasion de signaler — son commerce se développe d'une façon régulière ; elle procède à des augmentations successives de son capital de banque. Les variations de ce capital sont notées dans le tableau suivant :

En 1881	20 millions de marks
en 1885	21 » »
en 1888.	18 » »
en 1889.	27 » »
en 1890.	36 » »
en 1895.	45 » »
en 1898.	60 » »
en 1905	80 » »

I. — *Activité de la Nationalbank für Deutschland quant à l'expansion de son commerce régulier de banque.*

La Nationalbank für Deutschland créée en 1882 et 1883 plusieurs bureaux à Berlin, afin de s'attirer dans les différents

quartiers de la ville une clientèle régulière, et de développer ses comptes de dépôts. Cependant la banque ne pratiquait pas une expansion de banque en Allemagne, et elle est notée aujourd'hui encore, comme un établissement complètement centralisé, ne possédant de succursales nulle part.

En ce qui concerne son commerce régulier à l'étranger, la banque suit d'abord une politique analogue. Le commerce que cet établissement fait avec l'étranger, est trop peu important pour justifier une représentation directe : il se fait par l'intermédiaire des banques étrangères avec lesquelles la Nationalbank entretient les relations d'affaires ordinaires.

Pourtant, avec son développement à l'intérieur de l'Allemagne, l'importance des relations avec l'étranger grandit également. Elle semble être surtout en relations étroites avec l'Autriche, l'Italie et en particulier avec la Russie. Pour ses affaires de banque avec la Russie, on peut trouver une indication dans le bilan 1893 ; il constate que ce commerce particulier de la banque est éprouvé par la guerre douanière qui se livrait à cette époque entre l'Allemagne et la Russie. En 1895, la Nationalbank für Deutschland fait le premier pas vers une expansion de banque directe en participant à la création du *Credito Italiano* à Milan et à Gènes. Cette banque fut créée avec un capital de 20 millions de francs, il est parvenu, par des augmentations successives, à 50 millions (en 1904) : la Nationalbank für Deutschland a participé à ces augmentations. La participation au *Credito Italiano* fut bien faite dans le but d'étendre les intérêts de la Nationalbank en Italie ; elle constate à plusieurs reprises dans ses bilans ultérieurs que le *Credito Italiano* lui fut à ce point de vue du concours le plus précieux.

La même année, 1895, la banque participe à la création de la *Bank für elektrische Unternehmungen* à Zurich. Il est certain que cette banque, par le but spécial qu'elle se proposait, devait servir tout d'abord à l'expansion du commerce irrégulier de la Nationalbank ; mais elle devait indirectement lui

servir à nouer des relations de banque proprement dites plus suivies avec la Suisse.

En 1896, la Nationalbank prend part au syndicat des banques pour affaires asiatiques : elle participe de cette façon aux entreprises de ce syndicat déjà créées, notamment à la Deutsch-Asiatische Bank, ce qui lui permet d'avoir une représentation de banque en Extrême-Orient.

A partir de cette époque, nous ne trouvons plus, pendant près de dix ans, aucun fait qui puisse se rapporter à l'expansion de la Nationalbank. Nous arrivons jusqu'en 1904 où la banque manifeste d'une façon plus nette son intention de pratiquer l'expansion à l'étranger. En effet, c'est la première fois qu'elle prend seule et directement l'initiative de la création d'une banque à l'étranger. Il s'agit de la création en 1904 de la *Banque d'Orient d'Athènes*, de concert avec la Banque Nationale de Grèce. Cette banque devait permettre à la Nationalbank — qui avait déjà de nombreux intérêts en Grèce — de développer son commerce de banque dans ce pays. De plus, la Banque d'Orient d'Athènes a pour but d'étendre son activité sur tout l'Orient, et en particulier dans la Turquie d'Europe et d'Asie : les relations projetées de cette banque devaient en même temps profiter à la Nationalbank.

Pour des raisons que nous examinons ailleurs longuement (1), la Banque d'Orient dut apporter un changement à son programme ; les banques allemandes durent procéder à la création d'un autre établissement de crédit pour être représentées en Orient : ce fut la *Deutsche Orientbank*, créée en 1905 à Berlin. La Nationalbank prit bien part directement à cette création, mais cette fois-ci pas seule, mais en commun avec la Dresdner Bank et le Schaaffhausen'sche Bankverein.

La même année, elle prend part, avec les mêmes banques allemandes, à la création de la *Deutsch-Südamerikanische Bank*.

(1) Voir deuxième section : la *Banque d'Orient d'Athènes*.

Si nous résumons la représentation à l'étranger de la Nationalbank par la création et participation à des banques étrangères, nous aurons le tableau suivant :

- En 1893 : *Credito Italiano* à Gènes et Milan (capital-actions 50 millions de francs, en commun avec d'autres banques).
- En 1893 : *Bank für Electriche Unternehmungen* à Zurich (capital actions 35 millions de francs, en commun avec d'autres banques).
- En 1896 : *Deutsch-Asiatische Bank* à Shanghai (qui fut créée en 1889, capital-actions 7.600.000 Shanghai Taëls, en commun avec la plupart des grandes banques allemandes).
- En 1904 : la *Banque d'Orient* d'Athènes (capital-actions 15 millions de lei ; avec la Banque Nationale de Grèce).
- En 1905 : la *Deutsche Orientbank* à Berlin capital actions 16.000 000 marks ; avec la Dresdner Bank et le Schaaffhausen'sche Bankverein).
- En 1905 : la *Deutsch-Südamerikanische Bank* à Berlin (capital-actions 20.000.000 marks ; avec la Dresdner Bank et le Schaaffhausen'sche Bankverein).

Outre cela, la Nationalbank für Deutschland participe d'une façon passagère par des possessions d'actions ou d'obligations aux banques étrangères suivantes :

Norwegische Hypothekenbank (obligations en 1885).

Ungarische Hypothekenbank (obligations en 1885).

Ungarische Commercial-Bank (obligations 4 0/0 en 1896).

II. — *Activité de la Nationalbank für Deutschland quant à l'expansion de son commerce irrégulier de banque.*

Nous avons dit que la Nationalbank für Deutschland ne s'est pas spécialisée dans son commerce de banque ; elle pratique donc dans une mesure notable — toutes proportions gardées -- le commerce irrégulier de banque. On peut même dire, quand on examine successivement les bilans de cet établissement de crédit, que la banque montre une tendance à développer de plus en plus cette activité particulière.

La Nationalbank fut très éprouvée pendant la crise de

1901 ; c'est à partir de cette date qu'elle donne plus de détails dans les indications de ses comptes consortiaux et d'effets propres. Pourtant, nous ne donnons dans notre tableau ci-contre ces comptes qu'à partir de 1903 : c'est à partir de cette date seulement, qu'une classification des différents chapitres de ces comptes devient possible. L'examen des chiffres de ce tableau nous donnera la meilleure indication de l'activité générale de la banque sur ce terrain ; nous allons examiner avec plus de détails ce qui concerne l'activité spéciale qui constitue l'expansion à l'étranger de la Banque.

Nationalbank für Deutschland

Compte des valeurs propres (en millions de marks).

Années	1903	1904	1905	1906	1907
Fonds d'Etat allemands (y compris fonds des villes et communes). . .	2,81	2,85	3,12	2,81	} 2,25
Fonds d'Etats étrangers.	0,94	1,15	2,18	0,66	
Obligations de chemins de fer et entreprises industrielles.	1,36	0,91	1,38	2,08	3,90
Actions de chemins de fer, Banques et entreprises industrielles . . .	3,93	6,50	9,18	12,83	17,87
Effet divers	4,73	—	—	—	—

Compte consortial (en millions de marks).

Années	1903	1904	1905	1906	1907
Fonds publics.	4,75	4,60	3,31	4,74	4,99
Actions de chemins de fer, Banques, et compagnies de navigation . .	4,60	5,08	6,77	6,66	12,43
Entreprises de terrains	1,46	1,59	1,99	3,37	3,41
Entreprises d'électricité	2,58	2,51	1,36	0,94	—
Diverses entreprises industrielles . .	5,01	5,43	7,55	7,51	14,81

A. — Participations aux emprunts étrangers.

Dès le commencement de son activité — dès 1882 — nous voyons la Nationalbank participer à l'émission de certaines valeurs publiques étrangères ; pourtant l'activité de la banque à ce point de vue n'est guère importante. C'est tout d'abord

parce que ces participations ne sont pas considérables, en second lieu parce que la Nationalbank n'intervient jamais directement dans la négociation des emprunts étrangers ; elle ne joue jamais un rôle prépondérant dans les consortiums de banques qui prennent part à ces emprunts. Une fois pourtant, elle déroge à cette habitude : c'est en 1889-1890, en pratiquant l'émission des emprunts grecs de ces années. Vers cette époque, on voit manifestement que la Nationalbank désire sortir du rang secondaire qu'elle occupe sur les marchés financiers internationaux, et passer au premier plan en se faisant le banquier de quelque Etat étranger ; la place étant partout prise, la banque prit ce qui était encore disponible : elle intervint dans les finances publiques de la Grèce (1). Or, les finances grecques étaient bien compromises et les valeurs grecques subissaient des baisses considérables ; déjà en 1893, le bilan de la Nationalbank accuse dans son compte des valeurs propres une perte de 406.914 marks, qui provient en partie de la baisse des valeurs italiennes et des valeurs des Etats-Unis, mais surtout de la baisse des valeurs grecques. A partir de ce moment, la Nationalbank participe bien, comme nous le verrons, aux emprunts étrangers, mais elle ne joue plus de rôle prépondérant dans la négociation de ces emprunts.

En passant en revue les bilans de la Nationalbank, nous trouvons mentionnés — comme participations et opérations financières de la banque — les emprunts étrangers suivants :

En 1882 : La rente hongroise (en papier).

En 1884 : La rente d'Etat serbe, et les obligations des chemins de fer d'Etat.

En 1885 : L'emprunt d'Etat argentin.

En 1889 : L'emprunt 4 0/0 de l'Etat grec (garanti par les monopoles).

En 1890 : L'emprunt 5 0/0 (or) (Piraeus-Larissa).

En 1892 : L'emprunt 4 0/0 de l'Etat norvégien.

(1) Voir Paul Model, *op. cit.*, p. 143.

En 1895-1896 : Emprunt chinois de 6 0/0 (avec la Deutsch-Asiatische Bank et la Shanghai Banking Corporation).

En 1898 : Emprunt chinois 4 1/2 0/0.

En 1898 : Emprunt 4 1/2 0/0 de la Bosnie et de l'Herzégovine (emprunt servant à la construction de chemins de fer).

En 1902-1903 : Emprunt 4 0/0 de la ville de Moscou.

En 1905 : Emprunt japonais de 4 1/2 0/0 (2^e série, montant : 30.000.000 £).

En 1907 : Emprunt siamois de 4 1/2 0/0 (montant : 750.000 £).

B. — Participations industrielles, à l'étranger, de la Nationalbank für Deutschland.

1. *Voies de communication.* — Les participations de la Nationalbank für Deutschland aux *chemins de fer* étrangers, se font surtout sous la forme de possession d'actions et d'obligations des compagnies de chemins de fer : cette banque ne prend pas une part directe dans la création de telle voie de communication, si ce n'est en commun avec d'autres banques allemandes, et en ce sens il faut citer sa participation à la création du chemin de fer de *Schantung*.

Quant aux participations aux chemins de fer étrangers par possessions d'actions ou d'obligations, elles sont plus nombreuses, et datent des premières années de l'activité de la Nationalbank für Deutschland. En effet, dès 1881, on voit que la banque participe dans une mesure notable aux chemins de fer russes, car elle ouvre un chapitre particulier dans son compte consorcial pour ces valeurs. Pourtant elle ne donne pas de renseignements plus explicites et agit de la même façon pour les valeurs des autres chemins de fer. Ces bilans deviennent à ce point de vue ultérieurement plus complets, surtout à partir de 1900 ; nous donnons le tableau suivant de ces participations d'après ces indications :

Ungarische Galizische Verbindungsbahn : en 1881, actions de priorité.

Böhmische Nordbahn : en 1882, actions de priorité. 4 0/0 en or.

Franz-Joseph-Bahn : en 1882, 1884 et 1885, actions.

Böhmische Verbindungsbahn : en 1883, actions de priorité de 5 0/0.

Schweizerische Centralbahn : en 1883, actions de priorité, 4 0/0.

Elisabethbahn : en 1883, obligations 4 0/0.

Iwanjorod-Dombrowo : en 1884, obligations.

Lamberg-Czernowitz : en 1885, actions de priorité.

Ungarische Local-Eisenbahnen-Actiengesellschaft : en 1893 (création).

Canadische Pacific-Eisenbahngesellschaft : en 1903-1906, actions).

»

»

en 1906, actions.

La Nationalbank participe aux grandes *compagnies de navigation* allemandes, en particulier à la *Hamburg Amerikanische Packetfahrt-Aktiengesellschaft* ; elle fonde en 1905 avec la Bank für Handel und Industrie et avec les grandes compagnies de navigation de Brême et de Hambourg, la « *Midgard* », *Deutsche Seeverkehrs-Aktiengesellschaft* ; elle participe également en 1901 à la *Vereinigte Dampfschiffsgesellschaft*, à Copenhague.

2. *Autres participations industrielles.* — La Nationalbank participa de tout temps aux diverses entreprises industrielles, mais c'est surtout à partir de 1903 qu'elle affirme dans son bilan même son très ferme désir d'étendre ces participations, tant en Allemagne qu'à l'étranger, et qu'elle constate les efforts faits dans ce but. En 1905, elle commandite la banque *Born und Busse*, de Berlin, qui lui est d'un concours précieux à cet effet.

La Nationalbank prend une très grande part dans l'expansion des *industries électriques allemandes*. Ceci vient des relations que cette banque entretient avec la banque Landau et le groupe de l'*Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft* (1) ; on voit également la façon étroite par laquelle cette banque est liée aux industries électriques par sa participation à la création de la Bank für Elektrische Unternehmungen, à Zurich. Elle participe donc avec ces établissements, et en particulier avec l'*Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft*, à de nombreuses

(1) En 1883, la Nationalbank procède à la création de la *Deutsche Edison Gesellschaft*.

créations d'entreprises électriques à l'étranger parmi lesquelles il faut citer :

La *Deutsche Ueberseeische Elektrizitäts-Gesellschaft* (création en 1897).

Les *Elektrizitätswerke* à Santiago du Chili (en 1898, avec la *Gesellschaft für Elektrische Unternehmungen* et *Werner, Beit and Co* de Londres).

La *Compagnie générale de Tramways de Buenos-Ayres* (création en 1907).

La *Compania Barcelonesa de Electricidad* (création en 1907).

Si on examine les autres participations et créations d'entreprises industrielles à l'étranger de la Nationalbank, on voit qu'elle s'intéresse aux industries minières, aux industries métallurgiques et aux entreprises des câbles maritimes. Citons, parmi ces participations de la banque, les industries suivantes :

Schantung Bergbau-Gesellschaft (création en 1899).

E. Friedländer and Co Limited à Johannesburg (création en 1904).

Deutsche Petroleum Actiengesellschaft (création en 1904).

Compagnie Métallurgique Franco-Belge Montagne, à Bruxelles (création en 1905).

Steuana Romana, *Aktiengesellschaft für Petroleum Industrie* (obligations 5 0/0 en 1904 et actions en 1906).

Deutsch-Niederländische Telegraphen-Gesellschaft (actions et obligations en 1906).

SECTION II

CHAPITRE PREMIER

LES BANQUES ALLEMANDES DANS L'AMÉRIQUE DU SUD

§ I. — LA DEUTSCHE UEBERSEEISCHE BANK

La *Deutsche Ueberseeische Bank* est aujourd'hui le plus important des établissements de banque allemand d'outre-mer. Fondée en 1886 (pour remplacer la *Deutsch-Belgische La Plata-Bank*) sous le nom de *Deutsche Ueberseebank*, — plus connue d'abord dans l'Amérique du Sud sous le nom de *Banco Aleman Transatlan'ico*, qualification particulière de sa succursale de Buenos-Ayres — c'est en 1893 seulement que, pour une raison particulière, comme nous le verrons, elle prend la raison sociale de *Deutsche Ueberseeische Bank*. *Deutsche Ueberseebank*, *Banco Aleman Transatlantico*, *Deutsche Ueberseeische Bank* sont donc un seul et même établissement : il était bon, au début de cette étude particulière qui comprendra après un *bref historique* l'*analyse de l'activité de la banque* et l'*examen des résultats* auxquels elle est parvenue, de préciser ce point.

I. — *Historique.*

L'idée de faire des opérations de banque avec les *Etats de La Plata* (l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay) remonte à une

date déjà ancienne. Les relations commerciales de ce pays avec l'Europe, avec l'Allemagne et la Belgique en particulier, sont depuis longtemps très actives.

L'Argentine (la plus exportatrice des trois provinces) envoie surtout à l'étranger des produits de l'agriculture ; les grandes plaines de La Plata, propices à l'élevage du bétail, exportent des peaux sèches, de la viande fraîche ou salée, du bétail vivant. De même le blé vient d'Argentine concurrencer les blés européens.

En revanche, ces Etats sont importateurs de produits industriels. Encore qu'ils s'efforcent de restreindre cette importation européenne et de s'assurer l'autonomie complète, l'activité des relations entre les grands ports de ces républiques et ceux de l'Allemagne reste d'une grande importance, et, en conséquence, les Etats de La Plata ont été depuis longtemps considérés par les banques allemandes comme une terre d'élection.

La première, la *Discontogesellschaft* avec le concours de la maison Sal Oppenheim J^r und C^o et de quelques sociétés belges, avec le concours également de la *Oesterreichische Kreditanstalt* à Vienne, fonda en 1872 la *Deutsch-Belgische La Plata-Bank*.

La Deutsch-Belgische La Plata-Bank, constituée au capital de 10 millions de thalers, fut simultanément ouverte à Berlin, à Montevideo et à Buenos-Ayres. Dès la fin de 1873, la Deutsche Bank entra en relations avec les actionnaires de La Plata-Bank pour obtenir une participation. La Deutsche Bank mettrait tous ses bureaux à la disposition de La Plata-Bank ; en échange, La Plata-Bank servirait la politique de la Deutsche Bank. La Deutsche Bank demandait aussi à exercer une influence directe dans la direction de La Plata-Bank. La convention entre les deux banques ne fut définitivement adoptée qu'en février 1874 et appliquée en juin de la même année. Des trois millions de thalers *effectivement* versés, la Deutsche Bank prit pour son compte un million de thalers au pair des

actions. En même temps, la direction de la Deutsche Bank entraînait dans le Vorstand de La Plata-Bank (1).

Les résultats obtenus furent tout d'abord loin d'être ceux qu'on avait escomptés. La succursale de Buenos-Ayres se laissa entraîner à immobiliser une grande partie de son capital de roulement pour faire des avances au Président de l'Uruguay. A la fin de 1874, le gouvernement tomba. Celui qui le remplaça ne voulut pas rembourser la somme prêtée, et suspendit même le paiement des intérêts. En 1874, le gouvernement de l'Uruguay donna à La Plata-Bank, en paiement de sa dette, des titres de rente à 5 0/0. Elle liquida en 1875.

Cet échec fut sensible à la *Deutsche Bank*. N'avait-elle pas introduit dans ses statuts un article aux termes duquel un des buts de l'activité de la banque devait être de provoquer et de faciliter les relations commerciales de l'Allemagne avec les autres pays européens, ainsi qu'avec les marchés d'outre-mer (art. 2) ? Or, par suite des circonstances indiquées, et jusqu'en 1884, la Deutsche Bank n'avait pu réussir à remplacer la grande quantité de ses acceptations sur Londres, destinées aux affaires d'outre-mer, par des acceptations sur Berlin, et la plupart des importateurs préféraient encore ne pas se servir de monnaie allemande.

La Deutsche Bank cependant ne fut point découragée par cet échec. Trop d'intérêts allemands réclamaient outre-mer la constitution d'une banque. Dès 1882, la Deutsche Bank songea de nouveau à créer un nouvel établissement. Tout d'abord elle pensa à une sorte de banque générale chargée de toutes les relations avec les pays d'outre mer. L'idée n'était pas neuve, et dès 1866, la proposition avait été faite à la Disconto, comme nous l'avons vu plus en détail lors de notre étude particulière de cette société, de créer une Central Bank d'outre-mer.

Mais il y avait bien des obstacles à la réalisation de ce

(1) Bilans de la *Deutsche Bank* pour les années 1873-1874.

projet ; n'indiquons que le principal : comment se faire représenter dans des pays différents, de législation différente, de système monétaire différent, par un établissement unique ?

La Deutsche Ueberseebank. — Aussi la Deutsche Bank abandonna-t-elle bientôt son projet d'une banque générale d'outre-mer. Mais le 2 octobre 1886, était créée par l'initiative de la Deutsche Bank une société par actions, la *Deutsche Ueberseebank*, au capital nominal de 10 millions de marks, dont un quart versé lors de la constitution, soit 2.500.000 marks.

Le siège de la nouvelle banque est à Berlin (art. 1^{er}). Son objet est l'exploitation des affaires de banque de toutes sortes ; tout particulièrement, elle doit provoquer et développer le commerce d'outre-mer, sous forme d'achats et de ventes de lettres de change (*Wechselverkehr*) et de circulation d'argent (*Geldverkehr*) (art. 2). Elle peut, pour atteindre ce but, créer des succursales et en Allemagne, et à l'étranger ; elle peut prendre des participations dans toutes les entreprises commerciales. Son centre d'opérations n'est pas non plus limité à un pays ; et, en fait, on tenta immédiatement d'organiser les relations de banque avec Zanzibar. Une seule particularité à signaler dans l'administration de la nouvelle société : les membres du Vorstand de la Deutsche Ueberseeische Bank peuvent être pris parmi les membres de la présidence de la Deutsche Bank ou parmi ses employés (art. 10). De cette façon un lien constant, pensait-on, existerait entre les deux banques, même si la Deutsche Ueberseeische Bank devenait un jour financièrement indépendante de la Deutsche Bank. Jusqu'à ce jour du moins, les liens de filiation subsistent : l'Ueberseeische Bank est une véritable *Tochtergesellschaft* de la Deutsche Bank. On trouve enfin, comme dans les statuts d'autres banques, cette disposition d'après laquelle le quart des membres du conseil d'administration doivent habiter Berlin, et cette autre disposition, plus particulière, que la moitié au moins du Conseil doit habiter l'Europe. Par là se manifeste le désir de

donner à la banque un caractère non seulement allemand, mais européen.

II. — *L'activité de la Deutsche Ueberseeische Bank.*

L'activité de la Deutsche Ueberseeische Bank s'est exercée dans de nombreux pays de l'Amérique du Sud ; elle a même débordé du nouveau continent, et nous la retrouvons en Europe.

Une recherche fragmentaire est ici nécessaire : les conditions économiques spéciales de ces divers pays dans lesquels la banque a exercé son action sont d'une importance capitale. Elles agissent tant sur les *modes* que sur les *résultats* de l'activité de la banque, de façon telle que, loin de pouvoir la passer sous silence, force nous sera d'en faire une analyse minutieuse et chronologiquement détaillée. Et d'autre part, ces conditions se trouvent ici si variables, si différentes d'un pays à l'autre, qu'il est impossible de tracer le tableau d'ensemble de l'activité de la banque. Nous étudierons donc cette activité pour ainsi dire pas à pas, telle qu'elle s'est successivement étendue :

A. : à l'*Argentine* ;

B. : au *Chili* ;

C. : au *Mexique* ;

D. : à l'*Espagne* ;

E. : au *Pérou* ;

F. : à la *Bolivie* ;

G. : à l'*Uruguay*.

A. — **Activité de la Banque en Argentine.**

Ainsi fondée définitivement à la fin de 1886, la banque consacre la première moitié de l'année 1887 à organiser la succursale de Buenos-Ayres qui va porter le nom de *Banco Aleman Transatlantico, Buenos-Aires*.

Au premier abord, les conditions de la création de cette

succursale n'apparaissent point comme étant des plus favorables. Sans doute, la situation générale du pays n'était pas mauvaise et les conditions économiques étaient normales. Mais, depuis 1885, une crise monétaire sévissait en Argentine : le change ne cessait de baisser et, par là, l'importation se trouvait pour ainsi dire annihilée.

Pour protéger la succursale de Buenos-Ayres contre les risques et les pertes qui devaient nécessairement résulter de la variation du cours du change, de la baisse considérable du papier-monnaie, la banque adoptait l'*étalon d'or* pour toutes ses opérations. Toutes les dettes contractées à l'égard de la banque l'étaient en or. Par là, la banque se trouva protégée sans doute, mais en même temps ses affaires se trouvèrent limitées, les clients ne voulant pas prendre à leur compte tous les risques résultant des fluctuations de valeur du papier-monnaie. D'ailleurs, la banque avait également besoin d'un capital de roulement en *moneda-legal*, c'est-à-dire en papier-monnaie, elle se le procurait en prêtant de l'or. Mais cette nécessité lui était une source de pertes et de difficultés. Aussi se décida-t-elle à profiter de la loi sur les banques libres, votée le 3 novembre 1887 par le Congrès national argentin, qui lui permettait d'émettre des billets de banque en *moneda-legal*.

Un emprunt intérieur d'un million de pesos en or, à 4 1/2 0/0 d'intérêt et 1 0/0 pour l'amortissement, fut offert au taux de 85 0/0. La Deutsche Ueberseebank souscrivit à cet emprunt et déposa les titres au bureau de surveillance de l'Etat, à Buenos-Ayres. De cette façon, elle obtint le droit d'émettre des billets de banque en *moneda-legal* jusqu'à concurrence de un million de francs.

Le bilan de la banque pour l'année 1888 fonde sur cette opération les meilleures espérances. Elle a en effet facilité la constitution du capital de roulement, et permis d'employer des billets dans les affaires courantes et locales au taux courant d'intérêt dans le pays. D'un autre côté, la banque touche

aussi les intérêts de cette rente en or. En outre, l'étalon d'or était conservé pour toutes les opérations de la banque, c'est-à-dire qu'elle s'engageait à payer en or et exigeait de même de ses débiteurs qu'ils payassent en or. Sans doute, cette précaution n'était pas pleinement efficace, car nous trouvons au même bilan une somme de 41.644,20 milreïs au compte des pertes, pertes imputables aux variations du cours du change entre Berlin et Buenos-Ayres. Il y eut aussi, de ce fait, des variations du cours du change, des bénéfices réalisés, mais on ne peut les connaître avec certitude, enveloppés qu'ils sont dans les profits provenant des prêts, des provisions, affaires consorciales, etc... Nous trouverons en 1890, signalée au bilan, une nouvelle perte importante résultant du change ; elle est de 8.928, 74 milreïs.

En 1891, la banque fut obligée de limiter ses affaires pour ne pas être surprise par les événements. A cette date, en effet, un arrêt presque complet s'est produit dans les affaires. La prime de l'or s'est élevée jusqu'à 365 0/0 ; l'importation est devenue presque complètement impossible. Le contre-coup s'en fait immédiatement sentir sur les banques ; quelques banques argentines déposent leur bilan. La Banco Aleman Transatlantico fut en outre atteinte par une nouvelle loi du 3 octobre 1890, qui obligeait toutes les banques d'émission à livrer leurs fonds en or au bureau de surveillance de l'Etat. Elle ne voulut pas s'exécuter et préféra renoncer à son droit d'émission pour ne pas subir un contrôle aussi étroit sur son encaisse. Elle livra donc les billets émis par elle, qui représentaient une valeur de un million de pesos en or ; en échange, elle reçut la rente sur l'Etat payable en or qu'elle avait souscrite, et dont elle avait déposé les titres au bureau de surveillance comme garantie de ses émissions. Mais elle avait souscrit à l'emprunt au taux de 85 0/0 ; et en 1890 le cours de ces titres était tombé à 55,80 ; de là de nouvelles pertes que les gains réalisés purent cependant couvrir. Sous l'influence de ces circonstances, la banque dut restreindre la sphère de

son action ; nous voyons que le chiffre de ses affaires en 1890 est seulement de 490 millions de marks (contre 923 en 1888, et 926 en 1889). Aussi n'y a-t-il pas de dividende en 1890 alors qu'il avait été distribué 6 0/0 les deux premières années. De plus, sur les prévisions d'avenir, le bilan de 1890 est assez pessimiste ; il relève l'intention qu'a le gouvernement d'imposer lourdement les banques qui ne se soumettront pas à la loi du 3 octobre 1890. Au début de 1891, ces prévisions pessimistes parurent justifiées. Les affaires furent complètement arrêtées à la suite du krach de plusieurs banques. Mais la Deutsche Ueberseebank put passer l'année sans éprouver de pertes, grâce à une habile et prudente direction. Le chiffre total des affaires ne fut que de 591.811.837,39 marks ; le capital de roulement restant pour une part inutilisé et improductif, on en envoya une partie en Allemagne, à la Deutsche Bank qui reçut ainsi, en 1891, 4.201.361,40 marks, contre 3.942.720,44 l'année précédente. En revanche, la confiance du public à l'égard de la banque ne cessait de croître ; nous en trouvons la preuve dans l'augmentation des dépôts qui sont au 31 décembre 1890 de 95.100 pesos en or (et de 256.900 pesos en papier) et au 31 décembre 1891 de 1.162.000 pesos en or (et de 7.547.000 pesos en papier).

L'année 1892 commence sous de meilleurs auspices (1). Les conditions économiques sont plus favorables ; à la suite d'une bonne récolte de blé et de laine, les exportations reprennent et sont la source d'une grande introduction d'or dans le pays. La prime de l'or baisse (son minimum fut de 165 0/0) et le cours du change reste plus stable que les années précédentes. Dans ces circonstances, la banque put reprendre plus activement les affaires. Elles atteindront cette année le chiffre de 888 millions de marks, presque celui des premières années, et ce chiffre ne cessera de croître. Le capital engagé à Buenos-Ayres fut par suite plus considé-

(1) Bilan de la *Deutsche Ueberseebank* pour 1892.

nable et il ne resta aux mains de la Deutsche Bank que 1.400.051,70 marks (1). Il parut dès lors opportun à la banque d'accroître son capital nominal et de le porter de 10 millions de marks à 20 millions de marks. Mais pour que cette opération fût possible, il fallait que la banque liquidât et qu'une nouvelle banque fût fondée ; telles sont les exigences de la législation argentine.

La nouvelle fondation fut faite le 17 juin 1893 sous la nouvelle raison sociale de *Deutsche Ueberseeische Bank*, et 40 0/0 du nouveau capital nominal furent versés, soit 8.000.000 de marks. La direction de la banque avait très heureusement opéré cette augmentation de capital ; en 1893, nous voyons les affaires effectuées avec ce capital développé, monter à 1.696 millions de marks, soit presque le double de l'année précédente. Et cependant l'activité des banques était diminuée, d'une part par les faibles bénéfices que donnait l'escompte des effets de commerce en moneda-legal (très bas par suite de l'abondance du papier-monnaie et des faibles besoins de l'importation) ; d'autre part par la prime de l'or qui atteignit de nouveau 260 0/0 en septembre, pour descendre il est vrai à 210 0/0 quand fut achevée la récolte qui était bonne. En 1894, l'Etat argentin suspendit l'impôt sur les bénéfices mais éleva l'impôt sur la patente de 50 0/0 ; la récolte fut mauvaise, le change instable. La prime de l'or monta de 229 0/0 au début de l'année, à 337 0/0 aux mois de mai et de juin ; elle baissa ensuite à 207 pour finir, avec l'année, à 258. Les droits de douane furent accrus. Toutes circonstances dont souffrit l'importation. La banque conserva cependant une bonne situation. Le taux de l'intérêt fut plus élevé que les années précédentes et les variations du cours du change sur l'Europe permirent à la banque de faire des opérations très heureuses.

L'année 1895 fut pour l'Argentine une année prospère. Les

(1) Il est vrai que tout ce capital n'était pas engagé dans des affaires fructueuses. On trouve cette année une réserve de 3 873.031,97 marks.

crises semblent terminées. Au commencement de l'année, la prime de l'or était de 264 0/0, elle monta encore à 277 au mois de mai, à une époque où l'on était sous la menace d'une guerre avec le Chili. Les affaires de la banque furent satisfaisantes. Le chiffre de ses affaires atteint 2.878.466.143,62 marks, et le bénéfice net, pour la même année, représente la somme de 1.060.280 marks.

L'activité de la banque croît encore en 1896. Les menaces de conflit entre la République argentine et le Chili disparaissent par une convention d'arbitrage ; le gouvernement argentin se proposait d'éteindre sa dette publique, la récolte s'annonçait bien ; la situation économique et financière s'améliore ; la prime de l'or baisse considérablement, de 232 0/0 au mois de janvier, elle est à 165 au mois d'août et ne dépasse pas, à la fin de l'année, 183 0/0. Seulement cette hausse de la monnaie argentine, si subite, n'est pas avantageuse pour tout le monde. Elle ne l'est pas pour les exportateurs, qui sont la richesse de l'Argentine, et dont la situation était rendue si favorable par la forte prime de l'or ; ils touchent maintenant une prime moins élevée, sans que leurs frais généraux aient baissé. La situation des importateurs est au contraire rendue plus favorable. On sait en effet que tous, importateurs et exportateurs, n'ont pas le même intérêt à l'existence d'une monnaie saine, quand cette monnaie n'est saine que par à-coups et passagèrement. Une hausse *stable* de la valeur de la monnaie pouvait seule concilier les intérêts contradictoires.

Cette année 1896 est intéressante par d'autres côtés, elle est caractérisée par une activité toute particulière du commerce entre l'Argentine et l'Allemagne. Les transactions entre les deux pays représentent une somme de 30,4 millions de pesos or contre 24,5 millions l'année précédente.

En présence de cette situation favorable, la banque songe à s'engager à fond, à agrandir sa puissance financière et à développer le champ de ses opérations. Elle procède d'abord

à un nouvel appel de capital, et recueille ainsi 4.800.000 marks, ce qui porte le capital versé de 8 000.000 à 12.800.000 marks. D'autre part, le chiffre de ses affaires atteint en 1896 : 3.340.665.440,62 marks, c'est-à-dire qu'il dépasse de 452.109.296,90 marks le chiffre de l'année précédente. Le bénéfice net réalisé en 1896 est de 1.319.209 marks. Sur tous les points, la banque est en bonne situation.

En 1897, malgré la mauvaise récolte du blé, la banque continue à prospérer, ses affaires augmentent, atteignent le chiffre de 3.618 millions de marks ; le bénéfice net réalisé par elle s'élève à 1.238.621 marks.

En 1898, la récolte est meilleure, le commerce plus actif, la baisse de la prime de l'or s'accroît : la prime n'est plus que de 169 3/4 0/0 au début de l'année ; à son maximum, en juin, elle est de 180 0/0 ; à la fin de l'année, elle est de 106 1/2 0/0. Les prévisions des exportateurs et des industriels, habitués à compter sur la prime de l'or comme sur une sorte de prime à l'exportation, sont fortement atteintes par cette hausse de la valeur de la monnaie. C'est une condition défavorable. Les banques en signalent une autre, à savoir le taux *relativement* bas de l'escompte : il est en 1898, à Rosario, de 6 à 8 0/0 (1), l'intérêt des sommes engagées dans des comptes courants est de 10 à 12 0/0. Au contraire, les banques payaient pour les dépôts en compte-courant 1 0/0 si ces dépôts étaient faits en papier-monnaie, et rien s'ils étaient faits en or.

En 1899, les conditions économiques de l'Argentine ont complètement changé. La récolte en blé, maïs et lin était très bonne (2), les exportations dépassèrent les importations de 68.066.860 pesos or, au lieu de les dépasser seulement de 26.400.558 comme en 1898. Dans ces conditions, la prime de l'or baissa encore ; en janvier, elle est de 103 8 0/0. On pensa qu'à raison de l'activité des exportations elle se maintiendrait

(1) *Deutsches Handelsarchiv*, septembre 1899.

(2) Bilan de 1899 *Deutsche Ueberseeische Bank*.

aux environs de ce chiffre, et le gouvernement voulut profiter des circonstances pour stabiliser le rapport du papier monnaie et de la monnaie d'or (1). La prime de l'or fut fixée légalement à 127, 27 0/0 ; cette mesure la fit monter en réalité à 143 1/8 0/0 ; mais elle tomba à la fin de l'année à 127, 70 0/0.

Le développement économique de l'Argentine s'arrêta pendant les deux années suivantes, 1900 et 1901. Une crise sévit, caractérisée par la diminution des exportations, surtout des exportations de bétail sous l'influence des épizooties ; la laine, d'autre part, n'atteignait plus sur les marchés européens un prix rémunérateur. Aussi, en 1900, voit-on les affaires de la banque baisser. En 1901, la crise fut encore plus aiguë ; elle atteignit plus profondément le commerce et eut des conséquences plus graves que par le passé. En Argentine, on le sait, le commerce vit de crédit ; le commerçant ne possède presque rien en propre. Si, dès lors, la spéculation fait fausse route, les faillites sont inévitables. C'est ce qui se produisit.

En 1901, la statistique officielle enregistre chez les commerçants en faillite un passif de 48 millions de pesos papier. Les raffineurs, les fabricants de sucre brut, les vigneron (2) furent les plus éprouvés. La prime de l'or fut à son taux le plus bas en mai, elle était à ce moment de 130 0/0 ; à la fin de l'année, elle était de 149 0/0.

Le commerce extérieur fut moins éprouvé, les relations avec l'Allemagne restèrent même tout à fait prospères, et l'Argentine vient, à cette date, au second rang des pays étrangers avec lesquels commerce l'Allemagne.

Les conditions économiques ne vont s'améliorer qu'à partir de la seconde moitié de l'année 1902. C'est à cette époque seulement qu'on commence à compter sur une récolte meilleure. La prime de l'or est alors 146 1/2 0/0 (avril), mais à

(1) Loi argentine du 4 novembre 1899 (Voir pour les détails Sondorfer, *Technik des Welthandels*, I, p. 256).

(2) *Deutsches Handelsarchiv*, avril 1904.

partir de ce moment, elle ne fait que baisser jusqu'à 127,27 0/0, à la fin de l'année.

Les affaires de la banque sont, pendant ces années de crise, assez satisfaisantes. La somme totale des affaires avait bien baissé jusqu'à 4.762 millions en 1900, mais pour remonter immédiatement en 1901 à 5.057 millions, et à 5.127 en 1902. Les pertes qu'on avait eu à enregistrer et qui furent assez importantes, furent aussitôt couvertes. Ces résultats, la banque les obtint en partie, comme nous l'allons voir, grâce à ses succursales du Chili.

En 1903, se termine la grande crise argentine. La situation s'améliore à la suite de bonnes récoltes. L'exportation redevient active, les prix de vente s'élèvent. On vit monter à un chiffre jusqu'alors inconnu, à 218.860.000 pesos or, le chiffre total des exportations. Les importations ont de même augmenté (1).

La situation monétaire du pays s'est sensiblement améliorée. La prime de l'or resta pendant toute l'année au taux du cours légal. La caisse de conversion qui possédait déjà au mois d'avril une somme de 20 millions de pesos en or, vit son encaisse monter à 38 millions à la fin de l'année. La *Banque nationale argentine* avait fait une conversion de papier-monnaie, pour une somme de 12 millions de pesos en or. A la fin de l'année se trouvait donc, dans les caisses de ces deux institutions officielles, une somme de 50.000.000 pesos en or. En 1903, la somme totale des transactions à la Deutsche Ueberseeische Bank atteint 5.848 millions de marks, c'est-à-

(1) Voici la mesure de ces augmentations, avec l'indication des divers pays importateurs :

	1902	1903	1904
Angleterre. . . .	35,9 0/0	34,2 0/0	34,44 0/0
Etats-Unis. . . .	12,9 0/0	12,7 0/0	12,83 0/0
Allemagne. . . .	12,8 0/0	13,0 0/0	13,10 0/0
Italie	11,9 0/0	11,2 0/0	11,04 0/0

dire qu'elle dépasse de un million la somme des affaires faites en 1900, première année de la crise.

Pendant cette même année, l'activité de la Deutsche Ueberseeische Bank s'était encore étendue sur le territoire argentin. La banque a, en effet, fondé des succursales à *Bahia Blanca*, port plein d'avenir, au sud de la province de Buenos-Ayres, et à *Cordoba*, chef-lieu de la province qui porte le même nom.

La prospérité économique et industrielle de l'Argentine n'a point décliné pendant les années suivantes : 1904, 1905 et 1906. En 1904, les récoltes sont bonnes, les prix des produits agricoles favorables sur les marchés étrangers, les exportations abondantes et rémunératrices. Il résulte de cette activité commerciale une balance favorable, et l'or entre en grande quantité dans le pays ; on estime qu'il en fut introduit en lingots pour une valeur d'environ 30 millions de pesos ; les conditions économiques de l'Argentine se sont améliorées. En 1905, les mêmes résultats se poursuivent : les recettes des chemins de fer, en hausse continue, témoignent d'une activité croissante. Le mouvement des exportations et celui des importations se développe encore. La caisse de conversion possède 90 millions de pesos en or ; le moment semble proche où l'on pourra régler définitivement la question monétaire, et un projet gouvernemental dans ce sens est soumis aux Chambres.

En 1906, la Deutsche Ueberseeische Bank crée de nouvelles succursales, notamment à *Tucuman*, à *Bell-Vill*, province de Cordoba. Ses affaires sont en pleine prospérité, comme celles du pays. La récolte a été bonne, les prix de vente continuent à être satisfaisants. L'exportation et l'importation grandissent toujours en chiffres absolus, mais les exportations continuent à l'emporter de beaucoup sur les importations, malgré un léger fléchissement des exportations en

cette année 1906 (1). Il en résulta une grande affluence d'or dans le pays (*Bargold*). La caisse de conversion possédait, vers la fin de l'année 1906, une somme de 103 millions de pesos en or ; et le fonds de conversion une somme de 17 millions de pesos en or. Le papier-monnaie en circulation représente une valeur de 529 millions de pesos en papier-monnaie.

L'accroissement du stock métallique a fait baisser le taux de l'intérêt et hausser continuellement les prix. L'accroissement des importations — elles ont fait plus que doubler dans les dernières années — résultait en partie de cette hausse des prix. La confiance à l'égard de ce pays renaît, on lui fait du crédit dans une plus large mesure qu'auparavant, et avec plus de facilité. De grandes entreprises industrielles, à la même époque, se créent en Argentine, et les actions en sont immédiatement bien cotées dans les Bourses européennes.

Mais l'essor économique avait été si brillant au début de l'année qu'il y eut une régression au cours du second semestre ; l'importation, disproportionnée avec les besoins, ne trouva plus de débouchés suffisants, il se produisit des faillites, et la plupart des banques ayant limité le crédit qu'elles accordaient, beaucoup de maisons ne purent tenir leurs enga-

(1) Tableau des importations et des exportations de 1895 à 1907 :

Années	Importations		Exportations	
1895. . . .	68.162.791	en pesos or	93.299.600	en pesos or
1896. . . .	102.090.438	—	109.043.744	—
1897. . . .	103.800.000	—	—	—
1898. . . .	107.488.900	—	133.829.458	—
1899. . . .	116.850.671	—	184.917.531	—
1900. . . .	113.485.069	—	154.600.412	—
1901. . . .	113.959.749	—	167.716.102	—
1902. . . .	103.711.006	—	173.276.000	—
1903. . . .	125.523.000	—	218.860.000	—
1904. . . .	169.606.746	—	248.095.909	—
1905. . . .	204.195.166	—	308.074.739	—
1906. . . .	246.818.474	—	300.364.969	—
1907. . . .	275.490.225	—	308.501.179	—

gements. Le taux de l'intérêt, qui était à 4 et 5 0/0 depuis plusieurs années, remonte à 7 0/0 et même à 7 1/2. Par suite du retrait des sommes destinées aux reports, la liquidation du mois de novembre fut très difficile.

Heureusement, la récolte en blé et en maïs s'annonçait bonne pour l'année suivante. D'autre part, les fluctuations monétaires se sont stabilisées, le rapport entre l'or et le papier-monnaie a une tendance à la fixité ; il était, en 1906, pendant toute l'année, de 127,27 0/0, ce qui représente le rapport légalement fixé.

En examinant les bilans de la banque, nous voyons que sa situation, durant les années 1904 à 1906 ; est bonne. Sa sphère d'action s'est étendue à presque toute l'Amérique du Sud, ses succursales sont nombreuses. Les chiffres fournis par les bilans portent sur l'ensemble des affaires de la banque ; ils nous montrent que le capital de roulement de la banque est plus considérable que précédemment : le 2 mars 1904, un nouvel appel avait été fait aux actionnaires et un versement de 2.400 000 marks effectué, ce qui porta le capital de 12.800.000 marks à 15.200.000 marks. Cette augmentation du capital était nécessaire pour faire face à des besoins croissants, mais elle était surtout indispensable au développement territorial de l'activité de la banque. La somme des affaires totales effectuées s'accrut en proportion de cette augmentation du capital ; c'est aussi grâce à l'état favorable de l'Argentine qu'elles purent se développer, mais sur ce point, il convient de faire une réserve. L'heureuse prospérité du pays ne fut pas aussi favorable aux banques qu'on pourrait le supposer. En ce qui les concerne, cette prospérité générale se manifesta par une concurrence plus active par une baisse du taux de l'intérêt (1) ; chaque banque pour sa part ne fait pas beaucoup d'affaires et tire un assez faible profit des opérations qu'elle fait (2) ; autant de circons-

(1) Bilan de 1904.

(2) Bilan de 1905.

lances qui tendent à affaiblir les progrès réalisés par les banques et à atténuer les effets d'une augmentation des capitaux engagés.

La Deutsche Ueberseeische Bank fit en 1904, 6.264 millions de marks d'affaires ; en 1905, 8.417 millions de marks soit un développement de 2.153 millions de marks. En 1906, le chiffre est de 10.427 millions de marks.

En ce qui concerne les bénéfices, la même progression se constate ; en 1904, ils sont de 1.549.639 marks ; en 1905, de 1.805.602 marks ; en 1906, de 2.368.207 marks.

Le 2 avril 1906 enfin, préparant à la banque une nouvelle période d'extension, s'opérait le versement entier des actions de la série IV, ce qui porte le capital versé de 15.200.000 à 17.600.000 marks.

La grande crise financière de l'Amérique du Nord, qui éclata en 1907, se fit sentir également dans les pays de l'Amérique du Sud. C'est ainsi qu'on exporta des pays de La Plata 1.500.000 £ d'or. A la suite de cette diminution de la monnaie métallique, l'intérêt monta rapidement de 6 1/2 à 8 0/0 (1). Malgré ces difficultés financières, les affaires de la Deutsche Ueberseeische Bank se développent d'une façon satisfaisante et son commerce n'a pas à souffrir d'une façon particulière. Bien au contraire l'activité générale de la banque est telle qu'elle développe encore le nombre de ses succursales.

B. — L'activité de la Deutsche Ueberseeische Bank au Chili.

La direction de la Deutsche Ueberseeische Bank ne prétendait nullement limiter son action à l'Argentine. Son plan était plus vaste, elle voulait étendre des ramifications dans toute l'Amérique du Sud, et le premier pas qu'elle fit dans cette voie fut de s'établir au Chili.

En 1896, elle fonda une succursale à *Valparaíso*. Cette

(1) Bilan de 1907 de la *Deutsche Ueberseeische Bank*.

succursale, qui ouvrit ses portes le 1^{er} février 1896, restait placée sous la direction de la succursale de Buenos-Ayres. Malheureusement, le moment n'était pas bien choisi : le Chili traversait une époque de troubles intérieurs et extérieurs. La menace d'un conflit avec l'Argentine, ce conflit lui-même, nécessitèrent de grandes dépenses ; le resserrement du crédit avait, en outre, provoqué une crise commerciale. Nous aurons à parler plus longuement, à propos de la *Bank für Chile*, des circonstances et des causes de cette crise. Disons seulement ici que les débuts de la succursale de Valparaíso furent difficiles. Il en fut de même en 1897, l'année où fut établi un nouveau tarif douanier, gênant pour le commerce. La succursale cependant obtint des résultats satisfaisants et prit pied au Chili. Bientôt, deux autres succursales furent ouvertes. La première au mois d'août 1897 à *Iquique* ; la seconde au mois de novembre à *Santiago*. Une caisse de dépôt fut créée à *Santiago-Estacion*, centre des transactions relatives aux produits agricoles.

Tous ces établissements sont, au point de vue de leur direction, sous la dépendance de la succursale de Valparaíso.

La situation des succursales de la Deutsche Ueberseeische Bank au Chili est toujours des plus difficiles. La situation du pays ne s'est point améliorée. L'orientation politique est incertaine, le différend avec l'Argentine s'accroît et l'on procède au Chili à l'armement de troupes. De plus, une crise monétaire éclate par suite des sorties de métal exigées par les paiements à l'étranger ; vers le milieu de 1898, force est de revenir au papier-monnaie. En outre, les recettes sont mauvaises : le Chili ne peut exporter que des minerais de cuivre et du nitrate.

Quoique peu brillantes, les affaires des succursales de la Deutsche Ueberseeische Bank restèrent suffisantes : deux succursales furent même constituées : au mois de mai à *Concepcion*, au mois d'avril à *Valdivia* ; elles furent placées comme les précédentes sous la direction de la succursale de Valparaíso.

En 1899, les résultats sont meilleurs. Les effets de la crise se font bien encore sentir, les capitaux européens se sont enfuis et n'ont pas encore pris le chemin du retour, on parle d'émettre à nouveau du papier-monnaie. Heureusement, les exportations redevenues rémunératrices par suite d'une hausse sensible à l'étranger du prix du cuivre (40 0/0 de hausse) et du nitrate (10 0/0) ramenèrent l'or étranger.

La Deutsche Ueberseeische Bank ne commence toutefois à prospérer au Chili qu'à partir de l'année 1900.

Le bien-être, alors, s'accuse par un cours du change favorable ; il est de 17 3/8 au lieu de 16 5/8 en 1899. La crise commerciale s'est très atténuée. La banque fonde en juillet une nouvelle succursale à *Antofagasta*, une caisse de dépôt à *Valparaíso*, dans le quartier Almendral. L'année 1904 fut pour le Chili une année de plein essor économique ; les bonnes récoltes favorisent l'exportation. Aussi les affaires de la banque furent-elles florissantes. Une caisse de dépôt fut établie à *Osorno* par la succursale de Valparaíso. En 1905, 1906, même progrès ; nous verrons plus particulièrement, lors de l'étude de la *Bank für Chile* quelle fièvre d'entreprises a marqué ces années prospères. Disons seulement ici que la banque contribua à cette prospérité. Ce fut par elle que fut effectué l'emprunt de l'Etat chilien de 3.700 000 £, au taux de 4 1/2 0/0 destiné à construire le chemin de fer de *Arico-La-Paz*, et à opérer des travaux sanitaires. C'est la succursale de Santiago qui servit d'intermédiaire pour cet emprunt.

En 1907, la Deutsche Ueberseeische Bank développe son activité au Chili en ouvrant une succursale à *Temuco*.

C. — L'activité de la Deutsche Ueberseeische Bank au Mexique.

La Deutsche Ueberseeische Bank avait conçu le projet d'étendre son entreprise à l'Amérique du Sud tout entière, et nous l'avons déjà vue s'installant au Chili.

En 1901, elle fonde une succursale au Mexique. Le Mexique

s'est, au point de vue économique, très rapidement développé au cours de ces dernières années. L'Amérique du Nord a tenté, par l'établissement de nombreuses entreprises, de mettre industriellement le Mexique sous sa domination : les Etats-Unis connaissaient de longue date les ressources du Mexique et avaient prévu son essor. Ce sont aujourd'hui leurs capitaux qui jouent un rôle prépondérant dans l'industrie et la finance mexicaines. Le capital ainsi investi est évalué à 600 millions de dollars en chiffres ronds, et l'on pense qu'il atteindra bientôt le milliard. La place prépondérante qu'occupent les Américains au Mexique, ils la doivent beaucoup moins à l'emploi de leurs propres capitaux, absorbés par l'industrie nationale, qu'à l'emploi de capitaux étrangers, et notamment de capitaux français, qui se trouvent en dépôt dans certaines banques internationales telles que la *J. P. Morgan* et la *Speyer et Cie* de New-York (1).

Mais si les Etats-Unis ont cette prépondérance au Mexique, des intérêts allemands sont parvenus cependant à se faire jour, à se maintenir et à se développer. Les relations commerciales entre les deux pays prennent plus chaque jour d'importance ; en cinq ans, le mouvement des importations et des exportations a presque doublé (2). Mais les affaires du

(1) Jean Favre, *Les Banques au Mexique*, Paris, 1907, p. 3 et 5.

(2) Le commerce extérieur et intérieur du Mexique s'est développé comme suit pendant les dernières années :

	Exportations en pesos mexicains	Importations en pesos mexicains
En 1902 . . .	172.000.000	151.000.000
En 1903 . . .	207.377.793	191.321.094
En 1904 . . .	210.276.374	177.744.652
En 1905 . . .	208.520.541	178.204.962

Le commerce particulier entre l'Allemagne et le Mexique donne les résultats suivants (*Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1907) en millions de marks.

	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906
Importations du Mexique en Allemagne	11,8	12,9	10,8	12,3	14,5	15,8	22,2	18,9
Exportations de l'Allemagne au Mexique	22,3	28,1	26,0	34,1	36,5	41,4	43,5	48,6

Mexique, et notamment le commerce de banque, restent toujours influencés par la dépréciation croissante de l'argent. On lit dans le bilan de la Deutsche Ueberseeische Bank de 1902 : « Le développement du commerce et des finances publiques de la république mexicaine avaient pris, l'année précédente, un développement satisfaisant ; mais les résultats eussent été bien supérieurs, si la baisse de la valeur de l'argent ne les eût diminués. Le cours du change, au commencement de l'année, était de 1,93 M. = 1 peso mexicain ; vers la fin de novembre, il est à son minimum : 1,51 M., et l'année se termine sur un taux de 1,60 (1).

« Par suite de l'incertitude de la valeur du métal blanc, par suite de ses variations, la monnaie mexicaine, surtout dans ses relations avec l'étranger, présente un grand inconvénient.

Comme on le voit, les intérêts commerciaux de l'Allemagne grandissent tous les jours au Mexique. Nous trouvons, dans ce pays, plus de 60 grandes maisons de commerce qui ont environ 100 succursales. Elles travaillent avec un capital d'environ 200 millions de marks. La plupart des maisons d'exportation ont un crédit ouvert près des firmes d'exportation de Hambourg et chez les fabricants allemands. Les Allemands possèdent en outre des terrains nombreux.

Enfin, le capital allemand investi dans les industries du pays peut être estimé à 90 millions de marks, sur un total de 300 millions de marks de capitaux étrangers, ce qui donne à ce point de vue la troisième place à l'Allemagne (*Die Entwicklung der deutschen Seeinteressen*, p. 151).

(1) Or nous savons que le commerce et la banque ont beaucoup à souffrir de l'instabilité de la valeur de la monnaie intérieure, quand ils sont en rapport avec des pays à monnaie saine. Leurs engagements n'ont plus en effet de bases stables ; ils dépendent uniquement de ces fluctuations monétaires qui ne peuvent pas, la plupart du temps, être prévues d'avance. La baisse de la piastre n'a pas eu le moindre effet utile ; elle n'a pas favorisé au Mexique l'exportation agricole ou minière, ni développé le commerce et l'industrie, mais elle a fait régner partout l'incertitude, apporté le trouble dans les affaires privées et les finances publiques (Eugène Viollet, *Le problème de l'argent et l'étalon d'or au Mexique*, thèse Paris, 1907, p. 138).

Aussi discutait-on la question de savoir s'il n'était pas utile d'introduire l'étalon d'or.

« Le gouvernement s'occupe de cette question, et si l'on n'est pas encore arrivé à une conclusion, c'est que l'exécution pratique du problème présente beaucoup de difficultés. Dans ces conditions, le gouvernement se borna à créer, pour les paiements des droits de douane qui lui sont dus en or, une base fixe. Au lieu de couvrir le déficit par de nouvelles impositions générales, il établit, sur les droits d'importation, une surtaxe proportionnelle à la baisse mensuelle moyenne du cours du change » (1).

Nous voyons donc nettement que la Deutsche Ueberseeische Bank eut, dès le premier jour de son établissement au Mexique, à compter avec la dépréciation de l'argent. Mais à part cet inconvénient, les conditions économiques du pays en général ne sont pas mauvaises, les exportations restent assez actives, surtout pour le café et le cuivre. L'importation des tissus de coton et des machines est assez faible, celle des matériaux de construction, des rails de chemin de fer, du charbon, plus forte. Les mines du pays ont donné, pendant l'année 1902. 9 932.676 pesos d'or et 72 480 378 pesos d'argent.

Dans ces conditions, la succursale mexicaine, entrée en activité au mois d'avril, put donner des résultats satisfaisants ; et c'est ce que constate le bilan de la banque. En 1903, les conditions économiques furent meilleures encore ; le cours de l'argent monta (2). Le cours du change, qui était de 1,60 1/2 M. par peso mexicain au commencement de l'année, tombe à 1,58 1/2 au mois de mars, pour se relever de nouveau à 1,95 au mois d'octobre ; il est de 1,86 M. à la fin de l'année ; on connaissait alors, en effet, l'échec des efforts tentés pour stabiliser la valeur de la monnaie.

(1) Bilan de 1902.

(2) Le cours de l'argent en barre noté à Londres était de 24 13/16 d. par once standard ; il monta jusqu'à 28 1/16 d. au mois d'octobre, et l'année se termine au cours de 26 1/8 d.

On sait qu'en 1903, le gouvernement avait, sous le patronage des Etats-Unis, pris l'initiative d'une conférence internationale dont le but était d'étudier les mesures propres à donner aux monnaies d'argent une stabilité relative dans leurs rapports d'échange avec l'or. En même temps, une commission était constituée pour étudier les éléments du problème, au point de vue mexicain ; elle devait s'occuper : 1° de la statistique économique et commerciale du pays ; 2° de la production des matières premières mexicaines ; 3° du stock monétaire existant au Mexique ; 4° des effets, bons ou mauvais, de la baisse de l'argent ; 5° des mesures prises par certains pays pour stabiliser le change international. Cette commission voyagea à l'étranger ; mais à la fin de 1903, le gouvernement mexicain n'avait rien décidé de pratique.

En dehors de cette question monétaire, les conditions du commerce sont favorables au Mexique ; les importations sont en progrès sur l'année précédente, mais il faut tout particulièrement noter le développement industriel, surtout celui de l'industrie minière qui extrait 102 millions de pesos en argent au lieu des 76 de l'année 1902. Les exportations croissantes attestent en outre la vitalité des entreprises. Comment les banques n'eussent-elles pas profité de ces circonstances favorables ? Le bilan de la succursale de la Deutsche Ueberseeische Bank fait apparaître un développement de tous points satisfaisant.

Et cependant la succursale avait éprouvé des pertes provenant de la déconfiture d'une vieille maison de commerce allemande à *San Luis Potosi*, mais ces pertes furent immédiatement couvertes. La prospérité du Mexique continue d'ailleurs sans arrêt les années suivantes. Seule, la situation monétaire, non stabilisée, reste incertaine. Toutefois en 1904, on semble très près d'aboutir à une réforme décisive.

Le ministre des finances déclare dans l'exposé des motifs du projet de loi (1) qui devait la réaliser : « La coïncidence de la

(1) Projet de loi du 16 novembre 1904 et exposé des motifs publié

prospérité avec les vicissitudes par lesquelles a passé la valeur de la piastre mexicaine ne prouve d'aucune manière qu'il existe entre les deux phénomènes une relation exclusive et déterminante de cause à effet, puisqu'il est intervenu d'autres facteurs importants, les uns purement occasionnels, les autres provoqués par l'action du gouvernement. »

Exposée dans le projet du 16 novembre 1904, la réforme fut effectuée par la loi du 9 décembre 1904 : son but est d'établir la stabilité du change international, par l'adoption d'un système basé sur l'étalon d'or.

Par la loi du 1^{er} mai 1905 est confirmée, au moins théoriquement, cette introduction de l'étalon d'or :

« L'unité théorique du système monétaire des Etats-Unis du Mexique est représentée par 75 centigrammes d'or pur et se nomme peso » (art. 1^{er}). L'article 9 règle la frappe de la monnaie : « La faculté de frapper la monnaie appartient exclusivement au pouvoir exécutif de l'Union, qui l'exerce conformément à la présente loi. En conséquence, cesse de subsister le droit pour les particuliers d'introduire dans les hôtels des monnaies des métaux d'or et d'argent pour les y faire frapper. » Telles sont les bases de la réforme monétaire.

Pendant le même temps, le commerce mexicain accuse des chiffres de plus en plus importants. Pendant l'année fiscale 1903-1904, la valeur des exportations était de 210.276.374 piastres, la valeur des importations de 177.744 651 piastres : soit un solde exportateur de 32.531.723 piastres. Seulement, il reste bien entendu que ce chiffre dans son ensemble ne constitue pas une créance pour le Mexique : loin de là ! Le Mexique doit payer en effet les intérêts annuels de sa dette publique, dont tous les titres sont entre les mains d'étrangers, il doit également les intérêts des sommes prêtées sur les chemins de fer, les dividendes des établissements financiers, in-

dans le recueil officiel : *Leyes y disposiciones relativas a la reforma monetaria*, Mexico, 1905.

dustriels ou commerciaux constitués avec des capitaux étrangers. En additionnant toutes ses dettes, nous arrivons à un chiffre qui dépasse de beaucoup, vraisemblablement, le double des 30 millions de piastres en question (1).

Dès la seconde moitié de l'année 1904, la réforme monétaire se fait sentir sur le cours du change. Ce cours, très variable pendant les 6 premiers mois (1,85 M. au début de janvier, 2,02 à la mi février, 1,81 à la mi-avril, 1,97 fin juin) se stabilise durant la seconde moitié de l'année. Les exploitations des mines d'argent bénéficièrent, cette année, de ce que le cours de l'argent en barre était plus élevé et plus stable à Londres que l'année précédente : 26 3/8 d. au lieu de 24 3/14. Sans doute les industries des mines subissaient des pertes du fait de la suspension de la frappe libre de l'argent au Mexique, mais le gouvernement avait pris des dispositions pour les indemniser : l'impôt du timbre, les impôts locaux et les impôts annuels sont réduits à leur profit ; les matières nécessaires à l'industrie des mines entreront en franchise ; enfin le gouvernement établit un service public (2) chargé d'opérer des avances sur les barres d'argent qui seront déposées pour être vendues à l'étranger ; l'établissement devra ensuite vendre ces barres pour le compte des intéressés dans les meilleures conditions possibles, sans aucun bénéfice pour l'Etat.

Somme toute, l'année 1904, en dehors même de cette importante amélioration monétaire, présente un caractère très favorable pour le Mexique. La prospérité du pays s'accroît encore les années suivantes : la réforme du régime monétaire eut une répercussion sensible dans tous les domaines de la vie économique et financière. En 1905, le cours des lettres de change sur l'Allemagne ne varie qu'entre 2,06 1/2 et 2,10 1/2 M. pour un peso mexicain. Le commerce extérieur et intérieur se développe dans des conditions satisfaisantes : pen-

(1) *Le Mexique*, revue bi-mensuelle, Mexico, 5 janvier 1906 ; projet du budget 1906-1907.

(2) Décret du 11 avril 1905.

dant l'année fiscale 1904-1905, la valeur des exportations a été de 208.520 541 pesos mexicains, celle des importations de 178 204.962, soit au bénéfice des exportations un solde de 30.315 579 pesos. Cette activité est due à l'accroissement des capitaux dans le pays ; rassurés en effet par la réforme monétaire, les capitaux étrangers n'ont pas tardé à affluer ; ils servirent à développer les établissements déjà existants et à en constituer de nouveaux.

Leur intervention fut notamment frappante dans l'industrie électrique, où se développèrent les anciens établissements à côté de nouveaux. Le réseau des chemins de fer fut également étendu dans de grandes proportions ; à la fin de l'année 1905, il représente une longueur de 16,866 kilomètres, soit une augmentation de 371 kilomètres sur l'année 1904. La succursale de la Deutsche Ueberseeische Bank continue à donner satisfaction ; il est malheureusement impossible d'étudier en détail les affaires faites par cette succursale, les bilans de la Deutsche Ueberseeische Bank ne donnant que des résultats généraux. La comptabilité spéciale des différents établissements de la banque n'est pas donnée à part. Les bilans constatent toutefois que la succursale du Mexique donnait de bons résultats, et nous pouvons même supposer que les bénéfices réalisés par elle sont pour beaucoup dans le total général des bénéfices de la Deutsche Ueberseeische Bank. Le commerce de banque fut alors en effet extrêmement actif au Mexique, et se développa avec tant de rapidité qu'on put, dans le pays même, et malgré l'essor économique général, le considérer comme exceptionnel. Ce développement se manifeste tout d'abord par l'afflux du capital-actions des banques, ensuite par les affaires annuelles réalisées. Au 31 décembre 1906, le Mexique possédait 34 institutions de crédit (1) tandis qu'en 1897, il

(1) La loi du 19 mars 1897 distinguait trois catégories de banques : les banques d'émission et d'escompte, les banques hypothécaires, et les banques réfectionnaires spécialement consacrées aux opérations agricoles et industrielles.

n'en avait que trois. Le capital employé dans les banques mexicaines a varié de 1896 à 1906 dans la mesure énoncée par le tableau suivant :

Passif (en milliers de piastres).

Années	1898	1893	1904	1905	1906
Capital	49.000	105.850	109.600	142.059	158.100
Réserves.	7.038	19.968	22.174	30.022	54.056
Circulation fiduciaire	54.375	84.202	83.525	94.141	97.787
Dépôts.	4.015	14.284	12.239	47.681	64.107
Comptes - courants					
créditeurs.	63.411	173.407	229.244	259.028	285.256

Actif (en milliers de piastres).

Encaisse	39.179	61.564	78.333	68.312	64.909
Portefeuille effets. .	57.672	131.749	145.414	169.402	194.484
Prêts sur gages. . .	20.231	62.501	62.681	88.252	105.283
Comptes - courants					
créditeurs	39.476	108.280	134.813	204.814	243.512

La rémunération de ce capital engagé dans les banques est aussi très satisfaisante. La moyenne générale des bénéfices réalisés en 1905 n'est pas inférieure à 14 0/0 du capital versé (1). De ces quelques renseignements, on peut induire

(1) Jean Favre, *Les banques au Mexique*, Paris, 1907, p. 1. Signalons ici une particularité du commerce de banque au Mexique : la plus courante des opérations de banque, l'escompte, est inconnue au Mexique. Elle y est remplacée par des *avances sur effets* (V. Jean Favre, *loc. cit.*, p. 44). Le porteur d'un effet le remet à une banque qui lui ouvre un crédit, et conserve le titre dans son portefeuille jusqu'à l'échéance. Cette échéance étant généralement de date fort éloignée (de 9 à 12 mois), on voit que le capital des banques est immobilisé pendant longtemps. Si l'escompte se faisait aux conditions ordinaires, le même capital rendrait de plus grands services parce qu'il circulerait 3 ou 4 fois plus vite. Cependant les banques ont des compensations : le taux de l'intérêt auquel elles prêtent est couramment de 8 et 9 0/0 pendant la première moitié de 1906. Les avances sont garanties de la même façon que s'il y avait endossement régulier, car le client qui a reçu l'avance reste le débiteur principal de la banque, et celle-ci se retourne contre lui si l'effet n'est pas payé à l'échéance.

que la succursale mexicaine de la Deutsche Ueberseeische Bank, très en vue parmi les banques mexicaines, présentait un intérêt considérable pour sa maison mère.

Au 1^{er} septembre 1906, la succursale de la Deutsche Ueberseeische Bank au Mexique fut fondue dans la *Mexicanische Bank für Handel und Industrie*, créée au mois d'août à l'aide de capitaux allemands, mexicains, et de capitaux fournis par les Etats-Unis. La Deutsche Ueberseeische Bank prit une part importante à la création de cette nouvelle banque : sa participation fut de 1 million de pesos mexicains, dont elle versa la moitié, ainsi qu'il résulte des bilans.

D. — L'activité de la Deutsche Ueberseeische Bank en Espagne.

Il était naturel que la Deutsche Ueberseeische Bank, après avoir étendu son activité en Amérique sur presque tous les pays de langue espagnole, cherchât à établir son action directe sur l'Espagne elle-même. En 1904, elle décide en effet d'ouvrir à Barcelone une succursale sous la raison sociale *Banco Aleman Transatlantico*. L'objet de cette succursale est d'abord de servir à développer les affaires de banque avec l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale. L'Espagne, en effet, entretient avec ces régions des relations importantes ; au Mexique notamment ses intérêts sont considérables : après les Etats-Unis, l'Espagne est le pays qui, au Mexique, a le plus de capitaux ; ses intérêts y dépassent ceux de l'Allemagne (qui vient au 3^e rang), de la France et de l'Angleterre. C'est pourquoi il était utile à la banque d'avoir une succursale en Espagne pour accroître encore l'action des succursales d'outre-mer. Ces considérations sont développées au bilan de la banque pour l'année 1903.

Mais là n'était pas l'unique but de la Deutsche Ueberseeische Bank ; en établissant une succursale à Barcelone, elle pense aussi aux relations directes qui s'établiront entre l'Allemagne et l'Espagne. Par là, elle réalise une idée que nous avons

déjà mentionnée en faisant l'analyse des statuts de la Deutsche Bank, et qui est de servir non seulement au développement des relations commerciales existantes, mais à la création de relations nouvelles, à l'établissement d'un commerce direct entre l'Allemagne et les autres nations. C'est, de la part de la banque, le résultat d'une conviction que nous croyons légitime, à savoir que les banques nationales peuvent rendre de grands services au commerce national, qu'elles concourent à sa formation et à son développement.

A cette date, 1904, nous trouvons déjà en Espagne 150 maisons de commerce allemandes, Barcelone, à elle seule, en compte 70. Ces maisons de commerce travaillent avec un capital effectif de 50 millions de marks, elles possèdent surtout des terrains ; on sait que la valeur des terrains espagnols possédés par les Allemands n'est pas inférieure à 25 millions de marks. Les firmes industrielles les plus importantes de l'Allemagne sont représentées en Espagne, et notamment les sociétés électriques. Dans les mines de charbon et d'argent, le capital allemand se trouve représenté par une somme de 75 millions de marks (1). Toutefois, les intérêts allemands en Espagne, quoiqu'accrus dans ces dernières années, restent encore pour le moment de beaucoup inférieurs à ceux de la France (2) et de l'Angleterre.

Voici dans quelle mesure se sont développées les relations commerciales de l'Allemagne et de l'Espagne (en millions de marks) :

	1898	1899	1900	1901	1902	1903
Importations en Allemagne de l'Espagne . .	48,1	69,5	82,4	78,3	74,9	87,7
Exportations de l'Allemagne en Espagne . . .	24,7	44,0	54,3	50,0	55,8	58,2

(1) *Die Entwicklung der deutschen Seeinteressen*, op. cit., p. 135.

(2) Voir sur les intérêts français en Espagne, estimés à une somme globale de 2.974 millions de francs, le *Journal officiel* du 25 septembre 1902 (n° 261).

La succursale entra en activité le 7 mars 1904. Mais cette année 1904 ne fut pas précisément brillante. On ne se rend pas bien compte de cette situation économique à l'examen des statistiques officielles ; elles accusent, en effet, une balance du commerce plus favorable qu'en 1903 :

Les importations sont de 844.456.569 pesetas en 1904, au lieu de 863 308 997 en 1903.

Les exportations sont de 874.320 877 pesetas en 1904 au lieu de 856 242.020 en 1903 ; soit moins d'importations et plus d'exportations.

Mais quand on analyse les chiffres, on trouve en 1904 une diminution de 29 millions en importations de matières fabriquées, et de 25 millions de matières brutes. Au contraire, l'importation s'est accrue de 40 millions de pesetas en ce qui concerne les subsistances et surtout le blé ; et, en fait, ce chiffre est au-dessous de la réalité si l'on songe qu'il y a dans les ports maritimes une grande quantité de blé qui reste à l'entrepôt, en attendant une diminution des droits d'entrée provoquée par la cherté des vivres. La récolte s'est faite dans de mauvaises conditions par suite de la sécheresse ; l'industrie, notamment celle des tissus de coton, a été très éprouvée, d'abord parce que, du fait des colonies perdues, les débouchés ont été restreints ensuite parce que le prix du coton s'est sensiblement élevé sans que celui des tissus puisse hausser de façon correspondante.

Le cours du change heureusement ne fut pas très variable pendant l'année 1904. Le cours sur Paris qui était coté en 1903 à 36,40 0/0 monta passagèrement au mois de février 1904 à 40 0/0, il varia jusqu'au mois d'octobre entre 39 1/2 et 37 0/0 ; c'est seulement à partir de ce moment qu'il commença à baisser ; et le cours à la fin de l'année est de 34,50 0/0. Cette amélioration de la monnaie espagnole ne peut s'expliquer uniquement par une amélioration de la balance du commerce, elle a plutôt sa source dans les paiements que fit l'Etat espagnol à la Banque d'Espagne et dans la diminution du porte-

feuille de cet établissement. Par là, l'Etat diminuait la prime de l'or, ce qui avait pour effet d'élever le crédit du pays à l'étranger. En même temps diminuait l'importation des produits étrangers. L'Allemagne n'importa en 1904 en Espagne que pour 56,1 millions de marks, soit plus de 2 millions de moins que l'année précédente. Ainsi la vie économique de l'Espagne en 1904 n'était pas très favorable, et la succursale de la Deutsche Ueberseeische Bank, qui devait pour la première fois étendre son activité dans le pays fut obligée d'observer une grande réserve.

L'année suivante, malgré une activité suffisante, la succursale de la Deutsche Ueberseeische Bank n'a pu encore développer ses affaires dans la mesure espérée. L'Espagne continue à être peu favorisée ; la récolte de 1905 a été plus mauvaise encore que celle de 1904. Les importations montent à 989.200.000 pesetas, tandis que les exportations ne sont que de 889.300.000 pesetas, soit un excédent d'importation de 99.900.000. La situation de l'année précédente est renversée. Le déficit alimentaire est particulièrement la cause de cet accroissement d'importation : 244 millions de pesetas de blé sont introduits en Espagne. Dans les provinces agricoles, la détresse est très grande, et cette misère a sa répercussion sur les provinces industrielles. Les importations de matières premières et de produits fabriqués sont, par contre, en diminution par le fait même de cet appauvrissement général. L'industrie cotonnière seule, peut se développer quelque peu.

Vers la fin de 1905, la situation commence enfin à s'améliorer, l'exportation des minerais est active et productive ; d'autre part, la récolte s'annonçait bonne. La prime de l'or qui était de 34,40 0/0 au début de 1905 avait été de 31 1/2 0/0 à la fin de janvier, et elle reste jusqu'à la fin d'août, malgré les importations de blé, entre 31 et 33 0/0. Au mois de septembre, le cours commença à baisser jusqu'à atteindre à la fin de l'année 26 3/4 0/0. Le gouvernement continue à payer ses dettes à la banque, à l'aide d'excédents budgétaires et d'une

émission de 100 millions de pesetas de bons du trésor 3 0/0. Ces résultats sont également favorisés par le retour des capitaux engagés dans les anciennes colonies espagnoles, notamment à Cuba, par la hausse du prix de l'argent et le maintien d'un prix rémunérateur pour les métaux exportés. Malgré l'émission des bons du trésor, le taux de l'intérêt reste relativement bas.

Jusque là, la succursale de la Deutsche Ueberseeische Bank n'a point eu à enregistrer de pertes ; mais elle attend mieux encore de l'avenir. L'année 1906 lui permit de réaliser quelques-unes de ses espérances. L'Espagne développe son commerce, mais pour déterminer exactement la mesure de ses progrès, une difficulté se présente : pour la première fois, les statistiques officielles font, à partir du 1^{er} juillet 1906, date d'entrée en vigueur des nouveaux tarifs de douane, l'évaluation de ce commerce en pesetas or, c'est-à-dire en francs, ce qui rend les résultats difficiles à totaliser et à comparer.

On voit seulement d'une façon générale qu'une bonne récolte, de grands rendements miniers améliorent les conditions économiques dans le pays. La prime de l'or continue à baisser de façon notable : au début de 1906, le cours est de 26,30 0/0 ; au mois de mai, il est de 6 0/0 et à la fin de l'année, il se trouve au cours minimum (1). Cette baisse du cours du change eut une influence favorable, notamment sur la valeur des actions de chemins de fer, moins opprimées par la charge des obligations payables en or, et le marché français absorba la majeure partie de ces actions.

Les banques, au sein de cette prospérité, pouvaient prospérer elles-mêmes ; la succursale de la Deutsche Ueberseeische Bank s'installa fermement en Espagne, développa à Barcelone le cercle de son activité ; on peut prévoir qu'elle aura de plus en plus d'influence en Espagne. Nous savons que la Dresdner Bank commandite depuis 1906 la maison

(1) Bilan de la Deutsche Ueberseeische Bank, année 1906.

Fährich et Cie de Madrid ; la Deutsche Bank a, depuis longtemps, des intérêts en Espagne, par suite de sa participation dans la maison *Guillermo, Vogel et Cie* à Madrid. En 1907, cette maison liquide, ce qui amène la Deutsche Ueberseeische Bank à établir une succursale à Madrid. Voilà donc des intérêts qui peuvent se concentrer comme cela se produisit si souvent dans la Banque Allemande (1). Cette *concentration* unifiant les forces de la finance allemande augmenterait en Espagne son pouvoir d'*expansion*.

E. — L'activité de la Deutsche Ueberseeische Bank
au Pérou.

En 1905, l'activité de la Deutsche Ueberseeische Bank s'étend au Pérou. Elle établit une succursale dans la capitale, à *Lima*.

Au Pérou, l'influence allemande se heurte surtout à l'influence anglaise qui se subordonne les intérêts français ; mais le Pérou est en relations très suivies avec les autres pays de l'Amérique du Sud, où la Deutsche Ueberseeische Bank entretient, un commerce de banque actif ; l'intérêt de l'Allemagne à étendre son action au Pérou est évident. Bien plus, la Deutsche Ueberseeische Bank espérait qu'une fois installée au Pérou elle pourrait exercer une influence directe sur les finances de ce pays, jusque-là dominées par les banques anglaises ; et ce n'était pas là, nous le verrons, une illusion chimérique.

Les statistiques, assez incertaines, ne permettent pas d'évaluer exactement les intérêts allemands au Pérou, mais on peut affirmer qu'ils s'y sont rapidement développés ; ils ont de 1898 à 1905, date de l'installation de la Deutsche Ueberseeische Bank dans le pays, doublé en ce qui concerne le capital

(1) Voir les ouvrages cités de Edgard Lepitre, Riesser, Wallich, etc.

engagé dans les maisons de commerce allemandes qui se trouvent au Pérou (1).

La succursale de la Deutsche Ueberseeische Bank à Lima entra en activité l'année même de sa fondation, en 1905, activité favorisée par une bonne situation économique et financière ; le Pérou est en progrès ; ses exportations sont de 5.757.350 libras peruanas, et ses importations de 4.329 151 libras peruanas (Lp = 1 £). Le chiffre des exportations dépasse ainsi celui de

(1) Les rapports consulaires relatifs aux intérêts allemands au Pérou et en Equateur (dans ces rapports en effet les deux pays sont étudiés à la fois) ne sont pas complets. Les maisons de commerce allemandes qui travaillaient en 1898 avec un capital d'environ 28 millions de marks possédaient en 1905 un capital de 46 millions de marks. On ajoute dans ces rapports que ces intérêts ont une tendance à s'accroître encore sensiblement. Les établissements agricoles allemands et les industries allemandes dans ces pays sont estimés à 31 millions (*Die Entwicklung der deutschen Seemissionen*, p. 156). Les relations commerciales entre l'Allemagne et le Pérou se sont développées de la manière suivante (*Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1907) :

	1893	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906
Exportations de l'Allemagne au Pérou	6,8	7,7	9,9	11,1	9,1	9,4	12,4	13,7	14,7
Importations du Pérou en Allemagne. . . .	4,0	4,1	7,0	7,2	7,0	7,1	8,7	11,3	14,3

Quant au commerce global du Pérou, il s'est développé pendant les dernières années de la façon suivante :

Années	Importations (Libras peruanas)	Exportations (Libras peruanas)
1902.	3.428.283	3.703.971
1903.	3.782.380	3.857.752
1904.	4.298.002	4.066.639
1905.	5.757.350	4.329.151
1906.	5.817.232	4.999.046

l'année précédente, bien que le *sucre*, article essentiel de l'exportation péruvienne, se soit vendu cette année-là à des prix inférieurs ; mais cette baisse de prix avait été compensée par une plus grande production et par la hausse de prix d'un certain nombre d'autres articles d'exportation tels que le cuivre et l'argent. L'*industrie minière* fait en effet de très grands progrès, les exportations de métaux ont été en 1904 de 34.419 tonnes, représentant une valeur de 815 095 libras peruanas. En 1901, elles ont été de 39.785 tonnes représentant une valeur de 925.770 libras peruanas. Elles ne cesseront pas de s'accroître et l'établissement le plus important du Pérou (la Cerro de Pasco Mining Co) transforme actuellement son outillage.

L'amélioration de la situation générale du Pérou devait faire affluer dans le pays le capital étranger. Les compagnies de navigation qui font le service entre le Pérou et l'Europe voient leur activité s'accroître ; il faut noter en particulier la création d'une nouvelle compagnie allemande, la *Roland Linie*. En 1906 les conditions sont toujours aussi favorables. Le rendement de toutes les branches économiques du pays augmente, et cela sous l'influence favorable du capital étranger qui continue à s'engager dans le pays, dans une mesure toujours plus grande.

On peut juger encore de l'activité grandissante du commerce par le rendement plus grand des *chemins de fer* et des *douanes*. La somme résultant des droits de douanes pour la première moitié de l'année 1906 dépasse de 100.000 Lp. le montant des droits de l'année précédente pendant le même temps. Comme le prix des minerais est aussi, en 1906, à tous les points de vue, satisfaisant, l'industrie minière continue de progresser. Pendant le premier semestre de l'année 1906, on exporte une quantité de 22 331 tonnes de minerais, représentant une valeur de 623.082 Lp. Les voies de communication, enfin, sont d'une très grande importance pour le pays, étant données ces richesses économique ; le gouvernement favo-

rise actuellement dans la plus large mesure la construction des chemins de fer.

Ce sont surtout ces conditions économiques et financières favorables qui facilitent l'établissement de la succursale de la Deutsche Ueberseeische Bank à Lima. Ce sont elles aussi qui lui assurent un grand développement dans les affaires de banque, de sorte qu'elle pouvait déjà en 1907 consolider sa situation au Pérou, en ouvrant encore une succursale à *Trujillo*. Mais, tout en faisant des affaires satisfaisantes dans le commerce régulier de banque, elle réussit à s'occuper d'autres opérations financières, qui témoignent de la confiance qu'elle avait su inspirer dans le pays en très peu de temps. En effet, déjà au mois de février 1905, par l'intermédiaire de sa succursale Lima, la Deutsche Ueberseeische Bank a consenti une avance de 600 000 Lp. au gouvernement péruvien. La même année 1905, un *emprunt* était consenti au Pérou (1) ; il s'élevait à 3 millions de Lp. à 6 0/0 ; en dehors de la Deutsche Ueberseeische Bank, participèrent à cet emprunt la maison Speyer à Londres et à New-York et la Banque française à Paris. L'emprunt est contracté pour construire des chemins de fer ; les lignes construites doivent lui servir de garantie, ainsi que l'impôt sur le tabac.

Il faut enregistrer ce fait comme un grand succès pour la finance allemande, principalement dû à la Deutsche Ueberseeische Bank. Jusque-là, en effet, les finances du Pérou se trouvaient entre les mains de la *Peruvian Corporation*, société anglaise, qui racheta en 1890 toute la dette publique du Pérou et qui, par suite, se trouva une sorte de monopole sur les finances de ce pays. Mais, dans les dernières années, le Pérou, ne payant pas régulièrement sa dette à la *Peruvian Corporation* et cette société financière ne voulant lui accorder

(1) Bilan de la Deutsche Ueberseeische Bank pour l'année 1905 et Rosendorff : *Zur neuesten Entwicklung des deutschen Auslandsbank wesens*. *Schmollers Jahrbuch*, XXX, 1906, p. 682.

aucune facilité de paiement, la Deutsche Ueberseeische Bank, par l'intermédiaire de sa succursale à Lima, profita de cette occasion pour participer directement au nouvel emprunt péruvien, et introduire de cette façon l'influence des banques allemandes dans les finances publiques du Pérou, influence jusque-là presque exclusivement exercée par les banques anglaises.

Sans doute, déjà en 1868, la Darmstädter Bank avait consenti une avance au gouvernement péruvien, mais l'influence de l'Allemagne et de ses banques s'était arrêtée là : toute la dette publique péruvienne dépendait des banques anglaises. Le succès de la Deutsche Ueberseeische Bank au Pérou constitue donc une victoire importante sur les banques anglaises.

D'un autre côté, la Deutsche Ueberseeische Bank a cherché à participer directement aux entreprises de ce pays, et dès la première année de son établissement à Lima, à la fin de 1905, elle fondait avec la *Compañia Salinera del Pérée*, la *Compañia Nacional Salinera*, compagnie à qui fut concédée l'administration du monopole du sel.

F. — L'activité de la Deutsche Ueberseeische Bank en Bolivie.

Etablie en Argentine, au Chili et au Pérou, la Deutsche Ueberseeische Bank avait ainsi étendu son activité sur trois des frontières boliviennes. Au mois d'octobre 1905, elle établit en Bolivie même, à *La Paz* et à *Oruro*, des succursales.

Là, comme ailleurs, elle se préoccupe de faire participer le commerce et les capitaux allemands aux ressources de ce pays encore neuf et pauvre de capitaux.

La Deutsche Ueberseeische Bank se trouvait déjà être un des importants intermédiaires financiers entre la Bolivie et les pays voisins. D'un autre côté, des relations existaient déjà entre la Bolivie et l'Allemagne ; la banque devait tenter

d'abord de rendre ces relations plus actives et d'autre part, d'une façon générale, de participer au développement industriel et commercial du pays en lui procurant les capitaux dont il avait besoin moyennant les garanties nécessaires.

Les *intérêts allemands*, en Bolivie, sont assez importants. On y compte, en effet, 28 établissements de commerce possédant un capital d'environ 11 millions 1/2 de marks. Ces maisons de commerce s'occupent de l'importation de tous les articles nécessaires et de l'exportation des produits du pays. Elles font le commerce surtout avec l'Allemagne, mais aussi avec l'Angleterre, la France, l'Amérique et l'Italie. Des 14 maisons d'importation qui existent en Bolivie, 12 sont allemandes. Toute l'exportation se trouve ainsi presque exclusivement entre les mains allemandes, bien que cette exportation soit dirigée, en première ligne, sur des marchés anglais. Le capital allemand travaillant en Bolivie, y compris les crédits, est estimé au bas mot à 30 millions de marks (1).

Depuis 1905, date à laquelle la Deutsche Ueberseeische Bank a établi les succursales de *La Paz* et *Oruro* les conditions économiques de la Bolivie sont des plus favorables. Le pays est en progrès financièrement et économiquement. Le commerce, tant extérieur qu'intérieur, est plus actif ; les importations, en 1905, représentent une valeur de 20.300.000 BIs et les exportations une valeur de 29.600 000 BIs, contre 19 800 BIs (importations) et 21.200.000 BIs (exportations) en 1904 (2). Les relations commerciales de la Bolivie, avec l'Allemagne en particulier, sont également en progrès constant, surtout pendant ces dernières années (3).

(1) *Die Entwicklung der deutschen Seeinteressen*, p. 157.

(2) En 1906 les exportations sont de 55.600.000 BIs, et les importations de 35.087.000 BIs (Bilan 1907 de la *Deutsche Ueberseeische Bank*).

(3) Le tableau de ces relations commerciales allemandes avec la Bolivie était d'après le *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*

L'industrie minière est prospère, favorisée par la hausse des prix, notamment en ce qui concerne le zinc et l'argent : en 1905, le prix du zinc s'élève de 129 7/8 à £ 165 1/2 par tonne, et le prix de l'argent de 25 7/16 d. à 30 5/16 d. par once standard. Par suite de l'activité des exportations, le cours du change a une tendance à la hausse : ce cours, qui était, au commencement de l'année 1905 pour les lettres de change à 90 jours de vue sur Londres, de 19 1/2 par Boliviano, atteignait à la fin de l'année 20 1/4 d., avec une tendance à une hausse encore plus grande.

En 1906, la prospérité économique de la Bolivie est encore plus accentuée. Les prix des principaux articles d'exportation sont, cette année, particulièrement avantageux pour le pays. Le prix du zinc était, au commencement de l'année 1906, 160 £ par tonne ; au cours de l'année, le prix s'est élevé jusqu'à 214 £ ; il était à la fin de l'année de 196 £ par tonne. Le prix de l'argent monta de 30 d. à 33 1/8 par once standard et la gomme (Gummi) garda toute l'année le prix de 6 d. par livre anglaise.

Un certain nombre d'entreprises privées furent transformées en sociétés par actions, dont beaucoup avaient déjà des établissements au Chili. Des capitaux importants pénétrèrent de cette façon dans le pays, permettant une exploitation plus rationnelle.

Mais le développement économique de la Bolivie restait entravé par l'absence de voies de communication qui rendissent facile le transport des richesses minières, objet essentiel de l'exportation bolivienne.

1907 (millions de marks) :

	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906
Importations de la Bolivie en Allemagne :	3,9	5,7	7,6	7,4	5,8	5,2	8,5	15,3	23,4
Exportations de l'Allemagne en Bolivie.	2,0	2,8	4,4	3,6	2,6	2,7	4,0	4,8	5,5

Des travaux de chemins de fer furent entrepris en 1906. Le congrès du gouvernement bolivien passe, cette année, un contrat avec un syndicat étranger qui devait procéder à la construction de différentes lignes de chemins de fer. Le gouvernement bolivien participa pour une somme assez importante à cette société. Le gouvernement garantissait en même temps un intérêt de 5 0/0 aux capitaux étrangers engagés dans la construction de ces chemins de fer. La première ligne à construire devait être celle de *La Paz-Oruro* ; cette ligne est déjà à moitié construite (1).

L'activité des succursales de la Deutsche Ueberseeische Bank en Bolivie est déjà très grande. Elles attendent beaucoup des progrès que viendra encore réaliser la construction de voies de communication.

Le Deutsche Ueberseeische Bank a donc, en Bolivie, un grand avenir et saura tirer parti de l'état économique futur du pays. Ajoutons que le cours du change pendant l'année 1906 a été assez stable et assez favorable : le cours le plus haut a été de 20 3/8 d. ; le plus bas de 19 1/4 d., sur Londres pour des lettres de change à 90 jours de vue ; l'année se termine à un cours de 19 3/4 d. par boliviano (2). Cette même année, de grosses sommes d'or entrèrent dans le pays (Bargold) et le gouvernement espère pouvoir adopter prochainement l'étalon d'or (3).

G. — L'activité de la Deutsche Ueberseeische Bank en Uruguay.

L'activité de la Deutsche Ueberseeische Bank s'est encore étendue en 1906 à l'une des républiques de La Plata : l'Uruguay. Au mois d'avril 1906, la banque ouvrit une succursale à *Montevideo*.

(1) Bilan pour l'année 1907.

(2) Bilan pour l'année 1906.

(3) La Bolivie a l'étalon d'argent ; l'unité monétaire est le *boliviano* de même titre et de même poids que la pièce de 5 francs.

L'essor de l'industrie et du commerce de ce pays justifiait l'établissement de la Deutsche Ueberseeische Bank. Les intérêts allemands en Uruguay sont notables. Nous y trouvons des maisons de commerce allemandes travaillant avec un capital de 5 millions $1/4$ de marks, possédés en propre ; à cette somme il faut ajouter environ 24 millions qui sont introduits dans le pays par l'intermédiaire de ces maisons de commerce allemandes. L'exportation de l'Uruguay consiste principalement en produits du sol, surtout en *laine* et en *peaux*. L'importation a principalement pour origine l'Allemagne, tandis que les exportations se font en France, en Belgique et en Angleterre.⁶ Les Allemands habitant le pays pratiquent aussi, non seulement le commerce avec l'Allemagne, mais avec les autres pays de l'Europe et avec l'Argentine, la Bolivie, le Mallo-Grosso et le Paraguay.

On peut, en outre, estimer à 4 millions de marks les terrains possédés par des Allemands dans l'Uruguay ; le capital allemand investi dans différentes industries se monte à 10,3 millions de marks (1).

L'Uruguay entretient des relations commerciales actives avec l'Allemagne et ces relations sont de jour en jour plus importantes et plus suivies (2).

(1) *Die Entwicklung der Deutschen Seeinteressen*, p. 15.

(2) D'après le *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich* (1907), ces relations commerciales se sont développées de la manière suivante (chiffres donnés en millions de marks) :

	Années	1898	1899	1900	1901	1902
Importations de l'Uruguay en Allemagne		10,3	13,1	15,4	14,5	12,9
Exportations de l'Allemagne en Uruguay		8,4	10,4	12,0	9,6	11,8
	Années	1903	1904	1905	1906	
Importations de l'Uruguay en Allemagne		15,1	16,8	17,5	18,7	
Exportations de l'Allemagne en Uruguay		14,1	11,1	21,8	25,6	

La succursale de la Deutsche Ueberseeische Bank fait preuve d'une activité satisfaisante pour cette première année. La *Deutsche Ueberseeische Elektrizitäts-gesellschaft*, grâce à elle, a obtenu la concession de la construction des lignes de tramways électriques à Montevideo.

III. — *Résultats obtenus par la Deutsche Ueberseeische Bank.*

La Deutsche Ueberseeische Bank est, à l'heure actuelle, avons-nous dit, l'établissement le plus important de toutes les banques allemandes d'outre-mer. Ses débuts pourtant furent assez difficiles. Elle ne possédait tout d'abord qu'une seule succursale, celle de Buenos-Ayres, et elle ne travaillait qu'avec un capital-actions versé de 600.000 marks (en 1888). Depuis, la situation de la Deutsche Ueberseeische Bank s'est complètement modifiée. Elle est, en effet, représentée aujourd'hui, dans presque tous les pays de l'Amérique du Sud : son capital-actions versé s'élève à la somme de 17 600.000 marks, par suite du dernier versement du mois d'avril 1906. En examinant les bilans successifs de la Deutsche Ueberseeische Bank, nous voyons très nettement comment l'établissement est en constant progrès. Tous les chapitres du bilan ont augmenté dans des proportions considérables, et cette augmentation est stable et continue. Il est, en particulier, intéressant de constater que le chapitre *des dépôts* de la banque augmente sans cesse, et que ce chiffre est en 1907 de 79.013.217,17 marks, ce qui prouve la confiance avec laquelle est accueillie cette banque partout où elle travaille.

Les affaires de la Deutsche Ueberseeische Bank ont pour-

Les exportations et les importations globales de l'Uruguay ont augmenté ces dernières années :

Exportations :

Elles sont, en 1904, de 38.456.167 pes. or Uruguay.

en 1905, de 30.774.247 »

Importations :

en 1904, de 21.216.689 »

en 1905, de 30.777.603 »

tant marqué un temps d'arrêt : en 1890 et 1891. Pendant ces deux années, la banque ne donna aucun dividende à ses actionnaires, les bénéfices étant absorbés par les pertes subies sur des rentes d'Etat, valeurs argentines. Nous avons étudié ces événements et nous savons comment cette perte fut indirectement provoquée par l'instabilité monétaire en Argentine.

L'influence du *cours du change*, surtout dans les pays à monnaie dépréciée, est très grande sur la marche générale des affaires et par suite sur les banques. Les pertes subies par la banque de ce chef ne furent pas grandes, en tant que pertes directes. Dans les bilans, nous ne trouvons qu'une fois signalée une perte subie par la banque, par suite de la différence du change entre Buenos-Ayres et Berlin, en 1890. En dehors de là, il semble plutôt que les fluctuations du change aient apporté un bénéfice à la banque. Seulement il faut bien faire observer que ce bénéfice réalisé du fait des fluctuations du change reste des plus médiocres, auprès des bénéfices que la banque eût pu faire si elle n'avait pas été obligée de restreindre ses affaires pour échapper à l'incertitude du change. Cela, tous les bilans de la banque nous le disent, et il faut féliciter la banque de cette prudence, car c'était pour elle le seul moyen d'éviter de grands risques et des pertes certaines. Si donc, la banque ne subit plus de pertes directes du fait des fluctuations du change, ces fluctuations n'en eurent pas moins une influence mauvaise sur ses affaires et son activité s'en trouva *très limitée*.

Nous avons au cours de l'étude de l'activité de la Deutsche Ueberseeische Bank insisté sur les *systèmes monétaires* des différents pays où la banque est représentée et sur les réformes monétaires projetées ou réalisées. Il résulte de cette étude que l'état général des systèmes monétaires tend à s'améliorer ; nous avons rencontré une tendance certaine à l'adoption de l'étalon d'or, adoption déjà réalisée par plusieurs pays (1). Là où la réforme n'a pu être exécutée, il faut noter

(1) Les Républiques américaines, où la banque exerce son action

cependant des améliorations notables : on a tâché de maintenir un rapport stable, un rapport légal entre la monnaie d'or et la monnaie d'argent. Par suite, l'avenir de la banque paraît plus assuré ; cet effort de tous ces pays pour avoir une monnaie saine lui est favorable. On a pensé un moment, on a même soutenu, que le développement intensif de quelques pays neufs était dû à leur monnaie défectueuse qui favorise d'une manière singulière l'exportation. Mais l'avantage (1) ne peut exister qu'autant que les prix n'ont pas haussé dans la proportion où s'est dépréciée la monnaie. Cette question doit plutôt se résoudre en fait qu'en théorie, et il paraît plus juste de dire que ces pays se sont développés intensivement parce qu'ils possèdent de grandes richesses économiques et qu'ils doivent se développer plus activement encore sous un régime de monnaie saine.

La banque a distribué à ses actionnaires les dividendes suivants :

et qui ont l'étalon d'or, sont : l'Uruguay (depuis 1862), le Chili (depuis 1895), le Pérou (depuis 1901), le Mexique (depuis 1905).

(1) Qu'arrive-t-il, en effet, si l'exportateur touche pour son produit un prix dont la transformation en monnaie dépréciée lui donne un bénéfice considérable. C'est, répond-on, qu'à l'intérieur, l'exportateur verra augmenter dans les mêmes proportions son coût de production : par accroissement des salaires, accroissement du prix de revient des matières premières et instruments de production, du prix des capitaux. Dès lors, la dépréciation qui n'était sensible qu'au contact d'une monnaie saine va se faire sentir à l'intérieur sous forme d'augmentation de prix, plus ou moins régulière, plus ou moins uniforme, mais cependant constante (J. Pallain, *Des rapports entre les variations de change et les prix*, thèse Paris, 1905, p. 50). Mais on peut contester que, même avant l'augmentation correspondante des prix à l'intérieur, l'exportation soit favorisée par l'existence d'une mauvaise monnaie. Ce qui favorise surtout l'activité exportatrice d'un pays, c'est une exploitation rationnelle des richesses du pays. Cette exploitation n'est possible qu'avec des capitaux importants. Or, les capitaux étrangers, appelés à alimenter tout spécialement les entreprises des pays neufs, se retirent des pays à monnaie dépréciée.

En 1889	6 0/0
1890-1891	—
1892	5 0/0
1893	6 0/0
1894	7 0 0
1895-1896	9 0/0
1897-1905	8 0/0
1906-1907	9 0/0

Ces dividendes distribués par la banque se sont accrus, comme on le voit (sauf les années 1890 et 1891 déjà mentionnées), ils ont atteint les derniers temps (de 1897 à 1905) un chiffre stable de 8 0/0. Ce chiffre est dépassé les deux dernières années : il est de 9 0/0. Mais il ne faut pas évaluer les bénéfices de la banque en se basant uniquement sur ces dividendes. Les bénéfices *bruts* ont, en effet, augmenté dans une proportion beaucoup plus grande et, si cependant la banque distribue les mêmes dividendes, c'est qu'elle a engagé des dépenses qui n'ont jusqu'à présent pu produire toute leur utilité.

En effet, les bénéfices bruts sont employés, en premier lieu, à couvrir les frais généraux ; or, parmi ces frais, on compte aussi les frais d'établissement et installation de succursales nouvelles de la banque. Ces succursales ne pouvaient pas donner tout de suite après leur installation des bénéfices qui fussent en rapport avec les frais de ces installations ; et il n'y a que le succès futur de ces succursales qui pourra compenser les dépenses faites pour elles, ce qui diminuera les frais généraux à l'avenir, et permettra de réaliser des bénéfices *nets* plus importants encore.

Ces *succursales* se sont multipliées, principalement depuis 1902 ; la banque dispose aujourd'hui de 18 succursales (1). Elle en a, comme nous le savons, d'abord dans l'Amérique du Sud : en Argentine, au Chili, au Pérou, en Bolivie et en Uru-

(1) Sans compter les différentes caisses de dépôts de la banque.

guay. Elle était, jusqu'en 1906, représentée au Mexique (1), et, depuis 1905, en Espagne. Cette activité aussi étendue est une des caractéristiques de la Deutsche Ueberseeische Bank. Nous avons vu comment la banque avait été conduite à s'établir successivement dans ces pays, en quelque sorte par les relations mêmes que l'un de ces pays avait avec les autres, ce qui lui permit, en premier lieu, d'activer les relations et le commerce de chacun de ces États avec l'Allemagne (but spécial qu'elle se proposait) et, en second lieu, ce qui la fit profiter, et pour autant, des relations commerciales, industrielles et financières qu'entretenaient entre eux les divers pays reliés par ces succursales.

La création d'une succursale en Espagne est, à ce point de vue, tout à fait caractéristique : en somme, la banque tend à étendre son activité dans les pays qui ont des communautés d'intérêt, de langue, de civilisation, et, d'autre part, des liens historiques avec les pays de l'Amérique du Sud.

Un autre intérêt résulte pour la Deutsche Ueberseeische Bank de ce caractère spécial que nous venons de signaler : l'étendue de son rayonnement, ce qui lui assure une *diffusion plus grande des risques*. En effet, les pertes éventuelles dans un pays peuvent être compensées par des bénéfices résultant de l'activité des succursales dans d'autres pays. C'est ce qui arriva précisément à différentes reprises, et on s'en rendra compte aisément, en comparant les conditions économiques des différents pays, où la Deutsche Ueberseeische Bank a des intérêts directs, pendant la même période de temps. Ainsi, pendant la grande crise économique qui sévit en Argentine, pendant les années 1901 et 1902, on note, à la même époque, un développement actif économique du Chili et du Mexique. Ainsi, les conditions défavorables sont, en quelque sorte, contrebalancées par les conditions favorables.

(1) La succursale de la Deutsche Ueberseeische Bank au Mexique est passée au 1^{er} septembre à la *Mexicanische Bank für Handel und Industrie*.

Nous avons toujours insisté, au cours de l'exposé de l'activité de la Deutsche Ueberseeische Bank, sur la diversité des conditions économiques et l'inégalité du développement de ces différents pays. Cette diversité obligeait la banque à devoir *s'adapter*, à se plier à ces conditions pour obtenir un résultat d'ensemble satisfaisant. Il convient de dire que la Deutsche Ueberseeische Bank a toujours su se plier aux nécessités du milieu dans lequel son action se trouvait localisée. Elle apparaît également bien dirigée et dans ses succursales et dans le siège central : le mot d'ordre est de se montrer toujours très prudent ; la tactique de se laisser guider, pour le commerce de banque, par les *conditions économiques* et la *situation financière* du pays.

Dès que ces menaces apparaissent, la direction de la banque restreint son activité ; des fonds mêmes sont envoyés en Europe, où nous les trouvons déposés, en *subsistance* pour ainsi dire, dans les grandes banques allemandes, particulièrement chez la Deutsche Bank. La banque a pu, de cette façon, supporter sans dommages appréciables les crises argentines successives. De cette façon aussi, elle a su exploiter, à son avantage, les moments de prospérité, développer son commerce quand il convenait, créer et engager des affaires quand l'évolution économique était favorable, le marché financier normal et sûr. C'est à cette politique que les résultats de la Deutsche Ueberseeische Bank doivent d'avoir toujours été satisfaisants, malgré la diversité des pays, de leur richesse, de leur degré de développement.

On a pu reprocher cependant à la Deutsche Ueberseeische Bank de s'être engagée ainsi dans des pays aussi différents. On a fait intervenir à ce propos des raisons que nous connaissons déjà, et suivant lesquelles il serait préférable d'avoir des banques indépendantes *locales* plutôt que des succursales d'une vaste organisation centrale. On suppose aux banques locales une plus grande aptitude d'adaptation au milieu dans lequel elles doivent se développer, et l'on cite l'exemple des

banques anglaises à l'étranger dont on fait principalement dériver leur succès de ce qu'elles sont plus indépendantes. Sans doute, nous croyons aussi que pour qu'une banque puisse obtenir des résultats satisfaisants dans un pays, il lui est nécessaire d'en connaître à fond les conditions économiques et financières et de s'y adapter rigoureusement. Et cette adaptation est plus facile à un établissement autonome. Elle n'est pas impossible, pourtant, à des filiales lorsqu'elles sont bien dirigées et que leur chef jouit d'une liberté, d'un pouvoir d'initiative propre. Que la supériorité des banques anglaises à l'étranger soit due à leurs qualités d'adaptation, cela est vrai, mais l'indépendance ne nous apparaît nécessaire que dans la mesure où l'adaptation doit n'être pas contre-carrée.

Et la Deutsche Ueberseeische Bank nous fournit précisément la preuve que le succès est possible, pourvu que la direction centrale laisse un libre champ d'action aux succursales quand il s'agit d'affaires locales. Et elle nous donne cette preuve par les résultats qu'elle a obtenus dans *toutes* ces succursales. Jamais, en effet, elle n'a cessé de reconnaître cette nécessité pour chaque succursale d'une direction appropriée au pays où cette succursale est établie. Dans plus d'un bilan, elle se félicite d'avoir pu confier cette direction à des personnes expérimentées, connaissant les conditions du pays parce qu'elles y ont longtemps séjourné et travaillé (1). C'est le même souci de sauvegarder l'indépendance des succursales qui lui fait choisir, par exemple, comme membre du

(1) Ainsi, par exemple, le bilan de la Deutsche Ueberseeische Bank pour l'année 1896 dit : M. Wilhelm Krüger, directeur de notre succursale à Valparaiso, devait, à nos regrets, abandonner son poste pour raison de santé. Nous allons le proposer à la prochaine assemblée générale comme membre du conseil d'administration pour pouvoir profiter de ses précieuses connaissances sur les conditions générales du Chili. Et le bilan de 1900 mentionne que la succursale de la banque à *Antofagasta* est confiée à Krumsieck, ancien consul allemand dans la même ville.

conseil d'administration de la banque, à Berlin, les anciens directeurs des succursales d'outre-mer.

Autant la situation de la Deutsche Ueberseeische Bank apparaît complexe quant aux pays où elle travaille, autant elle est simple quand on l'envisage au point de vue des *opérations* faites par elle. Au commencement, la banque s'est limitée aux opérations de banque régulières *regulares Bankgeschäft*. Pouvait-elle, de cette façon, remplir son but principal qui est d'accroître le commerce et les relations allemandes avec les pays d'outre-mer ? Oui, en partie du moins, car faisant le commerce régulier, procurant aux commerçants d'Allemagne et des pays d'outre-mer les crédits nécessaires, escomptant leurs lettres de change, ou faisant le commerce des connaissements, la banque réalisait en partie ce programme (1). Elle eut la première, par des avances sur connaissements et par des paiements internationaux, le mérite d'introduire la monnaie allemande sur les marchés de l'Amérique du Sud. De cette façon, les commerçants allemands pouvaient compter sur leur monnaie nationale, ce qui leur fut un avantage immédiat pour leurs affaires.

Si la banque n'avait pas craint de courir trop de risques et si elle ne s'était pas limitée dans la voie du commerce de banque proprement dit, elle eût pu, cependant, faire davantage pour les intérêts allemands. On peut d'ailleurs, à en juger par les chapitres des bilans et par certaines affaires acceptées dans les derniers temps, dire que la banque entre dans une nouvelle voie. Le cercle de ses affaires s'étend ; il n'est plus limité exclusivement au commerce régulier. La banque entre dans cette voie bien timidement, il est vrai, mais la règle de prudence est, nous le savons, sa règle fondamentale.

(1) Pour se rendre compte de l'importance et du progrès des affaires de ce genre à la banque, il suffit d'examiner les différents chapitres des tableaux de bilan que nous donnons, notamment les chapitres : *comptes courants et acceptations*, dans le tableau des affaires totales faites par la banque. On voit que la progression de ces chapitres est considérable.

Ainsi, la Deutsche Ueberseeische Bank, qui n'avait jusqu'en 1897 aucune participation consortiale à son actif, engage à ce titre, cette année même, une somme de 274.808,65 marks. A partir de cette date, ce chapitre de l'actif subsiste toujours, dans le bilan de la banque, et il s'est même accru passablement. La somme la plus élevée a été, en 1903, de marks 864 408,85 ; en 1906, elle est de marks 599.757,50. En 1905, la Deutsche Ueberseeische Bank, nous avons déjà mentionné ces faits, participe à des entreprises industrielles au Pérou. C'est par elle que fut fondée la *Compañia Nacional Salinera*, établissement destiné à l'exploitation du sel et auquel fut concédée l'administration du monopole du sel. La même année, la banque participe à l'emprunt péruvien destiné à la construction des chemins de fer au Pérou ; comme l'émission de cet emprunt doit se faire pour partie en Allemagne, c'est donc par l'intermédiaire de la Deutsche Ueberseeische Bank que le capital allemand a trouvé cet emploi dans les chemins de fer péruviens. Il nous semble que ces faits sont, bien que peu nombreux, suffisants pour qu'on puisse affirmer une nouvelle tendance de la part de la direction de la Deutsche Ueberseeische Bank.

Cette tendance s'affirme par un autre fait encore : c'est par la participation de la banque à la création d'autres banques d'outre-mer. Nous savons, en effet, que la *Mexicanische Bank für Handel und Industrie* fut créée par la Deutsche Ueberseeische Bank (cette participation est de 100 000, dont 50 0/0 versés). La banque créa également, en 1905, avec la Deutsche Bank, « la maison-mère », et la firme Lazard Speyer-Ellisen, à Francfort, la *Zentralamerika Bank*, devenue, l'année suivante, en 1906, la *Aktiengesellschaft für Ueberseeische Bauunternehmungen*. La participation de la Deutsche Ueberseeische Bank dans cette société par actions est de 2 000.000 de marks, dont le quart versé est porté au compte des valeurs propres de la banque.

Ajoutons enfin, que la Deutsche Ueberseeische Bank est

comptée aujourd'hui parmi les établissements les plus importants de l'Amérique du Sud. La banque a, grâce à une direction à la fois souple et prudente, obtenu des résultats satisfaisants, tant pour le commerce allemand à l'étranger, que pour ses affaires propres. Ces derniers résultats de banque peuvent être évalués, et nous les avons analysés ; quant aux avantages que le commerce allemand a obtenus de l'activité de la banque, ils ne peuvent pas être estimés en chiffres. Cependant, nous avons montré par les statistiques, que les exportations allemandes dans les pays de l'Amérique du Sud ont toujours augmenté ainsi que les importations. Nous pouvons affirmer que, dans ces augmentations, l'activité de la Deutsche Ueberseeische Bank entre pour quelque chose sans qu'on puisse préciser.

Nous ne savons pas, en effet, dans quelle mesure les affaires commerciales de l'Allemagne avec les pays d'outre-mer, où la Deutsche Ueberseeische Bank a ses succursales, se sont faites par l'intermédiaire des banques anglaises qui jouent encore un rôle dans les relations que nous envisageons. Souvent encore, le commerce allemand cherche l'intermédiaire des banques anglaises, car les traites tirées sur Londres restent avantageuses, Londres étant encore le centre des marchés financiers. Mais, par contre, il arrive souvent, c'est ce que nous ont affirmé des personnalités intéressées dans la Deutsche Ueberseeische Bank, que le commerce anglais recherche l'intermédiaire de la banque allemande : il le fait dès qu'il y trouve un avantage.

A défaut d'une estimation plus précise, on peut dire, en se basant sur le chiffre d'affaires et sur les résultats de la banque, que son influence sur le développement des transactions de ces divers pays avec l'Allemagne a été directe et importante. Il suffit de songer à l'introduction dans les paiements internationaux de la monnaie allemande : constatons simplement ce fait sans revenir sur la considération des avantages que trouvent les exportateurs à pouvoir ainsi établir, en monnaie

nationale, les prix de leurs articles d'exportation. Rappelons aussi l'avantage très grand qui résulte pour le commerce allemand de l'établissement des succursales sur de si nombreuses places et dans des pays différents. Par elles, le commerce national est renseigné sur les conditions économiques réelles de ces pays ; une voie lui est ouverte pour entrer avec eux en relations directes. Les succursales jouent le rôle d'agents commerciaux pour le commerce national. Par les résultats obtenus jusqu'à présent, par ceux que permettent d'espérer dans l'avenir les succursales récemment établies, on comprend que la Deutsche Ueberseeische Bank ait fait naître en Allemagne les plus belles espérances, et que l'on puisse entrevoir le moment où, dans toute l'Amérique du Sud, elle luttera avantageusement avec les banques anglaises plus anciennes.

De ce succès, et de la prospérité de la banque, le commerce allemand ne peut tirer que de très grands avantages.

	Ressources propres de la Banque			Total des ressources	ENGAGEMENTS de la Banque	Total des ressour- ces et des enga- gements
	Capital- actions	Réserve légale	Réserve spéciale			
1889	10.000.000	625.299	—	10.625.299	24.091.175	34.616.474
1890	10.000.000	218.551	—	10.218.551	7.343.184	17.561.735
1891	10.000.000	224.578	—	10.224.578	14.440.564	24.665.142
1892	10.000.000	242.753	—	10.242.753	19.186.703	29.429.456
1893	20.000.000	—	—	20.000.000	40.080.517 ¹	60.080.517
1894	20.000.000	25.755	—	20.025.755	41.051.360	61.077.115
1895	20.000.000	67.409	200.000	20.267.409	41.097.221	61.364.630
1896	20.000.000	118.384	450.000	20.568.384	47.838.730	68.407.114
1897	20.000.000	117.385	509.000	20.86.385	65.295.591	85.981.976
1898	20.000.000	237.305	568.921	20.806.226	68.832.741	89.638.967
1899	20.000.000	303.184	734.800	21.037.984	63.838.077	84.876.061
1900	20.000.000	371.442	903.037	21.274.499	72.231.317	93.505.816
1901	20.000.000	436.522	1.068.137	21.504.659	61.525.718	83.030.377
1902	20.000.000	499.690	1.181.306	21.680.996	71.667.200	93.347.196
1903	20.000.000	562.203	1.293.818	21.856.021	74.896.209	96.752.230
1904	20.000.000	624.846	1.406.462	22.031.308	105.945.004	127.976.312
1905	20.000.000	698.577	1.530.193	22.228.770	135.975.208	158.203.978
1906	20.000.000	785.426	1.717.042	22.502.468	173.410.356	195.912.824
1907	20.000.000	900.669	2.032.285	22.932.954	184.408.427	207.341.381

(1) Y compris la liquidation de la Deutsche Ueberseebank de 6.000.000 M.

Chiffre d'affaires de la Deutsche Ueberseeische Bank.

(Une page du Grand Livre).

Années	Compte de caisse	Compte d'effets	Compte d'avance sur titres	Comptes courants	Acceptations	Divers	Total
1888	253.702.701,02	44.530.654,34	26.847.082,75	578.803.979,30	3.325.444,92	15.850.216,33	923.120.078,66
1889	298.030.682	39.531.992,76	19.706.837,62	552.609.409,49	2.838.085,39	13.949.224,97	926.775.952,23
1890	143.194.098,69	13.047.082,50	3.651.416	324.437.323,97	1.706.889,08	4.247.482,47	490.284.294,41
1891	222.519.603,10	79.964.114,47	—	356.176.978,07	459.310,28	4.691.831,47	591.841.837,39
1892	344.068.592,75	17.002.056,62	—	520.295.117,84	1.181.213,43	5.998.097,26	888.545.077,90
1893	685.483.283,27	49.489.575,52	—	931.823.601,21	1.411.233,10	8.703.974,61	1.696.911.667,71
1894	1.081.420.043,20	58.053.188,59	—	1.114.423.693,35	3.363.783,82	7.008.460,95	2.264.271.171,91
1895	1.377.425.160,88	68.331.411,69	—	1.425.058.450,17	3.454.543,51	4.196.547,47	2.878.166.143,72
1896	1.645.464.524,34	88.870.331,35	—	1.598.988.534,25	2.537.200,81	4.424.549,87	3.340.063.440,62
1897	1.777.298.427,11	81.282.649,04	—	1.749.087.491,58	2.557.633,77	7.994.250,48	3.618.220.451,98
1898	2.361.833.989,93	102.272.638,59	—	2.323.428.879,88	7.798.543,12	12.278.212,34	4.807.614.263,80
1899	2.738.519.577,65	96.619.784,64	—	2.705.472.906,29	6.538.497,73	13.505.890	5.560.656.656,31
1900	2.186.961.572,50	92.990.179,14	—	2.466.250.103,31	2.927.958,91	13.611.087,51	4.762.140.880,37
1901	2.150.719.940,78	96.241.650,10	—	2.793.281.121,26	3.136.850	13.668.315,50	5.037.068.877,64
1902	2.227.647.640,47	80.674.741,30	—	2.803.806.725,74	4.655.000	13.573.346,09	5.127.357.653,60
1903	2.468.048.196,17	70.280.425,97	—	3.293.529.793,74	4.296.195,20	12.421.519,79	5.848.576.130,87
1904	2.499.272.263,86	150.958.552,50	—	3.589.890.646,46	11.218.339,52	12.836.700,90	6.264.176.503,24
1905	3.563.233.346,45	256.004.180,44	—	4.570.195.240,43	11.854.514,68	16.126.037	8.417.443.319
1906	4.294.049.328,88	323.503.630,41	—	5.777.623.488,52	12.665.373,48	19.462.922,97	10.427.304.744,26
1907	4.496.616.996,22	451.193.650,20	—	6.368.758.372,10	15.918.457,33	26.236.862,61	11.358.724.344,66

Actif en marks.

Deutsche Ueberseeische Bank.

1889-1907

Années	Capital- actions non versé	Caisse et avoir en banque	Portefeuille commercial	Valeurs propres	Participations consortiales	Avances sur titres (Lombards.)	Avals	Débiteurs en compte courant	Immeubles et terrains	Actif total
1889	4,000,000	3,343,566.71	10,987,842.18	3,425,500	—	2,050,214.50	—	8,809,319.75	—	34,616,473.14
1890	4,000,000	3,012,405.95	3,446,149.42	2,338,706.05	—	—	—	4,764,474.42	—	17,561,735.81
1891	4,000,000	10,698,366.65	3,197,799.75	2,192,769.75	—	—	—	4,576,802.63	—	24,665,141.08
1892	4,000,000	9,737,307.14	8,299,986.32	3,873,031.97	—	—	—	3,437,282.81	81,648	29,429,186.24
1893	12,000,000	10,476,832.16	24,188,893.72	4,804,281.96	—	—	—	2,015,883.68	694,602.74	60,080,316.29
1894	12,000,000	13,839,037.08	24,491,730.02	3,758,281.96	—	—	—	6,307,150.47	680,836.24	61,077,115.77
1895	12,000,000	12,908,736.68	24,743,480.24	3,848,736.96	—	—	—	7,280,706.71	580,836.24	61,361,629.83
1896	7,200,000	14,202,102.66	27,259,270.61	3,860,096.96	—	—	—	14,075,447.32	1,810,196.44	68,407,113.09
1897	7,200,000	19,515,036.04	33,288,138.28	3,784,281.96	274,808.65	—	—	20,194,481.07	1,695,196.44	85,981,976.44
1898	7,200,000	13,871,388	35,013,322.88	3,155,711.68	364,304.95	—	—	28,427,517.47	1,605,919.33	89,688,967.31
1899	7,200,000	18,117,630.92	28,932,220.62	3,297,564.27	276,545.35	—	—	23,337,683.84	1,514,363.89	84,876,060.59
1900	7,200,000	21,515,819.65	27,546,249.15	3,587,527.92	175,377.85	—	—	29,711,723.87	1,469,117.41	93,505,815.83
1901	7,200,000	19,908,736.68	21,484,977.67	3,678,508.34	512,267.24	—	—	26,839,962.33	1,405,931.54	83,030,376.86
1902	7,200,000	22,823,060.76	24,831,283.61	6,094,763.23	219,510.05	—	—	30,763,717.73	1,394,858.03	93,347,195.41
1903	7,200,000	18,284,875.85	23,710,578.22	3,072,857.31	864,408.85	—	—	40,145,805.64	1,393,704.16	96,732,230.04
1904	4,800,000	24,521,919.52	41,402,757.09	4,996,453.98	121,940.27	—	—	47,572,762.66	1,560,513.20	127,976,312.62
1905	4,800,000	24,254,096.15	56,409,798.50	7,004,284.12	650,653.10	—	—	63,922,267.89	1,162,877.77	158,203,977.53
1906	2,400,000	29,374,993.51	69,323,446.30	8,325,420.62	599,737.50	—	5,250,000	79,991,948.98	1,247,256.87	195,912,823.74
1907	2,400,000	34,563,109.78	67,066,753.14	8,359,965.82	403,300.09	—	5,332,200	87,817,642.64	1,398,350	207,343,381.41

Annotations. — (1) Titres de rente argentine déposés à l'administration du gouvernement. — (2) Dont un avoir de 3,924,720.44 marks chez la Deutsche Bank. — (3) Dont un avoir de 4,201,361.40 marks chez la Deutsche Bank. — (4) Doit figurer ici sous la rubrique : compte de liquidation de la Deutsche Ueberseebank, une somme de 6,000,000 marks.

1889-1907.

Deutsche Ueberseeische Bank.

Passif (en marks).

Année	Capital-actions	Réserve légale	Réserve spéciale	Emission des billets de banque	Acceptations	Avals	Comptes divers
1889	10,000,000	665,299,19	—	1,744,588,83	362,570,54	—	—
1890	10,000,000	218,551,84	—	—	84,000	—	120,000
1891	10,000,000	224,578,11	—	—	300,705,53	—	120,000
1892	10,000,000	224,753,06	—	—	312,085,75	—	545,324,45(1)
1893	20,000,000	—	—	—	1,068,805,40	—	843,273,30
1894	20,000,000	25,754,74	—	—	1,403,850,21	—	923,273,30
1895	20,000,000	67,409,43	200,000	—	1,639,004,92	—	—
1896	20,000,000	118,384,48	450,000	—	1,572,665,77	—	—
1897	20,000,000	177,384,66	509,000,18	—	1,346,230,19	—	—
1898	20,000,000	237,305,30	568,920,82	—	3,493,600	—	—
1899	20,000,000	303,184,10	734,799,62	—	299,984,55	—	—
1900	20,000,000	371,441,85	903,057,37	—	1,678,841,80	—	—
1901	20,000,000	430,321,55	1,068,137,07	—	565,000	—	—
1902	20,000,000	499,690,02	1,181,305,54	—	940,000	—	—
1903	20,000,000	562,202,87	1,293,818,30	—	1,106,000	—	—
1904	20,000,000	624,846,36	1,406,461,88	—	3,589,617,32	—	—
1905	20,000,000	698,577,07	1,530,192,59	—	1,788,837,75	—	—
1906	20,000,000	755,126,09	1,717,011,61	—	5,322,429,75	5,250,000	—
1907	20,000,000	900,669,01	2,032,284,53	—	3,986,186,27	5,332,200	—

(1) Y compris un ducroire de 345,324,45 marks.

Passif (*suite*) (en marks)

Deutsche Ueberseeische Bank

1889-1907.

Années	Créditeurs en compte cou- rant	Dépôts	Dividendes pas prélevés	Comptes des gains et pertes	Compte de liquida- tion de la Deutsche Uebersee- ische Bank et compte des filiales	Fonds de pen- sion pour employés	Total
1889	21,349,258,28	—	—	494,756,30	—	—	34,616,473,14
1890	7,018,658,60	—	—	120,525,40	—	—	17,561,735,84
1891	13,620,358,34	—	—	363,499,10	—	—	24,665,441,08
1892	17,974,097,19	—	—	355,196,09	—	—	29,429,456,24
1893	1,755,046,27	—	—	515,094,77	—	—	30,182,219,74
1894	2,365,964,33	—	—	842,433,80	6,000,000	—	25,561,276,38
1895	38,397,635,34	—	—	1,060,280,14	—	—	61,364,629,83
1896	45,046,755,92	—	—	1,219,308,72	—	—	68,407,113,99
1897	48,364,573,68	14,346,166,75	—	1,238,620,98	—	—	83,981,976,44
1898	44,798,410,42	19,180,543,78	1,760	1,338,426,99	—	—	89,638,967,31
1899	37,047,123,94	25,082,031,99	400	1,408,533,39	—	—	84,876,060,59
1900	43,467,819,93	25,696,386,89	320	1,387,947,99	—	—	93,505,845,83
1901	36,861,116,48	22,758,067,23	320	1,341,214,33	—	—	83,030,376,86
1902	34,986,738,98	34,398,215,24	2,000	1,334,245,63	—	—	93,347,195,41
1903	36,697,539,92	35,761,467,88	—	1,331,200,98	—	—	96,752,230,04
1904	55,755,828,71	45,047,599,04	1,920	1,549,639,31	—	—	127,976,312,62
1905	69,616,648,14	62,763,719,27	400	1,805,602,71	—	—	138,203,977,53
1906	81,496,867,47	75,925,894,41	560	2,368,207,59	—	46,396	195,912,823,74
1907	93,065,638,86	79,013,271,17	720	2,516,920,89	385,847,43	107,643,26	207,341,381,43

EMPLOIS DES BÉNÉFICIAIRES

Années	Intérêts, provisions, valeurs, participations, gains sur cours du change	Reliquat de bénéfices de l'année précédente	Total des bénéfices disponibles	Frais généraux, impôts, frais de timbre	Réserves		Dividendes	Report à nouveau	Pensions et gratifications pour personnel	Total
					légale	spéciales				
1880	791,584,47	—	791,584,47	296,828,17	24,737,80	—	—	—	—	791,584,47
1890	295,522,15	110,018,50	405,540,65	283,045,25	6,026,27	—	—	—	—	291,041,52
1891	643,306,03	—	643,306,03	279,806,93	18,174,95	—	—	—	—	297,981,88
1892	664,125,18	—	664,125,18	308,929,00	47,759,80	—	—	—	—	225,088,89
1893	950,875,82	—	950,875,82	444,781,05	25,754,74	—	—	—	—	959,875,82
1894	1,364,292,13	9,340,03	1,373,632,16	531,198,36	41,654,69	200,000	—	—	—	1,373,632,16
1895	1,378,947,12	40,779,11	1,619,726,23	559,446,09	59,975,05	250,000	—	—	—	1,619,726,23
1896	2,130,525,34	39,305,09	2,169,830,43	950,521,71	59,000,18	59,000,18	—	—	—	2,169,830,43
1897	2,173,533,95	40,851,13	2,214,385,08	975,121,71	59,920,64	59,920,64	—	—	—	2,214,385,08
1898	2,706,049,80	43,378,48	2,749,428,28	1,388,473,94	65,878,80	165,878,80	—	—	—	2,749,428,28
1899	2,955,989,63	40,851,13	2,996,840,76	1,530,831,72	65,237,75	168,237,75	—	—	—	2,996,840,76
1900	2,991,409,70	86,353,95	3,077,763,65	1,649,815,66	65,079,70	165,079,70	—	—	—	3,077,763,65
1901	2,771,609,11	77,845,13	2,849,454,24	1,508,293,21	63,168,47	113,168,47	—	—	—	2,849,454,24
1902	2,960,529,38	83,988,70	3,044,518,08	1,710,272,45	62,512,85	112,512,85	—	—	—	3,044,518,08
1903	3,141,542,05	78,331,04	3,219,873,09	1,888,672,11	62,312,85	112,312,85	—	—	—	3,219,873,09
1904	3,605,306,33	75,025,11	3,680,331,44	2,130,982,13	73,730,71	123,730,71	—	—	—	3,680,331,44
1905	4,260,977,44	68,622,33	4,329,599,77	2,539,997,06	86,849,02	186,849,02	—	—	—	4,329,599,77
1906	5,460,839,47	63,349,11	5,524,188,58	3,155,980,99	115,242,92	315,242,92	—	—	—	5,524,188,58
1907	6,081,303,83	83,277,31	6,164,581,14	3,647,860,35	121,682,18	121,682,18	—	—	—	6,164,581,14

Y compris les frais d'installation et d'organisation de toutes les succursales de la Deutsche Ueberseische Bank, aussi bien que les réserves nécessaires de ces succursales et les tantièmes de leurs administrateurs prévus par les statuts. — (4) Y compris la différence de change entre Berlin et Buenos Aires : M. 8.928,74. — (2) Le reste des bénéfices nets, qui est de 114.499,13 M., est employé à couvrir la perte résultant de la baisse de la rente d'Etat argentin. — (3) La différence de 345.324,45 M. est aussi employée pour couvrir la même perte. — (1) La différence de 37.436,29 est portée au fonds du douctore.

§ II. — LA BRASILIANISCHE BANK FÜR DEUTSCHLAND

A. — Les intérêts allemands au Brésil et les relations commerciales de l'Allemagne avec ce pays.

Les relations commerciales de l'Allemagne avec le Brésil sont anciennes. Déjà vers la fin du xvi^e siècle et au commencement du xvii^e siècle, la ville de Hambourg est en rapports commerciaux avec le Brésil. Ces relations, après quelques vicissitudes, reprennent plus actives au commencement du xviii^e siècle, seulement elles se font cette fois par l'intermédiaire du Portugal ; elles sont bientôt définitivement arrêtées, en 1709, le Portugal voulant seul exploiter les nouvelles mines d'or découvertes au Brésil (1).

Une politique coloniale plus libérale rouvre au cours du xviii^e siècle le Brésil aux étrangers : déjà à cette époque les jeunes commerçants de la Hanse vont chercher fortune de l'autre côté de l'océan. C'est à partir de 1814 surtout que les relations allemandes reprennent avec les pays d'outre-mer et c'est surtout la ville de Hambourg qui les entretient. Jusqu'alors le commerce se faisait individuellement avec le Brésil. Nous nous trouvons maintenant en présence des sociétés commerciales. La création de la « Rheinisch-Westindische Kompagnie (2), date de cette époque (1821) ; le but de cette société était l'ex-

(1) Baasch, *Zeitschrift d. Vereins f. Hamburgische Geschichte*, t. IX, p. 321 ; Büch, *Sämtliche Schriften über die Handlung*, Hambourg, 1825, t. IV, p. 139 ; Handelsmann, *Geschichte von Brasilien*, Berlin, 1860, p. 666 ; *Briefe des Hamburger Bürgermeisters Joh. Schulte an seinen in Lissabon etablierten Sohn Joh. Schulte*, 1680-85. Hambourg, 1856, p. 27.

(2) A. Zimmermann, *Kolonialgeschichtliche Studien*, Oldenbourg et Leipzig, 1895, p. 358 et v. Koschitzky, *Deutsche Kolonialgeschichte*, Leipzig, 1887, t. I, p. 116.

portation des tissus de coton et de laine dans l'Amérique du Sud et dans l'Amérique Centrale, mais surtout dans les pays de langue espagnole (1) et notamment le Brésil. Hambourg avait avec le Brésil des relations commerciales directes dès 1815 ; ces relations étaient très suivies, bien que rendues difficiles par la concurrence anglaise (2).

En 1849, fut créé le *Hamburger Kolonisationsverein für Ansiedelung Deutscher in Süd-Brasilien* (3). Cette société existe encore aujourd'hui sous le nom de *Hanseatische Kolonisationsgesellschaft*. Elle avait pour but de peupler d'Allemands les terrains du sud du Brésil concédés à la société ; c'est de là que datent les nombreux établissements d'Allemands dans ce pays (4).

Telles sont les origines des relations allemandes avec le Brésil. Les intérêts allemands au Brésil, et surtout les intérêts commerciaux se sont notablement développés ; ils sont aujourd'hui des plus importants. Seule l'Argentine (quand on se place, bien entendu, au point de vue du commerce et des industries allemandes) précède le Brésil.

L'Allemagne importe du Brésil spécialement les produits agricoles (surtout le café) ; elle y exporte une grande variété de produits manufacturés. Le commerce allemand au Brésil est fait par 150 maisons de commerce allemandes. Une grande partie du commerce brésilien global est entre les mains de ces maisons de commerce, car ces maisons n'ont pas seulement une influence prédominante sur le commerce du Brésil avec l'Allemagne ; elles exercent aussi une influence sur tout le commerce d'exportation du Brésil. Ainsi, par exemple, ce sont les maisons allemandes qui servent d'intermédiaire pour 1/3 des exportations du café brésilien ; cela malgré la concu-

(1) Sætbeer, *Ueber Hamburgs Handel*, Hambourg, 1890, t. I, p. 177.

(2) *Item*, p. 194.

(3) E. Deckert, *Die Kolonialreiche und Kolonisationsobjekte der Gegenwart*. Leipzig, 1888, p. 198.

(4) M. v. Koschitzky, *op. cit.*, t. I, p. 94.

rence récente des maisons des Etats-Unis et, dans une moindre mesure, des maisons anglaises, françaises, belges, espagnoles et hollandaises. Dans ce nombre ne sont comprises que les grandes maisons ; les petites maisons, les agences, bureaux, boutiques, en grand nombre au Brésil (50 à São-Paolo, 16 à Porto-Alegre) ne sont pas comptées. Ces maisons exercent pourtant une influence qui n'est pas à négliger. Le capital engagé dans les maisons de commerce allemandes, aussi bien que le crédit avec lequel ces maisons travaillent, ne peuvent être estimés inférieurs à 350.000.000 de marks.

Les terrains possédés par les Allemands, surtout par la Hanseatische Kolonisationsgesellschaft, principalement dans le sud, sont très vastes, bien qu'ils ne soient estimés qu'à une valeur de 55 millions de marks. Les capitaux allemands investis dans les *chemins de fer* brésiliens ou les *mines* sont peu importants, si on les compare à l'étendue du pays. Le capital allemand employé dans les diverses *industries* est estimé à plus de 40 millions de marks.

Les intérêts allemands ainsi évalués sont de beaucoup inférieurs aux intérêts anglais qui se chiffrent par milliards, et aux intérêts français, qui représentent environ une somme de 700 millions (1). Mais il semble pourtant que ces États, aussi bien que tous les autres, perdent du terrain au Brésil, à l'inverse de l'Allemagne et des États-Unis. C'est là l'opinion de tous les gens compétents. Malheureusement, l'évaluation exacte est impossible, faute de données statistiques précises. On estime d'après les rapports consulaires, que

(1) D'après les rapports diplomatiques et consulaires (*Journal officiel*, XXXIV^e année, n° 261 du 25 septembre 1902) les intérêts français au Brésil sont de 696 millions de francs, et ils se répartissent de la manière suivante : *Commerce*, 86 millions ; *Possessions de terrains*, 30 millions ; *Sociétés d'assurances*, 11 millions ; *Chemins de fer*, 40 millions ; *Mines*, 7 millions ; *Industries*, 10 millions ; *Rentes d'État*, 490 millions.

les intérêts de l'Allemagne se sont accrus, de 1900 à 1905, de plus de 80 millions de marks (1), l'Angleterre au contraire est restée à peu près stationnaire (2).

Le tableau suivant montre la progression constante des relations commerciales entre l'Allemagne et le Brésil (millions de marks) (3).

	Années	1898	1899	1900	1901	1902
Importations du Brésil						
en Allemagne. . .		104,6	91,0	113,5	113,9	118,6
	Années	1898	1899	1900	1901	1902
Exportations de l'Alle-						
magne au Brésil. .		45,2	46,5	45,5	35,5	43,8
	Années	1903	1904	1905	1906	
Importations du Brésil						
en Allemagne. . .		132,1	156,7	172,4	181,1	
	Années	1903	1904	1905	1906	
Exportations de l'Alle-						
magne au Brésil. .		51,9	56,6	71,7	88,8	

Les principaux articles de l'importation sont : le café (pour une somme de 104,1 millions en 1906), le caoutchouc et la gutta-percha (31,9 millions) ; les peaux (21,7 millions), le tabac (12,4 millions), les noix de cacao (6,8 millions). Les principaux articles d'exportation sont : objets manufacturés en métaux précieux (pour une somme de 8,0 millions en 1906), tissus de coton (4,8 millions), objets en fer forgé ou monté (6,3 millions), et toute une liste d'objets manufacturés pour des sommes variant entre un demi-million et deux millions.

Tels sont les intérêts allemands au Brésil et les relations commerciales avec le pays. En dehors même de ces intérêts allemands qu'il pouvait servir, le commerce de banque offrait de belles perspectives, le Brésil étant un pays abondant en

(1) *Die Entwicklung der deutschen Seeinteressen*, p. 161.

(2) Edgar Speyer, *Some aspects of National finance*. Conférence faite à Institute of Bankers le 7 juin 1900.

(3) *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1907.

richesses naturelles ; mais qui ne disposait pas de beaucoup de capitaux ; dans ces conditions, l'organisation du crédit devait donner une bonne rémunération. Seulement, ce commerce, il ne faut pas le dissimuler, offrait aussi de grands risques, que nous aurons l'occasion d'examiner en détail. Il est certain que les banques recherchent toujours, et d'abord, le plus grand profit ; elles sont toujours préoccupées de la pensée des dividendes qu'elles pourront donner à leurs actionnaires ; mais, souvent l'intérêt économique et national se trouve être le même que cet intérêt personnel, et les affaires de banque, en pays étranger, reposeront sur des bases d'autant plus solides que les intérêts nationaux auront des racines plus profondes. Pour toutes ces raisons : parce que les intérêts allemands étaient considérables au Brésil (1), parce que le commerce entre les deux pays, déjà ancien, devenait de jour en jour plus important, parce que le capital allemand s'engageait de plus en plus dans les industries de ce pays, et que les perspectives d'avenir s'annonçaient favorables, pour ces raisons fut créée la *Deutsche Brasilianische Bank*.

B. — Développement historique et organisation de la *Deutsche Brasilianische Bank*.

C'est de Hambourg que devait partir l'idée de la création d'une banque allemande au Brésil. Nous avons vu l'importance que présentait le Brésil pour le commerce de Hambourg. Hambourg a pris le premier plan parmi les ports importateurs du café, et c'est le Brésil (2) qui fournit à l'Europe la plus

(1) Voir également, en dehors des ouvrages déjà cités : Kundt, *Brasilien und Seine Bedeutung für Deutschlands Handel und Industrie* Berlin, 1903.

(2) D'après les publications statistiques de la maison de commerce de café G. Duuring et Zoon à Rotterdam. Nous donnons le tableau suivant des rapports du café brésilien avec le café d'autres provenances sur les marchés de cafés les plus importants de l'Europe et de

grande quantité du café qu'elle consomme. Ainsi, par exemple du 1^{er} janvier au 31 décembre 1906, on importa dans le port de Hambourg 3.851.515 sacs de café; dans cette somme le café brésilien entre en compte pour un total de 2.708.612 sacs (1). Il faut ajouter encore que, de tous les pays européens, c'est l'Allemagne qui consomme le plus de café (2) et qu'à ce point de vue, la production brésilienne devait particulièrement l'Amérique (chiffres donnés en tonnes anglaises):

*Arrivages et livraisons du 1^{er} juillet 1904 jusqu'au
28 février 1905.*

Sur neuf marchés principaux des Etats-Unis.

Années	Arrivages		Livraisons	
	Brésil	Autres provenances	Brésil	Autres provenances
1900-1901 . . .	238.730	109.650	223.370	128.060
1901-1902 . . .	384.160	107.760	239.140	136.720
1902-1903 . . .	331.060	124.840	255.910	133.340
1903-1904 . . .	278.330	145.050	252.570	151.770
1904-1905 . . .	163.650	120.930	230.530	146.880

Sur six marchés principaux de l'Europe.

Années	Arrivages		Livraisons	
	Brésil	Autres provenances	Brésil	Autres provenances
1900-1901 . . .	182.800	31.180	174.710	38.160
1901-1902 . . .	291.760	38.170	225.800	45.630
1902-1903 . . .	224.450	35.610	225.700	41.060
1903-1904 . . .	279.180	58.170	230.400	56.400
1904-1905 . . .	303.280	52.180	215.400	54.520

(1) V. *Jahresbericht der Handelskammer* pour l'année 1906.

(2) La maison G. Duuring et Zoon estime comme suit la consommation mensuelle de café des principaux pays européens (chiffres donnés en tonnes anglaises):

Consommation au mois de janvier	1902	1903	1904	1905
Allemagne	27.310	25.260	26.170	27.700
France	7.280	7.680	6.230	7.210
Autriche-Hongrie	3.120	3.500	4.900	3.800
Angleterre	1.180	1.240	1.240	1.230
Suisse (estimation faite au mois de décembre)	800	800	800	700
Total de la consommation	39.690	38.430	39.340	40.540

l'intéresser. Dans ces conditions, Hambourg devait bientôt chercher à avoir une représentation directe au Brésil et, dans ce but, y installer une banque allemande qui serait l'intermédiaire direct des affaires et transactions commerciales.

La *Deutsch-Brasilianische Bank* fut fondée en 1873 à Hambourg. La Norddeutsche Bank de Hambourg, qui avait une succursale à *Rio-de-Janeiro*, prit la part principale à cette création. Seulement, les affaires de la nouvelle banque furent loin d'être bonnes, et elle fut amenée peu de temps après à une liquidation. On explique cet échec, d'un côté parce qu'on avait donné aux personnes qui dirigeaient cet institut d'outre-mer, une trop grande liberté ; d'un autre côté, par le fait que la direction d'outre-mer avait dépassé maladroitement les instructions données par la banque centrale, ou bien les avait enfreintes volontairement (1). Selon nous, une autre considération, d'ordre plus général, viendrait expliquer cet échec, à savoir la *précocité* de cette tentative d'expansion. Nous savons, pour y avoir insisté, que le trait caractéristique des banques allemandes, à partir de 1870, est une double tendance vers la *concentration* et vers l'*expansion*. Or, bien que ces deux faits soient intimement liés, que dans le train réel des choses, ils se croisent et se complètent, il était cependant nécessaire qu'une certaine concentration fût opérée, pour que l'expansion de banque pût avoir lieu, et pour que cette expansion fût posée sur des bases solides. Cette expansion ne pouvait être efficace qu'opérée par des banques puissantes, et disposant de capitaux importants. Or, à cette époque, il est loin d'en être ainsi. Après 1870, une sorte de fièvre avait fait éclore, en nombre exagéré, les sociétés par actions, et notamment des entreprises bancaires : en 1876, nous comptons 97 banques par actions et 33 succursales. Malgré l'essor pris à la même époque par l'industrie et le commerce, tant d'entreprises dépassaient les besoins et le krach était inévitable. Dès 1873,

(1) *Denkschrift der Discontogesellschaft*, p. 208.

sévit la crise qui aboutit à de nombreuses liquidations (1). Par là même, la situation des banques qui n'avaient pas sombré, restait pour longtemps difficile, leur organisation intérieure était en voie de transformation ; circonstances, comme on le voit, peu favorables à l'expansion, qui nécessite des établissements solides et des capitaux considérables.

La *Norddeutsche Bank* devait poser quelques années plus tard, en 1887, la question de la création d'une banque au Brésil. Le premier échec ne l'avait pas découragée, elle comprenait qu'il y avait tout avantage pour le commerce de banque, pour le commerce en général, et surtout pour celui de Hambourg, à posséder une banque travaillant directement dans ce pays. Il semble pourtant que la *Norddeutsche Bank* attribuait son premier insuccès uniquement aux fautes de l'organisation intérieure et aux incorrections des administrateurs de la banque. Elle chercha cependant, pour cette seconde tentative, l'appui d'une banque de premier ordre, et s'adressa à la *Discontogesellschaft*. La *Discontogesellschaft* s'abstenait de ces sortes d'affaires, surtout depuis son malheureux essai de la *Deutsch-Belgische La Plata-Bank*. On lui avait, déjà vers 1856, soumis des projets de créations de banques d'outremer, comme nous le savons, mais le fondateur de la *Discontogesellschaft*, le vieux David Hanseman, qui contribua pour une si forte part à la prospérité de la maison, les considérait comme des projets utopiques, pensant que sa banque devait d'abord pourvoir à son organisation intérieure et chercher à concentrer ses forces, c'est-à-dire consacrer toute son activité et tous ses soins à l'établissement central (2).

Seulement, cet état de choses ne devait pas durer éternellement : la Direction de la banque n'était en aucune façon hostile aux tentatives d'expansion et ne les condamnait pas à tout jamais. En 1887, la proposition de la *Norddeutsche Bank*

(1) V. I^{re} partie, chap. I^{er}.

(2) V. II^e partie, section I : La *Discontogesellschaft*.

venait à un moment propice. Les conditions économiques du Brésil étant favorables, la Discontogesellschaft pensait qu'elle pouvait se risquer maintenant à patronner quelques entreprises projetées au Brésil, en leur procurant du crédit. Elle comptait sur le concours de la maison Rothschild avec laquelle elle entretenait des relations commerciales amicales et qui tant de fois rendit service à l'État brésilien, en sorte qu'elle avait une influence prépondérante sur les finances de cet État. Voici ce que la Direction même de la banque disait de la proposition de la Norddeutsche Bank : « La Discontogesellschaft s'intéresse aux progrès de construction des chemins de fer brésiliens et aux émissions d'emprunts, rendues nécessaires par l'exécution éventuelle de ces projets de chemins de fer, et auxquelles le gouvernement brésilien doit donner des garanties réelles. Dans ces circonstances, une représentation directe dans ce pays nous paraît désirable. La considération de la place importante que l'Allemagne occupe dans les relations commerciales avec le Brésil, entra également en ligne de compte. Elle a, à cette époque, dans les exportations, la troisième place, et dans les importations, la seconde place, et elle participe même à *Porto-Alegre*, pour 60 0/0 au commerce total de cette ville. De cette façon, on tomba bien vite d'accord pour la création de la *Brasilianische Bank für Deutschland* (1).

C'est donc par la *Discontogesellschaft*, la *Norddeutsche-Bank* et aussi par quelques personnes liées par des intérêts commerciaux à ces banques, que fut créée la *Brasilianische Bank für Deutschland*, à la date du 16 décembre 1887 ; en même temps on décida de créer une succursale de la banque à Rio-de-Janeiro. Posée cette fois sur des bases solides et surtout ayant derrière elle l'établissement de banque le plus puissant de l'Allemagne, à cette époque, le sort de la banque devait, comme nous le verrons par la suite, être bien différent de celui de la *Deutsch-Brasilianische Bank*. A cette époque

(1) *Denkschrift der Discontogesellschaft*, p. 209.

aussi, l'organisation des banques qui lui prêtaient leur concours en Allemagne même, sans présenter encore le caractère de concentration et de puissance qu'elle devait acquérir quelque vingt ans plus tard, était bien avancée.

La Brasilianische Bank für Deutschland profita aussi de l'expérience malheureuse de la Deutsch-Brasilianische Bank (que nous étudierons à propos de l'organisation et de l'activité de la banque) ; pour se protéger des risques accidentels provenant d'une direction plus ou moins docile des succursales d'outre-mer, il fallait, en effet, une prudence extrême si l'on ne voulait pas arriver au même résultat néfaste. Si, en effet, les relations allemandes avec le Brésil, aussi bien que les ressources propres de ce pays, justifiaient pleinement l'établissement d'un institut de crédit allemand, les conditions économiques et financières étaient si variables, la dépréciation monétaire si accentuée, qu'il fallait agir avec circonspection, chercher à prévoir les variations, à éviter leur influence pernicieuse sur la marche des affaires. Nous aurons soin d'insister particulièrement sur ces circonstances de milieu économique, pour bien faire voir leur lien direct, leur influence sur le crédit du pays, afin aussi de pouvoir juger des résultats obtenus par la Brasilianische Bank für Deutschland, qui, après avoir passé par de dures épreuves, sans avoir eu à enregistrer de pertes, est aujourd'hui un établissement de premier ordre.

Le Brasilianische Bank für Deutschland est une société par actions dont le siège est à Hambourg. Le capital social fut fixé à 10 millions de marks, divisé en 10.000 actions de 1.000 marks. Le premier versement fut de 25 0/0 du capital nominal (1). Le but de la société est de faire, avec le Brésil, le commerce de banque, sans exclure les autres formes de commerce ; les affaires avec d'autres marchés commerciaux ne sont pas interdites (art. 2). Par cette disposition des sta-

(1) Statuts de la *Brasilianische Bank für Deutschland*, art. 3 et 6.

tuts, on voit que la banque peut s'occuper d'affaires très différentes ; *elle peut même faire le commerce pour son compte personnel*. Mais les instructions données par le conseil d'administration, notamment pour la succursale de la banque à Rio-de-Janeiro, apportent des limites à cette activité possible. Nous reviendrons sur ces dispositions à propos de l'activité de la banque au Brésil.

L'*activité territoriale* de la banque est, d'autre part, plus limitée encore : son champ d'action est au Brésil. L'article 3 des statuts dit seulement que la banque peut, pour parvenir à son but, ouvrir des succursales à l'intérieur du Brésil et aussi créer d'autres banques d'outre-mer. En fait, la banque s'est limitée au Brésil et n'a pas cherché à étendre son action hors de ce pays.

Les *organes* de la banque sont : 1^o la Direction, composée de deux ou plusieurs membres élus par le conseil d'administration ; 2^o le conseil d'administration, qui comprend 7 à 15 membres ; 3^o l'assemblée générale, qui peut être convoquée à Hambourg ou à Berlin.

Les organisateurs s'attachèrent à corriger les défauts qui avaient compromis la Deutsch-Brasilianische Bank, surtout la trop grande liberté dans la direction des succursales. Tout d'abord, c'est le conseil d'administration de la banque qui tracera les règles de conduite de la succursale de Rio-de-Janeiro, chargée de diriger les autres succursales ; d'autre part, le conseil d'administration, par son règlement même, organisa un *comité local allemand* à Rio-de Janeiro, pour éclairer et compléter la direction de cet établissement. Enfin, il est dit à l'article 2 des statuts mêmes, que la détermination des affaires commerciales de la banque, sera précisée et limitée par des règlements du conseil d'administration de la banque. Nous étudierons ces règlements à propos de l'activité de la Brasilianische Bank für Deutschland ; disons seulement ici que la Discontogesellschaft se félicita à plusieurs reprises, d'avoir institué le comité local allemand à Rio-de-Janeiro : les services qu'il rendit furent très réels.

C. — L'activité de la *Brasilianische Bank für Deutschland*.

La banque fut créée, comme nous le savons, le 16 décembre 1887. En même temps fut décidé l'établissement de la succursale à *Rio-de-Janeiro*, seulement, cette succursale ne put entrer en activité avant l'année suivante. En effet, malgré toutes les démarches, le gouvernement brésilien ne voulait pas autoriser la succursale à ouvrir ses portes. Il accorda enfin cette autorisation le 15 septembre 1888. Cette autorisation fut favorablement accueillie par les cercles allemands au Brésil. Malgré de nombreux frais occasionnés en pure perte par les retards de l'autorisation (la banque, en effet, avait dès le commencement de l'année 1886 fait des frais d'installation, et son personnel était payé pour toute l'année 1888) bien qu'elle ne put travailler que 3 mois, elle augure bien de l'avenir. Elle a, en effet, comme nous le voyons, par son bilan de l'année 1888, acquis à la fin de 1888, après 3 mois, un nombre assez grand de clients ; son commerce de banque s'est développé.

Ces prévisions favorables devaient, dans une grande mesure, se réaliser dès l'année suivante, c'est-à-dire en 1889. Les affaires de la succursale à *Rio-de-Janeiro* se développent de la façon la plus satisfaisante. Les transactions dans lesquelles la banque joue un rôle, sont plus nombreuses : tous les chapitres de la banque accusent des accroissements notables, la situation de la *Brasilianische Bank für Deutschland*, parmi les autres établissements de crédit, prend du relief ; elle est déjà, à cette date, bien en vue. Le bilan de la banque constate, par l'expérience de ce court délai, qu'un établissement de banque allemand au Brésil ne peut être que d'une grande utilité pour le monde commercial allemand ; il ajoute que, tout en continuant à se conformer aux fermes principes adoptés par elle, la banque tâchera, par la suite, de développer ses relations au Brésil, dans toutes les directions possibles, afin d'assurer aux commerçants allemands, les mêmes

avantages qui résultent pour les commerçants anglais de l'antique établissement de banques nationales dans le pays.

Ces résultats de l'année 1889 auraient été encore plus favorables, et de beaucoup, si le capital de roulement introduit au Brésil, en monnaie brésilienne, n'avait subi une dépréciation notable, du fait d'une politique peu rassurante (1). Il en résulta une perte que couvrirent et au-delà les gains de la banque, puisqu'elle réalisa un bénéfice net de 140 000 marks.

Nous le voyons, la banque devait, dès les premiers jours de son établissement au Brésil, compter avec les *dépréciations de la monnaie*. Cette dépréciation d'une part, arrêta dans une grande proportion, les affaires de la banque et, d'autre part, lui infligeait des pertes directes.

Légalement, le Brésil possède l'étalon d'or, et cela depuis 1849. L'unité monétaire est le Milreïs = 1.000 Reïs. Une pièce d'or de 20 Milreïs contient 16.436 grammes d'or fin, de là le milreïs équivaut à 26,94 pence = 2,832 francs = 2,293 marks (2). Seulement, à la place des pièces d'or, c'est du papier à cours forcé qui circule au Brésil, monnaie dépréciée qui subit parfois des variations très fortes. En 1888, année de création de la succursale de la Brasilianische Bank für Deutschland à Rio-de-Janeiro, le change était presque au pair ; en effet, à la date du 10 septembre, le change sur Londres était coté à Rio : 26 3/8 d. Mais à partir du mois de novembre 1889, c'est-à-dire à partir de la création de la république brésilienne, il y a une dépréciation continue du papier monnaie ; ainsi, à cette époque, le cours sur Londres est coté 24 d. avec une tendance très forte à une baisse plus grande. Malgré les efforts du gouvernement, le change descend, fin décembre 1890, à 10 3/8 ; au mois de décembre 1896 il est de 8 9/16 d.

Au moment même de l'ouverture de la succursale de la Brasilianische Bank für Deutschland, une crise monétaire éclata

(1) La Révolution du 15 novembre 1889 qui renverse l'Empire et fonde la République du Brésil.

(2) V. Sondorfer, *Technik des Welthandels*, t. I, p. 252.

par suite de trop fortes émissions de papier-monnaie. C'était là un grand danger pour la banque, et si elle est sortie de cette crise sans avoir sombré, si elle a pu même faire des affaires notables et distribuer des dividendes (même la première année de la crise où elle donne 5 0/0 à ses actionnaires), c'est grâce à une extrême prudence et à son habile direction. Le *règlement* élaboré par le conseil d'administration de la banque, et qui devait servir de règle de conduite aux succursales de la banque au Brésil, se préoccupe constamment de protéger la banque contre les pertes possibles résultant de la dépréciation monétaire.

Ces instructions pour la direction des succursales posent d'abord un principe général dans leur article 15 ; on fait un devoir à la banque de ne pas se départir, à propos de chaque opération financière, de la plus grande prudence et de ne s'occuper *qu'en second lieu* des bénéfices que cette opération peut présenter. Dans le même article 15, un autre principe, non moins important, est posé : toutes les opérations doivent, sauf impossibilité, être faites sur la *base de l'or*. L'article dit en effet : les engagements en monnaie brésilienne, aussi bien que les engagements à découvert, vis-à-vis de la banque, les crédits à découvert, etc., doivent être évités autant que possible. Ces crédits ne pourront être accordés que dans des conditions tout à fait déterminées : pour une durée de quelques jours seulement, et jusqu'à concurrence d'une somme fixée à l'avance par la direction centrale de la banque ; ils doivent, de plus, être approuvés par le comité local de la direction. En ce qui concerne l'achat par la banque, de lettres de change tirées par le Brésil sur l'étranger, leur montant est limité en principe, à la somme totale que représentent les traites tirées par la banque elle-même, soit sur la Disconto-gesellschaft et la Norddeutschebank, ou bien sur d'autres banques, non forcément allemandes, où ces deux instituts ont un crédit ouvert moyennant un partage de bénéfices (art. 18).

Mais l'achat des lettres de change ne peut être toujours

compté trait pour trait suivant l'expression allemande ; c'est-à-dire que la banque peut avoir à acheter des lettres de change précisément à une époque où elle ne disposera que de faibles crédits, de traites peu nombreuses ou peu élevées sur ces établissements où elle est accréditée. Il fallait éviter que l'existence momentanée d'un découvert puisse être la cause d'une spéculation concertée sur une différence de change. La succursale de la banque est donc autorisée, dans des cas exceptionnels, à émettre des traites sur l'Europe pour une somme supérieure de 50.000 £, au maximum, à la somme des traites sur l'Europe, qu'elle a achetées, elle-même.

Comme le conseil d'administration prévoit toujours une baisse possible de la monnaie brésilienne, et même une baisse accentuée, il a soin de dire que, même dans les cas autorisés, la direction doit prendre des mesures de prudence et convertir sa monnaie brésilienne en lettres de change payables en or, dès qu'une baisse du cours du change est probable. Ainsi la direction de la succursale doit se mettre en garde contre une perte possible, qui serait peut-être ruineuse pour la banque, de ce fait de la baisse du cours du change ; on lui indique les moyens les plus efficaces pour ne pas s'exposer à ces risques, ou pour s'y exposer le moins possible.

En principe (règle établie par l'art. 20 du règlement), la succursale de Rio doit tirer sur les places, et demander la monnaie, qui lui sont les plus favorables, c'est-à-dire qu'elle doit rechercher les traites qui lui rapportent le plus et circulent le plus facilement. Mais, en même temps, le règlement prescrit à la banque de rester fidèle à son but, c'est-à-dire de chercher à développer l'usage de la monnaie allemande au Brésil.

En général, le cours de change sur Berlin et Hambourg était au Brésil plus élevé que le cours du change sur Berlin et Hambourg par Londres. Le fait était dû à la politique des banques anglaises, qui trouvaient avantage pour leur commerce, à coter plus haut les lettres de change sur les places

étrangères ; ainsi au Brésil, ce cours était déterminé par le *Brasilian Bank Ltd*, et elle ne manquait pas de favoriser Londres au détriment des autres places (1). La Brasilianische Bank für Deutschland avait donc avantage à tirer des traites en monnaie allemande ; ici, les intérêts de la banque étaient donc d'accord avec le but poursuivi, à savoir l'introduction en plus grand nombre des traites sur l'Allemagne, sur le marché du Brésil.

Quant à savoir dans quelle mesure la succursale de la banque pourra émettre des traites, la direction de la centrale de Hambourg le déterminera.

Pour les dépôts en monnaie brésilienne, l'article 23 des règlements dispose : que les sommes sont employées : *a)* à *escompter des lettres de change brésiennes* ; ces lettres doivent avoir deux signatures, ne pas être à une échéance plus longue que 6 mois, et présenter toutes les conditions nécessaires pour être escomptées par la Banque du Brésil (*Banco de Brasil*) ; *b)* à faire des *avances sur les titres d'Etat* et autres effets qui seront déterminés par le conseil d'administration de la banque ; *c)* à faire des *avances limitées* à 25 0/0 de leur valeur, sur des *marchandises* garanties par une assurance, la banque se réservant le droit de disposer de ces marchandises ou de la police d'assurance pour recouvrer son prêt. Cette dernière disposition s'appliquera *seulement* si la banque dispose de sommes importantes en monnaie brésilienne.

Ce règlement s'occupe enfin en général de préciser l'activité de la banque et d'établir des limites assez strictes à cette activité. Nous avons déjà vu qu'une règle la guide ; c'est la prudence.

Ainsi, l'article 24 du règlement, énumère les opérations de banque que cette succursale ne pourra jamais faire : ce sont d'abord les acquisitions d'immeubles et les constitutions d'hypothèques, quand elles ne servent pas à éviter une perte inévi-

(1) Voir I^e partie, chap. IV.

table ; l'acquisition des valeurs d'Etat lui est défendue. En outre, on défend à la succursale d'ouvrir des crédits à découvert, aussi bien que d'accepter des lettres de change, même si ces lettres de change sont tirées par la Discontogesellschaft ou la Norddeutschebank. On ne fait qu'une seule exception à cette règle c'est en ce qui concerne les *Sola-Wechsel* (effet à signature unique) que la banque pourra accepter d'après les usages en cours au Brésil, c'est-à-dire en échange des dépôts rapportant un intérêt.

Ce règlement précise aussi les relations de la succursale de la banque au Brésil avec d'autres établissements. Il est dit que tout d'abord cette banque n'aura en Europe de *comptes propres* (*nostro-conto*), qu'à la Discontogesellschaft et à la Norddeutsche Bank. Les crédits de ces banques à Londres, Paris, New York, etc., sont mis à la disposition de la Brasilianische Bank, et ces deux banques se chargeront de la couverture de ces traites ; de cette façon, les règlements de comptes, même pour les traites tirées sur d'autres places que Berlin et Hambourg, n'interviendront qu'avec la Discontogesellschaft et la Norddeutsche Bank (art. 18 *in fine*). De toutes ces dispositions, il ressort que la Brasilianische Bank für Deutschland est très étroitement dépendante de la Discontogesellschaft et de la Norddeutsche Bank, aujourd'hui uniquement de la Discontogesellschaft, puisque la fusion s'est faite entre ces deux banques. Il y a en second lieu, un autre fait qui n'est pas moins saillant : c'est le rôle joué par la centrale de la banque à Hambourg. C'est elle qui dirige la succursale de la banque à Rio-de-Janeiro, enfermant son activité dans d'étroites limites.

Mais si les opérations de la succursale de la Brasilianische Bank für Deutschland sont ainsi limitées quant à leur étendue, elles présentent par contre une assez grande variété. Nous voyons que dès 1889, la banque ne reste plus dans le commerce régulier de banque, proprement dit. C'est par l'entremise de la Brasilianische Bank für Deutschland, ou plutôt de sa succur-

sale à Rio-de-Janeiro, que fut faite la convention par laquelle la Discontogesellschaft, la Norddeutsche Bank et la maison de banque M. A. Rothschild et fils, émirent l'emprunt de 22.450.000 marks à 5 0/0 de la compagnie de chemins de fer brésilienne *Oeste de Ninas* (1). Elle émit aussi l'emprunt du chemin de fer *Ararnuma* de 6 1/2 millions de marks.

Bien que ces opérations qui sortaient du commerce de banque régulier, fussent favorables à la banque et qu'elle y trouvât des bénéfices, elle dut bientôt se limiter, pour quelque temps du moins, aux opérations du commerce de banque régulier. En effet, la baisse de la monnaie brésilienne fut, à partir de 1890, tellement accentuée qu'on ne pouvait se lancer dans une opération financière, sans encourir les pires risques. Le cours du change fut, cette année, le plus bas qu'on ait jamais enregistré, même en temps de guerre. Dans ces conditions, la succursale de la banque se conduisit très prudemment, et bien que cette baisse monétaire suscitât dans le pays de nombreuses spéculations sur le change, elle s'abstint de ces opérations peu sûres. Si, pendant ces années de crise, elle n'eut pas de pertes notables à noter, c'est précisément parce qu'elle sut arrêter ses affaires et les limiter aux opérations qui donnaient toute garantie. Elle supprima donc toutes les opérations financières pour son propre compte, elle ne pratiqua pas le commerce des fonds (*Fondsgeschäfte*) et des avances sur titres durant cette année 1890, autant par considération des mauvaises conditions du Brésil que par suite de l'état peu favorable des bourses européennes ; son commerce se limita aux opérations de banque proprement dites. Or, il est intéressant de remarquer que, même dans ces conditions défavorables, sous ce régime monétaire exposé à toutes les variations possibles, avec le cours du change extrêmement défavorable, la banque réussit à augmenter tous les chapitres de son com-

(1) Bilan de la *Brasilianische Bank für Deutschland*, année 1889 et *Denkschrift der Discontogesellschaft*, p. 124.

merce régulier ; sa situation ne fit que s'affermir. Elle enregistra pour cette année un gain net de 402.976,76 marks, ce qui est assurément un grand succès dans les circonstances que nous avons exposées.

C'est surtout le bilan de 1891 qui insiste sur cette idée que malgré des conditions économiques défavorables, une banque allemande au Brésil, peut faire des affaires importantes et réaliser des bénéfices ; il attribue le succès de la banque à l'observation de deux principes : le premier qui est de toujours *proportionner son activité aux ressources disponibles* ; le deuxième qui est de *progresser lentement et graduellement*.

La banque enregistre pour l'année 1891 un bénéfice net de 791.573,03 marks.

Pendant la crise dont nous avons parlé s'accroît et se généralise, elle ne se manifeste pas seulement par une baisse de la valeur de la monnaie du pays, mais encore par le ralentissement des affaires commerciales ; elle influence toute la vie économique ; elle s'aggrave par la spéculation à laquelle se livrent les commerçants eux-mêmes, par la création d'un nombre exagéré de sociétés par actions. D'après les registres officiels du Brésil (1), on créa :

En 1888 (jusqu'au mois de mai), 117 sociétés par actions avec un capital nominal de . . .	410.879.000 Milreïs
Du mois de mai 1888 au 15 novembre 1889, 38 sociétés par actions avec un capital nominal de	402.610.000 »
Du 15 novembre 1889 au 31 décembre 1890, 306 sociétés par actions avec un capital nominal de	1.344.146.600 »
En 1891, 312 sociétés par actions avec un capital nominal de	1.848.756.900 »

Cette éclosion de si nombreuses sociétés par actions, qui serait dangereuse même dans un pays se trouvant dans des

(1) V. *Deutsches Handelsarchiv*, juin 1892 ; et aussi Hauser, *Die Deutschen Ueberseebanken*.

conditions normales, est tout à fait surprenante au Brésil, à cette époque où toutes les affaires étaient ébranlées par la crise du crédit public et par la baisse continue de valeur de la monnaie. Cette baisse semblait provenir d'une circulation excessive de papier à cours forcé. Or, les émissions de ce papier n'étaient pas précisément en voie de s'arrêter. Ainsi, nous avons en 1891 (1) : des billets de banque émis par l'Etat pour une somme de 167.611.397 milrêis ; des billets de banque émis par les banques d'émission pour une somme de 357.768.839 milrêis.

La politique financière du Brésil ne faisait nullement prévoir un arrêt dans les émissions du papier monnaie. Les sociétés par actions disposaient d'un capital versé très inférieur au capital nominal, et insuffisant pour leur permettre d'atteindre le but qu'elles s'étaient proposé. Le crédit, dans ces conditions, était bien difficile à obtenir et d'ailleurs, l'obtint-on, la charge qui en résultait, ne faisait que précipiter la ruine. L'intérêt, en effet, était très élevé : le taux d'escompte était à Rio-de-Janeiro de 7 à 10 0/0 et, à Porto-Alègre, les banques demandent même un intérêt de 10 à 12 0/0 ; les entreprises qui n'offrent qu'un taux de 5 à 6 0/0 ne peuvent obtenir de prêts (2). La débâcle était inévitable. De fait, les liquidations et les faillites furent nombreuses.

Cependant, la banque fait des affaires importantes dans son domaine propre, et elle enregistre des bénéfices dus en grande partie au taux d'escompte relativement élevé, pendant que les banques à Porto-Alègre payaient un intérêt de 6 à 7 0/0 au compte-courant, elle exigeait un intérêt de 10 à 12 0/0 pour ses avances. C'est par là que la Brasilianische Bank für Deutschland regagnait ce qu'elle perdait forcément en restreignant ses affaires pour se conformer à la règle gé-

(1) D'après le *Jornal do Commercio*. V. aussi *Deutsches Handelsarchiv*, juin 1892.

(2) *Deutsches Handelsarchiv*, juillet 1891.

nérale qu'elle s'était imposée : l'observation de la plus grande prudence.

La situation du Brésil ne s'améliore pas aussitôt. La même incertitude dans les relations subsiste par suite de l'extension de la crise à toutes les branches économiques, encore aggravée par une situation politique très trouble. La dépréciation de la valeur de la monnaie brésilienne, cause première de cette crise, loin de s'atténuer s'accroît. La *Brasilianische Bank für Deutschland* se limite toujours au commerce régulier de banque, elle ne fait pas de pertes, bien au contraire, elle enregistre un bénéfice net de 584 447.90 marks pour l'année 1892 et un bénéfice net de 764.754,18 marks pour l'année 1893.

Aussi, malgré les conditions défavorables des années 1892 et 1893 la banque, n'ayant pas de pertes à enregistrer, songe à étendre son activité locale au Brésil. Elle songe, tout d'abord, à établir une succursale à *Saô Paulo*, à côté de la succursale déjà existante de Rio-de-Janeiro (1), elle était poussée par les commerçants allemands, en relations avec *Saô Paulo*, et qui comptaient, pour y développer leur commerce, sur le concours d'une de leurs banques qui, déjà, avait fait ses preuves. La banque demande donc l'autorisation au gouvernement brésilien d'ouvrir une succursale à *Saô Paulo* ; cette autorisation lui fut accordée au mois d'avril 1893, et la succursale ouverte au mois d'août de la même année.

Comme les affaires de la banque devaient se faire sur un espace plus étendu ; elles nécessitaient un capital de roulement plus grand ; aussi, au mois d'août de la même année, fut effectué un versement de 3 millions de marks sur le capital nominal de la banque ; de cette façon, la banque disposait d'un capital versé de 5.500 000 marks (2). La banque étend encore le cercle de ses opérations.

(1) Bilan de la *Brasilianische Bank für Deutschland*, année 1892.

(2) Cette même année 1893, la banque apporte une correction dans

Elle se porte, en 1894, vers *Santos* et se prépare à y ouvrir une succursale. *Santos* intéressait la banque par son important commerce de café, elle devait présenter aussi un intérêt pour l'achat des lettres de change. Un rapport consulaire (1) du Brésil estime qu'on tire des lettres de change, de l'Europe et des Etats-Unis sur *Santos* et *São Paulo*, pour une somme de un milliard ou même davantage. Dans ces conditions, la banque pouvait espérer réussir à *Santos* comme à *São Paulo*, la succursale de cette dernière ville donnant, dès la première année, des résultats satisfaisants. Le commerce de café de *Santos* présentait une importance toute particulière pour *Hambourg*; nous savons, en effet, que sur les stocks de café que cette ville reçoit la plus grande partie provient du Brésil et surtout de *Santos*. La succursale de la banque à *Santos* ouvrit ses portes au mois de janvier 1895.

Le commerce de la banque tout en étant, dans ces conditions, très étendu, est resté uniforme, la banque se limitant au simple commerce de banque proprement dit; la situation économique, en effet, ne s'améliore pas, la révolution de *Rio-de-Janeiro* et les désordres intérieurs influencent dans un sens défavorable le commerce. Ces faits et les émissions continues de papier-monnaie maintiennent toujours défavorable le cours du change; l'année débute avec un cours de 10 1/4 d.; elle atteint le cours le plus bas au mois de septembre avec 9 1/4 d.; puis le cours commence à se relever lentement, sous l'influence d'une bonne récolte de café; il monta même à 12 1/4 d., mais pour rebaisser et terminer l'année au cours de 10 1/2 d.

En 1895 la banque observe toujours la même réserve dans ses affaires. En effet, cette année est encore, économiquement,

sa façon d'établir les bilans de ses succursales. En effet, jusqu'à cette date, elle comptait en marks, sur un cours de 26 3/8 d.; elle abaissa ce cours d'un mark par milreis, pour le rapprocher de la réalité du cours de cette époque.

(1) *Deutsches Handelsarchiv*, novembre 1899.

défavorable, bien que les troubles politiques se soient calmés. La situation monétaire est très mauvaise, le change, baisse toujours, jusqu'à 9 d. en janvier ; il atteint son plus haut prix au mois de juillet avec 11 3/8 d., et baissa ensuite jusqu'à la fin de l'année. Cette baisse est attribuée, suivant la *Brasilianische Bank* (1), d'abord, à ce que les importations furent plus actives dans la première moitié de l'année à cause d'un projet d'élévation des droits de douane, et aussi parce que des lois peu favorables au commerce et à la circulation avaient été volées. Cependant, les affaires de la banque, suivent, cette année, un cours très satisfaisant. Nous voyons que le bénéfice net pour l'année 1895, se chiffre par 1 261.564,68 marks ; et le bénéfice net spécial de ses succursales au Brésil est compris dans cette somme pour 1.156.319,50 marks — en 1894 le chiffre global des bénéfices nets de la banque, était de marks 909.527,25 ; le bénéfice brut des succursales au Brésil est compris pour la somme de 966.220,82. On voit, par là, que les affaires de la banque, en augmentant en nombre, apportent toujours un bénéfice plus grand. De ce bénéfice, la plus grande partie provient des succursales du Brésil ; le bénéfice de la centrale de la banque à Hambourg est presque négligeable par comparaison. La banque a tiré la plus grande partie de son bénéfice de l'année, de l'assez grande élévation du taux d'intérêt ; la demande des capitaux, en effet, était très grande, surtout dans la seconde moitié de l'année 1895 et la banque a pu employer, d'une façon très rémunératrice, les capitaux qu'elle avait à sa disposition.

Le développement du commerce de banque dans les succursales de la *Brasilianische Bank für Deutschland* (surtout dans celle de Rio-de-Janeiro où l'on dut agrandir les locaux destinés au commerce), l'extension projetée de la banque au Brésil, notamment dans l'Etat de *Rio Grande do Sul*, furent l'occasion d'un nouvel appel de capitaux ; ce versement fut

(1) Bilan de la *Brasilianische Bank*, 1895.

de 4.500.000 marks : de cette façon le capital nominal de la banque fut versé en entier, la banque disposait de 10.000.000 marks.

Pendant les années 1896-1899, les affaires de la Brasilianische Bank progressent toujours ; tous les chapitres de la banque accusent des augmentations notables. Toutes les succursales au Brésil se développent dans des proportions favorables ; les affaires les plus importantes sont toujours faites par la succursale de Rio-de-Janeiro. Les bénéfices de la banque pendant ces années résultent toujours du commerce régulier de banque, et surtout du rôle d'intermédiaire que la banque joue pour les paiements entre le Brésil et les autres États de l'Amérique et l'Europe (surtout l'Allemagne). Bien que ces bénéfices fussent notables (ils étaient en effet en 1896, y compris le report de l'année 1895, de 1.664.796,58 ; et en 1899 de 2.019.294,52) ; bien que la banque fût arrivée à distribuer pendant cette période de quatre ans un dividende de 12 0/0 sur le capital versé, les conditions économiques du Brésil n'étaient pas favorables, et, de ce fait, la banque enregistra quelques moins-values. Elles étaient couvertes par des sommes prélevées au fonds spécial des réserves, ce fonds se trouve en effet diminué :

En 1896 de : 45.000, — marks

En 1897 de : 150.172,33 —

En 1898 de : 138.314,42 —

Les pertes résultèrent de ce qu'on avait escompté des lettres de change dont les signataires s'étaient révélés insolubles ; elles résultèrent de mécomptes causés par les différences brusques du cours du change. Nous avons signalé que les conditions économiques du Brésil ne s'étaient pas améliorées. Au commencement de cette période se fait encore sentir la grande crise économique, la situation politique n'est pas encore claire. De plus, la baisse relative des prix du café, provoquée par la surproduction consécutive à la hausse des dernières années, aggrave la crise. Ces circonstances devaient

avoir une influence directe sur le cours du change, déjà peu solide. Ces variations du cours du change étaient :

	Cours le plus bas	Cours le plus haut
En 1896.	de 8 1/2 d	à 10 5/16 d
En 1897.	de 7 1/8 d	à 8 1/4 d
En 1898.	de 5 5/8 d	à 8 1/2 d
En 1899.	de 6 3/4 d	à 8 d

Comme nous le voyons, le cours le plus bas était en 1898 (mois de mai) à 5 5/8 d., c'était le cours le plus bas qu'ait jamais atteint la monnaie brésilienne. Il se releva bientôt dans cette même année (mois de juin 7 5/8 d.) par suite d'une convention que le gouvernement brésilien passa avec ses créanciers, et qui lui permit de ne pas payer les intérêts en or pendant 3 ans. Malgré ces circonstances, malgré le cours défavorable du change, la *Brasilianische Bank* se développe normalement, et son progrès lent et uniforme est constant. Pendant cinq ans de suite (en comptant l'année 1895) elle arriva à verser à ses actionnaires le même dividende de 120/0. Les bénéfices réalisés eussent d'ailleurs permis d'accroître ce dividende, mais une partie fut employée à augmenter les réserves, entamées par les moins-values des années précédentes, et qui sont encore notables pour les années 1897 et 1898.

L'année 1900 est moins bonne pour la banque. Par suite des mauvaises conditions économiques, il y eut de nombreuses suspensions de paiements au Brésil, qui eurent une répercussion sur les banques et, en particulier, sur la *Brasilianische Bank*. Ces pertes s'aggravèrent encore par celles de la succursale de Santos, dont la direction avait fort légèrement accordé de gros crédits à deux maisons de commerce peu solides. Cependant le chiffre d'affaires de la banque se développe. Les succursales de Rio-de Janeiro et de São Paulo donnent de bons résultats. Leur commerce est favorisé par un taux d'intérêt élevé. Néanmoins, la situation générale du Brésil détourne momentanément la banque de l'idée d'élargir son commerce au Brésil, en ouvrant à Porto Alègre

une nouvelle succursale comme elle se le proposait déjà en 1895 lors du versement total du capital de la banque. Rien de rassurant, en effet, dans la situation ; les prix du café haussent un peu au commencement de cette année, mais cet avantage est atténué par la hausse du change, lente, mais constante.

Cette hausse du change a une influence directe et néfaste sur l'exportation du café, elle annule l'heureux effet de la hausse des prix, mais elle devait être à la longue bienfaisante pour le pays ; elle provenait d'une meilleure politique financière et monétaire. En effet, le gouvernement fidèle à ses engagements antérieurs (1), anéantit son papier-monnaie, ce qui fit espérer une amélioration des finances publiques du pays. Cette confiance s'accrut lorsque le gouvernement manifesta la volonté de supprimer le cours forcé des billets de banque, vers 1901. Seulement l'incinération du papier-monnaie avait, à côté de ce premier effet favorable, un inconvénient (2). A la suite d'incinérations continues, les billets de banque en circulation étaient tombés de 786 millions de mil-reits (à la fin de 1898), à 705 millions en juin 1900. Cette diminution de la monnaie de circulation avait pour résultat de faire davantage rechercher le numéraire ; elle produisait une hausse continuelle du taux de l'intérêt et paralysait en quelque sorte l'esprit d'entreprise.

Le cours du change qui était encore de 8 d. au mois de

(1) Par la loi du 9 décembre 1896, le gouvernement prend sur lui, la seule responsabilité du papier monnaie en circulation et, en même temps, les dépôts des banques, qui servaient de garantie à ces émissions de papier-monnaie, devinrent la propriété du gouvernement. Par la même loi, on enleva aussi aux banques le droit d'émettre des billets de banque, et le gouvernement s'engagea à faire retirer progressivement ces billets de banque. Pour faire exécuter le retrait de ces billets, le gouvernement devait se servir, entr'autres, des revenus, qui étaient destinés à l'amortissement des dettes d'Etat, principalement des fonds qui servaient de dépôts aux banques d'émission. V. *Sonnendorfer, Technik des Welthandels*, t. I, p. 253.

(2) Bilan de la Brasilianische Bank für Deutschland, 1900.

mars 1900, monta lentement à 10 d. puis à 14 1/4 d. en 12 jours, à la suite d'actives spéculations. Cette spéculation devait avoir des suites désastreuses ; l'étranger, qui avait un actif important dans des banques brésiliennes, profita de cette hausse et retira son avoir, il jeta aussi sur le marché les *Apolices* (1) et les valeurs d'Etat, qu'il avait acquis pour en constituer son avoir dans les banques. Les banques brésiliennes perdirent ainsi la plus grande partie de leurs disponibles. Comme d'autre part, elles gardèrent soigneusement les milreis reçus en paiement des traites sur l'Europe, vendues par elles à un taux élevé, ce qu'elles enlevaient ainsi à la circulation rendait encore plus sensible le manque de numéraire et aggravait la crise monétaire. Mais, dès que la spéculation cessa, le cours baissa sensiblement et rapidement à la suite du grand besoin de remises sur le Brésil, et aussi par la nécessité de couvrir les rentes faites à l'étranger. Aussi ce cours, est-il déjà descendu, au mois de juillet, à 11 d. ; et l'année se termine par un cours de 10 d.

Ces amples et brusques variations du cours du change provoquèrent, en même temps qu'une raréfaction du numéraire, cette crise dont nous parlons, manifestée surtout par des suspensions de paiements, et dont l'effet fut sensible aux banques. A la suite de cette crise, presque toutes les banques nationales brésiliennes, celles de Rio-de-Janeiro aussi bien que les petites banques de São Paulo et Santos, la banque nationale elle-même, la *Banco da Republica*, durent suspendre leurs paiements au comptant ; cette dernière banque ne put résister à la crise, bien qu'elle eut obtenu un crédit de un million de £ en traites sur Londres. La chute de cette banque devait avoir les plus graves conséquences pour le pays : c'était cette banque, qui, en effet, par ordre du gouvernement, influençait le cours du change suivant les intérêts nationaux.

(1) *Apolices*, dette d'Etat brésilienne rapportant un intérêt de 4 0/0 payable en or.

Un rapport de l'agent consulaire allemand (1) au Brésil faisait ressortir, en 1896, le rôle de cette banque. Il constate qu'elle rend, soutenue par le gouvernement, les plus grands services au commerce, tandis que les banques étrangères semblent avoir une tendance à laisser les choses telles qu'elles sont. Plus d'une fois, un péril imminent pour le marché monétaire fut enrayé, ou tout au moins atténué, par l'intervention de la Banco da Republica.

Aussi, pour prévenir une faillite générale de tous les établissements de crédit, et pour limiter les effets terribles de cette crise financière, le gouvernement se déclara prêt à venir en aide à la Banco da Republica, mais il exigea formellement que la réorganisation de cette banque fut faite par le directeur de la succursale de la Brasilianische Bank für Deutschland à Rio-de-Janeiro, M. Petersen, qui devint l'homme de confiance du gouvernement brésilien. La Brasilianische Bank permettait à son directeur de faire cette réorganisation, bien qu'il lui fut extrêmement pénible de renoncer, même momentanément, aux services de cet homme si habile et si compétent. Les circonstances critiques déterminèrent pourtant la banque allemande. Elle gardait d'ailleurs, M. Petersen comme directeur de sa succursale à Rio. Avec cette assistance bénévole de la Brasilianische Bank, la Banco da Republica put se réorganiser complètement, reprendre ses affaires au mois de novembre 1900, pour le plus grand bien du pays, et exercer une influence plus clairvoyante sous la direction d'un homme habile et éprouvé. Quant à la Brasilianische, elle sortit, pour son compte, victorieusement de la crise ; à aucun moment, elle ne se laissa entraîner à des spéculations désastreuses sur le cours du change. Finalement, elle enregistre, même pendant cette année de grande crise, un bénéfice net de 957.954,58 marks, inférieur, il est vrai, à celui de l'année précédente, mais assez important cependant puisqu'il permet encore de distribuer

(1) *Deutsches Handelsarchiv*, juillet 1897.

aux actionnaires un dividende de 9 0/0. Nombreux sont les établissements financiers qui ne donnent pas davantage dans les années de prospérité financière.

A la suite de cette crise, provoquée en majeure partie par des spéculations effrénées, le ministre des finances du Brésil présenta un projet de loi, apportant des restrictions très rigoureuses à la liberté des banques privées. La *Brasilianische Bank*, rendant compte de ce projet, dans son bilan (1), le croit inapplicable : un régime trop restrictif à l'égard des banques privées ne se conçoit guère, parce qu'il est évident que la *Banco da Republica* ne peut, à elle seule, satisfaire aux besoins du commerce. Aussi le projet échoua-t-il ; l'année suivante, en 1901, le gouvernement retira ce projet, si bien jugé, par la banque allemande, comme impraticable.

La crise financière et économique que traversa le Brésil en 1900 devait exercer encore son influence pendant assez longtemps, aggravée même en 1901, par la baisse des prix des produits agricoles. Cette fois, ce fut surtout la ville de *Rio* qui fut éprouvée ; à *Bahia* et à *Pernambuco*, deux banques brésiliennes sombrent. Peu de places, qui ne spéculèrent pas, gardèrent une situation commerciale et financière saine. Parmi ces places, il faut citer, en premier lieu, *São Paulo* ; c'est grâce à sa succursale dans cette ville que la *Brasilianische* fait, cette année encore, des affaires satisfaisantes. Les pertes, par ailleurs, étaient inévitables, elles sont au reste, largement couvertes par les bénéfices qu'elle réalise d'un autre côté, puisque la banque enregistre encore, cette année, un bénéfice net de 929.811,99 marks. Ses pertes provenaient de l'affaiblissement général du commerce ; elles ne furent jamais le résultat de spéculations. Mais sous l'influence de la crise, la banque limita l'étendue de ses affaires, une seule perte est imputable à une confiance trop grande de la banque ; celle qui résulta du krach de la Société *Empresa Industrial* ; la banque avait, semble-t-il, accordé des crédits excessifs à cette société.

(1) Bilan de la *Brasilianische Bank für Deutschland*, 1900.

Le cours du change, au milieu de ces circonstances défavorables, reste encore relativement élevé, si on le compare au cours antérieur, et il a, en général, une tendance à la hausse. C'est là l'effet de la politique financière déjà exposée (le service d'intérêt de la dette en or, à partir du mois de juillet 1901 et des exportations du café ; et l'année se termine au cours de 12 d. (1).

Les exportations de café furent, en effet, favorables, ce fut le seul article d'exportation brésilienne qui eut des prix assez élevés ; tous les articles, notamment ceux de la production agricole avaient une tendance à la baisse, tendance qui se prolongea en s'accroissant, l'année suivante en 1902. La baisse des produits agricoles, l'augmentation des droits de douane à l'entrée, celle des impôts, ne sont pas faites pour améliorer l'état des choses. Il est vrai que ces mesures financières amélioreraient la situation du crédit public ; aussi le change, en l'absence de spéculation, est-il presque stable pendant cette année, à un taux de 12 d. Mais il est impossible qu'une bonne situation financière se maintienne longtemps, quand les conditions de la production et de la circulation dans le pays sont mauvaises : tôt ou tard elle en subit le contre-coup.

La Brasilianische Bank a, du fait de la crise, quelques petites pertes à enregistrer. Son déboire le plus grand vient de pertes subies sur la *Empreza Industrial*, qui suspend ses paiements. Elle enregistre encore une perte purement accidentelle, de 12.000 marks provenant de détournements de ses employés à Rio-de-Janeiro. Le bénéfice net, dans ces conditions est de 690.262,35 marks.

La situation du Brésil ne change pas beaucoup en 1903. La direction de la Brasilianische espérait que la situation financière publique, que le taux du change assez élevé, réa-

(1) Bilan de la *Brasilianische Bank für Deutschland*, 1901.

giraient sur les conditions économiques générales du pays: ces prévisions ne se sont pas réalisées. Une fois de plus, il y avait désharmonie entre la situation financière et la situation économique, provenant surtout de ce que la situation financière avait, comme nous l'avons dit, quelque chose d'artificiel.

La politique gouvernementale qui, seule, la maintenait, avait commencé en 1896, par des incinérations du papier monnaie qui, d'abord, provoquèrent une crise aiguë, mais relevèrent bientôt le cours du change. La situation financière de l'Etat fut ensuite améliorée par le rendement plus grand des droits de douanes et de l'impôt. De plus, au mois de mai 1903, le Brésil concluait à l'étranger un emprunt de £ 8 millions 1/2 à un taux de 5 0/0 (5 millions 1/2 de cet emprunt furent pris par la maison N. M. Rothschild and Sons à Londres) qui devait avoir comme conséquence de faire affluer de l'or dans le pays. Mais pour les Etats comme le Brésil, il faut faire une réserve: ces pays ayant des dettes nombreuses à l'étranger, il y a toujours une partie du nouvel emprunt qui va servir à payer des intérêts ou à amortir une dette antérieure, de sorte qu'une partie de l'emprunt seulement entre effectivement dans le pays. Quoi qu'il en soit, ce dernier emprunt du Brésil devait exercer une influence sur le change. Le taux du change est assez élevé et se maintient plutôt à la hausse; ses variations ne sont pas bien grandes; il est beaucoup plus stable que pendant les années précédentes. Or, ce taux du change ne pouvait pas avoir pour cause les excédents vraiment peu importants du commerce d'exportation. Ces excédents sont d'après le bureau de statistique brésilien, dont les chiffres comportent d'ailleurs quelques réserves:

En 1901: Rs 410.871.000 \$ 000

En 1902: Rs 268.861.000 \$ 000

Si on déduit de ces excédents d'exportations toutes les dettes annuelles du Brésil envers l'étranger, dettes résultant de l'intérêt annuel de la dette publique et de la rémunération de tous

les capitaux étrangers placés au Brésil, on est autorisé à dire que, dans ces conditions, la balance commerciale du Brésil, est nettement défavorable. Ainsi, il est évident que le cours du change relativement haut de cette année, et aussi sa tendance à la hausse, étaient l'effet de l'état des finances publiques pendant le même temps (1). Ce cours du change était au commencement de l'année de 11 5/8 d., mais au mois de mai il est à 12 1/2 d., sous l'influence de l'emprunt dont nous avons parlé ; il se maintient à cette hauteur avec de petites variations jusqu'au mois de novembre, l'année se termine à un cours de 11 3/4 d.

Nous l'avons dit, la situation économique ne correspond pas à ce cours du change, la crise du café éprouve tout le pays et atteint même l'Etat de São Paulo, qui résistait depuis longtemps. Les suspensions de paiements, la faillite de trois banques locales des districts de café sont la preuve des pertes éprouvées par les planteurs.

Sous l'influence de ces faits défavorables, la banque était obligée de restreindre, avant tout, son action sur le territoire brésilien, où elle était jusqu'à cette date établie. Elle avait toujours suivi, en effet, cette politique, de se replier au moment des crises, et de restreindre son commerce partout où elle risquait des pertes disproportionnées avec les gains. Mais la banque revient, sous l'influence de cette dernière crise, à une idée qui semblait abandonnée ; celle d'étendre son action et son commerce de banque *au Sud* du Brésil. Elle avait déjà, à cet effet, demandé l'autorisation d'établir des succursales et l'avait obtenue en 1898. Depuis lors, rien n'avait été tenté, mais le projet est repris en 1903.

(1) Il y a encore un indice qui peut nous donner une idée des finances publiques du pays : c'est le cours des emprunts publics. Nous voyons que les Apolices 5 0,0 étaient cotés.

en 1901 : Rs 695 § 000 (pour 1.000 Rs)

en 1902 : Rs 830 § 000 (pour 1.000 Rs)

en 1903 : Rs 970 § 000 (pour 1.000 Rs)

Les productions du Sud Brésilien sont en effet toutes différentes de celles des régions du Nord. Ces provinces ont une situation économique indépendante, la crise du Nord n'agissait pas directement sur elles. De cette façon, en travaillant dans deux provinces différentes, de production économiquement indépendante, la banque pouvait diffuser ses risques. En dehors de cet avantage, il y en avait un autre : ces pays commençaient à présenter de l'intérêt pour un commerce régulier de banque car leurs relations commerciales avec l'étranger et avec le Nord devenaient de plus en plus actives. Ce commerce intéressait tout particulièrement l'Allemagne, qui avait des intérêts nombreux dans ces régions, et plusieurs maisons de commerce à Porto-Alègre. De plus, c'est dans le Sud Brésilien que se trouvent les nombreuses possessions allemandes de terrains. Aussi jugea-t-on que l'établissement de « filiales » à Porto-Alègre et à *Rio-Grande do Sul* devait présenter le plus grand intérêt : 1° pour la banque personnellement ; 2° pour les intérêts allemands en général, c'est-à-dire pour le commerce national. L'ouverture de la succursale de Porto-Alègre fut faite au commencement de l'année 1904 ; la banque se limita d'abord à cette ville.

La Brasilianische avait diminué le nombre de ses affaires, si elle en avait élargi le champ. Elle n'éprouva, par l'effet de cette prudente réserve, que quelques pertes résultant de suspensions de paiements à São Paulo. Le bénéfice net de la banque fut encore, pour cette année 1903 de 684.822,02 marks.

Il est encore à remarquer qu'à côté de son commerce régulier, cette banque s'employa aussi comme intermédiaire et représentant des possesseurs d'obligations 5 0/0 du chemin de fer *Oeste de Minas*, obligations qui étaient en souffrance. Le gouvernement consentit à échanger ces obligations suivant un taux convenu, contre des bons de rescision 4 0/0 des chemins de fer de l'Etat brésilien. Bien que le chiffre d'affaires ait sensiblement diminué et que les bénéfices ne soient

plus aussi importants que durant la période de 1895-1899, ces résultats restent satisfaisants, si l'on songe aux difficultés que nous avons dû exposer. Le Brésil ne devait sortir de cette crise économique qu'en 1904. En effet, cette année marque une notable amélioration des conditions économiques de ce pays, et surtout une activité commerciale plus grande. Tout indique une prospérité renaissante, et, si la récolte du café est moins abondante de deux millions de sacs que celle de l'année précédente, l'augmentation des prix est une compensation. Il y a d'ailleurs une exportation de beaucoup plus active en ce qui concerne le caoutchouc (*Gummi*).

Le cours du change est stable pendant l'année, surtout jusqu'au mois d'octobre ; il monte alors rapidement de 12 1/4 d. à 13 1/2 d. ; non seulement il est élevé pendant la plus grande partie de l'année, mais il a une tendance à hausser davantage. Les finances publiques sont dans un état satisfaisant, malgré quelques charges exceptionnelles et imprévues de cette année ; l'incinération du papier monnaie continue. La banque fit, à cette époque, l'avance à l'Etat d'une somme de 12.500 contos de reis qui lui a été rendue depuis.

Le commerce allemand au Brésil est influencé favorablement par la création, à l'aide de capitaux allemands, de deux entreprises de cabotage au Brésil, entre les ports du nord et du sud ; cette exploitation ne peut être gênée que par les Etats-Unis (1). Avec ce développement économique favorable, le commerce de la Brasilianische Bank commence à reprendre son ancien développement, et cherche à profiter de l'activité plus grande des transactions. La nouvelle succursale de Porto-Alègre, qui ouvrit ses portes le 1^{er} février de cette année, se développe d'une façon satisfaisante, et la banque a tout lieu de croire qu'elle saura s'attirer peu à peu une clientèle nombreuse ; l'essentiel au début, c'est qu'on soit installé sur cette place qui présente un intérêt très grand pour le

(1) Bilan de la Brasilianische Bank, année 1904.

commerce allemand, et, par conséquent, aussi pour le commerce de banque. Si la banque, pour cette année, donne des résultats plus satisfaisants, c'est tout spécialement à la succursale de Rio-de-Janeiro qu'elle le doit. Cette succursale, après un arrêt prolongé, a développé son commerce et est redevenue comme par le passé, une source de profit pour la banque. La banque enregistre, pour cette année, un bénéfice net de marks 93.599.675.

Le caractère, le plus saillant des années suivantes, notamment de l'année 1905, c'est la hausse continuelle du cours du change. Il atteint, cette année, le cours le plus haut qu'il ait enregistré, avec 18 1/8 d.; ce cours baissa, il est vrai rapidement, mais l'année se termine cependant au cours de 16 3/4 d. Cette hausse du cours du change s'explique d'abord par l'amélioration des conditions économiques du pays et, par l'amélioration de la situation financière (1) deux éléments de prospérité qui, maintenant, sont en harmonie. En second lieu, la hausse du cours du change brésilien s'explique par des emprunts faits isolément par des Etats et des villes brésiliennes. Ces emprunts se sont faits au taux courant en Europe; leur montant total peut être estimé à £ 8.500.000.

Mais la hausse du cours du change, surtout cette hausse

(1) La politique financière saine du Brésil peut être aussi constatée par le cours de ses emprunts extérieurs qui sont :

Emprunt de 4 1/2 0/0 de 1888.	Cours du 1 ^{er} juillet 1904 :	84 0/0.
»	Cours »	1905 : 93 0/0.
Emprunt de 5 0/0 de 1903.	Cours »	1904 : 93 0/0.
»	Cours »	1905 : 98 0/0.
Emprunt de 5 0/0 funding loan de 1898.	Cours du 1 ^{er} juillet 1904 :	102 0/0.
»	»	Cours du 1 ^{er} juillet 1905 :
		105 3/4 0/0.
Emprunt de 4 0/0 Rescision fonds.	Cours du 1 ^{er} juillet 1904 :	77 1/2 0/0.
»	Cours du 1 ^{er} juillet 1905 :	87 1/2 0/0.

brusque, devait avoir aussi des inconvénients pour le commerce et l'industrie du pays. D'abord, les industries subirent une plus forte concurrence, par suite des importations des produits manufacturés étrangers ; ensuite l'exportation, momentanément, fut également atteinte. Si l'exportation du café et du caoutchouc (*Gummi*), n'était pas arrêtée, c'est que le bon prix du café, qui se trouvait en quantité insuffisante dans les grands ports d'embarquement, et la demande toujours croissante du caoutchouc sur tous les marchés européens, encourageaient les exportateurs (les prix du caoutchouc, au Brésil, étant au contraire, relativement bas, vu la grande production de cet article).

La banque allemande profite de cette situation pour activer son commerce et ses affaires. Les succursales à Rio, São Paulo et Santos peuvent travailler et s'engager plus activement aussi pour réaliser des bénéfices plus importants. La succursale la plus jeune, celle de Porto-Alègre confirme de plus en plus les espérances qu'on avait fondées sur elle. La Brasilianische Bank réalise, pour cette année, un bénéfice net de 1.179.054,82 marks. C'est aussi un dividende beaucoup plus élevé que celui des années précédentes que donne la banque (10 0/0) Mais il aurait pu être sensiblement plus fort. S'il ne l'a pas été, c'est que la banque a tenu à reconstituer ses réserves (le report à nouveau est également considérable : 12.010,90 marks).

Ce développement de la Brasilianische Bank devait continuer, par la suite, aussi bien que son commerce rémunérateur : la situation au Brésil continuait à être bonne. Le cours du change se maintient toujours assez haut : il commence à 16 1/8 d. et au mois de juin, il est de 16 13/16 d. mais, entre ces deux dates, présente des variations assez grandes. Il a été influencé par un projet de loi sur le café et par un projet qui devait déterminer le rapport légal de la monnaie de papier et de l'or, comme on l'avait fait en Argentine.

La plus-value des exportations diminue. Si on les évalue au

cours du papier monnaie, elle était en 1904 de 248 millions de milreïs ; elle est en 1905 de 211 millions de milreïs. Mais si on convertit ces chiffres en une monnaie saine, alors nous avons en 1904 (au cours moyen annuel de 12 7/32) une somme de £ 12.718 000 et, en 1905, au cours moyen de 15 59/64 d, une somme de £ 13 710.000 (1). De cette façon, l'excédent des exportations sur les importations dépasse d'environ un million de £ en 1905 celui de 1904. Les finances publiques du pays gardent toujours leur situation satisfaisante. La suppression des billets se fait toujours par les soins du gouvernement. Aussi le papier monnaie qui, au mois d'août 1898, était en circulation pour une somme de Rs 788.364.614 § 500 fut réduit au 30 avril 1906 à la somme de Rs 668.347.014 § 250 ; soit, pour 7 ans 1/2 une réduction de 15,2 0/0. De là aussi résultait l'amélioration de la valeur de la monnaie du pays. La bonne situation des finances publiques est affirmée par la conclusion de nombreux emprunts contractés en 1906 et aussi fin 1905, par les différentes provinces et villes du Brésil ; tous ces emprunts étaient faits dans des conditions assez favorables. La Brasilianische Bank eut à traiter directement avec l'Etat de Saô Paulo : par son intermédiaire une avance au taux de 6 0/0 lui fut accordée par la Discontogesellschaft.

Le commerce de banque fut, durant cette année (1906), satisfaisant, et celui de la Brasilianische Bank für Deutschland en particulier, prospère. Il faut dire, il est vrai, que la banque avait été obligée de faire, à un moment donné, des sacrifices, en restreignant son activité, le marché variable du café et des variations brusques du change, vers la moitié de 1906, l'y avaient forcée. Le commerce de cette banque fut encore influencé, pendant cette année, par le taux de l'escompte, très élevé, en Europe ; les bénéfices de la banque en étaient sensiblement diminués. Par contre, elle profitait du cours assez haut du milreïs en Europe. En somme, les affaires de la ban-

(1) Bilan de la Brasilianische Bank für Deutschland, 1906.

que accusent une marche normale avec des bénéfices notables. Le bénéfice net de la banque, pour cette année, se chiffre à 1.191.923,41 marks, dont une partie est employée à la reconstitution des réserves de la banque (116.908,22 marks) et la somme de 434 852,18 marks est portée en report à nouveau.

Le bilan pour l'année 1907 ne fait que confirmer le développement tout à fait favorable de la Brasilianische Bank. Le commerce du Brésil fut très actif, ce qui tient surtout à une récolte très abondante du café (19,8 millions de sacs en 1907 contre 10,4 millions de sacs seulement en 1906) ; la banque profite de cet état de choses, elle développe son commerce qui est bien rémunérateur, et qui lui permet de donner un dividende de 10 0/0.

C. — Résultats obtenus par la Brasilianische Bank für Deutschland.

Nous avons vu, qu'en raison des relations économiques de l'Allemagne avec le Brésil et du développement de ce pays, il y avait tout avantage pour les grandes banques allemandes à avoir une banque nationale au Brésil. Cet avantage devait d'abord résulter des profits que la banque pouvait trouver dans un pays dépourvu de grands capitaux où, par suite, ceux qu'elle introduirait seraient bien rétribués ; c'était donc, en premier lieu, un avantage personnel pour la banque et pour ses actionnaires.

En second lieu, il y avait un avantage d'une portée beaucoup plus générale, avantage qui n'a plus d'utilité seulement pour l'institution créée, mais aussi pour l'économie nationale d'un pays qui est, de longue date, en relations directes avec le Brésil. A ce point de vue, aussi, les banques allemandes, dans leur ensemble, devaient trouver leur compte à être représentées dans un pays où, par ailleurs, le besoin de capitaux était réel.

Ainsi deux intérêts distincts avaient sollicité la création de la *Brasilianische Bank für Deutschland* : un *intérêt propre* à la banque, et l'*intérêt de l'économie nationale* allemande. Il s'agit de voir quels résultats a donné la banque à ces deux points de vue.

Nous savons que la *Brasilianische Bank* fut créée par deux banques allemandes : la *Discontogesellschaft* et la *Norddeutsche Bank*. Mais, aujourd'hui, elle est une *Tochtergesellschaft* de la *Discontogesellschaft* exclusivement, puisqu'en 1895, cette dernière a absorbé la *Norddeutsche Bank* (1). Par les circonstances de sa création, la *Brasilianische* ressemble donc à la *Deutsche Ueberseeische Bank* qui est une *Tochtergesellschaft* de la *Deutsche Bank* ; mais elle en diffère par l'étendue de son action limitée au Brésil, bien que ses statuts ne lui en fissent nullement une loi.

La banque travaille aujourd'hui avec son capital nominal de 10 millions de marks entièrement versés. Les succursales sont au nombre de 4 ; ce sont celles de *Rio-de-Janeiro*, de *São Paulo*, de *Santos* et de *Porto Alègre*. Ces succursales ont prospéré. A quelles circonstances le doivent-elles ? Il semble qu'elles devaient être gênées par le manque d'indépendance. Nous avons vu, en effet, que la banque de Hambourg avait rédigé des instructions très restrictives ; il semble bien qu'une banque ne peut prospérer en pays étranger que si elle peut s'adapter au milieu économique dans lequel elle se trouve. Les succursales de la *Brasilianische Bank* pouvaient-elles dans les conditions de dépendance où elles se trouvaient s'adapter au milieu brésilien ? Oui, parce que la maison de Hambourg pour la rédaction de ses instructions, pour les

(1) Par décision de l'assemblée générale, la *Norddeutsche Bank* transmet son actif, son passif et sa raison sociale, à la date du 16 avril 1895 à la *Discontogesellschaft*. Celle-ci, par les statuts de la même date, transforma la *Norddeutsche Bank*, en société en commandite par actions dont elle garde, à elle seule, le capital actions : 40 millions de marks.

limitations qu'elle imposait à l'activité des succursales, s'était toute pénétrée de la connaissance des conditions économiques et financières du Brésil. De là, une parfaite adaptation des succursales, au milieu dans lequel elles devaient se développer. Et si cette adaptation nécessaire était respectée, en même temps la sévérité des injonctions données à distance, avait forcé les succursales à s'abstenir de toute opération dange-reuse, de toute spéculation sur le cours du change. L'ordre était donné de n'accepter d'engagement qu'exprimé en or ; c'est grâce à cette disposition, comme le dit la Discontogesellschaft (1), que la banque avait pu traverser tant de crises monétaires, sans jamais avoir à éprouver de pertes vraiment importantes et sans se trouver une seule fois dans une situa-tion difficile au point de vue financier.

Ainsi donc, si le principe déjà posé par nous reste vrai, qu'une banque à l'étranger doive y fonctionner dans des con-ditions de liberté et d'autonomie qui lui permettent de se plier aux besoins spéciaux du pays, l'expérience de la Brasilianische Bank prouve que cette adaptation peut se faire par la seule centrale, si celle-ci connaît le milieu, le comprend et conforme ses instructions aux exigences locales. De cette façon, on garde tous les avantages des succursales libres dans leur ac-tion, et on ne court pas les risques qui peuvent provenir d'une trop grande indépendance. Telle fut la première cause des bons résultats de la Brasilianische Bank.

En second lieu, dans la mesure où la liberté était accordée à la direction des succursales, celles-ci furent dirigées d'une manière tout à fait remarquable. Jamais les succursales n'ont spéculé. Les directeurs des succursales ont toujours cherché à adapter la nature des affaires et à proportionner leur éten-due aux conditions économiques du moment ; ils ont cherché, dans la mesure du possible, à prévoir les conditions futures, c'est-à-dire qu'en présence d'indices défavorables, ils indi-

(1) *Denkschrift der Discontogesellschaft*, p. 80 et p. 209.

quent, dans leurs rapports et dans leurs plans, qu'ils se voient obligés de restreindre les affaires de la banque. Leurs prévisions indiquent une prudence telle, une connaissance si parfaite des conditions économiques que, le gouvernement brésilien, procédant à la réorganisation de la *Banco da Republica* en 1900, demanda à la *Brasilianische Bank*, le concours du directeur de la succursale de Rio-de-Janeiro ; c'est là un fait typique. Dans ces conditions, les affaires de la banque ont donné dès le début, des résultats satisfaisants, malgré une mauvaise situation économique. Nous avons, dans l'exposé de l'activité de la banque insisté sur ce fait. La banque a distribué aux actionnaires, les dividendes suivants :

En 1889	5 0/0
En 1890	10 0/0
En 1891-1892	16 0/0
En 1893	8 1/2 0/0
En 1894	10 0/0
En 1895-1899	12 0/0
En 1900	9 0/0
En 1901	8 0/0
En 1902-1903	6 0/0
En 1904	8 0/0
En 1905-1907.	10 0/0

Il est vrai que ces résultats sont moins satisfaisants, quand on les compare non plus avec les résultats des banques nationales brésiliennes, mais avec les résultats de la *London and Brazilian Bank Ltd* ; cette banque distribua un dividende de 14 0/0 en 1899-1901 et de 10 0/0 en 1902-1904. Seulement, il faut tout de suite dire qu'il serait vraiment peu sérieux d'apporter ici, comme élément de comparaison, le succès d'une banque anglaise qui date de 1862, qui pouvait profiter de tous les avantages d'une situation plus ancienne, et de l'avantage aussi que lui procurait le marché financier de Londres. Les banques allemandes avaient précisément pour but de se libérer du monopole anglais et se heurtaient à des difficultés qui rendent moins sensibles les différences de rendement. Notons

d'ailleurs que pour 1904, les dividendes de la banque anglaise se rapprochent de ceux de la banque allemande.

Aussi bien le but unique n'est-il pas de poursuivre uniquement un profit pécuniaire. A propos de chaque opération de la banque, il est dit qu'on doit se poser, en premier lieu, la question de la sécurité qu'elle présente ; ensuite celle de son utilité en général ; puis celle de son utilité au point de vue national. C'est seulement ensuite que doit intervenir la question des bénéfices. La grande solidité des affaires acceptées, une prudence, pourrait-on dire excessive, sont les causes de la prospérité constante de cette banque. La prudence avait peut-être pour effet de limiter dans une trop grande mesure, le développement des affaires, mais on ne peut pas lui reprocher une circonspection grâce à laquelle la banque possède, aujourd'hui, au Brésil, la réputation d'un établissement de tout repos. Le même soin poussait et poussera vraisemblablement encore dans la suite, la Brasilianische à se constituer des réserves importantes, afin de parer à toute éventualité. Nous donnons un tableau comparatif des ressources propres de la banque et de ses engagements. On pourra, du même coup, juger de la progression des engagements et de la progression des ressources ; on aura en même temps le tableau de la progression des affaires.

Ressources propres de la banque (marks).

Années	Capital- actions	Réserves légalés	Réserves spéciales	Total des ressources	Engagements de la banque	Total des ressources et des engagements
1889.	10.000.000	7.000	—	10.007.000	10.082.426	20.089.426
1890.	10.000.000	27.099	20.099	11.047.198	16.157.391	26.194.589
1891.	10.000.000	52.044	53.044	10.117.088	23.873.948	33.791.036
1892.	10.000.000	91.266	84.266	10.173.532	14.621.983	24.797.515
1893.	10.000.000	129.504	129.504	10.232.008	21.062.526	31.314.534
1894.	10.000.000	174.980	167.980	10.342.960	43.158.148	53.501.108
1895.	10.000.000	238.058	231.058	10.469.116	33.205.636	43.674.752
1896.	10.000.000	291.399	637.058	10.728.457	58.071.070	68.799.527
1897.	10.000.000	363.745	736.886	11.100.631	36.676.499	47.777.130
1898.	10.000.000	436.391	848.561	11.284.952	40.492.653	51.177.605

592 DEUXIÈME PARTIE. — SECTION II. — CHAPITRE I

1899.	10.000.000	514.532	1.048.561	11.563.093	49.801.197	61.364.290
1900.	10.000.000	562.430	1.096.459	11.658.889	57.043.896	68.702.785
1901.	10.000.000	608.806	1.142.836	11.751.642	61.816.982	73.568.624
1902.	10.000.000	643.106	1.177.135	11.820.241	32.132.089	43.932.290
1903.	10.000.000	677.405	1.211.435	11.888.840	35.670.863	47.459.703
1904.	10.000.000	723.782	1.257.812	11.981.594	41.921.927	53.903.521
1905.	10.000.000	782.236	1.316.266	12.098.502	56.281.330	68.389.832
1906.	10.000.000	840.690	1.374.720	12.215.410	64.067.993	76.283.403

Les opérations de banque que fait la *Brasilianische Bank für Deutschland* n'ont pas le caractère d'opérations bien compliquées. En effet, la banque fait presque exclusivement les opérations suivantes : elle s'occupe des paiements internationaux directs et indirects, fait le commerce des connaissements, escompte des lettres de change, fait des avances sur titres, etc... Mais par là même, elle devait servir, en premier lieu, le commerce national allemand, et nous touchons ainsi aux résultats de la *Brasilianische Bank* qui intéressent l'*économie nationale allemande*.

La *Brasilianische Bank* introduisit, la première, la *monnaie allemande* sur le marché brésilien, et établit un lien direct entre les commerçants de nationalité allemande au Brésil, et les commerçants ou fabricants de l'Allemagne, qui les fournissent. Comme le mot d'ordre était d'observer une grande prudence pour les ouvertures de crédit, l'établissement de relations entre la banque et ces commerçants était, en Allemagne, le criterium de leur solvabilité. En somme, dans ses appréciations, la banque se trompa rarement et ne subit de ce chef qu'une seule perte notable.

Quant à l'avantage général qu'il y a, pour le commerce national et pour l'industrie nationale, à avoir une banque allemande au Brésil, il n'y a rien à dire de particulier pour la *Brasilianische Bank* ; ce qu'il faut noter seulement à propos de cette banque, c'est qu'elle fut toujours particulièrement préoccupée de servir les intérêts économiques allemands. Elle dit, dans ses premiers bilans (1), qu'elle a acquis la certi-

(1) Bilan de la *Brasilianische Bank für Deutschland*, année 1889.

tude de pouvoir, par son activité, exercer la plus heureuse influence sur le commerce national allemand. Elle exprime aussi son intention de procurer à ses nationaux tous les avantages dont jouissent notamment les commerçants anglais, grâce aux banques anglaises établies au Brésil.

Il faut tout de suite ajouter que ces avantages généraux ne peuvent être estimés de façon précise, pour les mêmes raisons que nous avons déjà indiquées à propos de l'étude de la Deutsche Ueberseeische Bank. Le commerce allemand, nous le savons, est aujourd'hui très actif au Brésil, les relations commerciales allemandes ont presque doublé dans ce pays, dans une période de 10 ans (1). Sans doute, l'activité de ce commerce tient principalement au développement intense de l'Allemagne, au point de vue économique, et à l'accroissement de son commerce extérieur, mais il est certain que la banque allemande a joué un rôle, et que ses efforts, attestés dans ses bilans, ne sont pas restés vains. D'autre part, le commerce actif de l'Allemagne devait avoir la plus grande influence sur les affaires de la banque elle-même. Nous savons que la création de cette banque fut provoquée par ce commerce actif. Il y a donc là, une influence réciproque bien-faisante dont profite, en dernier lieu, l'économie nationale de l'Allemagne.

Nous ne pouvons apprécier en chiffres ces avantages, mais nous pouvons juger de ce qu'ils pouvaient être par l'empressement avec lequel les commerçants allemands établis au Brésil, aussi bien que les grandes firmes allemandes, ont accueilli la nouvelle de la création de la banque, par les encouragements qu'ils lui ont accordé constamment, quand elle fut constituée. C'est sollicitée par le commerce allemand, qu'elle a établi des succursales à Santos d'abord, à Porto Alègre ensuite. Un rapport du consul allemand au Brésil (2)

(1) Cf. ce que nous disions de l'activité de cette banque.

(2) *Deutsches Handelsarchiv*, juin 1892.

nous dit d'autre part : « Les relations économiques entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie d'un côté, le Brésil de l'autre ; surtout celles qui étaient établies avec Rio, Santos et São Paulo se faisaient par l'intermédiaire des banques anglaises à Rio, elles se font maintenant par l'intermédiaire de la banque allemande... » Nous lisons d'autre part, dans l'ouvrage de Sonndorfer (1) : « que les grandes maisons de Hambourg, pour leurs encaissements et leurs affaires, utilisent la *Brasilianische*, mais que la *Länderbank* de Vienne l'utilise également et que, même des maisons françaises, malgré l'existence d'une banque française à Rio, recourent à elle ». Ainsi, non seulement l'Allemagne, mais l'étranger recherche les services de la banque.

Il faut toutefois introduire ici quelques réserves. Toutes les relations entre l'Allemagne et le Brésil ne se font pas par l'intermédiaire de la *Brasilianische* ; les Allemands utilisent encore, quand l'intérêt les y pousse, l'intermédiaire des banques anglaises. On nous a affirmé que le recours aux banques anglaises était de moins en moins fréquent, cependant il reste encore non négligeable, de l'aveu des Allemands eux-mêmes. Inversement, si la Banque allemande ne monopolise pas le commerce de banque entre allemands, elle traite journellement des affaires qui intéressent d'autres pays que l'Allemagne, des affaires françaises, comme le constate Sonndorfer et des affaires d'autres pays. Son commerce n'est donc pas exclusivement national, mais il l'est *essentiellement*.

La *Brasilianische Bank für Deutschland* s'est spécialisée dans le commerce régulier de banque, et les affaires faites par la banque, en dehors de ce commerce régulier, sont bien rares. Ce n'est pas que ces affaires soient défendues à la banque ; son indépendance est même assez grande. Au moment de sa création, on voulait qu'elle fût, en quelque sorte, le représentant de la finance allemande au Brésil et pût servir de

(1) Sonndorfer, *Technik des Welthandels*, t. I, p. 254.

pionnier pour le placement des capitaux allemands. C'est là ce qui avait déterminé la Discontogesellschaft à participer à la fondation de la Brasilianische Bank, estimant que la banque pouvait lui être utile dans les opérations financières, qu'elle voulait faire avec le Brésil. La Discontogesellschaft a participé à trois emprunts du Brésil en 1895, en 1897 et en 1898, mais la Brasilianische Bank n'y prit pas part. Pour le placement des capitaux allemands à l'étranger la banque eut donc peu d'utilité, elle ne fit qu'une seule affaire en ce sens : c'est en 1889 quand, par son intermédiaire, par la participation de la Discontogesellschaft et de la Norddeutsche Bank, fut émis l'emprunt de priorité à 5 0/0 de la société brésilienne des chemins de fer *Oeste de Minas*. On sait que les titres ne se plaçaient pas ; la Brasilianische Bank intervint auprès du gouvernement brésilien pour régler l'affaire.

Tels sont les résultats de la Brasilianische Bank für Deutschland. Pendant 20 années de son existence, nous l'avons vue poursuivre avec la plus grande prudence son intérêt commercial, tout en servant les intérêts nationaux. Pour réussir à ces deux points de vue, la banque ne pratiqua que le commerce régulier de banque, et même dans ce commerce elle a su se limiter et se restreindre aux opérations d'une solidité indiscutable. Elle a pris, par là, une des meilleures places parmi les établissements du même genre, qui se trouvent au Brésil ; son influence personnelle sur la vie financière du pays est certaine ; elle s'est manifestée par des faits positifs. Dans ces conditions, un avenir prospère lui est assuré.

Etablie sur des bases solides, elle semble bien décidée, par la suite, à vouloir pratiquer uniquement le commerce régulier de banque ; ayant moins à redouter les imperfections de la monnaie brésilienne, qui s'est sensiblement améliorée en ces dernières années, elle se présente comme un établissement offrant des avantages particuliers à ses actionnaires, et développant utilement, au loin, l'influence économique allemande.

Actif en marks .

Brasilianische Bank für Deutschland.

1889-1907.

Années	Obligations des actionnai- res sur le capital non versé	Caisse et avoir en banque	Portefeuille	Avances sur titres Lombards)	Effets propres	Débiteurs	Meubles	Immeubles	Total
1889	7,300,000	5,151,207,03	710,488,39	3,947,985,96	—	2,779,654,90 ⁴	—	—	20,089,426,28
1890	7,500,000	4,732,587,14	1,934,268,30	6,622,145,96	779,900,13	4,625,687,32 ²	—	—	26,194,388,85
1891	7,500,000	9,392,128,67	4,188,080,14	5,258,231,48	300,000	7,152,595,08	1	—	33,791,036,37
1892	7,500,000	7,538,589,62	3,381,393,31	2,683,319,87	1,354,331	2,439,880,62	1	—	24,797,915,42
1893	4,500,000	13,572,840,13	5,677,134	2,119,718,32	1,293,389,70	3,949,938,96	14,230,58	187,282,23	31,314,533,92
1894	4,500,000	26,026,112,50	12,963,732,68	2,058,744,10	1,204,512,30	6,556,211,26	2	191,793,04	53,501,107,88
1895	4,500,000	10,798,928,54	14,221,765,74	5,770,042,62	1,905,121,30	6,229,780,86	7,265,97	241,845,52	43,674,732,55
1896	—	24,008,319,44	24,331,900,51	11,974,762,24	2,103,851,46	5,580,689,67	383	200,000	68,799,327,15
1897	—	22,160,210,43	11,712,952,33	6,078,502,55	—	4,547,928,09	4	400,000	47,777,130,41
1898	—	21,878,404,73	13,497,147,63	8,263,649,15	3,488,405,76	3,989,993,65	4	660,000	51,777,604,92
1899	—	24,385,679,09	17,465,404,97	10,310,254,11	3,754,039,29	4,548,888,22	4	700,000	61,364,290,31
1900	—	21,665,290,51	21,693,578,15	13,337,400,69	3,555,119,51	7,312,984,89	4	1,088,407,50	68,702,783,28
1901	—	33,493,483,79	17,395,188,48	11,917,997,73	3,550,907,71	6,159,400,58	4	1,051,551,23	73,664,623,52
1902	—	15,801,779,65	10,683,990,71	8,738,275,07	2,973,059,32	4,667,018,11	4	1,108,162,91	43,952,289,77
1903	—	13,425,886,98	16,847,604,81	10,063,221,81	2,798,206,37	3,192,636,16	4	1,132,143,24	47,459,703,37
1904	—	14,589,939,14	21,632,668,57	11,192,428,73	2,541,888	2,861,599,15	5	1,084,991,97	53,803,320,56
1905	—	18,016,904,32	27,025,208,25	16,248,210,69	2,535,258,53	3,255,279,91	5	1,278,965,10	68,389,831,80
1906	—	16,866,776,28	26,143,518,28	20,547,824,94	3,683,164,69	7,719,256,11	4	1,162,858,57	76,283,402,87
1907	—	18,193,120,79	26,570,625,93	15,355,914,39	3,135,752,13	10,436,328,59	4	891,719,75	74,583,465,58

1. Dont une somme de 56,129,59, portée comme divers.

2. Y compris 7,444,52 M. comme divers.

Années	Capital- action	Réserve légale	Réserve spéciale	Accepta- tions	Dépôts	Fonds de compensa- tion des va- riations du change	Créditeurs	Solde des frais d'adminis- tration à Ham- bourg et à Rio-de-Janeiro	Compte des gains et pertes	Total
1889	10.000.000	—	—	24.952,47	1.780.621,29	198.138,27	7.799.314,25 ⁴	46.400	140.000	20.089.456,28
1890	10.000.000	—	—	144.834,14	1.448.233,16	516.044,24	13.631.528,55 ⁴	44.000	402.976,76	26.194.588,85
1891	10.000.000	27.098,84	20.098,84	15.016,27	2.130.846,85	1.316.348,20	18.562.243,14 ⁴	100.996,77	1.618.417,46 ⁴	33.791.036,37
1892	10.000.000	62.043,48	55.043,47	74.873,80	2.132.141,92	1.219.862,23	9.538.687,93 ⁴	104.585,28	1.590.277,31 ⁶	24.797.515,42
1893	10.000.000	91.265,88	84.265,88	160.496,16	3.638.823,36	322.299,65	14.957.231,24 ⁷	124.897,54	1.935.254,21 ⁴	31.314.533,92
1894	10.000.000	129.503,58	122.503,58	175.424,18	4.521.686,06	269.848,35	35.833.487,90 ⁸	164.345,27	2.284.308,96 ¹⁰	33.301.107,88
1895	10.000.000	238.050,17	231.058,17	60.161,95	4.481.623,15	—	27.109.169,19	2.615,64	1.542.087,28	43.674.752,55
1896	10.000.000	291.398,55	637.058,17	63.261,39	4.021.731,17	—	52.663.933,59	10.668,08	1.111.456,20	68.798.527,15
1897	10.000.000	363.744,79	736.885,84	43.475,31	7.797.879,90	—	27.082.289,01	14.469,24	1.738.386,62	47.777.430,41
1898	10.000.000	436.390,51	848.561,42	417.104,02	42.062.867,88	—	26.267.538,42	14.529,14	1.730.613,53	61.777.604,92
1899	10.000.000	514.531,83	1.048.561,42	134.833,18	11.660.358,76	—	36.249.684,40	14.529,14	1.742.113,18	61.364.290,31
1900	10.000.000	662.429,58	1.096.459,15	198.894,23	14.340.393,07	—	41.172.063,97	6.722,32	1.325.890,96	68.702.785,28
1901	10.000.000	608.806,39	1.442.835,96	281.575,19	9.066.083,34	—	51.236.751,93	6.334,11	1.226.246,60	73.568.623,52
1902	10.000.000	643.105,91	1.177.135,48	496.324,26	5.400.377,15	—	25.119.129,51	3.320,16	1.012.887,30	43.952.289,77
1903	10.000.000	677.405,43	1.211.435,—	484.172,16	6.253.534,—	—	27.817.994,12	3.513,68	1.011.648,98	47.459.703,37
1904	10.000.000	723.782,24	1.257.811,81	573.852,94	6.940.278,93	—	33.162.937,31	6.956,52	1.237.900,81	53.903.520,56
1905	10.000.000	882.236,35	1.316.265,92	1.314.194,97	7.469.837,56	—	46.033.112,19	—	1.464.184,81	68.389.831,80
1906	10.000.000	840.690,46	1.374.720,03	1.830.886,95	15.421.032,58	—	45.329.046,76	—	1.487.026,09	76.283.402,87
1907	10.000.000	903.975,48	1.438.005,05	1.550.042,97	13.600.792,64	80.000 ¹¹	45.507.100,08	—	1.503.549,36	74.583.465,58

1. Y compris une somme de M. 47.307,20 portée comme divers et une somme de M. 2.423.706,64 portée comme avoir de la centrale de Hambourg et de Rio-de-Janeiro.

2. — — — — —
1.940.144,86

3. Y compris une somme de M. 1.483.651,80 portée comme avoir de la centrale de Hambourg.

5. — — — — —

7. — — — — —

9. — — — — —

4. Y compris une somme de M. 826.844,43 portée comme gain brut de la succursale de Rio-de-Janeiro.

6. — — — — —

8. — — — — —

10. — — — — —

11. Cette somme constitue le fonds de pension pour le personnel.

et de São-Paulo.

BENÉFICE BRUT				EMPLOI DES BÉNÉFICES											
Années	Bénéfices des sucursales à Rio de Janeiro, Santos, Porto Alegre	Bénéfices de la Centrale de Hambourg	Reliquat de l'année précédente	Total des bénéfices disponibles	Frais généraux et impôts		Amortissement sur immobilisations	Réserve		Réserve spéciale	Tanlème	Dividende		Report à nouveau	Total
					Montant	0/0		légal	Réserve			Montant	0/0		
1889	179 556,46	78 087,36		257 643,82	117 643,82			7 000	20 098,84		7 000	125 000	5	1 000	257 643,82
1890	458 264,87	1 082,30	1 000,—	460 347,17	57 370,41			20 098,84	34 944,64		20 098,84	250 000	10	92 680,24	460 347,17
1891	826 544,43	1 916,59	92 680,24	921 441,26	129 868,23			34 944,64	29 232,40		34 944,64	400 000	16	286 739,11	921 441,26
1892	719 090,30	26 601,39	286 739,11	1 032 430,50	161 243,79			29 232,40	38 237,70		38 237,70	625 000	8 1/2	383 519,81	1 032 430,50
1893	566 920,22	158 479,43	383 519,81	1 328 979,46	180 705,47			38 237,70	45 476,36		45 476,36	775 000	10	406 659,06	1 328 979,46
1894	766 280,82	122 460,35	381 060,89	1 559 742,06	233 394,35			45 476,36	63 078,23		63 078,23	975 000	12	503 989,03	1 559 742,06
1895	1 872 107,61	183 851,42	406 659,06	2 462 618,09	558 725,11			63 078,23	72 346,24		72 346,24	2 000 000	12	438 115,82	2 462 618,09
1896	2 170 940,40	327 684,34	558 115,82	2 956 740,76	845 279,80			72 346,24	72 645,72		72 645,72	2 000 000	12	430 320,38	2 956 740,76
1897	2 234 035,34	327 666,54	560 338,3	3 042 622,31	962 261,47			72 645,72	78 141,34		78 141,34	1 200 000	12	436 167,81	3 042 622,31
1898	2 260 244,12	397 958,20	556 467,81	3 014 670,14	995 375,62			78 141,34	47 897,73		47 897,73	900 000	12	388 198,23	3 014 670,14
1900	1 751 930,37	393 835,72	463 011,84	2 638 777,93	1 217 811,31			47 897,73	46 376,81		46 376,81	800 000	8	390 473,99	2 732 599,09
1901	1 808 138,72	466 262,14	388 198,23	2 722 599,09	1 404 588,87			46 376,81	34 299,52		34 299,52	600 000	6	384 746,—	2 902 409,09
1902	1 603 119,50	506 815,60	390 473,99	2 502 409,01	1 421 672,75			34 299,52	34 299,52		34 299,52	600 000	6	384 746,—	2 494 927,16
1903	1 628 317,09	471 864,07	394 746,—	2 494 927,16	1 415 359,14			34 299,52	16 376,81		16 376,81	800 000	8	402 038,21	2 888 468,59
1904	2 087 764,54	407 128,57	393 577,08	2 888 468,59	1 443 987,33			16 376,81	58 454,11		58 454,11	1 000 000	10	412 010,90	3 781 871,19
1905	2 956 729,85	423 103,13	402 038,21	3 781 871,19	2 062 847,13			58 454,11	58 454,11		58 454,11	1 000 000	10	434 852 18	3 928 363,85
1906	3 154 973,29	361 377,66	412 010,90	3 928 362,85	2 238 715,25			58 454,11	63 285,02		63 285,02	1 000 000	10	444 118,92	4 056 166,63
1907	3 300 693,66	320 620,79	434 852,18	4 056 166,63	2 218 958,70			63 285,02				1 000 000	10		

1. Dont une somme de 81.000, destinée au fonds de pension pour le personnel.

§ III. — BANK FÜR CHILE UND DEUTSCHLAND

A. — Intérêts allemands au Chili, et relations commerciales de l'Allemagne avec ce pays.

Dans les relations commerciales du Chili avec l'étranger, l'Allemagne tient la seconde place; elle vient tout de suite après l'Angleterre. Le mouvement de ses importations et de ses exportations au Chili, représente en 1906 : 217,4 millions de marks (celui de l'Angleterre avec le Chili 20 à 30 millions de marks en plus). En 1902, il était de 145,3 millions. On trouve, au Chili, de 170 à 180 maisons de commerce allemandes, qui servent également d'intermédiaires pour le commerce avec l'Angleterre et, en ces derniers temps, avec les Etats-Unis. Elles sont situées pour la plupart, dans le centre. Au nord, se trouvent seulement les entreprises allemandes d'exploitation du nitrate. Les maisons de commerce allemandes disposent d'un capital et d'un crédit d'environ 160 millions de marks; 25 millions sont d'autre part affectés à l'exploitation du nitrate. Les capitaux allemands effectivement engagés dans des entreprises industrielles au Chili, dans les mines, dans l'exploitation du nitrate, sont estimés à 110 millions de marks; les propriétés foncières allemandes à 20 millions de marks (1).

Les exportations allemandes au Chili, en baisse en 1902 et en 1903, ont, depuis, constamment et progressivement augmenté. Il en est de même des importations du Chili en Allemagne. On en jugera par le tableau suivant qui donne, en millions de marks, le mouvement des importations et des exportations pour une durée de 9 ans (2) :

(1) *Die Entwicklung der deutschen Seeinteressen*, p. 157.

(2) *Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich*, 1907.

	1898	1899	1900	1901	1902
Importations du Chili en Allemagne.	83,0	93,4	89,3	100,7	113,0
Exportations de l'Allemagne au Chili.	20,3	28,1	39,9	34	32,3
	1903	1904	1905	1906	
Importations du Chili en Allemagne. .	93,7	112,8	168,3	145,0	
Exportations de l'Allemagne au Chili. .	112,8	44,7	53,5	72,4	

Ce que l'Allemagne importe principalement du Chili, c'est le *nitrate*. En 1905, sur 168,5 millions d'importations, le *nitrate* entre pour 110,7 millions. En 1906, sur 145 millions, il entre pour 124. Ensuite vient le *coton* : pour 5,2 millions en 1905.

Ainsi, les relations économiques de l'Allemagne avec le Chili ont pris une importance croissante, et les intérêts allemands au Chili sont indiscutables. Les banques allemandes furent donc attirées au Chili, comme elles l'avaient été au Brésil par l'importance du marché du café. Ici, c'est le commerce du *nitrate* qui présente le plus grand intérêt pour les grandes maisons de Hambourg en relations directes avec les exportateurs du Chili, aussi l'initiative de l'établissement d'une banque au Chili vint elle d'une banque de Hambourg.

B. — Historique de la *Bank für Chile und Deutschland*.

La Révolution de 1891 avait notablement atteint le crédit des banques indigènes chiliennes. On pouvait dès lors espérer qu'une banque ayant derrière elle des établissements sérieux, et disposant de grands capitaux, inspirerait confiance et pourrait réaliser des bénéfices importants. Une autre circonstance favorisa la création d'une banque allemande au Chili : la *Banco de Chili*, la plus importante des banques chiliennes, se décida, sous l'influence du gouvernement, à changer de siège, et s'installa à Santiago (elle était à Valparaiso auparavant). De ce fait, les commerçants allemands faisant partie du « board » de la banque se trouvaient dégagés, et pouvaient entrer dans la direction ou dans le comité local de la banque allemande à créer. Or, c'est, nous le savons, une

bonne fortune et presque une nécessité pour une banque, d'être dirigée par des personnes qui connaissent le pays où elle doit exercer son commerce.

La banque fut fondée le 10 octobre 1895, dans les mêmes conditions que la *Brasilianische Bank für Deutschland*, c'est-à-dire par la coopération de deux banques allemandes : la *Norddeutsche Bank* et la *Discontogesellschaft* (1). On procéda immédiatement à l'installation d'une succursale à *Valparaiso*. Cette installation et la mise en train des affaires furent faites par un membre de la direction de la *Norddeutsche Bank*, qui était en même temps membre de la direction de la *Bank für Chile und Deutschland*. Une fois établie, la succursale fut remise à son directeur qui était le subordonné de la Banque centrale.

La *Bank für Chile und Deutschland* a son siège à Hambourg, c'est là que se trouve l'administration de la banque. Mais l'activité principale se trouve dans la succursale de Valparaiso. Elle a pour *objet* le développement des affaires de banque et des affaires commerciales entre le Chili et l'Allemagne, sans en exclure toutefois les autres pays (2) ; et la banque peut prendre part à la création des institutions d'outre-mer qui auraient un but analogue (art. 3).

Le capital de la banque est fixé à 10 millions de marks et divisé en 1000 actions. Un premier versement de 25 0/0 fut effectué immédiatement et donna 2.500.000 marks.

La banque a une direction (de deux ou plusieurs membres), un conseil d'administration de 7 à 15 membres, et une assemblée générale. D'après l'article 32 des statuts, les bénéfices nets sont employés de la façon suivante : 1° 5 0/0 constituent la réserve légale ; 2° on peut consacrer jusqu'à 5 0/0 à la ré-

(1) Nous savons que ces deux banques avaient fusionné le 16 avril 1895.

(2) Statuts de la banque, art. 2. Ce n'est qu'en 1906 que deux succursales furent ouvertes en Bolivie.

serve spéciale ; 3° le dividende des actionnaires peut aller jusqu'à 4 0/0 du capital versé ; 4° 8 0/0 de ce qui reste sont réservés à chaque membre du conseil d'administration, sans que la somme puisse être inférieure pour chacun à 2.000 marks (si cette somme n'était pas atteinte elle serait portée au chapitre frais généraux) (1) ; 5° le reste est divisé entre les actionnaires comme dividende supplémentaire.

C. — Activité de la Bank für Chile und Deutschland.

La succursale de Valparaiso entre en activité le 15 janvier 1896. Dans ses débuts, elle fut aidée surtout par les maisons de commerce allemandes établies à Valparaiso ; ce sont les représentants des trois principales firmes allemandes. *Vorwerk und Co*, *E. und W. Harat* et *Weber und Co* qui entrèrent dans le comité local de la banque. C'est grâce à cette aide, et à l'accueil favorable que lui fit le commerce allemand qu'elle prit assez vite de l'importance au Chili et sur le marché des traites, malgré l'activité de la concurrence.

Les affaires de la banque, comme toutes les affaires au Chili, furent influencées par l'introduction de l'étalon d'or dans ce pays (2).

Pendant de longues années, le cours du change au Chili avait été défavorable et en baisse continue (3).

(1) Cette disposition n'est exacte que depuis 1899, époque à laquelle on a modifié les statuts.

(2) Par la loi du 11 février 1896 fut introduit l'étalon d'or au Chili. Le doblon devait avoir 5.99103 gr. d'or, 11/12 de fin ce qui donne 1 £ = 13 1/3 pesos et 1 peso = 18 pence (Sonndorfer, *Technik des Welthandels*, t. I, p. 260).

(3) Il semble à première vue que ces deux propositions soient conciliables : quand le change est défavorable, son cours monte, telle est la vérité théorique, c'est-à-dire que la monnaie indigène s'échange plus difficilement et à plus haut prix contre la monnaie étrangère. Mais il faut modifier ce résultat théorique par un détail d'ordre technique et pratique. Les places chiliennes donnent, suivant une formule par elle-même peu expressive, « le certain » et reçoivent « l'incertain »,

Espérant une amélioration du cours du change, les créanciers européens avaient maintenu près des banques du Chili leurs capitaux. Cet argent profita à l'économie nationale du Chili, car il permit de constituer du crédit à un taux d'intérêt relativement peu élevé. Mais, avec la réforme monétaire, le papier-monnaie qui, au change, était au cours de 12 pence, monta à 17 3/4 pence, parce qu'il était devenu convertible à 18. Les créanciers européens voulurent profiter de cette hausse de cours et retirèrent leurs capitaux. On ne pouvait espérer, en effet, que le cours pût devenir plus favorable et l'on sentait bien que le taux du change baisserait. Les traites à échéance lointaine furent immédiatement cotées plus bas que le cours du moment. De là des spéculations. Mais les établissements qui ne voulaient pas spéculer sur une différence de cours devaient se couvrir au cours actuel, et par suite de son taux élevé, éprouver des pertes notables (1). Ce fut le cas pour la banque dont nous nous occupons.

Par suite du retrait brusque des capitaux européens, la pénurie du capital se fit sentir, et le commerce fut paralysé. Mais ceci fut un résultat relativement heureux pour la Bank für Chile : elle regagna ses pertes au change en élevant le taux de l'intérêt, ce qui devenait possible en l'absence d'une concurrence sérieuse. C'est dans ces circonstances qu'elle put engager la totalité de son capital versé. Malheureusement, les frais d'établissement de la succursale avaient été considérables, et tous les bénéfices de la Banque furent employés à les couvrir ; ils n'y suffirent même pas. Les frais d'établissement étaient de 175.358.63 marks, il resta au compte des pertes

c'est-à-dire que sur ces places, l'unité d'évaluation de la monnaie indigène est la monnaie étrangère, en l'espèce la monnaie anglaise. Dès lors, on voit clairement qu'une diminution de valeur d'échange de la monnaie nationale aboutit à une baisse du cours du change, puisque la monnaie nationale s'exprime en fonction d'une monnaie étrangère restée identique à elle même.

(1) Bilan de la Bank für Chile 1896.

une somme de 19.616,91 marks que la banque espérait couvrir dans l'avenir.

Vers la fin de 1896, la situation s'annonçait meilleure : la crise causée par l'introduction de l'étalon d'or a pris fin. Mais le Chili est maintenant éprouvé d'un autre côté : une crise se manifeste dans l'exploitation du nitrate, dont le prix de vente diminue constamment. Ce fait, joint à la mauvaise récolte de l'année, amène une crise générale : les maisons d'importation au Chili ne peuvent plus se faire payer, les faillites sont nombreuses, les forces d'acquisition du pays très diminuées.

La Bank für Chile ne fait cependant pas de pertes ; au contraire, sa succursale à Valparaiso travaille d'une façon régulière et agrandit le cercle de ses affaires. Le 23 septembre 1897, une succursale fut ouverte à *Santiago*. Les bénéfices nets de la banque furent pour cette deuxième année de son existence de 208.985,08 marks.

On va voir combien la banque avait eu raison de se tenir en dehors de toutes les spéculations sur les variations monétaires et le change. Bientôt devait éclater la grande crise monétaire du Chili ; le gouvernement revient au régime du papier monnaie, en émettant au mois de juillet 1898 pour une somme de 50 millions de pesos de papier-monnaie. A partir de cette date, nous nous trouvons à nouveau en présence de toutes les variations du cours du change que comporte nécessairement tout régime de papier-monnaie. Bien que le commerce de la Bank für Chile fût très prudent, et qu'elle restât, en dehors de toute spéculation directe, elle éprouva cependant des pertes : la banque en effet avait travaillé de concert avec les banques du Chili, et elle n'avait pas ménagé les sacrifices imposés par la nouvelle crise monétaire. A la suite, en effet, d'une baisse des cours du change (de 17 3/4 d. en janvier 1898 à 17 d. le 30 juin), les banques du pays tentèrent de s'entendre pour maintenir le cours du change, et par suite, prirent des engagements et tirèrent sur l'étranger à découvert. La Bank für Chile elle-même participa au mouvement ;

elle donna même dans un moment critique, une partie de sa réserve en or pour acheter des traites sur Londres, et utilisa son crédit à l'étranger en tirant des effets de commerce au delà de ses couvertures (1).

Ses pertes furent alors de 155.000 pesos, en y comprenant celles qui provenaient de la déconfiture d'une grande maison de commerce à Valparaiso. Les banques, elles, ne purent d'ailleurs pas enrayer la crise et maintenir le cours du change. La baisse en était sans cesse accentuée par l'émigration croissante des capitaux européens engagés au Chili. En effet, le retrait de ces capitaux déterminait au Chili de la part des créanciers européens une demande croissante de traites sur l'Europe. Leur valeur exprimée en monnaie chilienne haussait donc, ce qui revient à dire que l'unité monétaire chilienne avait une force d'acquisition moindre, baissait au change dans son expression en monnaie anglaise. Dans le pays même, on se précipite pour retirer des banques les dépôts en or et faire convertir le papier en espèces métalliques. La demande d'or était telle que les banques d'émission ne pouvaient plus répondre à leurs engagements.

La crise était à son maximum, le 6 juillet 1898, date à laquelle les déposants retirèrent leurs valeurs de la Bank für Chile, comme des autres banques. Aussi, le gouvernement permit-il de suspendre les paiements jusqu'au 11 juillet. Puis, il accorda un concordat général de 30 jours. En même temps, cette idée se faisait jour qu'il serait impossible de maintenir l'étalon d'or ; la suspension générale des paiements était due au manque de capitaux et de numéraire, les banques d'émission avaient, avant la crise, réduit au minimum leur émission : l'instrument de circulation faisait par suite défaut. C'est pourquoi le gouvernement décida de revenir au régime du papier-monnaie et ordonna, à la date du 12 juillet, l'émis-

(1) Bilan de 1898.

sion des billets de banque dont nous parlerons (1) plus tard. De ce papier monnaie, la Bank für Chile reçut, en avance du gouvernement, un dépôt de 1.900.000. Pendant le délai du concordat, la Bank für Chile s'efforça de satisfaire ses clients les commerçants allemands, et mérita leurs remerciements par la façon dont elle tâcha d'atténuer pour eux les difficultés de la crise. Bien entendu, elle ne pouvait pas faire ses paiements en or, car elle subissait les effets du concordat pour les engagements pris vis-à-vis d'elle. On avait d'abord pensé que seules les banques nationales profiteraient du concordat mais on devait bientôt reconnaître qu'il était impossible de maintenir pour une banque, fût-elle étrangère, l'obligation de satisfaire à ses engagements, quand ses débiteurs étaient relevés des leurs. Dès qu'on eût renoncé à l'étalon d'or, on constata une baisse du cours du change. Il était à 16 d. quand on adopta le régime du papier-monnaie ; il est, le 16 août, tombé à 12 d. Cette baisse provient de l'effort fait par les déposants pour convertir leurs titres en monnaie européenne, la seule monnaie saine, et de l'effort corrélatif des débiteurs pour acquitter avec du papier-monnaie les engagements pris par eux de payer en or. Cette baisse du cours du change, ces suspensions de paiement ne pouvaient être sans influence sur le commerce : les importations sont, comme il arrive du fait d'une mauvaise monnaie, à peu près annihilées ; au contraire, les exportations, moyen d'introduction d'une monnaie saine, sont plus actives ; elles portent en particulier sur le nitrate et le cuivre. On exporta en 1898 : 28.044,249 quintaux de nitrate tandis qu'en 1897 on avait exporté seulement 25 445 455 quintaux. Pour le cuivre, les chiffres sont en 1898 de 554,538 quintaux et étaient seulement de 482.112 en 1897. Cette activité de l'exportation était profitable pour le cuivre, dont le prix commençait à hausser, les quantités exportées

(1) V. Bilan de la *Bank für Chile und Deutschland* et de la *Deutsche Ueberseeische Bank*, 1898, puis *Deutsches Handelsarchiv*, juin 1899.

ne suffisant pas à faire baisser le prix ; elle l'était moins pour le salpêtre dont les prix baissaient, et que le Chili, seul producteur avec le Pérou, fournissait en quantité surabondante. Telles furent les perturbations économiques qui marquèrent au Chili l'année 1898.

Au milieu de ces difficultés, la situation de la Bank für Chile put rester bonne. Les affaires permirent non seulement de couvrir les frais généraux alors accrus par l'établissement de succursales nouvelles, mais même de réaliser un bénéfice net de 84.580,24 marks. Ce bénéfice, sans être considérable en lui-même, prend une importance notable quand on songe qu'il fut réalisé en pleine crise. Les succursales nouvelles devaient d'ailleurs répandre leur activité dans tout le Chili : le 11 mars 1898, une succursale avait été ouverte à *Conception*, et une caisse de dépôt avait été créée à *Santiago-Estacion*.

Les années suivantes les effets de la crise se firent encore sentir : les importations restèrent en diminution, les exportations demeurèrent actives. Mais comme on avait besoin de peu de traites sur l'étranger, étant donné le peu d'importations à solder, le cours du change commençait à se relever ; ainsi, nous voyons qu'en 1899, le cours est de 16 1/2 d., tandis qu'en 1898 il n'était que de 12 1/2 d. En 1900, le cours atteint 17 3/8 d. Il n'y a eu de baisse que vers la fin de 1901 ; la prime de l'or qui était au commencement de l'année 1901 de 3 0/0, était de 27 1/2 0/0 vers la fin de l'année.

En même temps, les exportations devenaient plus fructueuses, le nitrate ayant, comme le cuivre, haussé de valeur. En 1899, la hausse est de 10 0/0 pour le cuivre. Les exportations sont :

en 1899 : 30.361.296	quintaux de nitrate et	552.097	quint.	cuiv.
en 1900 : 31.700.000	»	565.016	»	»
en 1901 : 27.300.000	»	679.016	»	»

Pendant cette période de prospérité relative, les affaires de la Bank für Chile se développèrent constamment ; les deux suc-

curiales de Valparaiso et Santiago prospérèrent ; seule, la Caisse de dépôt de Santiago-Estacion n'a pas répondu aux espérances de la banque. Elle fut fermée, mais sa clientèle passa à la succursale de Santiago. Les bénéfices nets se chiffrent de la façon suivante :

en 1899 : 255.218,10 marks.

en 1900 : 257.735,80 marks.

en 1901 : 236.898,15 marks.

Cette année même où les bénéfices sont moins élevés, le dividende est encore de 7 0/0.

Ces résultats, la banque les devait sans doute à un meilleur état des affaires, à un marché monétaire favorable, mais elle les devait aussi à la cherté de ses opérations. On lit dans un rapport du conseil de Valdivia (1) que la banque prélevait en 1899 : 1° un intérêt de 8 0/0 sur les prêts en compte courant ; 2° une commission annuelle de 1/2 0/0 sur les comptes courants ; le taux d'intérêt contre « document » à court terme était de 9 0/0. La banque offrait au contraire un intérêt de 1 0/0 pour les dépôts remboursables à vue ; et pour les dépôts remboursables sur préavis de 2 à 6 mois : de 2 à 6 0/0.

Un taux d'intérêt aussi élevé devait avoir une influence débilite sur l'activité du pays ; la situation de l'agriculture notamment était assez critique (au Chili, l'agriculteur travaille surtout avec du crédit, crédit souvent même en disproportion avec les capitaux possédés en propre par lui). Le taux de l'intérêt étant de 7 à 8 0/0, les frais d'amortissement de 2 0/0 (2), la culture n'était plus rémunératrice. En même temps, le cours du change allait baisser de nouveau vers la fin de 1901. La conversion du papier-monnaie qui devait avoir lieu en 1902, fut en effet retardée de 3 années, malgré la création en 1898 d'une caisse de conversion qui possédait des fonds suffisants. Mais on craignait que l'étalon d'or ne pût

(1) *Deutsches Handelsarchiv*, janvier 1901.

(2) *Deutsches Handelsarchiv*, mars 1900.

être maintenu, à raison des grosses dépenses de l'Etat à l'étranger, et de la prime élevée que faisait l'or. Le cours du change baissa : en mars 1902, il est de 13 1/2 d. et la prime de l'or s'éleva à 32 0/0. Fort heureusement, les exportations restaient actives et rémunératrices ; l'état de l'agriculture permet même en 1902 d'exporter du blé, alors que l'année précédente, on avait été obligé d'en importer 70.000 tonnes. Autant de conditions qui contribuaient à faire remonter le cours du change. Au début de 1903, il est à 16 3/4 d. ; à la fin il est à 16 27/32 d.

Mais tant de variations, au cours de l'année 1902 surtout, avaient rendu difficiles les opérations de banque. La Bank für Chile avait vu diminuer ses gains en n'acceptant d'engagements que souscrits en or. Cependant, ses opérations se développèrent, et son commerce resta satisfaisant, grâce à l'activité des exportations dont nous avons déjà parlé. Aussi, la Banque réalise-t-elle des bénéfices respectables : en 1902 : 263.751,40 marks, en 1903 : 260.786,86 marks.

A partir de 1904, la situation du Chili est redevenue prospère. Cette prospérité, nous l'avons déjà constaté à propos de la succursale de la Deutsche Ueberseeische Bank, devait être favorable aux banques. Les exportations sont croissantes (1), elles sont aussi de plus en plus rémunératrices. L'ex-

(1) Les exportations du nitrate étaient :

En 1902.	29.900.000 quint.	;	prix moyen par quintal :	6 sh. 8 d.
En 1903.	34.694.854	—	—	6 sh. 9 d.
En 1904.	32.585.650	—	—	7 sh. 7 d.
En 1905.	35.994.930	—	—	7 sh. 8 d.
En 1906.	37.755.927	—	—	8 sh. 6 d.

Les exportations du cuivre se chiffraient :

En 1902.	638.000 quint.	;	prix moyen par tonne cuivre-st. :	£ 52 10/
En 1903.	683.119	—	—	59. —
En 1904.	665.033	—	—	58. 12/
En 1905.	644.161	—	—	69. 8/
En 1906.	570.804	—	—	87. 9/

Ces tableaux sont faits d'après les renseignements statistiques des bilans de la Ueberseeische Bank et Bank für Chile und Deutschland.

ploitation du nitrate semblait menacée par l'épuisement des mines, mais un nouveau gisement fut découvert dans la province d'Antofagasta, et toutes les craintes furent dissipées. On pourrait dire que l'exploitation s'en faisant principalement à l'aide de capitaux étrangers, c'est à leur profit qu'elle prospère ; mais le pays aussi en profite.

Tout d'abord l'Etat s'est réservé certaines exploitations ; ensuite le capital étranger, s'il retire des intérêts de l'exploitation, sert à faire travailler un grand nombre de nationaux. Mais surtout, les droits à l'exportation du nitrate constituent la plus grande partie des revenus du Trésor. Il faut ajouter que l'exportation prenait une nouvelle forme d'activité : elle allait porter sur une matière nouvelle, sur la *laine*, que produisaient en abondance les moutons dont l'élevage avait été introduit en Patagonie.

D'importants capitaux, un large crédit, étaient nécessaires pour soutenir ce développement économique. Des sociétés par actions se constituèrent en grand nombre, mais l'audace des actionnaires dépassait leurs disponibilités, et beaucoup d'entre elles avaient une base fictive. En 1905, il fallait verser 42 millions de pesos, et pour se les procurer, recourir aux banques : excellente occasion pour elles de vendre cher leurs capitaux. La Bank für Chile profita dans une large mesure de cet éveil des sociétés par actions (1). Les résultats fructueux de ces opérations (elle le fait elle-même remarquer au bilan de 1905), se prolongeront durant plusieurs années. Elle divise en deux catégories les sociétés dont elle favorise la formation : celles qui sont destinées à l'exploitation des mine-

(1) Voici le tableau des sociétés par actions créées au Chili en 1905 :

	Capital nominal		Capital versé	
<i>Agriculture et Elevage</i> : 30 sociétés				
par actions	\$	78.700.000	\$	11.700.000
	£	595.000	£	109.000
<i>Exploitations du nitrate</i> : 23 sociétés par actions (sans compter la Sloman Gesellschaft avec un capital de 16.320.000 m.). . . .	\$	9.700.000	\$	1.875.000
	£	4.445.000	£	1.810.000

rais, les plus nombreuses, les plus sûres d'écouler leurs produits à des taux rémunérateurs sur tous les marchés d'Europe ; puis toutes les autres, moins solides. Cette classification ne dut pas rester purement théorique, et il est probable qu'on en tint compte dans les relations d'affaires.

Partout réclamé en abondance, le numéraire devait bientôt manquer. Aussi, en 1904, l'Etat faisait-il une nouvelle émission de papier de 30 millions de pesos ; en 1906, une nouvelle émission de 40 millions. La conversion du papier monnaie et le retour à l'étalon d'or qui devaient avoir lieu en 1905, étaient reportés à 1910. A la fin de 1906, la situation monétaire était la suivante : le papier-monnaie en circulation représentait 120 millions de pesos ; le fonds de conversion or était de 75 millions de pesos (à 18 d.), donc plus de 600/0 de la monnaie en circulation. Le cours du change par conséquent n'était pas en rapport avec la prospérité du pays (1) ; il était influencé par

<i>Mines</i> : 27 sociétés par actions . .	\$ 44.400.000	\$ 8.000.000
	£ 750.000	£ 206.000
<i>Goldwäschereien. Alluvions or</i> :		
13 sociétés par actions.	\$ 1.000.000	\$ 153.000
	£ 403.000	£ 160.000
<i>Banques</i> : 10 sociétés par actions.		
En plus encore 70 sociétés par		
actions différentes.	\$ 40.000.000	\$ 10.000.000
	\$ 42.000.000	\$ 11.000.000
	£ 739.000	£ 195.000
Total.	\$ 216.300.000	\$ 42.728.000
	£ 6.932.000	£ 2.480.000

(1) Les variations du cours du change à Valparaiso sur Londres (pour lettres de change à 90 jours de vue) étaient depuis la création de la *Bank für Chile und Deutschland* :

	Cours le plus haut	Cours le plus bas
En 1896	17 9/16 d	17 1/8 d
— 1897	17 3/4 d	17 7/16 d
— 1898	17 11/16 d	12 1/2 d
— 1899	16 5/8 d	11 3/8 d
— 1900	17 3/8 d	15 7/8 d
— 1901	17 5/16 d	13 13/16 d
— 1902	16 7/8 d	13 1/2 d
— 1903	16 15/16 d	16 1/8 d
— 1904	17 1/16 d	15 3/4 d
— 1905	16 1/2 d	14 1/16 d
— 1906	15 9/16 d	13 7/16 d

les émissions successives de papier-monnaie ; il subissait également le contre-coup du développement industriel.

De nouvelles exploitations s'étaient constituées ; les autres s'étaient développées. Il avait fallu, pour alimenter cette activité, faire à l'Europe de nombreuses commandes de machines et d'appareils techniques, acheter des vapeurs. Enfin, on avait acheté les mines de zinc de la Bolivie. Bref, en 1905, il est demandé pour une valeur de 3 millions 1/2 de traites sur l'Europe.

La Bank für Chile n'avait cessé, malgré quelques heurts provenant des variations du cours du change, de prospérer, de développer régulièrement ses opérations, et d'augmenter le nombre de ses clients. Elle essuya quelques pertes du fait de la spéculation sur les titres de sociétés par actions nouvellement créées ; sa succursale à Valparaiso eut à souffrir des conséquences du tremblement de terre, il y eut des suspensions de paiement à la fin de 1906. La Bank put tout supporter et réaliser des bénéfices croissants : ils sont en 1904 et 1905 d'environ 270.000 marks ; en 1906, de 275.658,08 marks.

En même temps, profitant des circonstances qui éveillaient l'activité économique dans des régions jusqu'alors inertes, désireuse de s'adapter aux besoins et au milieu, la Bank ouvre une première succursale à *Temuco* au début de 1905, et peu après une autre à *Antofagasta*, où l'on venait de découvrir les nouveaux gisements de nitrate. La Bank projette en outre, dans son bilan de 1906, de constituer deux nouvelles succursales à *Victoria* et à *Valdivia* ; là encore, la banque cherche à profiter du développement économique des provinces du Sud.

Mais on voit tout particulièrement, en étudiant l'action de la banque en *Bolivie*, à quel point le développement des banques est lié au développement industriel et commercial. Constituée au Chili dans un but précis, celui de servir d'intermédiaire dans les relations avec l'Allemagne ; créée plus spécialement même à l'origine, pour favoriser le commerce

du nitrate, voilà que ses relations se développent et s'étendent à la Bolivie. Le rapprochement politique des deux pays allait développer et rendre plus étroits leurs rapports économiques : la Bolivie est en rapide progrès, elle dispose de richesses naturelles importantes, leur exploitation exige des routes, des chemins de fer qu'on est en train de construire. Entre ces deux voisins également actifs, d'actives transactions étaient possibles. C'est pourquoi la Bank für Chile fut tentée de s'établir en Bolivie, où d'ailleurs les intérêts de l'Allemagne ne sont pas négligeables. Elle y a, en effet, des intérêts directs et des intérêts indirects provenant des relations de la Bolivie avec le Brésil où s'est constituée la Brasilianische Bank, établissement en relations directes avec la Bank für Chile.

C'est en 1905 que la Bank für Chile s'établit en Bolivie ; elle y ouvrit deux succursales : une à *La Paz* et une autre à *Oruro*. Ces deux succursales fonctionnent normalement ; leur succès est favorisé par une bonne situation financière, par le taux du cours du change (il varia en 1906 de 20 1/4 d. à 19 3/4 d.) qui fit rentrer dans le pays d'importantes sommes d'or, tandis que l'argent dont le prix haussait, émigrerait sur les marchés étrangers.

La crise économique et financière qui a éclaté en 1907 aux Etats-Unis, a eu sur le Chili une fâcheuse répercussion. Elle fut encore aggravée par la baisse du prix des principaux produits de l'exportation chilienne. Pourtant la Bank für Chile, bien que son commerce ait diminué, a pu réaliser son projet de créer deux succursales : à *Victoria* et à *Valdivia*.

D. — Résultats de la Bank für Chile und Deutschland.

Il ne peut être question d'apprécier ces résultats que dans l'exercice du commerce de banque proprement dit, dans le « *regulares Bankgeschäft* ». Cette banque ne pratique en effet que ce commerce : elle fait les paiements internationaux nécessaires et s'efforce d'introduire la monnaie allemande sur marché du Chili.

La banque n'est pas seulement en relations avec l'Allemagne. En effet, un rapport consulaire chilien de 1898 (1) nous apprend que la moitié du commerce d'importation au Chili se trouve en des mains allemandes, quoiqu'une partie des marchandises faisant l'objet de cette importation ne soient pas d'origine allemande ; c'est dire que par l'intermédiaire des commerçants allemands, la banque est en relations avec d'autres pays que l'Allemagne. Le marché monétaire et celui des traites étant entre les mains de l'Allemagne, la banque jouit d'une situation prépondérante pour le commerce de ces traites. D'autre part, les commerçants allemands trouvent de sérieux avantages à avoir au Chili un établissement national, intéressé à y développer leurs intérêts. Mais il y a plus. L'avantage est grand pour le Chili lui-même, de posséder un établissement de crédit, travaillant avec des capitaux étrangers, et mettant ces capitaux au service des besoins industriels et commerciaux du pays. Nous savons que le Chili manquait de ces capitaux, que le taux de l'intérêt était très élevé dans le pays ; la participation aux affaires de la Bank für Chile a certainement amélioré cette situation. La banque avait donné, lors du concordat légal de 1898, des preuves de la solidarité d'intérêts qui l'unissait aux commerçants allemands ; elle donna également des preuves de la solidarité qui l'unissait aux commerçants chiliens eux-mêmes, notamment lorsqu'elle s'efforça, d'accord avec les autres banques, d'atténuer la crise monétaire, et quand elle engagea dans ce but une partie importante de ses réserves en or.

La banque du Chili est administrée suivant les mêmes règles de prudence que la Brasilianische Bank. Le conseil d'administration de la banque, à Hambourg, a établi des règles très minutieuses pour la conduite des filiales au Chili, règles assez souples toutefois pour s'adapter aux circonstances de milieu et de temps. C'est grâce à ces prudentes dispositions que

(1) *Deutsches Handelsarchiv*, avril 1898.

la Bank für Chile a pu traverser sans dommage important, les nombreuses crises économiques dont nous avons parlé : elle s'efforce de constituer des réserves en rapport avec son capital chaque fois que les bénéfices réalisés le lui permettent. Nous donnons ci-après le tableau récapitulatif des ressources propres de la banque et de ses engagements :

Ressources propres de la banque

Années	Capital- actions	Réserves légalés	Réserves spéciales	Total des ressources	Engagements de la banque	Total des engagements et des ressources
1896 .	10.000.000	—	—	10.000.000	4.457.529	14.457.529
1897 .	10.000.000	10.449	10.449	10.020.898	8.390.596	18.411.449
1898 .	10.000.000	12.046	12.046	10.024.092	12.381.196	22.405.288
1899 .	10.000.000	23.318	23.318	10.046.636	16.814.896	26.861.532
1900 .	10.000.000	33.886	33.886	10.067.772	14.957.562	25.025.334
1901 .	10.000.000	43.970	43.970	10.087.940	13.561.437	23.649.377
1902 .	10.000.000	55.564	55.564	10.111.128	16.962.366	27.073.494
1903 .	10.000.000	67.158	67.158	10.134.316	13.322.091	27.456.407
1904 .	10.000.000	78.753	78.753	10.157.506	27.729.934	37.687.440
1905 .	10.000.000	90.347	90.347	10.180.694	33.041.658	43.122.352
1906 .	10.000.000	101.941	101.941	10.203.882	44.272.669	54.476.551
1907 .	10.000.000	107.496	107.496	10.114.992	41.842.353	51.947.365

Les *résultats* obtenus, en ce qui concerne le nombre des affaires et les bénéfices réalisés, sont satisfaisants ; les bilans de la banque témoignent d'un progrès un peu lent, mais constant. On se rendra compte de ce progrès, du moins en ce qui concerne les bénéfices, si l'on compare les dividendes distribués par la Bank für Chile, et les dividendes distribués aux mêmes époques par sa maison-mère, la *Discontogesellschaft* :

Années	Bank für Chile	Discontogesellschaft
1896	— 0/0 du capital versé	10
1897	5 —	10
1898	2 —	10
1899	7 —	10
1900	7 —	9
1901	7 —	8
1902-1904	8 —	8 1/2
1905-1906	8 —	9
1907	4 —	4

On voit par ce tableau que, dès la seconde année de la création de la Banque, des dividendes étaient distribués, qu'à partir de 1901, ils sont très comparables à ceux distribués par la Discontogesellschaft, banque vieille de plus d'un demi-siècle ; qu'ils sont allés sans cesse en croissant (sauf en 1907), par suite de la prospérité grandissante du Chili, tandis que la Discontogesellschaft, sous le coup de la crise allemande de 1900-1901 voyait baisser les siens.

Il est vrai que pour prendre au pied de la lettre cette comparaison, certaines analogies manquent : les bénéfices réalisés par la Bank für Chile sont, d'une part, relativement plus considérables et, d'autre part, relativement moins importants qu'ils ne paraissent. Ils sont réalisés par une banque nouvelle au milieu de difficultés croissantes, dans un pays dont la situation monétaire est mal assise ; c'est ce qui leur donne une très réelle signification. De plus, la Bank für Chile n'a pas été créée uniquement dans un but de lucre, et certains des avantages qu'elle a pu procurer au commerce allemand qu'elle était chargée de soutenir et de développer dans le pays, ne sont pas appréciables en argent, ne peuvent pas figurer dans un bilan, mais sont des bénéfices indirects d'une grande importance. Toutefois, et c'est par là qu'on peut dire des bénéfices réalisés qu'ils sont relativement faibles, tels qu'ils sont, ils ne peuvent être considérés comme la compensation suffisante des risques énormes et inusités auxquels furent soumis les capitaux versés avec confiance par les actionnaires.

S'ils ne furent pas plus considérables, c'est que la Banque avait à compter avec la concurrence. Une Banque étrangère a, nous le savons, pour se faire une clientèle dans le pays, à lutter contre les banques nationales ; mais c'est une lutte au cours de laquelle elle triomphe aisément quand elle s'installe — et c'est le cas — dans un pays neuf, pauvre de capitaux. La lutte est souvent plus difficile quand elle s'engage avec d'autres banques étrangères : il s'agit alors de savoir qui dominera sur le marché des paiements internationaux. Dans la

mesure où la concurrence se fait ainsi entre banques nationales et banques étrangères, elle profite à l'économie nationale du pays où elle s'exerce, tout en réservant des avantages à la banque victorieuse.

Mais une autre situation peut se présenter : la concurrence peut être le prolongement à l'étranger de la concurrence intérieure que se font deux banques nationales. Cette concurrence favorable au développement de l'économie nationale, quand on envisage la situation intérieure, cesse de lui être favorable quand on envisage les effets *au dehors* de cette concurrence. Ainsi, si l'on peut bien dire que la concurrence des banques allemandes est, en Allemagne même, une heureuse circonstance, si l'on peut encore dire que la concurrence des banques allemandes en pays étranger est favorable au pays où cette concurrence se fait, on doit reconnaître que cette concurrence à l'étranger, est défavorable aux intérêts allemands. Elle ne peut que profiter aux banques d'une autre nationalité ; et elle est, pour les banques mêmes, un élément évident de faiblesse.

Ainsi, on ne sait pas dans quelle mesure les intérêts généraux allemands ont souffert de la concurrence que se sont faite au Chili la Deutsche Bank et la Discontogesellschaft, mais si la Bank für Chile und Deutschland ne fit pas des affaires plus considérables, ne réalisa pas des bénéfices plus importants ; si, jamais, elle n'a eu besoin de demander à ses actionnaires le versement définitif du montant de leurs actions, et si les 25 0/0 versés seulement au début, ont suffi à constituer son capital productif, c'est qu'elle trouva au Chili la concurrence de la Deutsche Ueberseeische Bank, dont la première succursale fut établie à Valparaiso même, 15 jours après la sienne. Bientôt cette concurrence, prolongeant au Chili celle que se font en Allemagne la Deutsche Bank et la Discontogesellschaft, s'étendit à toutes les succursales constituées ; en dehors de Valparaiso, les deux banques ont encore aujourd'hui des établissements rivaux à *Santiago*, à *Conception*, à

A. — Actif (en marks).

Bank für Chile und Deutschland.

1896-1907.

Années	Capital-actions non versé	Avoir de la centrale de Hambourg	CHAPITRES DE BILAN DES SUCCURSALES AU CHILI ET EN BOLIVIE					A C T I F TOTAL
			Espèces en caisse et avoir en banque	Portefeuille	Avances à terme	Débiteurs	Immeubles et meubles	
1896	7.500.000	1.415.165,29 ¹	—	726.563,94	1.281.329,56	3.502.390,50	32.079,75 ²	14.457.529,04
1897	7.500.000	1.259.787,18 ¹	—	1.085.657,22	2.020.508,15	6.535.720,13	9.822,18	18.411.494,86
1898	7.500.000	146.905,75	2.705.031,42	719.883,05	2.678.586,78	8.634.877,05	4	22.405.288,05
1899	7.500.000	236.122,41	9.831.252,47	737.277,09	4.870.817,14	10.686.060,04	3	26.861.533,75
1900	7.500.000	401.376,67	2.217.901,93	1.603.674,10	3.699.202,93	9.604.074,81	3	25.025.333,44
1901	7.500.000	196.835,82	1.740.410,63	1.478.202,30	5.879.484,41	6.834.421,49	3	23.649.377,35
1902	7.500.000	551.992,91	1.330.470,43	2.423.435,68	5.185.274,68	10.178.561,31	213.759,03	27.073.494,04
1903	7.500.000	643.192,72	1.334.719,04	2.570.209,93	5.008.131,47	10.047.237,42	333.916,66	27.436.407,24
1904	7.500.000	640.656,48	1.372.031,25	2.434.111,36	9.876.720,76	15.355.554,18	302.362,93	37.687.439,96
1905	7.500.000	605.088,18	3.497.976,64	4.162.438,41	10.293.062,52	16.605.071,02	460.715,26	43.122.363,06
1906	7.500.000	739.398,73 ³	5.448.357,87	8.544.469,71	13.271.969,26	18.281.670,36	670.685,22	54.476.551,15
1907	7.500.000	812.997,96 ⁴	3.669.341,36	10.732.397,02	12.498.697,72	16.053.300,05	660.630,97	51.947.363,28

Annotations. — 1. Y compris l'avoir en banque des succursales. — 2. Y compris la somme de M. 19.616,91 comme excédent des frais généraux déduction faite des gains. — 3. Y compris les effets propres de la centrale de Hambourg pour la somme de M. 392.000. — 4. Dont une somme de 362.510 marks, portée comme montant des effets propres de la centrale de Hambourg.

B. — Passif (en marks) Bank für Chile und Deutschland. 1896-1907.

Années	Capital - actions	Réserve légale	Réserve spéciale	Acceptations	Dépôts, versements en créditeurs au Chili et en Bolivie	Créditeurs en Europe	Tantième	Dividendes ¹	Total
1896	10.000.000	—	—	4.680,72	1.432.818,26	3.020.030,06	—	—	14.457.529,04
1897	10.000.000	10.449,25	10.449,25	2.881,88	3.656.432,56	4.543.195,34	10.449,25	177.637,33	18.411.494,86
1898	10.000.000	12.046,40	12.046,40	54.798,09	10.141.764,50	2.103.246,72	1.597,15	79.788,79	22.405.288,05
1899	10.000.000	22.317,87	22.317,87	61.435,49	42.958.706,62	3.562.059,74	11.271,47	121.403,69	26.861.532,75
1900	10.000.000	33.885,48	33.885,48	16.999,29	11.015.023,44	3.658.919,17	7.217,35	229.403,23	25.025.333,44
1901	10.000.000	43.970,02	43.970,02	39.561,42	10.880.326,39	2.424.820,43	6.521,74	210.207,33	23.649.377,35
1902	10.000.000	55.564,22	55.564,22	97.859,65	11.439.668,94	5.184.264,01	8.695,65	231.877,33	27.073.494,04
1903	10.000.000	67.158,42	67.158,42	93.595,30	11.780.105,14	5.210.791,50	8.695,65	228.902,81	27.456.407,24
1904	10.000.000	78.752,62	78.752,62	45.053,66	15.774.064,70	11.463.175,22	8.695,65	238.943,55	37.687.439,96
1905	10.000.000	90.346,82	90.346,82	139.097,05	22.053.319,12	10.499.626,82	8.695,65	240.919,78	43.122.352,06
1906	10.000.000	101.941,02	101.941,02	175.283,85	24.627.586,96	19.217.398,62	8.695,65	243.574,03	54.476.551,45
1907	10.000.000	107.496,57	107.496,57	327.362,04	22.608.878,66	18.650.426,55	—	145.708,89	51.947.365,28

1. Y compris les reports à nouveau.

ANNÉES	EMPLOI DES BÉNÉFICES											
	Bénéfices bruts de la centrale de Hambourg et des succursales du Chili et Bolivie	Reliquats des bénéfices de l'année précédente	Total des bénéfices disponibles	FRAIS GÉNÉRAUX		Impôts (Abschreibungen auf mobiliar)	RÉSERVES		Tantômes	DIVIDENDES		Report à nouveau
				Hambourg	Succursales au Chili et en Bolivie		Réserve légale	Réserve spéciale		Montant	0/0 du capital- actions	
1896	158,857,43	—	158,857,43	32,633,37	142,725,26	—	3,115,71	—	—	—	—	178,474,341
1897	409,009,99	—	409,009,99	28,068,312	156,395,17	—	15,626,43	10,449,25	10,449,25	125,000	32,637,33	409,009,99
1898	329,879,72	32,637,33	382,517,05	17,308,76	246,742,18	6,546	57,279,87	1,597,15	1,597,15	50,000	29,788,79	382,517,05
1899	664,410,8	29,788,79	694,199,17	7,492,36	347,921,48	4,974	78,393,23	11,271,47	11,271,47	175,000	46,403,69	694,199,17
1900	697,899,38	46,403,69	744,303,07	11,715,62	308,444,76	11,067	55,311,096	10,567,61	10,567,61	175,000	54,403,23	744,303,07
1901	478,648,31	54,403,23	533,051,54	12,151,03	292,485,38	10,997	40,349,98	10,084,54	10,084,54	175,000	35,207,33	533,051,54
1902	653,947,03	35,207,33	689,154,96	14,552,98	329,067, —	14,504	76,271,58	11,594,20	11,594,20	200,000	31,877,33	689,154,96
1903	599,921,02	31,877,33	631,798,97	13,824,67	338,311,23	17,824,80	841,41	11,594,20	11,594,20	200,000	28,992,81	631,798,97
1904	674,732,16	28,992,81	703,634,97	15,394,15	397,736,69	17,144,49	32,332,24	11,594,20	11,594,20	200,000	38,943,55	703,634,97
1905	933,991,31	38,943,55	972,934,86	19,409,13	644,868,57	17,352	48,810,33	11,594,20	11,594,20	200,000	40,919,78	972,934,86
1906	1,154,187,06	40,919,78	1,195,107,34	25,978,32	832,080,14	17,350	40,445,40	11,594,20	11,594,20	200,000	43,774,03	1,195,107,34
1907	1,018,824,83	43,774,03	1,062,598,86	19,514,54	836,798,39	20,771	40,28,694,8	5,553,53	5,553,53	100,000	44,708,89	1,062,598,86

Annotations. — La différence de M. 19,616,91 est notée comme perte et portée comme dette pour l'année suivante. — 2. Y compris les pertes de l'année précédente de M. 19,616,91. — 3. Y compris une perte pour une somme de M. 1,732,57. — 4. Y compris une perte de M. 3,079,36. — 5. Y compris une perte de M. 77,492,32. — 6. Y compris une perte de M. 66,638,27. — 7. Y compris une perte de M. 10,032,27. — 8. Y compris une perte de M. 66,638,27.

Antofagasta : en Bolivie, nous les trouvons également à la fois à *La Paz* et à *Oruro*.

Quoi qu'il en soit de cette lutte, et à ne considérer que les résultats proprement bancaires, on pourra voir, d'après les tableaux que nous donnons, que la Bank für Chile n'a pas été créée en pure perte et que les résultats obtenus par elle ne sont point négligeables.

§ IV. — LA DEUTSCH-SUDAMERIKANISCHE BANK ET L'AMERICA BANK

A) Les banques allemandes se sont accru en 1906 d'une nouvelle société destinée au commerce de banque dans l'Amérique du Sud. Le 4 janvier 1906 fut créée par la Dresdner Bank, le Schaaffhausen'sche Bankverein et la Nationalbank für Deutschland, la *Deutsch-Südamerikanische Bank*

Le capital fut fixé à 20.000.000 marks, dont 8.750.000 marks immédiatement versés ; un second versement de 2.500.000 marks fut effectué en 1907.

Le but que l'on se propose (1) est de pratiquer des affaires de banque de toutes sortes, mais en particulier de développer les relations commerciales de l'Allemagne avec l'Amérique du Sud. Pour réaliser ce but, la société est autorisée à créer des succursales en Allemagne et à l'étranger, et à participer aux entreprises qui ont un but analogue.

Le siège central est à Berlin. Au moment même de la création de la banque, on procéda à l'organisation d'une succursale à *Buenos-Ayres*, laquelle ouvrit ses portes au mois de juillet de la même année ; on ouvrit également une succursale à *Hambourg*. En 1907, la banque élargit encore son champ d'opérations en ouvrant une succursale au *Mexique*.

La crise des Etats-Unis de l'Amérique du Nord a eu une répercussion sur l'Amérique du Sud. De sorte que la Südamerikanische Bank eut, dès ses débuts, à combattre contre de

(1) Article 2 des statuts.

Actif (en marks).		Bilans de la Deutsch-Südamerikanische Bank.		Passif (en marks).	
ANNÉES		1906	1907	ANNÉES	
Capital non versé		11.250.000	8.750.000	Capital-actions	20.000.000 —
Caisse et avoir en banques		8.042.956,45	18.161.021,84	Réserve légale	5.000 —
Débiteurs couverts		3.791.239,44	7.572.415,83	Créditeurs	28.388.562,47
Débiteurs à découverts		3.224.473,61	6.735.906,46	Accrptions	1.327.303,51
Débiteurs par avais		—	1.045.248	Dépôts	5.233.909,75
Effets commerciaux		7.921.080,10	11.428.277,57	Avais	1.045.248 —
Compte consorcial		310.830,70	108.303,95	Compte des gains et pertes	330.621,49
Effets propres		946.993,40	1.141.157,30		
Immeubles		1.141.115,30	136.914,79		
Meubles		—	931.399,42		
TOTAL		36.628.748,50	56.330.645,16	TOTAL	36.628.748,50
Doit (en marks).		Compte des gains et pertes.		Avoir (en marks).	
ANNÉES		1906	1907	ANNÉES	
Frais généraux		476.806,37	978.699,18	Reliquat de l'année précédente	42.166,04
Impôts		24.983,92	34.206,87	Intérêts, escompte et gains sur	1.206.267,15
Amortissement sur meubles		20.884,08	—	lettres de change	95.094,35
Réserve légale		5.000	20.000	Provisions	—
Rückstellung		—	300.000		
Report a nouveau		42.166,04	10.621,49		
TOTAL		569.842,41	1.343.527,54	TOTAL	1.343.527,54

sérieuses difficultés économiques. Elle n'en est point sortie trop éprouvée, et elle peut poursuivre dans des conditions normales son organisation dans les pays où elle doit exercer son commerce. Jusqu'à présent, elle ne donne pas d'autres résultats : nous ne pouvons donc pas apporter d'autres considérations sur cette banque, et nous nous bornons à donner ses bilans pour ces deux premières années de son activité.

B) En 1906, à la demande de la maison Ladenburg Thalmann and C^o de New-York, la Bank fur Handel und Industrie créa avec d'autres banques l'*Amerika Bank*.

Son *siège* est à Berlin. Son *but* (art. 2 des statuts) est de pratiquer les affaires de Banque de toutes sortes, et de développer les relations commerciales de l'Allemagne avec les Etats-Unis ainsi que les autres Etats américains.

Le *capital* de la Banque est de 25.000.000 marks ; 10.000.000 ont été versés.

L'*Amerika Bank* n'a pas encore eu l'occasion de développer une activité intéressante. Elle a été défavorablement influencée par la crise américaine. Il ressort même de son bilan pour l'année 1907 — nous ne le reproduisons pas, car il ne présente pas un grand intérêt — que la Banque éprouve une perte de 488.232,81 marks due pour la plus grande partie à la faillite de la Banque *Haller, Soehle und C^o*.

A la suite de ces événements, il avait été question que la Banque liquidât (4). Elle continuera à exister, mais tant que durera la situation critique, son activité sera limitée afin que la plus grande partie de ses disponibilités soient liquides.

(4) *Frankfurter Zeitung*, 16 février 1908.

CHAPITRE II

LES BANQUES ALLEMANDES EN EXTRÊME-ORIENT

DEUTSCH-ASIATISCHE BANK

A. — Les intérêts allemands en Asie et en Extrême-Orient et les relations commerciales de l'Allemagne avec ces pays.

Les intérêts allemands en Asie et dans les Indes (1) sont très anciens, et l'on y trouve de bonne heure des maisons de commerce en assez grand nombre. Avec le développement économique de l'Allemagne et l'activité grandissante de son commerce d'exportation, ces intérêts devaient grandir, ces pays présentant pour l'économie nationale allemande, une importance de plus en plus capitale. Les Allemands, tant au point de vue économique que politique, prêtent donc la plus grande attention à leurs relations avec les pays d'Extrême-Orient.

Quand on examine les intérêts de l'Allemagne dans ces pays, on est d'abord frappé par l'extension des relations commerciales, puis par ce fait que les exportations ont augmenté dans une plus grande proportion que les importations.

En Chine, dans les huit circonscriptions qui intéressent

(1) La ville de Hambourg voulait déjà, en 1651, nouer des rapports commerciaux stables et suivis avec l'Asie, surtout avec les Indes orientales, en créant, à cet effet, une compagnie qui devait faire concurrence à la compagnie hollandaise ; elle voulait aussi organiser des « Factorien », en Extrême-Orient, ce fut la première tentative d'une société commerciale allemande. Séraphim, *Baltische Monatsschrift*, t. 87, p. 54.

particulièrement l'Allemagne : *Fou-Tchéou, Hong-Kong, Nankin, Canton, Chang-Haï, Amoy, Tien-Tsin*, et *Ichang*, nous trouvons, installées environ 150 maisons de commerce allemandes, qui utilisent, soit leur capital propre, soit un crédit dont la somme dépasse 150 millions de marks. De ces provinces, les plus importantes, à ce point de vue, sont Chang-Haï avec 75 et Tien-Tsin avec 35 firmes allemandes.

En 1900, dans la colonie anglaise de Hong-Kong (le plus grand port de la Chine avec Chang-Haï), on trouvait plus de 20 grandes maisons de commerce allemandes et environ huit maisons d'une moindre importance ; le nombre de ces maisons de commerce s'est encore augmenté depuis cette époque. Le commerce qu'elles font avec l'Allemagne est aussi de plus en plus important. Les *terrains* que les Allemands possèdent en Chine (sans compter ceux de Hong-Kong), sont évalués à plus de 27 millions. Dans les *industries*, à Chang-Haï et dans les autres villes de la Chine, travaillent plus de 20 millions de capitaux allemands, et dans 7 de ces entreprises, à Hong-Kong, plus de 20 millions (1).

Dans les entreprises de *chemins de fer*, de *mines* et d'autres industries extractives, le capital allemand investi peut être estimé à environ 72 millions de marks.

Si l'on y ajoute les intérêts des banques et ceux des compagnies de navigation (car nombreuses sont celles qui s'occupent du cabotage et de la navigation fluviale, et le pavillon allemand se rencontre fréquemment dans les eaux chinoises), on peut estimer les *intérêts allemands en Chine*, à environ 350 millions de marks.

Au Japon, à Formose et en Corée, on trouve 71 maisons de commerce allemandes. La plus grande partie de ces maisons ne

(1) V. *Nauticus. Schriften* 1900, *Beiträge zur Flottenverle*, p. 25 ; aussi H. Schumacher, *Hongkong, seine Entwicklung und wirtschaftliche Bedeutung*, *Jahrbuch der internationalen Vereinigung für Vergleichende Rechtswissenschaft und Volkswirtschaftslehre* (année 1899, 1^{re} partie).

sont que des succursales des maisons résidant en Allemagne. Ces maisons travaillent avec un capital de plus de 18 millions et utilisent, au moins, une somme égale de crédit. Elles font, de préférence, le commerce avec l'Allemagne, mais ont également, des relations commerciales avec le reste du globe. Les *terrains* possédés par des Allemands, dans ces pays, sont évalués à 11 millions de marks ; les *intérêts allemands, dans leur ensemble, peuvent être estimés à 50 millions de marks*, il est même probable que cette estimation est modérée, et que ce chiffre est, aujourd'hui, de beaucoup dépassé.

Les intérêts allemands, dans les *Indes anglaises*, sont représentés d'abord par 47 grandes maisons de commerce, qui travaillent avec un capital de 105 millions de marks environ. Il faut dire que ces maisons de commerce des Indes travaillent surtout avec le crédit des banques anglaises, mais les affaires faites avec du crédit allemand sont également importantes. Les possessions de *terrains*, les *plantations* représentent environ 17 millions de marks (1). Les relations commerciales allemandes avec l'Extrême-Orient se sont développées de la manière suivante, dans les divers pays considérés (2).

Années	Importations en Allemagne					
	1894	1898	1900	1903	1906	1907
Chine.			35,04	34,8	57,0	56,7
Hong-Kong.	27,1	39,5	0,5	0,2	0,6	0,1
Kiautschou.			0,1	0,0	0,2	0,3
Japon (y compris la Corée)	7,0	10,3	16,4	21,6	25,9	29,4
Total.	34,1	49,8	52,04	56,6	83,7	86,5
Relations allemandes avec l'Asie entière, y compris le Japon . .		339,3	370,0	438,8	599,7	741,0

(1) Les estimations des intérêts allemands, en Extrême-Orient, sont faites d'après les rapports consulaires allemands de ces pays. — V. *Die Entwicklung der deutschen Secinteressen*, Berlin, 1905, p. 146

(2) D'après les *Statistische Jahrbücher für das Deutsche Reich*.

Années	Exportations de l'Allemagne					
	1894	1898	1900	1903	1906	1907
Chine			43,7	44,7	67,8	63,2
Hong Kong	28,2	48,0	3,5	8,7	6,8	5,0
Kiautschou			5,7	10,3	3,9	3,4
Japon (y compris la Co- rée)	17,1	43,0	70,5	45,7	88,0	102,6
Total	45,3	91,0	123,4	109,4	166,5	174,2
Relations allemandes avec l'Asie entière, y compris le Japon		170,1	230,9	231,7	327,0	354,8

De l'examen de ces chiffres, il résulte, non seulement que les relations commerciales de l'Allemagne, avec l'Asie Orientale, se sont notablement augmentées (les unes et les autres ont presque doublé en dix ans), mais encore que les exportations de l'Allemagne dans ces pays (notamment la Chine et le Japon) se sont développées dans une plus grande mesure que les exportations de ces pays en Allemagne. Il en résulte que l'Asie orientale présente pour le commerce allemand cette particularité de consommer plus de produits allemands qu'elle ne fournit de produits à l'Allemagne. Ceci est d'autant plus intéressant que, si l'on compare le commerce global de l'Allemagne vers l'Asie entière, la situation est tout autre : ce sont alors les importations de l'Asie en Allemagne qui sont notablement supérieures ; ce changement est provoqué, en grande partie, par les fortes importations des Indes anglaises (1).

L'Asie orientale devait donc attirer l'attention de l'Allemagne, pays déficitaire au point de vue alimentaire, et où le dé-

(1) Nous ne voulons pas dire que les importations soient un inconvénient pour le développement économique de l'Allemagne, bien au contraire, car ces importations sont, pour la plupart, des matières premières qui servent à alimenter les industries allemandes. (Ainsi, en 1906, sur les 322,2 millions de marks des importations allemandes provenant des Indes, il y avait pour 60,5 millions de coton brut et 33,2 millions de peaux brutes, tandis que le blé n'entre en compte que

veloppement particulier de l'industrie ferait naître bien vite une crise de surproduction, si les marchés étrangers ne pouvaient absorber ce qui, dans la production des marchandises, dépasse sensiblement les besoins de la consommation nationale. Les banques allemandes, elles aussi, devaient de bonne heure sentir le besoin d'être directement représentées en Asie orientale. Leur avantage, à ce point de vue, paraissait double : profiter des relations commerciales de l'Allemagne pour faire des opérations de banque, tâcher aussi de se servir avantageusement de ces relations et en profiter indirectement ; nous savons, en effet, que nulle part ailleurs qu'en Allemagne, les banques ne sont aussi directement liées au commerce et à l'industrie.

B. — Historique de la Deutsch-Asiatische Bank.

L'effort fait par les banques allemandes pour s'établir en Asie, remonte aux premières tentatives faites par les banques allemandes pour organiser des services directs au dehors de l'Allemagne. Il coïncide avec les années qui suivirent 1870,

pour une somme de 0,5 millions de marks ; en 1905 il comptait pour 7,0 millions de marks environ).

Nous donnons un tableau de l'ensemble de ces relations commerciales (d'après les *Statistische Jahrbücher*).

Années	Importations en Allemagne					
	1894	1898	1900	1903	1906	1907
Indes anglaises . . .			204,8	253,2	322,2	407,1
Malacca	251,8	230,9	13,3	22,3	22,9	23,7
Ceylan			6,6	8,3	12,5	15,2
Total	251,8	230,9	224,7	283,8	357,6	446,0

Années	Exportations en Allemagne					
	1894	1898	1900	1903	1906	1907
Indes anglaises . . .			56,3	76	101,9	104,7
Malacca	39,1	57,1	12,0	12,5	10,3	12,0
Ceylan			1,7	1,4	2,2	2,2
Total	39,1	57,1	70,0	89,9	114,4	118,9

avec les *Gründungsjahre*, où l'activité allemande avait pris un si prodigieux essor. Ce premier effort devait venir de la Deutsche Bank, qui fut également créée au début de cette période, et qui se donnait comme mission spéciale, de développer le commerce allemand et les relations allemandes à l'étranger, principalement dans les pays d'outre-mer. La Deutsche Bank, dès le commencement de son activité, pense donc à s'étendre du côté de l'Asie, en créant des succursales. Elle fonda, à cet effet, deux succursales à *Yokohama* et à *Chang-Haï*. Nous savons par quels faits défavorables (1) furent influencées ces succursales ; aussi, la Deutsche Bank fut-elle obligée vers 1874 de les fermer.

Après cet échec de la Deutsche Bank, les banques allemandes n'eurent plus de représentant, ni en Chine, ni en Asie Orientale, en général. Cependant toute idée de chercher à s'étendre de ce côté, ne fut pas abandonnée. En effet, vers 1880, les banques allemandes commencent à accorder à ces régions une attention qui croît à mesure qu'augmentent les intérêts de l'Allemagne en Asie, et que se développe la navigation maritime. Les banques étaient, d'ailleurs, stimulées par le gouvernement impérial (2). C'est la *Discontogesellschaft* qui prit cette fois la tête du mouvement. Elle projeta, vers 1882, de créer en Chine et au Japon, des agences sur le modèle de la *Seehandlungssocietät* prussienne. Mais ces projets ne purent être exécutés, bien que les autorisations eussent été demandées par la banque et le gouvernement même, près des ambassadeurs de la Chine et du Japon. Le projet était gêné par la loi allemande sur les sociétés par actions, qui ne prévoyait pas expressément ces cas particuliers (3) ; c'est en partie aussi à cause de cette loi que n'aboutit point davantage le projet de 1884.

(1) Voir II^e Partie, 1^{re} section la Deutsche Bank.

(2) *Denkschrift der Discontogesellschaft*.

(3) *Denkschrift der Discontogesellschaft*, p. 243.

En 1884, en effet, le président de la *Reichsbank* proposa à la Discontogesellschaft et à la Deutsche Bank, d'organiser, avec l'aide de l'Etat, une banque d'outre-mer, qui travaillerait avec l'appui direct de la Reichsbank. Ce projet était surtout soutenu par le chancelier de l'Empire ; la Discontogesellschaft avait décidé de participer pour 6.000.000 marks à cette création. Ce projet ne réussit pas, et, comme on le constata dans les conférences qui réunirent les banques berlinoises devant constituer ce consortium, ce fut par suite des difficultés résultant de la loi sur les sociétés par actions.

La question de la banque allemande, en Asie, se pose de nouveau vers 1886 ; à ce moment, le projet d'une banque d'Etat d'outre-mer fut définitivement établi. Avis fut pris de la chambre de commerce de Hambourg. C'est à ce moment que la Discontogesellschaft apporta le projet d'une création de banque en Asie. Les statuts de ces projets correspondaient, à peu près, à ceux de la *Deutsch-Asiatische Bank* qui devait être créée. Pour la réalisation de ce projet, de longs pourparlers intervinrent entre la Discontogesellschaft et le délégué du ministère des finances.

Après qu'on se fût mis à peu près en règle avec la loi sur les sociétés par actions, une nouvelle difficulté surgit. On n'était pas d'accord sur le mode de souscription du capital de la société à créer, par suite des risques à courir, du fait de la dépréciation du change. On proposait de fonder la banque avec un capital en *argent*, qui devait être fourni par la « Reichsbank » moyennant un remboursement en or, dans un délai assez long. Mais ce projet trouva de vives résistances de la part des membres du *Consortium* ; il était, au contraire, défendu par le chancelier. Celui-ci abandonna son point de vue devant l'opposition très vive du président de la Reichsbank, von Dechend, qui ne voulait pas céder, même à la suite d'une explication du ministre de la justice, et qui persistait à déclarer que le projet n'avait rien de contraire à la loi sur les sociétés par actions.

Par la suite, ce projet fut uniquement discuté par les banques du Consortium, sous la direction de la Discontogesellschaft. On convint à la fin, de faire l'émission du capital de la Banque en *Chang-Haï Taëls* (1) ; ainsi fut créée la *Deutsch-Asiatische Bank*. A la création de cette banque, participèrent, en dehors, de la Discontogesellschaft, qui établit le projet, toutes les grandes banques de Berlin et de nombreuses sociétés financières. Voici dans quelle mesure elles participèrent au capital de la banque qui fut divisé en 5.000 actions, de 1.000 thalers chacune :

	Nombre de actions
Direction de la <i>Discontogesellschaft</i>	805
Direction générale de la <i>Seehandlungssozietät</i>	175
<i>Deutsche Bank</i>	555
<i>Bleichröder</i>	555
<i>Berliner Handelsgesellschaft</i>	470
<i>Bank für Handel und Industrie</i>	310
<i>Robert Warschauer und C^o</i>	310
<i>Mendelssohn und C^o</i>	310
<i>Jakob S. H. Stern Francfort</i>	470
<i>M. A. v. Rothschild et fils</i> , Francfort-s.-M.	310
<i>Norddeutsche Bank</i> , Hambourg.	380
<i>Sal. Oppenheim und C^o</i> , Cologne	175
<i>Bayr. Hypotheken-und Wechselbank</i> , Munich	175
	5.000

On notera une différence entre la création de la *Deutsch-Asiatische Bank* et celle des banques allemandes de l'Amérique du Sud. Tandis que les banques allemandes du Sud américain furent patronnées et créées par un établissement principal comme la *Discontogesellschaft* ou la *Deutsche Bank*, la *Deutsch-Asiatische Bank* fut, au contraire, créée par un

(1) Le taël ne représente pas une monnaie frappée déterminée, mais un poids fixe d'argent fin ; le *Chang-Haï taël* qui est surtout employé dans les transactions internationales, représente 33,91 grammes d'argent fin.

consortium de nombreuses banques. Elle apparaît donc bien comme le *représentant en Extrême-Orient des intérêts de l'ensemble des banques allemandes, et de la finance allemande.*

C. — Organisation de la Deutsch-Asiatische Bank.

La Deutsch-Asiatische Bank fut créée à la date du 12 février 1889. Son *siège* est à Chang-Haï. Le *but* de la société est de faire le commerce de banque, et aussi d'activer les relations commerciales entre l'Allemagne et l'Asie (art. 3). La banque *limite son action uniquement à l'Asie*. Il y a même plus, et ceci est une particularité de la banque, l'article 3 ajoute qu'elle ne pourra pas faire le commerce des dépôts (*Depositengeschäfte*) et le commerce de virements (*Girogeschäfte*), en Allemagne. On voulait donc limiter l'action de la banque, du moins en ce qui concerne son commerce *régulier*, uniquement à l'étranger. La cause de cette limitation doit être uniquement recherchée dans le fait que les banques allemandes qui participaient au consortium d'où sortit la Deutsch-Asiatische Bank, voulaient éviter toute concurrence sur leur terrain propre. Quand, au contraire, une banque est organisée à l'étranger avec l'aide d'une seule banque, comme cela avait lieu pour les banques allemandes dans l'Amérique du Sud, cette limitation de l'activité de la banque en Allemagne même n'apparaît plus ; la banque allemande qui patronne l'établissement allemand à l'étranger pouvant toujours concilier la conduite de cette succursale avec ses intérêts propres.

En ce qui concerne l'activité de la banque, non plus en Allemagne, mais en Asie même, nous trouvons également une limitation : la banque *ne peut pas pratiquer le commerce de marchandises (Warenhandel)* pour son propre compte. Cette limitation de l'activité de la banque est, ici, faite dans son propre intérêt, en considération de la situation que la banque devait occuper en Asie. C'est, en effet, une condition indispensable pour qu'elle puisse pratiquer avec succès le com-

merce de banque en Extrême-Orient ; et toutes les banques établies dans ces pays doivent, sans exception, se soumettre à cette condition. Une banque, en Asie orientale, qui voudrait aussi faire le commerce de marchandises pour son propre compte, serait extrêmement mal vue par les maisons de commerce établies dans ces pays. Il arriverait que la banque serait systématiquement délaissée par ces maisons, de sorte qu'elle ne pourrait pas subsister (1).

Dans les limites de son activité propre, la banque peut établir des succursales, participer à d'autres instituts ou bien créer des banques d'outre-mer, pourvu que toujours, dans ces participations, l'article 2 des statuts, qui détermine son but, soit respecté (art. 4).

Le *capital nominal* de la Deutsch-Asiatische Bank fut primitivement fixé à 5.000.000 Chang-Haï Taëls, et divisé en 5.000 actions. Ce capital nominal fut élevé, par la suite, à 7,5 millions de taëls et divisé en 7.500 actions. Au moment de la constitution de cette société, 25 0/0 du capital nominal primitif fut versé, soit 1.250.000 taëls ; ce versement fut fait en *marks*, en comptant pour un taël, 4,5 marks.

Le capital fut constitué *en argent*, pour le protéger contre les variations du change et la dépréciation de l'argent ; mais ce furent là des raisons invoquées par la Discontogesellschaft et les autres banques du consortium. En réalité, cette mesure n'empêchait, en aucune façon, les actionnaires de voir leur capital diminuer avec les dépréciations de l'argent et leurs dividendes s'affaiblir également de ce chef. Par contre, elle avait un avantage, celui d'éviter à la banque la difficulté d'entreprendre des opérations de conversion monétaire, à propos de la baisse de l'argent.

Notons encore quelques particularités propres à la Deutsch-Asiatische Bank. Le conseil d'administration doit élire dans son sein un *président, dont le choix est soumis à l'approbation*

(1) *Bericht der Wiener Handels-und Gewerbekammer*, septembre 1905.

du gouvernement allemand. D'autre part, pour conserver à la Deutsch-Asiatische Bank son caractère de banque allemande, et pour avoir en quelque sorte son conseil d'administration sous la main (ce qui est d'un grand intérêt pour le gouvernement allemand et lui permet d'exercer son influence), l'article 19 des statuts apporte plusieurs dispositions. D'abord, il dit qu'au moins cinq des membres du conseil d'administration doivent habiter Berlin. Les trois quarts de l'ensemble des membres de ce conseil doivent habiter l'Allemagne et tous les membres de ce conseil doivent habiter l'Europe.

D. — Activité de la Deutsch-Asiatische Bank.

L'analyse de l'activité de la Deutsch-Asiatische Bank nous fera apparaître 4 aspects différents.

Après avoir étudié cette activité au point de vue proprement *bancaire*, telle qu'elle s'est successivement exercée en *Chine*, dans les *Indes anglaises* et au *Japon*, nous examinerons quelle a été l'influence de la Banque sur les *finances publiques* de ces pays d'Extrême-Orient, — la part qu'elle a prise à la création de diverses *entreprises industrielles*, — et enfin son rôle particulier en tant que *banque d'émission*.

1° *Activité propre de la banque.*

a) *En Chine.* — Le siège de la banque avons-nous vu, est à *Chang-Haï*, c'est donc en Chine que son activité devait tout d'abord s'étendre. Mais, bien que la banque fut créée au commencement de l'année 1889, cette activité ne put commencer aussitôt. En effet, il y avait d'abord une opération indispensable à effectuer, le *transfert du capital* (1.250 000 Taëls) à Chang-Haï, ce qui demandait un certain temps, d'autant plus que l'envoi ne pouvait être effectué en une seule fois. Le reste de l'année 1889 fut pris par les travaux d'installation de la banque qui n'ouvrit ses portes qu'au commencement de l'année 1890.

Bien que la situation économique de la Chine ne fut pas alors des plus favorables, les débuts de la banque furent satisfaisants. Elle constate, dans son bilan de 1890, qu'elle a réussi à entrer en relations avec la plupart des grandes maisons commerciales de Chang-Haï, et avec l'Etat chinois. Il faut noter surtout que la banque est très bien accueillie par les commerçants, notamment les commerçants allemands. L'intérêt que présentait l'établissement de cette banque, ressort nettement d'un rapport consulaire de Tien-Tsin. A propos de l'établissement d'une succursale de la Deutsch-Asiatische Bank dans cette ville, il y est dit : « L'ouverture d'une succursale de la Deutsch-Asiatische Bank de Chang-Haï, vers la fin de l'année 1890, a une grande importance. Depuis la faillite, au printemps de l'année 1889, du *Comptoir d'Escompte de Paris* qui possédait ici une succursale, il n'y avait qu'une seule banque étrangère représentée sur cette place, et c'était la *Shanghai Banking Corporation* (1). »

L'importance de la Deutsch-Asiatische Bank, comme représentant des intérêts allemands et comme représentant des banques allemandes, était donc, dès le début, affirmée ; le succès financier ne fut pourtant pas aussi éclatant qu'on eût pu l'espérer. La Deutsch-Asiatische Bank eut plutôt des pertes à enregistrer pendant les premières années de son activité en Chine.

La création de la banque coïncidait en effet avec une forte baisse de l'argent, qui ira s'accroissant, et qui influençait tout le commerce de la Chine. L'incertitude du change et des variations brusques, arrêtent presque tout le commerce avec les pays à étalon d'or, notamment avec l'Europe. Les affaires de la Deutsch-Asiatische Bank en furent nécessairement influencées, et si la banque fit cependant d'assez bonnes affaires pendant son premier exercice (1890), c'est grâce à une direction très prudente, qui ne s'engageait pas à la légère dans des

(1) *Deutsches Handelsarchiv*, mars 1892.

opérations pouvant occasionner des pertes par suite de la variation du cours du change.

Pendant les années suivantes, la baisse du cours du change va encore s'accroître ; le niveau moyen du prix de l'argent, en 1891 (45 1/16 d. par once standard) est plus bas de 4 1/2 0/0 que le taux moyen en 1890. L'année suivante, il baisse encore de 11 1/2 0/0 ; le prix moyen de l'argent est de 39 13/16 d. par once standard. Le commerce tout entier de la Chine était paralysé ; les importations dans ce pays étaient considérablement diminuées ; les Chinois préféraient se passer des marchandises étrangères, plutôt que de les acheter à un prix élevé correspondant à la diminution de la valeur de leur monnaie. Par contre, les prix des articles d'exportation étaient haussés par les producteurs chinois ; les débouchés européens, en Chine, semblaient menacés, l'industrie nationale de ce pays se développait dans une plus grande mesure, profitant de la baisse de l'argent qui agissait comme une prime à la production.

Par suite de ces circonstances, la Deutsch-Asiatische Bank ne put donner de dividendes pendant ces années 1890-1892 ; son commerce, en effet, dut être restreint par suite des variations du cours du change et aussi de l'arrêt du commerce extérieur, et parce que les affaires faites n'étaient pas très rémunératrices. La cause en est dans le taux d'intérêt relativement bas, qui ne permettait pas à la banque d'employer, d'une manière avantageuse, les sommes dont elle disposait, ou qui lui étaient confiées en dépôt. En outre, la banque eut des pertes à enregistrer. Elle fut d'abord éprouvée par la faillite d'une importante maison de Chang-Haï (Russell et Co) qui lui occasionna une perte de 25.458,81 Taëls. Quant à la succursale de Tien-Tsin, elle souffrait surtout de la diminution du commerce extérieur ; elle éprouva, de ce fait, en 1891, une perte de 5.660,81 absorbant tous les profits de la maison de banque de Chang-Haï.

En 1893, la situation économique de la Chine n'est pas

modifiée, et la baisse de l'argent s'accroît encore, par suite de la *suspension de la frappe libre* de l'argent aux Indes (1). Le cours de l'argent à Londres est à son minimum (27 d. par once standard) au mois de mars 1894. Bien que les variations du cours du change fussent très grandes, la banque n'éprouve point cependant de grandes pertes ; elle se garde de toute opération de spéculation sur la hausse ou la baisse du cours du change.

Pour se protéger encore plus efficacement contre les variations dans le cours du change, la banque organise, en 1893, un chapitre particulier que nous lisons à son bilan sous le nom de *Valuta-Ausgleichskonto*, et qui devint en 1895 le *Valuta-Ausgleichs-und Depositionsfonds*. Ce fonds représentait une réserve spéciale (la banque la dotait de 30.000 taëls par an, pendant le délai de 1893-1895) destinée à couvrir les pertes éventuelles qui pouvaient résulter de la différence du change.

Pendant toute cette période (1893-1895), malgré le taux d'intérêt très bas (3 1/8 0/0 en 1894 et 2 1/8 0/0 pour le *tägliches Geld*), le commerce actif des lettres de change et le développement grandissant des affaires de la banque (la somme totale des affaires de la banque en 1894, était de 118.759.548,33 tls, et de 137.348.571,33 tls en 1895) lui permettent de réaliser des bénéfices assez importants. Le dividende moyen qu'elle distribue à ses actionnaires est de 6 2/3 ; en 1893, il est de 5 0/0, en 1894, 7 0/0 et en 1895, 8 0/0.

Le cours de l'argent commence à se relever, vers l'année 1895 (cours moyen en 1895 : 29 7/8 d. et en 1896 : 30 3/4 d.) (2), par suite le cours du change à Chang-Haï se relève également, ce qui devait avoir une bonne influence sur les affaires

(1) C'est par le décret du 26 juin 1893 que la frappe libre de l'argent était arrêtée ; on fixa aussi en même temps, un rapport légal entre la roupie et l'or (une roupie = 16 pence).

(2) V. *Rapports (au ministre des finances) du directeur de l'Administration des monnaies*.

de la Chine. En effet, durant une nouvelle période de trois ans (1896-1898), l'activité économique de la Chine est assez grande et la Deutsch-Asiatische Bank en profite à la fois pour augmenter le volume de ses affaires et pour développer localement son commerce en Chine. A la suite du traité de paix conclu avec le Japon, une situation plus sûre et plus stable permet aux relations de la Chine avec les nations européennes, de devenir plus intensives. Les grandes puissances européennes rivalisent pour avoir leur part directe d'influence économique en Chine, et pour y trouver des débouchés à leurs industries. En ce qui concerne l'Allemagne, cette période est marquée par la conclusion d'un accord entre elle et la Chine. En 1898, elle se fait concéder *Kiautschou*.

La Deutsch-Asiatische Bank cherche surtout pendant cette période de prospérité économique, à étendre son commerce en Asie orientale et surtout en Chine. Pour s'assurer le succès, la banque fait procéder à un nouveau versement du capital, un appel de 1.875.000 taëls est fait en 1896, ce qui porte le capital versé de la banque à 9.125.000 taëls. Une grande partie du nouveau capital de la banque fut employée à la création de succursales nouvelles (1) ; la banque créa en Chine, en 1897, deux de ces succursales à *Hankow* et à *Tsingtau* ; cette dernière ville faisait partie des concessions allemandes en Chine, et la succursale fut particulièrement créée pour servir de soutien financier aux entreprises de *Schantung* (2). Il faut noter aussi que pendant cette même période, la Deutsch-Asiatische Bank créa une succursale à *Berlin*, en 1896, pour assurer des relations plus directes, tant commerciales que financières, entre la Chine et l'Allemagne.

La Deutsch-Asiatische Bank put se féliciter de cette augmentation de capital non moins que de l'extension de son activité locale. En effet, tout le capital actuel disponible de la

(1) V. Activité de la banque aux Indes

(2) V. Activité de la Deutsch-Asiatische Bank dans les entreprises industrielles.

banque était alors employé dans des affaires de banque fructueuses et le total des affaires s'accroissait sans cesse.

Tous les chapitres des bilans de la banque accusent pour cette période des accroissements importants, surtout pour le portefeuille de la banque. Cela tenait à ce fait que la circulation des lettres de change, en Chine, à cette époque, était très active. Voici, en effet, la progression de cette circulation seulement pour Chang-Haï (y compris la circulation de l'or et de l'argent nécessitée par ses lettres de change).

En 1893.	36.264.567,65	taëls.
En 1896.	53.076.932,85	—
En 1897.	94.634.962,82	—

L'année 1898 marque une diminution de la circulation des lettres de change (1) qui reste, malgré cela, encore importante. Il faut noter que le commerce de lettres de change, pendant le même temps, n'apporte aucune perte à la banque. En somme, le commerce de la Deutsch-Asiatische Bank fut très rémunérateur pendant cette période (1896-1898), et si le dividende moyen distribué aux actionnaires n'est pas supérieur à 8 2/3 0/0 (il était en 1896 et en 1898 de 10 0/0), cela tient surtout à la situation monétaire de la Chine, en 1897. En effet, la situation monétaire était assez défavorable par suite de variations très accentuées du cours du change et du manque de numéraire qui se fit brusquement sentir, au mois de novembre 1897, à Chang-Haï.

Cette crise monétaire peut être expliquée en partie, par *l'introduction de l'étalon d'or au Japon*, ce qui détermine le retrait en grand nombre des yens en argent; elle peut être expliquée en partie aussi par la grande quantité de remises rendues nécessaires par les *grands emprunts en Europe*. Cette

(1) Le bilan de la Deutsch-Asiatische Bank, pour l'année 1898, ne donne plus le chiffre de la circulation totale effets et espèces, il note uniquement la circulation des lettres de change qui est pour cette année de 53.019.756,01 taëls, de sorte que la comparaison n'est plus possible.

crise monétaire fut encore accentuée par le fait qu'elle se fit sentir à l'époque où les transactions commerciales sont les plus actives, et où, par conséquent, on a le plus besoin de monnaie pour les régler, c'est-à-dire vers le mois de novembre, avant que la navigation ne soit interrompue avec les ports maritimes du Nord de la Chine ; à cette époque, toutes les grandes maisons commerciales se hâtent de faire des provisions de marchandises pour l'hiver. Or, en 1897, le commerce des grandes maisons fut en partie paralysé par ce manque de numéraire. La crise ne pouvait être atténuée en aucune façon, bien que les banques de Chang-Haï fissent les plus grands efforts pour la limiter et s'entendre à cet effet avec la chambre de commerce de la ville (1). Cet état de choses dura tant que les importations d'argent de l'Amérique ne furent pas effectuées en quantité nécessaire.

Mais tandis que l'argent était rare sur le marché de la Chine et qu'il ne suffisait pas aux transactions commerciales de ce pays, il ne l'était pas sur le marché de Londres ; aussi les fluctuations du prix de l'argent furent-elles très importantes cette année, et une nouvelle tendance à la baisse s'accusait-elle. Au commencement de 1897, le prix de l'argent à Londres était de 29 13/16 d. par once standard, et le change à Chang-Haï sur Londres était coté de 2 sh. 11 1/8 d. = marks 2.99 pour un taël, transfert télégraphique ; l'année se termine au cours de 20 5/8 d. par once standard, et de 2 sh. 8 d. = marks 2,72.

Les événements de l'année 1897 troublèrent les affaires de la banque restées, pendant la période globale 1896-1898, extrêmement actives et aussi très fructueuses. Si la Deutsch-Asiatische Bank put, même pendant l'année 1897, donner un dividende notable (nous avons vu qu'il était de 6 0/0) et porter 75.000 taëls au fonds destiné à régler les différences résultant des variations du change, c'est que la banque profitait dans

(1) Bilan de la Deutsch-Asiatische Bank, 1897.

son commerce régulier, du taux de l'intérêt très élevé en Chine pendant cette année (1). La banque pouvait, par suite, employer très avantageusement les sommes dont elle disposait.

Profitant de ces années de prospérité, la Deutsch-Asiatische Bank donne à ses actionnaires, en 1896, une indemnité de 375.000 taëls, c'est-à-dire 12 0/0 sur les 3.125.000 taëls versés à raison des pertes subies du fait des versements en argent. Quant au cours auquel devaient être faits les paiements de dividende, il était compté, pour ces années, à 3 marks par taël ; ce qui occasionne encore des pertes (2) pour la banque, au cours d'alors ; — elles étaient couvertes par le fonds institué à cet effet.

Bien que la situation économique de la Chine fût satisfaisante et les transactions commerciales actives, l'année 1899 ne donna pas à la Deutsch-Asiatische Bank tout ce qu'on en attendait. En effet, la banque ne donna, cette année, qu'un dividende de 6 0/0. Si les affaires de la banque ne sont pas plus actives, c'est que la concurrence devient sur son terrain, toujours plus grande. Un grand nombre de transactions devaient être abandonnées parce que la concurrence rendait, sur ces transactions, le bénéfice si peu important, qu'il n'était pas suffisant pour garantir des risques éventuels. De cette façon seulement, on peut expliquer que le nombre total des

(1) Le taux d'intérêt moyen était, en 1897, de 7 1/8 0/0, et en 1896 il était de 6 7/8 0/0 ; au mois de novembre 1897, pendant la crise monétaire, ce taux était de 21 3/4 0/0.

(2) Ainsi, par exemple, en 1898, la Deutsch-Asiatische Bank devait à ses actionnaires un dividende de 10 0/0, soit, sur le capital versé, la somme de 375.000 taëls ; mais, comme son conseil d'administration avait décidé que les dividendes seraient payés au cours de 3 marks le taël, et comme, au cours moyen de cette année, 100 taëls ne valaient pas 300 marks, mais seulement 264,56 marks, la banque devait déboursier une somme de 425.234, 35 taëls. Il s'en suivit donc une perte de 50.234,35 taëls, somme qui devait être couverte par le fonds des différences monétaires.

affaires faites par la banque cette année, soit inférieur au nombre des affaires faites en 1898. Voici les chiffres :

En 1898.	371.356.901,23 Ch. taëls
En 1899.	202.853.563,08 Ch. taëls

Il est vrai aussi que, en 1899, la situation politique, en Chine, n'était guère sûre, mais cette circonstance n'avait pas encore exercé son influence sur le commerce de ce pays ; cela se voit très bien d'après les tables statistiques des douanes maritimes de la Chine ; suivant ces tables, le commerce maritime de la Chine a plutôt progressé dans une mesure notable (1).

Comme la maison de Chang-Haï, les succursales de *Tien-Tsin* et de *Hankow* n'arrivaient pas à rendre plus actif leur commerce de banque ; seule, la succursale de *Tsingtau* réussit à élever le total de ses affaires annuelles, peu de temps après sa création, à la somme de 16.016.881,41 pesos mexicains.

La ville de *Hong-Kong* jouait, dans les derniers temps, un rôle important, tant au point de vue du commerce chinois que de la circulation des lettres de change ; c'est pourquoi le conseil d'administration de la *Deutsch-Asiatische Bank* se décida à ouvrir une *succursale* dans cette ville ; ce qui fut fait au mois de février 1900. Comme l'ouverture de cette succursale exigeait un capital de roulement assez grand, la banque fait un nouvel appel de fonds, et au mois de janvier 1900, un versement de 1.250.000 taëls est effectué ; de cette façon, le capital nominal de la banque (soit 5.000.000 taëls) était entièrement versé.

(1) Le commerce maritime de la Chine, c'est-à-dire exportations et importations, était :

En 1897 : 366.329.983 Haikuan Taëls.	
En 1898 : 368.616.483	—
En 1899 : 460.533.288	—
En 1900 : 370.067.174	—

La banque comptait sur une plus grande activité par la suite, mais ses prévisions furent déjouées par les événements de 1900, dont la répercussion se fit sentir encore en 1901. Le commerce de la Chine eut beaucoup à souffrir ; les transactions commerciales furent, à Tien-Tsin par exemple, presque complètement suspendues. Dans leur ensemble, elles restèrent cependant relativement élevées ; en 1900, la banque fit encore des affaires notables ; elle réussit même à augmenter le chiffre de ses affaires totales annuelles ; la diminution relative des relations commerciales étant largement compensée par des relations et des affaires nouvelles, nées de la présence des troupes et des flottes étrangères. Ainsi, malgré la terrible révolution de la Chine, les affaires de banque devinrent même plus actives.

La filiale de Chang-Haï surtout, travaille activement. La nouvelle succursale de Hong-Kong témoigne également d'une vitalité remarquable, malgré l'influence qu'avaient, jusque dans le Sud de la Chine, les événements du Nord. La situation politique, en Chine, ne redevint stable qu'après la signature du protocole de Pékin, le 7 septembre 1901. Pour le *paiement de l'indemnité* due par la Chine aux grandes puissances de l'Europe une commission financière fut instituée à Chang-Haï ; le délégué allemand de cette commission était M. Buse, directeur de la Deutsch-Asiatische Bank. La fin de l'année 1901 fut bonne ; la Deutsch-Asiatische Bank enregistra des bénéfices (en 1901, les bénéfices nets sont de 556.514,55 taëls, et en 1900 de 505.731,31 taëls) et les chapitres du portefeuille, ceux des comptes-courants surtout, augmentèrent sans que la banque ait à enregistrer la moindre perte.

Il faut noter que pendant cette période, et surtout en 1900, les prix de l'argent subissaient des fluctuations plus grandes qu'auparavant par suite des *achats de lingots* effectués, pour la première fois depuis la fermeture de l'Hôtel des Monnaies, par le gouvernement des Indes. La Chine aussi achète en plus grande quantité, mais ce sont surtout les spéculateurs qui,

profitant de ces demandes, font hausser le prix de l'argent. Il était de $27 \frac{3}{16}$, et le cours du change de 2 sh. 8 $\frac{1}{4}$ d. = Marks 2,76 par 1 Ch. taël le 1^{er} janvier 1900 ; vers le 20 octobre, ces cours se trouvent être $30 \frac{3}{16}$ d. par once standard et 2 sh. 11 $\frac{1}{4}$ d. = M. 3,00 $\frac{1}{2}$ pour 1 Ch. taël ; l'année se termine au cours de $29 \frac{1}{16}$ par once standard et de 2 sh. 10 $\frac{1}{2}$ d. = M. 2,94 par 1 Ch. taël.

A partir de 1902, la Chine poursuit son développement économique, malgré la *guerre russo-japonaise*. La Deutsch-Asiatische Bank en profite pour étendre ses affaires. En 1902, l'augmentation des importations et exportations chinoises, par suite l'augmentation des transactions, donnaient à la banque l'occasion de compenser par des bénéfices importants le risque résultant de l'instabilité du cours du change et de la baisse de l'argent (1). Les années suivantes, les exportations et importations se révèlent plus importantes encore par les tables des douanes maritimes de la Chine (2).

Aussi, la Deutsch-Asiatische Bank, pour pouvoir suivre cette extension, décide-t-elle, dans son assemblée générale du 28 juin 1904, de porter son capital nominal de 5.000.000 taëls à 7,5 millions. Les actions nouvelles, d'une somme de 2,5 millions, étaient données par la banque à un consortium au taux de 115 0/0, et avec un cours de change de M. 2,5 par taël. Un versement de 25 0/0 fut effectué sur le capital nominal et cette somme, y compris le bénéfice sur le change, et déduction faite des frais de l'émission, soit 314 430.62 taëls, fut portée aux réserves ; cette augmentation du capital nominal de la Deutsch-Asiatische Bank était pleinement justifiée comme la suite le devait démontrer, ce capital qui servit à développer les affaires de la banque et à établir des succursales fut très bien rémunéré. En effet, le dividende moyen que la banque donne à ses actionnaires, pendant cette période de 4 ans, de 1902 à 1905, est de 10 0/0. L'année 1906 est marquée par l'ou-

(1-2) Voir page suivante.

1) Tableau décennal des variations du prix de l'argent et du cours du change à Chang-Haï sur Londres.

Commencement de l'année	Prix de l'argent par once standard à Londres	Cours du change à Chang-Haï sur Londres par 1 Chang-Haï taël — transfert télégraphique	Prix de l'argent par once standard à Londres	Cours du change à Chang-Haï sur Londres par 1 Chang-Haï taël, transfert télégraphique
1896	30 1/2 d.	3 sh. 1 d.	Fin 1896 29 7/8 d.	2 sh. 11 1/4 d. = M. 3
1897	29 13/16 d.	2 sh. 11 1/8 d. = 2,99 M.	» 1897 26 5/8 d.	2 sh. 8 d. = M. 2,72
1898	26 9/16 d.	2 sh. 8 d. = 2,72 M.	» 1898 27 1/4 d.	2 sh. 8 5/8 d. = M. 2,765
1899	27 1/4 d.	2 sh. 8 1/2 d. = 2,765 M.	» 1899 27 3/16 d.	2 sh. 8 3/8 d. = M. 2,77
1900	27 3/16 d.	2 sh. 8 1/4 d. = 2,76 M.	» 1900 29 9/16 d.	2 sh. 10 1/2 d. = M. 2,94
1901	29 9/16 d.	2 sh. 10 1/2 d. = 2,94 M.	» 1901 25 1/4 d.	2 sh. 5 d. = M. 2,46
1902	26 1/18 d.	2 sh. 6 1/2 d. = 2,39 M.	» 1902 21 11/16 d.	2 sh. 1 1/2 d. = M. 2,19 1/2
1903	21 11/16 d.	2 sh. 1 3/4 d. = 1,195 M.	» 1903 25 15/16 d.	2 sh. 5 1/4 d. = M. 2,48 1/2
1904	24 5/8 d.	2 sh. 3 7/8 d. = 2,375 M.	» 1904 28 9/16 d.	2 sh. 9 1/8 d. = M. 2,81
1905	27 13/16 d.	2 sh. 8 7/8 d. = 2,795 M.	» 1905 29 15/16 d.	2 sh. 10 3/8 d. = M. 2,92
1906	30 1/16 d.	2 sh. 10 3/8 d. = 2,92 M.	» 1906 32 3/8 d.	2 sh. 1 d. = M. 3,15 1/2
1907	32 7/16 d.	3 sh. 1 d. = 3,155 M.	» 1907 24 1/2 d.	2 sh. 5 1/2 d. = M. 2,50

1) Ce tableau est construit d'après les Rapports (au ministre des finances) de l'administration des monnaies et mé-
dailles, et d'après les bilans de la Deutsch-Asiatische Bank.

2) Les exportations et importations de la Chine étaient :
Haikuan - taëls
en 1902 de 529 545.489
en 1903 de 541.091.600
en 1904 de 583.547.291
en 1905 de 674.988.988

verture, au mois de septembre, de la *succursale de Hambourg* ; cette succursale est spécialement destinée à resserrer encore les liens de l'Allemagne avec l'Extrême-Orient.

En 1907, la Chine fut éprouvée de façon très sensible, au point de vue économique et financier, par suite de la crise américaine et de la forte baisse de l'argent qui en résulta. Les marchés américains voyaient, par ce fait, leur pouvoir d'achat diminué, de sorte que les principaux articles d'exportations de la Chine ont subi une baisse de prix qui alla jusqu'à 40 0/0. Le commerce extérieur de la Chine a sensiblement diminué, et les affaires de la Deutsch-Asiatische Bank s'en sont ressenties ; elles se sont restreintes, la Banque eut même quelques pertes à enregistrer.

b) *Aux Indes anglaises.* — En 1896, la Deutsch-Asiatische Bank se décide à étendre son activité sur les Indes anglaises. Nous savons que les Indes présentent un très grand intérêt pour le commerce allemand, surtout pour les industries allemandes qu'elles alimentent en matières premières. La Deutsch-Asiatische Bank avait donc intérêt à s'y établir. Il faut dire, seulement, que la concurrence devait, ici, lui rendre la tâche très difficile, car nous savons que les maisons de commerce allemandes établies aux Indes, bien qu'elles se servent aussi du crédit allemand, utilisent, en majeure partie, les banques anglaises. Aussi, est-ce plutôt une autre raison qui guidait la Deutsch-Asiatische Bank aux Indes : à savoir *les relations actives existant entre la Chine et les Indes*. La maison de banque de Chang-Haï devait profiter directement de ces relations par l'établissement d'une succursale à *Calcutta*.

La Deutsch-Asiatische Bank ouvrit sa « filiale » à *Calcutta* le 7 octobre 1896. Elle lui donna un capital de roulement de deux millions de roupies. Cette somme était prise sur le nouveau versement qui fut, comme nous le savons, effectué en 1896. La banque se procura cette somme au cours de 250 roupies par 100 taëls. Elle décida pour l'avenir de compter à

ce cours les bilans de la succursale dans les bilans généraux de la banque. Mais, comme le cours indo-chinois présentait des variations, on décida de faire supporter les pertes et bénéfices à un fonds spécial, destiné à régler les variations du change sur l'Inde (1).

L'époque choisie pour l'établissement de la succursale de la Deutsch-Asiatische Bank, à Calcutta, n'était pas des plus heureuses ; le commerce de la banque subissait le fâcheux contre-coup de la mauvaise situation économique du pays. Mais bien que la banque eût à souffrir des pertes par suite des désordres intérieurs et des brusques variations du change, elle inscrit cependant à son grand livre la somme de Rps 289.917.263, total des affaires faites par cette succursale, dès la première année. Elle s'installe donc solidement aux Indes et fait par là espérer à la Banque de Chine, elle-même, un surcroît d'affaires. Mais en 1898 et en 1899 surtout, des faits accidentels, comme la famine et la peste, frappèrent la succursale et firent éprouver des pertes à la Deutsch-Asiatische Bank. La situation ne devait pas se prolonger ; la succursale, toutefois, ayant à subir aux Indes la concurrence de banques nombreuses, surtout celle des banques anglaises, ne fait pas d'opérations lucratives. Tel n'était pas d'ailleurs, il faut bien le dire, le but de son installation. La Deutsch-Asiatische Bank dit expressément : la « filiale de Calcutta s'est développée en vue d'assurer, à notre banque de Chine, une aide puissante et si elle n'est pas dans le cas de donner, par elle-même, de grands bénéfices, les services indirects qu'elle rend n'en sont pas moins estimables » (2). Cette façon de voir a été confirmée

(1) Ainsi, par exemple, le 31 décembre 1896, le cours du change des Indes à Chang-Hai, était de Rps 228, par 100 taëls ; ce qui fait pour 2.000.000 Rps, une somme de 877.192, 98 taëls ; de là un bénéfice de 77.192, 98 Taëls pour la banque qui s'était procuré 2 millions de roupies à un cours de Rps :250 = 100 Taëls ; cette somme fut portée, comme réserve, au dit compte.

(2) Bilan de la *Deutsch-Asiatische-Bank*, année 1901.

dernièrement par l'établissement d'une succursale de la Deutsch-Asiatische Bank, en 1906, à *Singapoure*. Cette agence était essentiellement destinée à servir d'intermédiaire dans les relations entre Hong-Kong et Calcutta.

c) *Japon*. — Tout récemment, l'activité de la Deutsch-Asiatische Bank s'est étendue au Japon. Nous savons que les intérêts commerciaux allemands y sont importants, et la Deutsch-Asiatische Bank en décidant de s'y installer, donnait satisfaction aux demandes souvent renouvelées des commerçants allemands établis dans ce pays, et des grandes maisons de commerce en relations directes avec lui. Il est évident que la Deutsch-Asiatische Bank cherchait aussi à tirer un profit de ces relations actives entre l'Allemagne et le Japon, mais elle était également déterminée par le souci de servir l'expansion économique générale de l'Allemagne, de ce côté du globe.

C'est à *Yokohama* que fut créée la première succursale de cette banque. Elle ouvrit ses portes le 1^{er} novembre 1905. Elle installa ses bureaux dans le bâtiment de l'ancienne banque russo-chinoise, qu'elle avait acquis à cet effet. La fin de l'année 1905 fut employée à l'installation de cette succursale et à son organisation. La banque fonda, dès le début, assez d'espérances sur les résultats de son activité au Japon, pour constituer, au mois de mai 1906, une autre succursale à *Kobé*. Mais, ces succursales furent fortement et victorieusement concurrencées par les banques japonaises. Le bilan de 1906 mentionne aussi comme défavorable au développement des opérations de banque, la crise qui régnait sur le marché des titres.

*2° Influence de l'activité de la Deutsch-Asiatische Bank
sur les finances publiques en Extrême-Orient.*

Nous avons examiné, jusqu'à présent, l'activité de la Deutsch-Asiatische Bank dans l'exercice d'un *commerce ré-*

gulier de banque, c'est-à-dire opérant des dépôts, des avances sur titres, servant d'intermédiaire dans les paiements internationaux, faisant le commerce des lettres de change. Mais l'activité de la banque n'est pas restée limitée à ce commerce régulier, elle est *plus générale et plus complexe*. Cette activité se manifeste tout d'abord à l'égard des finances publiques de ces pays : notamment de la Chine ; dans l'émission des *emprunts chinois*.

La Deutsch-Asiatische Bank a su s'en réserver une part importante : elle travaille ainsi comme un véritable représentant des banques allemandes ; elle est, de cette façon, un agent direct de placement des capitaux allemands en Extrême-Orient, spécialement en emprunts publics. Elle est naturellement le représentant du syndicat des banques allemandes créé en 1890 et touchant les affaires d'Asie.

Cette activité se manifeste dès 1895. D'après le traité de Simonosaki, la Chine devait payer au Japon une *indemnité* de 200 millions de taëls, indemnité qui devait être complètement payée en 1902. La Chine manifesta le désir de procéder à un paiement anticipé, afin de libérer plus vite son territoire. A cet effet, plusieurs Etats européens tentèrent un accord ; accord peu facile, car chacun voulait jouer un rôle prépondérant. Les États-Unis, d'autre part, faisaient les plus grands efforts pour accaparer l'emprunt. Cette dernière influence fut cependant annihilée, et les trois marchés financiers de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre, participèrent chacun pour un tiers à la première partie de l'emprunt chinois, montant à la somme de 22 millions de livres sterling. La politique russe déjoua cet accord des banques de ces trois nations ; elle fit une avance momentanée au gouvernement chinois, et s'entendit avec les banques parisiennes qui ne participaient pas à la convention précédente pour l'émission sur le marché français de l'emprunt chinois de 400.000.000 francs ; le gouvernement russe donnant sa garantie.

Les banques allemandes et anglaises redoublèrent alors

d'efforts pour s'assurer la seconde partie de l'emprunt chinois, dont le montant était de 16.000.000 de livres sterling. Un accord fut passé entre les deux nations, et elles parvinrent à triompher de la concurrence des banques des Etats Unis et surtout des banques françaises. Ce fut, à la vérité, plutôt par suite des considérations politiques que des considérations économiques ou commerciales que la Chine donna son emprunt aux banques anglaises et allemandes.

En 1896, l'emprunt chinois de 16 millions de livres sterling fut émis, par moitié, par la *Deutsch-Asiatische Bank* (qui représentait le syndicat allemand) et par la *Hongkong and Shanghai Banking Corporation* ; le taux d'intérêt était de 5 0/0 ; l'émission eut lieu à Londres et à Berlin :

La somme de 10.000.000 de livres sterling le 31 mars 1896 au taux d'émission de 98,75 0/0 ;

La somme de 6.000.000 de livres sterling le 15 septembre 1896, au taux d'émission de 99 0/0.

Ces deux banques contribuèrent aussi à l'émission de l'emprunt suivant de 16 millions, sur les marchés de Berlin et de Londres, le 22 mars 1898, à 4 1/2 0/0.

Ceci fut un réel succès pour la finance allemande et pour les banques allemandes, car, jusqu'à ce jour, toutes les opérations financières fructueuses se faisaient principalement, sinon exclusivement, par l'intermédiaire des banques anglaises, et particulièrement de la *Hongkong and Shanghai Banking Corporation*. Le capital allemand n'intervenait qu'en second lieu, les banques anglaises étaient les seuls contractants ; nous ne connaissons qu'une participation allemande directe : c'est l'emprunt chinois fait en 1887, par la maison *Robert Warschauer und Co*, et d'autres banques allemandes ; il était de 5.000 000 de marks.

C'est donc la *Deutsch-Asiatische Bank* qui, la première, intervint avec des maisons anglaises pour traiter et conclure l'émission des emprunts chinois. Le monopole anglais n'existe plus. Il y a même plus : un *accord* est intervenu entre les

banques anglaises et la Deutsch-Asiatische Bank représentée par le financier Hanseemann, pour déterminer les sphères d'influence de ces banques en Chine (1). Il est vrai que cet accord n'est relatif qu'aux chemins de fer, mais c'est une preuve de l'importance prise en Chine par les banques allemandes et, notamment, par la Deutsch-Asiatische Bank.

La Deutsch-Asiatische Bank n'a point participé seulement aux emprunts chinois, son influence s'est étendue à toute l'Asie orientale ; elle participe à l'émission de l'emprunt *japonais* 4 1/2 0/0 de 1905 (deuxième série) et à l'émission de l'emprunt *japonais* 4 0/0 (1905).

3° *Activité de la Deutsch-Asiatische Bank dans les entreprises industrielles.*

Une grande activité régnait en Chine vers 1899, dans la création des *voies de communication* : la Hongkong and Shanghai Banking Corporation fait, à cette époque, l'émission de l'emprunt en or (5 0/0) de la *Chinese Imperial Railways Co* qui s'élève à 2.300 000 livres sterling. Un groupe belge, pour la création de la ligne *Pékin-Hankow*, émet l'emprunt chinois (5 0/0) de 112 1/2 millions de francs. Des concessions de chemins de fer sont données à un syndicat *anglo-italien* ; la *banque Russo-Chinoise* et la *British and Chinese Corporation* en bénéficient également.

C'est vers cette époque que la Deutsch-Asiatische Bank entre dans les syndicats des banques allemandes qui se sont constitués pour l'exploitation des chemins de fer. Nous savons qu'en 1899, se constitue, par consortium, la *Schantung-Eisenbahngesellschaft*. La constitution de ce consortium se fit sous la direction de la Deutsch-Asiatische Bank. Nous savons que l'établissement de la banque à *Tsingtau* devait servir surtout de point d'appui financier à la *Schantung Eisenbahngesellschaft*.

(1) *Denkschrift der Discontogesellschaft*, p. 86.

La Deutsch-Asiatische Bank représentait les intérêts allemands, et la Hongkong and Shanghai Banking Corporation les intérêts anglais, dans le syndicat anglo-allemand qui conclut un accord provisoire au sujet de leurs chemins de fer *Tien-Tsin-Tschinkiang*.

Notre banque participe également à la *Schantung-Bergbau Gesellschaft*, société constituée par un consortium allemand pour les affaires d'Asie, et qui devait s'occuper de l'exploitation du charbon dans la province de Schantung.

Elle participe encore à des *entreprises de terrains*, et cela, surtout dans l'intérêt du commerce allemand. Il existait en effet à Tien-Tsin et Hankow, des sociétés anglaises qui avaient pour but de faire des locations de terrain (*Bandfrend*) au bord des rivières, de façon à se rendre maîtresses des rives et pouvoir pratiquer à elles seules, le commerce par voie d'eau. Il s'agissait de réserver au commerce allemand une part de ces avantages en louant des terrains et des quais. En 1897, la Deutsch-Asiatische Bank crée deux sociétés par actions au capital de 1.000.000 de marks chacune : la *Deutsche Niederlassungsgesellschaft* à Tien-Tsin et la *Deutsche-Hankow-Niederlassungsgesellschaft*. Dans ces deux sociétés par actions créées pour l'acquisition de terrains, la banque a gardé une notable participation.

La création de la succursale de la Deutsch-Asiatische Bank à Hankow fut nécessitée, principalement, par cet établissement, à Hankow, de la *Deutsche Hankow Niederlassungsgesellschaft*. Cette société de Hankow fut directement administrée par le personnel de la succursale de la banque. Ces deux sociétés se développèrent très favorablement ; après une année d'existence, les bateaux pouvaient, à Tien-Tsin, opérer le débarquement des marchandises, dans la partie nord, où le quai était achevé. Les deux sociétés : la *Deutsche Niederlassungsgesellschaft* à Tien-Tsin et la *Deutsche « Hankow » Niederlassung*, ont liquidé en 1901, la première donnant 100 0/0 du capital et la seconde 40 0/0.

4^o *Activité de la Deutsch-Asiatische Bank en tant
que banque d'émission.*

La banque convoitait le privilège d'émettre des billets qui circuleraient en Chine, spécialement dans le protectorat allemand de *Kiautschou*. Ses désirs se réalisèrent. En effet, le gouvernement allemand accorda une concession à la Deutsch-Asiatische Bank à la date du 6 juin 1906 (en vertu de l'article 3 de la loi sur le Protectorat du 10 septembre 1900 ; en vertu de l'article 34 de la loi sur la juridiction consulaire, et conformément au décret impérial sur la mise en circulation de billets de banque dans les pays de protectorat). Suivant cette concession, la Deutsch-Asiatische Bank pourra émettre des billets de banque à ses comptoirs à *Kiautschou* et en Chine.

Le nombre de ces billets n'est pas déterminé, mais la banque est obligée de fournir des *garanties pour leur remboursement* ; ces garanties doivent représenter une valeur égale à la valeur des billets en circulation. Le détail de ces garanties fut déterminé par un règlement ultérieur du chancelier de l'empire (8 juin 1906). Elles peuvent consister : 1^o en une *caution* reconnue valable par le chancelier ; 2^o en *dépôts de titres* acceptés par le chancelier ; 3^o En une *hypothèque* sur les terrains appartenant à la banque. Les banques admises comme caution de la Deutsch-Asiatische Bank sont : la Discontogesellschaft, la Deutsche Bank, la Berliner Handelsgesellschaft, la Bank für Handel und Industrie, S. Bleichröder et Mendelssohn und C^o. Le *cautionnement* se fera par la remise à la Deutsch-Asiatische Bank de traites à vue acceptées par les banques garantes. Ces traites ne seront pas inférieures à 100.000 marks. La traite servant de caution, doit être remplacée par une autre traite ou un autre mode de garantie, trois mois avant son échéance. En ce qui concerne les *titres* qui seront admis en dépôt, le règlement stipule que ce sont ceux sur lesquels la *Reichsbank* fait des avances, l'admission en dépôt d'autres ti-

tres exige l'autorisation du chancelier pour chaque cas spécial. En troisième lieu, en donnant *hypothèque* sur les terrains qu'elle possède en propre, la banque pourra fournir des garanties jusqu'à concurrence de 40 0/0 de la valeur des terrains, fixée par taxation publique. Dans le même règlement on prévoit le cas où la garantie fournie par la banque devient insuffisante ou menace de le devenir ; et l'on stipule que, dans un cas pareil, le chancelier de l'empire pourra demander une garantie supplémentaire qu'il déterminera en même temps qu'il l'exigera.

La banque ayant satisfait à ces règles, pourra émettre des billets ; ces billets seront émis en coupures de 1, 5, 25 et 50 dollars et de 1, 5, 10 et 20 taëls ; ils sont de droit *remboursables à tous les comptoirs de la banque*, même à ceux qui n'ont pas le droit d'en émettre, par exemple aux succursales d'Allemagne, des Indes et du Japon. Mais il y a une différence dans les conditions de ces remboursements : ainsi le remboursement est fait *à la valeur nominale et en tout temps*, dans toutes les localités où l'émission est faite ; au contraire, dans les autres comptoirs de la banque, ce remboursement n'a lieu que *dans la mesure des espèces disponibles* dans les caisses de ces comptoirs, et *au cours du change* existant au moment où le billet est présenté au remboursement. La banque est également tenue d'accepter ses propres billets en paiement, en tout temps, et pour la valeur nominale, dans les succursales émettrices : au cours du change actuel, dans ses autres succursales.

Outre ces dispositions concernant l'émission des billets de banque par la Deutsch-Asiatische Bank, il y en a d'autres fixées par la concession du privilège. La concession est accordée pour un délai de 15 ans ; mais la banque n'est pas libre de recourir à cette émission des billets quand elle le jugera à propos. En effet, l'acte de concession stipule expressément que la banque commencera d'émettre des billets dans un délai de neuf mois à dater du jour de la concession ; à ce jour, la

banque doit faire une émission de 500.000 dollars en billets de banque ; la banque doit verser au gouvernement annuellement 1 0/0 du montant moyen annuel de la circulation fiduciaire. Les premiers billets de banque de la Deutsch-Asiatische Bank furent émis dans la première moitié de 1907, à Tsingtau. On continue à préparer des billets pour les émissions successives à Chang-Haï, Tien-Tsin et Pékin.

E. — Résultats de la Deutsch-Asiatische Bank.

La Deutsch-Asiatische Bank occupe une situation toute particulière. En effet, comme nous l'avons indiqué, au syndicat qui créa la Deutsch-Asiatische Bank, participèrent presque toutes les grandes banques allemandes, et après la création vinrent encore s'y adjoindre la Dresdner Bank, le A. Schaaffhausen'sche Bankverein, la Nationalbank für Deutschland. On peut donc dire qu'aujourd'hui, *toutes les grandes banques allemandes sont représentées dans le syndicat qui patronne la Deutsch-Asiatische Bank*. Elle est bien le représentant de la banque allemande en Extrême-Orient. Par suite, les résultats obtenus par elle, la situation prépondérante qu'elle a réussi à occuper en Extrême-Orient, doivent être également considérés comme des succès de la finance allemande. De même que l'activité et les tendances de cette banque se confondent, en quelque sorte, avec l'activité et les tendances des banques allemandes dans leur ensemble, de même ses résultats sont à envisager comme des résultats obtenus par la finance allemande tout entière.

Cette collaboration des banques allemandes fut un bien ; par suite de cet accord entre les principaux établissements allemands, la concurrence entre banques nationales, toujours fâcheuse quand elle se produit en pays étranger, fut complètement exclue. Les autres banques qui ne faisaient point partie du syndicat constitutif de la Deutsch-Asiatische Bank, ne pouvaient constituer, en Extrême-Orient, une autre banque,

capable de concurrencer la Deutsch-Asiatische Bank. Nous avons vu, en effet, qu'une telle création ne pouvait être le fait que de grands établissements. Et ce n'est pas parce que, seuls, de grands établissements peuvent fournir le capital nécessaire ; on arrive, assez facilement aujourd'hui, à réunir d'assez forts capitaux pourvu que l'entreprise promette d'être lucrative. De grandes banques sont nécessaires, plutôt pour *donner leur appui* à l'établissement fonctionnant en pays étranger, lui permettre de se servir, pour ses opérations financières, notamment pour les paiements internationaux, pour le commerce de lettres de change, du crédit qu'ils possèdent déjà. Tel est le véritable intérêt du patronage des grandes banques, patronage indispensable pour une banque d'outre-mer. Comme toutes les grandes banques allemandes étaient intéressées dans la Deutsch-Asiatische Bank, celle-ci s'est trouvée à l'abri d'une concurrence des banques nationales et a pu employer toutes ses forces à concurrencer les établissements similaires étrangers. Par là, elle servait ses *propres intérêts* d'abord, les *intérêts des banques nationales* ensuite, et aussi l'*intérêt économique national*, en général.

Ainsi, les résultats obtenus par la Deutsch-Asiatische Bank ne doivent-ils pas être considérés uniquement au point de vue particulier de cette banque : ils apparaissent plutôt comme des résultats obtenus par la banque allemande, en général, en Extrême-Orient ; il nous faut les examiner de plus près.

Nous savons que la Deutsch-Asiatische Bank fut instituée principalement pour *pratiquer le commerce de banque et activer les relations commerciales entre l'Allemagne et l'Asie*. Nous allons tâcher, tout d'abord, de voir les résultats que la banque a obtenus dans cet ordre d'idées. Son *commerce de banque régulier* était de faire les paiements internationaux, l'assurance des cours, le commerce des lettres de change, les avances sur marchandises, etc... Mais au moment de son établissement en Extrême-Orient (et ce fut d'abord en Chine : à Chang-Haï), la banque avait à compter avec les banques *anglaises*.

Elle se trouve notamment en présence de la *Hongkong and Shanghai Banking Corporation*, établissement très puissant, qui avait alors une situation prépondérante en Extrême-Orient, surtout en Chine. Cette banque, en effet, était établie depuis 1863 ; elle disposait d'un capital de 10.000.000 \$ et de 16.000.000 \$ de réserves ; elle apparaissait donc comme un concurrent extrêmement redoutable. Bien entendu, les maisons de commerce allemandes se servaient de l'intermédiaire des banques anglaises. Nous savons que l'existence des succursales de la Deutsche Bank fut de courte durée.

La Deutsch-Asiatische Bank devait, dès ses débuts (cela était naturel et conforme au but poursuivi par la banque), chercher sa clientèle précisément parmi ces maisons de commerce allemandes. En effet, bien que le cours du change sur l'Allemagne eût une tendance à être plus élevé que le cours du change sur l'Angleterre (conséquence de la politique des banques anglaises), les commerçants allemands trouvaient, en recourant à la Deutsch-Asiatische Bank, tous les autres avantages qui résultent du concours d'une banque nationale ; cet inconvénient d'un change plus élevé sur l'Allemagne, pouvait même être évité aux maisons de commerce qui se servaient de la Deutsch-Asiatische Bank, car cette banque *pouvait tirer sur Londres*, grâce aux intérêts directs que la Deutsche Bank avait déjà sur cette place.

Quand cette différence de change était minime, le commerçant allemand, tant exportateur qu'importateur, avait avantage à employer le mode de paiement direct par l'intermédiaire de la Deutsch-Asiatische Bank, ce qui lui permettait de faire ses transactions et ses paiements en monnaie nationale. Les résultats obtenus par la banque, de ce côté, furent favorables. Pour en juger, nous ne pouvons nous baser sur d'autres indices, que ceux résultant de l'activité même de la banque. C'est, en effet, pour pouvoir mieux faire ce commerce, que la banque se développe et étend son activité aussi rapidement ; après avoir commencé avec un capital modeste, elle travaille

aujourd'hui avec 7, 5 millions de taëls entièrement versés. La concurrence anglaise, bien que toujours très active, ne semble plus guère la gêner.

Il nous semble qu'à ce point de vue, son établissement récent au Japon est une démonstration concluante. En effet, elle rencontre dans ce pays, où elle arrive assez tard, un développement de banque considérable, et en particulier la *Yokohama Specie Bank Ltd*, prépondérante au Japon, où elle est installée depuis 1880 environ, et qui dispose aujourd'hui d'un capital de 18.000.000 de yens et de 9.520.000 yens de réserves. L'établissement au Japon, de la *Deutsch-Asiatische Bank* nous prouve les services importants qu'elle a rendus au commerce allemand ; c'est en effet, sur les sollicitations des commerçants allemands et des grandes maisons de commerce allemandes qui ont des intérêts directs au Japon, qu'intervint la décision de la banque de s'établir au Japon. D'ailleurs, nous savons que les commerçants allemands accueillaient avec une vive satisfaction chaque nouvel établissement de la banque en Asie orientale,

Une autre preuve évidente du souci que prenait la banque de servir les affaires des grandes maisons de commerce allemandes est dans ce fait que la *Deutsch-Asiatische Bank*, qui a, à l'étranger, son champ d'opérations, et ne peut même pas faire en Allemagne les opérations de banque essentielles, ouvre cependant une succursale à *Berlin* et, tout dernièrement, une autre à *Hambourg* ; cela uniquement pour mieux faire son commerce en Extrême-Orient. La banque a voulu, par ces succursales nouvelles, se trouver en relations plus directes avec les grandes maisons et les grandes industries intéressées en Extrême-Orient.

L'intervention de la banque en faveur de ce commerce allemand est très active ; pour en juger, il n'y a qu'à examiner les principaux chapitres des bilans de la banque : tous accusent une augmentation notable. Il ne faudrait pas croire cepen-

dant que la Deutsch-Asiatische Bank ait réussi à être le seul intermédiaire du commerce allemand en Extrême-Orient, c'est-à-dire que ce soit elle qui fasse toutes les opérations de banque, qui naissent du commerce allemand dans l'Asie orientale. Dans des cas fréquents, les industriels allemands recourent encore à des banques étrangères, et notamment aux banques *anglaises*.

Nous avons tâché d'avoir des détails précis sur les proportions dans lesquelles le commerce allemand, en Extrême-Orient, recourt aux banques anglaises, mais notre enquête n'a pas donné de résultats bien nets. Elle supposait l'existence d'une comptabilité toute spéciale et intime de chaque maison de commerce et des banques (en particulier). Quelques indiscretions nous permettent cependant de dire que de grandes maisons de commerce à Hambourg employaient, et emploient encore actuellement, pour leur commerce avec l'Extrême-Orient, presque exclusivement les services des banques anglaises. Mais il faut dire aussi que ces maisons travaillent, en grande partie, avec les Indes, et que là, la suprématie des banques anglaises est évidente et presque exclusive. Nous avons vu aussi que la Deutsch-Asiatische Bank, en s'établissant aux Indes, n'avait pas la prétention d'évincer les banques anglaises, mais plutôt de profiter des relations commerciales que les Indes entretiennent avec la Chine, dans l'intérêt de ses affaires de banque avec l'Asie orientale. Aussi, les succursales des banques anglaises à Hambourg nous prouvent-elles que l'intervention de ces banques, à propos des relations commerciales allemandes, doit être encore aujourd'hui très fréquente.

« Ce qu'on peut dire, à l'avis d'un financier qui connaît les affaires de la Deutsch-Asiatische Bank, c'est que cette banque, bien qu'elle ait réussi à prendre une grande partie des opérations qui touchent aux relations commerciales de l'Allemagne avec les pays d'Extrême-Orient, ne les a pas accaparées toutes. Il existe bien des opérations qui se font

encore aujourd'hui par l'intermédiaire des banques anglaises; nous pouvons même croire qu'elles sont assez notables, mais ne cherchez pas à savoir dans quelle proportion elles s'effectuent; la Deutsch-Asiatische Bank ne pourrait le savoir elle-même. Par contre, la banque sait qu'elle a, assez souvent, à intervenir dans des opérations qui se présentent à propos des relations anglaises; toutes les fois, en effet, que les commerçants anglais ont un intérêt quelconque à rechercher l'intermédiaire de la banque allemande, ils confient aussitôt leurs intérêts à la Deutsch-Asiatische Bank. »

Ainsi, le commerce cherche toujours en premier lieu, son avantage propre. Si la Deutsch-Asiatische Bank a enregistré de beaux résultats en Extrême-Orient, c'est que le commerce allemand avait avantage à lui confier ses intérêts. Mais, par contre, les affaires de la Deutsch-Asiatische Bank comme celles des autres banques allemandes à l'étranger, n'ont pas un caractère exclusivement national.

Tels sont les résultats de la Deutsch-Asiatische Bank, quant au commerce régulier de banque (*regulares Bankgeschäft*); mais nous savons que la Deutsch-Asiatische Bank ne s'est pas limitée au commerce de banque régulier; elle a obtenu des résultats très intéressants *en tant que société financière*. Ses résultats, en cette matière, intéressent l'ensemble des banques allemandes, car la Deutsch-Asiatische Bank travaille ici encore comme représentant de toutes les grandes banques allemandes qui ont participé à la création du *consortium pour les affaires de l'Asie orientale*. Et c'est parce qu'elle était soutenue par l'ensemble des grandes banques allemandes que ses résultats ont pu être aussi importants de ce côté; depuis l'entrée en activité de la Deutsch-Asiatische Bank, la finance allemande a des succès importants à enregistrer dans l'Asie orientale, alors que jusqu'à cette date, ces pays étaient le domaine exclusif des banques anglaises.

Aujourd'hui ce monopole est sensiblement diminué; un champ nouveau s'est ouvert à l'activité des banques alleman-

des à l'étranger. Il faut bien voir seulement que la Deutsch-Asiatische Bank n'agit que comme l'agent direct, le représentant sur place des intérêts allemands, des intérêts des grandes banques allemandes. Une moindre action lui est laissée en propre, parce qu'elle ne dispose pas d'ailleurs du capital nécessaire pour participer dans une plus grande mesure à ces opérations. Son rôle n'en a pas moins été souvent prépondérant dans le lancement de ces affaires ; les grandes banques allemandes, en Europe, préparent le terrain afin d'obtenir de nouvelles affaires, par exemple des emprunts ou bien des concessions de chemins de fer (1). Quant à la Deutsch-Asiatische Bank, elle a joué un rôle tout aussi délicat, sinon plus difficile ; c'est par son entremise notamment qu'ont été réalisés les accords nécessaires avec la *Hongkong and Shanghai Banking Corporation*, établissement tout puissant, comme nous le savons, et qui jouissait d'une autorité de premier ordre en Chine.

Nous ne reviendrons pas ici sur l'énumération des participations aux entreprises et aux emprunts de la Deutsch-Asiatische Bank, bornons-nous à dire que c'est grâce aux résultats que la banque avait obtenus dans son commerce de banque en Asie orientale et à la situation qu'elle avait su se créer dans ces pays, notamment en Chine, qu'elle put, quand l'occasion se présenta, étendre son activité à ces opérations.

Ainsi, la finance allemande et les grandes banques allemandes en Asie orientale, ont, aujourd'hui, une place tout autre que celle qu'elles y occupaient, il y a dix ans ; une bonne part de ces succès doit être attribuée à la Deutsch-Asiatische Bank. De son action, est résulté un progrès notable dans les relations commerciales de l'Allemagne avec l'Asie orientale. En effet, ces relations sont de plus en plus étroites, le commerce se sent, en quelque sorte, soutenu par l'influence de la finance

(1) Nous avons vu, notamment à propos de la Discontogesellschaft, le rôle de cette banque.

nationale ; la construction des voies de communication va encore ouvrir de nouveaux débouchés aux produits allemands.

Tels sont les résultats obtenus par la Deutsch-Asiatische Bank, résultats qui intéressent, comme on le voit, *l'économie nationale allemande*, dans son ensemble.

Quels ont été les résultats de la banque *quant à son intérêt immédiat et direct* ? Le développement des affaires ressort des bilans de la banque. On peut voir, dans les tableaux que nous donnons, les progrès sensibles accusés par tous les postes. Quant aux bénéfices proprement dits, ils ont été influencés par la baisse des prix de l'argent et les variations du change. Nous savons que la banque employa deux procédés principaux pour se mettre à l'abri des trop grands risques qu'elle pouvait courir de ce côté : d'abord elle évita de donner à ses opérations un caractère de spéculation sur les variations du change ; puis elle institua un fonds de réserve spécial pour parer aux pertes ; cette précaution a réduit les bénéfices de la banque, mais les affaires ont acquis une solidité plus grande. C'est donc grâce à la façon attentive et prudente dont elle fut conduite, grâce à ce souci des conditions locales et notamment de la situation monétaire, que la banque doit d'avoir triomphé de ces difficultés spéciales.

Pour se rendre compte de la part prise par la banque dans les affaires de l'Asie orientale et de la proportion qui existe entre les obligations de la banque et ses ressources, nous avons dressé le tableau suivant :

En Chang-Haï-Taëls :

ANNÉES	RESSOURCES PROPRES DE LA BANQUE				Total des res- sources	Engage- ments de la Banque	Total des res- sources et des enga- gements
	Capital- actions	Réserve légale	Réserve spéciale	Fonds de compen- sation			
1890	5.000.000	294	—	—	5.000.294	2.608.251	7.608.545
1891	5.000.000	2.312	—	—	5.002.312	3.252.534	8.255.846
1892	5.000.000	3.421	—	—	5.003.421	2.141.358	7.142.779
1893	5.000.000	10.893	5.929	30.000	5.046.822	3.434.998	8.481.820
1894	5.000.000	18.312	13.348	60.000	5.091.668	3.160.671	10.252.339
1895	5.000.000	26.003	21.039	90.000	5.137.042	3.875.588	11.013.630
1896	5.000.000	68.452	63.487	290.943	5.422.882	25.431.481	30.854.363
1897	5.000.000	79.632	74.668	215.943	5.370.243	5.848.848	11.219.091
1898	5.000.000	119.958	171.449	375.943	5.667.350	11.184.602	17.851.953
1899	5.000.000	131.643	183.135	375.943	5.690.721	9.554.164	15.244.885
1900	5.000.000	154.225	205.717	375.943	5.735.885	9.499.699	15.235.584
1901	5.000.000	179.289	230.780	375.943	5.786.012	12.306.214	18.092.226
1902	5.000.000	210.660	262.151	375.943	5.848.754	17.737.958	23.586.712
1903	5.000.000	241.829	293.320	375.943	5.911.092	18.035.294	23.946.386
1904	5.000.000	590.935	327.996	375.943	8.794.874	19.119.516	27.912.390
1905	7.500.000	634.768	371.828	375.943	8.882.539	23.087.101	31.969.640
1906	7.500.000	676.742	413.802	375.943	8.966.487	26.614.858	35.581.345
1907	7.500.000	714.254	451.314	375.943	9.041.511	38.392.985	47.434.496

Pour juger, maintenant, les profits de la banque, l'importance de la rémunération du capital-actions de la Deutsch-Asiatische Bank, nous comparons les dividendes distribués dans les dix dernières années avec les dividendes que donnent les principales banques allemandes qui ont participé à la création de la Deutsch-Asiatische Bank (dividendes en 0/0 du capital versé) :

Années	Dividendes de la Deutsch- Asiatische Bank	Dividendes de la Disconto- gesellschaft	Dividendes de la Bank für Han- del und Industrie	Dividendes de la Deutsche Bank	Dividendes de la Dresdner Bank	Dividendes de la Nationalbank für Deutschland
1896	10	10	8	10	8	7
1897	6	10	8	10	9	7 1/2
1898	10	10	8	10 1/2	9	7 1/2
1899	6	10	7	11	9	8
1900	7	9	6	11	8	8
1901	7	9	4	11	4	5
1902	9	8 1/2	6	11	6	5 1/2
1903	10	8 1/2	6	11	7	5
1904	10	8 1/2	7	12	7 1/2	6
1905	11	9	8	12	9 1/2	7
1906	9	9	8	12	9 1/2	7 1/2
1907	8	9	6	12	7	6

Il résulte de cette comparaison que la Deutsch-Asiatische Bank donne des dividendes tout à fait satisfaisants, quand on les compare avec ceux des grandes banques allemandes. On voit notamment que pour les dernières années, il n'y a que ceux de la Deutsche Bank qui soient supérieurs. Il est vrai que les dividendes de la Deutsch-Asiatische Bank sont plus variables, mais il faut songer à toutes les difficultés que la banque a trouvées en Extrême-Orient et que ne connurent pas les banques allemandes déjà formées par une longue expérience.

Aussi bien, si, comme on l'a dit, la rémunération d'une banque comme la Deutsch-Asiatische Bank doit être beaucoup plus importante que les bénéfices des banques qui travaillent en Allemagne, pour compenser des risques plus grands et plus nombreux, il ne faut pas oublier que cet établissement et d'autres analogues, procurent à l'économie nationale des avantages plus généraux qui, pour être moins facilement appréciables, n'en sont pas moins souvent considérables,

BILANS DE LA DEUTSCH-ASIATISCHE-BANK.

1889-1907.

Deutsch-Asiatische Bank.

A. — Actif (en Chang-Hai-taëls).

ANNÉES	Caisse	Obligations des actionnai- res sur le capital non versé	Avoir en ban- ques (allemandes)	Portefeuille	Effets propres	Débiteurs	Immeubles et terrains	Meubles	Total
1889	214,51	3.750.000	392.565,47	872.638,83	—	—	—	3.753,29	5.021.172,10
1890	503.759,65	3.750.000	—	1.848.711,75	—	1.500.131,19	—	5.942,86	7.608.585,45
1891	541.587,45	3.750.000	—	1.665.646,22	—	2.291.945,26	—	6.667,31	8.255.846,14
1892	267.429,80	3.750.000	—	1.434.713,84	—	1.680.883,12	—	9.752,54	7.142.779,30
1893	380.487,42	3.750.000	—	1.654.496,57	—	2.691.836,44	—	5.000,00	8.481.890,43
1894	1.120.961,63	3.750.000	—	1.505.563,80	—	3.875.812,69	—	1	10.252.339,12
1895	1.082.550,06	3.750.000	—	1.233.930,01	—	4.947.118,64	—	1	11.013.629,71
1896	849.443,45	1.875.000	16.553.970,03	3.728.282,13	1.916.815,98	5.930.832,31	—	10	30.854.362,90
1897	751.268,33	1.250.000	—	2.475.992,81	1.126.967,08	5.614.852,98	—	10	11.219.094,20
1898	1.852.317,79	1.250.000	4.708.045,95	2.839.140,70	1.185.684,59	5.866.983,51	149.479,00	1	17.851.952,54
1899	1.221.474,44	1.250.000	1.353.397,51	4.857.109,34	1.870.924,76	4.532.963,54	139.006,39	10	15.244.885,88
1900	2.420.695,74	—	—	6.486.787,57	1.614.563,83	3.432.671,02	250.857,71	10	15.232.583,87
1901	3.437.341,11	—	—	6.742.078,91	2.218.191,45	5.436.319,90	258.281,93	10	18.092.226,30
1902	2.485.611,06	—	—	9.037.925,96	2.786.173,45	8.971.945,61	285.042,89	10	23.586.711,97
1903	1.785.102,62	—	—	7.680.273,27	2.911.899,94	11.239.554,23	329.546,02	10	23.946.386,09
1904	3.757.271,43	1.875.000	—	8.134.791,61	2.595.341,60	10.907.823,46	342.151,99	10	27.912.390,09
1905	4.415.736,77	1.875.000	—	12.180.730,60	4.920.203,95	11.118.587,01	459.371,93	10	31.969.640,26
1906	5.247.429,03	—	—	15.704.763,37	1.752.696,57	12.300.174,97	576.270,92	10	33.581.344,86
1907	5.333.954,72 1	—	—	19.573.220,35	1.838.655,13 1	19.862.579,90	826.076,89	10	47.434.496,95

(1) Dont une somme de 480.000, portée comme garantie des billets de banque en circulation.

B. — Passif (en Chang-Hai-taëls).

Deutsch-Asiatische Bank.

1889-1907.

ANNÉES	Capital- actions	Réserve légale	Réserve spéciale	Créditeurs	Avoir du gou- vernement chinois	Fonds de compen- sation des va- riations de dispo- sition	Acceptations	Du créancier	Fonds de pension	Dividende non prélevé	Compte des gains et pertes	Total
1889	5,000,000			15,287,62	—	—	—	—	—	—	9,884,48	5,021,172,10
1890	5,000,000	294,22		2,367,602,01	—	—	—	—	—	—	40,349,22	7,608,545,45
1891	5,000,000	2,311,68		3,224,266,39	—	—	—	—	—	—	29,268,07	8,235,846,14
1892	5,000,000	3,420,99		2,108,489,82	—	—	—	—	—	—	49,808,30	7,142,779,36
1893	5,000,000	4,964,41		3,358,281,69	—	—	—	—	—	—	118,574,63	8,481,826,43
1894	5,000,000	19,893,11	5,928,70	9,946,477,99	—	30,000	—	—	—	—	159,049,32	10,252,339,12
1895	5,000,000	18,313,11	13,347,70	5,745,897,48	—	60,000	—	—	—	—	176,072,42	11,013,629,71
1896	5,000,000	26,003,24	21,038,83	8,211,102,71	16,553,979,93	107,192,98	—	—	—	—	875,046,11	30,834,362,90
1897	5,000,000	68,431,77	63,487,96	5,308,166,75	—	215,942,98	—	—	—	—	273,042,35	11,219,091,29
1898	5,000,000	79,632,39	71,607,98	6,927,183,45	4,708,045,95	215,942,98	—	—	—	—	846,479,79	17,891,952,94
1899	5,000,000	119,997,74	171,448,83	7,800,477,73	1,353,397,71	375,942,98	—	—	—	—	333,660,89	15,244,885,88
1900	5,000,000	131,643,98	183,134,67	9,019,131,13	—	375,942,98	—	20,000	—	—	507,731,51	15,235,583,87
1901	5,000,000	154,224,46	205,716,53	11,769,826,76	—	375,942,98	652,784,63	20,000	—	—	506,514,35	18,092,226,30
1902	5,000,000	179,289,23	230,780,32	16,439,817,41	—	375,942,98	954,703,00	20,000	—	—	688,097,40	23,586,711,97
1903	5,000,000	210,659,01	292,151,00	19,104,240,39	—	375,942,98	876,131,16	20,000	—	—	718,686,81	23,946,386,09
1904	5,000,000	259,259,27	293,319,71	17,106,964,91	—	375,942,98	683,342,91	20,000	32,376,71	1,113,91	823,782,03	27,912,390,09
1905	5,000,000	300,935,25	357,995,73	21,395,809,14	—	375,942,98	624,419,88	20,000	139,724,57	1,220,28	992,124,94	31,969,640,26
1906	5,000,000	334,768,36	430,828,85	24,722,465,66	—	375,942,98	1,759,430,12	20,000	139,724,57	1,220,28	990,943,40	36,581,344,86
1907	5,000,000	376,742,07	473,802,42	27,735,154,92	—	375,942,98	1,759,430,12	20,000	219,730,81	3,010,	869,623,55	47,434,496,95

- (1) Dont une somme de 77,192,98 taëls, servant comme fonds de compensation, aux variations du change hindou.
- (2) Dont une somme de 417,754,64 taëls, comme montant des billets de banque en circulation.

C. — Gains et pertes (en Chang-Haï-taëls).

Deutsch-

ANNÉES	BÉNÉFICE BRUT				Bénéfices disponibles	EMPLOI		
	Intérêts et bénéfices différents	Rentrées provenant de créances douteuses	Reliquat du bénéfice de l'année précédente			Frais généraux	Amortissement sur immeubles	Amortissement sur meubles
1889	40.892,13	—	—		40.892,13	35.007,65	—	—
1890	101.271,17	—	5.590,26		106.861,43	66.512,21	—	—
1891	92.046,53	—	7.081,76		99.128,29	69.860,22	—	—
1892	173.091,62	—	28.158,76		200.250,38	72.991,84	—	97.390,05 ¹
1893	266.145,63	—	29.325,07		295.470,70	85.378,05	—	91.518,32 ²
1894	224.516,38	—	10.659,70		235.176,08	69.076,87	—	7.059,89
1895	210.365,20	25.582,76	22.249,92		258.197,88	81.110,45	—	1.015,01
1896	990.140,52	5.789,27	26.075,48	1.022.005,27	140.517,37	—	—	6.441,79
1897	385.670,85	4.821,33	49.429,93	439.922,11	165.845,22	—	—	1.034,55
1898	1.009.104,24	272,62	39.972,73	1.049.349,59	192.043,17	7.470,82	3.355,81	
1899	463.248,75	6.278,72	99.944,03	569.471,50	222.072,65	7.125,98	6.611,98	
1900	722.601,87	1.647,58	54.093,89	778.343,34	243.451,23	13.203,04	15.957,56	
1901	784.987,19	500,	65.239,11	850.726,30	263.640,27	13.593,79	6.977,69	
1902	941.319,15	627,33	60.683,89	1.002.630,37	289.617,74	16.915,97	7.999,26	
1903	960.307,02	935,76	95.312,08	1.056.554,86	317.056,76	17.344,53	3.466,76	
1904	1.064.652,17	1.746,83	130.262,38	1.196.661,38	343.724,64	48.008,—	11.146,71	
1905	1.379.990,76	950,—	115.462,71	1.496.403,47	458.879,65	24.177,47	21.221,41	
1906	1.529.405,70	12.335,72	121.469,59	1.663.211,01	641.674,66	30.330,05	30.262,90	
1907	1.617.795,68	—	119.887,32	1.737.183,—	804.675,34	43.477,73	19.406,38	

(1) Amortissement pour créances douteuses.

(2) Dont une somme de 4.942,92 taëls, comme amortissement pour créances douteuses.

Asiatische Bank.

1889-1907.

DES BÉNÉFICES								
Réserve légale	Réserve spéciale	Fonds de pen- sion pour le personnel	Dividende		Tantièmes	Report à nouveau	Fonds de compen- sation des varia- tions du change et fonds de rés. osit.	Total
			Montant	0/0 du ca- pital versé				
294,22	—	—	—	—	—	5.590,26	—	40.892,13
2.017,46	—	—	31.250,—	21 ¹ / ₂	—	7.081,76	—	106.861,43
1.109,31	—	—	—	—	—	28.158,76	—	99.128,29
1.543,42	—	—	—	—	—	29.325,07	—	201.250,38
5.928,79	5.928,70	—	62.500,—	3	3.557,23	10.659,70	30.000	295.470,70
7.419,—	7.419,—	—	87.500,—	7	4.451,40	22.249,92	30.000	235.176,08
7.691,13	7.691,13	—	100.000,—	8	4.614,68	26.075,48	30.000	258.197,88
42.448,53	42.448,53	—	591.500,—	10	25.469,12	49.429,93	123.750	1.022.005,27
11.180,62	11.180,62	—	206.250,—	6	4.458,37	39.972,73	—	439.922,11
40.325,35	96.780,85	—	425.234,35	10	24.195,21	99.944,03	160.000	1.049.349,59
11.685,84	11.685,84	—	251.865,67	6	4.329,65	54.093,89	—	569.471,50
22.581,88	22.581,88	—	381.125,22	7	14.203,42	65.239,11	—	778.343,34
25.063,77	25.063,77	—	439.330,55	7	16.372,57	60.683,89	—	850.726,30
31.370,68	31.377,68	—	505.617,98	9	24.425,98	95.312,08	—	1.002.630,37
31.168,74	31.168,74	—	500.000,—	10	26.086,95	130.262,38	—	1.056.554,86
34.675,98	64.675,98	50.000	531.250,—	10	27.717,36	115.462,71	—	1.196.661,38
43.833,11	73.833,11	100.000	618.750,—	11	34.239,13	121.469,59	—	1.496.403,47
41.973,69	41.973,69	50.000	675.000,—	9	32.608,70	119.387,32	—	1.663.211,01
37.511,81	37.511,81	50.000	600.000,—	8	26.086,95	118.512,98	—	1.737.183,—

(3) Dont une somme de 375.000 taëls comme gratification aux actionnaires, suivant une décision de l'assemblée générale.

CHAPITRE III

LES BANQUES ALLEMANDES EN EUROPE CENTRALE ET EN ORIENT

§ I. — BANQUE COMMERCIALE ITALIENNE

(BANCA COMMERCIALE ITALIANA).

A. — Intérêts allemands en Italie.

Ce sont presque toujours les intérêts *commerciaux* qui, de façon prépondérante, poussent le capital allemand à chercher un placement à l'étranger et à y créer des banques ; mais parfois aussi, l'intérêt *politique* joue un rôle d'une grande importance. Aussi, ne pouvons-nous étudier les intérêts allemands en Italie, sans mentionner tout d'abord les liens politiques qui unissent l'Allemagne à l'Italie. Mais nous allons nous attarder surtout aux intérêts économiques, et indiquer la *situation des capitaux allemands*, leurs *modes d'emploi* et leur *importance* en Italie. Nous verrons ainsi quel intérêt les banques allemandes ont pu avoir à nouer des relations directes avec ce pays.

Les rapports consulaires établis, ici, sur des données fort précises, nous permettent d'estimer à 100, le nombre des *maisons de commerce* allemandes de grande et moyenne importance qui ont fait rayonner leur action sur toute l'Italie ; le capital avec lequel travaillent ces maisons de commerce peut être estimé à plus de 80 millions de marks. Dans le *nord de l'Italie*, ces maisons font surtout le commerce des produits chimiques, du fer et des métaux ; dans le *sud de l'Italie*, l'objet du commerce allemand est plus spécialement

l'exportation des produits bruts italiens, et l'importation d'objets manufacturés allemands. Cette région est un important débouché pour les produits allemands. Dans la *Lombardie* et dans les grandes villes du nord de l'Italie, ainsi qu'à *Naples*, se trouve concentré le commerce par commission, qui se fait surtout par les Allemands ; on trouve aussi, concentrées dans les mêmes villes, un grand nombre d'agences allemandes représentant les principales industries et maisons de commerce.

Les capitaux allemands immobilisés dans des *propriétés foncières* en Italie ne sont pas non plus à négliger ; ils s'élèvent à environ 20 millions de marks. Quant aux *crédits* que l'Allemagne accorde à ces établissements de commerce principaux et à ces industries, ils ne peuvent être évalués avec sûreté pour toute l'Italie ; en Lombardie seulement, ils représentent annuellement environ 20 millions de marks.

Les participations allemandes dans les *voies de communication en Italie*, sont particulièrement intéressantes ; les actions et obligations de chemins de fer possédées par les Allemands (spécialement celles des lignes du *nord* de l'Italie et des lignes privées de la *Sicile*), bien qu'elles aient beaucoup diminué dans les derniers temps, représentent encore une valeur d'environ 150 millions de marks.

La plus grande productivité économique du capital allemand en Italie, se trouve dans l'*industrie* ; c'est là que le capital allemand travaille avec plus de succès, notamment dans l'*industrie cotonnière*. Le capital allemand qui se trouve investi dans l'industrie italienne peut être estimé à 120 millions de marks (1).

Dans ses relations économiques avec l'Italie, l'Allemagne doit compter surtout avec l'influence très forte, parce que très ancienne, de la *France* et de la *Suisse*. Mais l'influence allemande est grandissante, tandis que celle des autres nations

(1) V. *Die Entwicklung der deutschen Seeinteressen*, p. 436.

est plutôt rétrograde. Aujourd'hui, l'Allemagne avec les 450 millions de marks qu'elle possède en Italie, n'est pas de beaucoup inférieure à la France qui y possède environ 550 millions d'après les estimations allemandes. Si on se rapporte aux estimations françaises (1), les intérêts allemands ont même dépassé les intérêts français, car ceux-ci ne sont, d'après cette estimation, que de 430 millions, si l'on ne tient pas compte de la part du capital français dans les fonds publics italiens.

Un commerce de banque très actif s'est établi entre les deux pays, et les banques allemandes trouvent très utile d'avoir en Italie des relations directes et des représentants de leurs établissements. Cet intérêt était notable il y a 15 ans, et grâce à une particularité de la vie économique de l'Italie, les banques trouvèrent à cette époque un moyen favorable d'intervenir dans les finances italiennes et de s'assurer une part d'influence en créant la *Banca commerciale italiana*.

B. — Historique et organisation de la Banca Commerciale Italiana.

Le développement économique de l'Italie moderne a été relativement rapide ; il fut, en quelque sorte, *enrayé par ses effets mêmes*. Il arriva, en effet, que l'on s'illusionna sur la capacité économique du pays ; les moyens de crédit et les capitaux ne se développèrent pas dans la même mesure que les entreprises industrielles et commerciales ; vers 1890, une *crise financière* éclata qui dépassait les proportions des crises antérieures, et frappait surtout les banques et le crédit. Bien que l'organisation nouvelle de l'État fut plus appropriée au développement économique, et que de grands efforts eussent été faits pour enrayer le mal, on ne pouvait en aucune façon

(1) Les intérêts français y compris les participations du capital français dans les fonds publics italiens, s'élèvent à 1.430 millions de francs, d'après les estimations faites à la suite des rapports consulaires au ministère des affaires étrangères (Direction des consulats et des affaires commerciales). *Journal officiel* du 23 septembre 1902.

atténuer la crise. Elle était provoquée directement par des spéculations sur des terrains. Les acquisitions ne correspondaient point aux besoins réels, ni éventuels : c'étaient de pures opérations financières, faites pour provoquer une hausse artificielle. Le krach était inévitable, et il fut si général que presque tous les établissements du pays suspendirent leurs paiements. Dans cette crise générale, l'Etat dut intervenir, car la *Banca d'Italia*, elle-même, avait besoin d'une aide particulière.

Le pays cependant possédait des ressources qui devaient permettre de consolider la situation financière, et surtout le crédit ; mais pour cela il fallait l'influence d'un établissement puissant qui pût inspirer une grande confiance. Un pareil établissement ne pouvait manquer de réussir et devait être d'une inestimable utilité. La *Discontogesellschaft* (1) envisagea très justement la situation et se décida à intervenir ; son intervention fut même précipitée, par le fait que la *Banca generale* dut aussi, en 1894, suspendre ses paiements. La *Discontogesellschaft* fit donc, la première, la proposition de la création d'une banque allemande en Italie, et engagea dans cette affaire un *Consortium des banques allemandes* constitué par : la *Discontogesellschaft*, la *Deutsche Bank*, la *Darmstädter Bank*, la *Berliner Handelsgesellschaft* et la maison de banque *S. Bleichröder*. Toutes ces banques étaient d'accord pour créer une banque allemande en Italie, et estimaient toutes qu'un tel établissement profiterait autant aux banques qu'aux relations économiques de l'Allemagne, en général.

Pourtant, il y avait à surmonter un grand obstacle : à savoir, la difficulté, que nous avons tant de fois déjà rencontrée, de *protéger le capital de la banque contre les fluctuations de valeur de la monnaie* du pays où la banque allait s'établir. Les propositions faites pour enrayer cette difficulté se trouvaient en opposition avec les statuts de la *Banca d'Ita-*

(1) V. *Denkschrift der Discontogesellschaft*, p. 215.

lia, et en opposition aussi avec la législation (1). Le consortium des banques allemandes ne croyait pas non plus devoir accepter une proposition faite par le gouvernement italien, celle d'absorber les banques italiennes insolvables. Aussi le projet de création de la banque allemande fut-il bientôt presque entièrement abandonné.

Les intérêts allemands et ceux des banques allemandes prévalurent cependant, et la banque fut créée sous le nom de *Banca commerciale Italiana*, à la date du 10 octobre 1894, au capital nominal de 20.000.000 Lire or. C'est pour protéger le capital de la banque, qu'il fut souscrit en or. La banque n'était pas constituée uniquement par le syndicat des banquiers allemands, comme dans le projet primitif. Pour des raisons particulières, notamment pour faciliter à la banque une plus grande expansion et des relations plus directes avec les autres pays où l'Italie entretient des relations commerciales directes et importantes, on avait admis la participation d'un syndicat de banques suisses, qui comprenait : le *Basler Bankverein*, la *Schweizerische Kreditanstalt* et l'*Union financière de Genève*. Un syndicat de banques autrichiennes participa aussi à cette création ; il était composé : de la *Kreditanstalt*, de la *Anglo-Oesterreichische Bank*, du *Wiener-Bankverein*. Toutes ces banques devaient avoir dans le conseil d'administration une représentation proportionnelle à leurs intérêts ; la plus grande part, dans ce conseil, était donnée au syndicat des banques allemandes. En dernier lieu, en 1900, la *Banque de Paris et des Pays-Bas* participa à l'augmentation du capital de la banque. Ce capital a subi les variations suivantes :

En 1895	20 millions de lire
— 1897	30 —
— 1899	40 —
— 1900	60 —
— 1903	80 —
— 1905	105 —

(1) V. *Denkschrift der Discontogesellschaft*, p. 216.

C. — Organisation de la Banca Commerciale Italiana.

Le siège de la Banque est à *Milan*. La durée est fixée à 50 ans, mais cette durée peut être prolongée par l'assemblée générale des actionnaires de la banque.

Le but de la société ne présente pas de particularité. La participation à divers syndicats, y compris les engagements qui découlent d'acquisitions d'effets faites pour son propre compte, ne doit jamais dépasser 30 0/0 du *capital nominal versé*. Dans cette restriction, ne sont pas comprises les participations aux emprunts de l'Etat, des actions et obligations, ainsi que les actions et obligations des chemins de fer de l'Etat italien. C'était là une clause en faveur du gouvernement italien, qui ne voulait pas que l'action de la banque fût limitée, quant à son aide et à son intervention dans les finances publiques. L'acquisition d'immeubles par la banque, n'est autorisée que pour les *Vermögens-Inbegriffen*, ou bien les immeubles nécessaires au commerce de la banque, ou encore quand le recouvrement des avances de la banque la rend nécessaire.

Le conseil d'administration devait, dès sa formation, élire deux comités de direction. Le premier, *comité local*, composé d'au moins sept membres (ayant leur domicile en Italie). Le second, *comité central*, composé de 7 à 9 membres, sans l'obligation pour eux d'habiter l'Italie. La sphère d'action de ces comités est déterminée par le conseil d'administration ; le comité central doit s'occuper surtout de la marche générale des affaires de banque, tandis que le comité local s'occupe des opérations en cours, et pour lesquelles ne suffit plus la direction centrale de la banque.

D. — Activité de la Banca Commerciale Italiana. — Résultats.

La Banca Commerciale Italiana commença ses opérations en Italie, vers la fin de 1894, avec un capital relativement très

élevé, constitué par des banques étrangères, notamment par les plus importantes des banques allemandes. Elle trouva, en Italie, le terrain le plus favorable ; soutenue par les banques, elle rallia la confiance ébranlée par la crise.

Aussi put-elle étendre rapidement son action sur toute l'Italie ; elle possède aujourd'hui 30 succursales. En premier lieu, elle s'occupe du *commerce régulier de banque*, en même temps, elle apporte un soin spécial aux affaires commerciales, et par conséquent aussi aux *relations commerciales de l'Allemagne avec l'Italie*. C'est surtout dans ce rôle d'intermédiaire avec l'Allemagne, que son activité fut féconde ; elle rendit les relations plus actives et plus directes d'après les dires mêmes des grandes banques allemandes (1).

Il faut noter que la Banca Commerciale Italiana ne se limita pas uniquement, au commerce de banque régulier ; ses *participations dans des entreprises de toutes sortes* (telles que chemins de fer, mines, industries électriques) sont nombreuses. Malheureusement, nous ne pouvons donner ici l'énumération de ces participations, car les bilans de la banque ne nous fournissent pas d'indications détaillées. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que le chapitre des participations de la banque a constamment augmenté ; il représente, en 1906, la somme de 21 millions et demi de francs.

Nous ne nous étendrons pas plus longuement sur l'activité de cette banque qui ne présente pas, surtout aujourd'hui, le caractère d'un établissement dirigé uniquement par les banques allemandes. Nous ne savons même pas quelle est la participation des banques allemandes dans la Banca Commerciale Italiana ; ces participations ne sont jamais indiquées dans les comptes des banques allemandes. Tout ce que nous pouvons affirmer, c'est que la participation du capital allemand, soit le capital fourni par les banques, soit le capital fourni par la clientèle allemande, entre pour une large part

(1) *Denkschrift der Discontogesellschaft.*

dans les ressources actuelles de la banque. En effet, les émissions d'actions successives destinées à l'augmentation de son capital, ont été faites en même temps en Allemagne et en Italie, et directement par l'intermédiaire des banques allemandes.

Comme les banques allemandes se trouvent encore aujourd'hui en tête de l'administration de la Banca Commerciale Italiana (nous savons qu'elles sont toutes représentées directement dans le conseil d'administration), on peut se rendre compte de l'influence des banques allemandes dans cette institution de crédit qui est devenue une des plus importantes de l'Italie.

Les résultats obtenus ont profité aux deux pays liés par des intérêts réciproques. Pour juger de sa situation dans le pays, nous ne pouvons que reproduire ce passage du rapport de 1904 : « Au 1^{er} décembre 1904, s'est terminée la première période décennale de l'existence de la Banca Commerciale Italiana. Si nous nous rappelons les circonstances difficiles dans lesquelles notre établissement a débuté, et si nous nous reportons, d'autre part, au programme de notre banque, nous nous croyons en droit de constater que ce programme a été réalisé autant qu'il était possible dans ce laps de temps relativement court. La situation économique de l'Italie, telle qu'elle est établie aujourd'hui, a donné raison aux hommes clairvoyants qui, en automne 1894, jugèrent le moment venu de doter le commerce et l'industrie d'un instrument dont le pays avait été presque totalement privé pendant la grave crise économique du passé : à savoir d'un puissant établissement de crédit, reposant sur des bases solides, et outillé de façon à procurer aux échanges commerciaux les nombreuses facilités que les temps modernes réclament impérieusement, dans toute nation arrivée à un haut degré de développement. C'est un établissement appelé à compléter, dans un certain sens, les banques d'émission, et qui porte son activité sur des domaines autres que ceux que la loi et les statuts assignent à ces dernières. La grande

dépression qui avait caractérisé les années précédentes a été suivie d'un essor dans presque toutes les branches du commerce et de l'industrie, et cet essor a dépassé les avis, même les plus optimistes. »

« Nous avons régulièrement suivi le développement de cet essor, et, à différentes reprises, nous avons appelé l'attention sur les exagérations et les abus inhérents à toute progression rapide. Si notre établissement ose s'attribuer un mérite, c'est celui d'avoir suivi, pas à pas, cette régénération économique du pays, et d'avoir contribué de son mieux à la consolidation de la prospérité nouvellement acquise, en secondant les efforts réellement justifiés, et en combattant les tendances précipitées et malsaines. La tâche que notre banque était appelée à réaliser lui a été assignée par le nom même que ses fondateurs lui ont choisi : elle devait servir le commerce dans toutes ses manifestations et dans la mesure la plus large. »

BILANS DE LA BANQUE COMMERCIALE ITALIENNE.

1895 1907.

Banque commerciale italienne.

A. — Actif (en milliers de francs).

ANNÉES	Caisse	Porte-feuille	Effets en-caisser	Effets à reporter	Effets propres	Avances sur (lombards)	Débiteurs	Meubles et frais d'installation	Im-meubles	Participations consortiales	Débiteurs par aval	Effets en dépôt	Intérêts sur bons	Total
1895	5.240	15.850	148	15.468	2.698	80	33.469	105	1.247	1.535		53.645	15	129.407
1896	9.784	14.653	438	21.984	7.581	132	24.276	156	1.245	1.234		101.716	10	181.411
1897	13.434	25.891	379	35.256	15.598 ¹	205	43.385	172	1.372	1.424		135.213	20	272.348
1898	14.500	25.189	448	45.486	12.133 ²	264	61.274	288	4.261	1.458		160.029	30	326.364
1899	14.524	29.989	701	42.183	11.237	589	88.985	348	4.626	4.129		226.087	25	423.425
1900	16.509	37.263	1.396	39.020	17.833	636	108.311	428	5.024	5.975	17.669	259.379	28	504.472
1901	21.541	49.203	1.606	60.649	21.095	940	145.589	414	5.270	3.099	20.199	285.416	39	586.064
1902	18.669	42.079	1.296	49.113	27.079	679	128.278	466	6.665	2.758	45.665	275.097	50	566.898
1903	23.737	64.369	1.757	82.682	29.212	857	144.235	449	5.717	4.400	51.792	330.972	56	740.237
1904	27.214	93.445	1.954	79.419	31.894	884	170.151	521	5.311	5.621	62.514	344.796	86	823.814
1905	70.286 ³	116.744	2.619	119.284	33.910	4.338	226.489	—	8.069	11.740	7.504	490.842	144	1.088.972
1906	42.952	135.959	3.666	92.058	36.680 ⁴	2.099	290.012	—	7.857	21.559	5.020	602.704	178	1.240.776
1907	45.361	204.952	3.989	88.645	47.002	2.297	208.492	—	7.986	30.112	30.308	629.125	177	1.298.652

(1) Dont une somme de 8.410, comme liquidation du Credito Industriale de Turin.

(2) Dont une somme de 3.404, comme liquidation de la Banca Subalpina.

(3) Dont une somme de 22.500, comme obligations des actionnaires sur le capital non versé.

(4) Dont une somme de 6.610, comme liquidation de la Banca di Perugia.

1895-1907.

Banque commerciale italienne.

B. — Passif (en milliers de francs).

ANNÉES	Capital - actions	Réserve légale	Réserve spéciale	Fonds de pension	Dividende non prélevé	Dépôt	Acceptations	Chèques en circulation	Créditeurs	Caisse de l'impôt	Créditeurs par aval	Effets en dépôt	Intérêts sur lettres de change	Reliquat de l'année précédente	Compte des gains et pertes	Total
1895	20.000	—	1.318	—	—	6.925	3.239	584	42.154	290	—	53.547	57	—	1.293	129.407
1896	20.000	65	1.318	—	—	10.786	2.718	663	42.086	368	—	101.716	87	43	1.560	181.411
1897	30.000	618	1.318	—	2	32.084	5.204	980	64.684	403	—	135.213	129	77	1.636	272.347
1898	30.000	700	1.318	—	—	37.484	9.474	1.308	82.815	408	—	160.030	117	75	2.635	326.364
1899	40.000	4.550	—	—	—	37.433	8.086	1.743	101.960	305	—	226.087	170	78	3.012	423.425
1900	60.000	8.910	—	—	—	42.635	11.663	1.986	102.592	334	17.670	254.379	216	104	3.982	504.472
1901	60.000	9.110	—	—	1	51.445	14.893	1.785	137.119	392	20.199	185.417	255	109	5.340	586.064
1902	60.000	9.377	—	—	4	63.328	14.868	2.363	121.077	357	45.665	275.097	282	115	5.364	566.898
1903	80.000	16.000	955	—	7	76.708	19.584	3.515	155.523	—	51.792	330.972	363	141	5.377	740.237
1904	80.000	16.000	524	1.751	6	100.113	19.845	4.794	185.806	—	62.514	344.796	378	178	7.109	823.814
1905	105.000	21.000	12.554	2.733	6	129.698	24.153	9.791	276.650	—	7.504	490.812	645	248	8.148	1.088.972
1906	105.000	21.000	12.961	3.398	20	151.624	30.006	15.944	279.305	—	5.020	602.705	1.109	425	9.259	1.210.776
1907	105.000	21.000	13.124	4.082	24	171.227	27.995	9.745	273.494	—	30.509	629.125	1.581	488	10.451	1.298.652

Bénéfices et Pertes en milliers de francs).

Banca Commerciale Italiana.

1895-1907

ANNÉES	BÉNÉFICE BRUT										EMPLOIS DES BÉNÉFICES										Total		
	du portefeuille-Italie	Bénéfices du portefeuille-étranger	Intérêts sur comptes courants divers	Intérêts sur report	Intérêts sur portefeuille-titres	Bénéfices sur participations	Bénéfices sur titres	Provisions et divers	Immobilisations	Intérêts sur bons	Restant du bénéfice de l'année précédente	Total disponible	Intérêts	Frais d'administration	Impôts et timbre	Intérêts sur bons	Fonds de réserve extraordinaire	Dividende	Taux de répartition d'administration	Report à nouveau			
1895	498	604	226	387	401	280	71	242	25	45	2.451	—	2.451	93	753	254	57	65	1.063	12	123	43	2.451
1896	614	252	243	469	222	450	144	388	36	11	2.830	43	2.873	195	767	219	87	78	1.300	12	118	77	2.873
1897	730	417	324	739	330	261	148	527	46	20	3.541	77	3.618	388	1.022	366	129	82	4.400	7	153	73	3.618
1898	954	644	412	1.116	444	420	338	883	69	30	5.315	75	5.390	645	1.355	563	117	132	2.250	7	250	78	5.390
1899	1.077	663	734	1.501	491	579	471	1.196	133	25	6.670	78	6.648	859	1.799	730	170	151	2.550	12	286	104	6.648
1900	1.323	887	1.427	1.785	476	341	177	1.474	132	28	8.049	104	8.153	1.015	1.960	875	216	199	3.400	12	378	109	8.153
1901	1.730	903	1.670	2.051	796	352	340	1.763	143	40	9.787	109	9.896	966	2.205	1.021	255	267	4.800	8	467	115	9.896
1902	1.665	734	1.699	2.365	1.139	169	652	1.927	227	51	10.627	115	10.742	1.203	2.520	1.259	282	268	4.800	8	270	141	10.742
1903	1.832	867	2.017	2.705	1.190	331	753	2.070	224	56	12.045	141	12.186	1.532	2.944	1.529	363	269	4.800	8	271	178	12.186
1904	2.732	1.277	2.368	3.235	1.243	602	866	2.370	221	86	15.000	178	15.178	2.062	3.540	1.912	378	355	6.400	8	284	248	15.178
1905	3.699	1.376	2.715	4.906	1.344	867	1.461	2.631	262	145	19.407	248	19.655	3.074	4.683	2.334	1.467	407	7.200	9	363	425	19.655
1906	4.784	1.757	4.433	4.872	1.706	616	1.066	3.050	243	178	22.705	425	23.130	3.880	5.716	2.711	1.109	463	8.325	9	408	489	23.130
1907	7.095	2.439	5.051	4.331	1.778	925	408	3.446	236	177	25.590	489	26.079	4.156	4.193	2.914	1.384	523	9.450	9	459	511	26.079

(1) Y compris une somme de 522.000 marks comme amortissement sur mobilier.

§ II. — BANQUE GÉNÉRALE ROUMAINE (BANCA GENERALA ROMANA).

A. — Les intérêts allemands en Roumanie. -- Historique de la Banca Generala Roumana.

Les intérêts allemands en Roumanie sont considérables, et le capital allemand y est engagé dans des entreprises variées notamment dans la construction des *chemins de fer*, dans des *entreprises minières* et, en particulier, dans les exportations de *pétrole*. Déjà, en étudiant l'activité de la Discontogesellschaft, nous avons vu dans quelle mesure cet établissement financier est engagé dans différentes entreprises industrielles en Roumanie. Comme nous avons pu nous en rendre compte également au cours de notre étude des grandes banques allemandes, ces intérêts allemands ont tendance à devenir, en Roumanie, de plus en plus considérables ; en effet, de nouvelles entreprises se sont créées surtout avec des capitaux allemands, pendant ces derniers temps, la Roumanie offrait et offre encore aujourd'hui un champ de travail considérable, disposant de grandes richesses naturelles, et ne possédant pas les capitaux nécessaires pour les exploiter. Le capital allemand a su profiter de ces circonstances favorables en s'installant en Roumanie, et en y participant aux exploitations les plus lucratives du pays.

Le commerce allemand n'a pas de moindres intérêts dans le pays. Un grand nombre de commerçants allemands (1) y sont installés et font des affaires avec les grandes maisons industrielles allemandes. D'autre part, les relations commer-

(1) Nous ne pouvons pas donner le nombre de ces maisons de commerce, car les rapports consulaires allemands ne font pas cette estimation individuellement pour la Roumanie ; dans leurs rapports, cette estimation des intérêts allemands est donnée dans son ensemble, pour tous les pays balkaniques.

ciales avec la Roumanie présentent un grand avantage pour l'économie nationale complexe de l'Allemagne ; la Roumanie est, en effet, un pays riche en *produits agricoles* et en *produits du sol* ; au contraire elle est un débouché merveilleux pour les produits industriels de l'Allemagne. Si l'on examine la statistique de ce commerce, on voit qu'il s'est développé très sensiblement (1).

Le développement du pays était entravé par le *manque de capitaux* et le *manque de crédit*. Aussi, le gouvernement qui avait déjà favorisé la construction des chemins de fer, devait s'occuper d'organiser un bon fonctionnement du crédit et surtout de donner satisfaction aux besoins de crédit de *l'agriculture*, principale richesse du pays. Pour satisfaire ces intérêts, on créa d'abord une banque foncière sur le modèle des *preussische Landschaften* : la *Prima Societate de Credit Funciar Romana* ; les obligations de cette banque furent recherchées. La preuve de la solidité de la banque est qu'en 1897, on trouvait de ces obligations en circulation, pour une somme de 320 000.000 Lei. Cette organisation du crédit agricole était encore complétée, en 1894, par une banque destinée elle aussi à faire des avances aux propriétaires agricoles, la *Banca Agricola*.

En ce qui concerne *le commerce et l'industrie*, l'organisa-

(1) D'après les *Statistische Jahrbücher*, les relations commerciales de l'Allemagne avec la Roumanie, nous donnent le tableau suivant (estimations faites en millions de marks) :

	1898	1899	1900	1901	1902
Importations (de la Roumanie en Allemagne)	33,9	27,1	35,9	47,9	84,2
Exportations (de l'Allemagne en Roumanie)	37,4	36,8	25,4	34,0	49,5
	1903	1904	1905	1906	1907
Importations (de la Roumanie en Allemagne)	63,4	64,4	94,1	118,6	149,8
Exportations (de l'Allemagne en Roumanie)	37,6	41,9	44,4	63,9	68,6

tion du crédit était moins complète. Sans doute, on avait, en 1881, organisé la *Banque nationale de Roumanie*, à laquelle l'Etat roumain participa, mais cette banque n'apportait de secours au commerce que dans la mesure où cela était conciliable avec son rôle principal de *banque d'émission*. En dehors de cette banque, il y avait encore la *Banque de Roumanie*, mais son privilège devait finir vers 1899, et l'on croyait qu'il ne serait pas renouvelé.

Le commerce et l'industrie souffraient donc de l'absence d'une grande banque de crédit, et l'exportation des produits agricoles était elle-même gênée. En effet, les exportateurs de blé, entrepositaires dans les Docks et *Lagerhäuser*, ne pouvaient obtenir qu'avec de grandes difficultés les avances nécessaires au transport de leur marchandise.

Dans ces conditions, le commerce de banque, en Roumanie, devait être très avantageux pour un établissement de crédit qui présenterait les conditions de solidité nécessaires. Les grandes banques allemandes allaient créer l'établissement de crédit désiré, avec l'aide, il est vrai, des représentants les plus marquants du commerce et de l'industrie roumaine. C'est en 1897 que fut créée par l'accord de la *Discontogesellschaft* et de *S. Bleichröder* : la *Banca Generala Romana*. Le but fondamental de cette banque devait être, en évitant toute intervention d'ordre politique, de soutenir le *marché financier allemand en Roumanie* (1), par tous les moyens.

B. — Organisation de la Banca Generala Romana.

La Banca Generala Romana fut constituée comme société anonyme, elle eut son *siège à Bukarest* ; elle pouvait fonder des succursales tant en Roumanie qu'à l'étranger, et même commanditer d'autres établissements de crédit ou d'autres maisons de banque. Le *capital social* de la Banque générale roumaine fut fixé à 10.000.000 de francs (Leis), et il peut être

(1) V. *Denkschrift der Discontogesellschaft*, p. 218.

ultérieurement augmenté jusqu'à concurrence de 20.000.000 de francs. Ce capital social est représenté par 8.000 actions au porteur de 1.250 francs chacune. Pour chaque action souscrite, le versement immédiat est de 30 0/0 de la valeur nominale, mais, en fait, un second versement de 20 0/0 eut lieu au mois de janvier 1898, de sorte que la banque commença à travailler avec un capital versé de 6.000.000 de francs, soit la moitié du capital nominal (1).

Le but de la société est (art. 4) : « de faire toutes les opérations financières et de banque, y compris les opérations de dépôts et de report, ainsi que celles de commission et d'avances sur marchandises. Toutefois, la banque ne peut pas engager plus de 30 0/0 de son capital versé dans les acquisitions, pour son compte propre, de valeurs et de titres de toutes sortes ou dans des participations à des syndicats ou entreprises commerciales de quelque genre que ce soit. Cependant, cette restriction ne s'applique pas aux titres d'emprunts du gouvernement roumain, ni aux acquisitions de valeurs, titres et obligations commerciales faites, soit dans le but de couvrir et garantir la banque de ses déboursés, soit temporairement dans un but d'arbitrage. Il est fait de même *défense à la banque d'acquérir des immeubles* en dehors de ce qui est nécessaire à l'établissement de ses bureaux, et *de prendre des hypothèques*, sauf le cas où ce serait nécessaire pour éviter des pertes évidentes.

C. — **Activité et résultats de la Banca Generala Romana.**

La Banca Generala Romana commença son activité en Roumanie au mois de novembre 1897, au milieu de la sympathie générale. Elle répondait à un besoin très vivement ressenti. Elle n'apparaissait point comme un concurrent, elle venait prendre une place que créait le développement du pays,

(1) V. art. 5, 6 et 7 des statuts de la banque.

et en prenant cette place elle favorisait les conditions et la durée de ce développement.

Dès la première année de son existence, la banque ouvre une *succursale* à *Braïla*. Son but, en créant cette succursale, était d'intervenir dans les opérations actives et fructueuses qui se faisaient sur cette place avec l'étranger. La succursale organise un service spécial qui doit s'occuper surtout de faire l'*exportation du blé* : service spécial avantageux, tant pour la Banque que pour les agriculteurs et propriétaires fonciers.

Pourtant, de ce côté, les efforts de la banque ne furent pas heureux, et l'année suivante, en 1899, la banque dut restreindre ses affaires, surtout dans sa succursale de Braïla. « De mémoire d'homme, dit le bilan de la banque pour cette année, on ne se souvenait pas d'une aussi mauvaise récolte. Dans un pays qui tire des produits de son agriculture la plus grande partie de ses ressources, cette mauvaise récolte suffit à produire une forte crise financière. Un concours fatal de circonstances défavorables vint d'ailleurs aggraver la situation. L'état général du marché européen, la gêne monétaire ressentie dans tous les pays qui cherchaient au dehors un placement plus rémunérateur pour leurs capitaux disponibles, les perturbations financières amenées par la guerre du Transvaal ; enfin, la situation difficile du Trésor public, sont autant de raisons qui augmentèrent de façon très sensible, les embarras causés par la mauvaise campagne agricole. »

On se ressentait encore, en 1900, de cette forte crise ; l'année est employée surtout à des liquidations et à des règlements. On avait, en effet, donné du crédit dans une trop large mesure. Les grands agriculteurs avaient vu leur capital roulant épuisé et s'étaient imposé de grands sacrifices pour pouvoir continuer leur exploitation. Le grand commerce lui-même avait été atteint, et les faillites furent nombreuses. Si l'on examine dans son ensemble le bilan de 1900, on ne peut pas se faire une idée de l'intensité de cette crise, car les opérations de la banque sont actives et les bénéfices importants.

Si la banque ne donne pour cette année qu'un dividende de 7 0/0 du capital versé, c'est uniquement parce que, pour se garantir contre toute surprise éventuelle, dans l'avenir, elle se constitue des réserves. Quand on examine le détail, on voit que la part du portefeuille a beaucoup diminué ; l'activité de la banque a porté surtout sur les avances sur fonds publics et comptes courants garantis. Les affaires de la banque restent bonnes, malgré la crise, parce que de nombreuses maisons de banque ont cessé ou interrompu leurs opérations dans le courant de l'année 1900, ce qui fit affluer la clientèle à la banque générale roumaine ; en second lieu, le taux d'intérêt a été très haut pendant toute l'année.

Les perturbations économiques qui se sont manifestées dans toute l'Europe en 1900, se sont aggravées en 1901, et ont eu leur retentissement sur le commerce de banque en général. En Allemagne, la crise de surproduction avait également son contre-coup sur les banques. Les engagements considérables de la Roumanie envers l'étranger et les couvertures qui étaient exigées, autant par les besoins d'argent sur les principales places de l'Europe que par les appréhensions provoquées par la crise financière et économique du pays, contribuent à accentuer la crise.

Mais la récolte est bonne en 1901, ce qui aide la banque à trouver un placement avantageux pour ses capitaux, et lui permet de donner un plus grand développement aux opérations d'arbitrage sur des places étrangères ; elle peut ainsi réaliser un bénéfice net important. Son commerce de produits agricoles devient si important qu'elle se décide à créer sous le nom de *Département des marchandises*, un service spécial pour les traites relatives au *commerce des céréales*. En dehors de ce commerce des céréales, les affaires ne sont pas très actives. La disparition, en 1900, de la majorité des maisons qui alimentaient les affaires de banque tels que marchands en gros, bureaux de change, d'escompte, a amené une diminution considérable de toutes les affaires de banque.

Ainsi, par exemple, les entrées à l'escompte, qui avaient été en 1899 de 54.700.000 Lei en chiffres ronds, sont de 21.900.000 Lei en 1900 et ne représentent plus que 15.300.000 Lei en 1901.

Les comptes courants, au nombre de 2.707 en 1900, tombent à 2.089 en 1901. Si le mouvement des comptes courants indique des chiffres plus importants que ceux des deux dernières années, c'est que cette fois (en 1901) il comprend aussi les affaires du département des marchandises (1).

Le commerce des céréales qui permettait à la banque de faire des affaires si actives, en 1901, devait bientôt lui apporter une grave déception. En effet, les pertes du département des céréales, absorbèrent, en 1902, tous les bénéfices, soit 1.316.252,92 Lei. Les bénéfices de 1903, 1.069.687,53 Lei, furent également destinés à couvrir les pertes du département des céréales, et à l'amortissement des créances douteuses. Ces pertes provenaient de ce que la banque se croyait obligée, par l'état du marché, de garantir la qualité, la quantité et le terme de livraison de la marchandise, vis-à-vis des acheteurs de blé à l'étranger. Or, il arriva que plusieurs vendeurs ne tinrent pas leurs engagements vis-à-vis d'elle. C'est seulement vers le milieu de l'année 1903 que furent liquidées ces pertes. Dans la suite, la banque ne fit plus ce commerce

(1) Les comptes courants étaient :

	Lei	Lei	Lei
Mouvement au crédit y compris le solde du 1 ^{er} janvier . .	1899	1900	1901
	316.154.935,16	315.287.073,15	356.107.618,51
Mouvement au débit. . . .	314.432.407,17	314.866.532,91	354.845.651,91
Solde au 31 décembre	1.722.527,99	420.540,24	1.261.966,60
Total des soldes créditeurs. . .	12.157.635,23	19.776.716,54	17.642.701,06
Total des soldes débiteurs . . .	10.335.107,24	19.356.176,30	16.380.734,46

des céréales pour son propre compte, et elle s'efforça de limiter ses engagements au strict nécessaire, sans cesser d'être utile aux exportateurs de blé. Nous la voyons, par exemple, conclure un arrangement avec les *Docks de l'Etat à Braïla et à Galatz*, et accorder des avances de 400 francs par wagon, sur les céréales qui restent en dépôt dans les docks de l'Etat, jusqu'à leur embarquement (1).

Dans la suite, la banque apporte une attention toute particulière aux affaires commerciales. Seulement, elle procède sagement, en s'abstenant de prendre part directement à ces affaires, même en ce qui concerne leur règlement. Le bilan de la banque de l'année 1902 dit : « Appréciant ces circonstances, et pénétrés de la véritable mission d'une banque, nous nous sommes préoccupés, en premier lieu, de donner à notre activité une direction purement commerciale, espérant ainsi servir plus efficacement les intérêts du pays ». Dans cet ordre d'idées, la banque organise des *entrepôts* à *Ploesti* et à *Bukarest*, pour pouvoir faire des *avances sur marchandises*. Elle attendait, avec raison, un grand bénéfice de ces entrepôts. En 1903, la banque constate que les entrepôts de Ploesti sont déjà trop restreints, et qu'un jour prochain, il faudra songer à les agrandir.

Les années 1904-1906 sont pour la banque une période de grande prospérité ; elle profite du développement économique prospère de la Roumanie ; en 1905 et 1906, elle profite notamment des bonnes récoltes, et peut distribuer des dividendes assez importants.

L'activité de la banque s'étend aussi localement : ainsi, en 1901, elle crée une succursale à *Constantza*, l'unique port de mer de la Roumanie ; mis, cette année là, en état de recevoir des vaisseaux de fort tonnage ; le commerce maritime et sur-

(1) L'Etat, lui aussi, accordait des réductions de tarif, dans ses docks, pour permettre aux agriculteurs et aux exportateurs de blé, de se servir des docks et de profiter, dans une plus grande mesure, des dispositions prises par la Banque générale roumaine.

tout le commerce d'exportation devaient y prendre des proportions importantes. L'activité de ce port avait aussi, ce qui est assez bizarre, au premier abord, une *action directe sur les variations du cours du change*, elle le rendait plus stable. En effet, avant que ce port ne fut praticable, l'exportation roumaine passait principalement par le Danube qui est, une partie de l'hiver, fermé à la navigation. Il en résultait une hausse considérable du change. Par l'ouverture d'un port maritime, l'exportation put se faire sans encombrement, pendant toute l'année, et le cours du change fut stabilisé, ce qui donna aux opérations de la banque, une régularité plus grande ; aux succursales de *Braila* et de *Constantza*, vinrent encore par la suite s'ajouter deux autres succursales : une à *Craïowa* (juin 1905) et une autre à *Giurgiu* (mars 1906).

En 1907, la crise américaine et la situation tout à fait anormale des marchés monétaires de l'Ouest, ne pouvait rester sans exercer des répercussions sur la Roumanie. En conséquence des demandes toujours croissantes, la Banque nationale de Roumanie se vit obligée de renoncer au taux de 5 0/0 en vigueur depuis des années, pour l'élever successivement jusqu'à 8 0/0.

Bien que ces faits ainsi que les désordres agraires aient défavorablement influencé la Banque générale Roumaine, celle-ci se déclare quand même satisfaite de son activité en 1907. Elle développe notamment les affaires de son établissement central et ouvre une agence nouvelle à *T Magurele*. Et tout en renforçant ses réserves, la banque donne un dividende de 9 0/0 à ses actionnaires.

Telle fut l'activité de la Banque générale roumaine quant aux affaires de banque proprement dites, mais son activité est notablement plus étendue. La banque prit une part importante aux *affaires financières et industrielles de la Roumanie*. Déjà en 1898, tout au commencement de son activité en Roumanie, la banque participe à la *conversion* du 6 0/0 et

du 5 0/0 de la rente roumaine en rente de 4 0/0, et à l'émission d'une rente de 4 0/0, opération qui fut faite, comme nous le savons, par un syndicat dirigé par la Discontogesellschaft et S. Bleichröder à Berlin.

En 1899, la banque participe à deux opérations financières en *Belgique* ; à la création de la *Société des tramways unis de Bukarest* et à celle des *Sucreries et raffineries de Roumanie* : la première fut l'occasion d'un assez gros bénéfice, et tout porte à croire que les résultats de la deuxième affaire seront très satisfaisants, étant donnés les avantages exceptionnels dont jouit l'industrie sucrière en Roumanie.

La même année, la banque participe à la transaction conclue avec l'Etat roumain par la Discontogesellschaft et Bleichröder pour la cession des *revenus du monopole du papier à cigarettes*. Elle fait partie du syndicat pour l'émission de *l'emprunt roumain 5 0/0 amortissable (1903)* destiné à la conversion des bons du Trésor ; du syndicat, également constitué pour la *garantie de l'émission de l'emprunt 4 0/0, de la ville de Bukarest*. Les deux opérations ont été liquidées dans des conditions avantageuses, et ont rapporté à la Banque générale roumaine un notable bénéfice.

En 1903, la Banque générale roumaine réussit à nouer des relations avec *l'industrie du pétrole* en Roumanie, ce qui se manifeste par l'entrée d'un des directeurs de la banque dans le conseil d'administration de la *Telega Oil Company Ltd.* et dans celui de la *Société de pétrole de Bustenari*. La banque dit à ce sujet : « Nous avons tout lieu de croire que la participation importante qui doit nous incomber dans les opérations de cette jeune industrie, nous sera une source d'affaires rémunératrices. »

En 1905, conversion est faite de la rente 5 0/0 roumaine en 4 0/0. La même année, la banque participe à la constitution de la société *Arges* qui s'occupe d'exploitations forestières.

C. — Résultats.

L'activité en Roumanie, de la Banque Générale roumaine a, en somme, donné des résultats satisfaisants, tant pour le commerce de banque que pour les participations industrielles. La banque est venue à un moment favorable apporter son concours, et elle s'est constamment appliquée à développer son activité de façon à favoriser le commerce du pays, surtout le commerce extérieur. Intéressantes, sont les raisons données par la banque de sa participation aux industries naissantes du pays. La raison directe est la recherche d'un bénéfice immédiat, ces industries devant donner aux capitaux, assez rares, qui s'offrent à elles, une forte rémunération. Mais la banque avait encore un autre intérêt : indirect celui-là, qu'elle énonce en ces termes : «... il se produit par là une augmentation des ressources naturelles du pays qui présentera à l'industrie de nouvelles tâches, des perspectives plus étendues, et fera que le sort des finances de la Roumanie ne dépendra plus uniquement du produit de ses récoltes (1). » Et c'est là un raisonnement très juste, la banque a vu très nettement qu'elle courait de plus grands risques dans un pays à économie simple, et qu'elle devait elle-même *s'efforcer de développer les industries nationales*.

Au point de vue de la rémunération des opérations de la banque, on peut dire qu'elle est, en général, satisfaisante : les dividendes distribués ont une tendance à s'accroître. De plus, les pertes que la banque a dû subir en 1902 et 1903, ne se renouvelleront plus, car elle apparaît bien décidée à ne plus jamais s'intéresser aussi directement dans les affaires auxquelles elle prête son concours financier. La banque a profité des dernières années de prospérité pour *accroître ses réserves* ; elle dit avec justesse, à ce sujet, qu'elle a accru sa soli-

(1) Bilan 1903.

dité et sa prospérité, non seulement en consolidant son actif, mais en accroissant le montant du capital de réserve dont une banque doit toujours s'approvisionner pendant les années de prospérité, pour pouvoir envisager, sans inquiétude, les conséquences d'une année moins favorable (1).

Un fait encore, nous prouve que la situation de cette banque doit être considérée comme très satisfaisante : le syndicat géré par la direction de la Discontogesellschaft, et qui détenait les actions de notre banque dès sa fondation, a procédé au mois de septembre 1906 à la réalisation de ces actions par voie de souscription publique ; l'émission fut faite simultanément en Allemagne et en Roumanie et eut un grand succès. Ces actions sont cotées actuellement sur les bourses de Berlin, de Hambourg et de Bukarest.

(1) Bilan 1906.

A. — Actif (en Lei).

Banque Générale Roumaine.

1893-1906.

Années	Actions	Caisse	Portefeuille commercial	Effets de commerce et marchandises en gage	Dépôts de titres	Hypothèques en garantie	Comptes-courants débiteurs	Débiteurs par aval	Fonds publics propres et participations financières	Mobilier et immeubles	Perte nette	Total
1898	5,000,000	180,084	6,399,343	3,132,764	16,341,073 ⁴	—	7,422,725	—	1,842,985	36,737	—	40,275,007
1899	2,500,000	567,714	6,152,271	3,017,015	23,615,513 ⁴	—	10,435,107	—	2,888,723	28,895	—	49,205,247
1900	2,500,000	774,443	4,356,607	4,089,172	20,204,068 ⁴	—	19,356,176	—	3,451,952	152,792	—	54,885,203
1901	2,500,000	695,089	3,073,520	11,179,177 ²	16,316,331	—	16,380,734	—	2,204,377	310,557	—	53,659,788
1902	—	914,993	3,957,150	5,044,277	16,148,529	—	11,577,109	—	1,778,597	433,463	103,845	39,957,966
1903	—	846,601	6,379,078	9,117,981	17,594,807	—	16,662,493	—	1,302,532	387,040	—	52,290,534
1904	—	657,060	6,342,510	11,112,104	24,517,937	6,987,232	22,824,216	—	1,576,818	405,812	—	74,423,706
1905	—	621,244	6,966,748	14,924,407	37,781,953	8,814,971	29,533,082	638,280	2,997,018	263,685	—	102,541,391
1906	—	1,119,984	8,907,577	14,700,582	27,192,551	12,013,064	33,049,483	682,122	3,463,379	392,001	—	101,611,050
1907	—	1,918,529	10,604,525	19,646,901	28,218,773	24,229,428	45,114,188	919,892	4,278,345	458,007	—	135,448,606

Annotations. — (1) Y compris la somme de 10,000,000 Lei comme dépôt du Syndicat des actionnaires de la Banca Generala Romana.
 — (2) Y compris la somme de 3,497,870 Lei comme montant des céréales en dépôt, vendues à terme en commission ; et la somme de 1,735,649 Lei comme montant des marchandises en consignation.

ANNÉES	RESSOURCES PROPRES			ENGAGEMENTS							TOTAL
	Capital	Fonds de réserve statutaire	Fonds de réserve spéciale	Total des ressources propres	Comptes-courants créditeurs	Comptes de gage	Déposants de titres	Garants d'hypothèques	Engagements par aval	Fonds de pension	Compte des gains et pertes
1898	10.000.000	—	—	10.000.000	10.301.126	3.126.317	16.311.072	—	—	—	303.991
1899	10.000.000	23.299	23.299	10.030.398	12.137.633	2.977.612	27.013.313	—	—	—	403.888
1900	10.000.000	43.493	36.107	10.101.597	19.776.716	4.002.343	29.203.638	—	—	—	710.380
1901	10.000.000	81.018	113.018	10.196.636	17.642.701	5.962.231	18.064.980	—	—	61.000	765.838
1902	10.000.000	119.310	163.981	10.283.291	8.608.718	4.872.377	16.148.329	—	—	63.030	32.639.788
1903	10.000.000	119.310	62.135	10.181.443	13.477.279	8.991.802	17.394.807	—	—	43.200	32.290.334
1904	10.000.000	119.310	62.135	10.181.443	20.820.613	11.133.408	24.317.937	6.987.232	—	43.200	717.863
1905	10.000.000	133.203	62.135	10.217.338	28.888.363	14.991.902	37.781.933	8.814.974	638.280	37.060	1.130.619
1906	10.000.000	266.703	173.633	10.460.339	33.060.616	14.500.387	27.192.331	12.013.064	682.422	70.000	1.431.474
1907	10.000.000	600.000	400.000	11.000.000	30.273.193	19.646.907	28.218.773	24.229.428	919.862	113.000	1.043.441
											40.273.007
											49.203.247
											34.885.203
											32.639.788
											39.937.966
											74.423.706
											102.311.391
											101.611.050
											135.448.606

(1) Y compris la somme de 1.735.649 comme montant des dépôts de marchandises.

ANNÉES	BÉNÉFICES BRUTS		Solde reporté de l'année précédente	Total des sommes disponibles	Frais généraux, impôts, etc.	Amortissement du mobilier et des immeubles	Créances douteuses	Différence du change, fonds de prévisions, etc.	Réserves			Tanlème du conseil d'administration	Dividendes		Fonds de pension	Report à nouveau	Total
	Intérêts, escompte	Participations financières							Fonds de réserve statutaire	Fonds de réserve spéciale	Fonds de réserve		Montant	Pro du capital versé			
1898	947.423	—	—	917.123 ¹	422.728 ¹	9.183	9.220	—	25.299	25.299	—	50.599	300.000	6	—	104.793	947.423
1899	4.470.468	193.778	104.793	1.169.040	400.116	9.937	25.072 ²	19.532 ³	20.194	30.804	40.388	312.500	5	—	—	610.883 ⁴	1.469.040
1900	1.615.707	207.479	—	1.883.186	307.818	6.524	—	658.326	35.524	58.913	74.048	525.000	7	—	20.000	—	1.883.186
1901	1.434.719	439.627	—	1.874.347	613.182	100.896	—	374.428	38.291	50.962	76.583	600.000	8	—	—	—	1.874.347
1902	1.929.301	—	—	1.929.301	588.893	24.455	1.420.098 ⁶	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2.032.146 ⁷
1903	1.550.188	—	—	1.559.188	477.191	3.400	1.069.686 ⁸	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1.550.188
1904	1.649.230	—	—	1.649.230	569.741	51.893	318.728 ⁹	—	35.893	—	—	74.786	600.000	6	10.000	185	1.649.230
1905	2.700.384	—	—	1852.700	579.637.888	48.946	843.116 ⁹	—	111.500	111.500	115.061	800.000	8	12.040	—	517	2.700.384
1906	3.428.142	—	—	5173.428	639.807.126	47.828	131.243	990.986	233.206	126.364	145.147	900.000	9	30.000	16.666	3.428.659	3.428.659
1907	3.497.428	—	16.666	3.514.094	926.569	39.600	280.000	1.015.483	100.000	100.000	125.844	900.000	9	15.000	17.597	3.514.094	3.514.094

Annotations.

1) Y compris une somme de 32.691 comme frais d'installation. — (2) Cette somme provient des pertes sur portefeuille. — (3) Cette somme est portée dans le bilan comme fonds publics. — (4) Cette somme à reporter comme d-bit en compte nouveau pour différences de change, comptes-courants et portefeuille. — (5) A partir de 1902 il n'est plus fait un chapitre à part dans les bilans de la banque pour les bénéfices provenant des participations financières. — (6) Cette somme provient en entier de la perte du département marchandises. — (7) La différence de 163.866 Lei est portée comme perte nette sur l'actif de la banque. — (8) Dont une somme de 678.903 Lei comme solde de la perte du département marchandises. — (9) Y compris aussi les différences du change.

§ III — BANQUE MARMOROSCH, BLANK ET C^o, A BUCAREST

La Banque générale roumaine ne devait pas représenter, seule, les intérêts de la finance allemande en Roumanie. En effet, en 1905, fut créée une nouvelle société de crédit : la banque Marmorosch, Blank et C^o, société anonyme, à laquelle participèrent, en dehors de la *Banque Hongroise de Budapest*, deux banques allemandes : la *Berliner Handelsgesellschaft*, et la *Darmstädter Bank*, chacune pour une somme de 1.200.00 Lei. Cette nouvelle banque devait absorber l'ancienne maison roumaine Marmorosch, Blank et Cie. La société fut créée avec un capital nominal de 8 millions de Lei ; mais, l'année même de la création de la banque (1905), ce capital fut porté à 10 millions de Lei : à cette augmentation du capital, la *banque de Paris et des Pays-Bas* participe également.

La Banque Marmorosch, Blank et C^o présente une physiologie différente de celle de la Banque générale roumaine, qui est surtout un établissement de crédit allemand. Elle a surtout les caractères d'une *banque internationale*. Elle rentre cependant dans notre étude, en tant qu'établissement où le capital allemand est directement intéressé, dans lequel les banques allemandes sont directement représentées, et exercent une influence sur la direction. Il nous semble que l'étude de la *Banque Générale Roumaine* peut être utilement suivie d'un exposé rapide de la banque Marmorosch, de façon à donner une idée complète des rapports bancaires qui existent entre l'Allemagne et la Roumanie.

La banque Marmorosch, Blank et C^o devait, en premier lieu, faire le *commerce régulier de banque* en Roumanie (1).

(1) Pour pouvoir pratiquer ce commerce, la banque avait, en dehors de la maison centrale à Bucarest, des succursales à *Braïla*, *Constantza*, *Sulina*, *Tulcea* et *Giurgiu*.

Dès lors, ses affaires devaient être surtout influencées, ainsi que le constate le bilan de la banque de 1905, par l'état des récoltes annuelles, ce qui était également vrai (nous l'avons vu en détail) pour la Banque Générale Roumaine. La Roumanie est en effet, avant tout, un pays agricole. Mais cette banque devait faire d'autres opérations : elle devait participer tout d'abord à des *emprunts d'Etat*.

Aussi, en 1905, elle participe à la *conversion* de la rente roumaine de 5 0/0. En 1906, la banque participe à plusieurs emprunts : à l'emprunt de 26 millions de Lei de la ville de *Bucarest*, à celui de la ville de *Jassy* de 13 1/2 millions, et à quelques autres emprunts de moindre importance. Parmi les autres opérations effectuées par la banque, il faut signaler : une *convention* passée en 1905, avec la *régie des monopoles de l'Etat roumain* ; à cet effet, la banque créa à *Salonique*, la *Banque de commerce et de dépôts* qui avait, suivant cette convention, le *privilege des achats du tabac turc* employé par cette Régie. Par une autre convention, toujours avec la Régie des monopoles de l'Etat roumain et avec le gouvernement bulgare, d'autre part, la banque s'est assurée la livraison exclusive des *sels roumains* pour la Bulgarie.

Parmi les *participations* de la banque, il faut signaler surtout celles qui ont trait à l'*industrie pétrolifère*. La banque avait d'abord effectué la transformation de l'ancienne maison *Hagienoff et Campeanu* (exploitations de terrains pétrolifères dans le district de *Prahova* et raffinerie de pétrole à *Cernavoda*) en une société anonyme au capital de 5 millions de Lei ; la banque avait cédé une part dans cette entreprise à ses amis, mais elle en garda pour elle-même une partie. Elle participa aussi à l'augmentation du capital de la société « *Crédit pétrolifère* », à la création du groupe formé par la *Disconto-gesellschaft* et la maison *S. Bleichröder*. De cette façon, le capital allemand et la banque allemande participaient indirectement aux industries pétrolifères de la Roumanie.

Le bilan de 1907 constate combien la situation est tendue

Bilans de la Banque Marmorosch, Blank et C^o.

Actif.

	1905	1906	1907
Caisse	2,326,490.58	2,754,896.25	2,850,060.86
Correspondants à l'étranger.	1,768,551.10	944,996.28	448,645.93
Portefeuille des effets de commerce	6,291,408.61	8,762,479.39	9,260,437.43
Effets propres	1,891,797.75	1,970,987.60	2,989,205.80
Avances	46,745,393.90	27,299,091.71	20,862,917.37
Débiteurs en compte courant.	8,966,564.67	43,454,664.62	14,274,343.63
Participations, associations et différentes industries	574,680.56	1,030,401.23	2,291,346.71
Garanties par aval et effets publics	4,854,660.32	296,114.35	753,378.— ¹
Immeubles	40,000.—	40,000.—	161,683.20
Inventaire	1	1	1
Effets publics de la caisse de retraite.	465,899.25	209,340	258,264.50
Total	40,595,352.94	56,462,669.43	54,150,164.45

Passif.

	1905	1906	1907
Capital social	8,000,000 —	10,000,000.—	10,000,000.—
Fonds de réserve	374,986.43	1,594,298.25	2,489,699.74
Dépôts à intérêts et comptes chèques.	14,964,163.40	15,379,704.08	22,344,750.24
Créditeurs en comptes courants.	12,442,908.80	25,322,476.34	15,761,087.66
Compte d'ordre	346,946.04	1,025,666.13	405,828.75
Compte transitoire	1,086,939.40	1,000,849.28	1,162,282.73
Garanties par avais et effets publics.	4,854,660.52	—	—
Caisse de retraite du personnel.	168,191.99	241,413.80	270,360.60
Bénéfice net	1,386,236.39	1,928,261.38	2,016,454.89
Total	40,595,352.94	56,462,669.43	54,150,164.46

Compte des profits et pertes
Avoir.

	1905	1906	1907
Report de l'exercice précédent			
Intérêts, commissions, changes, etc.	—	20 232,12 Leï	159 597,32 Leï
Effets publics.	2 002 717,05 Leï	2 516 605,27 —	2 831 261,75 —
Encaissements sur des créances amorties.	135 614,73 —	148 460,30 —	65 054,13 —
Bénéfices aux participations.	46 073,02 —	26 680,60 —	471 403,56 —
	45 829,31 —	202 554,73 —	198 372,11 —
Total	2 220 282,03 —	2 914 479,22 —	3 425 690,87 —
Doit.			
Frais d'administration (appoint., loyers, tantième, gratificat., impôt, etc.)	695 770,87 Leï	785 705,94 Leï	904 068,48 Leï
Solde des frais de fondation	17 454,22 —	—	—
Amortissement des immeubles.	10 000, —	9 878,40 —	101 178,85 —
Amortissement de créances.	35 820,35 —	190 633,60 —	703 989,94 —
Réserves pour des participations différentes.	50 000, —	—	—
Réserves pour impôts	25 000, —	—	—
Bénéfice net.	1 386 236,39 —	1 928 261,58 —	2 016 454,80 —
Total	2 220 282,03 —	2 914 479,22 —	3 425 690,87 —
Emploi du bénéfice net.			
Réserve légale.	69 314,82 Leï	95 401,46 Leï	92 842,87 Leï
Réserve extraordinaire.	450 000, —	500 000, —	500 000, —
Tantième au conseil d'administration.	99 692,45 —	141 262,80 —	136 402,46 —
Au collège de censeurs.	12 000, —	12 000, —	12 000, —
Dividende aux actionnaires.	720 000, — (9 0/0)	4 000 000, — (10 0/0)	4 000 000, — (10 0/0)
Dotation de la Caisse de retraite du personnel.	15 000, —	20 000, —	25 000, —
Report à nouveau.	20 232,12 —	459 597,32 —	250 210,47 —
Total du bénéfice net	1 386 236,39 —	1 928 261,58 —	2 016 454,80 —

en Roumanie ; pourtant les affaires se développent favorablement, et l'on distribue un dividende de 10 0/0.

Cette année, les participations sont nombreuses. La Marmorosch Bank commandite la Banque *Dall'Orso* à *Galatz*, ainsi que le *Comptoir franco-Roumain* à *Bucarest* ; elle participe à la création de la *Banque de commerce et de dépôts* à *Salonique*, et à l'augmentation de capital de la *Banque de commerce* de *Craiova*. Elle est intéressée de la même façon à de nombreuses entreprises industrielles ; elle obtient la concession de la construction et de l'exploitation du *chemin de fer de Buzeu à Nehoiasi* ; en outre, elle participe : à la *Manufacture Roumaine de tissus* *Leo Geller et C^o* ; à la *Manufacture de tricotages* et à la *Société anonyme des moulins à vapeur de Galatz*.

§ IV. — LA BANQUE DE CRÉDIT (DE SOFIA).

En 1905 fut créée en Bulgarie, par la *Discontogesellschaft*, la *Norddeutsche Bank* et la maison *S. Bleichröder*, la *Banque de crédit*. Le siège de la banque est à *Sofia* ; son capital est de 3.000.000 *Leva-or*, dont 2/3 sont versés. Le but de la banque est (art. 4 des statuts) de faire pour elle-même, ou pour le compte des tiers, toutes opérations de dépôts et de report, ainsi que celles de commission et d'avances sur marchandises.

Elle a également pour but de développer les relations commerciales de l'Allemagne avec la Bulgarie (1), ainsi que d'as-

(1) Les relations commerciales entre l'Allemagne et la Bulgarie se sont développées de la façon suivante (chiffres donnés en millions de marks d'après le *Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich*, 1908).

	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907
Importations en Allemagne	1,6	5,6	6,8	8,1	13,7	15,3	13,3	15,1
Exportations de l'Allemagne	4,7	5,9	6,0	7,7	11,6	12,4	17,0	14,4

sur une influence financière à l'Allemagne dans ce pays. On voit à quel point c'est vrai en constatant que des banques appartenant à d'autres nationalités ont cherché à combattre cette influence : en effet, peu de temps après, la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, la *Ungarische Kommercialbank* créèrent à Sofia la *Banque générale de Bulgarie*.

La Banque de crédit déclare dans son premier rapport (pour les années 1905-1906) qu'elle fut occupée à étudier les affaires du pays ; tâcha de nouer des relations et de prendre racine dans le pays. Elle procède à ses opérations avec beaucoup de réserves et déclare que le développement des affaires répond entièrement à son attente.

Cette activité est plus considérable en 1907. Le mouvement des comptes a notablement augmenté ; ceci est dû en partie aux opérations se rapportant à la conversion des emprunts bulgares 6 0/0 de 1888 et 1889 en un emprunt de 4 1/2 0/0, opérations auxquelles elle participe grâce à ses fondateurs. Ces opérations, tout en laissant un bénéfice à la banque, lui donnent l'occasion de nouer de nouvelles relations. La situation favorable de la banque ressort aussi par le fait qu'elle peut donner pour l'année 1907 un dividende de 5 0/0 à ses actionnaires.

§ V. — LA BANQUE D'ORIENT ET LA DEUTSCHE ORIENTBANK

C'est un fait digne de remarque, que la banque allemande ait attendu jusqu'à 1905 pour établir une représentation directe en Orient (*Turquie d'Europe, Turquie d'Asie, Grèce, Egypte*), étant donnés tous les intérêts que l'Allemagne et les grandes banques allemandes avaient dans ces régions. Nous ne reviendrons pas ici sur ces intérêts au point de vue de la banque allemande; nous les avons examinés en détail, et il suf-

fit de se reporter aux nombreuses *créations de voies de communication* en Turquie d'Europe et en Turquie d'Asie, entreprises particulièrement par la Deutsche Bank. Dans ce même ordre d'idées, il faut mentionner les intérêts des grandes Compagnies allemandes de *navigation*, qui entretiennent des *services réguliers et constants avec le Levant* ; et nous savons que les grandes banques allemandes sont intéressées à ces Compagnies de navigation.

Mais, en sus des intérêts des grandes banques, en sus même des intérêts *politiques* allemands qui sont considérables et que nous n'avons pas à examiner, l'Allemagne a des intérêts commerciaux notables engagés en Orient (1). ils suffiraient même à motiver la création d'une banque allemande et à l'alimenter.

Ainsi, si nous groupons les pays où s'exerce l'activité des deux banques que nous allons avoir à examiner, la *Banque d'Orient* et la *Deutsche Orientbank*, nous trouvons le tableau suivant des relations commerciales de ces pays avec l'Allemagne (millions de marks) :

	Années :	1898	1899	1900	1901	1902
<i>Grèce :</i>						
Importat. en Allemagne.		8,3	8,4	8,5	9,2	11,2
Exportat. de l'Allemagne.		5,5	5,0	6,5	6,6	6,9
<i>Turquie :</i>						
Importat. en Allemagne :						
Turquie d'Europe. . .				8,3	6,9	11,2
Turquie d'Asie. . . .	29,5	28,9	22,1	23,1	25,3	
Exportat. de l'Allemagne :						
Turquie d'Europe. . .			23,1	25,0	29,6	
Turquie d'Asie. . . .	37,1	32,6	11,1	12,2	13,4	

(1) On a pu dire : « depuis une époque récente, l'Orient, c'est-à-dire l'Asie, attire de plus en plus l'attention des marchands et des industriels allemands. L'Asie a pris la place de l'Amérique pour les intérêts économiques de l'Allemagne ». V. L. Müffelmann, *Les intérêts économiques allemands en Orient*, *Revue économique internationale*, septembre 1905.

Egypte :

Importat. en Allemagne.	24,6	31,9	40,6	32,1	43,6
Exportat. de l'Allemagne.	11,7	9,7	13,7	16,5	18,2

Grèce :

	Années :	1903	1904	1905	1906	1907
Importat. en Allemagne.	11,2	11,9	13,6	17,2	22,2	
Exportat. de l'Allemagne.	8,0	8,5	8,5	11,1	11,4	

Turquie :

Importat. en Allemagne :

Turquie d'Europe. . .	10,5	13,9	16,3	14,8	17,1
Turquie d'Asie. . . .	27,1	29,5	35,2	40,2	38,0

Exportat. de l'Allemagne :

Turquie d'Europe. . .	35,5	53,3	49,4	45,9	53,2
Turquie d'Asie. . . .	14,6	21,8	21,4	22,3	28,3

Egypte :

Importat. en Allemagne.	57,1	63,3	60,6	65,5	80,4
Exportat. de l'Allemagne.	22,7	32,7	30,3	36,7	39,5

Donc il semble bien que la grande banque allemande ait dû trouver son avantage à être représentée dans ces pays *directement*, soit par des succursales, soit par des établissements plus indépendants.

Les raisons qui ont retardé cet établissement sont malaisées à expliquer ; elles sont très complexes. On peut penser que des banques allemandes onthésité devant la forte concurrence que ne pouvaient manquer de leur faire les banques étrangères déjà établies dans le pays, maisons qui avaient réussi à se constituer une clientèle solide et à accaparer, en quelque sorte, les affaires de banque. Ainsi, en Turquie d'Europe et en Turquie d'Asie et aussi en Egypte, les banques allemandes devaient compter sur la *concurrence très active des banques anglaises et françaises* : les principales affaires de banque, comme aussi les principales affaires financières, sont faites par la *Banque ottomane*, créée en 1863, par un syndicat des banques anglaises et françaises. Cette banque dispose d'un capital de

10 millions de livres sterling ; son siège central est à Constantinople ; elle possède des succursales à *Paris* et à *Londres*. Elle possède en Turquie, 38 *succursales* et 3 en Egypte. Il est évident que cette situation acquise était difficilement ébranlable.

A côté de la Banque ottomane, où sont engagés, conjointement, des capitaux français et anglais, il faut encore mentionner la *Banque d'Athènes* qui travaille en Grèce, avec un capital de 20 millions de drachmes ; en Egypte, la *Nationalbank of Egypt* a un capital nominal de 2 1/2 millions de livres sterling dont 2.250.000 livres sterling sont versées.

De plus, *l'autorisation* des gouvernements respectifs, nécessaire pour l'établissement d'une banque, était assez difficile à obtenir ; une concession de banque prenant l'aspect d'une faveur politique particulière, ce qui ne manquait pas d'éveiller la susceptibilité des autres puissances européennes. Nous en aurons une preuve bien nette en étudiant la concession que la Deutsche Orientbank obtint du gouvernement persan.

A. — Banque d'Orient.

C'est en 1904 que l'idée de la création d'une banque d'Orient allemande devait être réalisée. On s'attendait toujours à voir la Deutsche Bank entrer la première dans cette voie ; et à cela, il y avait plusieurs raisons. N'était-elle pas l'institut le plus désigné pour cette mission, par les termes mêmes de ses statuts ; elle était aussi des plus compétentes, étant donné que les affaires d'Orient ne lui étaient pas étrangères. Pourtant il n'en fut rien. C'est en effet la *Nationalbank für Deutschland* qui devait, avec la *Banque nationale de Grèce*, créer la *Banque d'Orient*, avec Athènes pour siège.

La *National Bank für Deutschland* avait participé à plusieurs emprunts grecs. Avec l'amélioration de la situation économique et financière de la Grèce, ces relations devaient

devenir plus étroites et devaient conduire aussi à la création de cet institut de crédit. Comme le commerce de banque est peu développé en Grèce, et comme ce pays ne dispose pas d'établissements de crédit importants, la nouvelle banque pouvait espérer réaliser d'importants bénéfices (1).

A côté de cette raison purement financière, on mentionne aussi comme cause de la naissance de la Banque d'Orient une *raison politique directe* : on veut voir là un résultat du voyage de l'empereur d'Allemagne en Orient (2).

La banque fut créée au capital nominal de 10 millions de Leï ; ce capital fut porté en 1906 à 15 millions de Leï. La Banque avait pour *objet* (art. 2 des statuts) de faire pour elle-même, pour le compte de tiers ou en participation, en Grèce et à l'étranger, toutes opérations de banque, d'escompte, d'avances, de crédit, de change et de commission, et généralement et sans exception, toutes les opérations financières, industrielles, commerciales, mobilières et immobilières des maisons de banque et des établissements de crédit. On voit par cette disposition que nous donnons *in extenso*, que l'activité de la banque n'était limitée à aucun point de vue.

La banque devait commencer son activité en Grèce au mois d'avril 1905 ; peu après, elle ouvrait des *succursales* à *Constantinople*, *Salonique*, *Smyrne* et *Alexandrie*. Une *agence* de la banque était également créée à *Hambourg* ; la banque passait à ce propos avec la *Levantelinie*, une convention très intéressante, et qui lui était assurément avantageuse ; elle se réservait, en effet, le droit de se servir de l'organisation de

(1) *Berliner Börsen-Courier* du 22 décembre 1904 ; le *Deutsche Oekonomist*, année XXII, 1904, p. 647, est plus pessimiste : il constate aussi que les relations de la Nationalbank für Deutschland avec la Grèce ont pour origine les emprunts grecs, desquels les banques ne tirèrent pas grand profit ; il se réserve le droit de juger l'efficacité d'une telle banque sur les relations gréco-allemandes après avoir vu quelque temps la banque à l'ouvrage.

(2) *Frankfurter Actionär*, 5^e année (1904), p. 712.

cette Compagnie de navigation qui avait des relations très étendues et des bureaux dans plus de 50 ports différents ; elle conclut aussi un accord avec la *Deutsche Palästina Bank* ; nous ne parlerons pas ici de cette convention, qui sera étudiée à propos de cette dernière banque.

On voit par là que la banque devait apporter des soins tout à fait spéciaux au commerce et aux relations de l'Allemagne avec l'Orient. Comme les relations commerciales passent en plus grande partie par Hambourg, son agence sur cette place devait lui être de la plus grande utilité. C'est en somme grâce au commerce actif de cette ville et aux Compagnies allemandes de navigation, que les relations commerciales allemandes avec l'Orient sont devenues si florissantes (1). Mais tous les milieux commerciaux allemands, aussi bien en Allemagne qu'à l'étranger, et spécialement en Orient, étaient intéressés à l'établissement de la Banque d'Orient à Constantinople. En Allemagne, on était d'accord pour considérer qu'à ce point de vue, la Banque d'Orient allait être un nouveau facteur développant les relations économiques allemandes en Orient, notamment en Turquie d'Europe et en Turquie d'Asie. On constatait aussi que la représentation de la banque allemande en Turquie se trouvait enfin réalisée, couronnant ainsi les efforts de quelques personnalités du monde consulaire allemand (2).

Les espérances qu'on fondait sur cette banque, furent confirmées dès le début, grâce à son activité, et particulièrement à celle de son établissement central à Athènes. La banque réussit très vite à s'attirer une nombreuse clientèle en Grèce (3). On constata également que surtout les relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche, à propos desquelles la banque avait à intervenir, allaient en s'accroissant sensiblement (4). Ce développement devait se continuer par

(1) *Berliner Börsen Zeitung*, du 7 février 1905.

(2) *Kölnische Zeitung*, du 23 février 1905.

(3) *Berliner Börsen Courier*, du 6 mars 1905.

(4) *Frankfurter Zeitung*, du 22 août 1905.

la suite, on pourra juger du développement des affaires de la banque par les bilans que nous reproduisons.

Seulement, ce développement ultérieur de la banque d'Orient, devait par la suite, beaucoup moins intéresser la banque allemande, tout au moins en ce qui concerne le commerce de banque. On déclarait volontiers, à la Banque nationale de Grèce, que la participation de la Nationalbank für Deutschland avait été recherchée pour avoir l'appui d'une banque d'un Etat puissant, et mettre un terme au ralentissement marqué des échanges entre l'Allemagne et la Grèce. Le principal but n'était donc pas d'attirer les capitaux allemands, mais plutôt *de profiter de l'influence morale de la banque allemande*. Mais, à notre avis, ce concours du capital allemand n'était pas non plus négligeable, et il est excessif de dire, comme le faisait la direction de la Banque nationale de Grèce, que le concours de capitaux n'était *nullement recherché*, car nous avons déjà constaté qu'il pouvait présenter aussi des avantages évidents, la Grèce ne souffrant pas d'un excès de capitaux, bien au contraire.

Quoi qu'il en soit, par suite de la participation de ces deux établissements, la codirection leur était assurée. Mais, de graves obstacles allaient bientôt apparaître. Il fut bientôt impossible de *concilier l'influence de la banque hellénique et celle de la banque allemande*. Ceci se manifesta surtout dans les relations de la Banque d'Orient à l'étranger : chacune des deux banques cherchant à faire prédominer son point de vue national. Au début, les intérêts grecs et les intérêts allemands en Orient, ne paraissaient pas en opposition ; mais par la suite, les points de conflits se firent jour. Il devait dès lors paraître plus rationnel de consacrer l'activité de la banque d'Orient plutôt *aux seules affaires de la Grèce*, et de chercher à avoir une société allemande pour la pratique du commerce de banque en Orient (1).

Cette solution fut adoptée vers la fin de l'année 1905, d'un

(1) Bilan de la Nationalbank, 1905.

commun accord par les deux banques. La *Banque d'Orient* conservait pour elle les établissements d'*Athènes*, *Smyrne*, *Salonique*, *Alexandrie*, ainsi que celui du *Caire* qui allait s'ouvrir ; par contre, elle cède à la *Nationalbank für Deutschland* sa succursale de *Constantinople* et son agence de *Hambourg*, sur la base de leur valeur au 10-13 décembre 1905 (1). La *Nationalbank für Deutschland* se proposait de comprendre ces établissements dans une nouvelle banque à créer par un groupe allemand, ayant pour rayon d'action toute la Méditerranée. La Banque d'Orient devait participer à la création de la nouvelle banque, et il était convenu que, chacune des deux banques serait mutuellement représentée dans leur conseil. Il résulte donc de ces stipulations respectives que malgré la scission opérée, la banque d'Orient devait garder des relations d'affaires avec la nouvelle banque destinée aux affaires en Orient ; et la *Nationalbank für Deutschland* conservait une influence assez considérable dans la Banque d'Orient.

B. — L'Orientbank.

L'expérience de la Banque d'Orient avait prouvé la nécessité d'une représentation *directe* des banques allemandes en Orient, où seul le capital allemand serait représenté, souscrit en entier par des établissements de crédit allemands. Le 3 janvier 1906, fut créée la *Deutsche Orientbank* dont le siège était à Berlin. A la création de cette banque participèrent, outre la *Nationalbank für Deutschland*, la *Dresdner Bank* et le *Schaffhausenscher Bankverein*. Le capital nominal de la banque fut fixé à 16 millions, dont 25 0/0 versés, et divisé en 16.000 actions. Des appels successifs portèrent le capital de la banque à 10 millions de marks vers le mois d'août 1906.

La *Deutsche Orientbank* peut, comme la banque d'Orient, faire toutes les opérations de banque ; ses statuts ne lui assi-

(1) *Hestia* du 18 novembre 1905, cité par l'*Economiste d'Orient* du 14 décembre 1905 (XV^e année).

gnent à cet égard, aucune limite, mais il est dit (art. 2) que le but principal de la banque est d'intervenir à propos des relations commerciales de l'Allemagne avec l'Orient et de les activer. Pour pouvoir réaliser ce but, on stipule que la banque pourra ouvrir des *succursales* à l'étranger et *participer* à des établissements de banque ou en *créer*. Si l'on rapproche les articles des statuts de la Deutsche Orientbank avec ceux de la *Banque impériale ottomane* (1), on voit qu'une

(1) Suivant l'article 2 des statuts de la Banque impériale ottomane, cette banque pourra faire les opérations suivantes :

1° *Emettre des billets* au porteur remboursables à présentation, ayant cours légal dans l'Empire ottoman, en vertu du privilège exclusif résultant des actes de concession de la Banque ottomane, sans que la circulation des billets puisse dépasser le triple du numéraire en caisse.

2° *Escompter* tous effets de commerce, billets à ordre, lettres de change, et toutes sortes d'engagements à ordre et à échéance fixe, résultant de transactions commerciales. Les effets ou engagements à ordre, présentés à l'escompte à la Banque impériale ottomane, doivent être revêtus de deux signatures au moins, et leur échéance ne peut excéder quatre-vingt-dix jours. L'une des signatures exigées par le paragraphe précédent pourra être suppléée par un nantissement constitué sur tous encaissements, lettre de voiture, actions de la Banque, fonds publics, warrants, marchandises et autres valeurs agréés par le conseil.

3° Effectuer à Constantinople et dans les localités où elle a des succursales ou des agences, l'*encaissement des revenus de l'Empire*, de quelque nature qu'ils soient, et à quelque titre qu'ils soient perçus.

4° Opérer pour le compte du gouvernement ottoman, tant dans l'Empire qu'à l'extérieur, le *paiement des coupons de la dette* intérieure et extérieure ottomane, des bons de Trésor et de tous les mandats de paiement émanant de l'Administration, quelle qu'en soit la nature ; se charger de la transmission des fonds pour le paiement des intérêts et de l'amortissement des dettes intérieures et extérieures, ainsi que *toute opération de trésorerie au gouvernement*.

5° *Soumissionner des emprunts* pour son propre compte ou pour le compte de tiers ; se charger de leur négociation et ouvrir, au gouvernement impérial, un *crédit*, à valoir sur les revenus, conformément aux stipulations des actes de concession.

6° Faire le *commerce des monnaies et métaux précieux* et faire des

bien plus grande marge est laissée à l'activité de la Deutsche Orientbank : les opérations que peut faire la Banque impériale ottomane, sont déterminées point par point ; ceci s'explique d'ailleurs facilement. La Banque impériale ottomane ayant le *privilège d'émission des billets* de banque qui ont cours légal en Turquie (1), il fallait apporter à son activité, les limitations usuelles à la plupart des établissements bénéficiant de concessions similaires. En outre la Banque impériale ottomane a, en échange de son privilège, des obligations particulières à remplir envers le gouvernement ottoman ; la Deutsche Orientbank n'est tenue envers ce gouvernement d'aucune obligation spéciale.

La Deutsche Orientbank a son *siège central* à Berlin, à la différence de la Banque impériale ottomane établie à Constantinople. C'est donc par des *succursales* et des *agences* que la banque allemande devait étendre son action directe en Turquie et en Orient. La banque disposait, au moment de sa création, des succursales de la Banque d'Orient à Constantinople et à Hambourg. Elle apporta ses premiers soins à compléter l'organisation de ces succursales sur une plus grande échelle. Seulement, son activité ne devait pas se limiter à ces deux établissements, si importants qu'ils fussent

avances sur ces matières.

7° Faire des *avances sur titres*, valeurs, warrants, connaissements et sur marchandises en dépôt, sous le contrôle et la surveillance de la banque, mais seulement jusqu'à concurrence des deux tiers de leur valeur au cours du jour où les avances sont faites, et à la condition que la durée de ces avances ne puisse, dans aucun cas, excéder quatre-vingt-dix jours.

8° Faire pour son propre compte, ou pour le compte de tiers moyennant commission convenue, *toutes opérations de change*, et se charger, pour compte de tiers, du recouvrement de tous arrérages de rentes, intérêts ou dividendes, de l'achat ou de la vente de fonds publics, valeurs industrielles et de marchandises.

9° Recevoir en *compte courant* à des taux d'intérêts déterminés, les fonds qui lui sont versés.

(1) Suivant l'article 9 de la concession du 4 février 1863.

(nous savons quelles espérances on fondait sur eux) ; ils devenaient au point de vue allemand, d'un intérêt économique plus considérable, le jour où une banque purement allemande, succédait à la banque d'Orient. Mais, dès le mois de mai 1906, l'activité de la Banque était étendue à *Alexandrie* où une succursale était constituée ; bientôt, en juin, une autre fut ouverte au *Caire* (1), et une troisième à *Brussa*.

Ainsi, à la fin de l'année 1906, après un an d'exercice, la Deutsche Orientbank disposait de cinq succursales, ce qui donne la meilleure preuve de la vitalité de la banque et de sa grande activité durant cette première année. Malgré les grands frais occasionnés par la constitution de ces succursales, les bénéfices furent assez forts pour permettre la distribution d'un dividende de 4 0/0 : cette rémunération est des plus satisfaisantes, si l'on songe que de nombreux établissements de crédit, prospères cependant, ne purent cette année-là donner de dividende. On pourra voir aussi, au bilan de 1906, la marche générale de l'activité de la banque (2).

(1) Le moment choisi par la Deutsche Orientbank pour s'établir en Egypte, était très favorable. Un commerce actif se faisait entre l'Egypte et l'Allemagne, alimenté par d'importantes maisons allemandes. Aussi l'établissement d'une banque allemande fut-il accueilli avec une grande satisfaction. Le pays, lui-même, se trouvait en plein essor économique et financier, et la banque pouvait travailler avec un rendement satisfaisant dès le début de 1907 ; pour la première moitié de cette année, le capital investi rapporta environ 5 1/4 0/0 ; mais la crise financière survenue en Egypte à la suite d'une trop grande spéculation devait influencer les affaires de la Deutsche Orientbank, notamment sa succursale au Caire (V. *Frankfurter Zeitung* du 31 août 1907).

(2) Il nous semble intéressant de faire suivre les deux bilans parus de la Deutsche Orientbank, du dernier bilan de la Banque impériale ottomane, non à titre comparatif, car on ne saurait comparer un institut né d'hier avec une banque qui a plus d'un demi-siècle d'existence, et qui est en outre privilégiée, mais pour donner une idée plus précise de la situation de la *Deutsche Orientbank* en Orient, en face de la Banque impériale ottomane.

Mais c'est surtout par les tendances qu'elle a manifestées en 1907, qu'est intéressante la Deutsche Orientbank. Nous touchons ici à des questions d'un intérêt très actuel, qui préoccupaient, au début de l'année passée, le monde diplomatique et financier, particulièrement en Angleterre. Nous voulons parler du désir manifesté par la Deutsche Orientbank d'étendre son activité en *Perse*. Au commencement de l'année 1907, la banque sondait le terrain : le directeur de la banque avait entrepris, en mars, un voyage pour visiter les succursales de la banque en Turquie et en Egypte, et avait poussé jusqu'à *Tauris* et à *Téhéran* (1). A la suite de ce voyage, la nouvelle se répandait que la Deutsche Orientbank avait fait, par l'intermédiaire du consul allemand à Téhéran, un accord avec la Banque nationale de Perse, accord aux termes duquel l'Orientbank pourrait établir, en Perse, en dehors de Téhéran, des succursales en relations d'affaires avec la Banque nationale de Perse (2). Cette nouvelle fut très commentée, surtout en Angleterre, où elle fut même portée à la tribune du Parlement ; elle était encore prématurée.

Il ne restait pas moins certain que la Deutsche Orientbank cherchait à étendre son activité en Perse, ainsi qu'il résultait d'une déclaration de la banque même au *Standard*. Le point le plus délicat était d'obtenir l'*autorisation du gouvernement persan*. C'est toujours à propos d'une autorisation de ce genre que les rivalités diplomatiques se font jour, et que les puissances intéressées interviennent. La Deutsche Orientbank vit toutefois ses demandes couronnées de succès : c'était en même temps, un succès pour la finance allemande et pour l'influence économique de ce pays.

Au mois de juillet 1907, la Deutsche Orientbank recevait du gouvernement, l'autorisation officielle de s'établir en Perse. Aux termes de cette *concession*, il s'agit d'une *banque com-*

(1) *Frankfurter Zeitung* du 28 mars 1907.

(2) *Standard* du 23 avril 1907 ; *Vossische Zeitung* du 23 avril 1907, et *Frankfurter Zeitung* du 26 avril 1907.

merciale qui, tout en faisant d'autres opérations, devra en premier lieu, se livrer au commerce de banque : escompte, etc.. La concession est donnée pour une durée de 45 ans, elle sera périmée si la Deutsche Orientbank n'en profite point dans un délai de deux ans ; la protection du gouvernement lui est assurée en ce qui concerne l'exécution des engagements conclus par des particuliers envers la banque. Cette clause n'était pas inutile. On accordait aussi à la banque, le privilège de *frapper la monnaie d'argent*, privilège accordé aux autres banques (1). En échange, la banque ne devait jamais distribuer plus de 12 0/0 de dividende ; si les bénéfices étaient supérieurs à cette somme, *l'excédent devait être mis à la disposition du gouvernement persan*.

La Deutsche Orientbank n'a pas jusqu'à présent profité de la concession ; les désordres survenus dans le pays ont retardé cet établissement. Mais cet ajournement ne doit pas (et la banque l'a plusieurs fois laissé entendre) être considéré comme un abandon de ce projet. Il est très probable que dès que la situation politique sera stabilisée et que les désordres intérieurs auront cessé, la Deutsche Orientbank s'établira en Perse.

Le rôle de la banque allemande doit apparaître en Perse *différent de ce qu'il est en Turquie et en Egypte*. En effet, dans ces deux derniers pays, les intérêts allemands étaient nombreux et importants avant l'établissement de la Deutsche Orientbank, les relations commerciales présentaient aussi une ampleur suffisante pour pouvoir alimenter le commerce de banque. La banque intervenait pour grouper ces intérêts, opérer une certaine centralisation, tout en les activant encore. Or, en Perse, les intérêts allemands existants sont minimes ; à eux seuls, ils ne sauraient alimenter l'activité d'une banque, même d'importance moyenne. Si on examine les exportations et les importations globales de la Perse, elles étaient, en 1904-1905 de 95 et 97 millions de marks ; sur cette somme, l'Al-

(1) *Frankfurter Actionär* du 4 août 1907.

lemagne n'entre que pour 2,40 millions. La plus grande partie du commerce se fait avec l'Angleterre et la Russie, l'Allemagne ne vient qu'en quatrième lieu, précédée également par la France (1).

Cependant, une vive sympathie a accueilli dans les cercles commerciaux, l'établissement de la banque. En effet, vendre à des Persans n'est pas très compliqué à l'heure actuelle, mais ce qui est difficile, c'est *de se faire payer*. Ainsi, si le cours du change sur l'Europe est défavorable en Perse, les acheteurs persans font toutes les difficultés du monde pour s'exécuter, et demandent un prolongement du délai de paiement ; parfois aussi une réduction correspondante du prix d'achat. Si, par contre, ce cours est favorable, ils ne peuvent pas davantage s'exécuter, car les banquiers persans se refusent à donner des traites ou des chèques sur l'Europe à un cours sur lequel ils auraient à subir des pertes (2).

Une banque allemande en Perse qui aurait des relations et une représentation directe en Europe, allait pouvoir modifier cette situation. Jusqu'à ce jour, les commerçants allemands étaient peu disposés à accepter des ordres de paiement ou des traites payables en Perse, à cause de la *difficulté du recouvrement* effectif de ces titres, faute d'une représentation directe de banque. Ils demandaient de préférence un *paiement au comptant* contre remise de connaissements, ce qui avait pour conséquence naturelle *d'éloigner l'acheteur persan* du vendeur allemand pour le conduire vers celui qui accordait un crédit plus grand.

Ce sont surtout les intérêts commerciaux de l'Angleterre et de la Russie qui comme nous l'avons dit sont importants en Perse ; or, ces pays ont une représentation directe de leur banque dans ce pays. La banque *anglaise* et les intérêts an-

(1) *Frankfurter Actionär* du 4 août 1907.

(2) C'est ce qui existait au moment où la question de l'établissement d'une banque allemande en Perse était agitée, c'est-à-dire au mois d'avril 1907. — V. *Berliner Tageblatt* du 23 avril 1907.

glais sont représentés par l'*Imperial Bank of Persia* (capital 650.000£) créée par la Charte royale de 1889 ; et dont le siège est à *Téhéran* (1). Cette banque possède le droit d'émettre des *billets de banque* payables en monnaie persane, dont le montant ne peut dépasser 800.000 Liv. sans nouvelle autorisation.

Les intérêts de la banque *russe* sont représentés en Perse par la *Banque d'escompte* (précédemment *Banque des prêts de Perse*) qui est en relations intimes avec la Banque d'Etat russe (2).

Donc, c'est surtout pour le développement des relations futures, qu'une banque allemande était utile en Perse ; elle doit être dans ce pays le pionnier de l'Allemagne (3), et faciliter des relations commerciales qui tendent déjà à se développer sous l'influence de la politique économique allemande en Orient.

Aussi, l'établissement en Perse de la Deutsche Orientbank ne doit-il pas être regardé comme un acte isolé, ni comme intéressant uniquement la Perse ; mais bien comme la *progression lente et constante de la politique allemande en Orient*.

(1) Outre ce siège central, la banque possède des succursales et des agences à *Bushire, Ispahan, Kerman, Kermanshah, Meshed, Nasrataband, Resht, Shiraz, Tabriz* et *Yezd*.

(2) Il est en outre intéressant de noter que le gouvernement russe a un fonctionnaire permanent à Téhéran, qui est son agent financier en Perse. *Statesman's Year Book*, 1907.

(3) Le marché persan est surtout propre à l'exportation des textiles ; ceux provenant de fabrication allemande, accusent en Perse une consommation grandissante. L'exportation (de l'Allemagne) de ces articles étaient en 1902-1903 de 480.000 marks et en 1903-1904 de 1.200.000 marks. On exporte aussi avec succès en Perse, des machines à coudre, des produits chimiques, des articles de verre (*Glaswaren*) et surtout les produits en fer émaillé (*emailirte Eisenwaren*). Depuis septembre 1904, la Perse a un nouveau tarif douanier, qui doit surtout favoriser le commerce d'exportation russe, mais le commerce allemand ne s'est pas senti de ce nouveau tarif : ainsi les exportations allemandes qui étaient de 442.000 marks en 1897, sont de 1.832.000 marks en 1905. V. *Deutsche Export-Revue*, 1907-1908, p. 180.

Cette pénétration allemande, jusqu'alors surtout effectuée par la création des voies de communication en Turquie et en Asie Mineure, et par les relations de plus en plus directes que les grandes Compagnies de navigation allemandes entretiennent avec l'Orient (1), devait trouver un complément d'action dans l'appui des banques nationales. Un effort visible a été tenté par le *gouvernement allemand* pour soutenir l'expansion de la Deutsche Orientbank. Ceci est d'ailleurs confirmé par les commentaires suscités dans la presse étrangère ; l'établissement de l'Orientbank a partout été considéré comme un des résultats de l'expansion économique générale de l'Allemagne en Orient. Aussi, doit-on se réjouir de l'accord récent intervenu entre l'Angleterre et la Russie pour garantir l'intégrité de la Perse et son indépendance. Par là, des chances égales sont données aux puissances qui vont prochainement se trouver en Perse, sur le terrain de la lutte économique.

La création de la Deutsche Orientbank est trop récente pour que nous puissions juger des résultats obtenus dans le commerce de banque ; nous devons par contre constater l'activité qu'elle a déployée pour étendre son action. Cette activité et les succès obtenus, ne doivent en aucune façon, être considérés comme définitifs. La banque — suivant des intentions qui nous sont personnellement connues — compte poursuivre cette politique d'expansion progressive dans tout l'Orient.

(1) Tout dernièrement encore, la Hamburg-America-Linie a ouvert un service direct avec le golfe Persique.

Bilan de la Banque d'Orient.

Actif (en francs).

	Année 1905	1 ^{er} semestre 1906	2 ^e semestre 1906	Année 1907
<i>Caisse (espèces en caisse et avoir en banques).</i>	7.753.189, —	4.864.992,55	6.381.533,98	6.059.407,71
<i>Portefeuille.....</i>	3.860.809,27	7.531.802,42	7.561.313,94	7.546.230,21
<i>Comptes courants débiteurs.....</i>	3.455.356,73	6.054.074,96	42.434.482,78	13.770.763,53
<i>Avances (sur titres, effets et marchandises)....</i>	7.708.522,40	17.973.643,59	24.743.907,38	28.381.319,34
<i>Participations financières ..</i>	55.570, —	253.937,40	236.309,10	328.554, —
<i>Titres.....</i>	140.415,41	248.227,14	432.521,61	621.304,41
<i>Coupons.....</i>	5.353,83	7.660,58	4.538,46	41.904,68
<i>Mobilier et installations.....</i>	170.984,64	236.243,70	288.928,53	307.490,40
<i>Comptes d'ordres et Divers.....</i>	84.772,45	1.001.198,46	693.542,08	1.526.879, —
<i>Succursales</i>	406.404,47	—	—	—
Total.....	23.641.380,20	38.171.760,80	52.777.077,86	58.753.852,98

Bilan de la Banque d'Orient (suite).

Passif (en francs).

	Année 1905	1 ^{er} semestre 1906	2 ^e semestre 1906	Année 1907
Capital	10.000.000	10.000.000	15.000.000	15.000.000
Réserve statutaire	—	30.842,50	62.206,75	131.420,25
Réserve extraordinaire	—	50.000. —	85.000. —	150.000. —
Comptes courants créditeurs	5.573.163,54	10.787.565,38	13.678.181,74	13.702.873,87
Comptes courants créditeurs à l'étranger	3.705.302,84	7.485.101,04	11.096.531,56	10.503.339,63
Comptes de dépôts à vue	2.290.585,10	5.244.037,91	5.945.765,83	6.179.844,12
Comptes de dépôts à l'échéance	4.518.805,10	2.581.710. —	3.584.993,67	5.163.408,92
Caisse d'épargne	116.978,80	246.845,88	1.671.657,15	1.422.559,27
Comptes de tiers	—	—	1.293.518,32	4.147.355,89
Effets à payer	132.407,35	188.417,53	201.000,30	319.259,27
Effets encaissés	35.848,95	77.220,45	52.208,27	63.585,18
Comptes d'ordre et divers	20.000. —	4.199.865,56	593.861,07	1.631.011,25
Dividende	—	250.000. —	480.000. —	769.620. — ⁽¹⁾
Profits et pertes (solde à nouveau)	248.198,24	28.454,65	29.412,69	44.536,33
Total	23.641.380,20	38.171.760,80	52.777.077,86	58.753.852,98

(1) Somme représentant le dividende du 2^e semestre 1907 et les dividendes échus à payer.

Bilan de la Banque d'Orient (*suite*).

Compte des profits et pertes (en francs).

	Année 1905	1 ^{er} semestre 1906	2 ^e semestre 1906	Année 1907
Solde reporté. . . .	—	19 296,79	28.454,65	29.412,69
Bénéfices divers. . .	538.014,83	759.311,15	1.190.060,10	2.735.637,39
Total disponible. . .	538.014,83	778.607,94	1.218.514,75	2.765.050,08
<i>Emploi des bénéfices:</i>				
Frais généraux. . . .	259.096,59	342.009,78	371.313,49	841.922,19
Frais d'administra- tion.	22.728,35	29.543,61	44.317,61	104.874,20
Amortissement des pertes et des créan- ces douteuses. . . .	—	6.672,10	132.287,65	388.498,28 ¹
Amortissement 5 0/0 compte mobiliers et frais d'installation. .	7.991,65	12.433,85	14.856,29	15.892,94
Impôt	12.409,90	13.426,40	25.778,75	56.390,97
Timbre.	4.081,65	5.102,05	9.795,90	21.428,57
Réserve statutaire. .	12.409,90	18.432,60	31.364,25	69.222,50
Réserve extraordi- naire.	—	50.000,—	35.000,—	65.000,—
Tantième au conseil d'administration. . .	—	22.532,90	44.388,12	107.284,10
Dividende.	200 000,—	250.000,—	480.000,—	1 050.000,—
Solde à nouveau. . .	19.296,79	28.454,65	29.412,69	44.536,33
Total.	538.096,59	778.307,94	655.739,71	1.413 862,47

1) Dont une somme de 168.644,48 francs portée comme réserve de prévoyance.

Bilans de la Deutsche Orientbank.

	ACTIF.	
	pour l'année 1906 marks	pour l'année 1907 marks
Capital actions non versé.	6.000.000	
Caisse	2.514.652,66	2.566,386
Avoir en banque et chez des ban- quiers particuliers	1.540.088,54	1.336.866,82
Portefeuille	1.032.763,55	4.361.341,02
Effets propres de la banque	51.565,52	780.386,51
Report.	—	234.810,12
Débiteurs couverts.	15.644.459,10	16.374.856,34
Débiteurs découverts	7.783.529,09	9.103.669,12
Avances sur marchandises (à l'entre- pôt et embarquées	5.286.274,92	15.304.774,35
Mobiliers.	80.000,—	98.195,69
Participations consortiales	104.570,65	
Comptes transitoires des filiales.	267.802,14	
Total.	43.305.706,17	50.161.286,27

PASSIF.		
Capital-actions	16.000.000,—	16.000.000,—
Réserve légale	—	19.640,71
Créditeurs	25.831.293,31	32.119.109,42
Acceptations et traites à vue	1.081.598,55	912.015,95
Décomptes entre le siège principal et les succursales	—	51.242,03
Compte des gains et pertes	392.814,31	729.278,16
Total.	43.305.706,17	50.161.286,27

COMPTE DES GAINS ET PERTES

AVOIR

Solde de l'année précédente.	—	71.506,94
Gains sur effets coupons.	57.013,51	58.722,81
Gains sur lettres de change	177.888,16	350.156,70
Provisions	245.874,98	526.534,67
Intérêts.	654.253,95	1.449.517,93
Total du bénéfice brut	1.134.230,60	2.456.439,05

DOIT

Frais de gestion et impôts	652.758,05	1.152.768,88
Amortissements sur mobiliers.	38.532,74	43.286,25
Amortissements sur compte courant.	50.125,50	531.105,76
Réserve légale	19.640,77	32.888,56
Dividende	301.666,66	640.000,—
Tantième.	—	28.746,48
Report à nouveau	71.506,94	27.643,12
Total.	1.134.230,60	2.456.439,05

Bilan de la Banque impériale ottomane.

ACTIF

	pour l'année 1906		
	£	S.	d.
Espèces en caisse à Constantinople et dans les agences	2.310.417	7	10
Placements temporaires, reports, etc.	1.824.254	9	10
Effets à recevoir	3.386.967	15	3
Valeurs en portefeuille	4.369.944	2	11
Comptes courants débiteurs.	3.413.131	14	2
Avances sur nantissements	4.972.421	16	9
Immeubles et mobilier.	247.915	8	4
Avances statutaires au gouvernement.	909.090	18	2
Participations dans les avances au gouvernement.	872.628	2	2
Compte courant du gouvernement	90.572	8	4
Total	22.397.344	3	9

PASSIF

Capital entièrement versé (sur capital nominal de 10 millions £).	5.000.000	—	—
Billets de banque en circulation	4.181.760	—	—
Effets à payer	2.904.609	19	10
Comptes courants créditeurs	10.518.808	12	1
Dépôts à échéances fixes	4.333.028	12	10
Réserve statutaire	893.871	5	11
Profits et pertes	345.265	13	1
Total	22.397.344	9	3

COMPTE DES GAINS ET PERTES

AVOIR 483.176 12 5

DOIT

Réserve statutaire.	46.420	—	—
Dividende (16 shillings par action payé en juillet 1906).	100.000	—	—
Répartitions aux parts de fondateurs et aux admi- nistrateurs.	16.778	—	—
Solde	21.978	12	5
Total de l'avoir	483.176	12	5
	D.	46	

§ VI. — LA DEUTSCHE PALAESTINA-BANK

A. — Intérêts allemands en Palestine. — Historique de la Deutsche Palästina-Bank. — Son organisation.

La politique allemande en Orient est très active, et l'Allemagne cherche depuis quelques années à y jouer un rôle prépondérant. On trouvait déjà en Orient de nombreuses entreprises dirigées et organisées en majeure partie par des Allemands. Mais ici plus que partout ailleurs, ces entreprises privées étaient *inspirées par la politique allemande officielle* (1). La Deutsche Palästina-Bank fut également créée sous l'influence de la politique gouvernementale, à un moment où cette politique était particulièrement active et ostensible.

Les intérêts allemands, en Palestine, sans être très importants, n'étaient pas négligeables, ils étaient surtout représentés par la *Deutsche Palästina-und Orient-Gesellschaft*, qui avait pour but de faire le commerce entre la Palestine et l'Allemagne, et d'apporter toutes les facilités nécessaires au développement de ce commerce. Cette société, à responsabilité limitée, travaillait avec un capital de 100.000 marks ; elle avait été fondée surtout par des personnalités appartenant au cercle des missions protestantes. Vers 1899, on jugea qu'il serait plus avantageux pour les intérêts allemands d'être représentés en Palestine par un établissement disposant de plus grandes ressources, et pouvant, sous forme de banque, servir à la fois tous les intérêts allemands dans ce pays : de cette pensée, naquit la *Deutsche Palästina-Bank*.

La banque fut constituée au mois de mai 1899, à Berlin, elle devait, suivant l'acte constitutif, prendre à son compte

(1) Il suffit de se rappeler à ce sujet tout ce qui a été dit de la création de voies de communication en Turquie.

l'actif et le passif de la *Deutsche Palästina-und Orient-Gesellschaft*, et continuer les engagements contractés par cette société à Jérusalem depuis le 1^{er} janvier 1899. Le *capital* originaire de la banque était de 450.000 marks, dont 365.000 marks versés. Son *objet*, d'après les statuts, devait être : de faire le commerce de banque, de favoriser particulièrement les relations commerciales allemandes et la circulation des lettres de change entre la Palestine et le Levant. Pour réaliser ce but, elle devait créer des *succursales* à l'étranger ; il lui était aussi permis de *s'intéresser* et de *participer* à d'autres entreprises commerciales ; elle pouvait de même prendre part à la *création* d'autres banques d'outre-mer. A l'organisation de la banque, participèrent : la *Deutsche Palästina-und Orient-Gesellschaft* qu'elle absorba, comme nous venons de le dire, puis quelques hautes personnalités, et surtout la maison *von der Heydt und C^o* de Berlin. L'organisation de la banque ne présente pas d'autres particularités.

B. — Activité de la Banque.

La *Deutsche Palästina-Bank*, dont le *siège principal* était à *Berlin*, entre en activité en Palestine, avec la *succursale* de *Jérusalem*, léguée par la *Deutsche Palästina und-Orient Gesellschaft*. Cette activité fut localement étendue par la création, à *Jaffa*, au mois de septembre 1899, d'une nouvelle succursale. La même année, le capital de la banque fut versé, en entier. Elle projeta aussi d'élever ce capital à 1.000.000 de marks.

L'activité de la banque fut, à ses débuts, entravée par la quarantaine établie entre la Palestine et l'Egypte. De ce fait, et surtout du fait de la concurrence des banques étrangères, du *Crédit Lyonnais*, notamment, les participations de la banque dans le commerce des lettres de change, des avances sur titres, furent peu importantes. Elle put, par contre, développer le commerce d'encaissement (*Inkassogeschäft*) et lettre

de crédit (*Accreditivgeschäft*). Plusieurs des banques les plus importantes d'Europe et d'Amérique, ont conclu avec la Deutsche Palästina-Bank des arrangements qui font d'elle leur correspondant pour leurs relations commerciales avec l'Orient (1).

La banque comptait s'intéresser dans les transactions commerciales entre la Palestine et l'étranger, surtout par l'intermédiaire de sa succursale de Jaffa, presque toutes les exportations et les importations se faisant par ce port. Les exportations principales de la Palestine sont les oranges, les melons, qu'elle introduit en Egypte ; les orges qu'elle envoie en Angleterre (4 millions en 1899) ; la sésame pour Marseille (2). La banque devait profiter au commencement de son établissement, d'un marché extrêmement favorable pour les traites de Londres, et aussi d'un taux d'intérêt élevé, lui permettant de faire l'escompte dans des conditions avantageuses.

La Deutsche Palästina-Bank devait apporter un soin spécial aux relations commerciales de l'Allemagne avec la Palestine. Nous savons qu'elle avait absorbé une entreprise purement commerciale ; elle ne devait point oublier son origine. Elle *renseigne* d'abord les maisons allemandes sur la situation des maisons de la Palestine. Elle se fait aussi un devoir de chercher, parmi les commerçants de ce pays, des représentants sûrs pour les industriels allemands, et de leur signaler les produits allemands qui pourraient, ou bien remplacer les produits similaires des autres nations, ou bien s'in-

(1) V. Bilan de la *Deutsche Palästina-Bank* pour l'année 1899.

(2) L'exportation des olives est aussi très active, elle se fait principalement par le port de Jaffa. Il est à remarquer que les exportations des produits naturels de ce pays, se font successivement, suivant les différentes époques de l'année ; en effet, on commence par l'exportation des oranges et on termine, en automne, par celle des olives, après avoir passé par les exportations d'orges, de melons, de sésame. De cette façon, le commerce d'exportation des produits naturels est actif pendant toute l'année.

introduire pour la première fois en Palestine. A cet effet, il faut signaler, en particulier, les efforts de la banque pour *substituer les machines allemandes aux machines anglaises*, substitution déjà partiellement effectuée en ce qui touche les moteurs à pétrole. La banque espère également tirer de gros bénéfices du commerce d'exportation des sucres allemands, appelés à lutter avantageusement avec les sucres autrichiens et français, grâce aux primes accordées à l'exportation de ces sucres, dès 1899 ; grâce aussi aux tarifs spéciaux de transit (*Durchfrachten*) concédés par la Levante-Linie.

La succursale de Jaffa semble devoir se développer favorablement ; elle est moins influencée que celle de Jérusalem, par les irrégularités des récoltes du pays ; son commerce est moins limité et moins uniforme. Ainsi, en 1901, à la suite de la mauvaise récolte de blé causée par la sécheresse, le commerce de Jérusalem eut beaucoup à souffrir ; le port de Jaffa profita au contraire d'une bonne récolte d'oranges. Dans ces conditions, la banque s'estime heureuse de pouvoir donner à ses actionnaires un dividende de 5 0/0. Le rapport de cette année, enregistre le fait comme un véritable succès, car dans le même temps, la crise économique allemande avait notablement restreint l'activité du commerce extérieur allemand.

Conformément aux décisions antérieures, le capital de la banque fut, en 1902, élevé à 800.000 marks ; cette hâte à disposer d'un capital plus important, était peut-être injustifiée ; le capital resta, en effet, partiellement inemployé. La banque dut diminuer son activité en Palestine en 1902, et se contenta de placer les sommes provenant de nouveaux versements, en attendant leur emploi, dans des affaires de banque. Il est vrai que la peste éclata en Palestine en 1902, et arrêta complètement les affaires. Tout rapport avec l'étranger fut interrompu, la ville de Jérusalem, notamment, qui tire de la fréquentation des pèlerins et des touristes de réels profits, fut complètement désertée. Jaffa fut beaucoup moins éprouvée : la peste y exerça bien ses ravages, mais le commerce ne fut pas anéanti ; les

exportations d'oranges furent fructueuses. L'industrie de la fabrication de l'huile et du savon fut la plus éprouvée ; les fabriques ne purent s'approvisionner en olives et en sésame, le gouvernement ayant interdit toute communication entre les diverses localités.

L'année suivante, les conditions économiques redevinrent favorables, et la circulation régulière comme par le passé. Une bonne récolte était annoncée ; les étrangers revinrent nombreux à Jérusalem, aussi le bilan pour 1903 accuse-t-il le plus grand chiffre des affaires totales réalisées par la banque depuis sa naissance. Il est vrai aussi que c'est pour la première fois, cette année, que la banque travailla avec son capital entièrement versé ; ce capital était affecté pour moitié à la succursale de Jaffa, $\frac{3}{8}$ à la succursale de Jérusalem et le reste, $\frac{1}{8}$, comme réserve, à la centrale de Berlin.

Mais pendant cette année d'une prospérité économique relative, la banque eut cependant à enregistrer une perte importante. Elle avait en effet accordé, de compte à demi avec une banque berlinoise, des avances sur marchandises à un commerçant de Jérusalem. Or, la banque dut reprendre une partie des marchandises, et le prix en ayant diminué, la liquidation ne se fit pas sans de fortes pertes. Pour les couvrir, la banque diminua son capital nominal, qui de 800.000 marks passa à 600.000 marks, elle fit, en même temps, une émission d'actions de priorité pour la somme de 200.000 marks, ce qui fit de nouveau monter le capital de la banque à 800.000 marks.

Aussi, dès 1904, la banque étend localement son activité en Palestine ; elle crée une nouvelle succursale à *Heifa*, ville très accessible au commerce, depuis la construction du *chemin de fer Haifa-Damaskus*. A cette époque, une colonie allemande y était déjà installée, entretenant des relations importantes avec l'Allemagne (1). Toutefois, après avoir couvert

(1) Bilan de la *Deutsche Palästina-Bank* pour l'année 1904.

ses pertes, la banque indique qu'elle est obligée de *réduire son activité*, notamment à Jérusalem, où sa succursale avait dû engager ses réserves. La filiale de Jaffa ne diminue point ses affaires, mais des récoltes plus faibles en 1904, notamment les récoltes de fruits, eurent leur répercussion sur elle. Par contre, nous la voyons profiter, en 1905, d'une bonne récolte d'oranges, et de l'activité des exportations. D'ailleurs, toutes les succursales de la banque, en Palestine, profitent de ces heureuses conditions, et font des affaires importantes, la succursale de Jérusalem restant toujours cependant sous le coup de ses pertes de 1903 et de 1904.

La même année, la banque réussit à conclure un *accord* avec une nouvelle banque allemande, la *Banque d'Orient* créée à Athènes en 1904. La Deutsche Palästina-Bank se trouvait menacée par la création de cette nouvelle banque dont la concurrence était d'autant plus menaçante que la *Banque d'Orient* était fondée au capital de 15.000.000 de francs. Il convenait donc de signer avec cette banque un accord qui *délimiterait leurs sphères d'action* respectives. Cet accord profitait immédiatement à la Palästina-Bank, en lui laissant le champ d'action en Palestine ; mais au point de vue des intérêts allemands en général, et de l'influence de la finance allemande, cet accord était profitable à la *Banque d'Orient*.

Forte de cet accord, la Deutsche Palästina-Bank allait pouvoir profiter de la bonne situation économique de la Palestine. En 1906, l'activité économique fut très grande, provoquée par *l'immigration des Juifs russes* qui voulaient s'établir dans le pays et demandaient à acheter des terrains. Le prix des propriétés foncières haussa ; de même les salaires, les prix des matériaux de construction et même les produits du sol. Ce fut surtout, cette fois encore, la succursale de *Jaffa* qui profita de cet accroissement d'activité. De nouveaux services avaient été organisés dans ce port par des Compagnies de navigation. La Hamburg-America-Linie avait créé des *services directs entre l'Allemagne et la Palestine*. L'accès fut ainsi rendu plus facile

à un grand nombre d'étrangers. Ces événements devaient également favoriser la succursale de *Haifa* ; il est vrai que l'exportation du blé était quelque peu arrêtée dans sa progression, par les prix relativement bas du blé en Europe, mais par contre, l'exportation de la sésame était très active. En 1906, le chemin de fer de *Haifa-Derda* est achevé, établissant des communications directes entre *Haifa* et la *Mecque*, *Damas* et *Hauran*, marché principal des blés syriens. L'avenir s'annonce favorable pour cette succursale.

Quant à celle de *Jérusalem*, elle n'a pas pris une grande part à ce développement économique de la Palestine, elle se borne de plus en plus à des *opérations de change* de monnaie que provoque l'active circulation des étrangers. Elles s'intéresse pourtant à quelques autres opérations financières, particulièrement aux nouvelles constructions élevées par des sociétés religieuses. Les opérations de crédit, relatives à ces constructions en cours, ne présentent que peu de risques, mais la Banque s'abstient d'intervenir dans le commerce des marchandises. Le bilan de l'année 1906, le dernier paru à ce jour, indique que la succursale est bien décidée à garder toujours cette sage réserve.

Il faut noter *l'accord intime de ces différentes succursales*. Elles se prêtent mutuellement la portion de leur capital disponible. Ces prêts sont rendus plus faciles par le fait que ces succursales ne travaillent avec une activité particulière, que pendant quelques mois de l'année, et que leurs opérations de banque ne sont pas identiques.

En 1907, la situation économique est embarrassée ; le crise monétaire est ressentie même en Palestine. Pourtant la Deutsche Palästina-Bank réussit à développer ses affaires. Elle porte son capital de 800.000 à 1.000.000 de marks. Puis elle ouvre à *Beirut* une succursale qui a pour but principal de venir en aide à ses autres succursales.

C. — Résultats de la banque.

Nous avons longuement insisté sur l'activité de cette banque, bien qu'elle n'offre, à considérer le capital engagé, qu'une importance minime. Mais la Deutsche Palästina-Bank présente des caractères spéciaux et un intérêt particulier. Cette banque, en effet, nous présente un exemple de *concentration des intérêts allemands à l'étranger*, mais de concentration moins complète que celle opérée par les autres banques que nous avons étudiées précédemment.

Une société commerciale, la *Deutsche Palästina-und Orient-Gesellschaft*, a été absorbée, comme nous l'avons vu, par une nouvelle banque créée à cet effet. Or, cette banque n'était constituée que par quelques particuliers intéressés dans l'ancienne société commerciale et par la maison Von der Heydt und Co ; *pas une seule des grandes banques allemandes* n'a pris directement ou indirectement part à la création de la Deutsche Palästina-Bank. Etant donnée cette particularité caractéristique, quels furent les résultats de l'activité de la Deutsche Palästina-Bank ?

Il est évident que ne disposant pas des crédits des grands établissements de banque allemands, n'ayant pas un appui direct dans ces puissantes maisons de crédit, l'influence de la banque devait être beaucoup moindre que celle des instituts jouissant d'une pareille protection ; le capital nominal avec lequel la banque fut créée, était très modeste. Les résultats de l'activité de cette banque devaient s'en ressentir. Aussi, dès le commencement de son activité, la Deutsche Palästina-Bank devait se plaindre de la *disproportion de ses frais généraux et de son capital* : ces frais généraux représentent, en 1899, 12 0/0 du capital. Il était bien difficile, dans ces conditions, de donner à ce capital une rémunération satisfaisante ; on devait avoir beaucoup de mal à couvrir les seules dépenses résultant des frais généraux.

En l'absence d'un appui des grandes banques, la *concurrency*, en Palestine, lui était, en outre, rendue *très difficile* : des succursales du *Crédit Lyonnais* s'établissaient en Palestine, en même temps que la *Deutsche Palästina-Bank*, et y étendaient leur activité. Le *Crédit Lyonnais* cherchait surtout à pénétrer en Palestine pour développer son influence en Orient et s'y créer, au moyen de succursales, des relations directes ; quant à son commerce spécial en Palestine, il ne s'en préoccupait pas outre mesure. Si les frais généraux n'y étaient pas en proportion des bénéfices, la direction de la banque centrale n'en était pas autrement impressionnée ; il suffisait, en effet, que l'activité des succursales en Palestine, favorisât l'ensemble des affaires de la banque en Orient ; avantage plus général, capable de compenser une insuffisance locale de rendement. Tel n'était pas le cas pour la *Deutsche Palästina Bank*. Pour elle, le succès local était essentiel : il lui fallait pouvoir couvrir par les bénéfices, tous les frais généraux et, de plus, offrir un bénéfice aux actionnaires : le double but était difficile à atteindre, surtout pour les premières années.

Voici cependant ce que furent les dividendes distribués :

1899.	—
1900-1901	5 0/0
1902.	4 0/0
1903-1904	—
1905.	5 0/0
1906-1907	6 0/0

Mais les bénéfices réalisés ne présentent pourtant pas une importance suffisante pour permettre à la fois de donner des dividendes satisfaisants aux actionnaires et de *constituer des réserves*. C'est pourquoi la *Deutsche Palästina-Bank* est aujourd'hui, avec ses faibles ressources, même depuis que le capital nominal a été porté à 1.000.000 de marks, conformément à la décision de l'assemblée générale de 1906, à la merci d'une crise financière importante.

Nous avons réservé notre appréciation de l'accord intervenu entre la Banque d'Orient et la Deutsche Palästina-Bank.

Cet accord portait sur les deux points suivants : 1° Chacune des deux banques s'engageait à ne pas établir de succursales là où l'autre se trouvait déjà établie ; 2° les banques s'engageaient à s'envoyer mutuellement les affaires de banque. Cet accord laissait donc le champ libre en Palestine à la Deutsche Palästina-Bank ; en ce sens, il lui était favorable, mais il n'était *pas avantageux au même degré pour les intérêts allemands en Orient*. L'intérêt allemand, en effet, eût été que la Deutsche Palästina-Bank *fût absorbée* par une banque plus importante. L'absorption faite, elle pouvait être instituée sous forme d'une succursale principale pour la Palestine, avec des succursales secondaires, qui auraient été ses succursales actuelles. Cette succursale en Palestine aurait eu une situation plus sûre ; elle aurait pu *se prévaloir de la protection et de l'aide de la banque dont elle faisait partie*. On aurait pu ainsi, comme le fait le Crédit Lyonnais, subordonner la considération des bénéfices locaux, à celle des intérêts généraux de la banque et de son influence en Orient. On voit clairement, sans que nous ayons à insister davantage, en quoi l'accord intervenu entre les deux banques n'apparaît pas très avantageux, si on se place au point de vue général de l'influence de la banque allemande et de la finance allemande en Orient.

Et cependant, malgré les désavantages sur lesquels nous avons insisté et qui proviennent en grande partie de l'organisation particulière de cette banque, établissement isolé, la Deutsche Palästina-Bank a réalisé des résultats précieux au point de vue de l'influence économique allemande en Palestine. Le soin constant qu'elle a apporté aux relations commerciales de l'Allemagne avec la Palestine, a été, comme nous l'avons constaté, couronné de succès ; on constate en effet qu'elle a réussi à ouvrir de plus grands débouchés aux produits manufacturés allemands en Palestine. Mais, juste-

ment à cause de ces succès, on voudrait que la banque fût à même de pouvoir prolonger son activité plus efficacement, qu'elle fût protégée par des banques importantes qui pourraient lui donner leur appui. C'est pourquoi il faut regretter, peut-être, l'arrangement intervenu avec l'Orient-Bank. Mieux eût valu l'absorption. L'accord intervenu mentionnait bien des cas d'aide mutuelle entre les deux banques, mais en fait, jusqu'à présent, la Deutsche Palastina Bank a dû ne compter que sur ses propres ressources.

BILANS DE LA DEUTSCHE PALAESTINA BANK

A. Actif (en marks).

ANNÉES	Caisse	Portefeuille	Effets	Débiteurs	Avoir en banque	Meubles	Immeubles (terrains)	Solde de liquidation des filiales	Total
1900	148.918,00	528.750,97	—	702.637,44	52.140,52	6.673,61	—	—	1.439.020,51
1901	51.584,59	273.675,55	—	652.953,97	81.706,78	5.294,01	49.310,11	1.540,96	1.116.065,97
1902	470.336,81	257.663,92	20.050,—	684.315,05	156.086,86	4.765,20	49.310,11	9.786,37	1.332.314,32
1903	97.246,92	464.484,97	31.546,95	620.248,93	223.410,96	4.483,32	49.310,11	2.924,64	1.493.656,80
1904	157.637,62	375.722,85	28.396,70	900.930,32	106.990,39	13.571,34	49.310,11	—	1.632.559,53
1905	225.248,47	638.651,21	—	1.286.966,27	357.994,65	13.519,69	49.310,11	3.731,28	2.590.421,68
1906	164.857,63	703.339,62	—	1.446.448,16	—	5.769,72	36.172,61	—	2.356.587,74
1907	312.338,84	1.319.697,91	—	2.189.287,49	—	2,79	40.588,28	12.117,02	3.864.032,36

B. Passif (en marks).

ANNÉES	Capital	Réserve	Ducroire	Créditeurs	Dépôt	Dividende non prélevé	Solde de liquidation des filiales	Compte des gains et pertes	Total
1900 ¹	—	—	—	397.287,—	802.007.30 ²	—	—	39.826.21	1.439.120.31
1901	450.000	3.026.55	—	316.357.37	102.336.97	950,—	—	43.195.08	1.416.065.97
1902	800.000	4.407.16	—	385.455.81	116.483.99	350,—	—	45.047.36	1.352.314.32
1903	800.000	6.408.01	1.536.27	509.742.60	115.602.35	560,—	—	59.807.57	1.493.656.80
1904	800.000	6.408.01	—	622.442.66	172.687.43	400,—	3.287.23	27.334.18	1.632.559.53
1905	800.000	6.408.01	50.000,—	4.450.932.25	216.961.24	—	—	66.130.21	2.590.421.68
1906	800.000	9.714.02	50.000,—	4.100.361.47	325.195.51	700,—	240,—	70.376.74	2.356.587.74
1907	1.000.000	13.232.86	50.000,—	2.167.072.17	547.541.64	200,—	—	95.985.69	3.874.632.36

¹) Les chapitres de l'année 1900 sont composés d'après les bilans des succursales de Jérusalem et de Jaffa, ces chapitres n'ayant pas été indiqués dans le bilan général de la banque.

²) Dont une somme de 676.994,80, portée comme créditeurs en banque.

CHAPITRE IV

LES BANQUES ALLEMANDES EN AFRIQUE

DEUTSCH-OSTAFRIKANISCHE BANK. — DEUTSCH-WESTAFRIKANISCHE BANK. — DEUTSCHE AFRIKA BANK

Toutes les banques allemandes qui ont principalement et uniquement leur activité en Afrique, sont des *banques coloniales*, nous entendons par ce mot (1) qu'elles ont leur champ d'action dans les colonies allemandes — *Schutzgebiet* allemand — de là, résultent pour elles quelques particularités qui ne se retrouvent pas dans les banques travaillant en des pays plus ou moins indépendants (2).

Elles sont soumises, quant à leur activité et à leur organisation, aux lois coloniales allemandes. Elles sont aussi, en fait, sous l'influence du gouvernement allemand. Comme nous le verrons, le *gouvernement a pris une part directe* à

(1) Renaud (*Les banques coloniales*, Poitiers, 1899) et Denizet (*Essai sur les banques coloniales*, Paris, 1899) ne considèrent comme banque coloniales que les banques qui possèdent aux colonies le droit d'émission de billets de banque, et non toutes les banques qui travaillent aux colonies (V. aussi Soltan, *Die französischen Kolonialbanken*, Strasbourg, 1907).

(2) On pourrait, peut-être, être tenté de dire de ces banques, qu'elles ne rentrent pas, en somme, dans une étude de l'activité des banques allemandes à l'étranger, puisque ce sont des banques travaillant sur un territoire régi par les lois allemandes. Nous n'avons pas cru devoir nous arrêter devant cette objection, car ces banques ont le même but que les autres banques allemandes d'outre-mer, ou que les banques à l'étranger, et présentent les mêmes particularités essentielles. Au point de vue de l'étude de l'expansion économique de l'Allemagne, elles ont le même intérêt que les banques dont nous avons précédemment parlé.

leur création, et le chancelier de l'empire doit approuver les principaux actes de ces banques. La législation peut, d'autre part, leur concéder des droits et leur imposer des devoirs particuliers : l'une d'elles, par exemple, a le droit d'émettre des billets, et il n'est pas impossible que le même privilège soit également concédé à d'autres établissements placés dans les mêmes conditions.

Le développement de ces banques coloniales allemandes a été très tardif ; en effet, avant 1904, nous ne trouvons pas de banque indépendante dans les colonies. La raison en est toute simple : les colonies allemandes — aussi bien en Afrique orientale (*Deutsch-Ostafrika*) que dans le sud-ouest africain (*Deutsch-Westafrika*) — n'étaient pas encore parvenues à un développement économique et commercial suffisant. Les relations financières entre l'Allemagne et ces colonies étaient à peu près nulles, et, dans ces conditions, aucune banque n'était tentée de créer aux colonies des succursales ou un établissement plus ou moins indépendant. Aussi bien, les rares opérations bancaires dans ces pays à économie simple et dépourvus d'un outillage économique, étaient-elles effectuées par des sociétés commerciales comme la *Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft*, la *Deutsch-Westafrikanische Handelsgesellschaft* et la *Damara und Namaqua Handelsgesellschaft*, qui avec l'aide de quelques grandes maisons de commerce, surtout de la firme *Hansig et C^o*, concentraient les intérêts commerciaux allemands dans ces colonies.

Mais cet état de choses ne pouvait pas se prolonger indéfiniment, à raison du développement et de la complexité grandissante de la vie économique. Nous savons que les grandes banques allemandes étaient intéressées dans les grandes Compagnies commerciales dont nous venons de parler ; par là, elles avaient déjà, en quelque sorte, une influence indirecte sur les colonies elles-mêmes ; cet intérêt devait grandir, après la création d'entreprises assez importantes auxquelles les banques participèrent (comme la *Octavi-Minen und Eisen-*

bahngesellschaft für Südwestafrika et comme la *Ostafrikanische Eisenbahngesellschaft Dar-es-Salam-Mrogoro*).

Les intérêts des banques allemandes, en Afrique, devenant plus directs et surtout plus grands, elles devaient chercher une *représentation directe* dans le pays. La considération des dépenses, toutefois, pouvait les arrêter, car on ne pouvait encore espérer un rendement des affaires de banque assez grand pour couvrir les frais d'établissement. Elles recoururent à un moyen un peu détourné : profiter de ces sociétés commerciales auxquelles elles étaient intéressées, faire participer ces sociétés à la création de banques nouvelles et profiter, au besoin, des locaux mêmes de ces sociétés pour établir des succursales de banque. La chose fut réalisée de cette dernière façon ; pour l'une de ces banques notamment la société commerciale qui devait servir à la constitution de la banque, est purement et simplement *absorbée* dans la banque à laquelle elle fournit ses institutions et ses cadres.

Un autre facteur important devait intervenir dans la création des banques nouvelles aux colonies : l'*influence gouvernementale*. Nous l'avons déjà mentionné ; l'établissement des banques aux colonies, comme à l'étranger, fut toujours regardé, par le gouvernement, d'un œil favorable, ce qui est d'ailleurs très naturel, étant donnée l'influence que les banques pouvaient avoir sur l'expansion allemande en général. Mais, ici, le gouvernement avait des motifs plus particuliers : il voulait réaliser des *réformes monétaires* en Afrique, il devait donc chercher à susciter la création des banques qui pussent faire aboutir ces réformes. Cette raison se retrouve notamment à propos de la création de la *Deutsch-Ostafrikanische Bank*.

Il ne faut pas négliger un troisième facteur : la *concurrency des banques étrangères*. La banque allemande devait s'en montrer d'autant plus jalouse, qu'elle se présentait en quelque sorte, sur le prolongement du territoire national. Or, grâce à leur proximité, quelques *banques coloniales anglaises*

menaçaient d'accaparer de bonne heure, ce rôle d'intermédiaire entre les Allemands et leurs propres colonies. Ces banques anglaises n'avaient pas à supporter des frais d'établissement spéciaux, car elles pouvaient, au besoin, faire ce commerce avec leurs succursales déjà existantes dans les colonies anglaises de l'Afrique.

Il s'agissait donc de parer, dans la mesure du possible, à ce danger et d'établir des banques allemandes dans les colonies allemandes ; la question des profits à réaliser devait passer au second plan.

Telles sont les raisons qui provoquèrent la naissance des banques allemandes d'Afrique : la *Deutsch-Ostafrikanische Bank* et la *Deutsch-Westafrikanische-Bank*, auxquelles venait s'ajouter dans les derniers temps, la *Deutsche Afrika Bank*. Nous allons les étudier successivement, suivant le plan que nous avons déjà utilisé. Cette étude ne saurait être longue, quant à l'activité de ces banques et quant à leurs résultats, ces banques sont de création trop récente ; par contre, il sera nécessaire d'insister sur l'historique de leur création et sur leur organisation, car, à ce point de vue, elles présentent certaines particularités.

§ I. — LA DEUTSCH-OSTAFRIKANISCHE BANK

A. — Historique

Le projet de la création d'une banque allemande en Afrique orientale, soumis au Reichstag, exposait les raisons principales qui rendaient cette création nécessaire. On y pouvait lire (1) que « l'absence de banque en Deutsch-Ostafrika se faisait sentir déjà depuis quelque temps au détriment du développement économique de cette colonie et des intérêts

(1) *Drucksachen des Reichstags*, n° 682, 11 Legislaturperiode, I Session, 1903/1905.

allemands. Le change de la monnaie et le commerce des traites étaient effectués par les grandes maisons de commerce qui avaient leur siège et leur activité en Afrique orientale, mais on ne pouvait, par ce moyen, donner aux entreprises commerciales agricoles et industrielles, l'essor que l'activité d'une banque aurait provoqué. De plus, cette colonie était privée des avantages que la circulation monétaire (*Geldverkehr*), tant à l'intérieur qu'à l'étranger, aurait eus du fait de l'établissement d'une banque ; car ces avantages là ne peuvent être donnés que par une banque.

Cette absence avait aussi comme conséquence d'augmenter la *dépendance commerciale* de la colonie allemande de l'Afrique orientale vis-à-vis de la colonie anglaise de Zanzibar. En effet, le commerce des marchandises avait une tendance à se porter vers cette île, qui se trouvait à proximité des côtes de la colonie allemande ; le commerce allemand devait subir l'intermédiaire direct de l'Angleterre. Mais, de plus, la circulation monétaire se concentrait à Zanzibar où se trouvaient des succursales des banques anglaises : la *Chartered Bank of India* et la *National Bank of India*. Il en devait être ainsi, infailliblement, parce que les grandes maisons allemandes qui faisaient le commerce dans l'Afrique orientale allemande, et particulièrement la *Ostafrikanische Gesellschaft* et la maison *Hansig und Co* étaient établies dans cette colonie anglaise et devaient se servir des banques anglaises. Or, nous savons que ces maisons de commerce avaient pour but, tout en faisant le commerce des marchandises et autres entreprises de toutes sortes, de faire les opérations de banque inhérentes à ce commerce même, c'est-à-dire principalement l'achat et la vente des traites ; par suite, elles devaient fatalement recourir aux banques anglaises.

Le gouvernement avait raison de signaler la nécessité de la création d'une banque allemande en Afrique orientale, et cela, au double point de vue économique et politique. L'idée n'était pas neuve, la question avait été soulevée déjà, mais

elle se heurtait toujours à la même objection : la *non proportionnalité des résultats aux frais supportés*. Cependant, on pouvait constater un progrès régulier dans le commerce de cette colonie : son commerce global, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, se chiffrait à environ 18 millions de marks à l'époque où nous nous plaçons, c'est-à-dire lors du projet, soit en 1903 ; la même année, les transactions commerciales uniquement avec l'Allemagne (importations et exportations) s'élevaient à 4,7 millions de marks (1). Mais il faut ajouter que ce commerce était réparti sur une superficie énorme (2), sur une côte longue d'environ 800 kilomètres, ce qui n'était pas fait précisément pour faciliter les opérations de banque.

On s'explique dès lors clairement l'absence d'un établissement de banque dans la colonie ; c'est ainsi également qu'on peut expliquer pourquoi la Ostafrikanische Gesellschaft n'avait pas fait usage de son privilège pour établir une banque d'émission. En effet, quand la question de l'établissement et de la création d'une banque allemande en Afrique orientale s'était déjà posée en 1900, la Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft avait passé un contrat avec l'Etat allemand,

(1) *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1906.

(2) Nous donnons un tableau de la répartition de ce commerce global de la colonie, pour l'année 1903, dans ses principales circonscriptions. Les chiffres sont donnés en milliers de marks :

Circonscriptions	Exportations	Importations	Total
Tanga	2.114	1.244	3.358
Pangani	667	665	1.382
Satani	154	133	287
Bagamoyo	2.673	1.562	4.235
Dar-es-salam	3.360	986	4.346
Tschole	154	293	447
Kilwa	702	1.068	1.770
Lindi	684	549	1.233
Mikiudani	180	340	520
Commerce global de l'A- frique orientale alle- mande	10.688	6.840	17.528

par lequel elle s'assurait le monopole de la frappe de l'argent pour la colonie et aussi la création d'une banque d'émission. La Compagnie n'avait usé que du premier privilège. Le gouvernement allemand retira ce double privilège, à la date du 15 novembre 1902, moyennant une indemnité, pour pouvoir effectuer, en Afrique orientale, une réforme monétaire qui fut réalisée en 1904.

Ce fut à propos de cette réforme qu'on revint sur la nécessité de la création d'une banque en Afrique orientale, car comme nous le verrons par la suite, dans l'étude de l'organisation de la banque, celle-ci devait prendre envers le gouvernement des engagements destinés à faciliter la réalisation de la réforme monétaire projetée. La banque était conçue comme une institution pouvant facilement *étendre son activité locale (territoriale) sur toute l'Afrique orientale*, chose absolument indispensable, étant donnée la grande diffusion du commerce, l'étendue de la côte, et le petit nombre des centres commerciaux dans ces pays neufs, où la densité de la population est encore très faible.

Pour réaliser cette extension de l'activité de la banque, et pour diminuer les frais d'établissement, on devait d'abord chercher à s'assurer la *participation des Compagnies commerciales* et des maisons commerciales établies dans l'Afrique orientale, c'est-à-dire surtout de la *Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft* et de la maison *Hansig und Co* ; cette participation était d'autant plus facile que ces maisons avaient aussi intérêt à cette création. La Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft l'avait prouvé en demandant déjà en 1890, les deux privilèges dont nous avons parlé. En second lieu, il fallait le concours des *grandes banques allemandes* pour donner un crédit solide à la banque nouvelle à créer, et aussi, pour donner plus sûrement à la banque, une impulsion conforme aux intérêts nationaux. Avec le seul concours des maisons de commerce et des Compagnies commerciales, on aurait pu craindre, avec raison, que la banque ne fût trop portée à servir ces intérêts

particuliers et à négliger les intérêts généraux. Le *gouvernement*, enfin, devait apporter un appui moral et certains privilèges, comme celui de l'émission des billets de banque. A la vérité, ce privilège ne devait pas présenter un avantage aussi grand qu'on pourrait être tenté de le croire, du moins, pendant les premières années ; tout porte à penser en effet, que pendant les débuts, la circulation de la monnaie fiduciaire serait restreinte à un minimum, les indigènes n'ayant encore l'habitude que des lingots.

La *Deutsch-Ostafrikanische Bank* devait naître de ce triple concours, sans lequel elle n'eût vraisemblablement pas vu le jour, car les bénéfices supposés n'eussent pas tenté la finance allemande. Il est intéressant, croyons-nous, de rappeler ici, que, lors d'une discussion sur l'Afrique orientale allemande au Reichstag (séance du 18 mars 1905), l'opportunité de la création de la *Deutsch-Ostafrikanische Bank* fut contestée, et l'on préconisait la fondation d'une *Banque d'Etat d'outre-mer*.

Le représentant du gouvernement, (*Regierungsvertreter*) M. Helfferich, qui fait autorité en matière monétaire et bancaire défendit le projet. Voici le principal passage de son discours : « Une institution locale qui, par la participation des grandes maisons de commerce, a un lien direct avec la vie commerciale de la colonie, peut s'adapter plus facilement aux besoins et aux conditions du pays, qu'une banque d'*Etat d'outre-mer*, qui aurait trop de pays différents à desservir. La participation des grandes banques allemandes, — celles mêmes qui ont, jusqu'à présent, rendu les services les plus signalés outre-mer et obtenu les meilleurs résultats, — doit servir de direction à la nouvelle banque qui profitera de l'expérience acquise. »

B. — Organisation de la *Deutsch-Ostafrikanische Bank*.

La banque fut créée le 5 janvier, sous la forme d'une société coloniale, et conformément à l'article 11 de la loi du 11 sep-

tembre 1900, sur le protectorat (*Schutzgebietsgesetz*) (1). Son siège central est à Berlin, mais elle est autorisée à créer des succursales sur tout le territoire de la colonie de l'Afrique orientale. Elle peut même établir des succursales en dehors de ce territoire (2). Mais, c'est ici qu'apparaît la *tutelle gouvernementale*, cet établissement ne pourra se faire qu'avec l'autorisation expresse du chancelier de l'empire. Cette action apparaît encore plus nettement dans la suite du même article 3, où il est dit que le chancelier peut même *ordonner* l'établissement de succursales de la banque sur certaines places commerciales de l'Afrique orientale, quand il le juge nécessaire. Il est ainsi facile au gouvernement de diriger la banque vers les points où son activité peut être désirable dans l'intérêt national ; mais cette disposition risque de devenir extrêmement onéreuse pour la banque, car cet intérêt peut ne pas nécessairement concorder avec les intérêts particuliers de la banque (3).

La banque fut créée au capital nominal de 2 millions de marks, divisé en 4.000 actions, sur lequel on effectua un premier versement de 25 0/0, lors de la constitution de la banque (art. 7). Ces 4.000 actions étaient réparties entre les divers établissements fondateurs de la banque, comme suit (art. 48) :

<i>Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft</i> , Berlin . . .	2.800
<i>Deutsche Bank</i> , Berlin	250
<i>Discontogesellschaft</i> , Berlin	250
<i>S. Bleichröder</i> , Berlin	100
<i>Delbrück Lev. und C^o</i> , Berlin	100
<i>Hansing und C^o</i> , Hambourg	100
<i>Von der Heydt und C^o</i> , Berlin	100
<i>Mendelssohn und C^o</i> , Berlin	100
<i>Sal. Oppenheim und C^o</i> , Cologne	100
<i>Robert Warschauer und C^o</i> , Berlin	100
	4.000

(1) *Reichs-Gesetzbl.*, 1900, p. 813.

(2) Statuts de la banque, article 3.

(3) *Denkschrift der Deutsch-Ostafrikanischen Bank ; Druksachen des Reichstags*, n° 682.

Les *organes* de la banque, — conseil de direction (*Vorstand*), conseil d'administration (*Verwaltungsrat*), assemblée générale, — présentent quelques particularités. D'abord, les membres du conseil de direction et du conseil d'administration doivent être de *nationalité allemande* ; toutefois, pour les membres du conseil d'administration, le chancelier de l'empire peut exceptionnellement admettre des étrangers (art. 24). En second lieu, l'élection des membres, aussi bien pour le conseil de direction que pour le conseil d'administration, est soumise à l'*approbation du gouvernement*. La *durée* de la société n'est pas limitée en principe ; mais le chancelier de l'empire se réserve le droit, après 1934, et de 10 en 10 ans (avec un délai de préavis d'un an) : 1° de *supprimer* la Deutsch-Ostafrikanische Bank et de faire l'acquisition des terrains fondés par elle, d'après les estimations faites dans les livres de la banque ; ou bien 2° d'*acquérir toutes les participations* de la banque pour le prix auquel ces participations sont portés sur ses livres.

Le *but* de la banque, suivant l'article 2 des statuts, est : de régler la circulation monétaire et les paiements en Deutsche Ostafrika, aussi bien que les relations monétaires et la circulation de la monnaie entre cette colonie et l'Allemagne ou l'étranger ; d'effectuer toutes affaires de banque proprement dites ; d'émettre des billets.

La première obligation de la banque était donc de *régler la circulation monétaire* en Afrique orientale et aussi les rapports monétaires entre la colonie et l'Allemagne. Nous avons déjà mentionné qu'une réforme monétaire, projetée par le gouvernement, fut exécutée par l'ordonnance du chancelier de l'empire, du 28 février 1904. Le but de cette réforme était de différencier la valeur de la roupie qui avait cours en Afrique orientale, de celle de la roupie indienne, et de lui donner une valeur en rapport avec l'unité monétaire allemande, c'est-à-dire de fixer un rapport légal entre ces deux unités différentes, en déterminant leur cours du change ;

suivant l'article 14, la pièce de 20 marks représente 15 roupies, ce qui donne à la roupie un cours légal de 1 1/3 mark (1). Mais pour que ce cours légal pût être réalisé et maintenu, il fallait prendre des dispositions, et ne pas permettre au change de s'éloigner du cours légal. Aussi le gouvernement stipulait-il qu'on effectuerait en son nom et à ses risques, d'après un rapport déterminé, en monnaie nationale, le paiement des traites et des *Zahlungsanweisungen*, énoncés en monnaie étrangère. En établissant la Deutsch-Ostafrikanische Bank, le gouvernement lui déléguait donc le soin d'assurer le maintien du cours légal de la roupie ; un *accord* intervint entre la Deutsch-Ostafrikanische Bank et la *section coloniale du ministère des affaires étrangères*, à la date du 4 mars 1905. Aux termes de cet accord, la banque s'engageait :

1° Dans la mesure où le montant de sa caisse à *Dar-es-Salam* le permettrait, à émettre dans ses bureaux de Berlin des chèques payables à la succursale de Dar-es-Salam, et de les délivrer à des débiteurs allemands. Le montant de chacun de ces chèques ne pouvait être inférieur à 5.000 roupies ; le cours auquel on les émettra ne peut dépasser 134 m. 25 par 100 roupies.

2° A délivrer à Dar-es-Salam des chèques payables à sa maison de Berlin, dès que 100 roupies représenteraient dans le pays une valeur courante égale ou inférieure à 132,50 m.

A en juger uniquement par ces dispositions, on peut penser que la banque assumé tous les risques de la variation du cours du change ; mais à la vérité, ils étaient supportés, comme par le passé, par le gouvernement, et la banque ne servait que d'intermédiaire. En effet, dans le même accord, le gouvernement s'obligeait à livrer à la banque des roupies, que le gouvernement se procurerait en faisant de nouvelles frappes ; il

(1) V. *Denkschrift* du 19 avril 1904 sur la *Neuordnung des Münzwesens des Deutsch-Ostafrikanischen Schutzgebietes* ; Rosendorff, *Die Neuordnung des Münzwesens des Deutsch-Ostafrikanischen Schutzgebietes* : *Finanz Archiv*, année XXII (1905), p. 128.

donnait 75 roupies contre 100 marks; en même temps, il s'engageait à reprendre, au même cours, les roupies que la banque pouvait avoir en trop.

Tel est le premier accord intervenu entre le gouvernement et la banque : il a trait à ce que les statuts de la banque appellent *la régularisation de la circulation monétaire entre l'Allemagne et la colonie*.

Une seconde convention, du 25 février 1905, concerne plutôt *la circulation monétaire intérieure de la colonie*. Suivant elle, la banque s'engage à faire, pour le compte du gouvernement, ses recouvrements; sans aucune indemnité, et aussi à faire les paiements pour son compte jusqu'à concurrence de l'actif du gouvernement à la banque. Elle doit aussi faire les transferts monétaires nécessaires entre le gouvernement et la colonie au taux de 100 marks = 75 roupies, et sans aucune commission. En ce qui concerne la circulation monétaire intérieure du pays, la banque doit faire également le change entre les pièces de monnaie de cuivre et celle d'argent. Quant au gouvernement il doit accepter en paiement les chèques tirés sur la banque par les personnes qui ont des dépôts à cette banque (1).

Telles sont les dispositions et les accords intervenus entre la banque et le gouvernement, pour régulariser la circulation monétaire, tant à l'intérieur de la colonie qu'au dehors. Ils ont pour but de permettre une régularisation du cours du change, et présentent cet avantage qui n'est pas à négliger, d'amener une plus facile et moins coûteuse régularisation des affaires de virement de caisse (*Cassageschäfte*) aussi bien entre les différentes administrations qu'entre les particuliers et les caisses publiques.

Quant au *commerce régulier de la banque*, il devait être limité, étant donnée la situation spéciale de la banque, ban-

(1) Obligation analogue à celle de la Banque d'Angleterre envers le gouvernement anglais (Hauser, *Die Deutschen Ueberseebanken*, p. 81).

que d'émission, pour que le capital fût à tout moment liquide et disponible. Aussi, devait-elle, par exemple, s'interdire *les crédits à longue durée*, et renoncer à tout prêt sur *hypothèque*. Elle devait faire surtout un commerce d'encaissement et de paiement pour ses clients ; l'achat et la vente des lettres de change et des métaux précieux pour le compte des tiers, dans la mesure où elle se trouvait couverte ; elle pouvait aussi faire l'escompte, mais à courte durée, et les avances sur titres (*Lombardgeschäft*). Quant aux opérations passives de la banque, elles consistaient surtout dans l'émission des billets et dans les dépôts, les comptes courants, et le compte par virement (*Kontokorrent und Giroverkehr*).

A ce point de vue, étant données les conditions particulières du commerce de banque avec les colonies et du commerce de banque d'outre-mer, la charte de concession de la Deutsch-Ostafrikanische Bank devait être plus libérale, que ne l'était la loi allemande sur les banques (*Bankgesetz*). Ainsi, cette concession permet à la banque la vente et l'acquisition des lettres de change à échéance de six mois ; tandis que pour les banques soumises aux *Deutsches Bankgesetz*, l'échéance de ces effets est fixée à trois mois, dans le commerce des avances sur titres, le même terme de six mois est prévu. Se basant toujours sur les mêmes idées, la concession stipule aussi que la banque pourra admettre à l'escompte des effets de commerce pour lesquels la seconde signature est remplacée par d'autres garanties : telles que des documents, encaissements ou lettres de crédit (*Verschiffungsdokumente, Creditbriefe*) (1). Ces dispositions étaient nécessaires pour permettre notamment à la banque d'intervenir utilement dans les relations commerciales de la colonie avec l'étranger, surtout avec l'Allemagne ; les lettres de change, en effet, de ou sur la colonie, sont presque toutes à longue échéance, par suite des longues distances qui retardent la livraison des marchandises (2).

(1) Art. 6 de la concession de la Deutsch-Ostafrikanische Bank.

(2) Nous trouvons des dispositions analogues dans les banques coloniales françaises (V. Denizet, *op. cit.*).

Le même article 6 stipule également que la banque pourra s'engager, jusqu'à concurrence d'un tiers de son capital, dans des entreprises qui poursuivent un but analogue et qui sont soumises aux mêmes prescriptions ; l'autorisation du chancelier de l'empire est alors nécessaire.

Aux termes de l'article 2, la banque a le droit d'*émettre des billets* suivant ses besoins, sans que le montant total puisse excéder le triple du capital nominal de la banque. La banque est obligée d'en effectuer le paiement dans la monnaie du pays, et cela immédiatement, sur présentation du billet à sa succursale à *Dar-es-Salam* ; jusqu'à concurrence de son avoir en caisse dans les autres succursales. Pour assurer le paiement des billets de banque émis, la concession prend des dispositions rigoureuses au sujet de la couverture de ces billets. Ainsi (art. 8 de la concession) la banque doit avoir, dans ses caisses, en monnaie métallique (roupies indiennes, monnaie allemande ou étrangère), ou en billets de banque de l'empire allemand, au moins le tiers de la valeur des billets en circulation. Les deux tiers restant doivent être couverts par des lettres de change et autres effets escomptés, ou par des valeurs en banque déposées à la Reichsbank ou dans d'autres banques désignées par le chancelier de l'empire. Une stipulation transitoire allégeait ces dispositions rigoureuses, tout au moins au début ; le chancelier était autorisé à déterminer dans quelle mesure la couverture du tiers de la valeur totale des billets en circulation pouvait se faire en titres de rente sur l'empire ou sur quelque autre Etat allemand, déposés à la *Légationcasse* à Berlin.

La banque doit payer un *impôt* de 5 0/0 sur les billets en circulation quand le montant dépasse le double de la couverture effective de ces billets. Par cette mesure, on espérait que la banque trouverait d'elle-même avantage à conserver dans ses caisses une couverture effective de 50 0/0, au lieu de la couverture légale qui n'est que d'un tiers. Par une disposition transitoire, cet impôt ne devait pas être prélevé tant que la

circulation des billets de banque ne dépasserait pas 500.000 roupies (art. 9 de la concession).

Enfin l'article 17 prévoit la *répartition des bénéfices* ;

1^o Un vingtième du bénéfice net au fonds de réserve, tant que ce fonds n'aura pas atteint le tiers du capital versé.

2^o Un dividende de 4 0/0 aux actionnaires sur leur capital versé.

3^o Un tantième de 10 0/0 au conseil d'administration.

4^o Un dividende supplémentaire aux actionnaires (de un pour cent) 1 0/0.

5^o Le reste est partagé entre les actionnaires et les finances publiques de la Deutsche Ostafrika.

Si les dividendes des actionnaires n'atteignent pas les 3 0/0 du capital versé, ils seront complétés jusqu'à ce chiffre, par le fonds de réserve, mais seulement dans le cas où ce fonds de réserve dépasse déjà les 10 0/0 du capital versé de la banque.

On voit, par l'examen de ce partage des bénéfices, que le gouvernement a une part éventuelle des bénéfices réalisés par cette banque, comme cela se pratique d'ailleurs habituellement dans les établissements qui ont le privilège d'émettre des billets de banque. Cette disposition semblait surtout édictée en prévision de bénéfices assez lointains, mais nous verrons qu'elle regut son application dès la seconde année de l'existence de la banque, tant l'activité de celle-ci fut satisfaisante.

C. — **Activité et résultats de la banque.**

Nous nous bornerons à indiquer les faits saillants dans ces deux ordres d'idées ; la création de la banque est trop récente pour fournir matière à de longs développements.

La Deutsch-Ostafrikanische Bank a établi à *Dar-es-Salam*, une succursale ; en juin 1905, celle-ci entra en activité. Dans les autres centres commerciaux de la côte de l'Afrique orientale, la banque s'est contentée d'entretenir des corres-

pondants, de même dans les places étrangères, notamment à *Zanzibar*, *Mombassa* et *Bombay*.

Dès ses débuts, la banque devait être influencée par des faits qui n'ont aucun rapport direct avec la vie d'une banque, mais qui ne manquent jamais d'exercer leur influence sur la marche de ses affaires. Le commerce était peu florissant dans le sud de la colonie, par suite de désordres et d'insurrections. Par contre, une *épidémie* de peste qui éclata à *Zanzibar* profita à la banque : le commerce entre les Indes et la côte de l'Afrique orientale passait, comme nous l'avons déjà mentionné, par *Zanzibar*, l'épidémie eut pour résultat de supprimer l'intermédiaire de la colonie anglaise. Ce que perdaient les banques anglaises de *Zanzibar*, fut gagné par la *Deutsch-Ostafrikanische-Bank*.

Dans son premier bilan (1905), la banque constate que le commerce des *traites* est des plus faibles ; il y en a très peu en circulation, et il ne dépend pas de la banque d'en développer l'usage ; c'est seulement le développement économique de la colonie qui rendra plus active la circulation des traites, en rendant les relations commerciales plus importantes et plus fréquentes. Par contre, le commerce des *chèques* est assez actif ; la banque dresse également dans sa succursale à *Dar-es-Salam*, le *compte courant* d'environ 2.000 clients.

Le bilan constate d'autre part, que l'*émission des billets de banque* rencontre beaucoup de difficultés matérielles et qu'elle était de ce fait bien en retard. Elle était cependant parvenue à émettre les premiers billets de banque de 5 roupies, au mois de décembre 1905. Elle dit aussi qu'il lui est impossible, pour le moment, de se rendre bien compte, même approximativement, de ce que pourra être la circulation fiduciaire, l'accueil fait aux billets de banque, dans les premiers temps, ne donnant pas d'indication pour déterminer la circulation sur laquelle la banque pourra compter à l'avenir. On peut bien, il est vrai, penser que par la suite, elle sera plus importante, l'usage du

billet de banque se répandant, dans les premiers temps, assez difficilement. Mais cette circulation fiduciaire dépendra surtout des besoins qui se feront sentir et qu'on ne peut prévoir *a priori*.

Il semble du moins que la banque soit en bonne voie, et que son état et sa position, en Afrique orientale, soient solides. En 1906, le bilan constate déjà un développement des affaires. Le nombre des clients de la succursale de *Dar-es-Salam*, qui ont un *compte courant*, a notablement augmenté, il est de 350, en chiffres ronds. C'est une preuve certaine que la banque gagne du terrain, et cela lui était d'autant plus difficile que la plus grande instabilité régnait dans le personnel commercial du pays : les européens qui s'y occupent d'affaires, séjournent peu de temps en raison du climat meurtrier, et sont toujours remplacés par de nouveaux venus ; il est donc malaisé, dans ces circonstances, de s'assurer une *clientèle stable*.

En ce qui concerne le commerce des *traites*, il est, comme pendant la première année, peu important, celui des *chèques* l'est davantage. La circulation des *billets* émis par la banque se fait d'une manière satisfaisante, et l'usage des billets de banque a déjà pénétré dans les règlements de compte, sans que la circulation de la monnaie métallique ait encore pu être remplacée dans les rapports qu'ont entre eux les indigènes. La circulation fiduciaire a dépassé, en 1906, la somme d'un demi-million de roupies. On constate, dans le bilan de cette année qu'une grosse somme se trouvait dans la caisse de la banque, elle provenait, en grande partie, de ce que la banque avait reçu du gouvernement, comme elle y avait droit, une somme de 1.300.000 roupies. Elle avait été déterminée à prendre cette mesure par une crise monétaire qui régnait dans la colonie vers la fin de l'année 1906, et elle désirait y parer de cette façon afin d'éviter tous les inconvénients que le manque de numéraire pourrait provoquer.

La banque constate aussi une augmentation de frais, con-

séquence du développement de ses affaires, mais en disproportion peut-être avec ce développement. Elle a cependant, en 1906, réalisé des bénéfices plus que satisfaisants, si l'on se représente les difficultés qu'elle devait vaincre et sur lesquelles nous nous sommes étendu. Il fut distribué aux actionnaires de la banque un dividende de 5 1/2 0/0 sur le capital versé ; les bénéfices permirent même d'en allouer une part au fisc de l'Afrique orientale, ce qui dépassait les meilleures prévisions.

L'année 1907 est satisfaisante. La circulation fiduciaire est de 789.175 Rp. (514.750 en 1906). Pour parer à une disette dans la circulation monétaire, la banque achète au gouvernement 850.000 Rp. nouvellement frappées. Les bénéfices réalisés lui permettent de donner un dividende de 8 3/4 0/0.

Il semble donc, d'après ces résultats, qu'on puisse prédire à la banque un bel avenir. Le développement de la banque est lié au développement de la colonie de l'Afrique orientale, et de ce développement on n'a pas de raisons sérieuses de douter ; la colonie présente en effet des richesses naturelles qui ne tarderont pas à être exploitées rationnellement. C'est aussi ce qu'on croit dans l'entourage de la banque, où l'on a une forte confiance dans ce développement du pays. Un obstacle à ce développement a déjà disparu par suite de la construction de voies de communication, l'achèvement de la ligne de chemin de fer de *Mrogoro* fera beaucoup pour la prospérité générale, et il y a lieu de croire qu'on ne s'en tiendra pas là.

Actif (en marks).
Bilans de la Deutsch-Ostafrikanische Bank.
Passif (en marks).

ANNÉES	1905	1906	1907	ANNÉES	1905	1906	1907
Capital non versé	1.500.000,—	1.500.000,—	1.500.000,—	Capital	2.000.000,—	2.000.000,—	2.000.000,—
Caisse	513.807,57	1.401.998,31	1.347.073,29	Fonds de réserve	—	450,26	5.333,88
Effets	520,—	18.624,21	26.623,48	Circulation fiduciaire	120.000,—	686.333,33	1.052.233,34
Portefeuille	404.655,02	50.470,60	238.724,99	Créditeurs	965.802,59	2.348.378,02	1.945.158,05
Avances sur titres	269.631,87	442.515,23	668.083,33	Compte des traites	71.878,—	40.222,16	4.576,45
Débiteurs et avoir en banque	168.518,10	857.300,52	442.972,55	Reserve pour confection des bil-	10.000,—	3.000,—	11.151,65
Effets propres	313.740,—	839.224,—	857.484,—	lets de banque	149,67	—	—
Mobilier	4.004,—	1—	4—	Compte en suspens	9.005,23	31.883,43	62.644,27
Frais divers (télégrammes, etc.	511,93	133,33	133,33	Compte des gains et pertes	3.176.835,49	5.110.267,20	5.081.097,67
Total	3.176.835,49	5.110.267,20	5.081.097,67	Total	3.176.835,49	5.110.267,20	5.081.097,67

Doit.
Compte des gains et pertes.
Avoir.

ANNÉES	1905	1906	1907	ANNÉES	1905	1906	1907
Frais généraux	16.275,85	37.717,48	47.604,94	Solde de l'année précédente	—	8.534,97	144,63
Amortissements sur effets	1.514,10	14.550,—	4.534,—	Gains sur des intérêts	18.638,57	49.502,03	72.235,18
Amortissements sur mobilier	2.971,52	5.441,76	309,94	Gains sur provisions, lettres	21.128,13	45.635,67	61.642,27
Compte des confections des bil-	—	—	—	de change etc.	—	—	—
lets de banque	—	11.100,—	4.990,80				
Reserve pour confection des bil-	—	—	—				
lets de banque	10.000,—	3.000,—	11.151,65				
Fonds de réserve	450,26	1.594,17	3.289,45				
Dividende	—	27.500,—	44.014,43				
Participat. au bénéfice au fisc	—	2.644,63	18.750,—				
de l'Afrique Orientale	5.554,97	143,63	12,25				
Rapport à nouveau	39.766,70	103.692,67	134.022,08				
Total	39.766,70	103.692,67	134.022,08	Total	39.766,70	103.692,67	134.022,08

§ II. — LA DEUTSCH-WESTAFRIKANISCHE BANK

A. — Historique et organisation.

On procéda, pour la création d'une banque dans la colonie allemande du Sud-Ouest africain, comme pour celle de la Deutsch-Ostafrikanische Bank (1), c'est-à-dire qu'on *utilisa les établissements commerciaux* qui s'y trouvaient déjà. D'un autre côté, le *concours des grandes banques* allemandes était, pour les mêmes raisons, désirable et nécessaire ; seulement, ici, ce concours se présenta d'une manière différente. A la *Deutsch-Ostafrikanische Bank*, la majeure partie des grandes banques allemandes participa, comme nous le savons, et notamment les deux banques les plus compétentes pour ces institutions d'outre-mer : la *Discontogesellschaft* et la *Deutsche Bank*. Les grandes banques allemandes ne furent pas représentées de la même manière dans la *Deutsch-Westafrikanische Bank* ; la *Dresdner Bank* seule a pris part à la création de cette banque. Ce concours, il est vrai, était important et précieux, la Dresdner Bank étant un établissement de crédit de tout premier ordre, disposant d'un capital et d'un crédit considérables, et ayant avec l'étranger des relations nombreuses et importantes.

La création d'une banque allemande dans le Sud-Ouest africain allemand était provoquée par des besoins identiques à ceux de l'Est colonial allemand, à savoir : éviter que les affaires de banque fussent effectuées par des établissements étrangers,

(1) Bien que la Deutsch-Westafrikanische Bank soit d'une création quelque peu antérieure à la Deutsch Ostafrikanische Bank, nous l'étudions seulement à la suite de celle-ci ; c'est que toutes les deux commencent leur activité en 1905 ; en exposant d'abord la Deutsch-Ostafrikanische Bank, nous avons pu mettre mieux en lumière certains faits caractéristiques.

que les relations commerciales de la colonie avec la même patrie ne *tombent pas sous la dépendance de l'étranger*. A côté de cette raison générale, il en était une autre d'ordre plus immédiat : la *Britisch Bank of West Africa* avait l'intention d'établir une succursale sur le territoire de la colonie (1) et cette intention était menaçante au point de vue national. Le pays était déjà quelque peu sous l'influence anglaise, bien que la monnaie légale et utilisée dans les transactions fût la monnaie allemande, on y trouvait cependant une *circulation de monnaie d'argent anglaise* ; la création d'une banque anglaise aurait comme résultat immédiat, d'introduire définitivement la monnaie anglaise dans la colonie. Il est facile aussi de voir que, par la suite, inévitablement, l'activité de la *Britisch Bank of West Africa* eût mis toutes les relations commerciales de la colonie sous l'influence anglaise. C'est pour parer à cette menace qu'une banque allemande fut créée en toute hâte ; elle était *indispensable pour sauvegarder les intérêts économiques de l'Allemagne*.

La création de cette banque allemande dans le sud-ouest africain se fit par la participation de la *Dresdner Bank* et de la *Deutsch-Westafrikanische Handelsgesellschaft* en premier lieu, et en second lieu, par des participations moins importantes de *maisons de commerce allemandes intéressées dans ces colonies*. La Deutsch-Westafrikanische Bank fut créée par décision de l'Assemblée des intéressés, le 14 octobre 1904 (enregistrée au *Handelsregister* le 31 mars 1905). Son capital nominal fut d'un million de marks, divisé en 2.000 actions de 500 marks. Un versement de 25 0/0 fut effectué sur le capital nominal au moment de la création de la banque. Le capital nominal fut souscrit comme suit :

(1) Rosendorff, *op. cit.*, *Schmoller's Jahrbuch*, année XXX (1906), p. 589.

La <i>Dresdner Bank</i>	747.000 marks
La <i>Deutsch-Westafrikanische Handelsgesellschaft</i>	247.000 »
Par des maisons de commerce (au nombre de 6).	6.000 »
	1.000.000 marks

Ce capital nominal pouvait être augmenté jusqu'à concurrence de 5 millions de marks. Toute augmentation dépassant cette somme devait être soumise à l'approbation du chancelier de l'empire. La *Deutsch-Westafrikanische Bank*, comme la *Deutsch-Ostafrikanische Bank* est en *rapports particuliers avec le gouvernement allemand* et dépend, en quelque sorte, de ce gouvernement qui peut exercer son influence par les différentes autorisations qu'il a à donner. Mais, à la différence de la *Deutsch-Ostafrikanische Bank*, la *Deutsch-Westafrikanische Bank* n'a pas le privilège de l'émission des billets de banque ; c'est la monnaie allemande en effet qui a cours légal dans le pays, et par conséquent aussi les billets de la *Reichsbank*.

Le but de la banque est nettement délimité. D'après les statuts, elle doit servir d'*intermédiaire dans les paiements* entre les colonies *Togo* et *Kameroun*, et faciliter les relations monétaires (*Geldverkehr*) de ces pays avec l'Allemagne et à l'étranger(1).

(1) En conformité avec ce but, on permet à la banque de faire les opérations suivantes :

1° L'*achat et la vente des métaux précieux* (or et argent) en barres.

2° L'*escompte* des lettres de change dont l'échéance ne dépasse pas 6 mois. De même que pour la *Deutsch Ostafrikanische Bank*, la deuxième signature peut être remplacée par un *connaissance* ou par une lettre de crédit.

3° Le *prêt d'argent* à intérêts, pour un délai maximum de 6 mois, et sur gage de lettres de change ou autres titres.

4° L'*achat et la vente des titres de rente* présentant toutes garanties

Les organes de la banque sont : un conseil de direction, un conseil d'administration et l'Assemblée générale. Par des dispositions analogues à celles qui régissent la *Deutsch-Ostafrikanische Bank*, les membres du conseil de direction et ceux du conseil d'administration doivent être des *nationaux allemands* ; toutefois le chancelier de l'empire peut autoriser des exceptions ; les membres de ces conseils sont élus par l'Assemblée générale, cette élection est soumise à l'*approbation du chancelier de l'empire*.

L'influence et la surveillance gouvernementales sont exercées par le chancelier de l'empire, par l'intermédiaire d'un *commissaire* nommé par lui. En plus de ce commissaire, les gouverneurs des colonies où la banque exerce son activité, nomment encore des commissaires spéciaux qui ont pour mission de surveiller surtout l'activité commerciale de la banque.

B. — Activité de la banque et résultats.

Le *siège central* de la banque se trouve à *Berlin*, et son activité dans les colonies du sud-ouest africain, s'exerce par les *succursales* de *Lome* (Togo) et de *Duala* (Cameroun). La banque procéda à l'établissement de ces succursales, au commencement de 1905. Mais étant données les difficultés de cette organisation, les succursales ne purent commencer une acti-

de confiance et sûreté.

5° Les *encaissements*, ordres de paiement aux succursales, paiements contre recouvrement.

6° *Achat des métaux précieux* pour le compte des tiers (contre recouvrement) et *vente* (après livraison).

7° *Dépôts, comptes-courants* et *virements*.

8° *Garde des objets de valeur*.

9° *Participation*, jusqu'à concurrence d'un tiers du capital versé, à des entreprises similaires, mais avec l'autorisation du chancelier de l'empire (même disposition que pour la *Deutsch-Ostafrikanische Bank*).

tivité régulière qu'à partir du mois d'août de la même année. Cette activité des succursales de la banque devait rencontrer de nombreux obstacles ; les créateurs de la *Deutsch-Westafrikanische Bank* ne se faisaient, à ce point de vue, aucune illusion (1). Les maisons de commerce européennes elles-mêmes, établies au Togo et au Cameroun, étaient habituées à se passer de l'intermédiaire des banques. Il s'agissait de faire prendre des habitudes nouvelles à ces maisons de commerce, et cela devait demander du temps, malgré les avantages que ces firmes pouvaient tirer pour leurs relations avec l'Europe de l'intermédiaire d'une banque établie dans le pays et possédant en Europe des relations directes ou indirectes nombreuses : la *Dresdner Bank* avait mis ses relations avec des établissements de crédit tant en Allemagne qu'à l'étranger à la disposition de la *Deutsch-Westafrikanische Bank*.

Mais ces avantages évidents ne pouvaient apparaître que si la grande majorité de ces maisons de commerce utilisaient la Banque. C'est seulement dans cette hypothèse que la banque pouvait leur offrir ses services à des conditions avantageuses. La banque espère qu'elle réussira à s'attirer la clientèle de ces maisons de commerce et que ces maisons auront bientôt un compte régulier chez elle, car elles auront l'avantage immédiat de pouvoir se servir de la banque pour les paiements télégraphiques, émissions des chèques, etc... Un autre grand avantage devait résulter de ce que le gouvernement accordait, à ces maisons de commerce qui avaient un compte-courant avec la *Deutsch-Westafrikanische Bank*, des facilités de paiement pour les droits de douanes frappant leurs marchandises.

La banque devait, par la suite, fonder les espérances les plus sérieuses sur l'achèvement de la ligne de *chemin de fer Lome-Palime* et sur la construction du chemin de fer de *Cameroun*. Ces lignes devaient, en facilitant les communications et la circulation dans le pays, activer les relations économiques, et les rendre plus fréquentes et plus importantes.

(1) Bilan de la *Deutsch-Westafrikanische Bank*, 1905.

D'après le bilan de 1905, nous voyons que l'ensemble des affaires faites par la succursale de la banque de *Lome* est d'environ 3 1/2 millions de marks, celles de la succursale de *Duala* de 700.000 marks. La Banque entretient pendant cette première année des relations stables avec environ 50 maisons de commerce de Togo et Cameroun.

Persönne n'a été déçu par ces résultats. Nous savons, en effet, que cette banque est surtout destinée à servir de *pionnier aux intérêts allemands* ; elle n'escompte donc en aucune façon des résultats immédiats. Ce qu'elle cherche, c'est à prendre position dans le pays pour profiter de son développement ultérieur, au besoin même pour le hâter. Ces espérances ne sont pas chimériques, en effet, bien qu'après deux ans seulement d'existence, on ne puisse juger de son succès, surtout dans des conditions aussi particulières, nous voyons en comparant les deux bilans de la banque (1905 et 1906) qu'elle a réussi à faire des progrès assez notables. Il faut remarquer d'abord que l'ensemble des affaires faites par la banque a considérablement augmenté. Elles ont presque triplé de 1905 à 1906 à *Lome*, et quintuplé à *Duala* ; ces affaires sont, en 1906, d'après une page du grand livre de la banque :

à la succursale de *Lome* d'environ 9 1/2 millions de marks

» *Duala* » 5 1/2 »

La banque a pu donner un dividende de 5 0/0 sur le capital versé ; il faut ajouter que les bénéfices bruts furent, en partie, employés à couvrir les frais occasionnés par le développement des succursales à *Lome* et à *Duala*. En effet, le bilan de la banque constate que, pour satisfaire à tous les besoins, la banque fut obligée de compléter l'organisation de ses succursales à Togo et à Cameroun ; ce qui occasionna des frais assez importants. On voit déjà par là, le succès grandissant de la banque. Le bilan constate aussi que par les soins de la banque, la circulation des *lettres de change* et des *chèques* est en voie d'*augmenter* dans ces colonies ; par suite, la circulation de la *monnaie métallique* a pu être *diminuée* et de

cette façon, la banque a pu, sinon exercer une entière centralisation de la monnaie métallique en circulation, du moins contrôler, dans une certaine mesure, cette circulation. On constate que la monnaie métallique en circulation dans la colonie, ne suffit pas toujours aux demandes grandissantes du commerce et de la circulation (1); ce qui peut apparaître comme une preuve de l'activité grandissante du commerce et des affaires de toutes sortes, et qui est du meilleur augure pour l'avenir de la banque.

Les prévisions favorables commencent à se réaliser ; le chiffre d'affaires réalisées en 1907 en est une preuve. A la succursale de Lome le chiffre d'affaires total est de 19.000.000 marks, le nombre des comptes-courants 112. A la succursale de Duala le chiffre d'affaires est de 12 millions de marks, le nombre des comptes courants 164.

Le dividende est de 6 0/0.

Le rapport constate que l'année a été favorable, et que la Banque a été d'une aide précieuse pour les exportateurs qui ont trouvé chez elle le crédit nécessaire à leur commerce.

(1) Bilan de la *Deutsche Westafrikanische Bank*, 1906.

Actif (en marks)

Bilans de la Deutsch-Westafrikanische Bank.

Passif (en marks).

ANNÉES	1905	1906	1907	ANNÉES	1905	1906	1907
Capital non versé.....	750.000,—	750.000,—	750.000,—	Capital-actions.....	1.000.000,—	1.000.000,—	1.000.000,—
Caisse.....	251.653,55	902.830,80	608.787,85	Fonds de réserve.....	—	5.000,—	15.000,—
Avoir en Banque.....	—	365.514,—	1.295.895,—	Compte courant crédi- teurs.....	399.229,—	1.395.362,91	1.905.786,45
Débiteurs par aval.....	414.704,65	241.668,80	154.097,50	Créditeurs par aval.....	85.000,—	287.000,—	229.000,—
Portefeuille.....	85.000,—	287.000,—	229.000,—	Compte des dépôts.....	71.926,10	99.904,94	154.819,05
Compte d'inventaire.....	74.745,—	587.677,70	1.084.373,40	Compte des traites.....	48.369,—	75.396,45	60.728,40
Compte de transferts (décomptes en sus- pens au 31 décembre 1905 entre le siège principal et les comp- toirs).....	3,—	41,50	5,—	Compte d'encaisse- ments.....	31,05	—	—
Total de l'actif.....	45.549,95	—	—	Compte de transferts. Compte des gains et pertes.....	16.303,—	21.932,50	669.904,75
	1.621.058,15	3.134.744,80	4.122.138,75	Total du passif.....	1.621.058,15	3.134.744,80	4.122.138,75

Doit.

Compte des gains et pertes.

Avoir.

ANNÉES	1905	1906	1907	ANNÉES	1905	1906	1907
Frais généraux.....	3.862,20	18.173,15	50.655,85	Solde de l'année pré- cédente.....	—	41.303,—	19.837,—
Amortissements sur compte d'inventaire.....	4.346,45	5.765,75	2.269,70	Gains sur intérêts, pro- visions.....	—	62.760,90	120.008,65
Fonds de réserve.....	5.000,—	10.000,—	35.000,—	Lettres de change, etc.	21.511,35	—	—
Dividende.....	—	42.500,—	12.500,—	Total.....	21.511,35	74.063,90	139.845,65
Tantième et gratificat. Rapport à nouveau.....	41.303,—	7.788,—	5.037,50				
	41.303,—	49.847,—	34.382,60				
Total.....	21.511,35	74.063,90	139.845,65				

§ III. — DEUTSCHE AFRIKA BANK

Tout dernièrement, le sud-ouest africain s'enrichissait d'une nouvelle banque allemande. En effet, en 1906, la *Disconto-gesellschaft* et la *Norddeutsche Bank* créèrent la *Deutsche Afrika Bank*. Cette nouvelle banque présente des analogies avec les deux autres banques de l'Afrique que nous avons déjà étudiées. Elle est, comme ces établissements, créée avec le concours des grandes banques allemandes, avec le concours aussi d'une société commerciale : la *Damara und Namaqua Handelsgesellschaft* à responsabilité limitée, à laquelle la *Disconto-gesellschaft* et la *Norddeutsche Bank* étaient déjà intéressées. Les locaux de cette société commerciale, à *Swakopmund* *Windhuk* et *Lüderitzbucht*, furent transformés en succursales de la Banque.

Mais, à côté de ces analogies, la *Deutsche Afrika Bank* présente une grande différence avec les établissements déjà étudiés. Elle n'est pas sous la dépendance directe du gouvernement. Aussi n'a-t-elle à subir de limitation ni dans son organisation, ni dans son activité. Pour aucun de ses actes, l'autorisation du gouvernement n'est nécessaire. N'ayant pas d'obligations envers le gouvernement, elle n'a pas non plus de droits particuliers, et la circonstance que son activité s'exerce dans une colonie allemande n'a pas d'autre effet que de l'obliger à se conformer aux lois allemandes, à celles notamment qui régissent cette colonie.

La *Deutsche Afrika Bank*, d'après ses statuts, peut faire le commerce de banque avec toute l'Afrique, mais elle se trouvait à l'époque de sa création, par les cadres qu'elle avait empruntés, limitée à l'Afrique du sud-ouest. Il est dit dans le premier bilan de 1906 que le but principal de la banque est d'activer et de développer le commerce de banque et les relations financières de la colonie allemande de *Südwestafrika*.

avec l'Allemagne et le sud-africain britannique. La banque fonde aussi les plus grandes espérances sur le développement des transactions entre les colonies anglaises et les colonies allemandes. Elle doit dans la colonie même, *multiplier les moyens de paiement* par l'introduction d'une circulation plus active des lettres de change et des chèques, et amener une réduction du rôle de la monnaie métallique dans les paiements (1).

La banque fut créée au capital nominal de 1.000.000 marks divisé en actions de mille marks ; un versement de 25 0/0 fut effectué lors de la création. Son *siège* est à *Hambourg*.

Dans son premier bilan, la banque constate des résultats presque satisfaisants, bien qu'elle ait rencontré de nombreuses difficultés au moment de son établissement, difficultés inhérentes à l'installation de banques aussi éloignées. Malgré les frais inévitables de premier établissement, la banque put donner, à la fin de cette première année, un dividende de 4 0/0 sur le capital versé.

En 1907, le développement du commerce de banque permet de donner un dividende de 8 0/0.

Cette banque, ainsi que la Deutsch-Westafrikanische Bank, fonde les meilleures espérances sur les créations de chemins de fer et sur l'intérêt grandissant que l'Allemagne apporte à ses colonies. Ce sont ces considérations qui permettent à la banque d'escompter le succès pour l'avenir.

(1) Nous avons vu que la Deutsch Westafrikanische Bank avait aussi une ambition analogue, et qu'elle avait obtenu déjà des résultats satisfaisants.

CONCLUSION

Après avoir exposé tant de faits et de chiffres, il n'est pas inutile, croyons-nous, de résumer les principaux résultats auxquels nous pensons avoir abouti.

Nous avons, dans la *partie analytique*, retracé le développement et l'activité individuelle des *banques allemandes* dans leur mouvement d'*expansion à l'étranger*.

Nous nous sommes d'abord — dans une première section — occupé des grandes banques allemandes, — *grosse Berliner Banken*, — celles qui détiennent, grâce à la concentration, la plus grande partie du commerce de banque.

Ensuite — dans une seconde section — nous avons étudié les banques allemandes spécialement *destinées au commerce de banque à l'étranger*. Force nous fut, pour faire voir clairement les étapes de l'expansion ainsi que les moyens utilisés, d'insister sur les conditions économiques et financières des pays où ces banques étaient appelées à exercer leur activité.

Ainsi comprise, cette étude, basée exclusivement sur des documents de première main, est devenue une monographie des banques allemandes déjà énoncées ; monographie qui met principalement en lumière les points qui nous ont le plus intéressés dans la vie de ces établissements financiers.

Mais, l'abondance des documents, le nombre considérable des banques à examiner, parfois même leur ancienneté, la diversité des phénomènes économiques en relations intimes avec cette expansion de banque, en particulier l'état du développement des pays intéressés, la situation des finances publiques, les relations commerciales internationales et les régimes monétaires, — ont fait prendre à cette étude un développement considérable. Elle est parfois, toujours pour les

mêmes raisons, bien aride. Elle était cependant indispensable, et cela pour deux motifs :

En premier lieu, parce que malgré la littérature si considérable consacrée aux banques allemandes, une étude d'ensemble de leur expansion n'avait pas encore été entreprise. En particulier on n'a jamais encore essayé de préciser l'activité des grandes banques berlinoises à ce point de vue. Par suite, notre travail pourra, croyons-nous présenter quelque intérêt documentaire pour l'étude générale des banques allemandes.

Cette partie analytique était indispensable à un autre point de vue, — et c'est celui qui nous importe le plus, — car elle fut le *fondement* de tout notre exposé général. C'est elle qui donne, en laissant parler les faits, une vie réelle à l'exposé abstrait que nous avons fait au début. Les généralités de notre partie synthétique ne sont que le résumé méthodique des faits individuels et concrets, qui doivent venir les confirmer.

C'est ainsi que, dans l'*historique* des banques allemandes, nous voyons qu'elles se constituent pour la plus grande partie dans la seconde période de l'évolution de ces banques, c'est-à-dire de 1850 à 1870. Si l'on passe en revue leur activité, on se rendra compte que l'expansion de cette activité, dans les premières années de leur existence, est très minime et négligeable. L'activité de ces banques est tout d'abord destinée à fortifier leur position sur le marché intérieur : leurs forces sont toutes occupées à amener la multiplication et la concentration des capitaux et des affaires. L'expansion n'est venue qu'ensuite. L'historique individuel de chaque grande banque allemande confirme ces deux aspects, les plus importants de notre exposé de l'*évolution des banques allemandes* : la *concentration* suivie de l'*expansion*.

Si ensuite nous nous reportons à l'activité individuelle de ces établissements, nous voyons immédiatement dans quels rapports cette activité se trouve avec le *développement économique* général de l'Allemagne. En effet la création des grandes

banques correspond toujours à un nouvel essor économique, notamment en 1850 et en 1870. Par contre, les grandes crises économiques — et en particulier celle de 1873 et de 1901-1902 — ont eu comme effet immédiat de réduire le champ d'action des banques et de diminuer leur activité.

La naissance des banques allemandes fut directement déterminée par le développement de certains centres industriels et commerciaux ; après avoir eu au commencement un caractère local, ces banques viennent en aide au développement général de tout l'outillage national allemand. Mais les différentes branches de l'économie nationale ont bien vite fait de dépasser les limites de l'Allemagne et exercent leur activité à l'étranger ; après une organisation économique très active à l'intérieur même du pays, s'est manifestée une *expansion économique*, qui n'est pas moins considérable. Les banques aident l'économie nationale dans ce nouvel effort, aussi puissamment que dans le travail d'organisation intérieure.

L'examen individuel de l'activité de ces banques à ce point de vue, nous montre que leur rôle fut déterminé et facilité par deux faits principaux.

Tout d'abord l'expansion de banque était peu praticable — les tentatives mêmes faites dans ce sens ont échoué — tant que les banques disposaient des moyens peu importants. C'est le *groupement des banques* et le *groupement des capitaux*, qui rendirent cette expansion possible, en permettant aux banques d'employer une partie de leur actif au commerce de banque avec l'étranger, en donnant également, par ce fait même, plus de poids à ces établissements sur le marché financier international.

En second lieu, ce qui a provoqué une expansion de banque, si régulière, si automatique, pour ainsi dire, c'est l'*organisation technique* de ces banques. Ayant déjà des liens intimes avec les principales branches de l'économie nationale, elles les ont gardés également quand les industries et le commerce allemand prirent de plus en plus d'importance sur

le marché international. Les exemples sont nombreux où les banques allemandes, ayant des rapports directs avec une entreprise déterminée, l'aident tout particulièrement, quand cette entreprise cherche à s'établir ou à développer son activité à l'étranger.

Il résulte donc bien de l'examen individuel de l'activité des banques allemandes, que l'expansion de ces banques eut comme cause principale l'*expansion économique allemande* en général, et que cette expansion fut plus directement déterminée par la *concentration (groupement des banques et groupement des capitaux)* et par l'*organisation technique* spéciale à ces banques.

Provoquée de cette façon, l'expansion des banques allemandes est fort complexe. Si on procède à une classification de nombreux faits de cette expansion, relatés dans notre étude synthétique, on obtient en principe deux grandes divisions.

1^o Cette expansion présente tout d'abord un *aspect financier* : ce sont les banques allemandes qui furent les premiers et principaux intermédiaires dans les placements des capitaux allemands à l'étranger. Ce rôle financier se caractérise surtout par la négociation et par le placement en Allemagne des emprunts étrangers. Ayant passé en revue les principaux emprunts négociés par les grandes banques allemandes, on a l'impression nette que le chiffre de ces emprunts est imposant, et que ces banques ont de plus en plus une situation prédominante sur le marché financier international.

2^o Quant à l'*aspect économique*, il se retrouve dans deux catégories principales de faits : le rôle des banques dans le *commerce international*, et le rôle de ces banques dans les différentes *entreprises industrielles*.

Le rôle des banques allemandes dans l'expansion des *entreprises industrielles allemandes* est très considérable, de sorte que les industries les plus importantes se retrouvent, quand on examine l'activité des grandes banques allemandes à ce point de vue.

De l'examen, même le plus superficiel, de l'activité des banques allemandes, spécialement destinées au commerce de banque à l'étranger, il résulte que les efforts de ces banques pour servir les *intérêts commerciaux allemands à l'étranger* sont considérables. L'importance de ces résultats apparaît clairement à l'analyse des bilans : bien que ces banques n'interviennent pas uniquement dans les relations commerciales des pays étrangers avec l'Allemagne, — et nous avons insisté sur ce point, — leur activité a cependant comme but principal le *commerce extérieur allemand*. Les bilans de ces banques nous le disent d'une façon nette, bien des fois, et nous avons — sans craindre de nous répéter trop souvent — mis toujours cette idée en évidence.

Mais si l'analyse des bilans nous montre quel a été le succès de ces banques, elle nous indique du même coup les difficultés nombreuses et variées, que les banques allemandes ont eu à vaincre pour réaliser leur expansion.

Elles avaient à lutter contre deux sortes d'obstacles de nature différente. Tout d'abord contre la situation toute prédominante des banques anglaises ; ensuite avec les conditions économiques et financières — si complexes, si variées et si variables — des différents pays où ces banques allaient exercer leur activité.

Pour vaincre ces obstacles, quelle méthode employèrent les banques allemandes ? Quelles sont les *modalités de l'expansion* de ces banques ?

La banque allemande n'a pas adopté un mode unique et déterminé, sa conduite a varié suivant les circonstances et suivant les pays ; elle a utilisé tous les modes possibles d'expansion : l'explication la plus claire de cette conduite est seulement possible à donner à propos de chaque cas concret. Pourtant il y a un mode d'établissement à l'étranger, qui est propre aux banques allemandes, qui a été le plus suivi par elles et qui semble devoir encore s'imposer à l'avenir : c'est

l'établissement, à l'étranger, de banques qui sont des *Tochtergesellschaften* des grandes banques allemandes.

Tels sont les résultats d'ensemble qu'a servi à dégager, tout en précisant les faits, et en dressant un tableau méthodique, l'étude analytique des banques allemandes. Notre travail n'avait point d'autre but : — de l'observation des faits individuels, qui viennent constituer ce mouvement économique, tirer quelques généralisations prudentes, vraies pour le passé et le présent et qui, sans engager l'avenir, peuvent cependant, au point de vue de la *politique économique*, contenir quelque utile enseignement.

Enfin, en terminant, nous reviendrons encore sur cette idée essentielle, que nous cherchions à mettre en lumière dès le début de ce travail, à savoir, que l'*expansion économique générale de l'Allemagne* ne peut être pleinement étudiée et comprise, si on néglige le mouvement d'expansion des banques. Pas plus que l'expansion des banques allemandes ne constitue un phénomène accidentel, anormal et isolé, l'expansion économique générale ne doit être dissociée des éléments particuliers qui la constituent et lui donnent son ampleur. L'expansion des banques et l'expansion industrielle et commerciale allemandes sont dans des rapports réciproques de cause à effet ; et si on ne sait pas dans quelle mesure l'expansion de banque a provoqué et influencé l'expansion économique générale allemande, on peut dire, du moins, que ce mouvement n'aurait pas été tel sans l'expansion des banques.

Vu :

Le Président de la Thèse,
A. SOUCHON.

Vu :

Le Doyen,
Ch. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

STATISTIQUES ET PUBLICATIONS OFFICIELLES

- Berichte und Beschlüsse der Börsenenquête Kommission.*
Denkschrift du 19 avril 1904 sur la *Neuordnung des Münz-Wesens des Deutsch-Ostafrikanischen Schutzgebietes.*
Denkschrift der Deutsch - Ostafrikanischen Bank : Drucksachen des Reichstags, n° 682.
Denkschrift des Reichsamts des Innern « über das Kartellwesen » (Exster Teil). Décembre 1905.
Die Deutschen Kapitalanlagen in überseeischen Ländern. Zusammenge- stellt im Reichs-Marine-Amte. 1900.
Entwicklung der deutschen Seeinteressen (die). Zusammengestellt im Reichs Marine Amte Berlin, 1905.
Final report of the industrial commission containing summaries and recommendations of the commission's report. Washington, 1902.
Journal officiel de la République française.
Journal of the Statistical Society.
Landwirtschaft im deutschen Reich nach der landwirtschaftlichen Betriebszählung, vom 14 juni 1895.
Leys y disposiciones relativas a la reforma monetaria. Mexico, 1905.
Rapports (au ministre des finances) du directeur de l'Administration des monnaies.
Report of the industrial commission on industrial combinations in Europe (vol. XVIII, of the *Commissions reports*), Washington, 1901.
Report of the Indian Currency Committ e de 1898.
Reports of the commissioners of inland revenue.
Schutzgebietsgesetz : Reichs-Gesetzbl., 1900.

- Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich.*
Steigerung der deutschen Seeinteressen von 1896 bis 1898 (Die)
Verhandlungen der Börsenenquête-Kommission.
Vierteljahrshefte zur Statistik des deutschen Reichs.
Zeitschrift des preuss. Statist. Bureau's, Berlin.
-

DOCUMENTS PUBLIÉS PAR LES BANQUES, SOCIÉTÉS
PAR ACTIONS ET PAR DIVERS GROUPEMENTS
ÉCONOMIQUES

- A. E. G. Historisch-Biographische Blätter.* Berlin, 1900.
Amerika Bank Statuts. Bilans, 1906-1907.
A. Schaaffhausen'scher Bankverein. Statuts. Bilans, 1848-1907.
Banca Commerciale Italiana. Statuts. Bilans, 1893-1907.
Bank für Chile und Deutschland. Statuts. Bilans, 1896-1907.
Bank für Handel und Industrie. Statuts. Bilans, 1853-1907.
Banque de crédit (de Sofia). Statuts. Bilans, 1903-1906, 1907.
Banque générale Roumaine. Statuts. Bilans, 1898-1907.
Banque Marmorosch, Blank et Co. Statuts. Bilans, 1903-1907.
Banque d'Orient (d'Athènes). Statuts. Bilans, 1903-1907.
Bergish-Märkische Bank. Bilans.
Bericht der Wiener Handels-und Gewerbekammer, 1903.
Berliner Handelsgesellschaft. Statuts. Bilans, 1857-1907.
Brasilianische Bank für Deutschland. Statuts. Bilans, 1889-1907.
Bustenari. Statuts et Bilans.
Commerz-und Disconto-Bank. Statuts. Bilans, 1870-1907.
Comptoir d'Escompte. Bilans.
Crédit Lyonnais. Bilans.
Denkschrift des Zentralverbands des deutschen Bank-und Bankiergewerbes, juin 1901.
Denkschrift des Zentralverbands des deutschen Bank-und Bankiergewerbes, décembre 1903.
Deutsche Afrika-Bank. Statuts. Bilans, 1906-1907.
Deutsch-Asiatische Bank. Statuts. Bilans, 1889-1907.
Deutsche Bank. Statuts. Bilans, 1870-1907. Livre d'or de la succursale de Hambourg 1897.
Deutsche Handels und Plantagen-gesellschaft der Südseeinseln. Bilans, 1880-1907.
Deutsche Orientbank. Statuts. Bilans, 1906-1907.
Deutsch-Ostafrikanische Bank. Statuts. Bilans, 1903-1907.
Deutsche Palästina-Bank. Statuts. Bilans, 1900-1907.
Deutsch-Südamerikanische Bank. Statuts. Bilans, 1906-1907.

- Deutsche Ueberseeische Bank.* Statuts. Bilans, 1886-1907.
- Deutsch-Westafrikanische Bank.* Statuts. Bilans, 1905-1907.
- Discontogesellschaft.* Statuts. Bilans, 1851-1907. Denkschrift, 1900.
- Dresdner Bank.* Statuts, Bilans. 1872-1907.
- Elektrizitäts A. G. vorm. Schuckert und Co Nürnberg,* 1873-1879 : Festschrift zum 25 jähr. Iubiläum.
- G. Dunring und Zoon* (maison). Publications statistiques.
- Hamburgs Handel und Verkehr.* Illustriertes Export-Handbuch der Börsenhalle, 1905-1907. Hambourg, 1905.
- Iahresbericht der Handelskammer.* Hamburg, 1906.
- Nationalbank für Deutschland.* Statuts. Bilans, 1881-1907.
- New-Guinea-Compagnie.* Statuts. Bilans, 1885-1907.
- Schantung-Bergbaugesellschaft.* Statuts. Bilans, 1899-1907.
- Schantung-Eisenbahn-Gesellschaft.* Statuts. Bilans, 1899-1907.
- Siemens und Halske, Ein Rückblick am Tage des 50 jährigen Bestehens.* Berlin, 1897.
- Siemens und Halske :* Historisch-Biographische Blätter. Berlin, 1900.
- Société des chemins de fer ottomans d'Anatolie.* Statuts et Bilans.
- Société du chemin de fer ottoman Salonique-Monastir.* Statuts. Bilans, 1890-1906.
- Société Impériale ottomane du chemin de fer de Bagdad.* Statuts. Bilans, 1903-1906.
- Steuana Romana.* Statuts et Bilans.
- Telega Oil Compagny.* Statuts et Bilans.
- U. E. G.* Historisch-Biographische Blätter. Berlin, 1901.
- Venezuela Eisenbahngesellschaft (Grosse).* Statuts. Bilans, 1888-1907.
- Verhandlungen des ersten allgemeinen deutschen Bankiertages zu Frankfurt am M.,* 1902.
- Verhandlungen des Zweiten allgemeinen Bankiertags zu Berlin,* 1904.
- Württembergische Vereinsbank.* Bilan, 1871.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

- Arnauné (Aug.).** — La monnaie, le crédit et le change, 3^e édit. Paris, 1906.
- Arnold (Rudolf).** — Die Handelsbilanz Deutschlands, von 1889 bis 1900. Berlin, 1903.
- Atlanticus.** — Production und Konsumtion im Sozialstaat, avec une préface de Kautsky. Stuttgart, 1898.
- Beer.** — Allgemeine Geschichte des Welthandels. Vienne, 1860-1884.
- Bernstein.** — Die Voraussetzungen des Socialismus. Stuttgart, 1899.
- Blondel (Georges).** — L'essor industriel et commercial du peuple allemand, 3^e édit. Paris, 1900.
- Boright (R. v. d.).** — Handel und Handelspolitik. Leipzig, 1900.
— Statistische Studien über die Bewährung der Aktiengesellschaften. Iéna, 1883.
- Bourguin.** — Les systèmes socialistes et l'évolution économique, 2^e édit. Paris, 1906.
- Brentano.** — V. *Ueber wirtschaftliche Kartelle.*
- Büch (I.-G.).** — Sämtliche Schriften über die Handlung. Hambourg, 1825.
- Cauwès (P.).** — Cours professé à la Faculté de droit de Paris, année 1903-1904.
- Dehn (Paul).** — Weltwirtschaftliche Umschau (dans la *Deutsche Monatsschrift*, mars 1902).
— Weltwirtschaftliche Neubildungen. Berlin, 1904.
- Easton.** — Banks and Banking. London, 1896.
- Eberstadt (Rud.).** — Der deutsche Kapitalmarkt. Leipzig, 1901.
- Engel.** — Das Zeitalter des Dampfes, 2^e édit., 1881.
- Goschen.** — Théorie des changes étrangers, 4^e édit. Paris, 1896.
- Halle (Ernest von).** — Volks- und Seewirtschaft. Berlin, 1902.
- Handels- und Machtpolitik.* — Reden und Aufsätze, in Auftrage der
« Freien Vereinigung für Flottenvorlage » herausgegeben von
Gustav Schmoller, Max Sering, Adolph Wagner, Zweite Auflage.
2 vol., Stuttgart, 1900.

- Helfferich (Karl).** — Geld und Banken. I Theil : das Geld. Leipzig, 1903.
- Hobson.** — Evolution of modern capitalism. London, 1894.
- Jannasch (R.).** — Voir Roscher.
- Ihering.** — Zweck im Recht, 2^e édit., 1884.
- Kautsky.** — V. Atlanticus.
- Kontradiktorische Verhandlungen über deutsche Kartelle.* Berlin, 1903-1904.
- Lafargue (P.).** — Les trusts américains. Paris, 1903.
- Landmann (Robert von).** — Die ämtlichen Erhebungen über das deutsche Kartellwesen (*Hirth's Annalen des deutschen Reiches*, 37^e année, 1904, n^{os} 1, 2, 4).
- Lefèvre.** — The balance of trade. An explanation of the growing difference between the values of imports and exports. London, 1903.
- Lévy (Raphaël-Georges).** — L'Allemagne économique et financière au début de 1908, *Revue des Deux-Mondes*, du 1^{er} mars 1908.
- Lexis.** — V. Nasse.
- Lichtenberger (Henri).** — L'Allemagne moderne. Son évolution (*Bibliothèque de Philosophie scientifique*). Paris, 1907.
- Liefmann (Rob.).** — Kartelle und Trusts (*Bibliothek der Rechts- und Staatskunde*). Stuttgart, 1905.
- Die Unternehmervverbände (*Volksw. Abh. der Bad. Hochschulen*), Fribourg, 1897.
- Krisen und Kartelle (*Schmollers Jahrb. f. Gesetzg. u. Volksw.*, 26^e année, 1902, fasc. 2).
- Marx (Karl).** — Misère de la philosophie, 2^e édit. Paris, 1896.
- Le capital, t. I ; traduction Roy. Paris, 1873 ; t. II, III, IV. Paris, 1900-1902. Trad. J. Borchardt et H. Vanderrydt.
- Menzel (Ad.).** — Die Kartelle und die Rechtsordnung, 2^e édit. Leipzig, 1902.
- Nasse u. Lexis.** — Article *Bank* dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, 2^e édit. (1899), t. II, p. 182 et suiv.
- Oldenberg.** — Deutschland als Industriestaat (dans les *Verhandlungen des achten evangelisch-sozialen Kongresses*). Stuttgart, 1897.
- Pallain (J.).** — Des rapports entre les variations du change et les prix. Thèse Paris, 1905.
- Pohle (L.).** — Die Kartelle der gewerbl. Unternehmer. Leipzig, 1898.
- Raffalovitch (A.).** — Le marché financier, dans le *Journal des Economistes*.
- Le marché financier, 1898-1899.
- Ramin (A.).** — Impressions d'Allemagne.

- Ratzel (F.).** — Politische Geographie. Munich et Berlin, 1903.
- Rau.** — Grundsätze der Volkswirtschaftslehre, 8^e éd.
- Reden (von).** — Erwerbs- und Verkehrsstatistik, 1853.
— Vergleichende Kulturstatistik, 1848.
- Rentzsch.** — Creditanstalten (dans le *Handwörterbuch der volkswirtschaftslehre*).
- Roscher (W.) et Jannasch (R.).** — Kolonien, Kolonialpolitik und Auswanderung. Leipzig, 1885.
- Roscher.** — System der Volkswirtschaft, 3^e éd. Stuttgart, 1894-1906.
- Sartorius.** — Geschichte des Hanseischen Bundes, 1808.
- Sartorius v. Waltershausen.** — Das Volkswirtschaftliche System der Kapitalanlage im Auslande. Berlin, 1907.
- Schaffle.** — Kapitalismus und Sozialismus.
— Die Anwendbarkeit der verschiedenen Unternehmungsformen. *Gesammelte Aufsätze*. Tübingen, 1885.
— Das gesellschaftliche System der menschlichen Wirtschaft, 3^e éd. Tübingen, 1873.
- Schanz.** — Zielpunkte der Exportpraxis. Berlin, 1908.
- Schmoller.** — Voir Handels und Machtpolitik.
— Grundriss der allgemeinen Volkswirtschaftslehre. Leipzig, 1904-1908.
- Schonlank (Bruno).** — Die Kartelle, Beiträge einer Morphologie der Unternehmervverbände (*Brauns Archiv für soz. Gesetzg. u. Statistik*, III).
- Schwob (Maurice).** — Le danger allemand. Paris, 1893.
- Sering (Max).** — V. Handels- und Machtpolitik.
- Seyd.** — On Bullion and foreign Exchange, 1868.
- Sombart (W.).** — Die deutsche Volkswirtschaft. Berlin, 1903.
— Der moderne Kapitalismus. Leipzig, 1902.
— Die deutsche Volkswirtschaft im neunzehnten Jahrhundert. Berlin, 1903.
- Sonndorfer.** — Die Technik des Welthandels. Vienne et Leipzig, 1905.
- Sorel (G.).** — Introduction à l'économie moderne. Paris, 1900.
- Staub.** — Kommentar zum Handelsgesetzbuch, 6^e et 7^e éd. Berlin, 1900.
- Ueber wirtschaftliche Kartelle im Deutschland und im Auslande (Schriften des Vereins für Sozialpolitik, t. LX et LXI ; Stieda, Menzel et Bücher).* Leipzig, 1894.
- Voigt (Paul).** — V. Handels und Machtpolitik.

- Weeden.** — Economic and social history of New-England. Boston et New-York, 1891.
- Williams.** — Made in Germany. London, 1895.
- Waentig (Heinr.).** — Industriekartelle und Trusts und das Problem ihrer rechtlichen Regelung (*Schmoller's Jahrb. für Gesetzg. u. Volksw.*, 25^e année, 1901, fasc. 4).
- Wagner.** — V. Handels-und Machtpolitik.
- Wirth (Max).** — Handbuch des Bankwesens. Cologne, 1870.
- Zimmermann.** — Kolonialgeschichtliche Studien. Leipzig, 1895.
-

BIBLIOGRAPHIE SPÉCIALE

- Attfield (J.-B.).** — English and foreign banks : a comparison. London, 1893.
- Aupetit.** — La vie financière (dans la *Revue économique internationale*, septembre. 1906).
- Baasch (E.).** — Die Islandfahrt der Deutschen, namenlich der Hamburger vom 15 bis 17 Jahrhundert. Hambourg, 1889.
- Bagehot.** — Lombard Street, ou Le marché financier en Angleterre, Paris, 1874.
- Berliner Emissionshäuser, 1871-1872 (die)*, Berlin, 1873.
- Briefe des Hamburger Bürgermeisters Joh. Schulte an seinen in Lissabon etablierten Sohn Joh. Schulte*, 1680-1685, Hambourg, 1856.
- Bullock (Charles-J.).** — Concentration of Banking interest. *Atlantic Monthly*, août 1903).
- Christians (W).** — Die deutschen Emissionshäuser und ihre Emissionen in den Jahren, 1886-1891, Berlin, 1893.
- Coppius (Adolf).** — Hamburgs Bedeutung auf dem Gebiete der deutschen Kolonialpolitik. Berlin, 1905.
- Depitre (Edgard)** — Le mouvement de concentration dans les banques allemandes. Paris, 1905.
- Darstellung des Plans einer Kredit-Gesellschaft für Berlin*, 2^e éd., Berlin, 1850.
- Deckert (E.).** — Die Kolonialreiche und Kolonisations objekte der Gegenwart. Leipzig, 1888.
- Denizet.** — Essai sur les banques coloniales, Paris, 1899.
- Deutschen elektrischen Strassenbahnen, Klein-und Pferdebahnen, sowie die elektrotechnischen fabriken, Elektrizitätswerke samt Hilfgeschäften im Besitze von Aktiengesellschaften (Die)*. Leipzig, 1901-1902.
- Eberstadt (Rud.).** — Die gegenwärtige Krisis ; ihre Ursachen und die Aufgaben der Gesetzgebung. Berlin, 1902.
- Eggers.** — Die Deutsch-Asiatische Bank und ihre Aufgaben. Berlin, 1896.
- Ehrenberg (Rich.).** — Deutsches Bankwesen, Rückblicke und

- Ausblicke (Deutsche Rundschau, XXIX (1903), n° 5, février 1903, p. 295-301).
- Hamburg und England im Zeitalter der Königin Elisabeth, Iéna, 1896.
- Fondspekulation und Gesetzgebung.
- Das Haus Parish in Hamburg (Grosse Vermögen, ihre Entstehung und ihre Bedeutung, Zweiter Band : das Haus Parish in Hamburg), Iéna, 1905.
- Engel.** — Die Erwerbstätigen juristischen Personen insbesondere die Aktiengesellschaften im preussischen Staate. Berlin, 1876.
- Etienne (August).** — Deutschlands wirtschaftliche Interessen in China. Betrachtungen über die Handelspolitische Lage im asiatischen Osten (*Schriften der Centralstelle für Vorbereitung von Handelsverträgen*. Heft 25, 1904). Berlin, 1904.
- Eulenburg (Franz).** — Die gegenwärtige Wirtschaftskrisis, Symptome und Ursachen (*Conrad's Jahrb. Nationalökonomie u. Statistik*. II. Folge, t. XXIV).
- Fasolt (Friedrich).** — Die sieben grössten deutschen Elektrizitätsgesellschaften, ihre Entwicklung und Unternehmertätigkeit. Dresden, 1904.
- Favre (Jean).** — Les banques au Mexique, organisation et développement (Bibliothèque du monde économique). Paris, 1907.
- Fraser (J.-B.).** — The Emigration of capital. *Contemporary Review*, 1904, t. I.
- Geschwindt.** — Voir Pfleger.
- Giffen (Sir Rob.).** — Essays in finance. Journal of the Statistical Society, 1884.
- Glier (L.).** — Zur neuesten Entwicklung der amerikanischen Eisenindustrie (dans les *Schmollers Jahrb. f. Gesetzgeb.*, 27^e année, liv. 3).
- Goldschmidt (E.).** — Bankgruppen : Ein Blick in die Concentrationstendenzen der Kapitalistischen Wirtschaftsepoche. Mayence, 1904.
- Gutentagsche Sammlung deutscher Reichsgesetze*, n° 41 : Börsengesetz (A. Wermuth und H. Brendel, 12^e éd., par Hemptenmacher, Berlin, 1908).
- Gothein.** — Ueber die wirtschaftliche Bedeutung der Gütertarife (*Stahl und Eisen*, du 1^{er} janvier 1899).
- Haebler (Conrad).** — Die überseeischen Unternehmungen der Welser und ihrer Gesellschafter. Leipzig, 1903.
- Halle (E. v.).** — Entwicklung und Bedeutung der deutschen Reederei, dans : *Handels- und Machtpolitik*, Stuttgart, 1900, t. II.
- Amerika, Seine Bedeutung für die Weltwirtschaft und seine wirt.

- schaftlichen Beziehungen zu Hamburg und Deutschland, dans le *Export-Handbuch der Börsen-Halle*, 1903-1907, t. I. *Hamburgs Handel und Verkehr*.
- Handelmann** — Geschichte von Brasilien. Berlin, 1860.
- Hansemann (David)**. — Das Wesen der Discontogesellschaft und ihre Benützung. Berlin, 1852.
- Hauser (R.)**. — *Die deutschen Ueberseebanken*. Iéna, 1906.
- Hecht (Félix)**. — Die Mannheimer Banken, 1870-1900 (*Schmoller's Staats und sozialw Forschungen* (1902), t. XX, n° 6).
- Bankwesen und Bankpolitik in den süddeutschen Staaten, 1819-1875. Iéna, 1880.
- Heinemann (Ernst)**. — Die Berliner Grossbanken an der Wende des Jahrhunderts (*Conrad's Jahrb.* (1900), III Folge, t. XX, p. 86 à 87).
- Hellauer (Josef)**. — Die Zahlungsvermittlung der englischen Banken im Ueberseehandel., Vienne. 1904.
- Hermann Hasse**. — Die A. E. G. und ihre wirtschaftliche Bedeutung, Heidelberg, 1902.
- Herz (Emil)**. — Deutschlands ausländische Banken, dans *Annalen des Deutschen Reichs*, année 1900, p. 48.
- Die Banken der Pfalz und ihre Beziehungen zur Pfälzer Industrie (*Hirth's Annalen des deutschen Reichs*, 1904, n° 1, p. 43 à 55, et n° 3, p. 113 à 115).
- Heyd**. — Geschichte des Levantehandels, Stuttgart, 1879.
- Heydt (von der)**. — Kolonial-Handbuch. Berlin et Leipzig, 1907.
- Hocker**. — Sammlung der Statuten sämtlicher Aktienbanken Deutschlands. Cologne, 1858.
- Jaffé (Edgar)**. — Das englische Bankwesen (*Staats-und sozialwissenschaftliche Forschungen*, herausgegeben von Gustav Schmoller und Max Sering (Band XXII, Heft 4). Leipzig, 1905.
- Jeidels (Otto)**. — Das Verhältnis der deutschen Grossbanken zur Industrie, mit besonderer Berücksichtigung der Eisenindustrie (*Staats-u. sozialwiss. Forschungen*, de Schmoller et Sering, XXIV, n° 2), Leipzig, 1905).
- Jorgens (Max)**. — Finanzielle Trustgesellschaften (dans *Münchener Volkswirtschaftliche Studien*).
- Kanter (Hugo)**. — Die Entwicklung des Handels mit gebrauchsfertigen Waren von der Mitte des 18 Jahrhunderts bis 1866, Francfort, Tübingen et Leipzig, 1902.
- Koch (Friedrich)**. — Der Londoner Geldverkehr (*Münchener volkswirtschaftliche Studien*, 73). Suttgart et Berlin, 1905.
- Koschitzky**. — Deutsche Kolonialgeschichte. Leipzig, 1887.

- Kundt.** — Brasilien und seine Bedeutung für Deutschlands Handel und Industrie. Berlin, 1903.
- Liefmann (Rob.).** — Die Verhandlungen über die Roheisensyndikate und den Halbzeugverband in der deutschen Kartellenquête (*Conrad's Jahrb.*, 3 Folge, t. XXVII, 1904).
- Loeb (Ernst).** — Die Berliner Grossbanken in den Jahren 1895-1902 und die Krisis der Jahre 1900 und 1901 (*Schriften des Vereins f. Sozialpolitik*, t. CX (1903): *Störungen im deutschen Wirtschaftsleben*, t. VI, p. 81 à 319).
- Voir Model.
- Loewe (Jos.).** — Die elektrotechnische Industrie (dans les *Störungen im deutschen Wirtschaftsleben*, t. III (*Schriften des Vereins für Sozialpolitik*, t. CVII), 1903).
- Lotz (Walter).** — Die Technik des deutschen Emissions-Geschäfts. Leipzig, 1890.
- Lumm (Karl v.).** — Die Entwicklung des Bankwesens in Elsass-Lothringen seit der Annexion (*Staatsw.-Studien*, édité par v. Elster, t. III, livraison 7).
- Mayer.** — Auslands Handelskammern. Berlin, 1905.
- Mischler (Peter).** — Das deutsche Eisenhüttengewerb, 1851.
- Model (Paul).** — Die Grossen Berliner Effektenbanken (édité et complété par Ernest Loeb), Iena, 1896.
- Modernen Kreditbanken (die).** — Dans la D. Vierteljahrsschrift, 1856.
- Müffelman (L.).** — Les intérêts de l'industrie chimique allemande (dans la *Revue économique internationale*, III (1904)).
- Les intérêts économiques en Orient. *Revue économique internationale*, septembre 1905.
- Newmarch (W.).** — (Dans le *Journal of the Statistical Society*, mai, 1851).
- Peters (Max).** — Die Entwicklung der deutschen Reederei seit Beginn des 19 Jahrhunderts bis zur Begründung des Deutschen Reichs, t. I, Iéna, 1905.
- Pfleger und Geschwindt.** — Börsenreform in Deutschland (dans les *Münchener Volkswirtschaft Studien*, nos 15, 16 et 22 (1896-1897)).
- Piekenbrock (Carl).** — La loi allemande sur les bourses et ses effets. Thèse, Lausanne, 1905.
- Poschinger (H. v.).** — Bankwesen und Bankpolitik in Preussen, Berlin, 1878-1879.
- Prayer (Axel).** — Ueberseeische Aktiengesellschaften und Grossbetriebe, Leipzig, 1905.

- Renaud.** — Les banques coloniales. Poitiers, 1899.
- Riesser.** — Zur Entwicklungsgeschichte der deutschen Grossbanken, mit besonderer Rücksicht auf die Konzentrationsbestrebungen, 2^e édit., Iéna, 1906.
- Die Notwendigkeit einer Revision des Börsengesetzes. Berlin, 1902.
- Georg von Siemens (*Bankarchiv.*, 1901).
- Rosendorf.** — Les banques allemandes à l'étranger, dans la *Revue économique internationale*, septembre-octobre 1906.
- Zur neuesten Entwicklung des deutschen Auslandsbankwesens, dans *Schmoller's Jahrbuch*, année XXX (1906), p. 577.
- Die Deutschen Banken im überseeischen Verkehr, dans *Schmoller's Jahrbuch*, année XXVIII (1904), p. 1245.
- Die Neuordnung des Münzwesens des Deutsch-Ostafrikanischen Schutzgebietes : *Finanz Archiv*, année XXII (1905), p. 128.
- Sattler (Heinrich).** — Die Effektenbanken, préf. de Wagner. Leipzig, 1890.
- Saurel.** — Sociétés de crédit contre banques locales. Thèse Paris, 1901.
- Sayous (A.).** — La concentration du trafic de banque en Allemagne *Journal des Economistes*, janvier 1899.
- La place de Londres en temps de crise, *Revue d'économie politique*, juillet 1900.
- Les bourses allemandes de valeur et de commerce et les lois impériales des 22 juin et 5 juillet 1896. Thèse Paris, 1898.
- Les banques de dépôt, les banques de crédit et les sociétés financières. 2^e édit. Paris, 1907.
- Schreiber, (Siegfried).** — Schilderung des sächsischen Localbankwesens. Leipzig, 1904.
- Schück.** — Brandenburg-Preussens Kolonialpolitik unter dem grossen Kurfürsten und seinen Nachfolgern. Leipzig, 1889.
- Schumacher (H.).** — Hongkong, seine Entwicklung und wirtschaftliche Bedeutung. *Jahrbuch der internationalen Vereinigung für Vergleichende Rechtswissenschaft und Volkswirtschaftslehre* (année 1899, 1^{re} partie).
- Soetber.** — Über Hamburg's Handel, Hambourg, 1890.
- Soltan.** — *Die französischen Kolonialbanken.* Strasbourg, 1907.
- Sombart (Werner).** — Entwickeln wir uns zum Exportindustriestaat (*Soziale Praxis* du 14 mars 1899).
- Speyer (Edgard).** — Some aspects of national finance (conférence faite devant l'*Institute of Bankers.* le 7 juin 1900).
- Steinberg (Julius).** — Die Konzentration im Bankgewerbe. Berlin, 1905.

- Steele.** — Bank Amalgamations (*Economic Journal*, 1896, vol. VI).
Störungen im deutschen Wirtschaftsleben während der Jahre 1900 ff.
 (Die) *Schriften des Vereins für Socialpolitik*; Sechster Band: Geldmarkt; Creditbanken; F. Hecht, R. Helfferich, E. Loeb, A. Weber, Arnold, E. Heineman, Lewinger). Leipzig, 1903.
- Thiers (B.).** — Organisation und Verbandsbildung in der Handels-schiffahrt: Meeres Runde in gemeinverständlichen Vorträgen und Aufsätzen, fascicule I. Berlin, 1903.
- Viollet (Eugène).** — Le problème de l'argent et l'étalon d'or au Mexique. Thèse Paris, 1907.
- Vouters (H.).** — Les procédés d'exportation du commerce allemand. Thèse Paris, 1908.
- Weber (Ad.).** — Depositenbanken und Spekulationsbanken. Leipzig, 1902.
- Die Rhein-Westfälischen Provinzialbanken und die Krisis (*Schriften des Vereins f. Sozialpolitik*, t. CX (1903). *Störungen im deutschen Wirtschaftsleben*, t. VI, p. 321 à 372).
- Wagner.** — V. Sattler; V. Model.
- Credit und Bankwesen, dans le *Schönberg's Handbuch*. 4^e édit., 1896-1898.
- Creditanstalten dans le *Handwörterbuch der Volkswirtschaftslehre*.
- Wagon (Ed.).** — Die finanzielle Entwicklung deutschen Aktiengesellschaften von 1870-1900. Iéna, 1900.
- Wallich (Paul).** — Die Konzentration im deutschen Bankwesen (*Münchener Volkswirtschaftliche Studien*, herausgegeben von Lujo Brentano und Walther Lotz, 74. Stuttgart et Berlin, 1905).
- Warschauer (Otto).** — Physiologie der deutschen Banken. Berlin, 1903.
- Die Reforme des Börsengesetzes in Deutschland (*Conrad's Jahrb*, III, Folge, t. XXX).
-

JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

Allgemeine Zeitung.
Bankers Magazine.
Berliner Börsen-Courier
Berliner Börsen Zeitung.
Berliner Tageblatt.
Der deutsche Oekonomist.
Deutsche Export-Revue.
Deutsches Handelsarchiv.
Deutsches Handelsmuseum.
Deutsche Kolonialzeitung, 1884.
Bremer Handelsblatt, 1882.
Economist (the).
Economiste d'Orient (L').
Economiste français.
Export.
Frankfurter Aktionär.
Frankfurter Zeitung.
Grenzbote.
Handbuch der deutschen Aktiengesellschaften (Jahrbuch der deutschen Börsen). Leipzig.
Jornal do Commercio.
Kölnische Volkszeitung.
Kölnische Zeitung.
Kreuzzeitung.
Marinenrundschau (Sonderheft), 1905.
Mexique (Le), revue bi-mensuelle.
Moniteur du pétrole roumain (Le), de Bucarest.
Moniteur officiel du commerce.
Mouvement économique (Le), revue mensuelle paraissant à Bucarest.
Nauticus. — Jahrbuch für Deutschlands Seeinteressen.
Neue freie Presse (de Vienne).
Novoie Vremia.
Revue des Deux-Mondes

Revue Economique Internationale.

Saling's Börsenpapiere (Jahrbuch). Leipzig.

Seraphim Baltische Monatschrift.

Saturday Review.

Scotsman (The).

Statesmans Year Book.

Strassburger Post.

Vossische Zeitung.

Zeitschrift f. Kolonialpolitik.

Zeitschrift d. Vereins f. Hamburgische Geschichte (t. IX).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Objet du travail. — Méthode	1

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE SYNTHÉTIQUE DU MOUVEMENT D'EXPANSION A L'ÉTRANGER DES BANQUES ALLEMANDES.

CHAPITRE PREMIER. — Evolution des Banques allemandes au XIX ^e siècle.	9
--	---

Tableau de l'Évolution interne des banques allemandes. — Les trois périodes principales de l'évolution de l'organisation du crédit en Allemagne. — Ces divisions n'ont rien d'absolu.

I. — <i>Période antérieure à 1848</i>	12
---	----

Banques privées et banques particulières que l'on trouve réparties sur diverses places.

II. — <i>Période de 1848 à 1870</i>	13
---	----

Création des banques par actions. — Etat économique de l'Allemagne avant 1830 ; population et richesse restreintes ; petite industrie domestique ; pays agricole ; commerce local et foires. — Transformations, les progrès des industries du fer. — Le charbon. — Création des Sociétés par actions. — Insuffisance et abstention des banques privées vis-à-vis de ce développement économique. — Avantages des sociétés de crédit par actions. — Création des grandes banques allemandes. — Elles diffèrent des anciennes banques privées par leur forme et par le but poursuivi. — Influence de la création du « *Crédit Mobilier* ». — Y a-t-il eu expansion de banque pendant ces deux périodes? — Les relations de l'Allemagne avec l'étranger aux xv^e, xvi^e et xvii^e siècles ; xviii^e siècle, le trafic avec l'Amérique. — La Hanse. — Les sociétés commerciales et la création d'organes commerciaux à l'étranger ; leur rôle ; elles remplissent les fonctions de banquiers. — Relations des banques privées et des banques par actions avec l'étranger. — Il n'y a pas de spécialisation du commerce de banque à l'étranger.

III. — *Période postérieure à 1870* 26

Concentration et expansion.

A. — *La concentration.*

Extension des principales opérations de banque. — Accroissement du nombre des Etablissements de crédit facilité par une législation nouvelle. — Les « grandes banques » ; celles qui existent avant 1870, celles qui sont créées après ; leur développement. — Les banques provinciales. — L'exagération du nombre des Banques créées alimente la concentration. — Crise de 1873 ; liquidations et fusions. — *Centralisation* financière à Berlin. — 2^e Etape. Effort des banques berlinoises pour se substituer aux banques provinciales et locales. — Augmentation de leur capital. — Moyens directs et indirects employés pour s'étendre sur le territoire de l'Allemagne. — Communautés et sous-communautés d'intérêts. — L'aboutissant de la concentration ; les « groupes de banques » ; — Capitaux dont ils disposent. — L'avenir de la concentration. — Distinction entre les établissements qui se livrent aux affaires financières et ceux qui font seulement le commerce régulier de banque. — Développement actuel et augmentation des capitaux, des banques locales.

B. — *L'expansion* 41

Actuellement le fait dominant de l'évolution des banques allemandes. — Sa liaison avec la concentration. — Evolution générale et vue d'ensemble. — a) L'expansion du commerce régulier. — Nécessité d'une représentation directe à l'étranger. — Difficultés de réalisation. — Projet d'action collective et de création d'une banque centrale destinée à l'expansion ; échec ; critique du plan ; difficultés de réalisation. — Changement de situation après 1870. — Premières tentatives : la Deutsche Bank et la Discontogesellschaft. — Les obstacles : manque d'expérience, concurrence des autres pays. — Echecs qui ralentissent l'expansion. — Revanche après 1886. — Les pays visés : Amérique du Sud et Extrême-Orient. — Préparation indirecte de l'expansion. Etablissements en Allemagne et représentation à Londres. — L'expansion en Europe. — b) Expansion dans les opérations financières, participations aux emprunts étrangers ; leur intérêt politique et économique. — c) Expansion sous forme de participation aux entreprises industrielles et commerciales. — Ses trois formes. — Liste des banques établies à l'étranger. — Intensité de l'expansion contemporaine (1904-07). — Elle coïncide avec un ralentissement de la concentration.

CHAPITRE II. — Les causes.

I. — LA CAUSE GÉNÉRALE	59
Esquisse du développement industriel et commercial de l'Allemagne de 1870 à nos jours.	
A. — <i>Augmentation de la richesse nationale.</i>	
B. — <i>Augmentation et industrialisation de la population, le déficit alimentaire.</i>	
Le progrès industriel de l'Allemagne.	
A. — <i>Les sociétés industrielles depuis 1870.</i>	63
Augmentation de leur nombre et de leurs capitaux. Le mouvement des dividendes.	
a. b. c.) industries extractives et métallurgiques. Augmentation de leurs exportations. — d) industrie électrotechnique. Concentration et formation de 7 groupes ; autres combinaisons financières. — e) industrie chimique.	
B. — <i>Les besoins de l'Allemagne</i>	72
Augmentation de sa force de consommation. Déficit en matières alimentaires et matières premières. Rôle de l'exportation des produits fabriqués. Augmentation de l'excédent des importations de produits bruts. L'intensification de la production industrielle ; concentration et cartels ; résultats de l'enquête de 1902. — Insuffisance des excédents d'exportation à couvrir les excédents d'importation ; parce que l'exportation de l'industrie allemande ne croit pas dans la mesure de sa productivité. — Le placement des capitaux à l'étranger, complément de l'exportation industrielle. Analogie du développement économique de l'Allemagne avec celui de l'Angleterre. Les capitaux allemands à l'étranger en 1898 et 1904. Les placements en valeurs étrangères. Les revenus des divers capitaux travaillant à l'étranger.	
C. — <i>Circonstances ayant favorisé cette expansion économique de l'Allemagne</i>	89
Particularités de la race. — L'émigration. — Qualités commerciales ; progrès dans la technique de l'exportation ; l'action du Gouvernement. — La colonisation : l'initiative privée, les sociétés coloniales ; Encouragements officiels ; intervention directe du Gouvernement. — La politique mondiale.	
Cette expansion économique générale est inséparable de l'expansion de banque.	
II. — CAUSES PARTICULIÈRES.	97

A. — <i>Cause technique</i>	98
Importance des banques dans l'organisation économique d'un pays. — Commerce <i>actif</i> et commerce <i>passif</i> . — Complexité des opérations des banques allemandes. — Appréciations diverses de cette complexité. — Comparaison avec l'Angleterre — La crise de 1900-1901 et les banques.	
Etude de l'organisation des banques allemandes.	103
A. — Le commerce régulier de banque. — Pourquoi il n'y a pas en Allemagne de banques exclusivement de crédit et de dépôts. — Cause de la spécialisation des banques de dépôts anglaises ; leur rôle.	
B. — Comment les banques allemandes font valoir les dépôts.	107
1 ^o Escompte. — 2 ^o Avances sur titres et crédits en compte-courant ; particularités ; crédits par acceptation, leurs dangers, leurs progrès. — 3 ^o Crédits à découvert ; moyen d'en diminuer les risques ; leurs inconvénients pour l'emprunteur ; leur utilité.	
C. — Liens qui unissent les banques allemandes à l'industrie et au commerce	114
1 ^o Octroi de crédits.	
2 ^o Participation directe dans les industries. — Ses modes. — Motifs qui poussent les banques à exercer une influence sur l'industrie.	
3 ^o Emission de titres ; liens qui en résultent entre la banque et l'industrie.	
4 ^o Collaboration à la direction de l'entreprise, son utilité, comment elle s'effectue ; participation aux conseils de surveillance (Tableaux).	
Comment cette organisation et cette complexité des banques allemandes influence leur expansion. — Comparaison avec l'Angleterre et la France. — Particularités des rapports des banques avec le commerce et l'industrie. — L'expansion des banques allemandes a une cause économique générale. — C'est l'organisation des banques allemandes qui détermine leur expansion, la complexité et l'étendue de leurs opérations à l'étranger. — Comparaison avec l'Angleterre.	
	128
B. — <i>La concentration dans les banques allemandes. — Groupement des banques et groupement des capitaux</i>	135
I. — L'augmentation des capitaux et des réserves : des dépôts et comptes-courants ; total.	137
Causes de cette augmentation de capitaux. — Concentration des forces. — Les 4 groupes principaux et les groupes secondaires ; les influences directrices et le rôle des établissements secondaires. — La concentration cause de l'expansion ; elle diminue les risques par leur diffusion, facilite la formation de consortium.	

II. — Concentration des intérêts allemands éparpillés à l'étranger.	149
C. — <i>La réforme monétaire</i>	150
Le chaos monétaire avant 1870. — Les difficultés dans les paiements internationaux. — Dépendance de Londres. — Réformes de 1871-1873.	

CHAPITRE III. — Les aspects généraux de l'expansion des Banques allemandes.

A. — ASPECTS FINANCIERS DE L'EXPANSION	158
--	-----

L'Emissionsgeschäft (particulièrement des fonds publics). Intérêts en jeu, lors de ces placements. — La sécurité des emprunts; intérêt direct des particuliers, indirect des banques. — Exemples de pertes subies par les porteurs. — Perte qui en résulte pour l'économie nationale. — Le *protectionnisme* financier. — Rôle de l'Etat vis-à-vis des banques, vis-à-vis des capitalistes. — Le *Börsengesetz* du 22 juin 1896; son effet. — Autres raisons de l'amélioration des placements; l'expérience acquise par les banques; éducation des porteurs. — Le *Börsengesetz* n'a-t-il pas entravé l'expansion des capitaux allemands à l'étranger. — L'intérêt général et national. — a) Intérêts *politiques*; exemple anglais; b) Intérêts *économiques*; les relations commerciales internationales; politique des banques allemandes. — Distinction entre les pays emprunteurs. — Intérêt direct des banques à favoriser les industries nationales; elles le peuvent d'autant plus que leur importance croît sur le marché financier international.

B. — ASPECTS ÉCONOMIQUES	156
------------------------------------	-----

I. — *Le rôle des banques allemandes dans le commerce régulier de banque* (commerce extérieur).

A. — Rôle des banques dans les paiements internationaux, 1^o au point de vue des exportations, 2^o des importations.

B. — Rôle des banques dans le fonctionnement du crédit, 1^o au point de vue des exportations: avances à l'exportateur; lettres de crédit délivrées à l'acheteur. — 2^o au point de vue des importations; les acceptations, leur utilité; facilités spéciales des banques allemandes dans l'accord des crédits. — Le change; assurance contre les pertes provenant de ce chef. — Rôle des banques. — L'arbitrage international. — Avantage qu'il y a à avoir des banques *nationales*. — Leur intérêt direct à soutenir l'exportateur national sur le marché étranger. — Possibilité d'employer la monnaie allemande. — Raisons qui font parfois préférer les banques anglaises. —

Ancienneté du commerce anglais. — Raison monétaire. — Multiplicité des banques anglaises. — Les banques allemandes créent un marché des traites allemandes	199
II. — <i>Commerce irrégulier de banque</i>	207
a) Expansion du commerce irrégulier de banque intéressant particulièrement les relations commerciales internationales. — Rôle d'agents commerciaux joué pour les banques. — Création de sociétés commerciales.	
b) Les banques allemandes et la création des voies de communication	210
Créations en Allemagne ; pourquoi c'est un fait d'expansion. — La marine marchande, les câbles sous-marins.	
Création à l'étranger. — Les deux procédés pour l'émission des titres. — Constitutions de sociétés. — Les banques agissent alors même qu'il n'y a pas de bénéfice immédiat.	
Distinction des communications : α) prolongeant l'outillage national allemand ; β) créées dans des pays où l'Allemagne a des intérêts économiques particuliers. — Intérêt politique. — Intérêt économique : commercial, industriel : participation de l'industrie allemande à la construction.	
c) Les banques allemandes et la création des entreprises industrielles à l'étranger	222
1° Industries électriques. — Ces créations constituent-elles un avantage pour l'Economie nationale allemande ? — Les industries électriques, leur concentration, leur expansion à l'étranger. — Les modalités principales. — Avantages de l'établissement d'usines similaires à l'étranger. — Activité à l'étranger des groupes. — I. A. Siemens und Halske de Berlin. — II. Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft de Berlin. — III. Schuckert und Co de Nuremberg. — IV. Union Elektrizitätsgesellschaft de Berlin. — V. Hélios Elektrizitätsgesellschaft Cologne. — VI. Lahmeyer und Co de Francfort. — VII. A. A.-G. Elektrizitätswerke (vorm. O. L. Kummer und Co) à Dresde. — Rapports existant entre les groupes de banques et les groupes d'industries électriques (tableau).	
2° Les banques allemandes et les industries minières.	242
Distinction des mines d'après leurs produits. — Exemple des pétroles Roumains.	
Pourquoi l'intérêt des banques est de servir l'intérêt national.	
CHAPITRE IV. — Les modalités de l'expansion.	250
Adaptation aux nécessités historiques. — Double catégorie d'obstacles à l'expansion.	
1. — <i>Obstacles généraux.</i>	251

Risques courus dans les pays neufs ; progrès méthodiques ; le personnel. — Les pertes subies, la ténacité allemande. — Procédés employés pour se couvrir contre les variations du change. — a) Relativement aux engagements contractés envers la banque. — b) Relativement au capital engagé.	
II. — <i>Obstacles particuliers</i>	258
Situation des banques anglaises quand apparaissent les banques allemandes. — Difficulté de créer un marché des traites allemandes. — Création d'une représentation directe à Londres. — Son utilité actuelle.	
III. — <i>Représentation des banques allemandes sur les marchés financiers étrangers</i>	263
1° Commandites : leur avantage à l'origine ; leurs dangers ; leurs effets différent en Allemagne et à l'étranger. — Diminution de leur importance. — 2° Succursales. — Quand elles apparaissent. — Les succursales à Londres. — Raisons qui font rejeter ce mode d'expansion. — Comparaison avec la France. — 3° Banques spéciales destinées à l'expansion à l'étranger. — La Tochtergesellschaft. — En quoi ce mode d'expansion est particulier à l'Allemagne. — Son avantage pour l'expansion de banque : diminution et diffusion des risques ; intervention du capital étranger. — Adaptation plus facile aux conditions économiques et financières du pays visé. — Règles générales obligatoires ; initiative des décisions particulières. — Comparaison avec les banques anglaises. — Comment sont contrôlées les banques à l'étranger.	
Remarque en ce qui concerne les modalités d'expansion du commerce irrégulier de banque	280
<i>Les Foreign Banks</i>	284
<i>Les banques coloniales anglaises</i>	285
<i>Les banques coloniales françaises</i>	286
<i>Les banques néerlandaises</i>	287

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE ANALYTIQUE DE L'EXPANSION DES BANQUES ALLEMANDES A L'ÉTRANGER

Considérations générales, exposé du plan.	294
---	-----

SECTION PREMIÈRE

CHAPITRE PREMIER. — La Discontogesellschaft.

Historique, organisation et résultats d'ensemble	295
--	-----

I. — L'expansion de la Discontogesellschaft au point de vue du <i>commerce régulier</i> de banque. — Tableau de participation de banque.	304
II. — L'expansion de la Discontogesellschaft au point de vue du <i>commerce irrégulier</i> de banque.	315
A. — Emprunts et opérations financières.	316
B. — Participations industrielles :	319
I. — Voies de communications : a) chemins de fer ; b) entreprises de navigations	344
II. — Autres participations industrielles et commerciales à l'étranger : A) Industries électriques ; B) Lignes télégraphiques ; C) Industries minières ; D) Entreprises commerciales et coloniales	355

CHAPITRE II. — La Deutsche Bank

Historique, organisation et résultats d'ensemble.	359
I. — L'expansion de la Deutsche Bank au point de vue du <i>commerce régulier</i> de banque :	
A. — Etablissements de succursales (à l'étranger)	370
B. — Etablissements de commandites (à l'étranger).	380
C. — Créations de Tochtergesellschaften et participations aux banques étrangères	383
II. — L'expansion de la Deutsche Bank à l'étranger, au point de vue du <i>commerce irrégulier</i> de banque	390
A. — Emprunts.	394
B. — Participations industrielles et commerciales :	
I. — Voies de communication : a) chemins de fer ; b, voies de navigation	398
II. — Autres entreprises industrielles (industries électriques ; mines)	406

CHAPITRE III

§ 1. — La Bank für Handel und Industrie.

Historique, organisation et résultats d'ensemble.	410
I. — Activité, à l'étranger de la Banque für Handel und Industrie quant à son <i>commerce régulier</i> de banque	415
II. — Activité, à l'étranger, de la Bank für Handel und Industrie quant à son <i>commerce irrégulier</i> de banque :	
A. Participations aux emprunts étrangers.	419
B. Participations industrielles et commerciales (voies de communication ; industries électriques ; mines)	427

§ 2. — **Berliner Handelsgesellschaft.**

Historique, organisation et résultats d'ensemble	431
I. — Activité à l'étranger, de la Berliner Handelsgesellschaft quant à son <i>commerce régulier</i> de banque	435
II. — Activité à l'étranger, de la Berliner Handelsgesellschaft quant à son <i>commerce irrégulier</i> de banque :	
a) Emprunts publics étrangers	437
b) Participations industrielles et commerciales :	
I. — Voies de communication	442
II. — Autres participations industrielles à l'étranger	446

§ 3. — **La Dresdner Bank.**

Historique, organisation et résultats d'ensemble	448
I. — Activité, à l'étranger, de la Dresdner Bank quant à son <i>commerce régulier</i> de banque	451
II. — Activité, à l'étranger, de la Dresdner Bank quant à son <i>commerce irrégulier</i> de banque	457
A. — Participations aux emprunts étrangers	459
B. — Participations industrielles à l'étranger :	
1. Voies de communication	461
2. Autres participations industrielles	464

§ 4. — **A. Schaaffhausen'scher Bankverein**

Historique et organisation	466
I. — Activité, à l'étranger, du Schaaffhausen'sche Bankverein quant à son <i>commerce régulier</i> de banque	468
II. — Activité à l'étranger, du Schaaffhausen'sche Bankverein quant à son <i>commerce irrégulier</i> de banque	472
A. — Emprunts publics étrangers	474
B. — Participations industrielles et commerciales :	
1. — Voies de communication : a) chemins de fer ; b) Compagnies de navigation	475
2. — Autres participations industrielles : industries électriques ; câbles maritimes ; métallurgie et mines	476

§ 5. — **La Commerz-und Disconto-Bank.**

Historique et organisation	478
I. — Activité, à l'étranger, de la Commerz-und Disconto-Bank quant à son <i>commerce régulier</i> de banque	479
II. — Activité, à l'étranger, de la Commerz-und Disconto-Bank, quant à son <i>commerce irrégulier</i> de banque :	

a) Emprunts publics	484
b) Voies de communication	482

§ 6. — Nationalbank für Deutschland.

Historique et organisation	483
I. — Activité, à l'étranger, de la Nationalbank für Deutschland, quant à l'expansion de son <i>commerce régulier</i> de banque	484
II. — Activité de la Nationalbank für Deutschland, quant à l'expansion de son <i>commerce irrégulier</i> de banque	487
A. — Participations aux emprunts étrangers	488
B. — Participations industrielles à l'étranger :	
1. — Voies de communication	490
2. — Autres participations industrielles	491

SECTION II

CHAPITRE I^{er}. — Les banques allemandes dans l'Amérique du Sud.

§ 1. — La Deutsche Ueberseeische Bank.

I. — Historique	493
II. — Activité de la Deutsche Ueberseeische Bank :	
A. — En Argentine	497
B. — Au Chili	509
C. — Au Mexique	511
D. — En Espagne	520
E. — Au Pérou	525
F. — En Bolivie	529
G. — En Uruguay	532
III. — Résultats obtenus par la Deutsche Ueberseeische Bank . . .	534
Tableaux des bilans	545

§ 2. — La Brasilianische Bank für Deutschland.

A. — Les intérêts allemands au Brésil et les relations commerciales de l'Allemagne avec ce pays	550
B. — Développement historique et organisation de la Deutsche Brasilianische Bank	554
C. — Activité de la Brasilianische Bank für Deutschland	561
D. — Résultats obtenus par la Brasilianische Bank für Deutschland .	587
Tableaux de bilans	596

§ III. — La Bank für Chile und Deutschland.

A. — Intérêts allemands au Chili et relations commerciales de l'Allemagne avec ce pays	599
--	-----

B. — Historique de la Bank für Chile und Deutschland.	600
C. — Activité de la Bank für Chile und Deutschland.	602
D. — Résultats de la Bank für Chile und Deutschland.	613
Tableaux de bilans.	618
§ IV. — La Deutsch-Südamerikanische Bank.	621
§ V. — L'America-Bank.	623

CHAPITRE II. — Les banques allemandes en Extrême-Orient. La Deutsch-Asiatische Bank.

A. — Les intérêts allemands en Asie et en Extrême-Orient et les relations commerciales de l'Allemagne avec ces pays.	624
B. — Historique de la Deutsch-Asiatische Bank.	628
C. — Organisation de la Deutsch-Asiatische Bank.	632
D. — Activité de la Deutsch-Asiatische Bank.	
1 ^o Activité propre de la banque :	
a) En Chine.	634
b) Aux Indes-anglaises.	646
c) Au Japon.	648
2 ^o Influence de l'activité de la Deutsch-Asiatische Bank sur les finances publiques en Extrême-Orient.	648
3 ^o Activité de la Deutsch-Asiatische Bank dans les entreprises industrielles.	651
4 ^o Activité de la Deutsch-Asiatische Bank en tant que banque d'émission.	653
E. — Résultats de la Deutsch-Asiatische Bank.	655
Tableaux des bilans.	656

CHAPITRE III. — Les banques allemandes en Europe Centrale et en Orient.

§ I. — Banque commerciale Italienne.

A. — Intérêts allemands en Italie.	669
B. — Historique et organisation de la Banque commerciale Italienne.	671
C. — Activité de la Banque commerciale Italienne.	674
Tableaux des bilans.	678

§ II. — Banque générale Roumaine.

A. — Les intérêts allemands en Roumanie. — Historique de la Banque générale Roumaine.	681
B. — Organisation de la Banque générale Roumaine.	683

C. — Activité et résultats de la Banque générale Roumaine. . . .	684
D. — Résultats	691
Tableaux des bilans	693
§ III. — Banque Marmorosch, Blank et Co.	696
§ IV. — Banque de Crédit (de Sofia).	700
§ V. — La Banque d'Orient et la Deutsche Orientbank.	
Intérêts allemands en Orient.	701
A. — <i>Banque d'Orient</i>	705
B. — <i>L'Orientbank</i>	708
Tableaux des bilans	717
§ VI. — La Deutsche Palaestina-Bank.	
A. — Intérêts Allemands en Palestine. — Historique de la Deutsche Palaestina-Bank. — Son organisation	722
B. — Activité de la banque	723
C. — Résultats de la banque	729
Tableaux des bilans	733
CHAPITRE IV. — Les banques allemandes en Afrique.	
Généralités sur les banques coloniales allemandes	736
§ 1. — La Deutsch-Ostafrikanische Bank.	
A. — Historique.	738
B. — Organisation de la Deutsch-Ostafrikanische Bank	742
C. — Activité et résultats de la banque.	749
Tableaux des bilans	753
§ 2. — La Deutsch-Westafrikanische Bank.	
A. — Historique et organisation.	754
B. — Activité de la Banque et résultats	757
Tableaux des bilans.	761
§ 3. — La Deutsche-Afrika-Bank.	762
CONCLUSION.	765
BIBLIOGRAPHIE	771

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
